مركز القانون العربي والإسلامي Centre de droit arabe et musulman Zentrum für arabisches und islamisches Recht Centro di diritto arabo e musulmano Centre of Arab and Islamic Law

LA VIOLENCE DANS L'ISLAM diagnostic et thérapie

Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh

Ce livre peut être acquis auprès de www.amazon.com 2018

Le Centre de droit arabe et musulman

Fondé en mai 2009, le Centre de droit arabe et musulman offre des consultations juridiques, des conférences, des traductions, des recherches et des cours concernant le droit arabe et musulman, et les relations entre les musulmans et l'Occident. D'autre part, il permet de télécharger gratuitement du site www.sami-aldeeb.com un bon nombre d'écrits.

L'auteur

Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh: Chrétien d'origine palestinienne. Citoyen suisse. Docteur en droit. Habilité à diriger des recherches (HDR). Professeur des universités (CNU-France). Responsable du droit arabe et musulman à l'Institut suisse de droit comparé (1980-2009). Professeur invité dans différentes universités en France, en Italie et en Suisse. Directeur du Centre de droit arabe et musulman. Auteur de nombreux ouvrages, dont une traduction du Coran par ordre chronologique en français, en italien et en anglaise, d'une édition arabe annotée du Coran par ordre chronologique, d'un ouvrage en arabe sur les erreurs linguistiques du Coran, d'une introduction au droit musulman en français, en italien et en anglais, et d'une introduction au droit arabe en français et en italien.

Éditions

Centre de droit arabe et musulman Ochettaz 17 Ch-1025 St-Sulpice

Tél. fixe: 0041 [0]21 6916585 Tél. portable: 0041 [0]78 9246196

Site: www.sami-aldeeb.com Email: sami.aldeeb@yahoo.fr

© Tous droits réservés

Table des matières

Table des matières	3
Introduction	11
Partie I. De l'islam non violent à l'islam violent	13
1) Ça n'a rien à voir avec l'islam?	13
2) Rien n'est immuable	14
3) De l'orphelin au chef militaire	15
4) C'est Dieu qui les a tués	19
5) Taha: retour au Coran mecquois	21
Partie II. Violence au sein de la société musulmane	25
Chapitre 1. Violence envers les animaux	25
Section 1. Droits des animaux et sort réservé au chien	25
1) Les religions monothéistes et les animaux	26
2) L'islam interdit de maltraiter les animaux	28
3) Le chien dans le Coran	31
4) Le chien dans les récits de Mahomet	32
5) Le chien autorisé en cas d'utilité	34
6) Le gibier pris par un chien	35
7) Même utile, le chien reste impur	35
8) Manger du chien	36
9) Garder un chien à la maison fait perdre des mérites	36
10) Certains anges n'aiment pas le chien	37
11) Le chien dans les rapports juridiques	38
12) Le chien, les taxis et les transports publics	39
13) Lorsque la politique se mêle des chiens	40
14) Chien et cohabitation entre musulmans et non-musulmans	40
15) Le chien au secours de la religion	41
16) Superstitions autour du chien	43
Section 2. Abattage des animaux	44
1) Remarques générales et normes suisses	44
2) Remise en question de l'interdiction	44
3) Règles contraignantes inexistantes	49
4) Interdiction du sang	50
5) Interdiction d'un animal mort ou déchiré	51
6) Respect de l'animal	58

7) Respect des convictions des uns et des autres	59
8) Considérations économiques	60
Section 3. Fête du sacrifice et égorgement devant les enfants	61
1) Commémoration d'Abraham	61
2) Égorgement des animaux devant les enfants	62
3) Taha: le sacrifice a été aboli par Mahomet	62
Chapitre 2. Violence envers les enfants: la circoncision	67
1) Distinction entre circoncision masculine et féminine	67
2) Justification religieuse de la circoncision	68
A) Justification religieuse chez les juifs	68
B) Délégitimation religieuse chez les chrétiens	70
C) Justification religieuse chez les musulmans	71
3) Justification médicale de la circoncision	74
A) La douleur	75
B) Dommages de la circoncision pour la santé	76
C) Dommages de la circoncision pour la sexualité	77
D) Prétendus avantages de la circoncision pour la santé	78
4) Délégitimation juridique de la circoncision	79
A) Principe de la non-discrimination	79
B) Circoncision et droits religieux et culturels	80
C) Circoncision et droit à l'intégrité physique et à la vie	81
D) Circoncision, mauvais traitement et torture	81
5) Circoncision et violence	82
A) Effets de la circoncision sur l'enfant	83
a) Effets de la circoncision masculine	83
b) Effets de la circoncision féminine	83
B) Circoncision et rapports avec les parents	84
C) Circoncision et rapports avec la société	84
a) Régression de l'estime de soi	84
b) Mutilation des autres	85
c) Violence et comportement antisocial	85
d) Viol	85
e) Pédophilie	86
f) Guerres et conflits armés	86
Chapitre 3. Violence envers les femmes	89
1) Inégalité entre l'homme et la femme	89
2) Droit de frapper la femme	90
A) Exhortez-les ('idhuhun)	91
B) Abandonnez-les (<i>uhiuruhun</i>) dans les couches	91

C) Frappez-les (udribuhun)	92
D) Si elles vous obéissent	95
E) Dieu était élevé, grand	95
3) Manipulations des traducteurs	95
4) Justifications par les exégètes modernes	96
5) Refus de criminaliser la violence envers les femmes	97
A) Article d'Ahmed Assid	97
B) Lois auxquelles les islamistes se sont opposés	101
Chapitre 4. Violence dans le droit pénal	107
Section 1. Conception pénale musulmane	107
1) Qui fixe les sanctions et où se trouvent-elles?	107
2) Classification des sanctions	108
3) Quel est l'objectif des sanctions?	109
4) Droit pénal dans les pays arabo-musulmans	110
A) Maintien limité du droit pénal musulman	110
B) Volonté de retour au droit pénal musulman	111
Section 2. Différentes sanctions prévues en droit musulman	113
1) Peine de mort	114
A) Respect de la vie et peine de mort	114
B) Limites du droit à la vie en temps de paix	115
a) Homicide	115
b) Banditisme et rébellion	116
c) Adultère	117
d) Sorcellerie	118
e) Apostasie	120
f) Délits graves	120
g) Légitime défense	120
2) Châtiments corporels	120
A) Amputation d'un membre	120
B) Prix du sang	121
C) Flagellation	121
3) Sanctions morales	121
A) Privation du droit de témoigner	121
B) Affranchissement d'un esclave	121
C) Nourrir et habiller des indigents	122
D) Faire un sacrifice	122
E) Jeûner	122
4) Autres sanctions	122
5) Atténuation des sanctions	123

Section 3. Apostasie	124
1) Sans le châtiment de l'apostasie, l'islam disparaîtrait	124
2) Contradictions coraniques	125
3) Garanties constitutionnelles de la liberté religieuse	127
4) Discrétion des codes pénaux	128
A) Code pénal mauritanien	128
B) Code pénal soudanais	128
C) Code pénal marocain	129
D) Lacunes comblées par le droit musulman	130
E) Action populaire contre l'apostat	131
F) Al-Azhar appelle à décapiter les athées	133
G) Convertis en Algérie	134
5) Code pénal arabe unifié et apostasie	134
6) Apostats en Occident	136
Section 4. Liberté cultuelle	137
1) Contrainte en matière de pratiques religieuses	137
2) Imposition du voile	140
3) Violence auditive: l'appel à la prière	145
4) Attaques contre les lieux de culte non musulmans	146
Section 5. Liberté culturelle et artistique	150
1) Hostilité héritée du judaïsme	150
2) Printemps arabe et mouvements islamistes	152
3) Héritage culturel égyptien et islamistes	153
4) Destruction des statues assyriennes	162
5) Destruction des statues en Occident par des musulmans	166
6) Destruction dans d'autres pays par des musulmans	168
7) Le Koweït interdit les figurines	170
Chapitre 5. Violence et alternance du pouvoir politique	173
Section 1. Conception musulmane	173
1) Forme du pouvoir	173
A) Conception chiite	173
B) Conception sunnite	174
2) Compétences du chef de l'État	176
3) Responsabilité du chef de l'État	177
4) Pouvoir du peuple	178
5) Groupes d'opposition et de pression	179
A) Partis politiques	179
B) Groupes de pression	179
6) Résistance au pouvoir politique	180

A) Courant de la patience (<i>al-sabr</i>)	181
B) Courant de la faisabilité (al-tamakkun)	182
C) Courant de la révolution (al-thawrah)	182
D) Position particulière face à l'apostasie	183
Section 2. Système politique actuel	183
1) Fin du califat et rêve du califat	183
2) Différents régimes des pays arabes	184
3) Violence et alternance du pouvoir politique	184
4) Compétences du chef de l'État et culte de la personnalité	186
5) Courant de l'opposition non violente	187
Partie III. Violence extérieure envers les non-musulmans	189
Chapitre 1. La haine comme prélude à la guerre	189
1) Prière haineuse dix-sept fois par jour	189
2) Instigation à la haine dans l'enseignement	191
3) Déshumanisation des mécréants	192
4) Interdiction de prendre les mécréants comme alliés	192
A) Base coranique: H-89/3:28-29	192
B) Causes de la révélation	193
C) Versets associés aux versets H-89/3:28-29	194
D) Sens des versets H-89/3:28-29	197
E) Position doctrinale	198
Chapitre 2. Baise la main que tu ne peux pas couper	203
1) Recours à la dissimulation en cas de faiblesse	203
2) Dissimulation chez les chiites	203
A) Dissimulation dans les lois révélées avant Mahomet	204
B) Dissimulation dans le Coran	206
C) Dissimulation dans la Sunnah de Mahomet	207
D) Dissimulation dans la Sunnah des imams chi'ites	208
E) Dissimulation chez les sunnites	208
a) Conditions du recours à la dissimulation	209
b) Importance de la dissimulation	210
c) Dissimulation et endurance	211
3) Dissimulation chez les druzes	212
A) Religion des druzes	212
B) Dissimulation	214
C) Remise en question de la dissimulation	218
Chapitre 3. Le jihad	221
1) Définition du jihad	221
2) Le jihad entre le Coran mecquois et le Coran médinois	222

A) Interdiction de répondre à l'agression	223
B) Permission de répondre à l'agression	224
C) Devoir de répondre à l'agression	224
D) Devoir d'initier la guerre	225
a) Contre les apostats	225
b) Contre les rebelles (<i>bughat</i>)	227
c) Contre Dar al-harb/Dar al-kufr	229
3) Les moyens de la guerre	232
A) Le financement	232
B) L'immigration pour le combat	233
C) Les combattants: obligation, émulation et dispense	238
a) Obligation individuelle / obligation collective	238
b) Dispense de la guerre	239
c) Émulation des combattants	240
D) Déroulement de la guerre	241
4) Sort réservé aux soumis et aux vaincus	242
A) Combattants vaincus	243
B) Non-combattants vaincus	245
C) Bénéficiaires de l'aman	246
D) Biens des vaincus	247
5) Doctrine actuelle et projets	248
A) Maintien de la doctrine classique	249
B) Proposition de loi du professeur Ahmad	253
C) Modèles constitutionnels et déclarations islamiques	256
a) Devoir de propager l'Islam	256
b) Dar al-islam et Dar al-harb	257
c) Devoir de se défendre	257
d) Devoir d'initier la guerre	258
D) Le Jihad offensif dans les vidéos	259
6) Tentative de remise en question de la doctrine classique	260
A) Mahmud Muhammad Taha	260
B) Faysal Mawlawi	269
C) Youssuf Al-Qaradawi	270
D) Munir Al-'Ubaidi	270
E) Haydar Hub-Allah	271
F) Muhammad Taqy Al-Modarresi	272
G) Hamid bin Ahmad Al-Rifaie	273
H) Adda Chentouf	275
Chanitre 4 lizua et rannorts avec les dhimmis	277

1) Verset de la <i>jizya</i>	277
2) Contexte coranique et cause du verset de la <i>jizya</i>	278
3) La <i>jizya</i> comme partie du pacte de <i>dhimma</i>	279
4) Explications des exégèses	281
A) Exégèses traditionnelles	281
B) Exégèses soufies	289
C) Exégèses modernes	290
D) Position des coranistes	294
5) Abolition de la <i>jizya</i> par l'Empire ottoman en 1855	296
6) Projets visant à réhabiliter la <i>jizya</i>	297
7) Retour à la <i>jizya</i> par Daesh	299
Partie IV. Thérapie de la violence	305
1) Ça n'a rien à voir avec l'islam?	305
2) Langue de bois et dialogue interreligieux	306
3) Fermeté et cohérence	307
4) Désacralisation des livres sacrés	310
5) Le soufisme serait-il une alternative?	311
6) Mesures juridiques et solution du problème des réfugiés	317
7) Violence et résistance	319

Introduction

En 1995, j'ai rédigé pour la revue Alternatives non violentes, n° 94, printemps 1995, pp. 35-46, un article intitulé *Les musulmans face à la violence, le point de vue d'un juriste*¹, en me basant sur mon ouvrage *Les Musulmans face aux droits de l'homme* paru en 1994². La présente étude reprend et développe les informations données dans cet article sur la base d'autres ouvrages que j'ai rédigés ultérieurement².

Mes propos sur l'islam ne doivent pas être compris comme un dédouanement des autres religions. La violence existe dans toute société à travers les siècles, et elle est associée à toute idéologie tant religieuse que matérialiste⁴. Nulle part dans l'histoire on trouve une non-violence absolue.

En 1980, j'ai contacté le Père brésilien Pinto de Oliveira, professeur de théologie morale à l'université de Fribourg, pour lui demander comment il pouvait concilier la théologie de libération d'Amérique latine qu'il soutenait et la parole du Christ:

Aimez vos ennemis, faites du bien à ceux qui vous haïssent, bénissez ceux qui vous maudissent, priez pour ceux qui vous maltraitent. Si quelqu'un te frappe sur une joue, présente-lui aussi l'autre. Si quelqu'un prend ton manteau, ne l'empêche pas de prendre encore ta tunique. Donne à quiconque te demande, et ne réclame pas ton bien à celui qui s'en empare (Luc 6:27-29).

Il me demanda de quelle origine j'étais. Lui ayant répondu que j'étais chrétien d'origine palestinienne, il me dit: "On voit que vous n'avez rien compris au Christ". Il m'explique que le Christ était un oriental avec la mentalité d'un marchand de tapis: il demande un prix élevé, mais finit par accepter la moitié du prix. Cela me rappelle le marchand de tapis auprès duquel je me rendais lors de mes visites au Caire. Une fois j'ai choisi plusieurs objets et j'étais prêt à payer le prix énoncé par le marchand sans discussion, contrairement à mes habitudes. Il me regarde étonné:

https://goo.gl/Fs1CBT. Il a été repris par https://goo.gl/M13zRa

Les musulmans face aux droits de l'homme: Religion & droit & politique. Étude et documents, Bochum, Winkler Publishers, 1994.

³ Voir la liste ici: https://blog.sami-aldeeb.com/mes-livres

Le marxisme-léninisme préconise la violence comme moyen pour atteindre ses visées. Cette violence, affirment Marx et Engels, et Lénine ne fait que le confirmer, joue le rôle d'"accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs". Elle est "inéluctable". La révolution qui est le processus de transformation de la société doit être violente. Il est "impossible de substituer l'État prolétarien à l'État bourgeois" sans une "révolution violente". C'est une règle générale qui veut que "les grands problèmes de la vie des peuples ne sont tranchés que par la force". Je renvoie les lecteurs intéressés à mon ouvrage Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, étude analytique de la doctrine marxiste-léniniste et de la position soviétique, Createspace (Amazon), Charleston, 2018, notamment les pages 151-160.

"Tu es malade? Tu ne discutes pas?" Effectivement, j'avais de la fièvre et je n'avais qu'un seul désir: rentrer à l'hôtel pour me reposer. Il m'a alors accordé 25% de rabais de sa propre initiative. On se souvient du récit d'Abraham arguant avec Dieu sur le nombre de justes susceptibles de sauver Sodome de la destruction, passant de cinquante à dix (Genèse 18:20-33).

Cette étude est divisée en quatre parties:

- 1) De l'islam non violent à l'islam violent
- 2) Violence à l'intérieur de la société musulmane
- 3) Violence extérieure envers les non-musulmans
- 4) Thérapie de la violence

Nous utiliserons dans cet ouvrage notre propre traduction du Coran par ordre chronologique¹, en faisant usage de deux numérotations: le premier numéro renvoie à l'ordre chronologique du Coran, et le deuxième à l'ordre conventionnel. Ces deux numéros sont suivis du numéro du verset, et précédés d'un H (Hégire) pour les versets médinois, et d'un M pour les versets mecquois.

_

Le Coran, texte arabe et traduction française par ordre chronologique avec renvoi aux variantes, aux abrogations et aux écrits juifs et chrétiens, Createspace (Amazon), Charleston, 2^e édition, 2016.

Partie I. De l'islam non violent à l'islam violent

1) Ca n'a rien à voir avec l'islam?

À chaque attentat commis par des personnes de religion musulmane, certains pointent du doigt l'islam, alors que d'autres affirment que "ça n'a rien à voir avec l'islam". Après la fusillade du 7 janvier 2015 qui a fait au moins 12 morts dans les locaux de Charlie Hebdo à Paris, l'Imam de Dancy, Hassen Chalghoumi, martela: "Leur barbarie n'a rien à voir avec l'islam²".

Un article du site *La mosquée de France* titre: "L'islam religion de paix et non de guerre". Voici son argument:

Le mot islam vient de la racine salām سلام paix: le mot arabe paix partage une racine commune (SLM) avec Islam, 'islām إسلام soumission volontaire et sincère à Allah à DIEU l'Unique. L'islam est donc une religion de paix laquelle ne s'obtient que par la soumission sincère et volontaire à la volonté du Créateur Suprême, Allah qu'il soit Exalté³.

Éventuellement on accuse l'islamisme, pour dédouaner l'islam. Emmanuel Macron affirme dans une interview: "L'extrémisme, le fondamentalisme religieux ... c'est un problème dans notre pays", mais "il ne faut pas confondre ce problème avec tous nos concitoyens qui croient dans l'islam. Ce serait une erreur profonde ... Ce fondamentalisme-là, cet islam radical ..., cet islamisme, ce n'est pas l'islam⁴".

Afin d'éviter les "amalgames" entre islam et terrorisme et ne pas attiser les conflits avec les musulmans, les autorités déclarent souvent que les auteurs des attentats sont des malades. Un article dont le titre: *Terrorisme: Les fous d'Allah sont-ils des malades mentaux?*, on lit: "Après chaque attentat, les mêmes mots reviennent. Des tarés, des cinglés dans les discussions de Monsieur et Madame Tout-le-monde. Des déséquilibrés, dans la bouche des experts qui font le tour des plateaux télé. Comme s'il était plus facilement acceptable de se dire que la personne n'était pas en pleine capacité de ses moyens plutôt que d'admettre qu'elle a délibérément choisi d'attaquer ses concitoyens"⁵.

Le blog de la-petite-souris-normande écrit: "Gérard Collomb, [Ministre français de l'intérieur], déclarait il y a peu que pour lutter efficacement contre le terrorisme, il fallait que les services de psychiatrie des hôpitaux collaborent (le mot est lâché)

¹ C'est le titre d'un ouvrage de Lydia Guirous, publié chez Plon, Paris, 2017. Voir son interview https://youtu.be/gXMJHtINnC8

² Voir cette vidéo https://youtu.be/g72Kb7nEJG0

³ https://goo.gl/FUHX1u

⁴ Voir l'interview du Président Macron sur TF1: https://goo.gl/RysVdb

⁵ https://goo.gl/uSoGtR

avec les services du ministère de l'intérieur! Il y a, selon lui, un lien étroit entre maladie mentale et terrorisme, alors qu'il n'y en a aucun entre terrorisme et Islam". Et l'article de s'interroger si le Ministre lui-même n'est pas un malade mental.

Alors, lequel dit vrai: celui qui accuse l'islam ou celui qui l'innocente?

Pour répondre à cette question, je recourrai à une allégorie qui délimitera mon étude. Lorsqu'une voiture provoque un accident, on prend en considération au moins quatre facteurs: la faute ou la folie du conducteur, la faute d'un tiers, le défaut de la route et le défaut de la voiture. Tous ces facteurs sont importants, mais ce qui nous intéresse ici est de savoir si l'enseignement de l'islam comporte des normes qui poussent une personne à devenir violente.

2) Rien n'est immuable

Des sources indiquent que le célèbre peintre Léonard de Vinci, après avoir peint le Christ dans sa fameuse fresque "Le dernier repas", a cherché un modèle pour représenter Judas, qui a trahi le Christ. Après une longue recherche, il a trouvé une personne peu amène, possédant les traits caractéristiques de Judas. Lorsqu'il s'est mis en face de lui pour le dessiner, son modèle attira son attention sur le fait qu'il était assis au même endroit il y a quelque temps lorsqu'il servait de modèle pour le Christ, dans le même tableau. Cette personne qui ressemblait au Christ pacifique et doux s'était transformée avec le temps, acquérant les caractéristiques d'un criminel, d'un traître.

S'agit-il d'une légende? Quoi qu'il en soit, cette histoire est instructive. Et comme disent les Italiens: *Se non è vero è ben trovato* (même si ce n'est pas vrai, c'est bien trouvé). Toute personne et toute idéologie peut changer pour le meilleur et pour le pire. Prenons un autre exemple réel.

Beaucoup de gens ne savent pas que Hitler, qui selon certaines sources est d'origine juive, a vécu une vie misérable à Vienne, avec pour tout revenu une aide accordée par le gouvernement aux orphelins et une maigre pension de sa mère. Au début, il voulait devenir peintre, mais a été refusé à deux reprises par l'Académie des Beaux-Arts, en 1907 et 1908. Ensuite, il a tenté de devenir architecte, mais comme il n'avait pas achevé ses études, il n'a pas pu réaliser ce vœu non plus. Lorsque sa mère mourut d'un cancer, il a dû se contenter de la rente d'orphelin de l'État jusqu'à ce qu'il hérite d'une de ses tantes. À nouveau il a tenté de faire de la peinture, mais il a gaspillé son argent, se retrouvant dans un refuge pour sans-abris. En 1913, il a hérité de son père et a quitté Vienne pour Munich, où il a été arrêté pour s'être soustrait au service militaire. Mais il a été dispensé à cause de son inaptitude physique. Puis il a rejoint volontairement l'armée, a servi en France et en Belgique et a obtenu deux distinctions militaires pour sa bravoure. Il a ensuite été hospitalisé après un diagnostic d'hystérie. À ce moment, il s'est convaincu que sa raison d'être consistait à "sauver l'Allemagne" et détruire les Juifs. Après la fin de la 1ère Guerre mondiale, il est entré en politique, a rejoint le Parti national-socialiste des travailleurs allemands (le Parti nazi), a obtenu le titre de Führer et a été nommé

https://goo.gl/yecz3b

chef dudit parti. Son parti a tenté un coup militaire contre le gouvernement, mais il a échoué et Hitler a été jeté en prison en 1923. C'est là qu'il a rédigé son tristement célèbre *Mein Kampf*.

Après sa sortie de prison et la réhabilitation du Parti nazi, celui-ci s'est scindé en deux, et les opposants de Hitler ont tenté de le détrôner de son poste de chef du parti, mais sans succès. Je ne vais pas m'attarder davantage sur sa vie, dont les temps forts sont bien sûr le déclenchement de la 2^e Guerre mondiale et ses crimes contre les juifs et autres groupes.

En novembre 1941, il a rencontré le Grand mufti Mohammad Amine Al-Husseini, qui était l'un de ses admirateurs, de même que Hitler admirait le concept du jihad chez les musulmans. Le mufti lui a fourni une division musulmane pour combattre dans les rangs de l'armée allemande. Mais Hitler se méfiait des musulmans, craignant qu'ils ne se tournent contre lui. Hitler a conduit son pays à la guerre contre les pays voisins afin de les dominer, mais la guerre s'est terminée par la défaite de l'Allemagne et sa destruction par ses ennemis.

3) De l'orphelin au chef militaire

Dans l'histoire du peintre Léonard de Vinci, Jésus, sous l'effet des vicissitudes du temps, s'est métamorphosé en Judas. De même, Hitler est passé d'une vie misérable vivant d'une aide étatique pour les orphelins à un dictature qui a fait des ravages et des massacres effroyables. Il en est de même de Mahomet, comme de tant d'autres. L'observateur de la biographie de Mahomet peut y trouver d'étranges similitudes avec celle de Hitler. Comme Hitler, Mahomet était d'abord pauvre et vivait grâce à l'aide de son épouse Khadija. Comme lui, il était atteint d'hystérie, ce qui l'a amené à rêver de sauver les Arabes et de dominer le monde entier. Comme lui, il a émigré de La Mecque, sa ville natale, à Médine, où il a imposé son pouvoir. Comme lui, il détestait les juifs. Comme lui, il a laissé un livre, le Coran, comparable à Mein Kampf. Comme lui, il a envahi les contrées voisines et détruit leurs civilisations. Et comme lui, il a exterminé les Juifs. L'Islam fondé par Mahomet a connu une grande expansion sur les ruines des civilisations voisines, a fait des butins de guerre, a enlevé des femmes et a tué ses opposants, notamment par le génocide de près de 80 millions d'Hindous², parce qu'ils n'appartiennent pas aux gens du Livre.

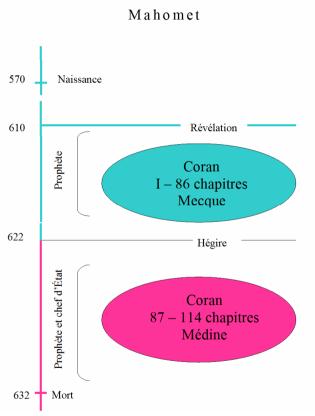
Le Coran, première source du droit musulman, contient ce que les musulmans croient être la révélation faite par l'ange Gabriel à Mahomet. Cette révélation a évolué sur vingt-deux ans, de 610 à 632, date de la mort de Mahomet, durant lesquels Mahomet est passé de simple commerçant au service d'une riche veuve à chef militaire. Ce changement est perceptible dans le Coran dont un premier recueil aurait été réuni sous le règne du Calife Abu-Bakr (décédé en 634). Mais comme des collections privées divergentes auraient commencé à circuler, le Calife 'Uthman (décédé en 656) aurait décidé d'établir sa propre collection en plusieurs

² Voir https://goo.gl/cdjhzg; https://goo.gl/NQnyhw; https://goo.gl/GUky5D.

Voir l'article Similitudes entre Mein Kampf et le Coran: https://goo.gl/tUvfD7

copies, qui ne nous ont pas parvenu. Le Coran en usage aujourd'hui est appelé le Coran de 'Uthman. Les autres collections auraient été brûlées.

Le Coran de 'Uthman est composé de 114 chapitres (sourates) classés, à quelques exceptions près, en fonction de leur longueur. Cet ordre aurait été approuvé par Mahomet, sur indication de l'ange Gabriel. Selon l'estimation de l'Azhar, 86 chapitres ont été révélés à La Mecque avant l'hégire (entre 610 et 622), et 28 après l'hégire (entre 622 et 632, année de la mort de Mahomet). Il faut préciser cependant que 35 chapitres de l'époque mecquoise comportent des versets de l'époque hégirienne (dite aussi médinoise).



Le Coran a accompagné une société en mutation et, comme tout système normatif, il a subi des modifications. Afin de résoudre les contradictions internes, les légistes classiques recourent à la théorie de l'abrogation: une norme postérieure abroge une norme antérieure. L'abrogation est mentionnée dans le Coran. Elle a suscité des polémiques du temps de Mahomet, ses adversaires l'accusaient de modifier les ordres donnés aux croyants. Mais le Coran affirme que cette modification est voulue par Dieu lui-même:

Lorsque nous échangeons un signe par un autre, et Dieu sait le mieux ce qu'il fait descendre, ils disent: Tu n'es qu'un fabulateur. Mais la plupart d'entre eux ne savent pas (M-70/16:101).

Si nous abrogeons un signe ou que nous le fassions oublier, nous en apportons un meilleur, ou un semblable. Ne sais-tu pas que Dieu est puissant sur toute chose? (H-87/2:106).

Les juristes musulmans ont distingué différentes formes d'abrogations:

- Un verset peut en abroger un autre, mais tous deux sont maintenus dans le Coran. On parle alors de l'abrogation de la norme et du maintien de la récitation. Ainsi le verset H-87/2:115 relatif à la direction de la prière serait abrogé par H-87/2:144 qui fixe la direction de la prière vers la Kaaba, à La Mecque.
- Des versets normatifs auraient été révélés à Mahomet, puis ils auraient été remplacés par d'autres versets dont le contenu est différent. Mais ni les premiers ni les derniers n'ont été inclus dans le Coran. Ainsi, la révélation aurait comporté, selon le témoignage d'Ayshah, l'une des épouses de Mahomet, un verset établissant l'interdiction du mariage entre parents de lait s'il y a eu plus de dix tétées, chiffre ramené ultérieurement à cinq par un autre verset. Ces deux versets ont disparu du Coran, mais le dernier est toujours en vigueur, à travers le témoignage d'Ayshah.
- Un verset révélé qui se trouve dans le Coran peut être abrogé par un verset qui a disparu du Coran. Ainsi le verset H-102/24:2 prévoit 100 coups de fouet en cas de fornication. Ce verset se trouve toujours dans le Coran, mais il serait abrogé par un autre verset n'y figurant plus, rapporté par le Calife 'Umar (décédé en 644) et qui prévoit la lapidation pour ce délit.
- Des versets ont été révélés à Mahomet, mais Dieu les lui a fait oublier. Ces versets, parfois transcrits par ses scribes, étaient effacés par miracle, et ceux qui les avaient appris par cœur les ont aussi oubliés par miracle. Le Coran se fait l'écho de ce phénomène (M-8/87:6-7 et M-87/2:106).
- Des versets sont révélés par Satan, mais abrogés par Dieu. La chose est indiquée au verset H-103/22:52. Appartiennent à cette catégorie les fameux versets sataniques (titre de l'ouvrage de Salman Rushdie) qui auraient constitué une première version des versets M-23/53:19-23.
- Des versets du Coran sont abrogés par la Sunnah (tradition) de Mahomet. Ainsi le Coran dit: "On vous a prescrit, lorsque la mort se présente à l'un de vous et s'il laisse des biens, le testament en faveur des deux géniteurs et des plus proches selon les convenances. C'est un devoir pour ceux qui craignent Dieu" (H-87/2:180). Ce verset aurait été abrogé par la parole de Mahomet: "Pas de legs pour un héritier".
- Une parole de Mahomet est abrogée par un verset coranique. Ainsi, le pacte d'armistice signé entre Mahomet et La Mecque avant sa conquête comportait une clause selon laquelle Mahomet devait livrer tout homme qui se convertirait à l'islam pour le rejoindre. Cet accord a été abrogé par le verset H-91/60:10.
- Abrogations multiples: un cas fameux est celui de l'interdiction de la consommation du vin, réglée progressivement par les versets H-87/2:219, H-92/4:43 et H-112/5:90-91. Voilà donc trois versets coraniques s'abrogeant l'un l'autre, ne prévoyant aucune peine, et qui ont été abrogés (ou complétés) par un récit de Mahomet selon lequel il aurait flagellé un consommateur de vin.

Les juristes musulmans ne s'entendent pas sur le nombre des versets coraniques abrogés. Ainsi, Ibn-al-Jawzi (décédé en 1200) indique 247 versets abrogés, alors qu'Al-Suyuti (décédé en 1505) ne compte que les 22 suivants: M-3/73:1-3*; H-87/2:180; H-87/2:183; H-87/2:184; H-87/2:217; H-87/2:240; H-87/2:284; H-88/8:65*; H-89/3:102*; H-90/33:52; H-91/60:11; H-92/4:8; H-92/4:15*; H-92/4:16*; H-92/4:33*; H-102/24:2; H-102/24:58; H-105/58:12*; H-112/5:2; H-112/5:42; H-112/5:106; et H-113/9:41. Passant en revue ces versets, une encyclopédie coranique publiée par le Ministère égyptien du waqf (biens religieux) en 2003¹ n'en retient que les versets marqués par un astérisque (*). Mustafa Zayd a compilé les versets abrogés selon les différents auteurs classiques et parvient à 293 versets abrogés, mais lui-même ne retient que les six suivants: M-3/73:1-3; H-88/8:65; H-92/4:15; H-92/4:16; H-92/4:43; H-105/58:12.²

L'écart énorme entre les positions des auteurs musulmans doit inciter le lecteur à beaucoup de prudence avant de se prononcer sur ce qui est abrogé dans le Coran et ce qui ne l'est pas.

L'abrogation soulève un problème sensible notamment en rapport avec ce que les sources classiques appellent le verset du sabre qui serait, selon l'opinion dominante, le verset suivant:

Une fois écoulés les mois interdits, tuez les associateurs où vous les trouvez. Prenez-les, assiégez-les et restez assis aux aguets contre eux. Si ensuite ils sont revenus, ont élevé la prière et donné l'aumône épuratrice, alors dégagez leur voie. Dieu est pardonneur et très miséricordieux (H-113/9:5).³

Des juristes classiques estiment que ce verset à lui seul abroge 124⁴, voire 140⁵ versets tolérants du Coran. On peut probablement expliquer l'attitude de ces auteurs (parfois reprise par les islamistes) par les tensions entre les musulmans et les non-musulmans.

Les juristes musulmans affirment que l'abrogation ne peut avoir lieu que dans l'époque de la révélation et de la part du législateur divin. Mais il faut distinguer entre l'abrogation de la norme et sa non-application. L'application d'une norme dépend de la faisabilité. Dans la période de faiblesse, Dieu a adressé à Mahomet le verset H-90/33:48: "N'obéis pas aux mécréants et aux hypocrites, repousse leur mal, et confie-toi à Dieu". Mais lorsqu'il est devenu fort, Dieu lui a adressé le verset H-113/9:73: "Ô Prophète! Lutte contre les mécréants et les hypocrites, et sois rude à leur égard. Leur abri sera la géhenne. Quelle détestable destination!" Si

_

¹ Al-Mawsu'ah al-qur'aniyyah al-mutakhassisah, Wazarat al-awqaf, Le Caire, 2003, p. 632-650.

Mustafa Zayd: Al-naskh fil-Qur'an, dirasah tashri'iyyah tarikhiyyah naqdiyyah, Dar alwafa, Al-Mansurah, 3e édition, 1987, vol. 1, p. 402-408, et vol. II, p. 904.

Des auteurs considèrent aussi comme verset du sabre les versets suivants: H-113/9:29, 36, 41. Voir à ce sujet l'article de Youssuf Al-Qaradawi: Al-jadal hawl ayat al-sayf http://goo.gl/48Zi0z.

⁴ Ibrahim Al-Abyari: Al-Mawsu'ah al-qur'aniyyah, Mu'assasat sijil al-'arab, le Caire, 1984, vol. 2, p. 540.

⁵ Zayd: Al-naskh fil-Qur'an, op. cit., vol. 2, p. 508.

donc les musulmans se retrouvent en état de faiblesse, ils recourent au premier verset, et lorsqu'ils deviennent forts, ils recourent au dernier. Dans les deux cas, ils appliquent la loi islamique¹. Cette opinion est illustrée notamment par Ibn-Taymiyyah:

Lorsque l'hypocrite (*munafiq*) est fort et qu'on craint une subversion en raison de l'application de la loi islamique, nous agissons en vertu du verset H-90/33:48 susmentionné. De même, lorsque nous ne pouvons pas entreprendre le jihad contre les mécréants, nous appliquons le verset M-63/43:89: "Absous-les et dis: Paix!" et le verset H-87/2:109: "Graciez et absolvez jusqu'à ce que Dieu fasse venir son ordre. Dieu est puissant sur toute chose". Et lorsque nous acquérons la force, nous appliquons le verset H-113/9:73: "Ô Prophète! Lutte contre les mécréants et les hypocrites, et sois rude à leur égard²".

Chaque fois que des musulmans se sentent le vent en poupe, comme c'est le cas de Daesh et des autres mouvements terroristes, des Frères musulmans, d'Al-Azhar et des écoles religieuses chiites, ils préconisent de suivre les enseignements du Mahomet de Médine et du Coran de Médine, en négligeant le Mahomet de La Mecque et le Coran de La Mecque. Mais ceci a conduit à la situation tragique actuelle.

4) C'est Dieu qui les a tués

Partout dans le monde musulman, le muezzin scande cinq fois par jour l'appel à la prière, sans tenir compte de la nuisance qu'il fait subir aux enfants, aux malades et autres personnes en besoin de repos. Dieu passe avant tout, et tant pis pour les autres. En voilà le texte avec la traduction chez les sunnites et les chiites.

Nombre de fois	Arabe	Traduction
2 chez les malikites	الله أكبر	Allah est plus grand
4 chez les autres		
2	اشهد ان لا اله الا الله	J'atteste qu'il n'y a de dieu
		qu'Allah
2	اشهد ان محمد رسول الله	J'atteste que Mahomet est
		le messager d'Allah
2	حي على الصلاة	Venez à la prière
2	حي على الفلاح	Venez au succès
2 chez les chiites	حي على خير العمل	Venez à la meilleure ac-
	"	tion
2 à l'aube	الصلاة خير من النوم	La prière est meilleure que
		le sommeil
2	الله أكبر	Allah est plus grand
1	لا اله الا الله	Il n'y a de dieu qu'Allah
2 chez les chiites		_

Midhat Ibn-al-Hassan Al-Farraj: Muhammad Abd-al-Maqsud wa-mu'aradatuh li-man yarid tatbiq al-shari'ah fawran, manbar al-tawhid wal-jihad, p. 8 (http://goo.gl/g4joAN)

² Ibn-Taymiyyah: Al-sarim al-maslul 'ala shatim al-rassul, p. 359 (http://goo.gl/1SNl0c).

On constate que cet appel à la prière insiste sur la supériorité et l'unicité de Dieu. L'expression *allahu akbar* est dans la forme comparative. Il en manque donc une partie qu'on peut compléter à volonté: Dieu est plus grand que les autres dieux, plus grand que toute autre personne ou chose, plus grand que toute autre loi, plus grand que les parents et les enfants:

Parmi les humains, il en est qui prend, hors de Dieu, des égaux à lui, les aimant comme l'amour de Dieu. Mais ceux qui ont cru sont plus forts en l'amour de Dieu. Si ceux qui ont opprimé voyaient, lorsqu'ils verront le châtiment, [ils sauraient] que toute la force appartient à Dieu, et que Dieu est fort en châtiment (H-87/2:165).

Tu ne trouveras pas des gens qui croient en Dieu et au jour dernier échangeant l'affection avec ceux qui se sont opposés à Dieu et à son envoyé, fussent-ils leurs pères, leurs fils, leurs frères, ou leur tribu. Ceux-là, il a écrit la foi dans leurs cœurs, et il les a fortifiés par un esprit de lui. Il les fera entrer dans des jardins sous lesquels courront les rivières, où ils seront éternellement. Dieu les agrée, et ils l'agréent. Celle-là est la coalition de Dieu. La coalition de Dieu sera celle qui réussit (H-105/58:22).

Ô vous qui avez cru! Ne prenez pas vos pères et vos frères pour alliés s'ils ont aimé la mécréance plus que la foi. Quiconque parmi vous s'allie à eux, ceux-là sont les oppresseurs (H-113/9:23).

Quiconque ne juge pas d'après ce que Dieu a fait descendre, ceux-là sont les mécréants ... ceux-là sont les oppresseurs ... ceux-là sont les pervers (H-112/5:44, 45, 47).

Le musulman doit aimer ce que Dieu aime, et détester ce que Dieu déteste. C'est le fameux dogme de l'alliance et du désaveu (*al-wala wal-bara*) consacré par les versets 3:28-29 qui disent:

Que les croyants ne prennent pas les mécréants pour alliés hors des croyants. Quiconque fait cela, n'est pas [des alliés] de Dieu, à moins que vous ne les craigniez. Dieu vous prémunit de [son châtiment]. C'est vers Dieu la destination (H-89/3:28).

Dis: "Que vous cachiez ce qui est dans vos poitrines, ou que vous le fassiez apparaître, Dieu le sait. Il sait ce qui est dans les cieux et dans la terre. Dieu est puissant sur toute chose" (H-89/3:29).

Nous y reviendrons dans la troisième partie. En vertu de ce dogme, le musulman exécute les commandements d'Allah sans le moindre pincement de conscience. Il suivra en cela Abraham que le Coran institue comme modèle suprême:

Vous aviez un bon modèle en Abraham et en ceux qui étaient avec lui, lorsqu'ils dirent à leurs gens: "Nous sommes quittes de vous et de ce que vous adorez, hors de Dieu. Nous avons mécru en vous, et l'inimitié et la haine apparurent entre nous et vous, à jamais, jusqu'à ce que vous croyiez en Dieu seul" (H-91/60:4).

On se rappellera ici qu'Abraham était prêt à sacrifier son fils sur simple vision, récit rapporté par l'Ancien Testament (Genèse, chapitre 22) et repris par le Coran:

Lorsqu'il parvint à l'âge de s'empresser avec lui, il dit: "Ô mon fils! Je me vois dans le sommeil en train de t'immoler, regarde ce que tu vois". Il dit: "Ô mon père! Fais ce qui t'est ordonné. Tu me trouveras, si Dieu souhaite, des endurants". Puis quand tous deux se furent soumis et qu'il l'eut jeté sur la tempe, nous l'avons interpellé: "Ô Abraham! Tu as confirmé la vision. Ainsi rétribuons-nous les bienfaisants". Ceci est le test manifeste. Nous le rachetâmes d'une grande immolation (M-56/37:102-107).

Selon le Coran, le croyant doit obéir sans questionner:

Il n'est pas questionné sur ce qu'il fait, mais ils seront questionnés (M-73/21:23).

La parole des croyants, lorsqu'on les appelle vers Dieu et son envoyé, pour qu'il juge parmi eux, était seulement de dire: "Nous avons écouté et avons obéi". Ceux-là sont ceux qui réussissent (H-102/24:51).

Si le musulman tue quelqu'un en exécution d'un commandement divin, il estime que c'est Dieu qui agit à travers sa main, et donc il n'est pas responsable de son acte, tout en ayant la conviction qu'il en sera récompensé s'il meurt dans la voie de Dieu:

Combattez-les. Dieu les châtiera par vos mains, les couvrira d'ignominie, vous secourra contre eux, guérira les poitrines des gens croyants (H-113/9:14).

Ce n'est pas vous qui les avez tués, mais c'est Dieu qui les a tués. Lorsque tu as lancé, ce n'est pas toi qui as lancé, mais c'est Dieu qui a lancé. Afin qu'il teste les croyants d'un bon test de sa part. Dieu est écouteur, connaisseur (H-88/8:17).

Dieu a troqué les âmes et les fortunes des croyants [contre la promesse] qu'ils auront le jardin. Ils combattent dans la voie de Dieu, tuent, et se font tuer. Une vraie promesse sur lui dans la Torah, l'Évangile, et le Coran. Qui s'acquitte de son engagement mieux que Dieu? Réjouissez-vous de l'allégeance que vous avez faite. Voilà le grand succès (H-113/9:111).

On est en droit de se demander si le monothéisme strict prôné par les trois religions monothéistes n'est pas programmé pour exercer la violence, comme on le verra dans la troisième partie.

5) Taha: retour au Coran mecquois

Pour sortir de la situation tragique actuelle dans laquelle les musulmans se trouvent en raison de l'application des normes coraniques, Mahmud Muhammad Taha, pendu en 1985 au Soudan sur instigation de l'Azhar, des Frères musulmans et de l'Arabie saoudite, propose aux musulmans

- d'abandonner le Coran et l'islam médinois qui a été appliqué après l'hégire en 622, et qui n'est plus valable pour notre temps – Taha en parle comme du premier message de l'islam,
- et de revenir au Coran mecquois qui a précédé le Coran médinois et qui constitue le fondement de l'islam. Ce Coran aurait été reporté à une autre période, ultérieure, car il n'aurait pas été applicable au VII^e siècle. C'est à ce Coran que

les musulmans devraient revenir – Taha en parle comme du deuxième message de l'islam.

La notion de Coran mecquois / Coran médinois est connue des juristes musulmans classiques et modernes, et enseignée dans les universités musulmanes.

Le courant dominant estime que les versets postérieurs abrogent les versets antérieurs, et l'islam doit être compris non pas comme il a débuté, mais comme il a abouti. Ainsi, si on ne tenait qu'à l'islam mecquois, toutes les normes juridiques qui régissent la famille, les successions, les sanctions, l'économie et le jihad seraient caduques puisqu'elles appartiennent à l'islam médinois.

Taha estime le contraire. Dans son livre *Usul al-islam wa-furu'uh* (Fondements et succédanés de l'islam), il écrit:

Les fondements du Coran sont les versets mecquois, ceux qui ont été abrogés par les versets médinois car la société du VII^e siècle n'était pas en mesure de les appliquer et a ainsi abaissé leur valeur. Les versets des fondements sont les seuls dont on peut tirer une législation permettant d'instaurer la justice sociale complète, du fait qu'ils appellent à la liberté et à l'égalité – les trois égalités: économique, politique et sociale¹.

Il ajoute:

Les versets fondamentaux sont les valeurs élevées que l'islam voulait qu'ils maîtrisent, mais il ne les a abandonnés que par nécessité, parce que les gens du VII^e siècle, sortant à peine de l'époque de l'ignorance, n'étaient pas à la hauteur. Les versets fondamentaux se basent sur la responsabilité, la liberté et la noblesse humaine, alors que les versets succédanés se basent sur la tutelle. L'appel à La Mecque partait de la tolérance (*ismah*) et s'adressait aux gens par le biais de leur raison, par la conviction, interdisant toute contrainte. Parmi les versets de la tolérance figurent les versets suivants:

Appelle à la voie de ton Seigneur par la sagesse et la bonne exhortation. Dispute avec eux de la meilleure manière. Ton Seigneur sait le mieux qui s'est égaré de sa voie, et il sait le mieux qui sont les dirigés (M-70/16:125).

Dis: "La vérité est de votre Seigneur. Celui qui souhaite, qu'il croie. Et celui qui souhaite, qu'il mécroie" (M-69/18:29).

Nulle contrainte dans la religion. La bonne direction s'est distinguée du four-voiement (H-87/2:256).

À la fin de la période mecquoise, lorsqu'il s'est avéré que les gens n'étaient pas à la hauteur de la responsabilité et de la raison, qu'ils avaient besoin de tutelle, la révélation s'est mise à leur niveau par le verset H-103/22:39: "Autorisation est donnée à ceux qui sont combattus [de combattre], parce qu'ils ont été opprimés". Vint ensuite le verset de l'épée qui a abrogé tous les versets tolérants: "Une fois écoulés les mois interdits, tuez les associateurs où que vous les trouviez, prenez-les, assiégez-les, et restez assis contre eux [dans] tout aguet. Mais s'ils se repentent, élèvent la prière, et donnent la dîme, alors dégagez leur voie. Dieu est pardonneur, très miséricordieux" (H-113/9:5). Ce verset a fondé le ji-

_

https://goo.gl/b7kTkq

had par l'épée. À Médine, la législation a été établie sur la base des versets succédanés, Mahomet a été désigné comme le tuteur de la nation, les croyants comme tuteurs des non-croyants, et les hommes comme tuteurs des femmes. L'époque devint ainsi une époque de tutelle, constituant une étape préparant les gens à atteindre le niveau de la responsabilité et la rationalité, le niveau des versets fondamentaux, qui était dans le Coran mecquois mais a été abrogé. L'abrogé et l'abrogeant sont une manière d'exprimer les versets fondamentaux et les versets succédanés. 1

Cette conception de Taha, qui l'a conduit à la potence, a de nombreuses implications dans tous les domaines, des cinq piliers de l'islam jusqu'au jihad. Nous renvoyons le lecteur intéressé à notre ouvrage en arabe² et en français³ consacré à ce penseur original.

La distinction entre le Coran mecquois et le Coran médinois se heurte cependant au fait que les chapitres du Coran sont classés non pas selon leur ordre chronologique, mais plus ou moins selon leur longueur, avec des exceptions. Il n'est donc pas facile de distinguer entre ces deux Corans. Raison pour laquelle nous avons établi une édition arabe⁴ du Coran dans l'ordre chronologique et nous l'avons traduite en français⁵, en anglais⁶ et en italien⁷.

Nous passons maintenant à la violence au sein de la société musulmane.

¹ https://goo.gl/CUsYZ8

² Mahmud Muhammad Taha bayn al-Qu'ran al-makki wal-Qur'an al-madani, Createspace (Amazon), Charleston, 2018.

³ Mahmud Muhammad Taha: Mahmud Muhammad Taha entre le Coran mecquois et le Coran médinois, Createspace (Amazon), Charleston, 2018.

⁴ https://goo.gl/nKsJT4

⁵ https://goo.gl/wIXhhN

⁶ https://goo.gl/wQ6Twq

⁷ https://goo.gl/5fsS7s

Partie II. Violence au sein de la société musulmane

La solidité d'une maison dépend de la solidité de toutes ses composantes. La violence peut se manifester à l'intérieur de la société ou envers l'extérieur, et ces deux formes peuvent être imbriquées. Une personne violentée dès sa jeunesse peut refléter cette violence envers les membres de sa famille, sa société et l'étranger. Il ne faut non plus négliger nos frères animaux qui ont aussi le droit de ne pas subir de violences inutiles. L'égorgement d'un animal devant des enfants peut provoquer des troubles psychiques chez ces derniers et être à l'origine d'une violence incontrôlée envers les autres. Si on veut lutter contre la violence, il faut l'éliminer à tous les rouages. Aussi examinerons-nous la violence envers les animaux, les enfants et les femmes, sur le plan pénal et sur le plan politique. Dans la partie III, nous examinerons la violence extérieure envers les non-musulmans.

Chapitre 1. Violence envers les animaux

Nous mettons la violence envers les animaux en tête de notre ouvrage. Nos frères animaux ont le droit de ne pas subir de violences inutiles et d'être traités avec bienveillance. Et comme signalé plus haut, la violence envers les animaux peut conduire à la violence envers les humains, par exemple lorsque l'égorgement d'un animal a lieu devant des enfants.

Nous traiterons dans ce chapitre de trois questions:

- Les droits des animaux et le sort réservé au chien
- L'abattage des animaux
- La fête du sacrifie et l'égorgement devant les enfants.

Section 1. Droits des animaux et sort réservé au chien

L'islam interdit la maltraitance envers les animaux, mais certains animaux sont plus avantagés que d'autres. Ainsi Mahomet ordonne de tuer le chien de compa-

gnie. C'est la raison pour laquelle nous parlerons du statut du chien en droit musulman.

1) Les religions monothéistes et les animaux

Les rapports entre les humains et les animaux varient d'une culture à l'autre. On remarquera à cet effet que les trois religions monothéistes sont moins respectueuses des animaux que les religions asiatiques, même si on relève ici et là des consignes d'empathie envers eux dans l'Ancien Testament dont nous citons les passages suivants:

Lévitique 22, 28: Veau ou agneau, vous n'immolerez pas le même jour un animal et son petit.

Exode 23, 12: Pendant six jours tu feras tes travaux, et le septième jour tu chômeras, afin que se repose ton bœuf et ton âne et que reprennent souffle le fils de ta servante ainsi que l'étranger.

Deutéronome 25, 4 Tu ne muselleras pas le bœuf quand il foule le grain.

Ézéchiel 34,1-4: La parole de Yahvé me fut adressée en ces termes: Fils d'homme, prophétise contre les pasteurs d'Israël, prophétise. Tu leur diras: Pasteurs, ainsi parle le Seigneur Yahvé. Malheur aux pasteurs d'Israël qui se paissent eux-mêmes. Les pasteurs ne doivent-ils pas paître le troupeau? Vous vous êtes nourris de lait, vous vous êtes vêtus de laine, vous avez sacrifié les brebis les plus grasses, mais vous n'avez pas fait paître le troupeau. Vous n'avez pas fait paître les brebis, vous n'avez pas fortifié celles qui étaient faibles, guéri celles qui étaient malades, pansé celles qui étaient blessées; vous n'avez pas ramené celles qui s'égaraient, cherché celles qui étaient perdues, mais vous les avez dominées avec violence et dureté.

Ce dernier passage est significatif même s'il recourt aux animaux comme allégorie pour désigner le peuple juif.

En même temps, on constate que les humains sacrifient des animaux pour satisfaire la divinité et expier les fautes qu'ils ont commis. On lit ainsi:

Nombres 7, 88: Total du bétail pour le sacrifice de communion: 24 taureaux, 60 béliers, 60 boucs, 60 agneaux d'un an. Telles furent les offrandes pour la dédicace de l'autel, après son onction.

Lévitique 4, 22-31: sacrifice d'un bouc, un mâle sans défaut, pour les péchés d'un chef; et une chèvre, une femelle sans défaut, pour le péché d'un homme du peuple.

Mais Dieu finit par se lasser des sacrifices animaux:

Isaïe 1, 10: Que m'importent vos innombrables sacrifices, dit Yahvé. Je suis rassasié des holocaustes de béliers et de la graisse des veaux; au sang des taureaux, des agneaux et des boucs, je ne prends pas plaisir.

L'Ancien Testament semble indiquer que les êtres humains et les animaux étaient au début végétariens:

Genèse 1: 27-30: Dieu créa l'homme à son image, à l'image de Dieu il le créa, homme et femme il les créa. Dieu les bénit et leur dit: Soyez féconds, multi-

pliez, emplissez la terre et soumettez-la; dominez sur les poissons de la mer, les oiseaux du ciel et tous les animaux qui rampent sur la terre. Dieu dit: Je vous donne toutes les herbes portant semence, qui sont sur toute la surface de la terre, et tous les arbres qui ont des fruits portant semence: ce sera votre nourriture. À toutes les bêtes sauvages, à tous les oiseaux du ciel, à tout ce qui rampe sur la terre et qui est animé de vie, je donne pour nourriture toute la verdure des plantes et il en fut ainsi.

Et Isaïe prédit le retour au végétarisme à la fin des temps:

Isaïe 11, 6-7: Le loup habitera avec l'agneau, la panthère se couchera avec le chevreau. Le veau, le lionceau et la bête grasse iront ensemble, conduits par un petit garçon. La vache et l'ourse paîtront, ensemble se coucheront leurs petits. Le lion comme le bœuf mangera de la paille.

Isaïe 65, 25: Le loup et l'agnelet paîtront ensemble, le lion comme le bœuf mangera de la paille, et le serpent se nourrira de poussière. On ne fera plus de mal ni de violence sur toute ma montagne sainte, dit Yahvé.

L'Église catholique consacre dans son nouveau catéchisme de 1992¹ les canons suivants aux animaux:

§ 2415 - Le septième commandement demande le respect de l'intégrité de la création. Les animaux, comme les plantes et les êtres inanimés, sont naturellement destinés au bien commun de l'humanité passée, présente et future. L'usage des ressources minérales et animales de l'univers, ne peut être détaché du respect des exigences morales. La domination accordée par le Créateur à l'homme sur les êtres inanimés et les autres vivants n'est pas absolue: elle est mesurée par le souci de la qualité de la vie du prochain, y compris des générations à venir: elle exige un respect religieux de l'intégrité de la création.

§2416 - Les animaux sont des créatures de Dieu. Celui-ci les entoure de Sa sollicitude providentielle. Par leur simple existence, ils Le bénissent et Lui rendent gloire. Aussi les hommes leur doivent-ils bienveillance. On se rappellera avec quelle délicatesse les saints, comme S. François d'Assise ou S. Philippe Neri, traitaient les animaux.

§ 2417 - Dieu a confié les animaux à la gérance de celui qu'Il a créé à son image. Il est donc légitime de se servir des animaux pour la nourriture et la confection des vêtements. On peut les domestiquer pour qu'ils assistent l'homme dans ses travaux et dans ses loisirs. Les expérimentations médicales et scientifiques sur les animaux sont des pratiques moralement acceptables, pourvu qu'elles restent dans des limites raisonnables et contribuent à soigner ou sauver des vies humaines.

§2418 - Il est contraire à la dignité humaine de faire souffrir inutilement les animaux et de gaspiller leurs vies. Il est également indigne de dépenser pour eux des sommes qui devraient en priorité soulager la misère des hommes. On peut aimer les animaux; on ne saurait détourner vers eux l'affection due aux seules personnes.

_

www.vatican.va/archive/FRA0013/ INDEX.HTM

Mais on peut se demander pourquoi le Catéchisme ne va-t-il pas plus loin dans sa démarche et n'interdit pas par exemple la corrida, le combat des coqs, la chasse à courre, etc.

2) L'islam interdit de maltraiter les animaux

Le droit musulman prévoit de nombreuses prescriptions générales concernant les animaux, et des normes spéciales concernant certains d'entre eux, dont le porc et le chien¹

Parmi les normes générales, on signalera que Dieu a créé les animaux pour l'utilité de l'homme:

N'ont-ils pas vu que nous leur avons créé, parmi ce que nos mains ont fait, des bétails, et ils en sont possesseurs? (M-41/36:71).

Nous les leur avons soumis. Certains pour leur monture, et certains ils les mangent (M-41/36:72).

Et ils en ont des profits et des boissons. Ne remercient-ils donc pas? (M-41/36:73).

[Il a créé] les bétails pour le transport et les matelas. Mangez de ce que Dieu vous a attribué et ne suivez pas les pas du satan. Il est pour vous un ennemi manifeste (M-55/6:142).

[Il a créé] les chevaux, les mulets et les ânes pour que vous les montiez, et en tant qu'ornement. Et il crée ce que vous ne savez pas (M-70/16:8).

Vous avez une leçon dans les bétails. Nous vous abreuvons de ce qui est dans leurs ventres, vous y avez beaucoup de profits, et vous en mangez (M-74/23:21).

Le Coran dit que les animaux forment une nation comme les humains et se prosternent devant Dieu:

Nul animal dans la terre, et nul oiseau volant de ses ailes, qui ne soient des nations semblables à vous. Nous n'avons rien négligé dans le livre. Puis ils seront rassemblés vers leur Seigneur (M-55/6:38).

Devant Dieu se prosternent ce qui est dans les cieux, tout animal dans la terre, ainsi que les anges, et ils ne s'enflent pas (M-70/16:49).

Il dit aussi que Dieu prévoit la subsistance pour chaque animal:

Nul animal dans la terre dont l'attribution n'incombe à Dieu. Il sait son lieu fixe et son repaire. Tout est dans un livre manifeste (M-52/11:6).

Que d'animaux ne peuvent se charger de leur propre attribution, et Dieu leur attribue la subsistance, ainsi qu'à vous! Il est l'écouteur, le connaisseur (M-85/29:60).

Rien n'est dit de la bienveillance envers les animaux. C'est dans les récits attribués à Mahomet qu'il faut chercher cette bienveillance, si l'on excepte certains animaux, dont nous parlons au point suivant.

Pour plus de détails, je renvoie le lecteur à mon article: Le chien en droit musulman https://goo.gl/tz31bk

Les récits de Mahomet rendent hommage à celui qui est bienveillant envers les animaux et condamnent celui qui les maltraite. Ainsi, selon un récit, une femme est allée en enfer parce qu'elle a laissé mourir de faim une chatte. Ibn Mas'ud rapporte: "Nous étions en voyage avec le Messager de Dieu. Il s'en alla faire ses besoins. Nous vîmes alors un oiseau avec ses deux petits. Nous prîmes les deux oisillons et leur mère se mit à voler au-dessus de nos têtes. À ce moment arriva le Prophète qui dit: Qui a fait de la peine à cet oiseau en lui prenant ses petits? Allez, rendez-lui ses enfants!" Il vit aussi une colonie de fourmis que nous avions brûlée. Il dit: "Qui a brûlé cette colonie?" Nous dîmes: "Nous". Il dit: "II n'appartient qu'au Maître du Feu de tourmenter par le feu".

Abd-Allah Ibn Ja`far rapporta que le Prophète entra un jour dans l'enclos d'un jeune homme ansarite; il y trouva un chameau qui se mit à geindre à la vue du Prophète, des larmes coulant des yeux de l'animal. Le Prophète s'en approcha et lui prodigua quelques tapes sur la bosse et sur la face, ce qui réconforta la bête. Puis le Prophète s'enquit de son propriétaire. Le jeune homme ansarite se présenta et dit: "Ô Messager de Dieu, ce chameau m'appartient". Le Prophète lui dit: "Ne crains-tu pas Dieu vis-à-vis de ce chameau alors qu'il l'a mis en ta possession? Il s'est plaint à moi que tu le surcharges et le fais travailler sans cesse".

Selon un autre récit, lorsqu'un musulman plante ou sème quelque chose et qu'une bête s'en nourrit, c'est une aumône aux yeux de Dieu. Celui qui traite bien son cheval sera protégé contre la pauvreté, et, quant aux ânes, Mahomet déclare que ces mots du Coran leur sont applicables: "Quiconque fait un bien du poids d'un atome, le verra. Quiconque fait un mal du poids d'un atome, le verra" (99:7-8). Il a défendu d'attacher une bête pour servir de cible, maudit quiconque mutile un animal, réprouvé les marques faites sur le visage des animaux et interdit de les frapper au visage. La chasse et la pêche ne sont autorisées que comme movens de se procurer de la nourriture¹. Cependant, si le but est de se divertir en tuant ou en faisant souffrir les animaux, de telles pratiques sont interdites. Mahomet aurait dit que l'oiseau se dressera en accusateur le jour du jugement contre celui qui l'a tué futilement ('abathan) sans utilité (manfi'atan)². Il aurait maudit celui qui tire sur un animal retenu dans un lieu fermé. Il aurait aussi interdit d'opposer les animaux les uns aux autres³. Des fatwas interdisent la tauromachie et les combats d'animaux⁴. Signalons aussi que le Coran interdit la chasse pendant la période de pèlerinage (5:2 et 95-96). Cette interdiction s'applique aussi aux œufs du gibier. Cette attitude bienveil-

¹ Le Coran permet la chasse (H-112/5:1-2, 4 et 94-96) et la pêche (M-43/35:12). Il établit certaines restrictions pour la chasse. Ainsi, il est interdit de chasser en état de sacralisation.

² Muhammad Al-Shawkani: Nayl al-awtar min ahadith sayyid al-akhyar, sharh muntaqa al-akhbar, Dar al-jil, Beyrouth, s.d., vol. 9, p. 13-15.

³ Ibid., vol. 8, p. 249-250.

Fatwa prise dans la 10^e session des 17-21 octobre 1987, in: Qararat al-majma' al-fiqhi alislami, session 10-13, 1408-1411 hégire, p. 26-27.

lante à l'égard des animaux est largement développée par les juristes musulmans classiques et modernes¹.

Si la maltraitance est interdite envers tous les animaux, certains sont plus avantagés que d'autres en droit musulman. Ainsi, à titre d'exemple, Mahomet a interdit de tuer (et donc de consommer) la grenouille, la fourmi, l'abeille, la huppe, la pie grièche, la perdrix et la chauve-souris². Il a en revanche ordonné de tuer le serpent, le corbeau, le rat, le *dab* (sorte de lézard) et le chien qui agresse³.

Par ailleurs, certains animaux sont déclarés comestibles, d'autres ne le sont pas pour différentes raisons, dont l'impureté. C'est le cas notamment du porc, dont la viande est déclarée inconsommable aussi bien par le Coran (H-87/2:173; M-55/6:145; M-70/16:115; H-112/5:3) que par l'Ancien Testament (Deutéronome 14:7-8).

Étrangement, le droit musulman considère aussi le chien comme animal impur et lui accorde autant, voire plus de place que le porc - alors que le chat est tenu en grand estime. Ainsi, l'encyclopédie de droit musulman publié par le Ministère du

Voir à cet égard l'étude de G. H. Bousquet: Des animaux et de leur traitement selon le judaïsme, le christianisme et l'islam, in: Studia islamica, vol. IX, 1958, p. 31-48; Muhammad Al-Zaybaq: al-hayawan wa-huququh fil-islam, Dar al-qalam. Beyrouth, 1995; Youssuf Qaradhawi: Le licite et l'illicite en Islam, trad.: Salaheddine Kechrid, 5° éd., Al Qalam, Paris, 2000, p. 342-343.

² Abu-Da'ud, récit 4583; Ibn-Majah, récits 324 et 3215; Ahmad, récits 2907 et 3073; Ibn-Majah, récit 3214. Abu-Sari' Muhammad Abd-al-Hadi: Ahkam al-at'imah wal-dhaba'ih fil al-fiqh al-islami, Dar al-jil, Beyrouth et Maktabat al-turath al-islami, le Caire, 2e édition, 1986, p. 63-71. La raison de l'interdiction est d'ordre religieux. Ainsi l'interdiction de tuer la fourmi, l'abeille et la huppe proviendrait du fait que le Coran en parle en bien. Un récit chiite dit que sur l'aile de chaque huppe il est écrit en langue syriaque: "La famille de Mahomet est la meilleure de la création" (Muhammad Al-Amili: Wasa'il al-shi'ah ila tahsil masa'il al-shari'ah, Al-maktabah al-islamiyyah, Téhéran, 1982, vol. 16, p. 301). La pie grièche, selon la tradition, serait la première à avoir observé le jeûne par dévotion envers Dieu. La voix de la grenouille est considérée par Mahomet comme une prière, ou parce qu'elle contiendrait du venin (Ahmad Al-Aqfahsi: Kitab li-ma yahil wa-yuharram min al-hayawan, Dar al-Kutub al-ilmiyyah, Beyrouth, 1996, p. 131; Abu-Bakr Al-Bayhaqi: Al-sunan al-kubra, Dar al-kutub alilmiyyah, Beyrouth, 1994, vol. 9, p. 534, récit 19382). La chauve-souris aurait essayé d'étendre le feu du Temple de Salomon lors de sa destruction (Al-Bayhaqi: Al-sunan alkubra, op. cit., vol. 9, p. 534, récit 19381). La perdrix selon les sources chiites rend louange à Dieu et termine sa prière en disant: "Dieu a maudit ceux qui détestent la famille de Mahomet" (Al-Amili: Wasa'il al-shi'ah, op. cit., vol. 16, p. 302).

Yusif Abd-al-Hadi Ibn-al-Mabrid (décédé en 1503): Kitab al-'ighrab fi ahkam al-kilab, Dar al-watan, 1417 hégire [1996], p. 114-117.

Kuwait lui consacre dix pages¹, alors qu'elle ne consacre que sept pages au porc². Des auteurs musulmans lui ont consacré des ouvrages entiers3.

3) Le chien dans le Coran

Le Coran, première source du droit musulman, mentionne le chien dans trois passages. Dans le premier, il compare un personnage de l'Ancien Testament, probablement Balaam⁴, à un chien. Ce personnage fut mis à mort par les Israélites pour avoir entraîné les enfants d'Israël à l'infidélité envers Dieu. Le Coran dit de lui:

Si nous avions voulu, nous l'aurions élevé par eux. Mais il s'attacha à la terre et suivit ses désirs. Il ressemble à un chien. Si tu portes contre lui il halète, ou si tu le laisses il halète aussi. Voilà la ressemblance des gens qui ont démenti nos signes. Narre la narration. Peut-être réfléchiront-ils! Quelle mauvaise ressemblance que celle des gens qui ont démenti nos signes et qui se sont opprimés eux-mêmes! Quiconque Dieu dirige, c'est lui le dirigé. Et celui qu'il égare, ceux-là sont les perdants (M-39/7:176-78).

Une image négative est aussi véhiculée à propos de l'âne:

Ceux chargés de la Torah, mais qui ne s'en sont pas chargés, ressemblent à l'âne chargé de livres. Quelle détestable ressemblance que celle des gens qui ont démenti les signes de Dieu! Dieu ne dirige pas les gens oppresseurs (H-110/62:5).

Sois modéré dans ta marche, et baisse ta voix. La plus répugnante des voix est la voix des ânes (M-57/31:19).

Cette image négative à propos du chien et de l'âne se retrouve dans le langage courant. On utilise son nom comme une insulte et il entre dans plusieurs comparaisons péjoratives sous forme de proverbes⁵. Mahomet aurait dit à cet égard: "Ne mettez pas les perles dans la bouche d'un chien", ce qui rappelle la parole du Christ: "Ne jetez pas vos perles devant les porcs" (Matthieu 7:6). Il aurait aussi dit que la prière est interrompue [et donc doit être refaite] par [le passage de] l'âne, de la femme et du chien noir⁷.

Le chien est ensuite mentionné dans le chapitre 18 du Coran intitulé *La Caverne*. Ce chapitre raconte une histoire rappelant le récit des sept dormants d'Éphèse rapporté au début du VI^e siècle par Jacques de Sarouj. Ces jeunes croyants échappés à

Ibid., p. 120-123.

Al-Mawsu'ah al-fiqhiyyah, Wazarat al-awqaf wal-shu'un al-islamiyyah, Kuwait, 1995, vol. 35, p. 123-134.

² Al-Mawsu'ah al-fiqhiyyah, Wazarat al-awqaf wal-shu'un al-islamiyyah, Kuwait, 1990, vol. 20, p. 32-38.

³ Nous avons à notre disposition deux ouvrages. Muhammad Ibn-Khalab Ibn-Marzaban (décédé en 921): Tafdil al-kilab 'ala kathir mimman labisa al-thiyab, Al-Maktab alislami, Beyrouth, 1990, 156 pages; et Ibn-al-Mabrid, op. cit., 380 pages.

⁴ Personnage mentionné dans le livre des Nombres, chap. 22-24 et 31:8 et 16.

⁵ Voir ces proverbes dans Ibn-al-Mabrid, op. cit., p. 145-146.

⁶ Ibid., p. 154.

la persécution sont restés endormis 300 ans dans une grotte, accompagnés de leur chien à l'entrée de la grotte:

Tu aurais pensé qu'ils étaient éveillés, alors qu'ils dorment. Nous les retournons vers la droite et vers la gauche. Et leur chien étendant ses deux bras à l'entrée. Si tu les avais aperçus, tu leur aurais tourné le dos pour fuir, et tu aurais été rempli d'effroi à cause d'eux (M-69/18:18).

Ce chien est représenté ici comme étant le compagnon fidèle. Mais une variante du Coran parle non pas de chien, mais de gardien, désignant l'ange qui garde l'entrée de la grotte.

Un troisième passage mentionne le chien dans le cadre des interdits alimentaires. Ce passage dit:

Ils te demandent ce qui leur est permis. Dis: "Vous sont permis les bonnes choses, et [ce qui est capturé] par les carnassiers auxquels vous avez enseigné ce que Dieu vous a enseigné. Mangez donc de ce qu'ils ont pris pour vous, et rappelez dessus le nom de Dieu". Craignez Dieu. Dieu est prompt dans le compte (H-112/5:4).

Ici le Coran permet de manger la viande des gibiers pris par des chiens carnassiers entraînés à cet effet. Nous reviendrons plus loin sur ce passage à caractère normatif.

4) Le chien dans les récits de Mahomet

Les recueils des récits de Mahomet, la deuxième source du droit musulman, comportent plusieurs passages ayant des implications juridiques. Ces récits sont souvent cités dans les fatwas modernes pour déterminer l'attitude qu'il faut avoir à l'égard du chien, et reviennent fréquemment dans les forums de discussion sur Internet. Nous en citons les plus importants:

- Mahomet dit: "Celui qui garde chez lui un chien voit chaque jour le salaire de ses bonnes actions diminuer d'un *qirat*, sauf un chien de chasse ou pour garder les troupeaux et les champs" (dans une autre version de deux *qirats*). Le *qirat*, explique Mahomet, est semblable au Mont Ouhoud!
- Mahomet a ordonné de tuer les chiens et il a envoyé des hommes aux quatre coins de Médine pour que les chiens soient tués².
- Mahomet a ordonné de tuer les chiens et nous avons même tué un chien qu'une femme avait ramené du désert. Après cela, il a interdit de les tuer en disant: Limitez-vous seulement à ceux qui sont noirs³.
- Ayshah, la femme de Mahomet, rapporte: Gabriel promit au Messager de Dieu de venir chez lui à telle heure. Mais cette heure passa sans qu'il n'arrivât. Elle dit: "II tenait dans sa main un bâton. Il le jeta en disant: "Ni Dieu, ni Ses Messager (les Anges) ne manquent jamais à leur parole". Puis il se retourna et vit tout à coup un chiot (jeune chien) sous son lit. Il dit: "Quand est

¹ Ibid., p. 101-102; 118-119 et 167-168; 196-200.

² Ibid., p. 103-109.

³ Ibid., p. 110-113.

entré ce chien?" Je dis: "Par Dieu, je ne sais pas". Il ordonna aussitôt de le sortir. Gabriel arriva alors. Le Messager de Dieu lui dit: "Tu m'as promis de venir et je me suis assis à t'attendre. Tu n'es pourtant pas venu". Il dit: "J'en ai été empêché par le chien qui était chez toi. Nous n'entrons pas en effet dans une maison où il y a un chien ou une image". Le lendemain, Mahomet ordonna de tuer les chiens!

- Mahomet dit: "Lorsqu'un chien boit dans le récipient de l'un d'entre vous, il faut le laver sept fois et la huitième avec de la terre". Une autre variante de ce récit dit qu'il faut laver le récipient "sept fois, dont la première avec de la terre".
- Mahomet dit: "La prière est interrompue [et donc doit être refaite] par [le passage de] l'âne, de la femme et du chien noir". Selon une variante de ce récit: "La prière est interrompue par l'âne, le mécréant, le chien et la femme". Autre variante: "La prière est interrompue par le chien noir et la femme ayant ses règles". On demanda à Mahomet pourquoi pas le chien jaune ou le chien rouge? Il répondit: "Le chien noir est un satan³".
- Mahomet a interdit le prix du chien, la dot de la prostituée et le don à un devin. Abu-Hurayrah, compagnon de Mahomet, dit que le prix du chien de chasse en fait exception⁴.
- Mahomet a décidé que le meurtrier d'un chien devait réparation au propriétaire de l'animal à raison de quarante dirhams pour un chien de chasse, une brebis pour un chien de berger, un *faraq* (16 *ritls*) de blé pour un chien messier et un *faraq* de bonne terre pour un gardien de logis⁵.
- Mahomet dit: "Lorsque tu envoies des chiens dressés [contre un gibier], tu peux en manger si tu y prononces le nom de Dieu [sur les chiens], à moins que d'autres chiens participent à la prise du gibier⁶".
- Mahomet dit: "Les anges ne vont pas en compagnie de gens qui ont un chien ou une cloche⁷".
- Un homme qui marchait, éprouva une soif très violente en cours de route. Trouvant un puits, il y descendit et bu. Quand il sortit, il vit un chien haletant et tellement assoiffé qu'il mordait la terre humide. Ce chien, dit l'homme, éprouve une soif aussi grande que celle que j'éprouvais moimême tout à l'heure. Il descendit alors dans le puits, remplit sa bottine d'eau, la tint entre les dents, sortit du puits, puis abreuva le chien. Allah lui en fut reconnaissant et lui pardonna ses péchés. "Ô Envoyé d'Allah, dirent alors les fidèles, serons-nous donc récompensés à cause des animaux?" –

¹ Ibid., p. 124-129; Ashur, op. cit., p. 92-93.

² Voir sur ce récit Ibn-al-Mabrid, op. cit., p. 91-95.

³ Ibid., p. 120-123.

⁴ Ibid., p. 133-136.

⁵ Ibid., p. 160.

⁶ Ibid., p. 139-140.

⁷ Ibid., p. 215-216.

"Oui, répondit-il; pour le bien fait à tout être vivant". Selon une variante de ce récit, la personne en question était une prostituée¹.

Signalons ici qu'un courant musulman minoritaire rejette le recours aux récits de Mahomet comme source du droit², les considérant comme falsifiés et contraires au Coran. Il cite à cet égard le chien compagnon fidèle mentionné par le Coran dans le verset M-69/18:18, dont nous avons parlé plus haut, ainsi que le verset H-112/5:4 qui permet de manger du gibier attrapé par les chiens. Il ajoute que nulle part le Coran ne qualifie le chien d'animal impur. Il pense que ces récits ont été inventés par le compagnon de Mahomet appelé Abu-Hurayrah (père du chaton) qui aimait les chats, mais détestait les chiens³.

5) Le chien autorisé en cas d'utilité

L'anathème du Prophète contre les chiens épargne le chien utilitaire obéissant à un maître, c'est-à-dire le chien de chasse et le chien de garde des logis, des impasses, des troupeaux, des cultures et récoltes⁴.

Les juristes discutent de la question de savoir ce qu'il en est si quelqu'un possède un chien de chasse mais sans chasser, ou un chien berger mais sans plus avoir de troupeau ou avant de l'avoir eu? Et qu'en est-il s'il lui suffit d'un chien, mais en possède plusieurs? Et qu'en est-il si une chienne utile met bas plusieurs chiots dont le propriétaire n'a pas besoin⁵. Un site musulman écrit à cet égard:

Le chien a la réputation d'être "le meilleur ami de l'homme" car il lui est fidèle, ne le trahit pas et lui obéit. C'est un animal très intelligent et, selon son espèce..., il est employé à sauver des vies: en montagne, le St Bernard, grâce à l'efficacité de son flair, retrouve des personnes ensevelies sous la neige; le Terre neuve, qui aime l'eau et qui a une grande résistance physique, sauve des naufragés en mer; le Berger Allemand, par sa fidélité et son courage, est aux côtés des policiers et des douaniers pour dénicher des drogues cachées, ou pour retrouver des personnes lors de tremblements de terre; les Labradors sont dressés bien souvent pour guider les personnes aveugles, leur faire éviter des obstacles, ou les aider à traverser la route⁶.

Une fatwa permet aux policiers de recourir à des chiens pour identifier un délinquant ou découvrir de la drogue, mais ceci doit être considéré comme des indices et nullement comme preuve certaines⁷.

¹ Ibid., p. 96-98; Abdel-Latif Ashur: Qisas al-hayawan fil-hadith al-nabawi, Dar al-tala'i', le Caire, 1992, p. 94-96

Sur ce courant, voir Sami Aldeeb Abu-Sahlieh: Introduction au droit musulman: Fondements, sources et principes, Createspace (Amazon), Charleston, 2e édition, 2012, p. 133-135.

³ https://goo.gl/SCaEM3 et https://goo.gl/4yNmBF

⁴ Ibn-al-Mabrid, op. cit., p. 304-305.

⁵ Ibid., p. 196-213 et 304-305.

⁶ https://goo.gl/7g5sa9

⁷ https://goo.gl/SRKWvm

6) Le gibier pris par un chien

Le Coran et un récit de Mahomet permettent de manger d'un gibier pris par un chien dressé. Des juristes ajoutent qu'on peut en manger même si le chien a mangé deux tiers du gibier, mais à condition que le nom de Dieu soit prononcé sur le chien. Un gibier qui est tué par un chien non dressé ou sur lequel le nom de Dieu n'a pas été prononcé est interdit à la consommation. Si en revanche on oublie de prononcer le nom de Dieu sur le chien, le gibier est mangeable. Le nom de Dieu peut aussi être prononcé après avoir envoyé le chien. Mais la chasse avec un chien noir, considéré comme un satan par Mahomet, est reprouvée¹. Un long débat est engagé autour de cette question parmi les juristes. Khomeini met six conditions pour pouvoir manger de ce gibier:

- a) Que le chien soit suffisamment dressé pour obéir aux ordres de son maître.
- b) Que le chien se lance à la poursuite du gibier sur l'ordre de son maître; ainsi un gibier capturé par le chien seul n'est pas consommable, même si son maître l'a encouragé lors de la chasse.
- c) Que celui qui ordonne au chien de poursuivre le gibier soit musulman ou fils de musulman; il est donc interdit de manger la chair d'un gibier tué par le chien d'un maître infidèle ou blasphémant la descendance du Prophète.
- d) Que celui qui lance le chien à la suite du gibier le fasse en invoquant le nom de Dieu; s'il s'en abstient volontairement, la pièce de gibier devient impure. Si le nom de Dieu n'est pas invoqué volontairement au moment opportun, mais avant que le chien attrape le gibier, la chair est impure.
- e) Que le gibier meure par la morsure du chien; si celui-ci étrangle le gibier, ou que le gibier meure de peur ou d'essoufflement, sa chair ne peut pas être mangée.
- f) Que le maître du chien attrape le gibier pour l'égorger; s'il dispose du temps suffisant pour l'égorger et qu'il s'attarde jusqu'à ce que le gibier meure, la chair est impure.

Khomeini ajoute:

Si le gibier est chassé par plusieurs chiens, sa chair est mangeable quand tous les chiens remplissent les conditions ci-dessus; mais dans le cas où l'un d'eux ne les satisfait pas entièrement, la chair est impure.

Si le chien est lancé à la chasse par plusieurs personnes en même temps, et qu'une de ces personnes est un infidèle ou si elle n'invoque pas volontairement le nom de Dieu, la chair du gibier devient impure².

7) Même utile, le chien reste impur

Comme on vient de le voir, le chien est toléré lorsqu'il est utile. Mais même s'il est utile, il ne reste pas moins un animal impur. À ce titre, il rend impur ce qu'il touche

¹ Ibn-al-Mabrid, op. cit., p. 169-195 et 223-231, 293-303 et 317.

² Khomeiny: Principes politiques, philosophiques, sociaux et religieux, dans: https://goo.gl/WVd8Gf

et ce qu'il lèche, et la place où il s'est couché doit être purifiée à l'eau comme le fit une fois le Prophète. Il en est de même de son sang ou de son urine. Le chien venant rôder près d'un croyant en prière lui annule la prière, notamment le chien noir, mais s'il passe par derrière le prieur, il n'annule pas sa prière. Ses poils sont impurs, sa peau aussi et ne se purifie pas en la tannant. Il n'est pas permis d'utiliser le lait ou toute autre partie du chien comme médicament¹. Si une chèvre a été nourrie avec le lait d'une chienne, sa viande devient inconsommable; on peut en revanche nourrir un chiot avec le lait d'une chèvre².

Celui qui possède peu d'eau pour faire ses ablutions et un chien assoiffé, doit donner l'eau au chien, si celui-ci est utile, et remplacer l'eau des ablutions par du sable, en vertu du verset H-92/4:43³. Si en revanche le chien n'est pas utile, il faut le laisser assoiffé et se servir de l'eau pour faire les ablutions⁴.

8) Manger du chien

Tous les aliments interdits deviennent licites en cas de nécessité pour sauvegarder la santé et la vie. Ceci s'applique aussi bien au porc, au vin, au chien et à d'autres aliments interdits. Le Coran dit:

Il vous a interdit la charogne, le sang, la chair de porc, et ce qui a été offert à un autre que Dieu. Mais quiconque est forcé, et n'est ni rebelle ni transgresseur, nul péché sur lui. Dieu est pardonneur, très miséricordieux (H-87/2:173).

On parle alors de dispense légale (*ibahah*), norme qu'on trouve dans pratiquement toutes les législations. Mais le musulman doit en consommer dans les limites de la nécessité et non pas pour s'en régaler et s'engouffrer. Certains permettent une telle consommation si le musulman a passé une nuit et un jour sans manger. On s'est aussi posé la question combien il peut consommer: jusqu'à conjurer le danger ou jusqu'à ne plus avoir faim et soif. On a aussi établi des priorités: faut-il voler un aliment licite au lieu de consommer un aliment interdit? La réponse est non. Signalons ici que selon une opinion minoritaire de Malik, le chiot peut être mangé⁵.

9) Garder un chien à la maison fait perdre des mérites

Garder le chien à la maison fait diminuer le salaire des bonnes actions d'un *qirat* (ce qui est semblable au Mont Ouhoud!), voire deux *qirats* par jour, comme le dit le récit de Mahomet cité plus haut. On précise que toutes les personnes de la maison en question subissent la même perte. Et si on garde plusieurs chiens à la maison, on multiplie la perte par leur nombre, selon certains juristes. Ceux-ci se de-

Ce verset dit: Ô vous qui avez cru! N'approchez pas la prière ivres que lorsque vous savez ce que vous dites, ni pollués, sauf si vous êtes en voyage, que lorsque vous vous lavez. Si vous étiez malades ou en voyage, ou si l'un de vous est revenu du lieu retiré, ou si vous avez touché les femmes, et n'avez pas trouvé d'eau, recherchez alors une bonne terre, et frottez[-en] vos faces et vos mains. Dieu était gracieux, pardonneur.

¹ Ibn-al-Mabrid, op. cit., p. 273-275, 290.

² Ibid., p. 309-310.

⁴ Ibn-al-Mabrid, op. cit., p. 291.

⁵ Ibid., p. 289, note des éditeurs.

mandent aussi qu'en est-il si chaque membre de la maison possède son chien, et s'il y a une différence entre le chien nuisible, et celui qui ne l'est pas, entre le chien de campagne et le chien de la ville, entre le chien possédé par un musulman et celui possédé par un mécréant?¹

On ne peut invoquer la compagnie du chien comme justification pour garder un chien à la maison. Il n'est non plus permis de le garder pour amuser les enfants et les occuper². Un site musulman écrit:

Le Prophète Mohammad nous dit qu'il est fortement déconseillé de posséder un chien pour la simple raison d'avoir une compagnie, ou pour son propre loisir. Garder des chiens à la maison est de nos jours une habitude prise par les non-musulmans, qui les adoptent comme des amis, les embrassent, et leur permettent de dormir avec eux et dépensent même beaucoup d'argent pour ce qui est plus qu'utile (séances de coiffeur, voyage, habillage...)³.

La perte du mérite se limite-t-elle à la possession du chien ou s'étend-elle à la possession d'un porc? Les juristes divergent à ce sujet⁴.

10) Certains anges n'aiment pas le chien

Une des raisons pour laquelle le droit musulman interdit la présence du chien et des images à la maison est qu'ils empêchent les anges d'y entrer. Cette règle s'applique par analogie à la mosquée⁵. De ce fait, il est interdit au chien d'y entrer⁶. Les anges n'entrent pas dans une maison où se trouve un chien, même si le propriétaire de la maison est un mort⁷. Mais qu'en est-il si dans une maison il y a non pas un chien vivant, mais une partie de son corps? Les juristes divergent⁸.

Un récit dit: "Les anges ne vont pas en compagnie de gens qui ont un chien ou une cloche". Les juristes discutent la question de savoir ce qu'il en est d'une large caravane comme celle des pèlerins, dont l'un d'eux a un chien? Est-ce que les anges abandonnent toute la caravane? Ils ajoutent que si quelqu'un n'arrive pas à convaincre les autres d'abandonner le chien, il devrait faire une prière à Dieu pour qu'il ne le prive pas de la compagnie, de la bénédiction et du soutien des anges⁹.

Mais peut-on justifier la présence d'un chien dans la maison par le fait qu'il garde la maison, sans pour autant empêcher que les anges y entrent? Un site musulman répond:

Combien c'est dommage de ne pas avoir la présence de ces Anges de lumière auprès de soi et de choisir un chien! Quelques personnes se défendent d'avoir un chien à la maison pour la protection mais n'existe-t-il pas de nos jours des

¹ Ibid., p. 196-213

² Ibid., p. 306

http://islamuslim.free.fr/articles.php?lng=fr&pg=328

⁴ Ibn-al-Mabrid, op. cit., p. 214

⁵ Ibid., p. 213

⁶ Ibid., p. 318

⁷ Ibid., p. 314

⁸ Ibid., p. 314-315

⁹ Ibid., p. 215-216

systèmes de sécurité, des systèmes d'alarme perfectionnés qui empêcheraient les cambrioleurs d'agir?

Signalons cependant que les chiens n'empêchent pas l'entrée de tous les anges dans la maison. En effet, pour les musulmans, il existe différentes catégories d'anges. Parmi ces anges il y a Gabriel qui transmet le Coran à Mahomet, les anges de la miséricorde qui dispensent la miséricorde et la bénédiction divine, et les anges comptables qui inscrivent dans un livre les actes des humains et qui accompagnent l'homme pas à pas². Les juristes estiment que les figures, comme les chiens, n'empêchent pas l'entrée des anges comptables, sans quoi on pourrait voler en présence de ces objets et des chiens sans en être tenu pour responsable dans l'autre vie³.

11) Le chien dans les rapports juridiques

La détention et l'entretien, l'achat, la vente et le legs de tels chiens, fussent-ils noirs, sont considérés par les juristes comme licites à condition que les responsables en justifient l'emploi. De plus, le meurtrier d'un de ces chiens doit réparation au propriétaire de l'animal. Les juristes divergent sur la validité d'un contrat portant sur une brebis et un chien conjointement⁴. Ils sont en revanche d'accord sur l'interdiction de donner un chien comme gage, car on ne peut donner comme gage que ce qui peut être vendu; comme on ne peut louer son service, mais on peut le prêter⁵. Ils divergent sur la possibilité d'en faire un don, mais permettent de le léguer par testament s'il s'agit d'un chien d'utilité⁶. On ne peut en faire une dot pour un mariage, ni comme compensation pour une répudiation par rachat⁷.

Si quelqu'un envoie son chien mordre autrui, la loi du talion est appliquée contre le propriétaire⁸. Les juristes divergent sur la qualification des rapports sexuels avec une chienne, certains estimant qu'il s'agit d'adultère et donc punissable en tant que tel, d'autres estiment qu'il s'agit d'un délit puni par une peine discrétionnaire⁹. Si quelqu'un vole un chien, on ne lui applique pas la sanction islamique prévue pour le vol, à savoir l'amputation de la main (5:38)¹⁰. Si le chien nuit à autrui par son urine ou son impureté, on peut exiger du propriétaire de s'en défaire, et s'il porte préjudice à autrui, le propriétaire en est garant¹¹.

http://islamuslim.free.fr/articles.php?lng=fr&pg=328

² Voir les versets M-50/17:13; M-34/50:18; M-82/82:10-12.

Dandal Jabr: Hukm al-islam fil-suwar wal-taswir, Maktabat al-manar, Zarka, 3ème édition, 1986, p. 118-122.

⁴ Ibn-al-Mabrid, op. cit., p. 281.

⁵ Ibid., p. 281-283.

⁶ Ibid., p. 284.

⁷ Ibid., p. 286-287.

⁸ Ibid., p. 287.

⁹ Ibid., p. 288.

¹⁰ Ibid., p. 289 et 309.

¹¹ Ibid., p. 307

En 2006¹, la police religieuse (appelée *Al-Muttawa*) d'Arabie saoudite qui veille sur la moralité publique (notamment la mixité entre hommes et femmes, et le port du voile par les femmes) et l'exécution des devoirs religieux (comme les prières quotidiennes et le jeune de Ramadan) a publié un décret interdisant la vente de chats et de chiens dans les deux villes de Djeddah et de La Mecque parce que certains jeunes les achètent et font des parades avec eux en public. Cette police demande aux autorités municipales de contribuer à l'application de ce décret. La presse signale que la possession de chiens de race est devenue une coutume de plus en plus répandue, que la police considère comme une influence occidentale et une émulation des infidèles, ce qui est interdit en droit musulman².

En 2002, un imam nommé Gholamreza Hassani a lancé un appel à tous contre les chiens: "J'en appelle à la magistrature pour arrêter tous les chiens hauts sur pattes, moyens sur pattes et bas sur pattes, ainsi que leur propriétaire aux longues jambes. Sinon je le ferai moi-même³".

12) Le chien, les taxis et les transports publics

La presse signale plusieurs cas de chauffeurs musulmans dans différents pays occidentaux (Australie⁴; États-Unis⁵; Canada⁶; Royaume uni⁷; Norvège⁸) refusant de transporter des voyageurs accompagnés de leurs chiens, y compris lorsque les voyageurs sont des aveugles se servant de chiens dressés pour les guider. Ce même problème apparaît avec des voyageurs transportant de l'alcool.

Ces informations font l'objet de commentaires enflammés de la part de lecteurs de sites Internet, demandant à ces chauffeurs de quitter le pays s'ils ne veulent pas s'adapter à ses normes, voire de changer de métier, exigeant le retrait de permis de conduire de ces chauffeurs. Les associations d'aveugles crient à la discrimination et ont porté plainte contre ces chauffeurs. Des autorités infligent à ces chauffeurs des amendes élevées. Les chauffeurs répondent qu'il s'agit d'une atteinte à leur liberté religieuse, voire à la liberté de commerce, un chauffeur étant libre de prendre dans son taxi qui il veut. On demande aux muftis et autres personnes religieuses musulmanes d'intervenir pour expliquer aux chauffeurs musulmans que le chien d'aveugle peut être toléré par analogie avec le chien de chasse ou garde, puisqu'il

39

https://goo.gl/MMMZzh; https://goo.gl/hXfNbi; https://goo.gl/iMSnuM; https://goo.gl/ENn8NN; https://goo.gl/hEBcxW

² Voir les versets 2:165; 6:153; 59:19.

https://goo.gl/YJ4RC5; https://goo.gl/8xzhAj; https://goo.gl/bTnsQT; https://goo.gl/2rgUzT; https://goo.gl/EVHbsX

⁴ https://goo.gl/iF847c

https://goo.gl/YhyTNA; https://goo.gl/EVxCpu; https://goo.gl/YDHhPu; https://goo.gl/LT2eFd; https://goo.gl/t5rzWd; https://goo.gl/VyCBNS; https://goo.gl/5SfwXi

 $^{^{6} \}quad https://goo.gl/6Qybok; \ https://goo.gl/7h7obV; \ https://goo.gl/kBXJTU; \\ https://goo.gl/T8rPLj$

⁷ https://goo.gl/erLqYK; https://goo.gl/f2F7oV

⁸ https://goo.gl/Uu8cUv

est utile. L'Office des transports publics de Londres a dû publier un décret à ce sujet¹.

13) Lorsque la politique se mêle des chiens

Les milieux religieux sont peu tolérants à l'égard des chiens, mais les laïcs ne sont pas meilleurs.

Ainsi, on signale que sous l'Empire ottoman, il existait des legs et des fondations pieuses pour prendre soin des animaux et leur distribuer de la nourriture. Tout se gâte pourtant en 1910: 30 000 chiens sont alors enlevés puis déportés sur l'île d'Oxia, au large d'Istanbul, où, privés d'eau et de nourriture, ils vont s'entredévorer et mourir au grand dam des habitants. Cette campagne d'éradication des chiens des rues intervient un an après la déposition du sultan et l'arrivée au pouvoir des Jeunes Turcs, fervents admirateurs de l'Occident et de l'esprit positiviste. L'attachement à ces chiens apparaît à beaucoup d'entre eux comme un signe de superstition et d'obscurantisme. Leur exil constitue donc un acte de rupture symbolique avec l'ancien régime².

14) Chien et cohabitation entre musulmans et non-musulmans

L'interdiction de posséder un chien dans la maison, voire hors de la maison sans raison valable du point de vue musulman semble poser un problème insoluble pour la cohabitation de personnes dont l'une est musulmane, que ce soit dans le cadre du mariage mixte, du concubinage mixte ou d'un membre d'une famille chrétienne qui se convertit à l'islam. On trouve sur Internet de longs débats sur ce sujet. Je donne sommairement le cas d'une convertie:

Je me suis convertie à l'islam il y a 2 ans environ et depuis peu je mets le hijab. J'ai un petit chien à la maison depuis longtemps et quand je fais ma prière je l'enferme dans une autre pièce. Je souhaiterai savoir quel est l'avis de notre belle religion à ce sujet.

Les internautes lui signalent les récits de Mahomet en la matière et des témoignages de médecins sur les dangers des chiens (voir le point suivant) pour la convaincre de se séparer du chien "si tu veux obéir aux ordres d'Allah". Mais la convertie a des scrupules:

Si je l'abandonne j'aurai l'impression d'avoir péché...

Si je décide de donner ce chien à quelqu'un, les anges ne rentreront pas chez lui non plus et je lui transmets une mauvaise chose non?

Je possède un petit jardin, puis-je laisser ce chien dans le jardin avec une niche et ne pas le laisser venir dans la maison?

Si le chien me touche avec ses poils dois-je refaire mes ablutions?

Si le chien me touche avec sa bave, dois-je refaire mes ablutions?

Si le chien touche mes vêtements, dois-je les laver 7 fois? ou puis-je les passer une fois dans la machine à laver?

¹ https://goo.gl/N3atqv

² https://goo.gl/HchvKn

Et le problème se complique avec le jardin:

Je suis obligée de le faire entrer dans la maison pour sa promenade dehors car il n'y a aucune sortie par dehors, il faut obligatoirement que je passe dans la maison¹

15) Le chien au secours de la religion

Les musulmans sont très amateurs de la théorie du concordisme² connue de tous les milieux religieux littéralistes, quelle que soit leur religion. Si Mahomet a prescrit telle ou telle norme, c'est certainement pour une raison valable sur le plan scientifique dont il avait la connaissance mais que les scientifiques ont découverte ultérieurement. Ceci prouve pour les musulmans la véracité de leur religion et son origine divine, Dieu étant omniscient. L'interdiction du chien n'échappe pas à ce phénomène. On lit sur un site musulman:

Les savants ont découvert des vérités choquantes concernant l'impureté du chien, lisons-en certains témoignages:

Docteur Ismaéliwi El Mouhaier: Un nouveau rapport médical a confirmé l'avertissement du prophète Muhammad (salut sur lui) lié aux chiens, en montrant que le fait de s'habituer à toucher le chien et de jouer avec lui, toucher ses déchets et sa baye ou salive, conduit à la cécité donc rend la personne ayeugle, des vétérinaires spécialisés ont montrés après de maintes recherches que l'élévation des chiens et le contact avec leurs baves et leurs déchets transfert à l'homme des parasites appelés: Toxoplasme canin qui peut engendrer la cécité. Le docteur Ivan Right spécialiste en la médecine vétérinaire a montré après une étude faite sur 60 chiens que le ¼ de ces animaux portent dans leurs corps les œufs de ces verres parasitaires, plus de 180 œufs se trouvent dans chaque gramme de poils du chien, ce qui est un nombre plus élevé que celui qui se trouve dans la terre. alors que le dernier ¼ des chiens analysés portent 71 des œufs progressés c'est à dire avec des fœtus dont 3 étaient prêts à circuler, donc capable d'attaquer l'homme. Les spécialistes qui ont conduit cette recherche publiée dans le journal britannique Daily Mirror ont montrés que les œufs de ces larves sont trop mous, dont la longueur est d'un millimètre, donc ils peuvent se déplacer facilement en cas de contact avec les chiens, ainsi ils migrent, se cachent et prospèrent dans la partie qui se trouve derrière les yeux et les détruisent. C'est pour cette raison que les docteurs nous conseillent de bien laver les mains une fois que nous touchons les chiens. Il nous faut savoir que 10'000 personnes sont contaminées chaque année aux États-Unis, la plupart étant des enfants. Notre prophète Muhammad, salut sur lui, nous a conseillé, cela fait 14 siècles, de ne pas toucher les chiens ou de jouer avec eux car ces animaux n'arrêtent pas de gratter leur peau avec leur langue ce qui permet le déplacement des vers bacté-

-

¹ https://goo.gl/Zp58xS

Le concordisme est une méthode qui tend à faire concorder les religions avec les sciences. À chaque fois qu'une nouvelle découverte est faite dans le domaine de la science, les concordistes tentent de faire concorder les textes sacrés avec la science.

riens de la bouche aux poils de l'animal; ainsi tout contact avec cet animal devient nuisible pour la santé de l'être humain.

Docteur Abd Al-Hamid Mahmoud Tahmaz: Scientifiquement il a été prouvé que les chiens sont porteurs de maladies très dangereuses car leurs intestins (côlon) portent des vers appelés: tænia échinocactus qui ont une forme enroulée, produisant des œufs sortant de son corps avec l'urine, une fois que le chien touche son corps avec sa langue, cette dernière porte avec elle les œufs de ces vers qui se déplacent par la suite vers tout ce qui est touché par le chien: plats, personnes; ainsi ces vers passent à l'estomac des personnes, par la suite à leurs intestins ainsi les larves sortent de leurs œufs pour passer au sang et infectent tout le corps et surtout le foie qui est un organe primordial du cops humain. Ces vers nouvellement nés produisent dans la partie du corps humain où s'installent un kyste remplit d'un liquide où se trouve les larves, ce kyste peut grandir et prendre la forme de la tête d'un fœtus humain, cette maladie est connue sous le nom de Kyste Hydatique dont les symptômes diffèrent selon l'organe du corps humain infecté. La plus dangereuse infection est celle du cerveau et du cœur car ils n'ont de remède que l'opération chirurgicale.

Les médecins nous signalent le danger de ce vers bactérien et du poison de la bave du chien où il se trouve et nous montrent que le parasite infecte l'homme soit par la morsure du chien ou par l'infection d'une plaie ou d'une blessure par sa salive.

SOURCE: Résumé du discours prononcé par le professeur Najib Bouhnik dans le septième sommet des miracles scientifiques dans le sacré Coran et la Sunnah à Dubaï 2004 sous le thème: "Le lapement du chien entre les travaux des juristes musulmans et les docteurs¹".

Al-Qaradawi recourt à la même méthode en citant largement "un article scientifique écrit par un savant allemand, et un spécialiste en la matière, dans une revue allemande (Kosinos), où il montre clairement les dangers menaçant ceux qui détiennent des chiens ou qui sont en contact avec eux". Al-Qaradawi ajoute:

En conclusion vous avez bien vu comment Mohammad a interdit de fréquenter les chiens et a mis en garde contre leur habitude de mettre leur langue dans les récipients destinés aux aliments et aux boissons, comment il a aussi mis en garde contre la détention sans nécessité, comment les directives de Mohammad, l'Arabe illettré, s'accordent pleinement avec les plus récentes découvertes de la science contemporaine de la médecine moderne. Pour ce qui nous concerne, nous ne pouvons que répéter ce qu'a dit le Coran au sujet de Mohammad: "Il ne parle pas sous l'effet des désirs. Ce n'est qu'une révélation qui est révélée" (53:3-4)².

Sans vouloir entrer dans ces considérations apologétiques, on peut expliquer l'attitude négative de Mahomet envers les chiens par le fait qu'ils constituaient un vecteur de la maladie de la rage, dont le nom dérive du nom du chien (da' al-kalab).

https://goo.gl/GMf7wd

² Qaradhawi: Le licite et l'illicite, op. cit., p. 124-127.

C'était une maladie courante dans les pays arabes depuis les temps les plus reculés. Pendant longtemps, l'homme atteint de ce mal était considéré comme possédé des djinns et soigné selon des procédés qui tenaient plus de l'exorcisme que de la thérapeutique.

16) Superstitions autour du chien

Nous avons vu que Mahomet considère le chien noir comme une incarnation de satan. Ceci contribue à l'image négative du chien. Dans un autre récit, rapporté par une encyclopédie chiite, Mahomet aurait dit que le chien a été créé du crachat d'Iblis (Satan) comme suit: "Lorsque Dieu expulsa Adam et Ève du Paradis vers la terre comme des poussins tremblants, Iblis excita les bêtes féroces à les attraper pour les dévorer, laissant couler son crachat. Dieu créa alors de ce crachat deux chiens qui entourèrent Adam et Ève, empêchant les bêtes féroces de leur nuire. Et depuis ce jour-là, l'inimitié s'est installée entre les chiens et ces bêtes!".

Des superstitions ont été développées autour de cet animal. Ainsi Ibn-al-Mabrid écrit:

Le chien ne boit jamais du sang d'un musulman.

Si on coupe la langue d'un chien noir et on la prend dans la main, cela empêche les autres chiens d'aboyer.

Si on accroche la dent d'un chien au cou d'un enfant, les dents de ce dernier poussent sans peine.

Lorsque quelqu'un est mordu par un chien, la souffrance cesse si on accroche les canines d'un chien au cou du mordu.

Les canines d'un chien accrochées à la cuisse d'un homme ont un effet aphrodisiaque.

Les poils d'un chien noir guérissent le possédé².

Malgré cela, des auteurs musulmans n'hésitent pas à louer les qualités du chien, notamment sa fidélité et son dévouement au service de son maître. Ibn-Marzaban écrit à cet égard que "le chien a envers celui qui le possède plus de compassion qu'un père envers son fils ou un frère envers son frère³". Cet auteur intitule d'ailleurs son ouvrage: Les chiens sont préférables à beaucoup de ceux qui portent les habits.

43

¹ Muhammad Husayn Al-A'lami Al-Ha'iri: Da'irat al-ma'arif al-shi'iyyah al-'ammah, Muassasat Al-A'lami lil-matbu'at, Beyrouth, 2^e édition, 1993, vol. 15, p. 221-222.

² Ibn-al-Mabrid, op. cit., p. 161-162.

³ Ibn-Marzaban, op. cit., p. 52.

Section 2. Abattage des animaux

1) Remarques générales et normes suisses

Pour que la viande soit considérée comme *casher* (litt. pure) par les juifs, ou *halal* (litt. licite) par les musulmans, elle doit remplir certaines conditions:

- 1) Elle doit provenir d'un animal déterminé. Ainsi le cochon est interdit dans les deux communautés.
- 2) L'animal en question doit être saigné, sauf s'il s'agit de poisson.
- 3) La saignée de l'animal doit s'effectuer selon des règles précises.
- 4) Seule une partie de l'animal est consommable, le reste étant considéré comme *non casher* par les juifs, et *non halal* par les musulmans (voir ciaprès le paragraphe 7).
- 5) Celui qui saigne l'animal (l'abatteur) doit appartenir à une religion donnée et être agréé par les autorités religieuses. Ainsi les juifs exigent que l'abatteur soit juif, et les musulmans sunnites exigent qu'il soit musulman ou appartenant aux *Gens du Livre* (juif ou chrétien), les musulmans chiites exigent eux que l'abatteur soit chiite.
- 6) Les autorités religieuses surveillent la qualité de la viande et déterminent si elle est propre ou non à la consommation. Elles perçoivent une taxe sur la viande en question, taxe que les mauvaises langues qualifient de racket. Ainsi, environ la moitié des ressources du Consistoire central israélite de France proviendrait de la perception de la taxe d'abattage, ce qui représenterait un montant d'environ 8.- FF par kilo de viande bovine commercialisée¹.

Bien que ces conditions soulèvent des problèmes à différents degrés, rarement discutés, seul le point 3 fait actuellement l'objet de débats en Suisse (et ailleurs), du fait que depuis 1893 la Constitution, et par la suite la loi, exigent que l'animal de boucherie soit étourdi avant d'être saigné. On parle généralement de *l'interdiction de l'abattage rituel*, mais en fait l'interdiction ne porte que sur le non-étourdissement alors que *l'abattage rituel* comporte d'autres aspects qui ne sont ni abordés ni mis en cause par la norme légale. L'article 25 bis de l'ancienne Constitution était précis à cet égard: "Il est expressément interdit de saigner les animaux de boucherie sans les avoir étourdis préalablement". Il convient donc de parler de *l'interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable* plutôt que de *l'interdiction de l'abattage rituel*. Cette interdiction est régulièrement remise en question.

2) Remise en question de l'interdiction

L'article 25*bis* de l'ancienne Constitution a été adopté le 20 août 1893 par 191 527 voix contre 127 101. Dix cantons et trois demi-cantons ont voté pour, tandis que

Décision de la Cour européenne des droits de l'homme du 27 juin 2000 dans l'affaire Cha'are Salom ve Tsedek c. France (requête n° 27417/95).

neuf cantons et trois demi-cantons ont voté contre¹. Tel qu'il a été rédigé, du moins dans les textes allemand et français, cet article ne s'appliquait pas à la volaille. Et le Tribunal fédéral a statué, le 24 octobre 1907, qu'en tant que disposition d'exception et entrave à la liberté de culte l'interdiction devait être interprétée de façon restrictive, et que l'abattage de la volaille ne tombait pas sous le coup de cette interdiction². Par ailleurs, il n'était pas interdit d'importer de l'étranger de la viande abattue rituellement³.

L'article 25bis a été remplacé, le 2 décembre 1973, par un nouveau texte qui donne à la Confédération la compétence générale de légiférer sur la protection des animaux. Mais l'interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable n'a pas été abolie pour autant. Elle a été maintenue, provisoirement, par l'article 12 des dispositions transitoires de la Constitution, qui dit: "Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi d'application de l'article 25bis, il est expressément interdit de saigner les animaux de boucherie sans les avoir étourdis préalablement; cette disposition s'applique à tout mode d'abattage et à toute espèce de bétail". Le message du Conseil fédéral de 1972 relatif à la modification de l'article 25bis explique les divergences apparues lors des débats concernant l'abattage sans étourdissement préalable:

Les organisations protectrices des animaux et, avec elles, de larges milieux de la population exigent l'interdiction de saigner les animaux de toutes espèces sans qu'ils aient été préalablement étourdis. On veut ainsi épargner aux animaux, dont l'abattage est nécessaire à l'alimentation de la population, des souffrances pour le moins inutiles. En revanche, les prescriptions de la religion juive (d'ailleurs aussi celles de la religion islamique) interdisent d'étourdir les animaux avant la saignée, qui s'opère par incision des parties molles du cou de l'animal (égorgement). Dans les milieux qui s'occupent de la protection des animaux, cette manière d'abattre a de tout temps été ressentie comme particulièrement cruelle⁴.

Ce message ajoute que les juifs ont toujours considéré l'article 25*bis* de l'ancienne Constitution comme discriminatoire. "Étant donné que, d'après la loi judaïque, l'égorgement est considéré comme un acte de culte, [les juifs] y voient en outre une violation de la liberté de croyance, d'opinion et de culte garantie par les articles 49 et 50 de la Constitution". Mais il fut tout de même décidé de ne pas toucher à l'interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable⁵.

Le débat sur l'abattage sans étourdissement préalable a surgi lorsqu'il a fallu rédiger la loi sur la protection des animaux du 9 mars 1978. Répondant à l'argument de la liberté religieuse, le message de 1977 concernant cette loi précise:

Nous convenons que cette interdiction comporte une certaine restriction à la liberté de croyance, d'opinion et de culte d'une minorité religieuse. Or, tout droit à la liberté est soumis aux limites imposées par la Constitution et la loi et il en

Arrêté fédéral du 22 décembre 1893, in: Recueil officiel, vol. XIII, 1894, p. 1015-1018.

² Arrêt du Tribunal fédéral 33 I 723.

³ Feuille fédérale 1898 III 165.

Feuille fédérale 1972 II 1479.

⁵ Feuille fédérale 1972 II 1480-81.

va ainsi de la liberté de croyance, d'opinion et de culte [...]. Les débats au Parlement et l'issue du vote populaire concernant l'article constitutionnel sur la protection des animaux ne laissent subsister aucun doute quant au fait que les méthodes pour les abattages rituels utilisées jusqu'à présent constituent, pour le moins aux yeux de larges milieux de la population, une atteinte aux principes régissant la protection des animaux. Elles doivent donc être interdites!

L'interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable fut ainsi maintenue par la loi sur la protection des animaux du 9 mars 1978, exception faite pour la volaille. Elle fut réaffirmée par l'ordonnance du 27 mai 1981, ordonnance modifiée le 14 mai 1997. La Convention européenne sur la protection des animaux d'abattage de 1979, entrée en vigueur pour la Suisse le 4 mai 1994, n'a pas pu interdire l'abattage sans étourdissement préalable et a laissé à chaque État contractant le droit de déroger à cette interdiction. Le message de 1992 concernant cette convention précise qu'elle ne supprime pas l'interdiction d'abattage sans étourdissement préalable prévue par le droit suisse².

Face à cette position ferme de la part du Conseil fédéral, des juristes suisses ont plaidé pour la levée de cette interdiction. Ainsi le professeur Antoine Favre écrit à propos de l'article 25 bis de l'ancienne Constitution:

L'article 25bis de l'ancienne Constitution interdit de saigner les animaux de boucherie (non des volailles!) sans les avoir étourdis préalablement. Cette disposition apporte une restriction à la liberté de culte. Il suffit que l'abattage du bétail ne revête pas le caractère de mauvais traitement envers les animaux (article 264 du Code pénal). L'article 25bis de la Constitution doit être abrogé³.

Commentant l'interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable, le professeur Fleiner écrit: "Selon les religions judaïque et islamique, lors de l'abattage les animaux ne doivent pas être étourdis avant d'être saignés". Il ajoute:

Le législateur ne peut [...] restreindre la liberté de conscience et de croyance en interdisant l'abattage rituel que dans la mesure où l'intérêt public le rend nécessaire et où la proportionnalité est respectée. L'interdiction de l'abattage rituel n'est donc compatible avec la liberté de conscience et de croyance que lorsqu'elle peut se justifier par des motifs de police ou par des motifs de protection des animaux [...].

À notre avis, la nécessité d'une restriction absolue du droit fondamental n'existe pas; il n'y a en effet pas de rapport raisonnable entre le but visé (protection raisonnable des animaux!) et le moyen utilisé (interdiction totale de l'abattage rituel). ... Pour ces motifs, l'interdiction générale d'abattage rituel devrait à notre

¹ Feuille fédérale 1977 I 1108-1109.

² Feuille fédérale 1992 V 959.

Antoine Favre: Droit constitutionnel suisse, Éditions universitaires, Fribourg, 2^e édition, 1970, p. 284.

⁴ Thomas Fleiner: Article 25bis, in: Commentaire de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 29 mai 1874, Helbing et Liechtenhahn, Bâle, état: 1989, par. 16.

avis être remplacée par une réglementation différente, préservant les droits constitutionnels des minorités religieuses juive et musulmane¹.

Certains voient dans l'interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable une manifestation d'antisémitisme. C'est le point de vue du professeur Jean-François Aubert qui écrit: "La révision de 1893 ne fut rien d'autre qu'une petite éruption d'antisémitisme, une imitation de ce qui se proposait alors dans certaines parties de l'Allemagne²". Une récente thèse de doctorat en droit présentée à l'Université de Zurich est construite entièrement sur l'hypothèse que cette interdiction est motivée par le racisme du peuple suisse et de sa xénophobie à l'égard des juifs et des musulmans. Son auteur affirme qu'"encore aujourd'hui, les composantes antisémites dominent le mouvement opposé à l'abattage rituel3". M. Claude Nordmann, Président de la Communauté israélite du Canton de Fribourg, s'exprime aussi dans ce sens⁴. Sans nier l'existence d'un courant antisémite, il nous semble qu'une telle accusation pèche par trop de généralisation. On peut être contre la corrida ou la chasse à la baleine sans être pour autant anti-espagnol ou anti-japonais. Accuser d'antisémitisme les opposants à l'abattage sans étourdissement préalable est une tentative d'intimidation et une manœuvre de diversion⁵.

Le Conseil fédéral a remis en question l'interdiction d'abattre les animaux sans étourdissement préalable dans l'avant-projet de loi sur la protection des animaux soumis à la consultation le 21 septembre 2001. L'alinéa 4 de l'article 19 de cet avant-projet stipule:

L'abattage de mammifères sans étourdissement avant la saignée ne peut être effectué qu'avec l'autorisation de l'autorité compétente et dans des abattoirs autorisés, titulaires de l'autorisation prescrite à l'article 16 de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels. Cet abattage est autorisé pour répondre aux besoins des communautés religieuses dont les règles contraignantes prescrivent l'abattage sans étourdissement ou interdisent la consommation de viande issue d'animaux qui ont été étourdis avant la saignée.

Le rapport explicatif de l'avant-projet précise que l'interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable "est considérée par certains comme une limitation disproportionnée de la liberté de conscience et de croyance garantie à l'article 15 de la Constitution. Le Conseil fédéral partage ce point de vue. Il estime que l'intérêt public consistant à protéger les animaux de boucherie des douleurs et des maux n'est pas suffisant pour maintenir l'interdiction en vigueur en Suisse depuis 1893⁷".

Ibid., par. 19 et 21.

Jean-François Aubert: Traité de droit constitutionnel suisse, Éditions idées et calendes, Neuchâtel, 1967, vol. 2, par. 2067.

³ Pascal Krauthammer: Das Schächtverbot in der Schweiz 1854-2000, Die Schächtfrage zwischen Tierschutz, Politik und Fremdenfeindlichkeit, Schulthess, Zurich, 2000, p. 274.

⁴ Voir la lettre de lecteur de Claude Nordmann "À propos d'abattage rituel", dans: La Liberté, 24.10.2001, p. 2.

⁵ Voir la réponse d'Acusa à la lettre de Claude Nordmann: https://goo.gl/w2Abfd

⁶ Texte de l'avant-projet dans: https://goo.gl/VrKovR

Révision de la loi sur la protection des animaux: rapport explicatif de l'avant-projet, 21.9.2001, p. 7. Texte du rapport dans: https://goo.gl/hkWSLU

Le document de l'Office vétérinaire fédéral du 20 septembre 2001 intitulé *Information de base sur l'abattage rituel* va dans le même sens:

En Suisse, la doctrine juridique actuelle plaide pour l'abrogation de l'interdiction (d'abattre l'animal sans l'étourdir), car selon cette doctrine l'interdiction absolue de l'abattage rituel n'est pas conciliable avec la liberté de conscience et de croyance garantie à l'article 15 de la Constitution fédérale [...]. Des spécialistes de la doctrine juridique de l'Administration fédérale partagent ce point de vue (paragraphe 6)².

L'avant-projet du Conseil fédéral a suscité une vive opposition de la part de l'Office vétérinaire fédéral, de la Société des vétérinaires suisses, de l'Union suisse des maîtres-bouchers et des associations pour la protection des animaux. La *Protection suisse des animaux* a même lancé une initiative populaire constitutionnelle pour réintroduire dans la Constitution fédérale l'obligation d'étourdir les animaux de boucherie avant leur saignée. La collecte des signatures débutera en décembre 2001. Elle a indiqué en outre que si le projet du Conseil fédéral était adopté, un référendum serait lancé³. Face à ces réactions défavorables, le Conseil fédéral a décidé de retirer son avant-projet. Dans un communiqué de presse du 13 mars 2002, il dit y avoir renoncé "dans l'intérêt de la paix confessionnelle", soulignant le fait que "les résultats de la consultation indiquent qu'une grande majorité des cantons et des organisations consultées refusent cette dérogation⁴".

Sans vouloir multiplier les citations qui reflètent l'ancienne et la nouvelle position du Conseil fédéral, ou la position de la doctrine juridique suisse qui considère l'interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable comme contraire à la liberté religieuse ou comme manifestation de racisme, on peut dire que les uns et les autres partent du postulat que les normes juives et musulmanes interdisent l'étour-dissement des animaux avant de les saigner. Mais aucune source n'est avancée à l'appui de ce postulat.

La question qui se pose est donc la suivante: est-il vrai que les juifs et les musulmans ont des règles religieuses contraignantes qui prescrivent l'abattage sans étourdissement ou interdisent la consommation de viande issue d'animaux qui ont été étourdis avant la saignée?

_

¹ Ce document cite l'opinion du professeur Walter Kälin: Grundrechte im Kulturkonflikt, Freiheit und Gleichheit in der Einwanderungsgesellschaft, Zurich, 2000, p. 192 ss.

² Voir: https://goo.gl/ze26zD

³ Courrier des bêtes, nº 383, octobre 2001, p. 1. Sur cette initiative voir: https://goo.gl/zhWsE7. Signalons ici que l'Institut suisse de droit comparé a livré un avis de droit à la demande de cette association, avis cosigné par l'auteur de cet article. Voir le texte de cet avis dans https://goo.gl/MxepdD

https://goo.gl/gyQRBo. Voir à cet égard le Rapport sur les résultats de la procédure de consultation relative à l'avant-projet de la révision de la loi sur la protection des animaux, Département fédéral de l'économie, juin 2002, Berne.

3) Règles contraignantes inexistantes

Le droit juif a deux sources: l'Ancien Testament et le Talmud. Les autorités religieuses juives partent de ces deux sources pour déduire les normes qui s'appliquent aux situations concrètes. Dans cet avis, nous nous baserons sur les écrits du rabbin Levinger de Bâle qui est considéré aujourd'hui par les juifs suisses et étrangers comme la référence en matière d'abattage rituel.

L'Ancien Testament dit: "Tu pourras immoler du gros et du petit bétail que t'aura donné Yahvé, comme je te l'ai ordonné" (Deutéronome 12:21). Nulle part cependant l'Ancien Testament ne précise les modalités d'égorgement de l'animal.

Ni l'Ancien Testament ni le Talmud ne contiennent une interdiction de l'étourdissement de l'animal avant de l'abattre. Cela s'explique par le fait que l'étourdissement est un procédé tardif lié à l'évolution des mœurs, notamment en ce qui concerne le respect dû à l'animal et au souci de ne pas lui causer une souffrance inutile².

Des auteurs opposés à l'abattage sans étourdissement comme Werner Hartinger³ et autres ont signalé l'absence d'une telle interdiction dans les textes bibliques ou talmudiques. Cette constatation n'est pas démentie par le rabbin Levinger qui s'est pourtant fixé pour objectif de lever l'interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable dans toute l'Europe⁴. Il écrit:

Hartinger, Rowe et d'autres ont soulevé un argument important concernant l'étourdissement dans la littérature juive. Ils avancent l'argument qu'il n'y a pas de normes concernant l'étourdissement avant l'abattage ni dans l'Ancien Testament ni dans le Talmud. Cet argument est exact. ... L'étourdissement n'est mentionné ni dans la Torah ni dans le Talmud. Et il ne pouvait pas en être autrement, puisque cette possibilité n'existait pas à cette époque-là. La question fut posée pour la première fois, et de façon aiguë en Allemagne, à la fin du 19ème siècle⁵.

Le droit musulman a deux sources: le Coran et la Sunnah de Mahomet. Comme pour les juifs, les autorités religieuses musulmanes partent de ces deux sources pour déduire les normes qui s'appliquent aux situations concrètes. Or, ni le Coran ni la Sunnah ne contiennent une interdiction de l'étourdissement de l'animal avant

.

Nous avons contacté une vingtaine de rabbins anglophones et francophones qui, tous, nous ont renvoyés aux écrits du rabbin Levinger.

Voir sur ces procédés Florence Burgat: L'animal dans les pratiques de consommation, PUF, Paris, 1995, p. 63-70.

Werner Hartinger: Das betäubungslose Schächten der Tiere in unserer Zeit, Conférence du 8 sept. 2000, Berlin, in: www.vgt.ch/news/000926.htm

⁴ Israelisches Wochenblatt, 24.5.1996.

Israel Meir Levinger: Schechita im Lichte des Jahres 2000, Zentralrat der Juden in Deutschland, Bonn-Bad Godesberg, und Machon Maskil L'David, Jerusalem, 1996, p. 139 et 140. Voir aussi Israel Meir Levinger: Die Jüdische Schlachtmethode, in: Schächten, Religionsfreiheit und Tierschutz, herausgegeben von Richard Potz, Brigitte Schinkele und Wolfgang Wieshaider, Plöchl, Freistadt; Kovar, Elging, 2001, p. 2.

de l'abattre. Des auteurs opposés à l'abattage sans étourdissement l'ont relevé¹. Ceci est confirmé par des autorités religieuses musulmanes, comme on le verra plus loin.

Face au silence des sources sacrées juives et musulmanes en matière d'étourdissement, on est tenté de déduire l'existence d'une coutume ayant force de loi du fait que les juifs et les musulmans ont pratiqué jusqu'à maintenant l'abattage sans étourdissement. Or, ni les autorités juives ni les autorités musulmanes contemporaines n'invoquent la coutume pour fonder l'interdiction de l'étourdissement. En revanche, ces autorités discutent de cette interdiction à partir de trois normes qui peuvent avoir des liens avec l'étourdissement et l'abattage des animaux, à savoir:

- L'interdiction de consommer du sang.
- L'interdiction de manger de la viande d'un animal mort ou déchiré.
- Le respect de l'animal.

C'est ce que nous verrons dans les points suivants.

4) Interdiction du sang

L'Ancien Testament interdit de consommer du sang aux versets suivants:

Vous ne mangerez pas la chair avec son âme, c'est-à-dire le sang (Genèse 9:4).

Quiconque, Israélite ou étranger résidant parmi vous, prendra à la chasse un gibier, bête ou oiseau qu'il est permis de manger, en devra répandre le sang et le recouvrir de terre. Car la vie de toute chair, c'est son sang, et j'ai dit aux Israélites: "Vous ne mangerez du sang d'aucune chair car la vie de toute chair, c'est son sang, et quiconque en mangera sera supprimé" (Lévitique 17:12-14).

Garde-toi seulement de manger le sang, car le sang, c'est l'âme, et tu ne dois pas manger l'âme avec la chair. Tu ne le mangeras pas, tu le répandras à terre comme de l'eau (Deutéronome 12:23-24).

En vertu de cette interdiction, l'animal doit être vidé de son sang après avoir été égorgé. Ensuite sa viande est salée et rincée avec de l'eau plusieurs fois pour supprimer toute trace de sang. Une autre méthode visant à vider la viande de son sang consiste à griller la viande directement sur la flamme, le jus qui en coule ne sera pas récupéré. On excepte de cette règle le poisson, lequel ne doit pas être vidé de son sang.

L'interdiction de consommation du sang, prévue aussi par le Nouveau Testament (Actes des apôtres 15:20 et 29), est prescrite par le Coran aux versets suivants:

Il vous a interdit la charogne, le sang, la chair de porc, et ce qui a été offert à un autre que Dieu (H-87/2:173; voir aussi M-70/16:115).

Il vous est interdit [de manger] la charogne, le sang, la chair de porc, ce qui a été offert à un autre que Dieu, la bête étouffée, assommée, abîmée, encornée et

-

Richard Steiner: Einige notwendige Betrachtungen zu BV Art. 2bis, in: Das sogenannte Schächtverbot, Schriftenreihe des Schweizerischen Tierschutzverbandes, no 6, Bâle, 1971, p. 14; Hans-Joachim Haller; A. Schraner: Die Schächtfrage aus religiöser Sicht: Der Standpunkt der Theologen, in Das sogenannte Schächtverbot, Schriftenreihe des Schweizerischen Tierschutzverbandes, n° 6, Bâle, 1971, p. 22

mangée par un fauve, sauf celle que vous immolez, et ce qui a été immolé sur les [pierres] dressées (H-112/5:3).

Dis: "Dans ce qui m'a été révélé, je ne trouve d'interdit, à aucun qui se nourrit de s'en nourrir, que la charogne, le sang répandu, la chair de porc, car c'est un opprobre, ou ce qui par perversité a été offert à un autre que Dieu" (M-55/6:145).

Le verset 6:145 précise "sang répandu". Ceci signifie que le sang coulant d'un animal vivant ou mort ne peut être consommé, exception faite du sang qui reste dans la viande parce qu'on ne peut pas l'éviter. Les musulmans n'exigent donc pas de rincer et de saler la viande ou de la griller pour la vider entièrement du sang comme le font les juifs. Par ailleurs, comme chez les juifs, le poisson ne doit pas être vidé de son sang.

L'Office vétérinaire fédéral relève l'interdiction de consommer le sang au début de son document intitulé *Information de base sur l'abattage rituel* du 20 septembre 2001. Ceci laisse pressentir que cette exigence justifie la levée de l'interdiction de l'abattage sans étourdissement. Si en effet l'étourdissement de l'animal empêche l'écoulement du sang, on peut considérer l'étourdissement comme contraire aux normes religieuses juives et musulmanes. Mais ceci n'est pas démontré. Le Docteur Samuel Debrot écrit à ce propos:

Le sang (de la bête abattue rituellement) sort rouge, bien oxygéné, car la bête respire après le coup de couteau; mais ses mouvements désordonnés referment souvent la plaie; il est surprenant de constater combien la bête égorgée sans étourdissement saigne mal ... alors que l'on a prétendu généralement le contraire. Je défie les partisans de l'abattage rituel de sortir davantage de sang de la bête par leur méthode. De plus, il est impossible de saigner une bête en éliminant la totalité de son sang. Si Moïse interdit toute consommation de sang, alors donnez-nous de la viande qui ne contient aucune trace de sang! C'est impossible ... alors pourquoi ne pas utiliser de la viande provenant d'un animal étourdi convenablement plutôt que la viande d'un animal brutalisé, agonisant dans la souffrance et dont la viande doit être quoi qu'il en soit dégorgé dans de l'eau pour éliminer toute trace de sang¹.

5) Interdiction d'un animal mort ou déchiré

L'Ancien Testament interdit de manger de la viande de bête morte, déchirée par un fauve ou avariée aux versets suivants:

Vous serez pour moi des hommes saints. Vous ne mangerez pas la viande d'une bête déchiquetée par un fauve dans la campagne, vous la jetterez aux chiens (Exode 22:30).

Samuel Debrot: L'opinion d'un directeur d'abattoir, dans: Das sogenannte Schächtverbot, Schriftenreihe des Schweizerischen Tierschutzverbandes, n° 6, Bâle, 1971, p. 20-21. La

Schriftenreihe des Schweizerischen Tierschutzverbandes, n° 6, Bâle, 1971, p. 20-21. La Fondation Brigitte Bardot dit que "la viande d'un animal vidé de son sang et préalablement anesthésié contient autant de sang que celle d'un animal égorgé sans anesthésie" (https://goo.gl/Nxi8PW).

Vous ne pourrez manger aucune bête crevée. Tu la donneras à l'étranger qui réside chez toi pour qu'il la mange, ou bien vends-la à un étranger du dehors. Tu es en effet un peuple consacré à Yahvé ton Dieu (Deutéronome 14:21).

Ouiconque, citoyen ou étranger, mangera une bête morte ou déchirée, devra nettover ses vêtements et se laver avec de l'eau; il sera impur jusqu'au soir, puis il sera pur. Mais s'il ne les nettoie pas et ne se lave pas le corps, il portera le poids de sa faute (Lévitique 17:15-16).

Il ne mangera pas de bête morte ou déchirée, il en contracterait l'impureté (Lévitique 22:8).

Ah! Seigneur Yahvé, mon âme n'est pas impure. Depuis mon enfance jusqu'à présent, jamais je n'ai mangé de bête crevée ou déchirée, et aucune viande avariée ne m'est entrée dans la bouche (Ézéchiel 4:14).

Pour les juifs, l'animal doit être vivant lorsqu'il est saigné. En plus, il faut qu'il ne soit pas blessé. Et c'est de ces deux exigences que les milieux juifs opposés à l'étourdissement tirent leurs arguments. C'est par exemple la position du rabbin Levinger qui invoque à cet égard l'avis de Schulchan Aruch selon lequel l'animal doit être vivant au moment de la saignée. Levinger écarte la possibilité de recourir à l'anesthésie chimique qui affecte la qualité de la viande et la rend dangereuse, ainsi que l'utilisation du dioxyde de carbone qui pourrait provoquer l'étouffement de l'animal¹. En ce qui concerne l'étourdissement par électronarcose, il ne le rejette pas en soi mais doute qu'il puisse être pratiqué en boucherie sans provoquer la mort de l'animal. Il avance aussi le fait que l'électronarcose pourrait être dangereuse en raison de l'utilisation de l'eau dans les abattoirs². De même, il craint que l'étourdissement de l'animal ne l'expose à la blessure, ce qui rend sa viande inconsommable³. Comme on le constate, son opposition à l'étourdissement par électronarcose ne se base pas sur des normes religieuses juives mais sur des considérations pratiques.

L'interdiction de manger de la viande d'un animal mort, prescrite aussi par le Nouveau Testament (Actes des apôtres 15:20 et 29) se retrouve également dans le Coran aux versets susmentionnés. Le verset H-112/5:3 précise: "la bête étouffée, assommée, abîmée, encornée et mangée par un fauve, sauf celle que vous immolez". Le droit musulman considère comme cadavre (bête morte), et donc illicite, tout

animal décédé de mort naturelle, sans cause humaine, ou par un moyen jugé illicite. Il prévoit à cet égard trois procédés d'abattage qui rendent la viande de l'animal propre à la consommation:

- Le dhabh: utilisé pour les animaux ayant un cou court comme la vache, le mouton et la volaille. Ce procédé consiste à trancher la gorge, y compris la trachéeartère et l'œsophage. Quant aux deux veines jugulaires, il y a divergence entre les rites. On ne tranche pas la tête. La victime est, de préférence, couchée sur le côté gauche, et en direction de La Mecque. Il y a, selon les rites, quelques va-

Levinger: Schechita im Lichte des Jahres 2000, op. cit., p. 133-135.

Ibid., p. 139, 140 et 142.

Ibid., p. 142; Levinger: Die Jüdische Schlachtmethode, op. cit., p. 2-3.

riantes quant au caractère obligatoire, ou simplement recommandé, de ces prescriptions.

- Le *nahr*: c'est la méthode employée pour égorger les animaux à long cou, comme les chameaux, en portant le couteau à la clavicule au bas du cou de l'animal.
- Le 'aqr': il s'agit de blesser l'animal qu'on ne peut pas saisir, comme c'est le cas du gibier ou d'un bœuf agité.

Les légistes musulmans estiment que tant que l'animal donne signe de vie, il peut être saigné et sa viande est à considérer comme licite; en le saignant, on le purifie selon le verset H-112/5:3. Le gibier mort au cours de la chasse est licite même s'il n'a pas été saigné, sauf si l'opportunité de le saigner s'était présentée, mais n'avait pas été saisie. Le Coran dit à cet effet: "Vous sont permis les bonnes choses, et [ce qui est capturé] par les carnassiers auxquels vous avez enseigné ce que Dieu vous a enseigné. Mangez donc de ce qu'ils ont pris pour vous, et rappelez dessus le nom de Dieu" (H-112/5:4). Comme chez les juifs, on peut manger les poissons sans avoir à les saigner, et même si on les trouve morts selon certains légistes. Mahomet dit à cet égard: "Dieu a immolé ce qui est dans la mer pour les fils d'Adam". En ce qui concerne les amphibiens, des légistes exigent aussi de les saigner.

L'outil pour saigner l'animal peut être, selon le droit musulman, un couteau, une épée ou une lame. Pour les gibiers et les animaux insaisissables, ce peut être un outil blessant comme une lance ou un projectile. Si un animal est tué par un coup de fusil et que le projectile transperce l'animal, sa viande est licite. Un tel animal n'a pas besoin d'être saigné. Mais s'il meurt à cause du choc d'un caillou ou d'un projectile, sa viande est illicite, à moins qu'on ne puisse atteindre l'animal encore en vie pour l'égorger. Pour que l'abattage de l'animal soit conforme aux normes, il faut donc qu'il intervienne sur un animal vivant et non pas mort². Par conséquent, l'étourdissement de l'animal qui ne provoque pas sa mort est admissible. C'est à cette conclusion que sont parvenues plusieurs fatwas bien que les musulmans saignent généralement l'animal sans l'étourdir, plus par usage que par respect des normes religieuses. On peut même dire que l'étourdissement est plus conforme aux normes musulmanes s'il a pour but de réduire la souffrance de l'animal. Il est important ici de nous attarder sur ce point.

La Commission de fatwa égyptienne a rendu le 18 décembre 1978 une fatwa signée par le cheikh Jad-al-Haq Ali Jad-al-Haq. Vu l'importance de cette Commission non seulement en Égypte, mais aussi dans le monde musulman, nous en fournissons ici une traduction littérale:

Électronarcose de l'animal avant de le saigner

Principes:

.

Abu-Sari Muhammad Abd-al-Hadi: Ahkam al-at'imah wal-dhaba'ih fi al-fiqh al-islami, Dar al-jil, Beyrouth; Maktabat al-turath al-islami, Le Caire, 2e édition, 1986, p. 289-292.

² Kamil Musa: Ahkam al-at'imah fi al-islam, Dar al-basha'ir al-islamiyyah, Beyrouth, 1996, p. 87-128.

- 1) Les textes du droit musulman stipulent que si un élément interdit et un autre licite se réunissent dans l'abattage d'un animal, ce dernier devient illicite.
- 2) Si l'électronarcose ou l'anesthésie de l'animal avant de le saigner a pour objectif de réduire sa résistance sans provoquer sa mort, il est permis d'y recourir.
- 3) Si l'électronarcose ou tout autre moyen d'anesthésie provoque la mort de l'animal, il n'est pas permis d'y recourir avant de le saigner, et l'animal saigné par ce procédé devient illicite.

Ouestion:

M. le docteur M. A., professeur pakistanais à l'Institut de la santé publique à Berlin-Ouest, a présenté la demande portant le numéro 353/1978 selon laquelle les pays occidentaux suivent un procédé particulier pour abattre les animaux en recourant à l'électronarcose ou d'autres procédés d'anesthésie réduisant la souf-france des animaux sans provoquer leur mort. Le demandeur souhaite connaître ce qu'il en est de la viande des animaux abattus par un de ces procédés d'anesthésie.

Réponse:

Dieu dit: "Il vous est interdit [de manger] la charogne, le sang, la chair de porc, ce qui a été offert à un autre que Dieu, la bête étouffée, assommée, abîmée, encornée et mangée par un fauve, sauf celle que vous immolez" (H-112/5:3). Le Messager de Dieu (Mahomet), prière et salut sur lui, dit: "Dieu a prescrit la bonté en toute chose. Si vous tuez, faites-le avec bonté, et si vous saignez un animal, faites-le avec bonté. Celui qui saigne l'animal doit aiguiser sa lame et reposer sa bête saignée". Les savants religieux disent que la bonté dans la saignée de l'animal consiste à le traiter avec douceur: on ne doit ni le jeter par terre avec violence, ni le traîner d'un lieu à l'autre; on doit bien aiguiser l'arme utilisée pour la saignée; ensuite on doit laisser la victime se reposer et se refroidir. Tels sont les ordres de Dieu concernant l'abattage de l'animal et ce qui est licite et illicite.

Par conséquent, si l'électronarcose de l'animal ou tout autre procédé d'anesthésie aide à saigner l'animal en affaiblissant sa résistance lors de la saignée, et si cette électronarcose n'a pas d'effet sur sa vie, c'est-à-dire que l'animal revient à la vie normale s'il est laissé non saigné, il est permis de recourir à une telle électronarcose ou tout autre procédé d'anesthésie allant dans ce sens avant la saignée; la viande de l'animal saigné de la sorte est licite.

Si en revanche l'électronarcose ou l'anesthésie de l'animal par d'autres procédés influencent sa vie, c'est-à-dire si l'animal perd la vie s'il est laissé non saigné, la saignée a lieu dans ce cas sur une bête morte, rendant sa consommation illicite en Islam du fait que l'animal pourrait mourir de cette électronarcose ou de l'anesthésie avant la saignée. Les textes du droit musulman prescrivent à cet effet que si un élément licite et un autre illicite se réunissent, l'animal saigné devient illicite. Ainsi si quelqu'un a tiré sur un oiseau et l'a blessé et que ce dernier tombé à l'eau fut pris mort par le chasseur, il est illicite d'en manger en raison de la probabilité qu'il soit mort non pas de sa blessure, mais noyé. Ceci s'applique au cas en question.

Si donc le requérant est certain que l'électronarcose de l'animal avant la saignée ne provoque pas sa mort, c'est-à-dire que l'animal revient à la vie normale s'il est laissé non saigné, il est licite de recourir à ce procédé pour affaiblir sa résistance lors de la saignée seulement. Si en revanche cette électronarcose ou tout autre procédé d'anesthésie provoque la mort de l'animal, il n'est pas permis d'y recourir avant la saignée ou de consommer de la viande de l'animal saigné de la sorte.

Ce qui précède constitue la réponse à la question posée mais Dieu est meilleur connaisseur.

Cette fatwa adopte une position stricte puisqu'elle exige que l'animal étourdi puisse revenir à la vie normale s'il est laissé non saigné alors que le Coran (H-112/5:3) et des légistes musulmans classiques admettent que l'animal manifeste le moindre signe de vie avant la saignée. Malgré cette position stricte, cette fatwa permet de recourir à l'étourdissement, à condition qu'il ne provoque pas la mort de l'animal, ni à court ni à long terme.

Une autre fatwa du même cheikh Jad-al-Haq, publiée dans le volume 4 du recueil de fatwa édité par l'Azhar en 1995, confirme cette position. Elle rejette l'étourdissement par le pistolet parce que l'animal serait considéré comme "bête tombée sous des coups". Elle rejette aussi le recours au dioxyde de carbone parce que l'animal serait considéré comme "étouffé". Dans les deux cas la viande de l'animal est interdite à la consommation selon le verset H-112/5:3².

Dans une troisième fatwa, le cheikh Jad-al-Haq résume un document issu d'une conférence organisée en 1985 par la *Ligue du monde musulman* et *l'Organisation mondiale de la santé*. Il considère que ce document est conforme aux normes musulmanes. Ce document estime que l'utilisation du pistolet pour étourdir l'animal n'est pas acceptable du point de vue musulman. Mais si un animal a été étourdi de cette façon et qu'il a été saigné avant de mourir, sa viande devient licite, étant considéré comme "bête assommée" et immolé selon le verset H-112/5:3. Il plaide pour le recours à l'électronarcose de l'animal pour réduire sa souffrance en conformité avec l'injonction de Mahomet: "Dieu a prescrit la bonté en toute chose. Si vous tuez, faites-le avec bonté, et si vous saignez un animal, faites-le avec bonté". Mais pour que l'électronarcose ne provoque pas la mort de l'animal, elle doit être dirigée seulement vers la tête de l'animal comme le démontrent des recherches effectuées en Nouvelle-Zélande. Le document en question signale que les médecins recourent à l'électronarcose pour soigner certains malades³.

Une fatwa saoudienne va dans le même sens. Nous en donnons ici une traduction littérale:

Fatwa nº 2216 de 1396 h (1977) Ouestion:

¹ Al-fatawa al-islamiyyah, Wazarat al-awqaf, le Caire, 1983, vol. 10, fatwa nº 1295, p. 3548-3549.

² Ali Jad-al-Haq Jad-al-Haq: Buhuth wa-fatawa islamiyyah fi qadaya mu'asirah, L'Azhar, le Caire, 1995, vol. 4, p. 227-236.

³ Jad-al-Haq: Buhuth wa-fatawa islamiyyah fi qadaya mu'asirah, op. cit., p. 237-254.

Peut-on consommer de la viande qui se trouve au marché provenant de l'étranger?

Réponse:

Si le boucher qui a abattu l'animal ou la volaille est un non-scripturaire qui rejette les religions, comme les mécréants de la Russie, de la Bulgarie ou d'autres pays mécréants, l'animal qu'il a abattu ne peut être mangé, que le boucher ait prononcé le nom de Dieu sur cet animal ou non. La règle est que seuls les animaux abattus par les musulmans sont licites, auxquels il faut ajouter les animaux abattus par les *Gens du Livre* comme prévu par le texte du Coran.

Si celui qui a abattu l'animal est un des *Gens du Livre*, juif ou chrétien, et qu'il a égorgé l'animal en saignant son cou ou en portant le couteau à la clavicule pendant sa vie, prononçant le nom de Dieu, la viande d'un tel animal est comestible en raison de la parole de Dieu: "Aujourd'hui, vous sont permises les bonnes choses. Vous est aussi permise la nourriture de ceux auxquels le livre fut donné, et votre nourriture leur est permise" (H-112/5:5). Mais si le nom de Dieu a été volontairement omis, il y a divergence sur le statut licite ou non de la viande en question. Si le nom d'une autre divinité que Dieu a été prononcé, la viande est considérée comme provenant d'une bête morte, en raison de la parole de Dieu: "Ne mangez pas de ce sur quoi le nom de Dieu n'a pas été rappelé, car c'est une perversité" (M-55/6:121).

Si l'animal a été abattu par un pistolet ou par un choc électrique dont il est mort, la viande est illicite parce qu'il s'agit d'un animal tombé sous les coups, même si son cou a été tranché. Dieu a rendu illicite cette viande: "Il vous est interdit [de manger] la charogne, le sang, la chair de porc, ce qui a été offert à un autre que Dieu, la bête étouffée, assommée" (H-112/5:3). Mais si dans ce cas l'animal a été égorgé pendant qu'il était encore en vie après avoir reçu le coup à la tête, alors sa viande est licite en raison de la parole de Dieu: "Il vous est interdit [de manger] ... la bête étouffée, assommée, abîmée, encornée et mangée par un fauve, sauf celle que vous immolez" (H-112/5:3).

En revanche, il est unanimement interdit de consommer la viande d'un animal étouffé ou mort à cause d'un courant électrique, même si le nom de Dieu a été prononcé lors de son étouffement ou son exposition au courant électrique.¹

Il ressort de cette fatwa saoudienne que la viande de l'animal étourdi par un pistolet ou par électronarcose peut être consommée à condition que l'animal soit saigné pendant qu'il est encore en vie. En cela, cette fatwa est plus large que la première fatwa de Jad-al-Haq, bien qu'elle soit signée par Ibn-Baz, connu pour sa rigueur.

Ces fatwas, parmi d'autres², démontrent que les autorités religieuses musulmanes admettent le recours à l'étourdissement à condition qu'il ne provoque pas la mort de l'animal.

Ahkam al-dhabh wal-luhum al-mustawradah min al-kharij, majmu'at min al-fatawa, Dar al-thaqafah, Riyadh, 1979, p. 59-61.

² Le lecteur trouve deux autres fatwas dans: Hartinger Werner: Das betäubungslose Schächten der Tiere im 20. Jahrhundert, eine Dokumentation, Die grüne Reihe, Fachver-

Un auteur musulman invoque le Coran pour appuyer la possibilité de recourir à l'étourdissement. Le Coran dit: "Lorsque son Seigneur se manifesta à la montagne, il l'écrasa, et Moïse tomba foudroyé" (M-39/7:143). Bien que foudroyé, Moïse n'en est pas mort. L'électronarcose ne provoque donc pas nécessairement la mort de l'animal. Et comme le critère pour qu'une viande soit licite est que l'animal soit encore en vie lors de la saignée, l'auteur en question conclut que la viande d'un animal électrocuté mais non mort est licite!

Le cas de la Nouvelle-Zélande, évoqué par la source musulmane susmentionnée, mérite qu'on s'y arrête du fait que ce pays est un grand exportateur de viande *halal* vers les pays musulmans. Le *National Animal Welfare Advisory Committee* indique que, malgré la possibilité d'obtenir une dispense au nom de la liberté religieuse, les musulmans de ce pays ont accepté le recours à l'électronarcose par la tête (*head-only electrical stun*) qui rend l'animal temporairement inconscient. Cette méthode a été développée par ce pays dans les années 1980. L'animal électrocuté ne sent pas la souffrance ou le stress avant d'être saigné, et s'il est laissé non saigné il se rétablit complètement². Moins souples, les juifs de ce pays n'acceptent d'étourdir l'animal que dans les dix secondes qui suivent la saignée, et ce pour réduire la durée de la souffrance de l'animal. Cependant, l'électronarcose n'est pas pratiquée sur les moutons du fait qu'ils perdraient toute sensibilité dans les dix secondes qui suivent la saignée³.

Signalons ici que l'électronarcose est aussi pratiquée en Australie, qui est, comme la Nouvelle-Zélande, un grand pays exportateur de viande *halal* pour les pays musulmans avoisinants⁴.

Au Royaume-Uni, des négociations entre la RSPCA (*Royal society for the prevention of cruelty to animals*) et les milieux juifs ont eu lieu, en vue d'étourdir les animaux par ce procédé, mais ces négociations n'ont pas encore abouti à un résultat concret⁵. Les musulmans et les juifs de ce pays sont dispensés de l'étourdissement préalable des animaux. Malgré cette dispense, environ 90% de la viande *halal* provient d'animaux étourdis avant la saignée. Par ailleurs, les juifs recourent à l'étour-

lag für Tierschutzliteratur Fred Wipfler, München, (sans date). La première est émise par le recteur de l'Université de l'Azhar au Caire, et la deuxième par le juge religieux musulman de Sidon au Liban.

- Abd-al-Hadi: Ahkam al-at'imah wal-dhaba'ih fi al-fiqh al-islami, op. cit., p. 216-217.
- Discussion paper on the animal welfare standards to apply when animals are commercially slaughtered in accordance with the religious requirements, Wellington, avril 2001, p. 13, par. 7.2. in: https://goo.gl/c5ycdA.
- ³ Ibid., p. 13, par. 7.1.
- ⁴ Temple Grandin et Joe M. Regenstein: Religious slaughter and animal welfare: a discussion for meat scientists, Meat Focus International, Published by: CAB International, mars 1994, p. 115-123. in: https://goo.gl/nGdvfY
- ⁵ The Sunday Telegraph: Jewish Board to consider stunning of animals before ritual knife slaughter, 20.5.2001, in: https://goo.gl/VXterh. Voir la polémique suscitée par cet article dans les milieux juifs Totally Jewish: Board in a stew over shechita, 24.5.2001, in: https://goo.gl/ptf81L

dissement immédiatement après la saignée au moyen d'une cheville percutante (captive bolt pistol)¹.

On peut déduire de ce qui précède que les autorités religieuses juives, tout en ne s'opposant pas au principe de l'étourdissement par électronarcose, restent réticentes à admettre un tel procédé pour des considérations pratiques qui n'ont rien à voir avec les normes religieuses juives lesquelles ne prévoient que deux exigences: la nécessité que l'animal ne soit pas blessé et qu'il ne soit pas mort avant d'être saigné, normes qui peuvent être respectées par l'électronarcose. Quant aux autorités religieuses musulmanes, elles sont plus larges puisqu'elles admettent l'étourdissement des animaux avant la saignée soit par électronarcose, soit par pistolet, à la seule condition que l'animal soit encore vivant lorsqu'il est saigné.

On voit donc que les autorités religieuses peuvent s'adapter à l'évolution de la société. Il est important de relever à cet égard que les règles religieuses ne sauraient en aucune manière être appliquées dans un sens statique au nom de la liberté de culte. Les règles juives elles-mêmes ont changé à travers les siècles. Ainsi, l'Ancien Testament prévoit la peine de mort en cas d'adultère (Lévitique 20:10; Deutéronome 22:21), de rapports sexuels anormaux (Lévitique 20:13), de blasphème (Exode 21:17), de désobéissance aux parents (Deutéronome 21:18-21) et de violation du repos du sabbat (Exode 31:14). Par ailleurs, elle ne permet le divorce qu'au mari (Deutéronome 24:1) et n'octroie de part à la succession qu'aux garçons (Deutéronome 21:15-17). Or, toutes ces règles ont été abandonnées par les juifs. Il devrait donc être possible de changer aussi la pratique juive sur l'abattage dans la mesure où cela peut contribuer à minimiser la douleur de l'animal, considération éminente selon le droit juif et en droit musulman, comme on le verra au point suivant.

6) Respect de l'animal

La consommation de la viande implique la mise à mort de l'animal dont elle provient. Si toute mort est cruelle, cette cruauté peut avoir différents degrés et il convient de réduire cette cruauté au minimum et de ne pas faire souffrir l'animal inutilement. D'où l'idée de l'étourdir avant de le saigner.

L'interdiction de l'abattage des animaux avant étourdissement s'inspire, en Suisse comme dans d'autres pays, du fait que "personne ne doit de façon injustifiée causer à des animaux des douleurs, des maux ou des dommages ni les mettre en état d'anxiété" (article 4 alinéa 2 de l'avant-projet de la loi sur la protection des animaux). Le projet en question ne permet de dérogation à cette interdiction que pour les communautés religieuses "dont les règles contraignantes prescrivent l'abattage sans étourdissement ou interdisent la consommation de viande issue d'animaux qui ont été étourdis avant la saignée".

L'étourdissement serait contraire aux normes juives ou musulmanes, si celles-ci imposaient de faire souffrir l'animal avant de le saigner. Or, juifs et musulmans

_

E-mail de la RSPCA, daté du 14 décembre 2001, signé par Martin Potter (farm animals@rspca.org.uk).

sont d'accord pour dire le contraire, et affirment que l'animal ne doit pas être exposé à des souffrances inutiles.

En ce qui concerne les juifs, ils ne contestent pas le fait que l'animal doit subir le moins de souffrance possible. De ce fait, le couteau doit être soigneusement aiguisé¹. Mais ceux qui s'opposent à l'étourdissement de l'animal estiment que la méthode juive d'abattre les animaux est plus appropriée pour réduire la souffrance de l'animal, et que l'étourdissement provoque une souffrance inutile supplémentaire². Ce point de vue juif est loin d'être partagé par les différentes sociétés de protection des animaux³, la Société des vétérinaires suisses⁴, l'Union suisse des maîtresbouchers⁵, le Conseil fédéral, l'Office fédéral vétérinaire et les législateurs des pays occidentaux qui imposent l'étourdissement des animaux avant la saignée pour réduire la souffrance de l'animal. L'Office fédéral vétérinaire signale à cet égard qu'il a visité le 24 juillet 2001 l'abattoir de Besancon où les animaux font l'objet d'un abattage rituel pour le marché suisse. Après cette visite, "la délégation n'est pas en mesure de confirmer que l'abattage rituel ne cause pas de douleurs aux animaux. De nombreux animaux abattus correctement selon le rituel présentaient, après l'incision, de fortes réactions de défense; le réflexe cornéen, qui sert de critère pour la perte de conscience, était encore nettement observable parfois jusqu'à 30 secondes après l'incision provoquant la saignée6".

L'idée que l'étourdissement de l'animal avant son abattage réduit sa souffrance est admise par les autorités religieuses musulmanes, lesquelles estiment qu'un tel étourdissement répond à l'injonction de Mahomet: "Dieu a prescrit la bonté en toute chose. Si vous tuez, faites-le avec bonté, et si vous saignez un animal, faites-le avec bonté". De ce fait, ces autorités ne s'opposent pas à l'étourdissement de l'animal à condition qu'il ne provoque pas la mort de celui-ci avant d'être saigné.

7) Respect des convictions des uns et des autres

Les professeurs de droit et le Conseil fédéral invoquent le respect de la liberté religieuse des minorités juive et musulmane en faveur de la levée de l'interdiction de l'étourdissement malgré l'absence de règles religieuses contraignantes qui s'opposent à un tel étourdissement. Il est cependant un aspect dont il faut tenir compte également, celui de la liberté de conviction des adversaires de l'abattage sans étourdissement.

_

¹ Levinger: Schechita im Lichte des Jahres 2000, op. cit., p. 138.

² Ibid., p. 134. et 142-143.

Voir par exemple la lettre de Bernard Lavrie, secrétaire de la Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation, qui cite le rabbin Levinger et la réponse à cette lettre dans: Acusa, 1998, 1: https://goo.gl/jakcU6. Voir aussi Massacres sans anesthésie, dans: https://goo.gl/FFNq2Z; Abattages rituels autorisés, dans: www.svpa.ch/evenements.html

La Société des Vétérinaires Suisses ne veut pas d'une autorisation de l'abattage rituel, dans: https://goo.gl/tQukwH

⁵ Union suisse des maîtres-bouchers, 28.9.2001, dans: https://goo.gl/6mnDmy

⁶ Office vétérinaire fédéral: Informations de base sur l'abattage rituel, 20.9.2001, par. 5.

Il faut en effet savoir que les juifs abattent plus d'animaux qu'ils ne consomment de viande. Ceci pour deux raisons: d'une part, les animaux saignés peuvent être déclarés comme non casher après avoir été abattus. Par ailleurs, les juifs ne mangent pas la partie inférieure, en raison de l'interdiction de consommer le nerf sciatique (Genèse 32:33), qui est difficile et coûteux à enlever entièrement. La viande des animaux abattus sans étourdissement, et classifiée comme inconsommable par les juifs, est vendue sur le marché, généralement sans indication. Le document intitulé *Informations de base sur l'abattage rituel* de l'Office vétérinaire fédéral du 20 septembre 2001 dit à cet égard:

L'incision qui met l'animal à mort n'est pas la seule condition qui doit être remplie. C'est pour cette raison que seuls environ 10% des veaux ayant fait l'objet d'un abattage rituel sont mis dans le commerce en tant que viande casher; pour le gros bétail ce taux s'élève à 30% environ. De plus, seul le quartier avant de l'animal admis comme viande casher est consommé; le reste est commercialisé sur le marché normal de la viande².

Cet élément important est passé sous silence par les professeurs de droit et par le rapport explicatif du Conseil fédéral accompagnant l'avant-projet de loi sur la protection des animaux soumis à la consultation le 21 septembre 2001. De plus, l'avant-projet de loi n'exige pas de mentionner sur l'emballage que cette viande provient d'un abattage sans étourdissement, afin que les gens puissent la consommer en connaissance de cause.

Or, si les professeurs de droit et le Conseil fédéral ont le souci de respecter les convictions religieuses des minorités juive ou musulmane (malgré l'absence de règles religieuses contraignantes), il est tout aussi important de respecter les convictions de ceux qui refusent l'abattage sans étourdissement et qui réclament que les emballages indiquent la manière dont l'animal a été abattu. Il faudrait en outre mentionner qu'il s'agit de viande que les juifs refusent de consommer³. Évidemment, une telle mention aurait des répercussions sur le prix de la viande casher, si le public refuse de consommer la viande écartée par les juifs. C'est la raison pour laquelle des juifs s'opposent à une telle mention sur l'emballage par le Parlement européen⁴. Mais une telle répercussion sur les prix n'est pas une raison suffisante pour violer les convictions morales de ceux qui sont opposés à l'abattage sans étourdissement préalable.

8) Considérations économiques

La remise en question par le Conseil fédéral de l'interdiction d'abattre les animaux sans étourdissement préalable dans l'avant-projet de loi sur la protection des ani-

Discussion paper on the animal welfare standards, op. cit., p. 13, par. 7.1.

² Office vétérinaire fédéral: Informations de base sur l'abattage rituel, 20.9.2001, par. 5.

³ Juliet Gellatley: Going for the Kill: A Viva! report on religious (ritual) slaughter: Do supermarket chains sell religiously slaughtered meat? in: https://goo.gl/H2p8Qt; Voir aussi Hartinger: Das betäubungslose Schächten der Tiere in unserer Zeit, op. cit.

Decision by European Parliament could raise cost of kosher food, The Midwest Jewish Week, 17.7.1992, p. 4, in: www.ukar.org/ronen02.shtml

maux obéissait non seulement à des considérations morales (le respect de la liberté religieuse des juifs et des musulmans), mais aussi à des considérations économiques.

Le document intitulé *Informations de base sur l'abattage rituel* de l'Office vétérinaire fédéral du 20 septembre 2001 signale que "pour assurer l'approvisionnement des communautés religieuses qui consomment de la viande issue d'animaux abattus selon un rituel religieux, les autorités compétentes admettent l'importation de cette viande". On en conclut que si l'interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable est levée, la Suisse ne sera plus obligée d'importer de la viande *casher* ou *halal*, et pourra même exporter une telle viande, notamment vers les pays musulmans!

L'argument économique part du postulat que les normes juives et musulmanes exigent que les animaux soient abattus sans étourdissement préalable. Or, nous avons vu plus haut que ce postulat est faux. La Nouvelle-Zélande et l'Australie, deux grands pays exportateurs de viande *halal* pour les pays musulmans avoisinants, pratiquent depuis des années l'étourdissement des animaux en recourant à l'électronarcose. La Suisse peut donc, sans problème, maintenir l'interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable et exporter de la viande vers les pays musulmans.

Section 3. Fête du sacrifice et égorgement devant les enfants

1) Commémoration d'Abraham

Les musulmans ont deux fêtes religieuses majeures:

- Aïd el-Fitr: fête de la rupture du jeûne. Cette fête commence après le coucher du dernier jour de Ramadan (9^e mois du calendrier hégirien) jusqu'au coucher du premier jour du mois de shawwal. Elle est aussi appelée Aïd es-Seghir (la petite fête). S'il ne s'en est pas acquitté pendant le mois de Ramadan, le fidèle doit s'acquitter de l'aumône de la rupture du jeûne ou Zakat al-Fitr.
- Aïd al-Adha: fête du sacrifice. Cette fête a lieu du 10 au 13 du mois de dhou alhijja (dernier mois du calendrier musulman), après *waqfat Arafa*, ou station sur le mont Arafat, et marque chaque année la fin du hajj. Elle est aussi appelée Aïd el-Kebir (la grande fête).

Cette dernière fête commémore la foi d'Abraham en Dieu, symbolisée par l'épisode où il accepte de sacrifier, sur l'ordre de ce dernier, son fils Ismaël (dans la tradition judéo-chrétienne, le fils à sacrifier est Isaac). Ce sacrifice est relaté par le livre de la Genèse 22:1-14, et repris par le Coran:

Office vétérinaire fédéral: Informations de base sur l'abattage rituel, 20.9.2001, par. 4.

Lorsqu'il parvint à l'âge de s'empresser avec lui, il dit: "Ô mon fils! Je me vois dans le sommeil en train de t'immoler, regarde ce que tu vois". Il dit: "Ô mon père! Fais ce qui t'est ordonné. Tu me trouveras, si Dieu souhaite, des endurants". Puis quand tous deux se furent soumis et qu'il l'eut jeté sur la tempe, nous l'avons interpellé: "Ô Abraham! Tu as confirmé la vision. Ainsi rétribuons-nous les bienfaisants" (M-56/37:102-105).

Et comme Abraham est désigné par le Coran comme le modèle à suivre (H-91/60:4), le musulman sacrifie dans cette fête de commémoration un animal, surtout un mouton. De même, chaque pèlerin est tenu de sacrifier un animal à La Mecque. Ceci est considéré comme faisant partie du rituel du pèlerinage.

2) Égorgement des animaux devant les enfants

Lors de ces sacrifices, les animaux subissent les pires traitements, y compris à La Mecque. Des vidéos montrent les souffrances atroces auxquelles ils sont exposés. Certaines familles forcent leurs petits enfants à assister à l'égorgement des animaux pour les habituer à une telle scène. La presse rapporte des cas d'enfants qui procèdent à l'égorgement de leurs frères ou sœurs après avoir assisté à de tels égorgements.

Un article signale l'effet négatif de l'égorgement sur ces enfants lorsqu'ils sont âgés de moins de sept ans: cauchemar ou troubles psychiques. Il conseille aux familles de ne pas amener le mouton à la maison quelques jours avant la fête pour que les enfants ne s'y attachent pas, de préparer l'enfant à cet égorgement en l'informant que toute chose a un rôle dans la vie, y compris le mouton, de le faire participer à la distribution de la viande du mouton, et de ne pas le forcer à assister à l'égorgement ou de le traiter de peureux s'il ne le fait pas². D'autres articles disent que de telles scènes poussent les enfants à devenir violents³.

En plus des souffrances atroces subies par les animaux et les effets négatifs sur les enfants, il ne faut pas négliger les effets économiques néfastes et les problèmes liés à la salubrité, surtout dans les régions mal équipées.

3) Taha: le sacrifice a été aboli par Mahomet

Mahmud Muhammad Taha, dont nous avons parlé plus haut, s'est opposé à ces sacrifices. Les Frères républicains, groupe dont il est le fondateur, ont publié en septembre 1979 sous sa supervision un livret intitulé *Le sacrifice n'est requis ni du pauvre ni du riche*⁴. Les informations y contenues sont absolument inconnues du grand public. Nous en donnons ici les éléments les plus importants.

La dédicace du livre est la suivante:

Pour le peuple. Ne sacrifiez pas! Le Prophète a aboli le sacrifice pour sa nation en sacrifiant pour elle. Cela a été compris par les grands compagnons, les sa-

Un enfant saoudien poignarde sa sœur après avoir assisté à l'égorgement d'un animal: https://goo.gl/3PqYWC

² https://goo.gl/kQMPwy. Voir aussi https://goo.gl/3QE1rn

https://goo.gl/nzm5dG; https://goo.gl/guqgDW

⁴ https://goo.gl/586sfk

vants et leurs riches qui ne sacrifiaient pas. Par ailleurs, le sacrifice est une coutume qui change selon les circonstances historiques, sociales et économiques. Aujourd'hui, ses dégâts économiques et sociaux sont évidents. Ainsi, aujourd'hui, le sacrifice n'est pas religieusement requis! Y renoncer est plus proche de la religion que de l'accomplir. Laissez le sacrifice et tenez à la vraie tradition dans le bon culte et le bon comportement. Dans cette période de la Sunna, il nous est demandé de bien distinguer et d'adhérer à l'essence et au fondement de la Sunnah.

Taha appuie son avis par le Coran:

Ce jour, on ne prendra pas de rachat de vous, ni de ceux qui ont mécru. Votre abri sera le feu. Il est votre allié. Quelle détestable destination! Le moment n'est-il pas venu pour ceux qui ont cru pour que leurs cœurs se prosternent au rappel de Dieu et à ce qui est descendu de la vérité, et pour qu'ils ne soient pas comme ceux auxquels le livre fut donné auparavant, pour qui le temps a été long, et dont les cœurs se sont endurcis? Beaucoup d'eux sont pervers (H-94/57:15-16).

N'atteindront Dieu ni leurs chairs ni leurs sangs. Mais l'atteindra la crainte de votre part. Ainsi vous les a-t-il soumis, afin que vous magnifiiez Dieu pour [les bétails] qu'il vous a offerts. Fais l'annonce aux bienfaisant (H-103/22:37).

Taha mentionne que "les sacrifices et les offrandes étaient une coutume sociale répandue avant l'islam, ils étaient faits aux dieux, les noms des dieux étaient invoqués sur eux, et ces viandes n'étaient pas mangées. Lorsque l'islam est venu, il a gardé la coutume en raison de son rapport avec l'évolution historique de la société, mais il en a fait un moyen de s'approcher de Dieu, au lieu des dieux. De ce fait, c'est le nom de Dieu qui est prononcé sur ces offrandes en lieu et place des noms des dieux; il a été interdit de verser du sang et de la viande sur la Kaaba et il a été permis de consommer leur viande. Dieu dit: "Quant aux animaux de chair, nous vous les avons faits pour certains rituels de Dieu. Vous y avez un bien. Rappelez donc sur eux le nom de Dieu, quand ils sont en rangs. Lorsqu'ils gisent sur leurs côtés, mangez-en, et nourrissez le content de son sort et le mendiant. Ainsi vous les avons-nous soumis. Peut-être remercierez-vous!"" (H-103/22:36)¹.

Taha explique que le Prophète Mahomet a adopté cette coutume en accord avec son temps du fait que la sagesse exige de ne pas se heurter à la coutume, mais de coexister avec elle, de la réformer et de l'améliorer. Dieu dit: "Prends l'excédent, ordonne le convenable et détourne-toi des ignorants" (M-39/7:199), afin de conduire les gens graduellement, en compatissant avec eux, et conjurant les difficultés. Dieu dit: "Un envoyé pris parmi vous est venu à vous, pour qui pèse que vous soyez accablés, veillant sur vous, compatissant, très miséricordieux envers les croyants" (H-113\9:128). De cette sagesse découle le fait que la législation en la matière n'est pas permanente, mais soumise aux circonstances historiques de

-

 $^{^{\}scriptscriptstyle 1} \quad https://goo.gl/fFJRWv \\$

l'époque, évoluant selon le développement de la société humaine et de l'individu. Va dans le même sens la coutume de la barbe, du turban, du bâton, et du sacrifice¹. Taha estime que Mahomet a aboli le sacrifice pour sa nation en sacrifiant pour elle:

Le Prophète a racheté sa nation en sacrifiant pour elle, et ainsi il a aboli le sacrifice pour tous. On lit dans l'exégèse d'Ibn-Kathir, partie IV, page 642: "Ali Ibn Al-Hussein rapporte d'Abu Rafi que le Messager d'Allah achetait deux gros béliers lorsqu'il sacrifiait. Lorsqu'il avait fini de prier et de faire son sermon, il faisait venir un bélier et l'égorgeait lui-même avec un couteau en disant: "Voilà un bélier pour toute ma nation, pour tous ceux qui ont professé le monothéisme et attesté que j'ai transmis le message". Ensuite, il faisait venir le deuxième bélier et l'égorgeait lui-même en disant: "Voilà un bélier pour Mahomet et la famille de Mahomet". Ensuite il en nourrissait les pauvres, et en mangeait lui et sa famille. Rapporté par Ahmad et Ibn Majah". Ibn-Kathir ajoute, à la page 646: "Il en ressort que Mahomet a sacrifié pour sa nation, abolissant ainsi pour elle l'obligation de le faire²".

Taha donne plusieurs sources islamiques pour étaver son point de vue. Il affirme que les compagnons de Mahomet ne sacrifiaient pas. Ainsi, Ibn-Kathir rapporte qu'Abu-Bakr et Umar ne sacrifiaient pas pour que les gens ne les imitent pas. Ibn-Mas'ud disait qu'il délaissait le sacrifice alors qu'il avait les moyens de le faire, par peur que les voisins ne pensent que c'est obligatoire. Ibn-Abbas aimait la viande et égorgeait des animaux, mais pas le jour du sacrifice³. Or, si le sacrifice était obligatoire, les compagnons auraient accompli ce rituel. Il démontre en outre la faiblesse des récits qui considèrent le sacrifice comme obligatoire⁴. Il estime que du temps d'Abraham, le sacrifice du fils a été remplacé par le sacrifice d'un animal, et actuellement il faut remplacer le sacrifice de l'animal par la pensée⁵. Il ajoute qu'en temps de paix, "le musulman est celui qui ne nuit pas aux musulmans par la main et la langue", selon un récit de Mahomet. Et le terme musulman couvre aussi bien les êtres vivants que les choses inertes, comme le prouvent les versets "Recherchent-ils une autre religion que celle de Dieu, alors que ceux qui sont dans les cieux et dans la terre se sont soumis à lui, par obéissance et par contrainte, et c'est vers lui qu'ils seront retournés?" (H-89/3:83) et "Il n'est rien qui n'exalte sa louange, mais vous ne comprenez pas leur exaltation" (M-50/17:44). Ainsi, en temps de paix, le musulman cesse de tuer les animaux dans l'intention de se racheter ou de s'approcher de Dieu, alors qu'il dispose d'un moyen meilleur et plus profond, à savoir la pensée⁶.

Taha estime que les musulmans qui s'attachent aux sacrifices des animaux prouvent qu'ils tiennent aux aspects externes de la religion, au lieu des aspects essen-

¹ https://goo.gl/ADe2Hg

² https://goo.gl/gMkks9

³ https://goo.gl/hQtFwL

⁴ https://goo.gl/7RE8fk

⁵ https://goo.gl/a1QkbF

⁶ https://goo.gl/Rhyzbk

tiels¹. Il va plus loin en considérant le sacrifice comme contraire à la religion en raison des dommages qui en résultent sur les plans économique, social et sanitaire. Et comme le sacrifice n'est pas requis, le fait de l'accomplir viole la religion². Il signale à cet effet que le prix des animaux pendant la période du sacrifice devient excessif pour les familles moyennes soudanaises, poussant ces familles à s'endetter pour acheter le mouton du sacrifice³. Il faut à cet effet imaginer les effets psychiques néfastes lorsque des familles riches offrent une partie du sacrifice à des familles pauvres qui n'ont pas les moyens de sacrifier. Sans parler des problèmes sanitaires dans des quartiers surpeuplés⁴.

Signalons ici que Taha était végétarien et compatissait avec les souffrances des animaux. Sa nièce Batoul écrit:

Au début des années 1960, Taha avait tendance à être végétarien. Il n'était pas attiré par les aliments préparés avec de la viande et nous disait toujours: "Je n'aime pas la viande, mais j'attends que vous alliez dans cette direction", parce qu'il n'aimait pas qu'on prépare des repas spécifiques pour lui seul. Dans les années 1970, son appel au végétarisme a pris de l'ampleur, et il a commencé à parler aux Républicains de la nécessité de cesser de manger de la viande, tout en prévenant que cela devait être un choix individuel, selon les capacités de chacun. En 1979, il a parlé du végétarisme et de son rapport à la pensée républicaine, car il faut que l'homme vive en paix avec les vivants et les choses. "Nous partageons cet environnement avec les animaux. Ils sont nos frères dans la vie. Nous devons donc vivre en paix avec eux". [...] Depuis les années 1970, la maison de Taha est devenue végétarienne, il disait que l'odeur de la viande lui donnait un malaise, surtout quand il passait dans les lieux où elle était vendue et préparée⁵.

-

¹ https://goo.gl/L86XQV

² https://goo.gl/rQnnRz

https://goo.gl/zqfRdx

⁴ https://goo.gl/zqBF88

⁵ Batoul Mukhtar Muhammad: Mahmud al-insan, Le Caire, Al-sharikah al-arabiyyah liltiba'ah, 2013, p. 259-260.

Chapitre 2. Violence envers les enfants: la circoncision

Ce chapitre est consacré à ce qu'Alice Miller considère comme "le plus grand crime de l'humanité¹", crime que les législateurs, les juges, les universités, la presse et les autorités religieuses passent souvent sous silence, tout au moins en ce qui concerne la circoncision masculine. Pire encore, en s'attaquant uniquement à la circoncision féminine, on tente de légitimer la circoncision masculine, alors qu'il n'existe aucune raison pour une telle distinction sinon la peur des juifs.

Depuis ma première conférence donnée à l'Université de Genève en 1993, je n'ai cessé de me battre contre ce crime auquel j'ai consacré des ouvrages et des articles en arabe, en français, en anglais, en italien, etc. et plusieurs vidéos².

1) Distinction entre circoncision masculine et féminine

La circoncision masculine est pratiquée par les juifs, les musulmans, les animistes et certains chrétiens. Quant à la circoncision féminine, elle est pratiquée dans 28 pays par des animistes, des chrétiens, des musulmans et des juifs (les Falachas d'Éthiopie). L'Égypte (environ 91%), le Soudan (environ 87%) et la Somalie (environ 97%) sont les principaux pays musulmans qui pratiquent cette coutume³. De nombreux pays musulmans cependant ne connaissent pas la circoncision féminine (Iran, Pays d'Afrique du Nord, Jordanie, Syrie, etc.).

Les organisations nationales et internationales et la presse estiment souvent que la circoncision masculine est moins grave que la circoncision féminine. Elles oublient cependant qu'il existe quatre types de chacune d'elles, allant de la plus bénigne à la plus grave. Mais quelle que soit la gravité, cette pratique porte atteinte à l'intégrité physique d'une personne non consentante sans raison médicale, et de ce fait elle constitue un crime.

Les quatre types de circoncision masculine:

- Premier type: il consiste à couper en partie ou en totalité la peau du pénis qui dépasse le gland. Cette peau est appelée *prépuce*.

¹ Alice Miller: Banished knowledge, facing childhood injuries, Doubleday, New York, 1990, p. 135.

Les personnes intéressées peuvent consulter mes ouvrages sur ce sujet, notamment: Circoncision masculine et féminine: Débat religieux, médical, social et juridique, Createspace (Amazon), Charleston, 2e édition, 2012, 528 pages; Male and female circumcision: Religious, medical, social and legal debate, Createspace (Amazon), Charleston, 2e édition, 2012, 530 pages; Circoncisione: il complotto del silenzio, Createspace (Amazon), Charleston, 2014, 102 pages; Khitan al-dhukur wal-inath, Createspace (Amazon), Charleston, 2012, 766 pages.

³ https://goo.gl/TmUC2E

- Deuxième type: c'est la forme de circoncision pratiquée par les juifs. Le circonciseur commence par tirer la peau du pénis et coupe la partie qui dépasse le gland (cette opération est appelée *milah*, ou *shituch*). Ensuite, il tire la peau en arrière et arrache avec les ongles allongés et aiguisés de son pouce et de son index ou avec des ciseaux la partie de la peau (doublure du prépuce) qui reste entre la coupe et le gland. Cette opération est appelée *periah*.
- Troisième type: il consiste à écorcher complètement la peau du pénis avec parfois la peau du scrotum (peau des bourses) et du pubis. Cette forme de circoncision existait (et probablement continue à exister) chez des tribus d'Afrique noire (comme les Namchis) et du sud de l'Arabie.
- Quatrième type: il consiste à fendre l'urètre, créant de la sorte une ouverture qui ressemble au vagin féminin. Appelé *subincision*, ce type de circoncision est encore pratiqué par des aborigènes d'Australie. Certains individus isolés s'y adonnent aussi en Occident.

Les quatre types de circoncision féminine:

- Premier type: excision du prépuce (capuchon du clitoris).
- Deuxième type: excision du prépuce (capuchon du clitoris) avec l'excision partielle ou totale du clitoris.
- Troisième type: excision du prépuce et du clitoris et excision partielle ou totale des petites lèvres (pratiquée en Égypte).
- Quatrième type: excision du clitoris, des petites lèvres et d'une partie des grandes lèvres. Le vagin est ensuite cousu pour ne laisser qu'un minuscule orifice pour le passage de l'urine et du flux menstruel (pratiquée au Soudan et en Somalie). Cette opération est appelée infibulation.

2) Justification religieuse de la circoncision

Il existe un lien entre le judaïsme, le christianisme et l'islam en matière de circoncision et d'autres pratiques religieuses.

A) Justification religieuse chez les juifs

L'Ancien Testament ne dit rien concernant la circoncision féminine, même si Strabon affirme que les juifs la pratiquaient. Il en est de même chez les Falachas d'Éthiopie.

L'Ancien Testament comporte deux passages importants (parmi tant d'autres) concernant la circoncision masculine:

Genèse, chapitre 17

(1) Lorsqu'Abram eut atteint quatre-vingt-dix-neuf ans, Yahvé lui apparut et lui dit: Je suis El Shaddaï, marche en ma présence et sois parfait. (2) J'institue mon alliance entre moi et toi, et je t'accroîtrai extrêmement. (3) Et Abram tomba la face contre terre. Dieu lui parla ainsi: (4) Moi, voici mon alliance avec toi: tu deviendras père d'une multitude de nations. (5) Et l'on ne t'appellera plus Abram, mais ton nom sera Abraham, car je te fais père d'une multitude de nations. (6) Je te rendrai extrêmement fécond, de toi je ferai des nations, et des rois sortiront de toi. (7) J'établirai mon alliance entre moi et toi, et ta race après

toi, de génération en génération, une alliance perpétuelle, pour être ton Dieu et celui de ta race après toi. (8) À toi et à ta race après toi, je donnerai le pays où tu séjourneras, tout le pays de Canaan, en possession à perpétuité, et je serai votre Dieu. (9) Dieu dit à Abraham: Et toi, tu observeras mon alliance, toi et ta race après toi, de génération en génération. (10) Et voici mon alliance qui sera observée entre moi et vous, c'est-à-dire ta race après toi: que tous vos mâles soient circoncis. (11) Vous ferez circoncire la chair de votre prépuce, et ce sera le signe de l'alliance entre moi et vous. (12) Quand ils auront huit jours, tous vos mâles seront circoncis, de génération en génération, qu'il soit né dans la maison ou acheté à prix d'argent à quelque étranger qui n'est pas de ta race, (13) on devra circoncire celui qui est né dans la maison et celui qui est acheté à prix d'argent. Mon alliance sera marquée dans votre chair comme une alliance perpétuelle. (14) L'incirconcis, le mâle dont on n'aura pas coupé la chair du prépuce, cette vie-là sera retranchée de sa parenté: il a violé mon alliance. (15) Dieu dit à Abraham: Ta femme Saraï, tu ne l'appelleras plus Saraï, mais son nom est Sara. (16) Je la bénirai, elle deviendra des nations, et des rois de peuples viendront d'elle [...]. (23) Alors Abraham prit son fils Ismaël, tous ceux qui étaient nés dans sa maison, tous ceux qu'il avait acquis de son argent, bref tous les mâles parmi les gens de la maison d'Abraham, et il circoncit la chair de leur prépuce, ce jour même, comme Dieu le lui avait dit. (24) Abraham était âgé de quatre-vingt-dix-neuf ans lorsqu'il circoncit la chair de son prépuce (25) et Ismaël, son fils, était âgé de treize ans lorsqu'on circoncit la chair de son prépuce. (26) Ce jour même furent circoncis Abraham et son fils Ismaël, (27) et tous les hommes de sa maison, enfants de la maison ou acquis d'un étranger à prix d'argent, furent circoncis avec lui.

Lévitique, chapitre 12

(1) Yahvé parla à Moïse et dit: (2) Parle aux Israélites, dis-leur: Si une femme est enceinte et enfante un garçon, elle sera impure pendant sept jours comme au temps de la souillure de ses règles. (3) Au huitième jour on circoncira le prépuce de l'enfant (4) et pendant trente-trois jours encore elle restera à purifier son sang. Elle ne touchera à rien de consacré et n'ira pas au sanctuaire jusqu'à ce que soit achevé le temps de sa purification. (5) Si elle enfante une fille, elle sera impure pendant deux semaines, comme pendant ses règles, et restera de plus soixante-six jours à purifier son sang.

Le chapitre 17 de la Genèse fait croire que la circoncision a commencé à cause de Yahvé qui est apparu à Abraham à l'âge de 99 ans et lui aurait donné l'ordre de la circoncision. Les psychiatres auraient beaucoup à redire sur la question de l'apparition de Yahvé à Abraham à cet âge avancé. Par ailleurs, les historiens doutent de l'existence d'Abraham qui, selon certains, aurait vécu au XIX^e siècle av. J.-C., donc dix siècles avant la rédaction de la Genèse. L'essentiel du chapitre 17 de la Genèse est d'ordre politique. Il concerne une alliance entre Yahvé et les juifs, alliance qui justifie, aux yeux de ces derniers, la mainmise sur la terre des autochtones.

Le chapitre 17 de la Genèse considère la circoncision comme signe de l'alliance. En revanche, l'ordre du Lévitique 12:3 de circoncire le prépuce de l'enfant au huitième jour se trouve mêlé aux normes relatives à la purification de la femme. Cer-

tains pensent que l'enfant est devenu impur en touchant sa mère; il fallait donc le purifier en le circoncisant. En raison de son impureté, l'incirconcis n'est pas autorisé à célébrer la Pâque ou à manger une part de l'animal immolé à cette occasion. Pour pouvoir le faire, il lui faut se circoncire au préalable (Ex 12:43-49). Ézéchiel interdit à l'incirconcis d'entrer dans le sanctuaire (Ez 44:9), et Isaïe renchérit en interdisant à "l'incirconcis et l'impur" d'entrer à Jérusalem (Is 52:1). La circoncision est une condition du mariage. Un non-circoncis ne peut épouser une juive, et un juif ne peut épouser une fille d'un incirconcis. Dans l'histoire de Samson, tombé amoureux d'une fille des Philistins, ses parents lui reprochent: "N'y a-t-il pas de femme parmi les filles de tes frères et dans ton peuple, pour que tu ailles prendre femme parmi ces Philistins incirconcis?" (Jg 14:3). Les frères de Dina répondirent à Hamor qui demandait sa main pour son fils Sichem: "Nous ne pouvons pas faire une chose pareille: donner notre sœur à un homme incirconcis, car c'est un déshonneur chez nous" (Genèse 34:14). Il est aussi interdit de manger avec des incirconcis ou d'enterrer des incirconcis dans le cimetière juif. En Israël, les rabbins circoncisent le juif qui meurt non-circoncis avant de l'enterrer.

Signalons enfin qu'il existe un courant juif opposé à la circoncision et qui, tout en maintenant la cérémonie religieuse, renonce à pratiquer l'opération chirurgicale. Durant la cérémonie, au lieu du chapitre 17 du Livre de la Genèse, ils lisent le passage suivant:

Abraham étendit la main et saisit le couteau pour immoler son fils. Mais l'ange de Yahvé l'appela du ciel et dit: Abraham! Abraham! Il répondit: Me voici! L'ange dit: N'étends pas la main contre l'enfant! Ne lui fais aucun mal! (Gn 22:10-12).

B) Délégitimation religieuse chez les chrétiens

Seul l'Évangile selon Luc nous rapporte la circoncision de Jean-Baptiste (1:59) et de Jésus (2:21). Les Évangiles ne nous donnent pas une idée claire de la position de Jésus à l'égard de la circoncision. La seule fois où il en parle, c'est pour répondre aux juifs qui lui reprochaient de guérir un malade le jour du samedi en leur rappelant qu'eux-mêmes circoncisent aussi le samedi (Jn 7:21-22). On trouve cependant une condamnation nette de la circoncision dans l'Évangile apocryphe selon Thomas. À ses disciples qui lui demandaient "la circoncision est-elle utile ou non?", il a répondu: "Si elle était utile, leur père les engendrerait circoncis de leur mère. Mais la véritable circoncision en esprit a trouvé toute son utilité".

Après la mort de Jésus, ses apôtres ont entrepris la mission de répandre son enseignement, avant tout parmi les juifs, et ensuite parmi les païens. La nouvelle communauté s'est vite divisée au sujet de la circoncision. Celle-ci a été l'objet unique du premier Concile dans l'histoire chrétienne, comme nous le racontent les Actes des apôtres. Les apôtres y ont aboli le caractère obligatoire de la circoncision, pourtant prescrite par la loi de Moïse, et ont décidé de ne plus distinguer entre juifs et non-juifs, et de ne plus faire usage des règles de la pureté si chères aux juifs. On

Pour le débat religieux concernant la circoncision chez les juifs, voir mon ouvrage Circoncision masculine et féminine, p. 24-88

constate à cet égard que l'interdiction de manger du porc a été abolie implicitement en même temps que la circoncision, et dans le même chapitre. Et c'est chez Paul, chargé d'évangéliser les païens, qu'on trouve les normes relatives à la circoncision. Elles se résume par ces quatre passages:

Le juif n'est pas celui qui l'est au-dehors, et la circoncision n'est pas au-dehors dans la chair, le vrai juif l'est au-dedans et la circoncision dans le cœur, selon l'esprit et non pas selon la lettre (Rm 2:28-29).

La circoncision n'est rien, et l'incirconcision n'est rien; ce qui compte, c'est de garder les commandements de Dieu (I Co 7:19).

C'est pour que nous restions libres que le Christ nous a libérés. Donc, tenez bon et ne vous remettez pas sous le joug de l'esclavage. C'est moi, Paul, qui vous le dis: si vous vous faites circoncire, le Christ ne vous servira de rien. [...] Vous avez rompu avec le Christ, vous qui cherchez la justice dans la loi; vous êtes déchus de la grâce (Ga 5:1-2 et 4).

Tout est pur pour les purs. Mais pour ceux qui sont souillés et qui n'ont pas la foi, rien n'est pur. Leur esprit même et leur conscience sont souillés (Tt 1:15).

Les Pères de l'église ont pris position contre la circoncision. Cyrille estime que la compréhension littérale de l'Ancien Testament dans ce domaine conduit à des résultats que la raison ne peut accepter, et entre en conflit avec la perfection de la création de Dieu. St Thomas d'Aquin dit que celui qui pratique la circoncision après la venue du Christ pèche mortellement. Il en irait autrement si quelqu'un "subissait l'ablation du prépuce par mesure d'hygiène et non pas pour observer la loi de la circoncision". Malgré cela, la circoncision masculine est pratiquée actuellement chez les coptes d'Égypte et d'Éthiopie. Il en est de même de la circoncision féminine, pourtant condamnée par les autorités religieuses coptes. Par ailleurs, la circoncision tant masculine que féminine s'est répandue en Grande-Bretagne et aux États-Unis pour différentes raisons, notamment pour lutter contre la masturbation et autres raisons pseudo-médicales, et en se basant sur une lecture littérale de l'Ancien Testament, en ce qui concerne la circoncision masculine'.

C) Justification religieuse chez les musulmans

Contrairement à l'Ancien Testament et au Nouveau Testament, le Coran, première source du droit musulman, ne fait aucune mention de la circoncision masculine ou féminine. Le terme circoncision n'y figure pas. Il mentionne 69 fois le nom d'Abraham, lequel est considéré comme "un bon modèle" à suivre (H-91/60:4), sans jamais parler de sa circoncision. Mais des auteurs ont essayé d'interpréter trois versets équivoques en faveur de la circoncision:

[Rappelle] lorsque ton Seigneur testa Abraham par des paroles, et il les accomplit. Il dit: "Je ferai de toi un guide pour les humains". Il dit: "Et parmi ma descendance?" Il dit: "Mon engagement n'atteint pas les oppresseurs" (H-87/2:124).

71

Pour le débat religieux concernant la circoncision chez les chrétiens, voir mon ouvrage Circoncision masculine et féminine, p. 89-126

Puis nous t'avons révélé: "Suis la religion d'Abraham, en étant droit. Il n'était point des associateurs" (M-70/16:123).

[Suivez] l'imprégnation de Dieu. Et quelle meilleure imprégnation que celle de Dieu? C'est lui que nous adorons (H-87/2:138).

Ils ont estimé que l'expression lorsque ton Seigneur testa Abraham par des paroles signifie: lorsque ton Seigneur testa Abraham par la circoncision. Et puisque le musulman est tenu de suivre la religion d'Abraham, il lui faut se circoncire comme Abraham. Ensuite ils ont estimé que l'expression: l'imprégnation de Dieu signifie la circoncision par opposition au baptême des chrétiens. Mais cette interprétation n'a pas été admise unanimement par les juristes.

Pour affirmer la circoncision d'Abraham, les juristes classiques se réfèrent à des récits de Mahomet, et non pas à l'Ancien Testament qu'ils considèrent comme falsifié. Mahomet aurait dit: "Abraham s'est circoncis lorsqu'il avait 80 ans, avec une hache (*qaddum*: instrument du menuisier, ou dans un lieu appelé Qadum)". Selon un deuxième récit, Abraham avait alors 120 ans et il a vécu ensuite 80 ans. Un troisième récit dit: "Dieu a ordonné à Abraham de se circoncire. Abraham l'a fait avec une hache et en a souffert beaucoup. Dieu lui a révélé alors: Tu t'es trop pressé avant que je t'indique l'instrument. Abraham a répondu: Je n'ai pas aimé retarder tes ordres".

Cette interprétation donnée au verset 2:124 est contestée par les auteurs musulmans modernes. Tel est le cas d'Al-Shawkani (d. 1834), de Muhammad Abduh (d. 1905) et de Mahmud Shaltut (d. 1964). Ce dernier considère une telle interprétation comme une *exagération* sur laquelle on ne peut pas baser une obligation de se faire circoncire.

D'autres récits de Mahomet, jugés peu fiables, sont cités pour justifier la circoncision masculine, dont:

Ainsi Mahomet a ordonné à un converti: "Rase-toi les cheveux de la mécréance et circoncis-toi".

On a demandé à Mahomet si un incirconcis pouvait faire le pèlerinage. Il a répondu: "Non, jusqu'à ce qu'il se circoncise".

Il aurait dit: "Cinq font partie des lois de la création (*fitra*): se circoncire, se raser le pubis, s'épiler les aisselles, se couper les ongles et les moustaches". Le terme *fitra* renverrait au verset M-84/30:30. "Lève ta face vers la religion, en étant droit. [Suis les lois de] la création (*fitra*) de Dieu selon laquelle il a créé les humains. Nul changement à la création de Dieu. Voilà la religion élevée".

Il aurait aussi dit:

- "La circoncision est une Sunnah pour les hommes et une *makrumah* pour les femmes".
- "Circoncisez vos enfants au septième jour car c'est plus pur et fait pousser la chair plus rapidement [...]. La terre devient impure pendant quarante jours avec l'urine de l'incirconcis".

On invoque aussi que Mahomet aurait été circoncis, et il aurait circoncis ses deux petits-fils. Ceci est loin d'être prouvé.

Les défenseurs de la circoncision féminine se réfèrent à un récit impliquant une circonciseuse d'esclaves. Selon une version, Mahomet a rencontré une circonciseuse nommée Um-Atiyyah et lui a dit: "Coupe peu et n'exagère pas car cela rend le visage plus rayonnant et c'est meilleur pour l'homme". Selon une autre version, Mahomet a rencontré une femme nommée Um-Habibah qui circoncisait les esclaves et lui a demandé si elle continuait à exercer son métier. Elle lui a répondu: "Oui messager de Dieu, à moins que cela ne soit illicite et que tu veux me l'interdire". Mahomet a répliqué: "Non, c'est licite. Approche-toi de moi pour que je t'enseigne: Si tu circoncis, n'exagère pas, car cela rend le visage plus rayonnant et c'est meilleur pour l'homme".

Ces récits sont douteux, et les opposants de la circoncision, surtout féminine, estiment qu'ils entrent en conflit avec le Coran lui-même qui affirme dans plusieurs versets la perfection de la création de Dieu, dont:

Il a bien fait tout ce qu'il a créé (M-75/32:7).

Notre Seigneur! Tu n'as pas créé cela en vain (H-89/3:191).

[Le démon dit]: Je les égarerai, les ferai souhaiter, et leur ordonnerai, et ils fendront les oreilles aux bétails. Je leur ordonnerai, et ils changeront la création de Dieu. Quiconque prend le satan pour allié, hors de Dieu, perdra d'une perte manifeste (H-92/4:119).

On peut déduire des deux premiers versets que le prépuce est une partie intégrante du corps humain créée par Dieu et on ne saurait le supprimer pour parfaire l'œuvre de Dieu. Le troisième verset considère le changement de la nature comme une obéissance au démon¹.

Ceux qui considèrent la circoncision comme obligatoire estiment qu'elle peut être imposée de force. Si une personne refuse de se faire circoncire, elle est passible de la peine de mort. Cette peine est applicable pour les hommes et, selon certains, pour les femmes.

Ibn-Mawdud Al-Musili (d. 1284), va jusqu'à autoriser la guerre contre ceux qui refusent la circoncision masculine et féminine. Citant Al-Tahhawi (d. 933), il dit que "la circoncision est une Sunnah pour les hommes et un acte méritoire pour les femmes. Si les habitants d'une contrée décident unanimement de délaisser la circoncision, l'imam leur déclare la guerre parce qu'elle fait partie des rituels de l'islam et de ses spécificités".

Cette opinion extrême a été exprimée de notre temps par Jad-al-Haq (d. 1996), le précédent cheikh de l'Azhar, à deux reprises dans sa *fatwa* de 1981 et à trois reprises dans sa *fatwa* de 1994. Al-Qaradawi appuie cette opinion mais seulement en ce qui concerne ceux qui refusent la circoncision masculine.

Les juristes classiques estiment que la prière de l'incirconcis n'est pas valide. Al-Ristaqi (ibadite du XVII^e siècle) dit qu'il doit refaire toutes les prières qu'il avait accomplies en étant incirconcis. Il est aussi interdit de prier derrière un incirconcis à moins qu'il soit resté sans circoncision pour une raison valable. Des auteurs mo-

Pour le débat religieux concernant la circoncision chez les musulmans, voir mon ouvrage Circoncision masculine et féminine, p. 127-177

dernes préconisent aussi la circoncision des femmes comme condition de validité de la prière.

Un récit de Mahomet prescrit la circoncision pour pouvoir effectuer le pèlerinage. Ibn-Abbas (d. 687) interdit aussi de manger la viande d'un animal égorgé par un musulman incirconcis.

Les juristes classiques récusent le témoignage d'un incirconcis s'il refuse de se soumettre à la circoncision par dédain pour la religion car il cesse alors d'être adl, équitable.

Le musulman incirconcis ne peut épouser ni une musulmane ni une chrétienne ou une juive, et il sera assimilé à un mage polythéiste. Il ne peut être le tuteur dans le mariage. Ainsi, s'il donne son accord pour le mariage d'une femme sous sa tutelle, le mariage sera dissous sauf s'il y a eu consommation. S'il est témoin dans un mariage, le mariage est considéré comme invalide.

Al-Bahuti (d. 1641) indique que le mari peut contraindre sa femme musulmane à se faire circoncire tout comme il peut la contraindre à accomplir ses prières.

Après avoir passé en revue les opinions des juristes classiques, Al-Sukkari, un auteur égyptien moderne, donne l'opinion suivante:

Comme il est prouvé de manière absolue que l'existence du prépuce est un vice répugnant du fait qu'il est le lieu d'accumulation de saleté et de détritus, il ne fait pas de doute que ce vice donne à la femme le choix de dissoudre le mariage avec un musulman incirconcis.

Certains juristes classiques se posent la question de savoir s'il ne faudrait pas circoncire un musulman décédé incirconcis pour une raison valable, avant de l'enterrer. La majorité répond par la négative pour trois raisons:

- La circoncision est une atteinte à la pudeur du mort.
- La circoncision est sans utilité après la mort puisque l'objectif de la circoncision est la purification en vue de la prière et du pèlerinage.
- Le mort retrouve son prépuce après sa mort, autant donc le lui laisser.

D'autres juristes classiques estiment qu'il faut distinguer entre l'enfant et l'adulte. Seul ce dernier est soumis à la circoncision parce qu'il était, durant sa vie, obligé de se circoncire. Son prépuce est déposé dans le linceul.

3) Justification médicale de la circoncision

Certains estiment que la circoncision est un ordre divin qui n'a rien à voir avec la médecine. Par conséquent, il ne sert à rien de rechercher des arguments médicaux pour dissuader ceux qui la pratiquent. D'autres pensent au contraire qu'elle constitue un acte médical et ne saurait être justifiée que s'il y a des raisons médicales. D'autres enfin disent que la circoncision, en tant qu'ordre divin, ne saurait entrer en contradiction avec les normes scientifiques; en cas de contradiction, il faut donner la priorité à la norme divine et considérer la norme scientifique comme erronée. En raison de ces trois conceptions, on retrouve l'élément religieux constamment dans le débat médical concernant la circoncision masculine et féminine. La première

question qui se pose est de savoir si la circoncision peut être justifiée à propos de la douleur.

A) La douleur

Toute douleur injustifiée qu'on fait subir à autrui est immorale et contraire à la règle d'or qui dit: "Tout ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le vous-mêmes pour eux" (Mt 7:12). Même s'il y a une raison médicale valable, comme l'intervention chirurgicale pour sauver la vie d'un malade, la douleur doit être réduite au minimum, en utilisant l'anesthésie ou d'autres moyens d'apaisement, en faisant sentir la compassion à la personne souffrante, en évitant de jouir de sa douleur et en lui faisant comprendre que l'opération est dans son intérêt.

Or, la majorité des circoncisions masculines et féminines se passe d'une manière totalement opposée: sans raison médicale, sur un organe sain et sans anesthésie. Pendant que l'enfant souffre sans en connaître la raison, son entourage se réjouit. Et le pire de tout cela est que les défenseurs de la circoncision essaient de nous faire croire que l'enfant ne souffre pas ou que sa douleur ne sera que passagère et vite oubliée.

On est en droit de se demander pourquoi donc les religieux et les médecins nient la douleur de l'enfant. Plusieurs explications peuvent être données:

- Le nouveau-né peut être dans un état de choc, ce qui empêche ses réactions. Il peut aussi être sous l'effet de l'anesthésie qui a été donnée à sa mère avant l'accouchement. Il naît donc drogué.
- La douleur peut être niée en raison d'un sentiment de culpabilité pour l'avoir infligée au nouveau-né.
- Le circonciseur peut faire semblant et prétendre que la circoncision ne fait pas souffrir pour calmer les parents afin qu'ils ne renoncent pas à faire la circoncision.
- En langue arabe populaire on dit d'un individu insensible qu'il est un "crocodile", c'est-à-dire qu'il a une peau épaisse qui l'empêche de sentir. On remarque cela chez les bouchers qui, après avoir égorgé des centaines d'animaux, cessent d'entendre leur cri.
- L'influence du groupe empêche la personne de former sa propre opinion.

La circoncision masculine et féminine est souvent faite sans anesthésie. Cela est dû à plusieurs facteurs: croyance que la circoncision n'est pas pénible pour le nouveau-né, indifférence face à la douleur, ignorance de l'utilisation de l'anesthésie sur un nouveau-né, peur des conséquences. Il faut aussi y ajouter le coût de l'anesthésie: celle-ci devrait être faite par un médecin spécialisé autre que le chirurgien, ce qui réduit la marge du gain. Il n'est pas exclu qu'un penchant sadomasochiste joue aussi un rôle. Il faut y ajouter les raisons religieuses. Le rabbin Meir Arik de Galicie (d. 1926) interdit l'utilisation de l'anesthésie parce qu'il croit que nous devons valoriser la douleur. Les enfants et les convertis au judaïsme doivent se mettre dans la position d'Abraham, expérimentant sa douleur à 99 ans.

L'ONU, l'OMS et les ONG qui luttent contre la circoncision féminine rejettent toute médicalisation et, par conséquent, toute utilisation d'anesthésie. On craint en effet que l'usage de l'anesthésie perpétue la pratique.

B) Dommages de la circoncision pour la santé

La circoncision masculine et féminine constitue une amputation d'un organe sain du corps humain, le privant ainsi de ses fonctions naturelles et l'exposant à des complications propres à toute opération chirurgicale. De ce fait, elles ne devraient avoir lieu que si leurs avantages sont supérieurs à leurs dommages. On constate cependant une banalisation ou une négation de leurs dommages due à trois facteurs:

Il y a avant tout le facteur religieux. Si vous croyez que la circoncision est un ordre divin, il vous est difficile de penser qu'elle peut comporter un dommage pour celui qui la subit. Cela signifierait que vous mettez en doute la justice de Dieu et vos propres croyances, et vous risquez d'être considérés comme apostat par votre communauté, parfois avec des conséquences peu enviables.

Il y a ensuite l'ignorance du lien entre le dommage et la circoncision. Les conséquences néfastes de la circoncision féminine sont souvent associées à des causes irrationnelles. Ainsi, au Bénin, en cas d'hémorragie, on consulte un oracle pour déterminer la cause. Les gens pensent alors qu'il s'agit d'un sacrifice non fait ou mal fait envers un fétiche ou un lieu sacré. À la suite d'un décès, la circonciseuse dégage sa responsabilité en prétendant que cela n'arrive qu'aux filles adultérines, donc illégitimes, ou dont les parents, grands-parents ou quelqu'un de la lignée ont commis une faute grave et de ce fait un membre de la famille devait être sacrifié. Le même phénomène se rencontre avec la circoncision masculine dans les milieux arabo-musulmans. On attribue les complications au destin et à la volonté divine. C'est la raison pour laquelle on porte rarement plainte contre le médecin ou le circonciseur. Une telle plainte signifierait une révolte contre la volonté de Dieu. De plus, elle ne peut que rendre la situation plus inextricable.

Il y a enfin l'absence de moyen de comparaison dans les sociétés où la circoncision est largement pratiquée. Favazza rapporte d'une Soudanaise infibulée qui, arrivée aux États-Unis, a commencé à s'intéresser aux rapports sexuels des femmes blanches. Lorsqu'elle s'est rendu compte de sa situation, elle a sombré dans la dépression clinique. Si elle était restée chez elle, elle n'aurait jamais eu le sentiment de souffrir parmi des femmes qui sont toutes infibulées et qui considèrent cet état de fait comme normal.

Les opposants de la circoncision masculine citent un grand nombre de dommages qui peuvent résulter de cette opération, dont:

- 1) Hémorragie
- 2) Infection de la blessure
- 3) Rétention de l'anneau du Plastibell
- 4) Rétention urinaire
- 5) Nécrose du gland
- 6) Blessure et perte du gland

- 7) Élimination excessive de la peau
- 8) Fistule urétrale
- 9) Ulcération méatique
- 10) Hypospadias non détecté
- 11) Danger de l'anesthésie
- 12) Difformité externe du pénis
- 13) Perte du pénis
- 14) Décès
- 15) Complications de la circoncision juive due à la *mezizah*, procédé par lequel le circonciseur suce le pénis de l'enfant après l'avoir circoncis.

Les opposants de la circoncision féminine citent aussi un grand nombre de dommages qui peuvent résulter de cette opération, dont:

- 1) Hémorragie
- 2) Dommages aux organes avoisinants
- 3) Difficultés urinaires
- 4) Infections
- 5) Difformité
- 6) Stérilité
- 7) Difficulté de l'enfantement
- 8) Lésion des glandes de Bartholin
- 9) Difficultés menstruelles
- 10) Décès
- 11) Complications propres à l'infibulation: formation de calculs derrière les cicatrices; difficultés à effectuer des examens des organes sexuels en raison de leur fermeture; accumulation de sang et d'urine derrière les cicatrices et infection de ces cicatrices; mauvaises odeurs peuvent en émaner et les périodes menstruelles peuvent durer une dizaine de jours, empêchant la femme d'aller à l'école et au travail; difficulté de l'enfantement.

C) Dommages de la circoncision pour la sexualité

L'homme a droit au plaisir sexuel nécessaire à son équilibre physique et psychique, exactement comme il a droit à la nourriture et au sommeil. Le plaisir sexuel est un des objectifs du mariage. L'amputation d'une partie de la langue réduit le sens du goût et du plaisir gustatif. Qu'en est-il de l'effet de la circoncision sur les rapports sexuels?

Les anciens auteurs juifs, chrétiens et musulmans ont vu dans la circoncision masculine un moyen de réduire le plaisir sexuel de l'homme et de sa partenaire. Ils ont appuyé cette pratique en raison de leur perception négative de la sexualité. Les opposants à la circoncision masculine s'accordent avec ces auteurs et essaient de trouver une explication scientifique à cette affirmation. Mais, contrairement aux anciens, ils s'opposent à la circoncision masculine parce qu'elle va à l'encontre de leur perception positive de la sexualité: ils considèrent cette dernière comme un droit individuel.

Voyant que le vent tourne et que l'éthique sexuelle change, les défenseurs de la circoncision masculine renversent les arguments de leurs aînés. Ils affirment désormais que la circoncision ne réduit pas la concupiscence puisque les circoncis et leurs partenaires ne s'en plaignent pas. Ils estiment qu'elle pourrait même renforcer le plaisir en retardant l'éjaculation.

Avec la circoncision féminine, nous avons la même controverse que celle concernant la circoncision masculine.

Les juristes musulmans classiques et modernes favorables à la circoncision féminine y voient un moyen de réduire la concupiscence, raison pour laquelle ils l'appuyaient. Les opposants à la circoncision féminine basent leur opposition, entre autres, sur le fait qu'elle réduit le plaisir sexuel de la femme, lequel est perçu comme un droit individuel.

Les défenseurs actuels de la circoncision féminine affirment qu'elle ne réduit pas la concupiscence et qu'elle pourrait même renforcer le plaisir de l'homme et de la femme si elle est faite dans les limites du récit de Mahomet, "coupe peu et n'exagère pas", et que même lorsque la circoncision est exagérée, elle n'empêche pas la femme d'avoir un plaisir sexuel. Enfin, les hommes, dans certaines cultures, vont jusqu'à préférer les partenaires circoncises aux incirconcises.

On trouve des arguments similaires en Occident: *Playgirl* a publié en octobre 1973, un article intitulé "La circoncision pour les femmes: la plus douce de toutes les coupures", suivi en mai 1975 d'un article intitulé "Une chirurgie à 100 US\$ pour une vie sexuelle à un million de dollars". En novembre 1976, *Cosmopolitan* a publié un article décrivant les opérations faites le plus fréquemment pour améliorer les réactions sexuelles. La circoncision féminine figurait en tête de la liste avec la réclame qu'elle pourrait profiter à 10% de toutes les femmes qui ont un clitoris non coopératif.

D) Prétendus avantages de la circoncision pour la santé

Certains estiment que la circoncision comporte des avantages pour la santé. Ces avantages peuvent être résumés comme suit:

Il y a avant tout l'argument de la propreté: ils estiment que le manque de propreté est la cause de nombreuses maladies sexuelles dont le cancer du pénis et de la prostate.

Ensuite ils pensent que la circoncision prévient la masturbation. La prévention de la masturbation a été la raison la plus invoquée en Occident pour justifier la circoncision masculine et féminine. Jamais invoquée dans les sources musulmanes classiques, elle est largement reprise par les sources musulmanes contemporaines.

La circoncision préviendrait aussi des maladies, notamment les maladies vénériennes, le cancer, le phimosis, l'infection urinaire et le sida – dernière trouvaille des défenseurs de la circoncision masculine et féminine.

Tous ces arguments ne valent rien. Ils visent en réalité à donner bonne conscience aux médecins et à justifier la norme biblique¹. On peut sans hésiter dire que la circoncision masculine et féminine a deux avantages médicaux incontestables: réduire le poids de l'enfant et alourdir la poche du médecin. Le reste est du pipeau. Pour illustrer cela, je citerai ici le Dr Shimon Glick, directeur du Centre d'éducation médicale de l'Université de Ben-Gurion en Israël, qui m'a envoyé en 1994 un

rour illustrer cela, je citeral ici le Dr Shimon Glick, directeur du Centre d'education médicale de l'Université de Ben-Gurion en Israël, qui m'a envoyé en 1994 un article de Kreiss et Hopkins concernant la circoncision et la prévention du sida. Il a attaché à l'article un petit billet écrit à la main qui dit: "Pour votre intérêt et celui de vos collègues. Si Dieu commande une action, elle ne peut pas être nuisible!"

4) Délégitimation juridique de la circoncision

Notre cœur bat en moyenne 1,16 fois par seconde soit plus de 100 000 fois par jour et 36,8 millions de fois par an. On estime qu'à chaque battement de cœur, un enfant est mutilé par la circoncision, acte qu'Alice Miller considère comme le "plus grand crime de l'humanité". Malgré ce chiffre effarant, le législateur, les tribunaux et les juristes accordent peu d'importance à cette pratique en raison de la sensibilité religieuse et politique, et parce qu'elle ne rapporte pas de gain.

Nous avons étudié plus haut la circoncision dans le cadre du droit religieux juif, chrétien et musulman. Nous allons maintenant voir les problèmes que cette pratique pose sur le plan du droit positif, c'est-à-dire le droit étatique et international.

A) Principe de la non-discrimination

Tant la circoncision masculine que féminine viole les droits individuels, notamment le droit à l'intégrité physique et à la vie, le droit de ne pas être soumis au traitement inhumain et à la torture, le droit à la pudeur, et le droit au respect du mort lorsque la circoncision a lieu après le décès. On constate que le législateur national et international condamne la circoncision féminine mais garde le silence en matière de circoncision masculine, violant ainsi le principe de la non-discrimination qui figure pratiquement dans tous les documents internationaux et toutes les constitutions. Ainsi, la Déclaration universelle des droits de l'homme dit:

Art. 2 al. 1 - Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

La condamnation de la circoncision féminine et le silence face à la circoncision masculine sans donner de justification scientifique valable signifie:

- La reconnaissance d'un droit aux femmes qui est nié aux hommes.
- La condamnation de la culture africaine qui pratique la circoncision féminine et l'acceptation de la culture occidentale et juive qui ne connaissent pas cette pratique mais connaissent la circoncision masculine.

Pour le débat médical, voir notre ouvrage Circoncision masculine et féminine, p. 178-267. - Le refus de la protection des enfants des juifs et des musulmans par peur des conséquences politiques.

B) Circoncision et droits religieux et culturels

Vu l'importance des normes religieuses et culturelles, le législateur, de tout temps, a essayé de reconnaître aux communautés le droit de vivre selon leurs normes religieuses et de pratiquer leur culture. Ce droit figure dans de nombreux documents internationaux et nationaux. Ainsi la Déclaration universelle dit:

Art. 18 - Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Art. 27 al. 1 - Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté...

Les défenseurs de la circoncision masculine et féminine estiment que ces deux pratiques font partie de leurs normes religieuses et culturelles. On ne devrait donc pas les interdire. Mais ces deux pratiques touchent, sans raison médicale, l'individu et, qui plus est, un mineur. Lequel des deux droits prime: le droit communautaire ou le droit individuel?

La règle de base est que les droits individuels considérés comme fondamentaux priment sur les droits collectifs. Au nom de la tolérance envers sa religion ou sa culture, une communauté donnée ne peut demander au législateur de fermer les yeux sur des violations de ces droits individuels. Cette règle a été clairement énoncée dans la *Déclaration de principes sur la tolérance* proclamée et signée le 16 novembre 1995 par les États membres de l'UNESCO. L'article 1^{er} chiffre 1 définit comme suit la tolérance:

La tolérance est le respect, l'acceptation et l'appréciation de la richesse et de la diversité des cultures de notre monde, de nos modes d'expression et de nos manières d'exprimer notre qualité d'êtres humains. [...] La tolérance est l'harmonie dans la différence. Elle n'est pas seulement une obligation d'ordre éthique; elle est également une nécessité politique et juridique [...].

Et cet article ajoute dans son chiffre 2:

La tolérance n'est ni concession, ni condescendance, ni complaisance. La tolérance est, avant tout, une attitude active animée par la reconnaissance des droits universels de la personne humaine et des libertés fondamentales d'autrui. En aucun cas la tolérance ne saurait être invoquée pour justifier des atteintes à ces valeurs fondamentales

Rappelons ici le Serment de Genève de l'AMM qui dit:

Je ne permettrai pas que des considérations d'affiliation politique, d'âge, de croyance, de maladie ou d'infirmité, de nationalité, d'origine ethnique, de race, de sexe, de statut social ou de tendance sexuelle viennent s'interposer entre mon devoir et mon patient.

On peut déduire de ce qui précède que les normes religieuses, qu'elles soient mentionnées dans l'Ancien Testament ou le Coran ou qu'elles relèvent de superstitions ou de croyances animistes, ne peuvent pas être invoquées pour priver un individu de ses droits fondamentaux. Certains disent que les parents imposent à leurs enfants une éducation. Pourquoi ne peuvent-ils pas leur imposer aussi la circoncision? Il y a cependant une grande différence entre la circoncision qui mutile et l'éducation qui prépare l'enfant à être un membre actif dans la société.

C) Circoncision et droit à l'intégrité physique et à la vie

Le droit à la vie et le droit à l'intégrité physique sont parmi les droits les plus importants de l'homme. Les lois de tous les pays du monde en font mention, prévoient des sanctions pénales et donnent droit à des actions civiles de réparation contre ceux qui les violent. Il faut toutefois relever que la Déclaration universelle, le Pacte civil, la Convention de l'enfant et la Convention européenne des droits de l'homme ne mentionnent que le droit à la vie, et ne disent rien concernant le droit à l'intégrité physique. Les deux seuls documents internationaux qui en font mention sont la Convention américaine et la Charte africaine des droits de l'homme.

On est à cet égard légitimé à se demander pourquoi l'ONU et l'Europe ont oublié le droit à l'intégrité physique. En retournant aux travaux préparatoires de la Déclaration universelle on constate que ce droit était mentionné dans différents projets, et qu'il a été supprimé dans la rédaction finale, estimant qu'il peut être induit du droit à la sûreté¹. En écartant la mention expresse du droit à l'intégrité physique, on peut imaginer que les rédacteurs desdits documents aient voulu éviter de heurter de plein fouet la communauté juive qui pratique la circoncision masculine et qui se sentirait visée comme groupe violant ce droit. Rappelons pour mémoire que le principal rédacteur de la Déclaration universelle est le professeur René Cassin, de religion juive. C'est une hypothèse que des recherches ultérieures devraient confirmer ou infirmer, mais qu'on ne peut pour le moment écarter. On se souviendra ici que Mme Merkel s'est opposée à une décision du tribunal de Cologne qui avait déclaré le 26 juin 2012 que l'ablation du prépuce pour des motifs religieux relevait de coups et blessures volontaires et était passible de poursuites pénales. "Je ne veux pas que l'Allemagne soit le seul pays au monde dans lequel les Juifs ne peuvent pas pratiquer leurs rites", dit la chancelière². Ce faisant, elle viole le principe de la séparation des pouvoirs.

D) Circoncision, mauvais traitement et torture

Le mauvais traitement et la torture sont interdits par différents documents internationaux. Ainsi la Déclaration universelle dit à son article 5:

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

¹ Albert Verdoodt: Naissance et signification de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Warny, Louvain, 1964, p. 95-99.

² Le Figaro, 17.7.2012: Circoncision: Merkel inquiète. https://goo.gl/P1azxg

La Commission des droits de l'homme dans sa résolution 49 de 1996 a considéré la mutilation sexuelle féminine comme une violence envers les femmes au même titre que l'infanticide, l'inceste, les abus sexuels, l'exploitation sexuelle, la prostitution et la pornographie infantile. La résolution 8 de 1997 de la Sous-Commission pour la prévention de la discrimination et la protection des minorités se réfère à l'article 5 de la Déclaration universelle susmentionnée pour demander aux États membres de prendre les mesures nécessaires en vue d'éliminer la circoncision féminine. Le silence du législateur international face à la circoncision masculine semble indiquer qu'il ne considère pas la circoncision masculine comme un mauvais traitement ou une torture. Mais cette attitude n'est pas partagée par les opposants à la circoncision masculine. Svoboda écrit:

Aucun observateur objectif qui a assisté à une circoncision masculine ne peut contester sérieusement que la procédure inflige une douleur et une souffrance à l'enfant. La circoncision constitue une torture.

Je termine ici le débat juridique par ce fait significatif. J'ai rencontré le 12 janvier 1992 Dr Leila Mehra de l'OMS dans son bureau à Genève. À la question de savoir pourquoi l'OMS s'occupe de la circoncision féminine et délaisse la circoncision masculine, elle m'a répondu: "La circoncision masculine est mentionnée dans l'Ancien Testament. Est-ce que vous cherchez à nous créer des problèmes avec les juifs?" Le même jour, j'ai rencontré à Genève la présidente du *Comité interafricain*, Mme Berhane Ras-Work. Je lui ai posé la même question. Étrangement, elle m'a donné la même réponse à la lettre. Ce qui me fait croire qu'elles ont dû se consulter puisque les deux étaient au courant de mon passage dans leurs bureaux respectifs!

5) Circoncision et violence

Après avoir vu que la circoncision sous l'angle religieux, médical et juridique, il nous faut maintenant l'examiner sous l'angle social, ou plus spécifiquement sous l'angle de la violence.

Dans un précédent point, nous avons vu que la circoncision cause une souffrance aux enfants et peut être qualifiée de torture. Il suffit de regarder des vidéos et entendre les cris des enfants pour s'en rendre compte. La circoncision a aussi des effets psychiques et sociaux à long terme que nous devons examiner ici.

Imagine-toi assis ou endormi parmi ceux que tu aimes. Soudain des gens que tu ne connais pas entrent et t'immobilisent de force, arrachent tes habits et coupent la peau de ton pénis avec un couteau pendant que tu cries de douleur et essaies de t'arracher à leurs mains. Alors qu'on agit de la sorte avec toi, tu découvres que ceux que tu aimes sont complices de tes agresseurs. Que sera alors ta réaction? La question qui se pose ici est la suivante: y a-t-il une différence entre ta réaction en tant qu'adulte et la réaction d'un enfant qu'on mutile de la sorte?

82

Pour le débat juridique, voir notre ouvrage Circoncision masculine et féminine, p. 376-483.

A) Effets de la circoncision sur l'enfant

a) Effets de la circoncision masculine

Déjà en 1945, le Dr David Levy avait mis en garde contre le traumatisme que causent les opérations sur les enfants, dont la circoncision. Il a découvert que la réponse de l'enfant à la peine est plus forte lorsqu'il est plus jeune. Il signale le cas d'un enfant circoncis à l'âge de six ans et sept mois. L'enfant se battait avec son père et l'anesthésiste avant d'être maîtrisé par eux. Après l'opération, l'enfant a développé un caractère enragé et destructeur. Il jouait de nombreux jeux où l'on tuait, était devenu claustrophobe et avait des tendances suicidaires. Dans un autre cas, un enfant de trois ans et sept mois souffrait de peurs, de cauchemars nocturnes et de comportements agités depuis qu'il avait été circoncis à l'âge d'un an. Joseph Lewis, en 1949, confirme lui aussi les effets psychiques néfastes de la circoncision sur les enfants.

Des hommes sous hypnose rapportent les détails de la circoncision qu'ils avaient subie après leur naissance, et la douleur qu'ils ont endurée. Ils expriment alors leur colère, leur volonté de se venger et de détruire ceux qui ont participé à leur mutilation.

Bettelheim compare la circoncision à l'opération esthétique qui peut être autant traumatisante. Si cette dernière est faite sur une fille qui en comprend le sens, la fille se soucie peu de la douleur physique dans l'attente du plaisir qui en résulterait. Un des effets de la circoncision est d'éviter d'y penser ou d'en parler. Des hommes qui contactent un centre contre la circoncision évitent même l'utilisation du mot *circoncision* sur l'enveloppe ou dans leur appel téléphonique. Certains deviennent hystériques et tremblent lorsqu'on met entre leurs mains un livre sur la circoncision. D'autres évitent de regarder des couteaux ou des ciseaux qui leur rappellent leur circoncision.

b) Effets de la circoncision féminine

La circoncision féminine est souvent faite entre 5 et 15 ans, à un âge où la fille peut comprendre l'opération. Cet âge pourrait être un avantage par rapport à un âge plus jeune, surtout dans une société qui considère la circoncision féminine comme un moyen d'intégration sociale qui fait éviter à la fille les moqueries et les chicanes de ses camarades. Tout dépendra donc de la manière avec laquelle la société et la fille conçoivent la circoncision.

Lantier fait remarquer, en ce qui concerne la société somalienne qui pratique l'infibulation:

Dans les milieux fanatiques, non seulement les femmes ainsi traitées ne souffrent jamais de psychose, mais elles ignorent même l'angoisse et se disent heureuses. En revanche, les femmes somaliennes moins attachées que naguère aux coutumes, et qui se croient moralement obligées de subir le sort traditionnel, sont facilement atteintes de neurasthénie et sombrent dans l'apathie et la tristesse.

B) Circoncision et rapports avec les parents

La circoncision influence la relation mère-enfant dès la grossesse, surtout si la mère est en conflit avec le père à ce sujet. Une mère juive avait de la peine à accoucher. La sage-femme a découvert qu'elle ne voulait pas circoncire son fils, contrairement à son mari. Lorsque le père a cédé et en a informé la mère, l'enfant est né sans problème et il est resté incirconcis.

Lorsque l'opération a lieu à l'hôpital après la naissance, l'enfant est pris à sa mère et transféré dans une autre salle pour être mutilé avant de le rendre à sa mère. L'inquiétude et la douleur de l'enfant affectent son allaitement. Parfois l'enfant refuse sa mère. Ses cris dérangent la mère qui a tendance à le laisser pleurer. Tout cela crée une tension entre la mère et l'enfant. Ce dernier considère que sa mère l'a trahi et qu'elle est responsable de ce qui lui est arrivé. Il perd ainsi la confiance dans sa mère. Lorsque l'enfant est circoncis à un âge de quelques années, il adopte une attitude franchement agressive à l'égard de sa mère.

Le même problème se pose avec la circoncision féminine. La fille a le sentiment que ces parents l'ont trahie. Le Dr Adil Sadiq, professeur égyptien de psychiatrie, rapporte le cas d'une femme répudiée par son mari du fait qu'elle n'avait pas de plaisir sexuel avec lui. Elle a dirigé alors son agressivité contre son père, le considérant comme responsable de la faillite de sa vie conjugale, car il avait insisté pour qu'elle soit circoncise pendant son enfance.

C) Circoncision et rapports avec la société

Nous présentons ici brièvement les effets probables de la circoncision masculine sur la société en nous basant surtout sur les écrits du psychologue juif américain Ronald Goldman¹, un des rares auteurs ayant traité de ce sujet. Nous n'entendons pas porter un jugement de valeur sur sa position qui relève de la psychologie.

a) Régression de l'estime de soi

Si les hommes se rendent compte que leur circoncision influence leurs rapports sexuels, ils auront moins d'estime pour eux-mêmes, surtout que les relations sexuelles jouent un rôle important dans l'estime de soi. Celui qui ne s'estime pas, estime encore moins les autres et adopte des comportements asociaux comme l'isolement, la dépression et l'usage de la drogue. Il peut aussi recourir à des rapports sexuels avec des mineurs pour affirmer sa domination, phénomène bien répandu aux États-Unis et dans le monde musulman.

_

Je renvoie le lecteur notamment à sa thèse de doctorat de Ronald Goldman: Circumcision, The Hidden Trauma: How an American Cultural Practice Affects Infants and Ultimately Us All, préfacée par Ashley Montagu, Vanguard Publications, Boston, 1997 (https://goo.gl/vNpSi1), et à son article: The psychological impact of circumcision, BJU international, Volume 83 Supplement 1, pages 93-102, January 1, 1999 (https://goo.gl/4fskyc).

b) Mutilation des autres

Certains se demandent quel est le pourcentage de pédiatres et d'urologues qui ont choisi ce métier aux États-Unis pour pouvoir pratiquer sur les enfants ce qu'ils ont subi eux-mêmes.

Goldman indique que malgré les effets négatifs de la circoncision, il est difficile pour ses défenseurs de changer d'avis en raison de facteurs psychologiques. Parmi ces facteurs figure celui de répéter sur autrui ce qu'on a subi. Une étude démontre que la circoncision était surtout pratiquée par des médecins vieux, mâles et circoncis.

On remarque aussi que ce sont les femmes qui soutiennent et pratiquent la circoncision féminine. Le mutilé cherche toujours à mutiler autrui. Ceci conduit à détester toute personne qui n'est pas circoncise. Ainsi, on crée des barrières religieuses et sociales entre les circoncis et les incirconcis, dans la vie et après la mort, barrières étudiées dans le débat religieux.

c) Violence et comportement antisocial

Goldman se pose des questions sur la relation entre la circoncision d'une part, et les comportements asociaux et la violence d'autre part, notamment aux États-Unis qui constitueraient selon lui la société la plus violente au monde. Le taux d'homicides dans ce pays serait 14 fois celui du Japon et 8 fois celui des pays européens.

La violence à la maison serait la forme de violence la plus fréquente aux États-Unis. Goldman se demande s'il y a un lien entre le fait que chaque laps de 25 secondes un enfant est circoncis aux États-Unis et chaque laps de 15 secondes un homme frappe une femme. Frapper une femme exprime une volonté de la dominer ou de réagir à son refus de se soumettre. Ceci découle du sentiment que la maison de l'homme est sa citadelle et que la femme est son bien. Or, ceci ne diffère pas de la circoncision sur les enfants. Dans les deux cas, nous imposons notre volonté à autrui. Par ailleurs, des études prouvent que l'abus des enfants en fait des maris violents. La circoncision est un abus physique, voire sexuel, de l'enfant. Certains circoncis estiment que leurs mères ne les ont pas assez protégés et se retournent contre elles. De là pourrait venir un sentiment inconscient de vengeance envers les femmes.

d) Viol

Aux États-Unis, il y a annuellement deux millions de cas de viols déclarés. Le taux de viol dans ce pays est sept fois plus élevé que celui connu dans la communauté européenne. Y aurait-il un lien entre ce taux élevé de viol et le taux élevé de circoncisions aux États-Unis?

En tout cas, il existe une similitude entre le viol d'une femme et la circoncision. Dans la circoncision, on déshabille l'enfant et on lui mutile le pénis de force. Ceci ne diffère pas du viol qui consiste à agresser la femme sexuellement. L'unique différence entre les deux est l'âge et la nature de l'acte. Celui qui circoncit un garçon estime que ce dernier n'a pas le droit de refuser qu'on le mutile, de même le violeur estime que la femme doit se soumettre à la relation sexuelle. Certains pen-

sent que la femme violée ne souffre pas du viol, voire qu'elle en jouit, de même les défenseurs de la circoncision pensent que l'enfant ne souffre pas de l'opération. Ceux qui circoncisent étaient eux-mêmes victimes de la circoncision, et ceux qui violent étaient souvent eux aussi victimes d'un abus sexuel ou physique. Il ne faudrait donc pas écarter de manière catégorique le lien entre le viol et la circoncision aux États-Unis.

e) Pédophilie

Certains voient des liens entre la circoncision et la pédophilie. Ceux qui abusent des enfants souffrent d'un manque d'estime de soi et ont un sentiment d'incapacité, symptômes produits aussi par la circoncision. Ils souffrent de difficultés à réaliser leurs désirs sexuels, et ceci se retrouve chez des circoncis. Si l'enfant sent qu'il a été violé, il court plus de risque d'être entraîné à violer d'autres enfants quand il sera adulte. Or, nous avons vu que la circoncision produit des circonciseurs.

f) Guerres et conflits armés

Selon les psychologues, ce que la société fait aux enfants, ceux-ci le lui rendent. La société, comme les individus, peut diriger son agressivité vers soi pour se détruire, ou vers les autres pour les détruire. Tout ce qui contribue à la violence individuelle contribue à la violence de la société et au penchant de cette dernière pour agresser les autres peuples. La perte de confiance, le manque d'estime de soi et d'affection envers les autres, le désir de dominer, le refoulement des sentiments font partie de la personnalité américaine, et ces caractéristiques ne peuvent être entièrement détachées de la pratique de la circoncision dans ce pays.

Ceci ne signifie nullement que seuls les circoncis font des guerres, mais on ne saurait non plus exclure de manière catégorique que la circoncision peut jouer un rôle, aussi minime soit-il, dans ces guerres. Exclure un tel facteur sur les comportements sociaux (ou asociaux) parce qu'il s'agit de spéculations démontre en soi une peur de découvrir les effets néfastes de cette pratique. Ainsi, on ferme la porte devant les recherches sociales afin de ne pas questionner la circoncision¹.

La Somalienne Waris Dirie voit une relation entre la circoncision féminine et les guerres dans son pays. Elle écrit:

Ces guerres tribales, comme la pratique de l'excision, sont les conséquences de l'agressivité et de l'égoïsme des hommes. Je n'aime pas dire cela, mais c'est pourtant vrai. Ils agissent ainsi parce qu'ils sont obsédés par leur territoire, leurs possessions, et les femmes sont dans cette dernière catégorie, aussi bien sur le plan culturel que légal. Peut-être que si l'on émasculait les hommes, mon pays deviendrait un paradis! Ils se calmeraient et se montreraient plus sensibles au monde qui les entoure. Sans ces poussées régulières de testostérone, il n'y aurait plus ni guerres, ni massacres, ni vols, ni viols. Si on leur tranchait les parties génitales, et qu'on les laissait ensuite errer sans soins, saigner à mort ou sur-

86

Pour l'effet social de la circoncision, voir notre ouvrage Circoncision masculine et féminine, p. 355-366

vivre, peut-être comprendraient-ils pour la première fois ce qu'ils font subir aux femmes.

Hosken écrit:

La performance maladive de chaque homme somalien à couper son épouse pour l'ouvrir et satisfaire son désir sexuel en la violant comme des filles saignantes qui crient – se tortillant de douleur, souvent à peine dépassant l'âge de l'enfance – connote une dépravation et une corruption des valeurs difficiles à sonder, et encore plus difficiles à comprendre. Et ceci a lieu partout en Somalie, et est accepté comme une tradition familiale [...]. La même violence masculine a maintenant fait éruption partout en Somalie avec des viols et des meurtres de femmes et d'enfants en tête des atrocités rapportées quotidiennement et montrées à la télévision.

Fran P. Hosken: The Hosken Report, genital and sexual mutilation of females, Women's International Network News, Lexington, 4e éd., 1994, p. 60.

Chapitre 3. Violence envers les femmes

1) Inégalité entre l'homme et la femme

Taha, dont nous avons parlé plus haut, écrit dans le *deuxième message de l'islam* que l'égalité est un principe fondateur dans l'islam:

Le principe fondateur de l'islam est l'égalité parfaite entre l'homme et la femme. La preuve en est donnée par leur responsabilité égale devant Dieu lors du Jour du jugement, lorsque le bilan des actes sera dressé. Dieu dit: "Dis: Chercheraije un autre seigneur que Dieu, alors qu'il est le Seigneur de toute chose? Chaque âme ne réalise [un mal] qu'à son détriment. Aucune [âme] chargée ne se chargera de la charge d'autrui. Puis vers votre Seigneur sera votre retour" (M-55/6:164). Il dit également: "Ce jour, chaque âme sera rétribuée pour ce qu'elle a réalisé. Pas d'oppression, ce jour. Dieu est prompt dans le compte" (M-60/40:17). Ou encore: "Toute âme est engagée par ce qu'elle a réalisé" (M-4/74:38).

Les versets cités appartiennent au Coran mecquois. Le Coran médinois a institué la domination de l'homme sur la femme:

Les répudiées attendront [une période de] trois menstruations. Il ne leur est pas permis de taire ce que Dieu a créé dans leurs matrices, si elles croient en Dieu et au jour dernier. Leurs maris sont plus en droit de les ramener pendant cela, s'ils veulent la réconciliation. Elles ont [sur les hommes] ce que [les hommes ont] sur elles, selon les convenances. Les hommes ont toutefois un degré sur elles. Dieu est fier, sage (H-87/2:228).

Les hommes s'élèvent au-dessus des femmes par ce que Dieu a favorisé certains par rapport à d'autres, et ce qu'ils ont dépensé de leurs fortunes. Les femmes vertueuses sont dévouées, et gardent le secret que Dieu a gardé [pour elles]. Celles dont vous craignez la dissension, exhortez-les, abandonnez-les dans les couches, et frappez-les. Si elles vous obéissent, ne recherchez plus de voie contre elles. Dieu était élevé, grand (H-92/4:34).

Taha justifie ce changement de statut comme suit:

L'islam fut révélé à un peuple qui enterrait vivants ses nouveau-nés de sexe féminin par peur du déshonneur si ces filles étaient prises comme butin de guerre ou afin d'éviter la charge de devoir les nourrir en temps de sécheresse et de famine. Dieu décrit ce comportement: "Lorsqu'on annonce à l'un d'eux une femelle, sa face reste noircie, étouffé d'angoisse. Il se cache des gens, à cause du malheur qu'on lui a annoncé. La retient-il avec humiliation? Ou l'enfouit-il dans la terre? Comme ils jugent mal!" (M-70/16:58-59). Donc, la société dans

_

https://goo.gl/rpi8SA, traduction, p. 131.

son ensemble, y compris sa composante féminine d'ailleurs, n'était pas prête au bien ultime que l'islam entendait pour les femmes. Une période de transition était nécessaire pour qu'évoluent à la fois les hommes et les femmes pris individuellement ainsi que la société dans son ensemble. Ainsi, la loi octroie à la femme la moitié de ce que l'homme obtient en héritage et son témoignage légal ne vaut que la moitié de celui d'un homme. Les femmes doivent se soumettre aux hommes — père, frères et époux: "Les hommes s'élèvent au-dessus des femmes par ce que Dieu a favorisé certains par rapport à d'autres, et ce qu'ils ont dépensé de leurs fortunes" (H-92/4:34). Cette première législation musulmane fut, en fait, un grand bond en avant pour les femmes, en comparaison avec leur statut antéislamique. Néanmoins, c'était bien en-deçà de l'objectif final de l'islam¹.

La supériorité de l'homme sur la femme instituée par le Coran médinois se concrétise par une mainmise de l'homme sur la femme. Fille, la femme est sous l'autorité du père. Il peut la marier sans son consentement, parfois au plus offrant et en bas âge, à moins de dix ans, sur la base du verset H-99/65:4 et suivant le modèle de Mahomet qui, à l'âge de 50 ans, épousa Ayshah alors qu'elle n'avait que six ans. Des sites en arabe rapportent qu'au Yémen huit filles meurent chaque jour en raison de tels mariages². Même majeure, la fille ne peut contracter mariage sans le consentement du père ou du tuteur mâle. Mariée, elle est sous l'autorité de son époux qui peut l'empêcher de sortir de la maison ou de travailler et l'obliger à porter le voile. Si elle désobéit, le mari peut la châtier. Son témoignage vaut la moitié du témoignage de l'homme (H-87/2:282) et elle reçoit généralement, mais pas toujours, la moitié de la part successorale que reçoit l'homme au même degré (voir H-92/4:11-12 et 176). Nous nous attarderons ici uniquement sur la question du droit de frapper la femme qui est prévu par le Coran³.

2) Droit de frapper la femme

Les sources musulmanes rapportent que Sa'd Ibn-al-Rabi' avait frappé sa femme Habibah Bint Zayd dont le père était venu se plaindre auprès de Mahomet. Celui-ci lui dit que sa fille a le droit de lui rendre la pareille. Entre-temps, l'ange Gabriel révéla à Mahomet le verset H-92/4:34 susmentionné. Ayant convoqué le père et la fille, Mahomet leur annonça la nouvelle en disant: "Nous avons voulu une chose, et Dieu en a voulu une autre, et ce que Dieu veut est meilleur"⁴.

Le verset H-92/4:34 en question établi la supériorité de l'homme sur la femme et précise:

² https://goo.gl/xHMrz1; https://goo.gl/cCLa8T

¹ https://goo.gl/rpi8SA, traduction, p. 131.

Nous avons rédigé un ouvrage en français sur ce sujet: Frappez les femmes: Interprétation du verset coranique 92/4:34 à travers les siècles, Createspace (Amazon), Charleston, 2016. Ceux intéressés peuvent s'y référer pour plus de détails.

⁴ Voir ce récit dans le commentaire d'Al-Qurtubi https://goo.gl/QapCvk

Celles dont vous craignez la dissension, exhortez-les, abandonnez-les dans les couches, et frappez-les. Si elles vous obéissent, ne recherchez plus de voie contre elles. Dieu était élevé, grand.

Voyons comment les exégètes ont compris cette partie du verset qui institue une procédure que les maris doivent suivre avec "celles dont vous craignez la dissension (*nushuz*)". Les exégètes comprennent cette expression comme suit:

Le *nushuz*¹ est le terrain élevé, et ici cela signifie une attitude hautaine de la part de la femme envers son mari pour raison de désamour et de rejet, et la désobéissance de la part de la femme. Cela comporte le refus de la femme d'avoir des relations sexuelles avec son mari, mais aussi le refus d'accomplir ses devoirs religieux, et le fait de ne pas mettre le parfum qu'elle utilisait habituellement. Il s'agit d'une attitude opposée à celle que doivent adopter les femmes vertueuses dévouées, comme expliqué plus haut.

Al-Tantawi relève que le Coran ne dit pas "celles qui font dissension", mais "celles dont vous craignez la dissension". Il explique que les problèmes doivent être traités dès que des signes de dissension sont constatés. D'autres estiment que le terme "craignez" doit être compris dans le sens "connaissez". Le sens serait donc "celles dont vous connaissez la dissension".

Le Coran prévoit trois mesures à prendre envers "celles dont vous craignez la dissension": exhortez-les, abandonnez-les dans les couches et frappez-les. C'est ce que nous verrons dans les points suivants:

A) Exhortez-les ('idhuhun)

Ce terme ne pose pas de problème. Les exégètes expliquent que les hommes doivent exhortez les femmes dont ils craignent la dissension en les invitant à craindre Dieu, en leur rappelant leurs devoirs envers leurs maris comme l'indiquent les récits cités plus haut, et en leur indiquant que les anges les maudissent et le Coran permet de les frapper si elles n'obtempèrent pas.

B) Abandonnez-les (uhjuruhun) dans les couches

Le terme *uhjuruhum* provient du verbe *hajara*². C'est de ce verbe que dérive le terme *hijra* qui indique le départ/migration de Mahomet de La Mecque vers Médine, et qui constitue le début du calendrier hégirien en usage chez les musulmans. Ce terme évoque généralement le fait de quitter, d'abandonner, d'émigrer.

Les exégètes ont cependant donné trois sens à la phrase susmentionnée en expliquant ce qu'elle implique:

Le sens le plus courant est "abandonnez-les". Cela implique plusieurs attitudes visant à influencer la femme, et il s'agit ici de l'épouse, alors que le début du verset peut concerner toute femme. Des exégètes disent que le mari laisse la femme seule dans le lit et s'abstient de rapports sexuels avec elles. D'autres di-

Le terme nushuz provient du verbe nashaza. Le Coran le mentionne sous différentes formes cinq fois: http://goo.gl/tmyMON

² Le Coran le mentionne 31 fois sous différentes formes: http://goo.gl/z9Q6DX

sent que le mari force sa femme à avoir des rapports sexuels avec lui et la renvoie ensuite seule dans son lit à elle. D'autres disent que le mari force la femme à avoir des rapports sexuels avec lui sans lui adresser la parole, qu'il reste avec elle dans le lit mais lui tourne le dos. Le mari ne se privera pas des rapports sexuels, parce qu'il s'agit de son droit, et s'il s'en prive, il se punit lui-même. D'autres disent que le mari fait semblant de négliger la femme. Si celle-ci l'aime, elle sera peinée par son abandon et reviendra à la bonne conduite. Et si elle le déteste, elle se réjouit qu'il l'abandonne. Ceci peut servir d'indice pour découvrir l'origine de la dissension.

Certains exégètes disent que le terme *uhjuruhun* signifie "faire usage de mots impudents" (*al-qabih min al-kalam*) envers la femme, sans abandonner les rapports sexuels. C'est le sens donné par Ibn Abbas. Al-Tabarani précise que si la femme désobéissante refuse de revenir dans le lit de son mari, celui-ci peut l'insulter. Ce sens est confirmé dans le dictionnaire arabe¹.

Enfin, le grand exégète Al-Tabari, après avoir examiné la structure linguistique de la phrase *uhjuruhun fil-madaji*', parvient à la conclusion que cette phrase doit être comprise dans le sens d'attacher les femmes sur les couches ou dans les chambres où elles couchent, sans s'abstenir de rapports sexuels avec elles, car cela constitue un droit de l'homme. Ce sens est confirmé par le dictionnaire² et se réfère à la pratique des bédouins, qui entravent les pattes des animaux afin qu'ils ne s'échappent pas. Cette opinion cependant est rejetée par d'autres exégètes qui l'estiment excessive. Ces exégètes pensent qu'Al-Tabari a été induit en erreur par un récit selon lequel Asma', fille d'Abu-Bakr, épouse de Zubayr Ibn-al-Awwam, quittait la maison, et on l'avait reproché à son mari, et celui-ci le reprocha ensuite à elle et à sa coépouse. Il attacha alors les cheveux de l'une aux cheveux de l'autre et les battit. Asma' s'en est plainte à son père, qui lui dit: "Ma fille, soit patiente. Ton mari est un homme juste, et il se peut qu'il soit ton mari au paradis. J'ai en effet appris que si un homme a épousé une vierge, elle sera son épouse au paradis".

C) Frappez-les (udribuhun)

Si les deux précédentes mesures s'avèrent infructueuses, les hommes ont la permission (voire l'ordre) de frapper leurs femmes dont ils craignent la dissension.

Le terme *udribuhun* provient du verbe *daraba* qui revient cinquante-huit fois dans le Coran, avec différents sens³. Mais selon toutes les exégèses consultées, ce terme dans ce verset désigne un châtiment physique administré à la femme, même si ces exégèses divergent sur les modalités de ce châtiment. Voyons donc ce que disent ces exégèses concernant cette phrase:

Ces exégèses commencent par citer les circonstances de la révélation du verset H-92/4:34 mentionnées plus haut, à savoir la femme qui avait été giflée par son mari et à qui Mahomet avait d'abord permis de rendre la pareille à son mari

http://goo.gl/6EjGxL

http://goo.gl/KLC9sK

³ http://goo.gl/Hhw6QP

avant de se rétracter en invoquant ce verset donnant au mari le droit de frapper sa femme.

Pratiquement toutes ces exégèses ajoutent au terme udribuhun l'expression darban ghavr mubrih (frappez-les de facon non affligeante) et parfois ghavr sha'in (non infamante). Ibn-Abbas explique qu'il s'agit de les frapper avec le siwak ou un objet similaire. Le siwak ou meswak, «bois d'araq (bâton d'arak)», est la racine de l'arbuste Salvadora persica utilisée comme brosse à dent naturelle. Il s'agit donc d'un geste symbolique, et non d'un châtiment douloureux. Ils mentionnent aussi le récit de Mahomet: "Place ton fouet dans un endroit visible par ta famille, mais ne l'utilise pas". On demanda alors à Mahomet: "Avec quoi devons-nous alors frapper?" Il répondit: "Avec les deux sandales, de façon non affligeante". Des témoins m'ont affirmé avoir vu le fouet accroché au mur de maisons aux Émirats arabes unis. Mahomet dit: "Craignez Allah en ce qui concerne les femmes parce que vous les avez prises sous la sécurité d'Allah et vous avez droit à des rapports sexuels avec elles de par la parole d'Allah. Vous avez le droit de ne pas permettre à quiconque qui vous déplaît de coucher sur vos lits, et si elles le font, battez-les, mais pas sévèrement. Vous êtes responsables de leur fournir de la nourriture et des vêtements d'une manière convenable". Il dit aussi: "La femme a été créée d'une côte tordue. Si vous cherchez à la redresser, vous risquez de la casser. Mais si vous en faites usage avec délicatesse, vous pourrez en jouir malgré leur état tordu. Le meilleur d'entre vous est celui qui agit le mieux envers sa femme".

Certains disent que le châtiment doit être symbolique, invoquant le verset M-38/38:44: "Nous lui dîmes: Prends dans ta main un fagot, frappes-en [ta femme], et ne parjure pas". Selon les sources musulmanes, Job avait juré de donner cent coups de bâton à sa femme. Pour éviter de se parjurer et de faire du mal à sa femme, Dieu lui a inspiré la ruse de donner un seul coup avec un fagot ayant cent menues branches.

Les exégèses précisent que le châtiment ne doit pas provoquer de lésion corporelle, ni briser un os, et doit éviter le visage, car il représente la beauté. Il doit être réparti sur tout le corps. Certains précisent que les coups administrés à la femme ne doivent pas dépasser quarante, ou vingt, ou dix coups de fouet ou de bâton. D'autres disent que les coups doivent être administrés par la main ou par un foulard enroulé.

Les exégètes déduisent de cette phrase que la loi du talion (*qawd*) ne s'applique pas à l'encontre du mari qui cause une fracture (*shaj*) ou une lésion à sa femme. Il doit alors le prix du sang ('*aql*), sauf s'il cause son décès. Dans ce cas, il sera tué en vertu de la loi du talion. D'autres disent que la loi du talion s'applique s'il y a lésion ou décès de la femme.

Certains disent que les trois mesures prévues par le verset 92/4:34 doivent être utilisées dans l'ordre, et d'autres disent que l'homme a le choix entre les trois.

Al-Qurtubi signale que Dieu n'a autorisé l'administration des coups de façon explicite que dans le verset H-92/4:34 et pour les grands délits, plaçant ainsi la désobéissance des femmes au même niveau que ces délits, et chargeant les ma-

ris de les punir sans nécessité de décision judiciaire, de témoins ou de preuve parce que Dieu a confié les femmes aux hommes. Il indique que le châtiment peut varier selon les femmes. Une femme de classe (*rafi'ah*) est châtiée par la désapprobation, mais une femme inférieure (*dani'ah*) est châtiée par le fouet. Il précise que la femme est frappée si elle refuse les rapports sexuels ou le service de son mari, et à ce châtiment s'ajoute la perte du droit de la femme à la pension.

Al-Alusi et Atfiyyash indiquent que la femme est frappée pour une de ces raisons: si elle ne se fait pas belle alors que le mari le souhaite, si elle refuse les rapports sexuels lorsque son mari l'appelle, si elle n'accomplit pas ses prières, ses ablutions ou le jeûne, et si elle quitte la maison sans raison légale. Le refus de la femme de porter le voile, en tant que devoir religieux, donne le droit au mari de frapper sa femme¹.

Al-Khazin cite un récit de Mahomet rapporté par Omar selon lequel "on ne demande pas à un mari pour quelle raison il a frappé sa femme". Ibn-Achour dit que si les autorités apprennent que les hommes maltraitent les femmes, sans faire bon usage des sanctions prévues par la *shari'ah* et dépassent les limites, elles ont le droit de les corriger et de déclarer que quiconque frappe sa femme sera puni afin que la situation ne se détériore pas, surtout dans une période sans frein religieux.

Mughniyah dit que si la femme refuse d'avoir des rapports sexuels, il faut commencer par l'exhorter de la meilleure façon, puis l'abandonner dans la couche et enfin la frapper légèrement afin de la dissuader. Une telle femme est méchante, et rien ne saurait freiner son caprice sinon des coups. Mais dans tous les cas, il ne s'agit que d'une autorisation, et non pas d'une obligation, et les juristes sont unanimes à dire qu'il est préférable de ne pas y recourir.

On remarquera ici que le Coran fait mention de la dissension de la part du mari dans le verset H-92/4:128 qui dit: "Si une femme craint, de la part de son mari, dissension ou détournement, nul grief sur les deux [à] se réconcilier, et la réconciliation est meilleure. [Et l'avarice est présente dans les âmes.] Mais si vous êtes bienfaisants et craignez, Dieu était informé de ce que vous faites". Les exégèses de ce verset expliquent qu'il concerne le cas où le mari se détourne d'une femme devenue âgée ou non attirante, en privilégiant une femme plus jeune ou plus belle. Ce verset ne donne pas à la femme le droit de frapper son mari, à l'instar du verset H-92/4:34, mais uniquement le droit à une réconciliation, ou plus précisément à une solution à l'amiable entre le mari et sa femme, celle-ci acceptant de céder ses droits afin de ne pas être répudiée par le mari.

Une fatwa dit: "Le mari doit protéger sa famille et l'empêcher de tomber dans l'interdit. À cet effet, il doit s'efforcer de convaincre sa femme de se voiler le visage. Si elle refuse, il doit la forcer. Elle doit lui obéir car son ordre porte sur une chose autorisée qu'il a le droit de demander dans le cadre de la protection morale de sa femme" (https://goo.gl/k69l2l).

D) Si elles vous obéissent

La phrase "Si elles vous obéissent, ne recherchez plus de voie contre elles" ne pose pas de problème. Plusieurs exégèses précisent que si la femme rejoint son mari dans le lit et accepte les relations sexuelles avec lui, même si elle le déteste, le mari doit cesser de la frapper. Il ne peut pas exiger d'elle qu'elle l'aime.

E) Dieu était élevé, grand

Cette expression est un pendant au verset visant à maintenir la rime, et n'ajoute rien au sens du verset. Ce phénomène très fréquent dans le Coran est appelé tadhvil (queue). Et c'est en vain que les exégètes essaient de trouver un lien entre ce pendant et le corps du verset. Certains estiment que cette expression signifie qu'il ne faut pas sévir contre les femmes si elles obéissent, parce que Dieu est plus élevé que vous et peut se venger pour elles contre vous. Dieu exige l'obéissance de l'être humain, non pas l'amour, et ne le charge pas au-dessus de ses capacités. Vous aussi vous ne devez pas demander l'amour de vos femmes mais seulement l'obéissance. Si donc Dieu se satisfait de l'obéissance, faites de même avec les femmes

3) Manipulations des traducteurs

Nous avons consulté 70 exégèses musulmanes anciennes et modernes. Toutes s'accordent à dire que le terme *udribuhun* signifie frappez-les, à l'impératif. On trouve cette traduction en français chez Muhammad Hamidullah, Régis Blachère, Denise Masson, Jean Grosjean, Savary et Jean-Louis Michon. Kazimirski et Malek Chebel traduisent: vous les battrez. Chouraqui et Montet traduisent: battez-les.

De telles traductions génèrent une image négative de l'islam, raison pour laquelle des traducteurs, surtout musulmans, traduisent le terme udribuhun de façon erronée ou édulcorée. Nous en donnons ici une liste sur la base de nombreuses traductions françaises1 et anglaises2 que nous avons consultées3:

```
corrigez-les
punissez-les
frappez-les [en dernier ressort] (légèrement)
separate them
separate from them
go away from them
depart away from them
turn away from them
turn away from them, striking a temporary parting
ignore/disregard/push them
```

³ Nous avons consulté huit traductions italiennes toutes fidèles au sens du verset H-92/4:34.

¹ Voir ces traductions dans http://goo.gl/lzeULq

² Voir ces traductions dans http://goo.gl/dnrTR2

beat them (lightly)
beat them [not in a violent manner]
hit them [lightly]
punish them (mildly)
strike them, (i.e. hit them lightly)
strike them (enough to offend them)
strike them (by word or action)
spank them (fairly and not out of anger)
smack them (without harshness)
go to bed with them (when they are willing)
keep admonishing them with examples that they stop rebelling

4) Justifications par les exégètes modernes

Les tentatives modernes de disculper le Coran en recourant à de fausses traductions ou en édulcorant le texte coranique sont rejetées par les milieux islamiques et ne sont pas corroborées par les exégètes anciens et modernes. Qui plus est, des exégètes modernes vont jusqu'à justifier le droit du mari de frapper sa femme, répondant ainsi à ceux qui critiquent la norme coranique.

Dans la fameuse exégèse Al-Manar, Rashid Rida dénonce la critique des occidentaux contre l'autorisation donnée au mari de frapper sa femme — alors qu'ils ne dénoncent pas le fait qu'une femme puisse désobéir et se montrer hautaine à son égard, le transformant ainsi en dominé et humilié alors qu'il est le chef de la famille — persistant dans sa désobéissance, se moquant de son honneur et l'abandonnant. Il cite Muhammad Abdou qui estime légitime de frapper la femme du point de vue de la raison ou de la nature. Ceci est nécessaire en cas de dissolution du milieu social et des mœurs. Mais ce n'est permis que si l'homme constate sa nécessité pour que la femme obéisse. Et dans tous les cas, nous devons bien traiter les femmes et éviter l'injustice à leur égard. Plusieurs récits invitent l'homme à bien se comporter avec sa femme. Un de ces récits dit: "N'avez-vous pas honte de frapper votre femme comme on frappe un esclave au début de la journée, et ensuite vous avez des rapports sexuels avec elle à la fin de la journée?"

Sayyid Qutb dit que le fait de frapper la femme peut s'avérer nécessaire afin de sauvegarder l'institution familiale, lorsque la femme ne sent la virilité de l'homme qu'elle aime et ne l'accepte comme mari que s'il la soumet physiquement. Ceci n'est pas propre à toutes les femmes, mais de telles femmes existent. Et dans tous les cas, c'est à Dieu que revient la décision, étant le seul connaisseur de sa créature. Toute discussion de ce qu'il décide est une rébellion et constitue une sortie de la foi.

Al-Sabuni dit que la nature et les conditions sociales exigent la présence d'un responsable au sein de la famille, dont il se charge. Et cette tâche revient à l'homme en raison de ce que Dieu lui a accordé comme faveur sur le plan de l'intelligence et de la force de volonté. Dieu lui a donné le droit d'administrer les femmes et de les corriger. Et probablement le pire de ce que les ennemis de l'islam utilisent comme

prétexte pour s'attaquer à la religion de Dieu est leur prétention selon laquelle l'Islam humilie la femme en permettant à l'homme de la frapper. Et la réponse: oui, le Coran permet de frapper la femme, mais la guestion qui se pose est de savoir quand, et qui peut le faire. Ceci constitue une cure, et on ne recourt à la cure qu'en cas de nécessité. Lorsque la femme se comporte mal avec son mari, s'entête et suit le diable sans cesse, que doit faire le mari? Doit-il l'abandonner, la répudier, ou la laisser faire comme elle veut? Le Coran a alors institué le droit du mari à frapper sa femme en dernier lieu, après l'avoir exhortée puis l'avoir laissée seule dans sa couche. Car frapper la femme avec le bois servant de cure-dent est moins grave que la répudiation qui détruit la famille. On choisit ainsi le moindre mal. Frapper la femme n'est pas une humiliation, contrairement à ce qu'ils pensent, mais une cure qui s'avère utile dans certains cas avec certaines personnes révoltées qui ne comprennent pas les bonnes manières. Le poète dit à cet effet: l'esclave est frappé avec le bâton, alors qu'à l'homme libre suffit le signe. Il est en effet des femmes, voire des hommes, qui ne peuvent être redressés que par le châtiment, raison pour laquelle les sanctions et les prisons ont été instituées. Al-Sabuni cite à l'appui l'exégèse Al-Manar dont nous avons parlé plus haut.

Shirazi, exégète chiite, répondant à ceux qui se demandent comment l'islam permet de recourir au châtiment physique contre la femme, dit:

- Le verset en question permet de faire usage de l'avertissement physique (sic) à l'encontre de celle qui ne respecte pas ses fonctions et ses devoirs, lorsque les autres moyens restent sans effet. Et ceci est admis par toutes les législations du monde qui prévoient les châtiments physiques, y compris la mise à mort.
- 2) L'avertissement physique doit être léger, non affligeant, sans provoquer une lésion ou casser un os.
- 3) Les psychiatres admettent aujourd'hui que certaines femmes sont masochistes, se sentent bien lorsqu'elles sont frappées légèrement. Et ici le châtiment corporel peut être conçu comme une cure psychique pour elles.

Cet exégète dit que la désobéissance et la révolte contre les devoirs familiaux et conjugaux peuvent provenir des femmes comme des hommes. Ces derniers sont aussi châtiés physiquement comme les femmes. L'unique différence est que la punition des hommes est exercée par le juge qui doit veiller à ce qu'ils accomplissent leurs devoirs.

5) Refus de criminaliser la violence envers les femmes

A) Article d'Ahmed Assid

Nous traduisons ici un article d'Ahmed Assid, activiste berbère du Maroc, paru le 19 mars 2016¹ sous le titre "Est-ce que la violence contre la femme fait partie des enseignements de l'islam?" Cet article dénonce le refus, dans les milieux religieux, des lois incriminant la violence:

¹ http://badil.info/68516-2/

Nous avons tous le droit de nous interroger sur les raisons pour lesquelles le conservatisme islamique s'active dans tous les pays islamiques pour bloquer toute loi adoptée en vue de criminaliser la violence contre les femmes. Que ce soit en Algérie, au Pakistan ou dans les pays s'étendant de l'Afrique du Nord aux pays du Golfe, frapper les femmes est presque considéré comme "un droit acquis" des hommes, et même "un devoir" par quelques membres du mouvement conservateur qui s'est donné pour mission de bloquer les lois qui obligent les hommes à témoigner de plus de respect pour les femmes en tant que citoyennes à part entière dans la société.

À cet égard, les médias ont publié la semaine dernière les objections sévères des islamistes pakistanais contre une loi adoptée dans leur pays condamnant la violence contre les femmes et sanctionnant l'homme qui en est responsable, en faisant valoir que cette loi est "contraire à l'islam" et "contraire au Coran". C'est ce qui a été annoncé par le Conseil de l'idéologie islamique, un organisme religieux influent au Pakistan qui fournit des conseils au gouvernement au sujet de la conformité des lois à l'Islam. Fazlur Rahman, le chef du parti des savants de l'islam, un des plus grands partis religieux au Pakistan, a statué que "la loi est contraire à l'islam et contraire à la Constitution du Pakistan". Il a déclaré aux journalistes que "cette loi est une tentative de faire du Pakistan une colonie occidentale à nouveau" (sic). Comme si la condamnation de la violence contre les femmes était une invention occidentale dont l'imitation est interdite dans les pays musulmans.

Le mouvement islamique en Algérie a exprimé la même position il y a quelques semaines seulement. Les députés des partis islamiques, à savoir le "Mouvement pour la société de la paix", le "Mouvement de la Renaissance" et le "Mouvement national de réforme" ont dénoncé la loi qui criminalise la violence contre les femmes, l'estimant contraire à la Constitution, laquelle reconnaît que l'islam est la religion d'État, et ajoutant que "les femmes sont les sœurs des hommes" et qu'il n'y a pas besoin d'une loi criminalisant la violence exercée par les hommes sur les femmes. Le plus étrange et le plus excitant de la part des islamistes algériens est ce qu'a déclaré le parlementaire Nasser Hamdaduch, du "Mouvement pour la société de la paix", estimant que "cette loi viole le domicile lors de la preuve des actes et des paroles (actes et paroles de violence contre les femmes), menaçant ainsi la cohésion de la famille algérienne" (sic). Nous ne comprenons pas comment ce parlementaire cherche à construire une "société de la paix" en Algérie, alors qu'il appelle publiquement à ne pas criminaliser la violence conjugale.

Il est surprenant que ces gens estiment intervenir ainsi "pour la défense de l'Islam", alors qu'ils offrent de la religion une image si négative. En raison de ces attitudes, on se demande avec insistance, dans plusieurs pays du monde, si frapper la femme fait partie de l'enseignement de la religion musulmane?

Au Maroc, où la violence conjugale atteint une proportion alarmante de 55%, il semble que les islamistes sont plus intelligents et prudents, travaillant dans les coulisses de l'État pour bloquer toute loi criminalisant la violence contre les femmes, plutôt que d'exprimer des positions explicites exposant leurs inten-

tions. Cela explique pourquoi cette loi n'a pas encore été promulguée dans notre pays. Et il est probable que de nombreux autres pays ayant moins de succès dans le développement démocratique que le Maroc nous dépasse dans ce domaine.

Si l'État au Maroc mène de temps en temps des campagnes sous le slogan "Non à la violence contre les femmes", la réalité démontre clairement une croissance alarmante de la violence contre les femmes dans notre pays. Ce qui nécessite une loi dissuasive contre ces comportements brutaux. Il y a aussi ceux qui travaillent contre les campagnes de sensibilisation de l'État, dans les mosquées ou sur certaines stations de radio privées dont la tendance préférée consiste à laisser les prédicateurs militants promouvoir des idées contre la Constitution et les obligations de l'État marocain, ce qui cause un grand tort à la société. Des féministes ont été surprises par un orateur qui fournit des lecons religieuses via l'une des stations de radio privées. Cet orateur déclare que frapper les femmes dans l'Islam vise à les discipliner, ce qui constitue un devoir de l'homme, car il est le pilier de la famille et connaît ses intérêts, et ceci n'est pas une violence contre les femmes, comme le prétend l'État, parce que l'Islam appelle à frapper les femmes de façon non affligeante. Il estime que la "violence contre les femmes" est un discours occidental qui n'a rien à voir avec nos valeurs et nos traditions (!?). Et bien sûr cet orateur ne fournit aucune solution au problème de la violence qui sévit dans beaucoup de familles, et ne mesure pas les conséquences de ses déclarations irresponsables, quand il appelle ainsi à se comporter avec douceur en frappant les femmes.

Des positions susmentionnées, nous concluons ce qui suit:

- Le courant conservateur, tant au niveau des partis qu'à celui de leurs membres, considère toute loi criminalisant la violence contre les femmes comme contraire à la vraie religion, et donc estime que le fait de frapper la femme ne constitue pas un crime dans l'Islam. Bien au contraire, il est permis à l'homme de frapper la femme, comme l'indique la forme impérative dans le verset coranique et le récit de Mahomet, à condition que cela ne soit pas affligeant.
- Ce courant ne nous explique pas comment faire pour que l'homme qui frappe la femme se satisfasse de la frapper de façon non affligeante. Il ne nous explique pas non plus quelle est la punition du mari qui a cassé le nez de sa femme, l'a défigurée, lui a cassé ses dents ou a terni la beauté de son corps par le fouet. Il laisse cela aux scrupules moraux du mari et à son humeur. Or, la réalité montre que toutes les plaintes déposées par des femmes auprès des centres établis à cet effet (ils sont des dizaines de milliers), offrent des témoignages sur une violence brutale aboutissant parfois à des déformations et des incapacités, sans oublier les circonstances qui ont conduit à la mort et au suicide en raison de la violence conjugale non punissable.
- Ce courant estime que la violence conjugale concerne la famille, la sphère de vie intime, et que la femme n'a pas le droit d'exiger l'application d'une loi punissant son mari qui ne veut pas cesser la violence, parce que cela devient

une violation de l'intimité de la famille, soit une affaire interne ne concernant que la relation du mari avec sa femme, relation qui se transforme ainsi en un cadre légitimant la violence.

- Ce courant estime que la famille devrait être fondée sur l'intendance (qawama) de l'homme et non pas sur l'égalité et la responsabilité partagée. Ceci l'a amené à considérer que la violence domestique est conçue pour "discipliner" la femme et assurer "son obéissance" à son mari. Obéissance qui "renforce la famille" et la rendre "stable". Peu importe que cette stabilité soit obtenue au détriment de la santé et de la dignité des femmes. Or, la réalité du Maroc (comme c'est le cas dans un certain nombre de pays musulmans) ainsi que le Code de la famille ont dépassé le concept de l'intendance.
- Ce courant ne se soucie pas de la transformation qui a touché la famille et le statut de la femme dans la société. La femme est devenue à son tour la gérante de la famille grâce à son travail, à ce qu'elle dépense et à sa contribution dans tous les domaines. Elle a quitté le harem qui faisait d'elle un objet dont l'homme pouvait disposer comme il lui plaît. Ce courant ne se soucie pas des obligations de l'État et des conventions qu'il a signées et qui prévoient la levée de toutes les formes de discrimination et de violence contre les femmes. En outre, il ne se soucie pas du fait que la culture qui prévaut et se répand progressivement rejette la violence sous toutes ses formes et couleurs et quelle que soit sa source ou ses justifications.
- Ce courant ne répond pas à la question restée en suspens: si la femme est disciplinée pour ses erreurs, qui donc disciplinera le mari pour ses erreurs envers sa femme et sa famille? Un juriste dit: "Si la femme insulte et injurie son mari, celui-ci a le droit de la discipliner". Et si on lui posait la question à propos de l'homme qui insulte et injurie sa femme? Évidemment il n'y a aucune réponse à cette question, sauf à dire que cela dépend des scrupules moraux et de l'humeur de l'homme.

Bref, ce courant estime que le texte religieux a la prééminence sur l'homme et sa dignité, et que ce qui a été dit par les anciens juristes est plus important que la compréhension contemporaine des savants. Le résultat peut se résumer à deux choses: soit ce mouvement réussit à lier l'État et la société, à les faire revenir à des comportements qu'il aurait fallu rejeter depuis longtemps, soit la caravane du changement poursuit son chemin, laissant derrière ceux qui ne veulent pas la rattraper.

Pour conclure, les vues du courant conservateur indiquent qu'il veille sur les intérêts temporels des hommes, comme ce fut le cas par le passé. Comment expliquer sinon qu'il accepte la remise en question d'affaires pourtant réglées par des textes explicites, alors qu'il refuse d'aborder d'autres affaires? Ainsi ils ont accepté la nomination des femmes à des postes de pouvoir, de direction et de juges tout en sachant que cela est contraire à ce qui a été approuvé par la jurisprudence islamique pendant des siècles. Cela est dû au fait qu'ils tirent profit des salaires des femmes, alors qu'ils refusent de mettre fin à la violence contre

les femmes parce qu'ils ne veulent pas se menotter par des lois qui criminalisent leurs erreurs.

Toutefois, en opposition à ces étranges opinions, nous trouvons quelques avis qui considèrent l'esprit de la religion et non pas l'apparence du texte, et adoptent une vision humanitaire globale, non fragmentaire, considérant la religion comme un moyen au service de l'homme et non pas comme un outil pour lui nuire. Ainsi, l'ancien Grand Mufti d'Égypte, Ali Jomaa, dit à cet égard que "frapper les femmes est un grand péché, et le divorce lui est préférable". Quant au Dr Ahmed Omar Hashem, membre de l'organe des grands savants et ancien président de l'Université d'Al-Azhar, il donne une autre interprétation à l'expression "frappez-les de façon non affligeante", estimant qu'elle signifie "l'admonestation ou la réprimande morale". Bien que cette opinion considère la femme comme une mineure à réprimander telle une enfant, elle est en avance par rapport à celle de la majorité des juristes anciens.

L'ONU a adopté en 1993 une Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, qui stipule: "Les États devraient condamner la violence à l'égard des femmes et ne pas invoquer de considérations de coutume, de tradition ou de religion pour se soustraire à l'obligation de l'éliminer" [article 4]. Le Maroc a pris plusieurs engagements à cet égard. Il n'a qu'à rattraper les pays qui l'ont précédé en promulguant la loi attendue, ce qui aura un effet positif pour limiter l'exacerbation de ce phénomène dangereux.

B) Lois auxquelles les islamistes se sont opposés

Ici se termine l'article d'Ahmed Assid. Pour bien le comprendre, nous signalons ici les lois et projets qui y sont mentionnés.

Loi du Punjab

Le Punjab, la province la plus peuplée du Pakistan, a adopté le 29 février 2016 une loi visant à mieux protéger les femmes intitulée: *The Punjab Protection of Women Against Violence Act 2015*¹. Cette loi commence comme suit:

An Act to establish an effective system of protection, relief and rehabilitation of women against violence.

Since the Constitution of the Islamic Republic of Pakistan, while guaranteeing gender equality, enables the State to make any special provision for the protection of women, it is necessary to protect women against violence including domestic violence, to establish a protection system for effective service delivery to women victims and to create an enabling environment to encourage and facilitate women freely to play their desired role in the society, and to provide for ancillary matters;

Be it enacted by Provincial Assembly of the Punjab as follows.

Cette loi donne la définition suivante: "Domestic violence means the violence committed by the defendant with whom the aggrieved is living or has lived in a

¹ Texte anglais sur http://goo.gl/FQulUt. Voir cet article sur cette loi, en français: http://goo.gl/O2McGi

house when they are related to each other by consanguinity, marriage or adoption". Elle ne dit pas en quoi consiste cette violence. Malgré cela, cette loi a attiré les foudres des milieux religieux musulmans qui la considèrent comme contraire à l'islam et à la constitution du Pakistan, ajoutant qu'elle "rend l'homme peu sûr... et constitue une tentative de faire du Pakistan une colonie occidentale à nouveau¹¹. Dans un rapport de 163 pages, remis au Parlement, le Conseil de l'idéologie islamique a détaillé les circonstances dans lesquelles il était possible de battre son épouse. On peut y lire: "Un homme devrait être autorisé à battre légèrement sa femme si elle refuse ses ordres et refuse de s'habiller comme il le souhaite". Mais la proposition de loi énumère d'autres cas. On peut aussi lever la main sur sa femme "si elle ne porte pas le voile ou si elle parle trop fort". De même si elle "décline des demandes de relations sexuelles sans justification religieuse, ou ne prend pas de bain après un rapport sexuel ou lorsqu'elle a ses règles".²

Loi algérienne

En Algérie, le Parlement a adopté le 4 mars 2015 un projet de loi portant amendement du code pénal pour la criminalisation des violences à l'égard des femmes. Bloqué durant plusieurs mois, le texte a finalement été adopté le 10 décembre 2015 par le Sénat et publié au Journal officiel du 30 décembre 2015³. Cette loi a été fortement critiquée par les islamistes qui estiment que les femmes sont responsables des violences qu'elles subissent, et que cette loi est "contraire à la charia" et de nature "à détruire la famille"⁴. Nous en citons ici les deux articles suivants en rapport avec les violences conjugales:

Art. 266bis - Quiconque, volontairement, cause des blessures ou porte des coups à son conjoint est puni ainsi qu'il suit:

- 1- d'un emprisonnement d'un à trois ans si les blessures ou les coups n'ont occasionné aucune maladie ou incapacité totale de travail de plus de quinze jours.
- 2- d'un emprisonnement de deux à cinq ans s'il y a eu incapacité totale de travail de plus de quinze jours.
- 3- de la réclusion à temps de dix à vingt ans, si les blessures ou les coups ont été suivis de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes.
- 4- de la réclusion à perpétuité, si les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée.

L'infraction est établie, que l'auteur réside ou pas dans le même domicile que la victime.

L'infraction est également établie si les violences sont commises par l'exconjoint et qu'il s'avère qu'elles sont en rapport avec la précédente relation de mariage.

-

¹ Voir cet article http://goo.gl/wrA3bU

² http://goo.gl/FECGL5

³ http://goo.gl/3jLzrO

Voir sur l'opposition des islamistes algériens à cette loi: http://goo.gl/7LCRUR, et http://goo.gl/IPPmnX

L'auteur ne peut bénéficier des circonstances atténuantes si la victime est enceinte ou handicapée ou si l'infraction a été commise en présence des enfants mineurs ou sous la menace d'une arme.

Dans les cas prévus aux (1) et (2), susvisés, le pardon de la victime met fin aux poursuites pénales.

Dans le cas prévu au (3), et lorsqu'il y a pardon de la victime, la peine est de cinq à dix ans de réclusion.

Art. 266bis 1 - Est puni d'un emprisonnement d'une année à trois ans, quiconque commet contre son conjoint toute forme de voies de fait, ou de violence verbale ou psychologique répétée mettant la victime dans une situation qui porte atteinte à sa dignité ou à son intégrité physique ou psychique.

L'état de violence conjugale peut être prouvé par tous moyens.

L'infraction est établie, que l'auteur réside ou pas dans le même domicile que la victime.

L'infraction est également établie, si les violences sont commises par l'exconjoint et qu'il s'avère qu'elles sont en rapport avec la précédente relation de mariage. L'auteur ne peut bénéficier des circonstances atténuantes si la victime est enceinte ou handicapée ou si l'infraction a été commise en présence des enfants mineurs ou sous la menace d'une arme.

Le pardon de la victime met fin aux poursuites pénales.

Un article du site ONU Femme fait l'éloge de cette loi. On y lit notamment:

Avant cette réforme, le code pénal incriminait les coups et blessures sans distinction de sexe, le viol, l'inceste, le harcèlement sexuel, le trafic d'êtres humains. Avec la nouvelle loi, le législateur incrimine la violence conjugale et toutes formes d'agressions répétées, de violence verbale, psychologique ou maltraitance, notamment en cas de récidive. Par ailleurs, le code pénal inclut un article concernant la protection de l'épouse des coups et des blessures volontaires, provoquant un état d'invalidité, amputation ou la mort de la victime, et introduisant des sanctions en fonction du préjudice. La loi alourdit également les peines relatives au harcèlement sexuel.

La criminalisation de la violence conjugale, consacrée dans la nouvelle réforme du Code pénal, est une grande avancée pour les femmes et une consécration de la mobilisation de la société civile ayant porté cette revendication, avec l'appui d'ONU Femmes. Elle résulte également de l'appropriation nationale progressive des processus normatifs, appuyés également par ONU Femmes, depuis l'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes en 2007, jusqu'à plus récemment, avec des initiatives menées en vue de l'amélioration de la qualité des services rendus aux femmes survivantes des violences.

Dans un communiqué publié après l'adoption de cette loi², Amnesty international évoque des avancées dans le texte mais relève que "ces mêmes amendements con-

_

¹ http://goo.gl/8WIy8E

² https://goo.gl/aH9oh7

tiennent cependant des clauses problématiques qui accroissent la vulnérabilité des victimes de vol ou de violences conjugales". "Plusieurs dispositions permettent au conjoint responsable de vol, de contraintes, d'intimidation ou de violences (sauf pour des violences ayant causé une infirmité permanente ou la mort) d'échapper aux poursuites judiciaires si la victime lui pardonne, exposant ainsi les victimes à des risques accrus de pressions ou de violence pour qu'elles retirent leur plainte", prévient la même source, qui rappelle que ces "clauses du pardon" existent déjà dans le Code pénal actuel. Pour elle, ces amendements qui viennent d'être adoptés "constituent un pas important dans la bonne direction mais ne devraient en aucun cas se substituer à des reformes globales pour prévenir, pénaliser et éliminer la violence sexuelle et liée au genre en Algérie". "Amnesty International demande aux autorités algériennes d'adopter incessamment une loi globale pour lutter contre la violence liée au genre en collaboration étroite avec les victimes et les organisations algériennes de défense des droits des femmes", conclut l'organisation.

Projet de loi marocaine

Le 17 mars 2016, le Conseil du gouvernement a adopté l'avant-projet de loi 103-13 relatif à la lutte contre la violence faite aux femmes¹.

L'opposition islamiste à cette loi, comme le signale Ahmad Assid dans l'article susmentionné, est plus discrète, mais non moins efficace car, siégeant au gouvernement, elle a réussi à façonner la loi à sa guise.

Ce projet a rencontré l'opposition des associations féministes. Dans leur déclaration commune², elles soulignent "sa non-conformité avec la Constitution, les engagements internationaux du Maroc et les normes et standards en matière de législation de la lutte contre la violence ainsi que sa non-prise en compte des exigences de protection des femmes victimes de violence". Elles ont appelé le gouvernement à revoir le projet, en se basant sur le cumul d'expériences et sur les propositions faites par les associations de défense et promotion des droits des femmes. Amnesty International³ critique aussi ce projet et estime qu'il "doit ... subir des modifications substantielles afin de pouvoir protéger efficacement les femmes et les filles contre la violence et les discriminations, et d'honorer les obligations qui sont celles du Maroc en matière de droits humains aux termes du droit international, en plus de ses propres garanties constitutionnelles. En particulier, l'absence de définitions exhaustives pour certaines formes de violence, la perpétuation de stéréotypes de genre péjoratifs, ainsi que la persistance de certains obstacles à la justice et à l'octroi de services aux victimes inspirent de vives inquiétudes à Amnesty International".

Ce projet a été adopté par la chambre des représentants le 20 juillet 2016. Au moment de l'adoption du projet, tard dans la soirée, une "vague" de parlementaires masculins a déserté l'assemblée, et une quinzaine de femmes contre deux ou trois hommes seulement ont pris part au débat. Plusieurs amendements proposés n'y ont pas été intégrés. Par exemple, si une femme porte plainte pour violence, elle ne

¹ Texte arabe du projet http://goo.gl/jwCFlP

http://goo.gl/H3Mq0U

³ https://goo.gl/EeVw6G

pourra pas bénéficier immédiatement d'une protection ou d'une prise en charge. Elle devra attendre la condamnation de celui qui l'a violentée. De même, le retrait de la plainte par la femme met fin à la poursuite. Or, les femmes subissent souvent de fortes pressions qui les poussent à abandonner leur plainte¹.

¹ http://goo.gl/97ZyVJ

Chapitre 4. Violence dans le droit pénal

Chaque société prévoit des sanctions contre ceux qui violent ses normes. L'évolution tend cependant en général

- à humaniser les sanctions portant atteinte à la dignité de l'homme en interdisant la torture et châtiments cruels et en abolissant progressivement la peine de mort), et
- à dépénaliser la liberté de pensée et d'expression entraînant ainsi la fin de la chasse aux sorcières et de l'inquisition contre les dissidents religieux, politiques et scientifiques.

Qu'en est-il chez les musulmans?

Section 1. Conception pénale musulmane

1) Qui fixe les sanctions et où se trouvent-elles?

La sanction est une mesure de réprobation prévue par celui qui fait la loi contre celui qui viole cette loi. À la base de la sanction, il y a l'idée de la qualification des actes humains classés généralement en cinq catégories: obligatoires, interdits, recommandés, permis et reprouvés. Ou, plus sommairement, l'idée du bien et du mal, du licite et de l'illicite.

Dans les systèmes religieux, les sanctions se trouvent dans des sources religieuses. Selon le judaïsme, le prophète Moïse a reçu la loi oralement et par écrit de Dieu en personne sur le mont Sinaï. Voilà ce que dit la Torah: "Quand Dieu eut fini de parler avec Moïse sur le mont Sinaï, il lui remit les deux tables du témoignage, tables de pierre écrites du doigt de Dieu". La Bible impose l'application de la loi en tout temps et en tout lieu. On y lit:

Tout ce que je vous ordonne, vous le garderez et le pratiquerez, sans y ajouter ni en retrancher².

Les choses révélées sont à nous et à nos fils pour toujours, afin que nous mettions en pratique toutes les paroles de cette loi³.

² Dt 13:1.

¹ Ex 31:18.

³ Dt 29:28.

C'est une loi perpétuelle pour vos descendants, où que vous habitiez¹.

L'Évangile est un texte moraliste qui ne comporte presque pas de normes juridiques. Lorsque les scribes et les pharisiens amenèrent à Jésus une femme surprise en flagrant délit d'adultère et lui demandèrent ce qu'il pensait de la lapidation prévue par la loi de Moïse (Lévitique 20:10; Deutéronome 22:22-24), il leur répondit: "Que celui d'entre vous qui est sans péché lui jette le premier une pierre". Et comme tous sont partis sans oser jeter une pierre, il dit à la femme: "Moi non plus, je ne te condamne pas. Va désormais ne pêche plus" (Jean 8:4-11). L'absence de normes juridiques dans l'Évangile a mené les chrétiens à adopter la vision romaine de la loi définie par le jurisconsulte Gaius (décédé v. 180) comme étant "ce que le peuple prescrit et établit" (*Lex est quod populus iubet atque constituit*)². Le système démocratique moderne est basé sur cette conception de la loi.

L'Islam reprend à son compte la conception juive de la loi comme émanant de Dieu. Une histoire similaire à celle de la femme adultère est arrivée à Mahomet. On lui amena un homme et une femme juifs qui avaient commis l'adultère. Il s'informa de la peine prévue dans l'Ancien testament. Les Juifs lui répondirent que l'Ancien Testament prévoit la lapidation (Lévitique 20:10; Deutéronome 22:22-24) et que leur communauté avait décidé de changer cette norme parce qu'on ne l'appliquait qu'aux pauvres. En lieu et place de cette peine, cette communauté avait décidé de noircir le visage des coupables au charbon, de les mener en procession et de les flageller, indépendamment de leur statut social. Mahomet refusa cette modification estimant qu'il était de son devoir de rétablir la norme de Dieu. Il récita alors le verset: "Quiconque ne juge pas d'après ce que Dieu a fait descendre, ceux-là sont les pervers" (H-112/5:47)³.

En droit musulman, les sanctions sont prévues dans le Coran, et les recueils de la Sunnah de Mahomet qui rapportent ses paroles, faits et gestes. La Sunnah s'impose au Musulman en vertu même du Coran:

Dis: "Obéissez à Dieu et à l'envoyé". Et s'ils tournent le dos [à l'obéissance], Dieu n'aime pas les mécréants. (H-89/3:32).

Quiconque obéit à l'envoyé, a obéi à Dieu (H-92/4:80).

Les notices explicatives des articles du Code pénal arabe unifié que nous avons traduit et dont nous parlerons plus loin justifient chaque article avant tout par le Coran, et ensuite par la Sunnah, les deux sources du droit musulman. Et c'est sur la base de ce droit que les ministres arabes de la justice comptent unifier le système juridique dans les pays arabes.

2) Classification des sanctions

Sur la base des deux sources susmentionnées, les juristes musulmans classiques distinguent entre deux catégories de délits:

¹ Lv 23:14.

² Gaius: Institutes, texte établi et traduit par Julien Reinach, 2^e tirage, Les Belles Lettres, Paris, 1965, I.3.

³ Voir ce récit en arabe et en anglais sur http://goo.gl/FQ2JqS (nda).

- Les délits punis de peines had/fixes prévues par le Coran ou la Sunnah de Mahomet. Cette catégorie groupe les délits suivants, selon le Code pénal arabe unifié: adultère, calomnie d'adultère, consommation d'alcool, vol, haraba/banditisme, baghy/rébellion et apostasie. S'y ajoute l'atteinte à la vie et à l'intégrité physique punies du qasas/rétorsion, qui peut être commuée en diyya/compensation ou en arsh/composition.
- Les délits punis de peines *ta'zir*/discrétionnaires. Cette catégorie comprend les délits susmentionnés dont une des conditions vient à manquer. Elle comprend aussi les délits qui ne sont pas prévus dans la première catégorie. Ces délits sont traités dans le livre III du Code pénal arabe unifié

Dès lors que les conditions d'un délit puni d'une peine *had*/fixe sont remplies, le coupable ne peut être gracié (remise, totale ou partielle, de la peine ou sa commutation en une peine plus douce). Cela découle du verset coranique H-87/2:229: "Celles-là sont les bornes de Dieu, ne les transgressez donc pas. Quiconque transgresse les bornes de Dieu, ceux-là sont les oppresseurs".

3) Quel est l'objectif des sanctions?

Les juristes musulmans estiment que le droit musulman vise à préserver cinq intérêts indispensables:

- A) La préservation de la religion (*din*). Le droit musulman garantit la liberté religieuse: "Nulle contrainte dans la religion. La bonne direction s'est distinguée du fourvoiement. Quiconque mécroit aux idoles et croit en Dieu, tient à l'attache la plus sûre qui est imbrisable" (H-87/2:256). Mais, en même temps, afin de sauvegarder la religion, il punit de mort celui qui abandonne l'islam ou tente de détourner un Musulman de sa foi, estimant que "la subversion est plus forte que tuer" (H-87/2:191).
- B) La préservation de la vie et de l'intégrité physique (*nafs*). Pour ce faire, le droit musulman prescrit la loi du talion et le paiement du prix du sang. Il prive de l'héritage l'héritier qui a intenté à la vie du défunt. Il interdit aussi le suicide et en annonce la sanction dans l'autre vie.
- C) La préservation de la raison ('aql). La raison humaine doit être préservée pour que la personne ne nuise pas à elle-même et à la société et ne soit pas à la charge de cette dernière. Dans ce but, le droit musulman interdit la consommation du vin et de narcotiques.
- D) La préservation de la progéniture (*nasl*). Pour ce faire, le droit musulman règle le mariage et le protège, interdit l'adultère et l'accusation calomnieuse d'adultère, et punit sévèrement ces deux infractions.
- E) La préservation de la propriété (*mal*). Pour ce faire, le droit musulman réglemente les transactions visant à acquérir la propriété, prévoit l'amputation de la main du voleur, prescrit le dédommagement en faveur de la victime, et impose l'interdiction judiciaire des prodigues et des faibles d'esprit pour qu'ils ne dilapident pas leurs biens. Il veille au partage des biens, interdit l'accaparement des produits de consommation et condamne l'exploitation d'autrui par l'usure.

Les intérêts susmentionnés sont classés par ordre de priorité, avec des conséquences importantes. Ainsi:

- La préservation de la religion passe avant la préservation de la vie. Ainsi on ne peut invoquer l'interdiction de tuer ou de se suicider pour ne pas participer au jihad ou pour ne pas mettre à mort un apostat.
- La préservation de la vie passe avant la préservation de la raison. Ainsi si la soif met en danger la vie, il est permis de consommer du vin.
- La préservation de la vie passe avant la préservation des biens. De ce fait, si une personne a faim et risque de mourir, elle a le droit de voler le bien d'autrui, quitte à le dédommager ultérieurement si elle en a les moyens.
- La préservation de la vie passe avant le respect des normes en rapport avec la progéniture. Ainsi si une femme est malade, on permet à un homme de la soigner au cas où l'on ne trouve pas de femme médecin.

Signalons ici que si les juristes musulmans tentent toujours de trouver un objectif derrière chaque norme, ils constatent cependant que certaines normes dérivent d'une volonté unilatérale de Dieu, sans objectif apparent, ou que la raison humaine est incapable de la découvrir, tout au moins dans cette vie. C'est notamment le cas "des quantités légales" (*al-muqaddarat al-shar'iyya*): nombre des génuflexions dans la prière et des tours à faire autour de la Kaaba lors du pèlerinage, pourcentage de la zakat, nombre des coups de fouet pour les différentes peines.

4) Droit pénal dans les pays arabo-musulmans

A) Maintien limité du droit pénal musulman

La plupart des pays arabes ont abandonné les sanctions coraniques, optant pour un système de sanctions moderne repris principalement de l'Occident. Il reste cependant quelques pays qui continuent de recourir aux sanctions dites islamiques ou y sont retournés. Ainsi, l'Arabie saoudite continue d'appliquer les sanctions islamiques contre des délits comme le vol, l'adultère, l'atteinte à la vie et à l'intégrité physique et l'apostasie¹, alors que l'Égypte, par exemple, a abandonné ces sanctions.

Le Soudan a appliqué le droit pénal musulman du mois de septembre 1983 jusqu'au coup d'État de mars 1985, qui a renversé le président Numeiri. Cette expérience a été bénéfique pour l'Égypte, car elle a fait échouer le projet pénal islamique de 1982, écarté en mai 1985. Le Soudan, cependant, a renoué avec le droit pénal musulman en promulguant le nouveau code pénal musulman de 1991, aussi sévère que le précédent, où toutes les sanctions pénales islamiques sont prévues.

L'application du droit pénal musulman dans les pays musulmans a été soumise à une attaque en règle de la part notamment d'Amnesty international et de la Commission internationale des juristes. Amnesty international déclarait ainsi, le 27 août

110

Voir sur la pratique de l'Arabie saoudite concernant ces délits non codifiés: Ibn-Dhafir, Sa'd Muhammad: Al-ijra'at al-jina'iyyah fi jara'im al-hudud fil-mamlakah al-'arabiyyah al-su'udiyyah, Riyad, chez l'auteur, 1999.

1984: "L'amputation délibérée et de sang-froid fait partie de toute évidence des châtiments cruels, inhumains et dégradants."

À la suite de ces attaques, la Sous-Commission des Nations unies de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, par sa résolution 22/1984, dans laquelle le nom du Soudan a été biffé, demanda aux pays qui pratiquaient l'amputation d'édicter d'autres normes conformes à l'article 5 de la Déclaration universelle.

Le représentant du Soudan condamna cette résolution dans une intervention devant ladite sous-commission, en date du 22 août 1984. Il déclara ce qui suit:

La critique adressée aux normes musulmanes ne peut être comprise que comme critique adressée à la religion musulmane elle-même. De ce fait, mettre les normes musulmanes sur la balance des droits de l'homme vise à écarter les débats de la Sous-Commission de ses objectifs principaux pour les mener au champ de l'évaluation des normes et des législations sacrées².

Dans les travaux de cette sous-commission, des experts du Maroc, de la Jordanie et de l'Égypte sont intervenus pour donner leur avis sur les pratiques soudanaises. Tous ces experts ont approuvé ce qui se passe au Soudan et ont considéré que cela n'est pas contraire aux droits de l'homme, alors que ces pays n'appliquent pas le droit pénal islamique. Critiquer les normes pénales islamiques aurait été vu comme une critique de l'islam.

B) Volonté de retour au droit pénal musulman

Le droit des pays arabes est un droit hybride mélangeant droit musulman et droit occidental. Ainsi le domaine du statut personnel musulman (droit du mariage et droit successoral), à titre d'exemple, reste régi par le droit musulman, alors que le droit civil, exception faite du statut personnel, est repris du droit occidental. Une des revendications des mouvements musulmans est le retour pur et simple au droit musulman puisque le musulman est supposé suivre les enseignements de sa religion qui règlent ses rapports avec Dieu et avec les humains. Une telle revendication est reprise des pays musulmans à titre individuel et à titre collectif. Ainsi en Égypte, une série de codes censés être conformes au droit musulman (dont un code pénal musulman) ont été élaborés en 1978-1983 mais ne furent jamais adoptés³. La Ligue arabe a aussi entrepris une démarche en vue de l'unification des lois des pays arabes en partant du droit musulman. Elle chargea de cette tâche le Conseil des Ministres arabes de la justice⁴ qui constitue un organe spécialisé de la Ligue arabe. Ce Conseil a rédigé plusieurs codes⁵, dont un code pénal arabe unifié adopté à l'unanimité en 1996 figurant sur deux sites de la Ligue arabe⁶. Le même travail est

⁴ Voir sur ce Conseil http://goo.gl/PY4g0t

¹ E/CN.4/sub.2/1984/SR.23, p. 8-11; E/CN.4/sub.2/1984/SR.25, p. 14-15.

² Texte arabe transmis par la représentante d'Amnesty international.

³ Voir ces codes dans https://goo.gl/7iGgJn

⁵ Voir ces lois dans http://goo.gl/PKZraX et http://goo.gl/YdEzKd.

⁶ En un volume: http://goo.gl/wZc0kl, et en deux volumes: vol. 1: http://goo.gl/aivvUv (articles 1-192) et vol. 2: http://goo.gl/GqRqla (articles 193-618).

entrepris par le Conseil de coopération des États arabes du Golfe regroupant l'Arabie saoudite, Oman, le Koweït, Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar, qui souvent ne fait que reprendre presque à la lettre les codes du Conseil des ministres arabes de la justice, dont le code pénal arabe unifié¹.

Généralement, un code pénal est divisé en deux livres. Le premier livre est consacré aux dispositions générales, et le deuxième aux dispositions spéciales qui mentionnent les infractions et leurs sanctions. Cette division se retrouve pratiquement dans tous les codes occidentaux et arabes. Le Code pénal arabe unifié fait exception à cette règle et se divise en trois livres, intercalant entre le premier et le deuxième un livre propre aux infractions et leurs sanctions régies par le Coran et la Sunnah de Mahomet et les ouvrages de *fiqh*.

Le livre premier a pour titre *Dispositions générales*, et traite de l'application de la loi dans le temps et l'espace, des peines et des mesures de sûreté, et de l'application à l'auteur de l'infraction des peines et des mesures de sûreté. Il s'agit de dispositions qui s'appliquent aussi bien aux livres 2 et 3.

Le deuxième livre a pour titre: Les délits punis de sanctions had/fixes, de qasas/rétorsion, de diyya/compensation et d'arsh/composition. Il est composé de deux titres. Le premier couvre les délits suivants punis de peines had/fixes:

- 1) L'adultère (zina)
- 2) La calomnie d'adultère (qadhf)
- 3) La consommation d'alcool (*shurb al-khamr*)
- 4) Le vol (sariqa)
- 5) La haraba/banditisme
- 6) Le baghy/rébellion
- 7) L'apostasie (*ridda*)

Le deuxième titre traite des délits punis par le *qasas*/rétorsion, la *diyya*/compensation et l'*arsh*/composition. Il s'agit des délits suivants: l'homicide (homicide intentionnel, homicide quasi-intentionnel, homicide par erreur, avortement) et les coups et blessures.

Il faut ici signaler que le deuxième livre du Code pénal arabe unifié ne codifie pas toutes les infractions et leurs sanctions prévues en droit musulman. Ainsi, à titre d'exemple, il ne tient pas compte de tous les délits touchant à la sexualité, dont l'inceste, la pédophilie, l'homosexualité, la nécrophilie et la zoophilie. Certains de ces délits sont réglés par les articles 503-523 consacrés aux attentats aux mœurs, à la corruption de la jeunesse et à la prostitution.

Le troisième livre a pour titre *Les crimes punis de sanctions* ta'zir/discrétionnaires, il couvre les crimes suivants:

- Les crimes contre la sûreté de l'État (194-242)
- Les crimes portant atteinte aux libertés publiques (243-257)
- Les crimes des fonctionnaires contre l'ordre public (258-289)
- Les crimes des particuliers contre l'ordre public (290-314)

-

Voir ces lois sur http://goo.gl/yc5Nol

- Les crimes contre la sécurité publique (315-345)
- Des faux, contrefaçons et usurpations (346-393)
- Des crimes contre les personnes (394-466)
- Des crimes contre l'ordre des familles et de la moralité publique (467-523)
- Des crimes contre les biens (524-618)

Nous avons publié une traduction française¹ des articles du deuxième livre et du mémoire explicatif, qui est utile pour comprendre ces articles et leurs sources, en ajoutant dans les notes de bas de page des liens pour les récits cités dans le mémoire. Et en raison du lien organique entre le premier livre et le reste du code, dont le deuxième livre, nous avons décidé aussi d'en traduire les articles, et parfois le mémoire explicatif lorsqu'il se réfère au droit musulman.

Ce Code viole les droits de l'homme dans la mesure où il prévoit des sanctions jugées cruelles et inhumaines, notamment la loi du talion (œil pour œil, dent pour dent), la lapidation, la flagellation et la peine de mort pour abandon de l'islam. En outre, il fait une distinction entre l'homme et la femme dans le calcul de la compensation.

Malgré le fait que ce code comporte des dispositions qui définissent des délits et envisagent des sanctions en opposition avec ce que la plupart de ces pays signataires ont prévu dans leurs codes pénaux en vigueur, le fait qu'il ait été approuvé unanimement par tous les ministres arabes de la justice pose de nombreuses questions. C'est en tout cas un démenti cinglant pour les autorités étatiques et religieuses ainsi que les intellectuels des pays arabes, islamiques et occidentaux qui prétendent que ce que fait Daesh ne représente pas l'islam. Cette organisation criminelle ne fait qu'appliquer à la lettre les normes pénales islamiques, dont une grande partie est intégrée dans ce code².

Section 2. Différentes sanctions prévues en droit musulman

Le droit positif d'inspiration laïque s'intéresse uniquement au temporel, punissant les actes qui portent atteinte à autrui, alors que le droit musulman prévoit des sanctions aussi pour la violation d'obligations religieuses comme l'apostasie (abandon de l'islam pour une autre religion), la rupture publique du jeûne, voire le non-accomplissement de la prière comme aujourd'hui encore en Arabie saoudite et en Mauritanie.

Les sanctions dans l'islam: avec le texte et la traduction du code pénal arabe unifié de la Ligue arabe, Createspace (Amazon), Charleston, 2016.

Il faut ici signaler que ce code ne codifie pas toutes les infractions et leurs sanctions prévues en droit musulman. Ainsi, à titre d'exemple, il ne tient pas compte de tous les délits touchant à la sexualité, dont l'inceste, la pédophilie, l'homosexualité, la nécrophilie et la zoophilie.

Ce mélange entre le temporel et le spirituel mène à des sanctions que le législateur laïque ne connaît pas, comme le jeûne, dont le Code pénal arabe unifié ne parle pas. Par ailleurs, le Coran prévoit des sanctions dans l'autre vie: le feu de l'enfer, la privation du paradis et de ses délices: les nourritures, les boissons, y compris le vin, et surtout les femmes ou, selon une théorie moderne iconoclaste, les raisins blancs¹, que nous laisserons de côté. Nous excluons aussi les sanctions prévues en temps de guerre: mise à mort des prisonniers, expulsion de l'ennemi et destruction de ses biens, etc. dont nous palerons dans la troisième partie. Nous nous limiterons ici aux sanctions dans cette vie à l'égard des coupables en temps de paix.

1) Peine de mort

A) Respect de la vie et peine de mort

Un des dix commandements prescrit: "Tu ne tueras point"². Mais ce verset peut s'interpréter comme: *de ta propre initiative* (c'est-à-dire sans l'aval de la communauté) ou *en aucun cas* (c'est-à-dire pas du tout). L'Ancien testament prévoit d'ailleurs l'application de la peine de mort soit en vertu de la loi du talion³, soit comme sanction pour certains délits: idolâtrie⁴; travail le jour du sabbat⁵; offense aux parents⁶; vol⁷; adultère⁸; inceste⁹; prostitution¹⁰; non-virginité de la femme¹¹; homosexualité¹²; rapports sexuels avec les animaux¹³; sorcellerie¹⁴, etc.

Les normes bibliques ont été reprises par le Coran, la Sunnah de Mahomet et les juristes musulmans classiques. Rien d'étonnant à cela puisque parmi les adeptes de Mahomet on comptait un bon nombre de juifs, dont le fameux rabbin yéménite Ka'b Al-Ahbar.

Le droit musulman prescrit le respect de la vie, même celle des animaux dont nous avons parlé au début de cet ouvrage. Concernant la vie humaine, le Coran énonce:

C'est pourquoi nous avons prescrit pour les fils d'Israël que quiconque tuerait une personne sans [meurtre d'une] personne ou corruption dans la terre, c'est

¹ Luxenberg estime qu'une lecture erronée du Coran a transformé des raisins blancs en houris aux grands yeux (Christoph Luxenberg: Die Syro-Aramäische Lesart des Koran, ein Beitrag zur Entschlüsselung der Koransprache, 2^e éd., Hans Schiller, Berlin, 2004, p. 226).

² Ex 20:13 et Dt 5:17.

³ Lv 24:17-21.

⁴ Dt 13:6-10; Dt 17:4-6.

⁵ Ex 31:16, 35:2,3; Nb 15:32-36.

⁶ Ex 21:15; Lv 20:9.

⁷ Ex 22:2.

⁸ Dt 22:22-23; Lv 20:10.

⁹ Lv 20:17.

¹⁰ Lv 21:9.

¹¹ Dt 22:20-21.

¹² Lv 20:13 et 16.

¹³ Ex 22:18; Lv 20:15-16.

¹⁴ Lv 22:17.

comme s'il avait tué tous les humains. Et quiconque la fait vivre, c'est comme s'il faisait vivre tous les humains (H-112/5:32).

Ce texte, repris de la Mishna (*Sanhédrin* 4:5) et du Talmud (*Kiddushin* par. 1), concerne les juifs, mais il est d'application générale en vertu de la règle selon laquelle les normes qui s'adressent aux juifs sont valables aussi pour les musulmans s'il n'y a pas d'indication qu'elles sont abrogées pour ces derniers. Ailleurs, le Coran interdit l'infanticide:

Ne tuez pas vos enfants, redoutant la pénurie. C'est nous qui leur attribuons la subsistance, ainsi qu'à vous. Les tuer est une grande erreur (M-50/17:31).

Ainsi leurs associés ont-ils enjolivé, à beaucoup d'associateurs, de tuer leurs enfants (M-55/6:137; voir aussi M-55/6:151; M-70/16:58-59; H-91/60:12; M-7/81:8-9).

Le droit musulman interdit aussi l'atteinte à sa propre vie, le suicide:

Ne [vous] lancez pas de vos propres mains dans la perdition (H-87/2:195).

Et ne vous tuez pas vous-mêmes. Dieu était très miséricordieux envers vous (H-92/4:29).

Comme en droit positif, toute atteinte à la vie nécessite une raison valable admise par la loi. Le Coran utilise l'expression "qu'avec le droit" (*illa bil-haq*):

Ne tuez pas l'âme que Dieu a interdite, qu'avec le droit (H-55/6:151 et H-50/17:33; voir aussi H-42/25:68).

B) Limites du droit à la vie en temps de paix

Le droit musulman classique prévoit plusieurs délits sanctionnés par la peine de mort:

a) Homicide

En cas d'homicide intentionnel, le Coran donne aux ayants droit la possibilité de se venger sur le coupable en application de la loi du talion¹, norme héritée de l'Ancien testament². Ce châtiment est énoncé par le verset H-112/5:32 cité plus haut, et développé par le verset H-50/17:33:

Ne tuez pas l'âme que Dieu a interdite, qu'avec le droit. Quiconque est tué opprimé, nous donnons autorité à son allié. Mais qu'il n'excède pas en tuant, car il est secouru.

Le Coran justifie le recours à la loi du talion:

Vous avez dans le talion une vie, ô dotés d'intelligence! Peut-être craindrezvous! (H-87/2:179).

Il n'incite pas moins au pardon:

¹ Sur la loi du talion, voir le Coran H-87/2:178-179, 194; H-92/4:92; H-112/5:32, 45; H-70/16:126; H-50/17:33; H-103/22:60; M-62/42:40-41.

² Voir Ex 21:23-25; Lv 24:17-21; Dt 19:19 et 21; 24:16; Nb 35:31, 33; 1 S 15:33. Jésus a supprimé la loi du talion: Mt 5:38-40

Ô vous qui avez cru! On vous a prescrit le talion au sujet des tués. [Sera sanctionné] homme libre pour homme libre, serviteur pour serviteur, femelle pour femelle. Quant à celui qui a été gracié d'une chose par son frère, qu'il y ait poursuite [de la compensation] selon les convenances, et paiement [à l'allié] avec bienveillance. Voilà un allégement de la part de votre Seigneur et une miséricorde. Quiconque transgresse après cela, aura un châtiment affligeant (H-87/2:178; voir aussi H-112/5:45).

L'homicide non intentionnel ne donne pas le droit de toucher à la vie d'autrui, mais à des mesures compensatoires:

Il n'était pas à un croyant de tuer un autre croyant, si ce n'est par erreur. Quiconque a tué par erreur un croyant, devra la libération d'une nuque [d'esclave] croyant et le prix du sang remis à sa famille, à moins qu'ils ne fassent aumône. S'il est un croyant de gens ennemis à vous, il devra la libération d'une nuque [d'esclave] croyant. S'il était de gens avec lesquels vous avez un engagement, ce sera le prix du sang remis à sa famille et la libération d'une nuque [d'esclave] croyant. Quiconque n'a pas trouvé, devra jeûner deux mois qui se suivent [en] repentance de la part de Dieu. Dieu était connaisseur, sage (H-92/4:92).

Le Code pénal arabe unifié traite de l'homicide intentionnel, de l'homicide quasiintentionnel, de l'homicide par erreur et de l'avortement aux articles 172-178, auxquels il faut ajouter les articles 394-466 du troisième livre qui traitent des crimes contre les personnes, et les articles 467-476 consacrés à l'avortement.

b) Banditisme et rébellion

Ces deux délits, énoncés par le verset H-112/5:32 cité plus haut, sont développés par les versets H-112/5:33-34:

La rétribution de ceux qui guerroient contre Dieu et son envoyé, et qui s'empressent de corrompre dans la terre, c'est qu'ils soient tués, ou crucifiés, ou que soient coupés leurs mains et leurs pieds opposés, ou qu'ils soient bannis de la terre. Ils auront cela comme ignominie dans la vie ici-bas. Et ils auront dans la vie dernière un grand châtiment. Sauf ceux qui sont revenus avant que vous n'ayez le pouvoir sur eux. Sachez que Dieu est pardonneur, très miséricordieux.

On observera ici que le Coran prescrit la non-application de la peine de mort en cas de repentir du coupable avant d'être pris. Il est supposé ici qu'il se soit livré à l'autorité. Si le coupable ne se repent pas et ne se livre pas avant d'être pris, ce délit ne peut faire l'objet d'une grâce; le repentir après avoir été pris ne permet pas d'éviter la peine.

La sanction de la crucifixion est probablement la plus humiliante. D'après le Coran, Pharaon recourait à la crucifixion (voir M-39/7:124; M-53/12:41; M-45/20:71; M-47/26:49). Le Coran en parle à propos de la crucifixion de Jésus, en la niant:

Et parce qu'ils ont dit: "Nous avons tué le Messie Jésus, fils de Marie, l'envoyé de Dieu". Or ils ne l'ont ni tué, ni crucifié. Mais il leur a semblé. Ceux qui ont divergé à son propos sont dans le doute à son sujet. Ils n'en ont aucune connais-

sance, sauf à suivre la présomption. Et ils ne l'ont certainement pas tué (H-92/4:157).

Le banditisme et la rébellion sont réglés par les articles 156-161 du Code pénal arabe unifié, auxquels il faut ajouter les articles 194-242 qui traitent des crimes contre la sûreté de l'État.

c) Adultère

L'adultère est prévu dans différents passages coraniques contradictoires que les juristes ont essayé de concilier:

Celles de vos femmes qui pratiquent la turpitude, faites témoigner à leur encontre quatre parmi vous. S'ils témoignent, retenez-les dans les maisons jusqu'à ce que la mort les rappelle, ou que Dieu fasse pour elles une voie. Lorsque deux parmi vous la pratiquent, sévissez contre eux. S'ils reviennent et font une bonne œuvre, détournez-vous d'eux. Dieu était revenant, très miséricordieux (H-92/4:15-16).

Ce passage aurait été abrogé par le verset suivant:

[Ce sont les normes concernant] la fornicatrice et le fornicateur: fouettez chacun d'eux de cent coups de fouet. Ne soyez point pris de compassion envers eux dans la religion de Dieu, si vous croyez en Dieu et au jour dernier. Qu'un groupe de croyants témoigne de leur châtiment (H-102/24:2).

Ce verset est à compléter par les versets suivants:

Ceux qui accusent [d'adultère] les femmes préservées et n'apportent pas quatre témoins, fouettez-les de quatre-vingts coups de fouet, et n'acceptez plus jamais leur témoignage. Ceux-là sont les pervers. Sauf ceux qui sont revenus après cela, et ont fait une bonne œuvre. Dieu est pardonneur, très miséricordieux (H-102/24:4-5).

Quiconque parmi vous n'a pas de moyens pour épouser des préservées croyantes, [qu'il épouse] de ce que vos mains droites possédèrent parmi vos filles croyantes. Dieu sait le mieux votre foi. Vous êtes les uns des autres. Épousez-les avec l'autorisation de leurs familles, et donnez-leur leurs récompenses selon les convenances, préservées, et non pas en débauchées ni prenant des amants. Lorsqu'elles sont préservées, si elles pratiquent la turpitude, elles auront la moitié du châtiment des préservées. Voilà pour celui parmi vous qui redoute l'accablement. Mais si vous endurez, cela est meilleur pour vous. Dieu est pardonneur, très miséricordieux (H-92/4:25).

On remarquera ici que le Coran, contrairement à l'Ancien testament¹, ne prévoit pas la lapidation, mais la flagellation. Toutefois Umar, le deuxième calife, a fait admettre par une assemblée que le Coran comportait un verset prévoyant la lapidation, et que ce verset a été abrogé dans sa lettre, mais maintenu dans son contenu². Ce verset dit:

_

¹ Lv 20:10; Dt 22:22-26; voir aussi Jn 8:3-11.

² Aldeeb Abu-Sahlieh: Introduction au droit musulman, op. cit., p. 132.

Si le vieux et la vieille forniquent, lapidez-les à titre de punition de la part de Dieu. Dieu est fier et sage!

La lapidation figure dans la Sunnah; elle fut notamment appliquée par Mahomet dans le cas susmentionné relatif à deux juifs adultères qui lui a été soumis. Par ailleurs, on rapporte ce récit de Mahomet: "Il n'est permis de répandre le sang d'un musulman que dans trois cas: la mécréance après la foi, l'adultère après préservation [être marié], et l'homicide d'une personne sans droit." C'est cette sanction qui est prévue dans les pays qui appliquent les sanctions islamiques.

Le Coran ne définit pas le délit d'adultère. Les juristes musulmans disent que ce délit consiste à introduire le pénis dans le vagin de la femme "comme l'aiguille dans le flacon de collyre et la corde dans le puits", selon l'expression de Mahomet. Il suffit à cet égard que le gland (ou son équivalent, si le gland est coupé) disparaisse dans le vagin de la femme. Il importe peu que le pénis soit en état d'érection ou pas, qu'il y ait éjaculation ou pas, que le pénis soit nu ou enroulé d'une étoffe si cette séparation est légère n'interdisant pas la réalisation du plaisir².

Au cas où l'adultère serait prouvé, la peine devient obligatoire. Le juge ne peut commuer cette peine ou gracier le condamné. Les parties ne peuvent s'accorder entre elles. Aucune compensation n'est possible. L'adultère est considéré comme un délit contre la société dans son ensemble et ne concerne pas seulement les coupables ou la victime.

En ce qui concerne la peine, les légistes distinguent entre l'adultère commis par une personne *muhassan*, et par une personne qui n'est pas *muhassan*. Le terme *muhassan* désigne la personne liée par un mariage valable. Certains estiment que si un musulman épouse une chrétienne, il n'est pas considéré comme *muhassan*³.

Une personne mariée qui commet l'adultère est mise à mort par lapidation, celle qui n'est pas mariée est punie de flagellation. Si un homme non marié commet l'adultère avec une femme mariée, ou vice-versa, la partie mariée sera lapidée, et la partie non mariée flagellée.

L'adultère est réglé par les articles 139-142 du Code pénal arabe unifié, lesquels ne traitent qu'un aspect limité des rapports sexuels, les autres étant régis par les articles 503-523 consacrés aux attentats aux mœurs, à la corruption de la jeunesse et à la prostitution.

d) Sorcellerie

Les légistes classiques prévoient la peine de mort contre le sorcier parce qu'il est considéré comme un mécréant selon le verset H-87/2:102 du Coran. Ils invoquent des récits de Mahomet et du calife Umar qui auraient prescrit de couper sa tête.

Une telle sanction se trouve à l'article 9 d'un projet de code pénal sans date du Yémen du Nord (avant l'unification) dont s'inspiraient les tribunaux yéménites.

_

Voir ce récit en arabe et en anglais sur http://goo.gl/5rYRb4 (nda).

² 'Abdel-Aziz Muhammad Muhsin: Al-himayah al-jina'iyyah lil-'ard, Dar al-nahdah al-'arabiyyah, Le Caire, 1989, p. 37-38.

³ Ibid., p. 200-206.

Une thèse égyptienne justifie ce châtiment par le fait que la sorcellerie cause des dégâts dans l'esprit de gens sous-développés et d'un bas niveau intellectuel. De ce fait, il fallait s'y opposer par les moyens les plus efficaces. Ceci ne serait pas nécessaire dans un pays où la raison prédomine. Il ajoute à cet argument le fait que le droit musulman prévoit la peine de mort pour ce délit¹. Mais ni le projet égyptien ni le projet de la Ligue arabe n'en font mention.

Les autorités saoudiennes combattent résolument et sans appel la sorcellerie. En général, la sentence est toujours la même: une décapitation suivie d'une crucifixion pour l'exemple. Une "unité anti-sorcellerie" a été fondée en 2009 dans le but d'identifier les sorciers potentiels. Pour lutter contre ce "crime", la Commission pour la promotion de la vertu et la prévention du vice, plus communément appelée police religieuse, a envoyé 30 de ses membres suivre une formation sur le thème de la lutte contre la magie au siège de la Commission à Riyad. L'apprentissage, qui s'est déroulé au total sur cinq jours, comportait plusieurs leçons théoriques et pratiques sur la façon de combattre l'occultisme, sur l'identification des sorcières et sorciers en activité, ainsi que sur la destruction des œuvres de magies noires.

En règle générale, ce sont les voisins ou l'entourage vigilant qui rapportent aux autorités qu'un citoyen pratique la magie interdite. Une ligne téléphonique spéciale a été mise en place à cet effet: tout le monde peut rapporter un crime magique au service de répression de la sorcellerie. Des mesures de sécurité supplémentaires sont prises lors des interpellations car on imagine que certains sorciers concluent des pactes avec des djinns pour pouvoir voler. En 2007, les autorités de Riyad ont décapité le pharmacien égyptien Mustafa Ibrahim accusé de "pratiquer la magie et la sorcellerie, l'adultère et de profaner le Coran". Ses voisins l'ont dénoncé en disant qu'il "conservait le Coran dans sa toilette". L'enquête a révélé qu'à l'aide de la magie noire Ibrahim avait détruit la relation d'un couple, et la police a découvert dans son appartement un livre sur la magie noire, des bougies avec des inscriptions mystérieuses (manifestement pour appeler les démons) et des herbes à l'odeur étrange. Cela a suffi pour envoyer le pharmacien à l'échafaud.

La lutte contre la sorcellerie ne s'arrête pas aux frontières du royaume. Le prédicateur libanais Ali Hussein Sibat a été décapité en 2010: dans une émission de télévision il prédisait l'avenir et donnait des conseils aux téléspectateurs. Les services saoudiens l'ont surveillé pendant des années et l'ont arrêté quand il a commis l'imprudence d'effectuer un hajj (pèlerinage) en Arabie saoudite.

Le plus souvent, les victimes de la lutte vigilante contre la magie sont des travailleurs étrangers dont le statut est notoirement inférieur aux Saoudiens et qui ne peuvent pas se défendre. Ainsi, en mai 2013, deux femmes de ménage d'Asie du Sud-Est ont été condamnées à mille coups de fouet et à dix ans de prison pour un préjudice magique infligé à leurs propriétaires. Compte tenu de la sentence habituelle pour sorcellerie, on peut dire que ces femmes ont eu de la chance².

.

¹ Muhammad 'Abd-al-Latif 'Abd-al-'Al: 'Uqubat al-i'dam, dirasah muqaranah fil-qanun al-wad'i wal-shari'ah al-islamiyyah, Dar al-nahdah al-arabiyyah, Le Caire, 1989, p. 374-376

² https://goo.gl/tRGQbS; https://goo.gl/dJfL6a; https://goo.gl/pL4E98

e) Apostasie

Ce délit sera traité dans la section 3.

f) Délits graves

L'État peut appliquer la peine de mort à titre de châtiment discrétionnaire contre des délits qu'il estime assez graves, comme l'espionnage. Il peut aussi l'appliquer en cas de récidive pour des délits moins graves comme la consommation d'alcool, délit normalement puni de flagellation.

À part la peine de mort prévue dans le livre II du Code pénal arabe unifié en tant que sanction islamique, cette sanction est prévue dans le troisième livre par les articles suivants: 194, 204, 207, 214, 215, 220, 225, 291, 294, 305, 379, 399, 441, 444, 493, 594, 598, 600 et 601.

g) Légitime défense

Le droit musulman permet d'attenter à la vie d'autrui en cas de légitime défense. On ne s'attardera pas sur cette notion connue dans toutes les législations du monde avec quelques nuances.

La légitime défense est réglée par l'article 106 du Code pénal arabe unifié.

2) Châtiments corporels

A) Amputation d'un membre

Le Coran indique que la sanction de l'amputation de la main et du pied a été pratiquée par Pharaon (M-39/7:124; M-45/20:71; M-47/26:49).

Il prévoit l'amputation d'un membre en vertu de l'application de la loi du talion: œil pour œil, dent pour dent, etc.¹. Évidemment cela nécessite la présence d'un membre équivalent chez la personne coupable. Ainsi, une femme qui arracherait un testicule à un homme devra payer le prix du testicule qu'elle n'a pas.

Par ailleurs, il prévoit l'amputation comme sanction du délit de *haraba*/banditisme, comme indiqué par le verset H-112/5:33 susmentionné.

Enfin, il prévoit l'amputation de la main pour le délit de vol:

[Il est prescrit concernant] le voleur et la voleuse: à tous deux coupez leurs mains, en rétribution pour ce qu'ils ont réalisé, comme intimidation de la part de Dieu. Dieu est fier, sage (H-112/5:38).

Le Code pénal arabe unifié prévoit l'amputation dans le délit de vol (articles 151-155), le délit de *haraba*/banditisme (article 156-159) et les coups et blessures (articles 179-181).

¹ Sur la loi du talion, voir le Coran H-87/2:178-179, 194; H-92/4:92; H-112/5:32, 45; H-70/16:126; H-50/17:33; H-103/22:60; M-62/42:40-41.

B) Prix du sang

Il est prévu par le verset H-87/2:178 susmentionné, en cas de pardon d'un délit puni de la loi du talion. Il est aussi prévu pour homicide involontaire dans le verset H-92/4:92 susmentionné.

Le Code pénal arabe unifié distingue entre la *diyya*/compensation, traduite généralement par prix du sang, versée en cas de mort d'homme, et l'*arsh*/composition prévue en cas de lésion corporelle ou d'avortement. Ces deux sanctions sont réglées par les articles 172-192. L'article 182 précise que la compensation pour la femme est la moitié de celle d'un homme. Fidèle à sa source islamique, cet article prend les chameaux comme mesure pour le calcul de la compensation et de la composition, car des récits de Mahomet parlent de chameaux.

C) Flagellation

Le Coran prescrit la flagellation en cas d'adultère dans le verset H-102/24:2 susmentionné. Elle est aussi prescrite par le verset H-102/24:4 susmentionné contre celui qui accuse autrui d'adultère, mais sans apporter quatre témoins.

Le Code pénal arabe unifié prévoit la flagellation pour adultère commis par une personne non mariée (articles 139-142), la calomnie d'adultère (articles 143-146) et la consommation d'alcool (articles 147-146). En outre, l'article 29 permet au juge de commuer les peines d'emprisonnement et d'amende, ou l'une des deux, en une peine de flagellation à condition qu'elle ne soit pas supérieure à trente-cinq coups de fouet. Cette peine est appliquée à celui qui rompt publiquement le jeûne de Ramadan (article 248), et celui qui est trouvé en état d'ivresse (article 503).

3) Sanctions morales

A) Privation du droit de témoigner

Le verset H-102/24:4 susmentionné prive le calomniateur du droit de témoigner. Il en est de même en cas de faux témoignage en matière de testament (H-112/5:107-108).

Le Code pénal arabe unifié prévoit cette peine dans le délit de calomnie d'adultère (article 144).

B) Affranchissement d'un esclave

Le Coran prescrit dans le verset H-92/4:92 susmentionné la libération d'un esclave en cas d'homicide involontaire. Il en est de même en cas de manquement à un serment:

Dieu ne vous réprimera pas pour la frivolité dans vos serments. Mais il vous réprimera pour ce dont vous vous êtes engagés [par] serments. Son expiation sera de nourrir dix indigents, du milieu de ce que vous nourrissez vos gens, ou de les vêtir, ou de libérer une nuque [d'esclave]. Quiconque ne trouve pas, [devra] jeûner trois jours. Voilà l'expiation pour vos serments, si vous avez juré. Gardez vos serments. Ainsi Dieu vous manifeste ses signes. Peut-être remercierezvous! (H-112/5:89).

Enfin, cette sanction est prévue contre celui qui compare sa femme au dos de sa propre mère (formule par laquelle le mari dit qu'il s'abstiendra de tous rapports sexuels avec sa femme, comparée à sa propre mère):

Ceux qui assimilent leurs femmes au dos maternel, puis retournent sur [ce] qu'ils ont dit, [devront] libérer une nuque [d'esclave] avant qu'ils ne se touchent. Voilà à quoi vous êtes exhortés. Dieu est informé de ce que vous faites (H-105/58:3).

Le Code pénal arabe unifié ne prévoit pas cette sanction.

C) Nourrir et habiller des indigents

Le Coran prescrit de nourrir et d'habiller des indigents pour différents délits mineurs: manquement au jeûne (H-87/2:184) ou à un serment (H-112/5:89); chasse en état de sacralisation (H-112/5:95); comparaison entre la femme et le dos de la mère (H-105/58:4); empêchement de se raser la tête durant le pèlerinage (H-87/2:196).

Le Code pénal arabe unifié ne prévoit pas cette sanction.

D) Faire un sacrifice

Le sacrifice est prescrit en cas d'empêchement de faire le pèlerinage (H-87/2:196) et en cas de chasse en état de sacralisation (H-112/5:95).

Le Code pénal arabe unifié ne prévoit pas cette sanction.

E) Jeûner

Le jeûne est prescrit en cas d'empêchement de se raser la tête durant le pèlerinage (H-87/2:196), d'homicide involontaire (H-92/4:92), de manquement à un serment (H-112/5:89), de chasse en état de sacralisation (H-112/5:95) et de comparaison entre la femme et le dos de la mère (H-105/58:3-4).

Le Code pénal arabe unifié ne prévoit pas cette sanction.

4) Autres sanctions

D'autres sanctions sont prévues par le Coran, dont nous mentionnons:

- Battre la femme pour dissension (*nushuz*) (H-92/4:34).
- Reléguer la femme pour dissension (*nushuz*) (H-92/4:34).
- Confiner dans la maison jusqu'à la mort pour les lesbiennes (H-92/4:15).
- Ne pas fréquenter ceux qui se moquent de la religion (H-92/4:140).
- Bannissement pour délit de *haraba*/banditisme (H-112/5:33).
- Retenir le malfaiteur comme rançon (histoire de Joseph) (M-53/12:75).
- Transformer des pécheurs en singes et en porcs. Cette sanction, comme on peut l'imaginer, est une mesure prise par Dieu. Trois versets en parlent:

Vous avez connu ceux des vôtres qui transgressèrent le sabbat. Nous leur dîmes alors: "Soyez des singes humiliés" (H-87/2:65)

Dis: "Vous informé-je de ce qui est pire que cela, comme rétribution auprès de Dieu? Celui que Dieu a maudit, contre lequel il est en colère, dont il a fait des

singes et des porcs, et celui qui a adoré les idoles. Ceux-là ont la pire situation, et sont les plus égarés de la voie droite" (H-112/5:60).

Lorsqu'ils ont été insolents au sujet de ce qui leur a été interdit, nous leur avons dit: "Soyez des singes humiliés" (H-39/7:166).

Le Code pénal arabe unifié ne prévoit pas ces sanctions.

5) Atténuation des sanctions

Révélé dans une société régie par la justice privée et la loi du talion, le Coran ne pouvait pas ne pas tenir compte de cette réalité. Il va jusqu'à distinguer un élément positif dans la loi du talion:

Vous avez dans le talion une vie, ô dotés d'intelligence! Peut-être craindrezvous! (H-87/2:179).

Ailleurs il dit:

Si Dieu ne repoussait pas les humains les uns par les autres, la terre serait corrompue (H-87/2:251).

Si Dieu ne repoussait pas les humains les uns par les autres, auraient été démolis des ermitages, des églises, des lieux de prière, et des sanctuaires, où le nom de Dieu est beaucoup rappelé (H-103/22:40).

Mais le Coran incite au pardon (voir H-92/4:92, H-87/2:178 et M-62/42:40). Par ailleurs, il accorde au délinquant, même pour un délit aussi grave que l'insurrection et le banditisme (H-112/5:33-34), la possibilité d'échapper à la sanction s'il se rend avant d'être pris par l'autorité. Il prévoit qu'une sanction pénale peut être commuée en une sanction financière, comme indiqué plus haut. Il faut ajouter que le Coran prévoit des conditions presque impossibles à réaliser dans certains délits comme l'adultère, en exigeant (en l'absence d'aveu) le témoignage de quatre personnes qui, selon les juristes musulmans, doivent avoir vu "la corde dans le puits", ou "la plume dans l'encrier". Les juristes musulmans ont fixé des restrictions importantes pour éviter l'amputation de la main et du pied du voleur. On signalera toutefois que si le pardon de la victime, voire de l'État, est autorisé, ce pardon ne peut être accordé dans le délit d'adultère, contrairement au droit positif qui permet au mari de pardonner à sa femme.

Le Code pénal arabe unifié prévoit le pardon dans les articles 53, 154, 175, 189, 191.

Section 3. Apostasie

Nous donnons ici un aperçu des normes relatives à l'apostasie dans l'islam. Pour plus de détails, nous renvoyons le lecteur à nos deux ouvrages *Nulle contrainte dans la religion*¹ et *Le changement de religion en Égypte*².

1) Sans le châtiment de l'apostasie, l'islam disparaîtrait

L'apostasie est un des défis majeurs que les pays musulmans doivent affronter. Youssuf Al-Qaradawi dit dans une interview:

Sans le châtiment réservé à l'apostasie, l'islam n'existerait pas aujourd'hui. L'islam aurait trouvé sa fin à la mort du Prophète. S'opposer à l'apostasie est ce qui a préservé l'islam jusqu'à aujourd'hui. Le Coran dit: "La rétribution de ceux qui guerroient contre Dieu et son envoyé, et qui s'empressent de corrompre dans la terre, c'est qu'ils soient tués, ou crucifiés, ou que soient coupés leurs mains et leurs pieds opposés, ou qu'ils soient bannis de la terre. Ils auront cela comme ignominie dans la vie ici-bas. Et ils auront dans la vie dernière un grand châtiment" (H-112/5:33). Selon l'avis de Abi-Kulaba, ce verset concerne les apostats. Beaucoup de hadiths, et pas seulement deux ou trois, mais de nombreux, rapportés par beaucoup de compagnons du Prophète, établissent que tout apostat doit être tué. Le hadith d'Ibn-Abbas prescrit: "Tuez quiconque quitte l'islam". Le hadith d'Ibn Massoud commande: "Tuez ces trois criminels: l'adultère, l'assassin et l'apostat". À ceci s'ajoutent beaucoup d'autres textes, de nombreux autres compagnons, au sujet de l'apostasie³.

En 1844, l'Empire ottoman a promis aux anglais de ne plus appliquer la peine de mort en cas d'apostasie. En effet, Lord Strattford s'était alors vivement attaqué à la loi islamique qui punit de mort tout musulman renégat ou même simplement blasphémateur. Il écrit à Rifaat Pacha, le Ministre ottoman:

Si vous voulez rester en Europe, vous ne le pouvez qu'à la condition d'arrêter l'effusion de sang religieux.

Et le Ministre ottoman de répondre:

En politique, nous serons toujours pleins de déférence pour les conseils de l'Europe; mais en matière religieuse nous avons besoin de garder toute notre indépendance. La religion est la base de nos lois, le principe de notre gouvernement. Le Sultan ne saurait pas plus y toucher que nous. Nous pouvons et nous voulons vous promettre confidentiellement d'empêcher les actes qui blessent votre conscience; mais nous demander un décret qui abolisse virtuellement un des axiomes de notre droit, c'est frapper à la racine de notre pouvoir; c'est détruire

Nulle contrainte dans la religion: Interprétation du verset coranique 2:256 à travers les siècles, Createspace (Amazon), Charleston, 2015, 201 pages.

² Le changement de religion en Égypte, Createspace (Amazon), Charleston, 2013, 56 pages.

³ Voir cette vidéo en arabe et en français: https://goo.gl/BWAQMW

dans nos populations le sentiment de l'obéissance; c'est jeter le trouble dans l'empire en invoquant la nécessité de son repos¹.

2) Contradictions coraniques

Les musulmans ne cessent de répéter à qui veulent les entendre que l'Islam est une religion tolérante et que la liberté religieuse y est garantie. Trois passages du Coran sont souvent cités comme preuve:

Nulle contrainte dans la religion (H-87/2:256).

Dis: "La vérité est de votre Seigneur. Celui qui souhaite, qu'il croie. Et celui qui souhaite, qu'il mécroie" (M-69/18:29).

Si ton Seigneur avait souhaité, ceux qui sont dans la terre auraient tous ensemble cru. Est-ce toi qui contrains les humains pour qu'ils soient croyants? Il n'était à une âme de croire qu'avec l'autorisation de Dieu. Et il met l'opprobre sur ceux qui ne raisonnent pas (M-51/10:99-100).

Ces versets, cependant, n'ont pas empêché les légistes musulmans classiques de prévoir, à l'instar de leurs collègues contemporains juifs et chrétiens, la peine de mort contre toute personne qui quitte sa religion. En fait, la liberté religieuse pour ces légistes est une liberté à sens unique. En principe, on est libre de devenir ou de ne pas devenir musulman. Mais celui qui est musulman une fois, doit le rester pour toujours, même s'il a hérité l'islam de ses parents.

Le Coran est invoqué pour prouver la liberté religieuse; mais aussi pour prescrire la peine de mort contre le musulman qui quitte l'Islam. Pourtant, aucun verset ne prévoit expressément une telle peine. Le Coran parle de l'apostasie en utilisant soit le terme *kufr*/mécréance², soit le terme *riddah*/revenir en arrière³. Des châtiments contre l'apostat y sont prévus dans la vie dernière, si l'on excepte le verset H-113/9:74 qui parle de *châtiment affligeant dans la vie ici-bas*, sans préciser en quoi il consiste, et le verset H-92/4:89: "Ils ont aimé que vous mécroyiez comme ils ont mécru, pour que vous soyez égaux. Ne prenez donc pas d'alliés parmi eux, jusqu'à ce qu'ils émigrent dans la voie de Dieu. S'ils tournent le dos [à cela], prenez-les et tuez-les où que vous les trouviez. Et ne prenez parmi eux ni allié ni secoureur".

Les récits de Mahomet, qui constituent la deuxième source du droit musulman, sont plus explicites. Mahomet aurait dit:

Celui qui change sa religion tuez-le⁴.

Il n'est permis de répandre le sang d'un musulman que dans trois cas: la mécréance après la foi, l'adultère après préservation [être marié], et l'homicide d'une personne sans droit⁵.

¹ Edouard Engelhardt: La Turquie et le Tanzimat, Cotillon, Paris 1882, vol. I, vol. I, p. 130.

² Voir les versets coraniques H-87/2:217 et H-95/47:25-27.

³ Voir les versets coraniques M-70/16:106-109; H-87/2:208; H-89/3:86-90, 177; H-92/4:137; H-113/9:66, 74.

⁴ Voir ce récit en arabe et en anglais sur http://goo.gl/mHU5Ma (nda).

⁵ Voir ce récit en arabe et en anglais sur http://goo.gl/5rYRb4 (nda).

Ces récits entrent en contradiction avec le verset "Nulle contrainte dans la religion" (H-87/2:256), disent les apologistes musulmans, et par conséquent ils doivent être écartés. Mais qu'en disent les exégètes? Nous avons analysé environ 80 exégètes anciens et modernes. Nous donnons ici un résumé du sens qu'ils donnent à ce verset:

- 1) Les polythéistes arabes, n'ayant pas de livre révélé, ne sont pas tolérés. Ils n'ont le choix qu'entre l'islam et l'épée. Souvent, les exégèses parlent d'Arabes, sans faire usage du qualificatif "polythéistes". Les polythéistes sont souvent appelés "associateurs", c'est-à-dire ceux qui associent d'autres divinités à Allah.
- 2) Les gens du livre, à savoir les juifs et les chrétiens, ont le choix entre se convertir à l'islam, conserver leur religion en payant le tribut, ou (mourir par) l'épée. Cette norme s'applique aussi aux sabéens et aux zoroastriens. On ne les contraint donc pas à changer de religion, comme les polythéistes. Mais ceux qui refusent de payer le tribut et de se convertir à l'islam doivent être tués.
- 3) Les polythéistes qui se convertissent au judaïsme ou au christianisme sont traités comme les polythéistes; ils n'ont le choix qu'entre l'islam et l'épée.
- 4) Les captives et captifs juifs et chrétiens devenus esclaves ne sont pas contraints à devenir musulmans. Mais les captives et captifs polythéistes, sabéens et zoroastriens doivent devenir musulmans, car leur maître ne peut épouser leurs femmes ni manger de la viande d'animaux saignés par eux. Les enfants en revanche sont convertis de force, afin qu'ils n'adoptent pas une religion erronée.
- 5) On entend par contrainte, en règle générale, la contrainte physique, ou plus concrètement la mise à mort. Un seul exégète interprète la contrainte dans le sens de la mise à mort, de l'emprisonnement et de la privation des biens. Aucun exégète ne tient compte des restrictions imposées aux non-musulmans pour les inciter à se convertir l'islam, ni le paiement du tribut, ni les normes discriminatoires (comme l'interdiction du mariage avec une musulmane).
- 6) Aucun exégète ne comprend le principe "Nulle contrainte en religion" dans le sens du droit de quitter l'islam, ou du droit de ne pas pratiquer les obligations cultuelles telles que la prière ou le jeûne. Un exégète moderne dit expressément que le musulman qui refuse de prier ne peut invoquer le verset 2:256 il doit être puni.
- 7) Certains exégètes, surtout modernes, rejettent l'accusation selon laquelle l'islam se serait propagé par l'épée, et estiment généralement que les guerres ont été entreprises pour se défendre ou pour pouvoir pratiquer le prosélytisme islamique. Mais aucun exégète n'envisage le droit des non-musulmans à convertir autrui.
- 8) Aucun exégète n'envisage le droit des enfants nés musulmans, et qui n'ont pas choisi la religion, de le faire une fois adulte. L'apostasie reste interdite. Celui qui est né musulman doit le rester.
- 9) Les exégètes estiment que toute personne raisonnable devrait choisir l'islam, mais reste libre de ce choix. En même temps, ils estiment que la conversion à l'islam ne peut se faire qu'avec la volonté de Dieu. Par ailleurs, aucun exégète ne laisse la liberté de choix aux polythéistes. Ceux-ci doivent être éliminés de la

surface de la terre, comme l'écrit un des exégètes modernes. Cela explique pourquoi les musulmans ne semblent pas émus par le massacre de plus de 80 millions d'hindouistes – ceux-ci étant considérés comme des polythéistes.

- 10) Les exégètes modernes estiment que l'islam est la première et la seule religion qui admet le principe "Pas de contrainte en religion", principe qui leurs semble correspondre à celui de la liberté religieuse des droits de l'homme. Aucun d'eux ne mentionne de contradiction entre la liberté religieuse prévue par les droits de l'homme et le principe islamique.
- 11) Il est souvent question d'abrogation en rapport avec le verset 2:256. Afin qu'on ne comprenne pas ce verset dans un sens général, applicable à toutes les situations, les exégètes ont estimé que le sens général en a été abrogé par les versets prescrivant le combat, et donc que le verset ne reste en vigueur que dans le sens restreint de non-imposition de la conversion aux gens du livre qui paient le tribut.

Les légistes musulmans ont déduit de ces versets et de ces récits que l'homme qui abandonne l'islam et refuse de se rétracter doit être mis à mort. En ce qui concerne la femme, certains préconisent la prison à vie, à moins qu'elle ne se rétracte. Un tel délit a des conséquences, même aujourd'hui, sur le plan du droit pénal, du droit de la famille, du droit successoral, de l'exercice des droits civils, de la fonction publique et du pouvoir politique.

La liberté religieuse implique le droit d'adopter une religion de son choix ou d'en changer sans aucune sanction sur le plan pénal ou civil. Malheureusement, le droit musulman n'admet cette liberté qu'à sens unique: la liberté d'adopter l'islam. Tout abandon de l'islam a des implications pénales et civiles: interdiction du mariage de l'apostat, dissolution de son mariage, retrait de ses enfants, ouverture de sa succession, interdiction d'accès aux fonctions publiques, interdiction de séjour dans un pays musulman, etc. Toutes ces mesures ont un caractère punitif et violent les droits de l'homme.

3) Garanties constitutionnelles de la liberté religieuse

Les pays arabes ont inscrit dans leurs constitutions le principe de la liberté religieuse. Ainsi, la première constitution égyptienne de 1923 disait à son article 12 que "la liberté de croyance est absolue". L'article 64 de l'actuelle constitution de 2014 dit: "La liberté de croyance est absolue. La liberté de la pratique religieuse et l'édification des lieux de culte pour les fidèles des religions célestes, sont un droit organisé par la loi".

Les constitutions arabes les plus récentes ne font cependant pas mention de la liberté religieuse. Ainsi la constitution yéménite de 1990 se limite à dire dans son article 35 que les lieux de culte sont inviolables au même titre que le domicile et les locaux de la science, et il est interdit de les contrôler ou d'effectuer une perquisition en dehors des cas prévus par la loi. L'article 10 de la constitution mauritanienne de 1991 dit simplement que l'État garantit à tous les citoyens les libertés publiques et individuelles, notamment "la liberté d'opinion et de pensée" et "la liberté d'expression". L'article 3 de la constitution marocaine de 2011 dit:

"L'Islam est la religion de l'État, qui garantit à tous le libre exercice des cultes". Enfin, l'article 42 de la constitution algérienne de 1996 dit: "La liberté de conscience et la liberté d'opinion sont inviolables. La liberté d'exercice du culte est garantie dans le respect de la loi".

4) Discrétion des codes pénaux

Les pays arabes n'ont pas inclus dans leurs codes pénaux une disposition sur l'apostasie. Deux codes font ici exception, celui de la Mauritanie et celui du Soudan:

A) Code pénal mauritanien¹

Toute personne qui aura commis un outrage public à la pudeur et aux mœurs islamiques ou a violé les lieux sacrés ou aidé à les violer, si cette action ne figure pas dans les crimes emportant la *Ghissass* (loi du talion) ou la *Diya* (compensation), sera punie d'une peine correctionnelle de trois mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 50 000 à 600 000 UM.

Chaque musulman, homme ou femme, qui se moque ou outrage Allah ou Son Messager (Mahomet) – Paix et Salut sur Lui – ses anges, ses livres ou l'un de ses Prophètes est passible de la peine de mort, sans être appelé à se repentir. Il encourt la peine capitale même en cas de repentir.

Tout musulman coupable du crime d'apostasie, soit par parole, soit par action de façon apparente ou évidente, sera invité à se repentir dans un délai de trois jours. S'il ne se repent pas dans ce délai, il est condamné à mort en tant qu'apostat, et ses biens seront confisqués au profit du Trésor.

Toute personne coupable du crime d'apostasie (*Zendagha*) sera, à moins qu'elle ne se repente au préalable, punie de la peine de mort.

Tout musulman majeur qui refuse de prier tout en reconnaissant l'obligation de la prière sera invité à s'en acquitter jusqu'à la limite du temps prescrit pour l'accomplissement de la prière obligatoire concernée. S'il persiste dans son refus jusqu'à la fin de ce délai, il sera puni de la peine de mort. S'il ne reconnaît pas l'obligation de la prière, il sera puni de la peine pour apostasie et ses biens confisqués au profit du Trésor public. Il ne bénéficiera pas de l'office consacré par le rite musulman.

B) Code pénal soudanais

Le code pénal de 1983 ne comportait pas d'article traitant de l'apostasie. Afin de combler cette "lacune", le législateur soudanais a prévu ce délit à l'article 126 du Code pénal de 1991:

1. Commet le délit d'apostasie tout musulman qui prône la sortie de l'islam ou déclare publiquement sa sortie par des dires explicites ou un acte significatif.

¹ Texte arabe www.alikhbari.net/node/11811

- 2. Celui qui commet le délit d'apostasie sera appelé à s'en repentir dans un délai déterminé par le tribunal, à moins qu'il ne se soit converti à l'islam récemment, et il sera puni de mort.
- 3. La sanction est levée si l'apostat se rétracte avant l'exécution.

Cet article a suscité de nombreux débats et a porté atteinte à la réputation du Soudan dans l'affaire de Miryam Yahya, condamnée par un tribunal à la peine de mort pour apostasie et à la dissolution de son mariage parce que son mari était chrétien. Des pays étrangers et des organisations juridiques sont intervenus pour lui épargner cette sanction. La décision a été alors annulée par le tribunal d'appel. Après cette affaire, le gouvernement soudanais a amendé l'article en question en 2015, mais au lieu de le supprimer, il l'a renforcé. L'article 126 dit désormais¹:

- 1) Commet le délit d'apostasie
- a) tout musulman qui prône la sortie de l'islam ou déclare publiquement sa sortie par des dires explicites ou un acte significatif;
- b) quiconque diffame ou insulte publiquement Mahomet, le Messager de Dieu, prière et salut sur lui;
- c) quiconque diffame le Coran en soutenant qu'il est contradictoire, altéré ou autre:
- d) quiconque traite de mécréant les compagnons de Mahomet, le Messager de Dieu, prière et salut sur lui, de manière générale, ou les dirigeants Abu-Bakr, Umar, Uthman ou Ali, estimant que cela est licite;
- e) quiconque diffame la Mère des croyants, Ayshah, en rapport avec ce dont elle a été acquittée par le Coran.
- 2) Celui qui commet le délit d'apostasie sera appelé à s'en repentir dans un délai déterminé par le tribunal, à moins qu'il ne se soit converti à l'islam récemment, et il sera puni de mort.
- 3) La sanction est levée si l'apostat se rétracte avant l'exécution; il est alors puni de flagellation et de l'emprisonnement n'excédant pas cinq ans².

Nous ne savons pas avec certitude s'il s'agit là d'un projet de loi ou d'une disposition entrée en vigueur. Des informations indiquent qu'il y a une tentative d'annuler cette disposition, mais les savants religieux musulmans ont demandé au Parlement de ne pas le faire parce que ce serait contraire au droit musulman³.

C) Code pénal marocain

Le Code pénal marocain comporte deux articles en rapport avec l'apostasie

Article 220 - Quiconque, par des violences ou des menaces, a contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'exercer un culte, ou d'assister à l'exercice de ce culte, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 200 à 500 dirhams.

² https://goo.gl/4VEbD5

¹ https://goo.gl/TsYp3j

³ https://goo.gl/Hq93ZK

Est puni de la même peine, quiconque emploie des moyens de séduction dans le but d'ébranler la foi d'un musulman ou de le convertir à une autre religion, soit en exploitant sa faiblesse ou ses besoins, soit en utilisant à ces fins des établissements d'enseignement, de santé, des asiles ou des orphelinats. En cas de condamnation, la fermeture de l'établissement qui a servi à commettre le délit peut être ordonnée, soit définitivement, soit pour une durée qui ne peut excéder trois années.

Article 222 - Celui qui, notoirement connu pour son appartenance à la religion musulmane, rompt ostensiblement le jeûne dans un lieu public pendant le temps de Ramadan, sans motif admis par cette religion, est puni de l'emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 200 à 500 dirhams.

D) Lacunes comblées par le droit musulman

Quelle que soit la formulation adoptée par les constitutions arabes, la liberté religieuse garantie par ces constitutions ne peut être comprise que dans les limites islamiques. Les travaux préparatoires des constitutions égyptiennes, pour ne citer que celles-ci, démontrent que ces limites étaient présentes dans l'esprit de leurs rédacteurs, mais, pour des raisons politiques, elles n'ont pas été incluses. En effet, les Anglais voulaient prévoir un régime particulier pour les minorités religieuses.

Pendant les travaux de la première constitution, un cheikh a demandé que la liberté de religion et de culte ne soit garantie que dans les limites des religions reconnues "de façon à ne pas permettre la création d'une nouvelle religion comme au cas où une personne prétendrait être le Mahdi chargé d'un nouveau message". Lors des travaux de la constitution de 1953, qui n'a jamais vu le jour, le juge 'Abd-al-Qadir 'Odeh (d. 1954), frère musulman, déclara: "Je ne suis pas contre la liberté de croyance, mais je ne permets pas que ces croyances (non reconnues par l'islam) soient pratiquées, faute de quoi nous aurons des gens qui adoreront les vaches, sans pouvoir l'interdire en raison de la constitution". Selon lui, si un musulman égyptien devient bouddhiste, il doit être considéré comme apostat et, par conséquent, il doit être mis à mort et ses biens doivent être confisqués¹.

Ceci est aussi valable pour les codes pénaux qui ne prévoient pas de disposition sur l'apostasie. L'absence de disposition pénale ne signifie nullement que le musulman peut librement quitter sa religion. En effet, les lacunes du droit écrit sont à combler par le droit musulman, selon les dispositions législatives de ces pays. Il n'est donc pas nécessaire d'avoir une loi écrite pour pouvoir punir un apostat. Mahmud Muhammad Taha a été pendu pour apostasie le 18 janvier 1985 au Soudan malgré l'absence de disposition relative à ce délit dans le code pénal de 1983. L'Azhar en Égypte demandait sa tête déjà en 1976². Même attitude au sein de la Ligue du monde musulman dont le siège est à La Mecque. Après la pendaison, ces deux organismes ont félicité le Président Numeiri³.

_

Aldeeb Abu-Sahlieh: Non-musulmans en pays d'Islam, op. cit., p. 305-306.

² Al-Ahram, 16.4.1976.

³ Sudan News Agency, 18.1.1985.

L'exécution des apostats malgré l'absence de norme légale a lieu aussi en Arabie saoudite. Ce pays ne dispose pas de code pénal moderne, mais d'une série de décrets dont aucun ne concerne l'apostasie. En cette matière, le droit pénal musulman classique non codifié reste en vigueur et il est appliqué dans toute sa rigueur. Le 3 septembre 1992, un jeune homme de 24 ans a été exécuté en public à Qatif sur l'ordre royal n° 141 de 1992. Selon le Ministère de l'intérieur, ce jeune aurait insulté Dieu, le Coran et Mahomet, ce qui constitue le délit d'apostasie. Plusieurs fatwas de chefs religieux de ce pays considèrent les communautés saoudiennes de religion chiite, ismaélite et zaydites comme hérétiques¹.

Il faut cependant signaler que dans des pays comme l'Égypte, l'apostat n'est pas exécuté, mais jeté en prison. L'apostat subit aussi des sanctions civiles, dont nous avons parlé plus haut.

En vertu des normes explicites ou implicites sur l'apostasie, certains groupes sont interdits. C'est le cas notamment des Bahaïs. Ils sont interdits en Égypte par le décret présidentiel 263/1960. D'après *Al-Ahram* du 1^{er} mars 1985, un certain nombre de Bahaïs a été arrêté. Ils sont accusés d'appartenir à une religion non monothéiste et d'avoir abjuré l'Islam. Cette accusation se base sur une fatwa émise par l'Azhar qui, en plus de l'apostasie, les accuse d'avoir des liens avec le sionisme international². Une décision de l'Académie du droit musulman en Arabie saoudite considère le bahaïsme comme "une scission de l'Islam et une guerre contre lui". Toute personne qui y adhère est un *kafir*. La fatwa "met en garde les musulmans du monde entier contre ce groupe criminel mécréant et leur demande de lutter contre lui et de s'en méfier surtout parce qu'il est prouvé qu'il bénéficie de soutien de la part des états colonialistes dans le but de disloquer l'Islam et les musulmans"³. En 2006, le Ministère égyptien du *waqf (biens religieux)* a publié un ouvrage sur les Bahaïs demandant leur éradication de l'Égypte en tant qu'adeptes d'une religion contraire aux religions célestes⁴.

E) Action populaire contre l'apostat

Chaque individu a le droit de saisir les tribunaux étatiques pour juger un apostat. Dans le cas de l'Égypte, ce rôle est souvent assumé par l'Azhar, notamment à l'égard d'écrivains dissidents accusés d'apostasie. Et si l'État ou les tribunaux refusent de mettre à mort ces écrivains en se satisfaisant d'interdire leurs ouvrages ou de les jeter en prison, chaque musulman se croit en droit de les assassiner.

Ce droit du musulman de saisir les tribunaux ou de se substituer à l'État pour punir l'apostat se base sur le *devoir d'interdire le blâmable* prescrit par le Coran:

,

¹ Al-idtihad al-madhhabi fil-mamlakah al-'arabiyyah al-su'udiyyah, document inédit, Londres, [1992], p. 1, 8-9, et 13.

² Fatwa publiée par Al-Shabab al-'arabi du 25 mars 1985; voir notre traduction dans Praxis juridique et religion, 3.1.1986, p. 69-70.

³ Majallat al-buhuth al-islamiyyah (Riyad), no 27, 1990, p. 343-345.

⁴ Khalid 'Abd-al-Halim Al-Sayyuti: Al-Baha'iyyah 'aqa'iduha ahdafuha al-isti'mariyyah, le Caire, Wazarat al-awqaf, 2007.

Que soit parmi vous une nation appelant au bien, ordonnant le convenable, et interdisant le répugnant. Ceux-là sont ceux qui réussissent (H-89/3:104).

Ce principe est aussi affirmé par des récits de Mahomet dont le plus important:

Celui qui voit un mal qu'il le corrige par sa main, et s'il ne le peut pas qu'il le corrige par sa langue, et s'il ne le peut non plus qu'il le corrige dans son cœur et c'est la moindre de la foi.

Ce principe pouvait se justifier dans la société bédouine du début de l'Islam où, à défaut de pouvoir étatique, chaque individu pouvait se faire justice; d'où l'admission de la loi du talion par le Coran. Lorsque l'État musulman s'est affermi, les légistes ont essayé de le limiter aux savants religieux. En outre, ils ont estimé qu'il faut commencer non pas avec la main comme le demande le récit susmentionné, mais par les bons moyens conformément au verset M-70/16:125 qui dit:

Appelle à la voie de ton Seigneur par la sagesse et la bonne exhortation. Dispute avec eux de la meilleure manière. Ton Seigneur sait le mieux qui s'est égaré de sa voie, et il sait le mieux qui sont les dirigés.

Si toutefois la manière douce n'aboutit pas, certains légistes permettent de tuer le coupable. D'autres, par contre, excluent tout recours à l'arme, cela étant réservé à l'autorité publique de peur que le mal qui en résulte ne soit supérieur à celui auquel on tend à mettre fin².

C'est en vertu de ce principe que Faraj Fodah, penseur égyptien, a été assassiné le 8 juin 1992 par un groupe intégriste musulman qui lui reprochait ses attaques contre l'application du droit musulman et l'accusait d'apostasie. Comme dans le cas de Taha, l'Azhar avait porté plainte contre lui, et le gouvernement l'avait placé durant quelque temps en résidence surveillée. L'assassin a indiqué lors de l'enquête que le cheikh égyptien 'Umar 'Abd-al-Rahman, figure de proue de l'organisation intégriste *Al-Jihad* et réfugié aux États-Unis, avait déclaré licite "de faire couler le sang de tous ceux qui s'opposent à l'Islam". L'Association des Frères musulmans condamna les assassinats politiques, tout en faisant peser sur le gouvernement et les médias la responsabilité de cet attentat en laissant le champ libre à des écrivains qui se sont consacrés à attaquer l'islam³. Al-Ghazali a justifié en 1992 l'assassinat du penseur Faraj Fodah, tué par des intégristes égyptiens en raison de ses opinions libérales4.

Après l'assassinat de Faraj Fodah, la presse égyptienne a fait état d'une liste de plusieurs écrivains que les extrémistes musulmans avaient l'intention d'assassiner. Ce qui a poussé les intellectuels à descendre dans la rue pour manifester contre l'intégrisme religieux auxquels ils payent un lourd tribut en Égypte et dans d'autres pays arabes. La même année, c'était au penseur libanais Mustafa Juha de tomber sous les balles des intégristes. Les actes de ces intégristes sont très souvent légitimés par les autorités religieuses officielles, et en premier lieu par l'Azhar.

_

¹ http://goo.gl/udij9V. Voir aussi http://goo.gl/rWh7Fj.

Yusuf Qasim: Nadhariyyat al-difa' al-shar'i fil-fiqh al-jina'i al-islami wal-qanun al-wad'i, Dar al-nahdah al-'arabiyyah, Le Caire, 1985.

³ Le Monde, 10 et 11 juin 1992.

⁴ Voir son témoignage devant le tribunal: https://goo.gl/fehiaT

Nombreux sont ceux qui ont été traînés devant les tribunaux sur instigation de ces autorités: Taha Husayn, 'Ali 'Abd-al-Raziq, Muhammad Ahmad Khalaf-Allah, Sadiq Jalal Al-'Azm, etc.

F) Al-Azhar appelle à décapiter les athées

Nous donnons ici la traduction¹ d''article d'Isra' Tal'at publié le 7 juin 2015 par le site égyptien al-Watan, sous le titre Les Azharis demandent à Sissi de trancher le cou des athées².

Plusieurs savants en religion (oulémas) de l'université al-Azhar du Caire ont lancé une virulente attaque contre les fondateurs de la chaine télévisée "L'Esprit Libre"³, les qualifiant d' "athées qui agressent la religion musulmane". Ils ont réclamé du président Abd el-Fattah al-Sissi "qu'il appelle ces athées à se repentir et s'ils ne révisent pas leur position, qu'il les décapite en place publique, qu'il leur retire la nationalité égyptienne". Un des fondateurs de la chaine a répondu à ces appels en disant: "Cessez de vous battre contre des moulins à vent". Le Dr Mahmoud Mouhanna, membre du collège des grands oulémas d'al-Azhar a déclaré de même: "Je réclame du président al-Sissi qu'il demande aux athées de se repentir et s'ils n'obtempèrent pas, qu'il les emprisonne. S'ils ne changent pas d'avis, il doit les décapiter en place publique pour qu'ils soient un exemple pour les autres". Et il a ajouté qu'"Al-Sissi est le responsable de la protection de l'islam et qu'il est dans son droit en stoppant tout ce qui fait du tort aux fondamentaux de la religion. Il faut retirer la nationalité à celui qui ne respecte pas les religions célestes". Il indique en même temps que l'institution al-Azhar va intensifier l'affaire pour interdire la création de la chaine. Le Dr Ahmad Zaki, un des oulémas de l'honorable al-Azhar a déclaré: "Oue les athées disent ce qu'ils veulent mais il n'y a pas de faute plus grave que d'être athée. La protection de l'islam est d'abord de la responsabilité des gouvernants et d'al-Azhar puis du rôle des oulémas et des missionnaires". Ensuite il a assuré que les oulémas s'opposeront à cette chaine en disant: "Il n'est pas permis de créer une chaine propageant l'athéisme dans un pays musulman. Les athées se considèrent comme ennemis de toute la oumma et ils lancent contre la patrie une guerre psychologique qui est plus forte que la guerre faite par une armée". De même encore, le Dr Tarek al-Sahri, président de la haute instance du parti salafiste al-Nour (La Lumière) a dit: "Ces appels [à l'athéisme] émanent d'infidèles à l'esprit absent qui ne comprennent pas la nature de la religion et ne croient pas à l'existence d'un dieu".

Tout à l'opposé, Ahmad Harkan, fondateur de la chaine "L'Esprit Libre", a attaqué sur Facebook les hommes d'al-Azhar et les salafistes, en ces termes: "Voici un message sincère à l'intention d'al-Azhar et des salafistes: Vous n'êtes pas propriétaires de l'atmosphère. Cessez donc de vous battre contre des moulins à vent, le monde est devenu un tout petit village".

_

¹ Traduction par Bernard Dick: https://goo.gl/3tQJKL

² https://www.elwatannews.com/news/details/745456

³ www.free-mind.tv/index.html

G) Convertis en Algérie

L'Algérie, comme d'autres pays du Maghreb, connaît une vague de conversion au christianisme¹. Plusieurs milliers de musulmans seraient ainsi devenus chrétiens. Ils ont leurs églises et essaient de faire du prosélytisme². Pour faire face à cette vague, l'Ordonnance n° 06-03 du 28 février 2006 fixe les conditions et les règles d'exercice des cultes autres que musulman. Cette dernière prévoit (article 11) une peine de 2 à 5 ans de prison et une amende à l'encontre de quiconque:

- incite, contraint ou utilise des moyens de séduction tendant à convertir un musulman à une autre religion. Il en va de même pour toute personne utilisant à cette fin: des établissements d'enseignement ou de santé à caractère social ou culturel – des institutions de formation – tout autre établissement – ou tout moyen financier,
- fabrique, entrepose, ou distribue des documents imprimés ou audiovisuels ainsi que toutes autres formes du support dans le but d'ébranler la foi d'un musulman.

La personne morale qui commet l'une des infractions prévues par la présente ordonnance (article 15) est punie:

- d'une amende qui ne peut être inférieure à quatre fois le maximum de l'amende prévue par la présente ordonnance pour la personne physique qui a commis la même infraction:
- d'une ou de plusieurs des peines suivantes:

la confiscation des moyens et matériels utilisés dans la commission de l'infraction;

l'interdiction d'exercer, dans le local concerné, un culte ou toute activité religieuse – la dissolution de la personne morale³.

5) Code pénal arabe unifié et apostasie

L'apostasie est réglée par les articles 162-165 du Code pénal arabe unifié que nous citons avec les notes explicatives:

Article 162 - L'apostat est le musulman, homme ou femme, qui abandonne la religion musulmane par une parole explicite ou un fait dont le sens est décisif, insulte Dieu, ses envoyés ou la religion musulmane, ou falsifie sciemment le Coran.

Article 163 - L'apostat est puni de la peine de mort s'il est prouvé qu'il a apostasié volontairement et s'y maintient après avoir été invité à se repentir dans un délai de trois jours.

¹ Il existe aussi un mouvement de conversion au christianisme de musulmans en France: http://goo.gl/3mflhs

² Voir par ex. http://goo.gl/LJvXgS

³ Journal officiel algérien n° 12, 1 mars 2006

Article 164 - Le repentir de l'apostat se réalise par le renoncement à ce qui a constitué sa mécréance; son repentir est inacceptable s'il apostasie plus de deux fois.

Article 165 - Tous les actes de l'apostat après son apostasie sont considérés comme nuls de nullité absolue, et tous ses biens acquis par ces actes reviennent à la caisse de l'État.

Note explicative: Ce chapitre traite de l'apostasie, dont la base est la parole de Dieu: "Quiconque recherche une religion autre que l'Islam, [cela] ne sera pas accepté de lui" (H-89/3:85). L'article 162 énumère de façon exhaustive les cas d'abandon par le musulman, homme ou femme, de la religion musulmane, dont le fait d'insulter un de ses envoyés sans distinction entre eux, comme le dit Dieu: "Chacun a cru en Dieu, en ses anges, en ses livres, et en ses envoyés. Nous ne faisons aucune distinction entre ses envoyés" (H-87/2:285), et "Ceux qui ont cru en Dieu et en ses envoyés, et n'ont fait aucune distinction entre l'un [et l'autre] d'eux, à ceux-là il donnera leurs récompenses. Dieu était pardonneur, très miséricordieux" (H-92/4:152).

Cette norme se base aussi sur les paroles de Mahomet "Celui qui change sa religion tuez-le", et "Il n'est permis de répandre le sang d'un musulman que dans trois cas: la mécréance après la foi, l'adultère après préservation [être marié], et l'homicide d'une personne sans droit". Ce récit est rapporté par Al-Shafi'i, [etc.]. Le repentir se base sur la parole de Mahomet concernant celui qui cesse la prière: "Il sera invité à se repentir trois fois, sinon il sera tué." Il est rapporté d'Abu Mussa qu'il invita quelqu'un ayant abandonné l'islam environ vingt nuits pour qu'il revienne sur sa décision. Mu'adh Ibn-Jabal vint et dit: "Je ne m'assoirai que lorsqu'il sera tué conformément au jugement de Dieu et de Mahomet", récit admis unanimement. Umar Ibn-Khattab dit à propos de ce fait: "Pourquoi ne l'avez-vous pas emprisonné pendant trois jours, nourri et désaltéré? Il aurait pu ainsi se repentir. Seigneur, sache que je n'étais pas présent, et je ne l'ai pas accepté lorsque j'en ai été informé", récit rapporté par Al-Shafi'i⁴.

En ce qui concerne les biens de l'apostat gagnés après son apostasie, ils reviennent à la caisse de l'État, et ses actes sont nuls de nullité absolue, selon l'opinion unanime. Il n'y a de divergence qu'en ce qui concerne les biens gagnés avant son apostasie. Selon Malik, Al-Shafi'i et l'opinion dominante de l'école d'Ahmad, tous ses biens acquis avant et après son apostasie reviennent à la caisse de l'État. Abu-Hanifa est d'avis que les biens acquis avant l'apostasie reviennent à ses héritiers musulmans, et ses biens acquis après l'apostasie reviennent à la caisse de l'État. La Commission a opté pour cette dernière opinion.

Ces articles sont à compléter par les articles suivants:

_

Voir ce récit en arabe et en anglais sur http://goo.gl/mHU5Ma (nda).

² Voir ce récit en arabe et en anglais sur http://goo.gl/5rYRb4 (nda).

Voir ce récit en arabe et en anglais sur http://goo.gl/kXFc88 (nda).

⁴ Voir ce récit en arabe sur http://goo.gl/AWz2bu (nda).

L'article 247 - Sera puni de la peine prévue par l'article précédent (emprisonnement non inférieur à un an) tout non-musulman qui procède à la falsification du Coran intentionnellement.

La note explicative dit que la falsification du Coran par un musulman constitue une apostasie punie en vertu de l'article 162 de ce code.

Article 248 - Sera puni de l'emprisonnement pour une durée n'excédant pas une année quiconque viole le caractère sacré de Ramadan en rompant ouvertement le jeûne, dans un lieu public. Le juge peut commuer cette peine en la peine prévue par l'article 29 de ce code.

La note explicative indique que cet article est général, ne mettant pas comme condition que le coupable soit musulman, ou s'il existe un motif admis par cette religion. Le non-musulman doit en effet respecter les sentiments des musulmans et leurs croyances, et celui qui a un motif légal ne doit pas rompre le jeûne publiquement. Cet article permet de commuer la prison en flagellation conformément à l'article 29 de ce code, à condition que cela n'excède pas trente-cinq coups de fouet.

6) Apostats en Occident

Jean-Pierre Chevènement, alors qu'il était ministre de l'Intérieur, lors d'une consultation rassemblant toutes les fédérations musulmanes, les grandes mosquées et certaines personnalités, leur soumit un texte qui ne pouvait "faire l'objet d'une négociation", mais qui a cependant été amendé. Le texte initial précisait que cette convention "consacre notamment le droit de toute personne à changer de religion ou de conviction". Si un musulman est libre de changer de religion, sa décision supplante celle du groupe. Après de longues discussions, ce point fut finalement retiré à la demande des autorités musulmanes, notamment de UOIF, proche des Frères musulmans, devenue "Musulmans de France" (dans le but d'inclure d'une manière implicite tous les musulmans qui ne suivent pas leur mouvance frériste), ignore toujours ce droit dans sa charte actuelle (charte des musulmans de France – 2017).

Aujourd'hui, les apostats de l'islam ne se sentent pas en sécurité en Occident. Certains vivent sous protection policière 24 heures sur 24. Plusieurs conseils d'exmusulmans ont vu le jour pour défendre leurs droits. D'autres préfèrent se terrer et se taire pour ne pas se faire assassiner par leurs ex-coreligionnaires. Un article parle de "la cruelle solitude des musulmans qui décident de renoncer à leur religion"². Cet article signale que la laïcité "assure aussi bien le droit d'avoir ou de ne pas avoir de religion, d'en changer ou de ne plus en avoir", malgré cela,

les droits des apostats à la liberté et à la sécurité ne sont pas garantis car ils demeurent désespérément seuls face aux menaces, abandonnés par un pouvoir politique qui évite le sujet, et par des concitoyens qui ignorent souvent la mesure du danger qu'ils encourent. Ces ex-musulmans ne peuvent plus combattre seuls. Les insulter, les traquer, les menacer, c'est attaquer la République, et avec elle,

¹ https://goo.gl/91ZLpo

https://goo.gl/5iQUr8

cette Liberté si précieuse, mais si fragile qu'elle réclame un combat de tous les instants.

Section 4. Liberté cultuelle

1) Contrainte en matière de pratiques religieuses

Mahomet dit: "Commandez vos enfants de prier dès l'âge de sept ans, et frappezles à l'âge de dix ans". Ce récit est étendu au jeûne.

Une fatwa disponible en français dit²:

Comment corriger les enfants pour leur imposer la prière?

Louanges à Allah

Abou Dawoud (495) et Ahmad (6650) ont rapport d'après Amr ibn Shouayb, d'après son père qui le tenait de son grand père que le Messager d'Allah (Bénédiction et salut soient sur lui) a dit: "Donnez aux enfants l'ordre de prier dès l'âge de sept ans et corrigez-les (s'ils ne le font pas) à partir de l'âge de dix ans, et séparez-les au lit". (Déclaré authentique par al-Albani dans al-Irwa, 247.)

Dans al-Moughni (1/357), Ibn Qudama (Puisse Allah lui accorder Sa miséricorde) a dit: "Cet ordre porte sur la correction légale à infliger à l'enfant pour l'amener à prendre l'habitude de prier et la conserver jusqu'à sa majorité".

As-Soubki dit: "Le tuteur d'un enfant doit lui donner l'ordre de prier dès l'âge de sept ans et le frapper pour cela à partir de l'âge de dix ans". Nous ne contestons pas le fait qu'un tel ordre porte sur un acte non obligatoire et que l'on frappe le destinataire de l'ordre pour cela. Si nous frappons l'animal pour l'entrainer, comment ne pas en faire de même pour l'enfant? C'est dans son intérêt et pour lui en donner l'habitude avant sa majorité". Fatawa de Soubki, 1/379.

On donne au garçon et à la fille l'ordre de prier dès l'âge de sept ans. Puis on les frappe à partir de l'âge de dix ans (s'ils n'obéissent pas). De même, on leur donne l'ordre de lire le Coran et de jeûner le Ramadan. On les encourage à faire de bons actes telles la lecture du Coran, les prières surérogatoires, les pèlerinages mineur et majeur, la fréquente répétition des dhikr comme suhanana Allah, al-hamad lillah, laa ilaha illa Allah, Allah akbar. On leur interdit tous les actes de désobéissance.

Il est permis de corriger un enfant pour la non-observance de la prière, à condition de ne pas être dur, de ne pas le blesser, de ne pas lui casser une dent ou un os. Il faut viser le dos ou les épaules et éviter le visage puisqu'il est interdit de le frapper là, compte tenu de la prohibition prononcée par le Prophète (Bénédic-

Récit rapporté par Abu-Da'ud http://goo.gl/a9yA80

² https://islamqa.info/fr/127233

tion et salut soient sur lui) à cet égard. Il ne faut pas donner plus de dix coups de fouet. L'acte ne doit viser que la correction ayant pour but d'éduquer. Il ne doit viser la punition qu'en cas de nécessité, quand l'enfant se soustrait souvent à la prière. Abou Bourdah al-Ansari déclare avoir entendu le Messager d'Allah (Bénédiction et salut soient sur lui) dire: "On n'assène à personne plus de dix coups, sauf dans le cadre de l'application d'une peine édictée par Allah" (Rapporté par Al-Boukhari, 6456, et par Mouslim, 3222).

Ibn Al-Quayyim (Puisse Allah lui accorder Sa miséricorde) a dit: "Les propos du Prophète (Bénédiction et salut soient sur lui) "On n'assène à personne plus de dix coups, sauf dans le cadre de l'application d'une peine édictée par Allah" concernent la violation d'un droit d'Allah. Si on dit: pourquoi asséner dix coups ou moins, si par peine on entend une transgression? On répond: c'est dans les cas où l'on frappe sa femme, son esclave son enfant, son employé, etc. pour les corriger ou pour d'autres fins. Dans ces cas, il n'est pas permis de dépasser les dix coups. Voilà la meilleure interprétation donnée au hadith". Voir I'laam al-Mouwaqqiin, 2/23.

Il faut éviter que la correction se fasse en public pour préserver la dignité de l'enfant par rapport à lui-même et par rapport à ses copains et à d'autres. Il faut aussi que l'on sache du comportement du père à l'égard de ses enfants qu'il ne les frappe que pour les amener à obéir à Allah et à Son Messager (Bénédiction et salut sur lui) et qu'il ne cherche qu'à préserver l'intérêt des enfants et à traduire son souci de les éduquer conformément à la loi religieuse et de manière à éviter que l'enfant grandisse en nourrissant de la haine pour l'obligation religieuse dont la négligence par lui a entraîné la correction.

Cheikh Ibn Baz (Puisse Allah lui accorder Sa miséricorde) a dit: "Occupe-toi de ta famille, ô fidèle serviteur d'Allah, efforce-toi de les rendre droits, donne à tes filles et fils l'ordre de prier dès l'âge de sept ans. Frappe-les légèrement à partir de l'âge de dix ans pour les aider à obéir à Allah et leur donner l'habitude d'observer les prières à leurs heures et se conduire droitement selon la religion d'Allah et de connaître la vérité. Voilà ce qu'enseigne la Sunnah du Messager d'Allah (Bénédiction et salut soient sur lui)", Madjmou' Fatawa Ibn Baz, 6/46.

Cheikh Ibn Outhaymine (Puisse Allah lui accorder Sa miséricorde) a dit: "Le Prophète (Bénédiction et salut soient sur lui) nous a recommandé de donner à nos enfants l'ordre d'observer la prière dès l'âge de sept ans et de les frapper pour la leur imposer à partir de dix ans, bien qu'ils ne soient pas obligés de le faire. C'est pour les entraîner à s'habituer aux actes de dévotion pour qu'ils leur soient faciles et qu'ils les aiment, quand ils seront grands. Il en est de même pour les actes non louables. Il ne faut pas laisser les enfants s'y habituer, même s'ils ne sont pas encore religieusement responsables de leurs actes, puisqu'ils risquent de s'y accrocher et de les apprécier". Fatawa nouroun ala ad-Darb, 11/386.

Il dit encore: "L'ordre exprime une obligation. La portée de l'ordre ici se limite à la correction utile. Car parfois on frappe un enfant inutilement. Il crierait sans cesse, sans en tirer aucun profit. En plus, il ne s'agit pas ici d'une dure correc-

tion, mais plutôt d'une légère susceptible de produire son effet sans nuire". Liqua al-Bab l-Maftouh, 95/18.

Il dit encore (Puisse Allah lui accorder Sa miséricorde): "Il ne faut pas frapper fort ni viser le visage ni un point mortel. Il faut taper sur le dos ou l'épaule ou d'autres organes semblables qui peuvent être frappés sans entraîner la mort de la personne visée. Taper sur le visage est dangereux car le visage est le point le plus noble et le plus honorable de l'individu. Frapper quelqu'un au visage implique plus d'humiliation que le frapper sur le dos. Voilà pourquoi il est interdit de viser le visage". Fatawa Nouroun al-ad-darb, 2/13.

Cheikh al-Fawzan dit: "La correction est un moyen d'éducation. L'enseignant, l'éducateur et le tuteur peuvent frapper l'enfant dans ce but. Le mari aussi peut frapper sa femme insoumise. Tout cela doit rester dans une certaine limite. Car il ne faut pas frapper durement au point de blesser ou casser un os, mais juste dans la mesure du strict nécessaire". Ighathatoul Moustafid bi sharh kitabi at-Tawhid, 282-284.

Il convient d'attirer l'attention (de tous) sur le fait que l'enfant n'est pas seulement corrigé pour sa non-observance de la prière, mais aussi pour sa négligence de ses conditions, pratiques fondamentales et obligations. Il arrive que l'enfant prie mais en réunissant les prières, ou prie sans avoir fait ses ablutions, ou les fait mal. Il faudrait alors lui apprendre tout cela et insister auprès lui sur les obligations, les pratiques fondamentales et les conditions de la prière. S'il persiste à les négliger, nous continuons à lui donner des conseils et à les lui apprendre. S'il persiste encore, on le corrige jusqu'à ce qu'il prie bien.

Allah le sait mieux.

La presse rapporte plusieurs cas de maltraitances d'enfants, voire d'adultes qu'on force à observer les obligations religieuses ou à apprendre le Coran par cœur, y compris en Occident. Dans certains pays, des enfants sont littéralement enchaînés¹. Au Royaume-Uni, une femme d'origine indienne a été condamnée à la prison à perpétuité pour avoir tué son fils âgé de sept ans, car celui-ci apprenait trop lentement le Coran².

La contrainte ne se limite pas aux enfants. La prière et le jeûne sont deux des cinq piliers de l'islam. Celui qui les abandonne en estimant qu'ils ne sont pas obligatoires apostasie et est passible de la peine de mort. Quant à celui qui les abandonne par paresse, certains légistes prévoient de le tuer, et d'autres prévoient de le châtier et de l'emprisonner jusqu'à sa mort ou son repentir. Une fatwa saoudienne va jusqu'à permettre à un fonctionnaire de tuer son collègue de travail s'il n'observe pas la prière³.

L'article 306 du Code pénal mauritanien, examiné plus haut, considère le refus de prier comme une apostasie méritant la peine de mort.

.

¹ Voir https://goo.gl/Q86mqg; https://goo.gl/iV61Xd

² https://goo.gl/hGvd2d

³ Fatwa du cheikh Salih Al-Fawzan: http://goo.gl/2KIQ7F

L'article 222 du code pénal marocain dit: "Celui qui, notoirement connu pour son appartenance à la religion musulmane, rompt ostensiblement le jeûne dans un lieu public pendant le temps de Ramadan, sans motif admis par cette religion, est puni de l'emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 200 à 500 dirhams". Dans ce pays, deux Marocains sur trois sont pour sanctionner les non-jeûneurs pendant le Ramadan¹. Un jeune Algérien a frôlé la mort, surpris en train de manger pendant le Ramadan².

La presse occidentale rapporte des cas où des musulmans agressent des personnes qui consomment pendant le mois de Ramadan. Quelques exemples: À Lille, un homme a été poignardé parce qu'il fumait en plein Ramadan³. À Nancy, deux frères mis en examen pour l'agression de leur sœur pendant le Ramadan⁴. À Amiens, quatre clandestins menacent un français parce qu'il boit une bière, et que c'est Ramadan⁵. Un adolescent de 17 ans a été découvert dimanche soir par les pompiers, ligoté dans un appartement de Miramas, Bouches-du-Rhône. Accusé de ne pas avoir respecté le jeûne de Ramadan, le jeune homme a été séquestré et violenté par son frère aîné⁶.

Signalons ici que le mois de Ramadan est un mois de gaspillage dans lequel on mange plus que d'habitude, on ne fait pratiquement rien et on s'expose à plus de risque. La ministre danoise à l'Immigration et l'Intégration a appelé les musulmans à prendre des congés pendant le Ramadan au nom de la sécurité au travail. "Je veux appeler les musulmans à prendre des congés pendant le mois de Ramadan pour éviter des conséquences négatives sur le reste de la société danoise", écrit Inger Støjberg dans une tribune publiée par le tabloïd BT. "Je me demande si un impératif religieux commandant d'observer un pilier de l'islam vieux de 1400 ans est compatible avec la société et le marché du travail que nous avons au Danemark en 2018", poursuit-elle. La ministre dit craindre les effets du jeûne sur "la sécurité et la productivité" lorsque par exemple des chauffeurs de bus "n'ont ni bu ni mangé depuis plus de dix heures". "Cela peut être dangereux pour nous tous", prévient-elle.

2) Imposition du voile

L'imposition du voile aux femmes, et seulement aux femmes, constitue un acte de violence. Le refus de le porter est parfois sanctionné sévèrement. De plus c'est une discrimination à l'égard de la femme, et un jugement de valeur contre celles qui ne le portent pas, souvent qualifiées de prostituées.

Le voile est régi par les trois versets médinois suivants:

¹ https://goo.gl/dnThBU

² https://goo.gl/UBGVEb

³ https://goo.gl/EV1soh

⁴ https://goo.gl/wNMVSP

⁵ https://goo.gl/3eA2XY

⁶ https://goo.gl/hjNrbq

⁷ https://goo.gl/pXwToi

Ô vous qui avez cru! N'entrez pas dans les maisons du Prophète, à moins qu'on ne vous autorise pour la nourriture, sans attendre son moment. Mais lorsqu'on vous appelle, entrez alors. Et lorsque vous vous êtes nourris, dispersez-vous sans vous complaire dans un récit. Cela faisait du mal au Prophète et il se gênait de vous, mais Dieu ne se gêne pas de la vérité. Si vous demandez à [ses femmes] quelque bien, demandez-le-leur de derrière un voile. Cela est plus pur pour vos cœurs et leurs cœurs. Il n'était pas à vous de faire du mal à l'envoyé de Dieu, ni d'épouser ses épouses après lui. Voilà ce qui serait, auprès de Dieu, un grand [péché] (H-90/33:53).

Ô Prophète! Dis à tes épouses, à tes filles et aux femmes des croyants, de ramener sur elles leurs mantes. Cela est le moindre pour qu'elles soient reconnues, et ainsi elles ne subiront pas de mal. Dieu était pardonneur, très miséricordieux (H-90/33:59).

Dis aux croyantes de baisser leurs regards, de protéger leur sexe, et de ne faire apparaître de leur ornement que ce qui en est apparent. Qu'elles rabattent leurs voiles sur leurs fentes. Qu'elles ne fassent apparaître leur ornement qu'à leurs maris, à leurs pères, aux pères de leurs maris, à leurs fils, aux fils de leurs maris, à leurs frères, aux fils de leurs sœurs, à leurs femmes, à ce que leurs mains droites possédèrent, à ceux faisant partie de la suite sans besoin sexuel parmi les hommes, ou aux enfants qui ne sont pas informés des intimités des femmes. Qu'elles ne frappent pas avec leurs pieds pour que l'on sache ce qu'elles cachent de leur ornement. Revenez tous à Dieu, ô croyants! Peut-être réussirez-vous! (H-102/24:31).

Ces versets qui fondent aussi le principe de la non-mixité entre les hommes et les femmes sont loin d'être clairs, et de ce fait continuent à susciter un débat entre les musulmans. Ceux intéressés peuvent se référer à nos deux ouvrages consacrés à ce sujet en français¹ et en arabe². Nous nous limitons ici à reproduire la conclusion de la version française:

Le meilleur résumé qu'on puisse donner de la position du Coran concernant le voile est celle proposée par Al-Qaradawi en ces termes: "Les divergences persisteront aussi longtemps que les textes eux-mêmes dont sont déduites les normes sont sujets à des divergences quant à leur authenticité et leur signification, et aussi longtemps que les humains varient dans leur capacité à en déduire des règles." Il est en effet impossible au musulman de connaître de façon catégorique la position du Coran dans ce domaine. Le mieux qu'on puisse dire est que le Coran demande à la femme de baisser son regard, de couvrir ses seins et de sauvegarder son vagin. Le Coran ne prescrit explicitement de couvrir ni la tête, ni les cheveux, ni le visage, ni les mains.

-

¹ Le voile dans l'islam: Interprétation des versets relatifs au voile à travers les siècles, Createspace (Amazon), Charleston, 2016

Al-hijab fi al-islam: Tafsir ayat al-hijab khilal al-ussur, Createspace (Amazon), Charleston, 2016

³ http://fatwa.islamonline.net/216

Et si nous revenons aux exégètes qui invoquent les récits attribués à Mahomet, on constate que leurs positions sont confuses. Certains permettent à la femme de montrer son visage et ses mains. Mais la majorité exige qu'elle couvre tout son corps de la tête aux pieds, en ne découvrant qu'un œil pour reconnaître le chemin. L'un d'eux va jusqu'à dire que la femme n'a pas besoin de découvrir un œil "puisqu'il existe, Dieu merci, des étoffes transparentes permettant de reconnaître la route de façon claire". Mais quelle que soit la forme préconisée par les juristes et exégètes musulmans, ils estiment que la négation du caractère obligatoire du voile de la part de la femme équivaut à une apostasie punie de mort.

En ce qui concerne les libéraux, il en est qui nient le caractère obligatoire du *niqab*, tout en s'attachant au voile ne laissant voir que le visage et les mains. D'autres rejettent tant le voile que le *niqab*, estimant qu'il s'agit d'une coutume et non pas d'une obligatoire religieuse. Bien plus, certains y voient un slogan politique, s'inscrivant dans un système esclavagiste et patriarcal servant à persécuter la femme (opinion de Nawal Al-Saadawi). Mahmoud Muhammad Taha estime que "le non-port du voile (*sufur*) est un principe fondateur en islam, car celui-ci vise la chasteté, une chasteté provenant de l'intérieur des femmes et des hommes, et non pas celle imposée au moyen de portes fermées et de longues robes", en invoquant les versets mecquois, et surtout le verset M-39/7:26: "Ô fils d'Adam! Nous avons descendu sur vous un vêtement pour cacher vos parties honteuses, ainsi que des ornements. Mais le vêtement de la crainte, celui-là est meilleur!"

Quant à la réalité sociale, elle démontre que le courant intégriste envahit la société arabe et musulmane, et même les communautés musulmanes vivant en Occident, mettant ainsi en danger la cohabitation entre musulmans et non-musulmans. Les pays occidentaux doivent à cet effet prendre des mesures strictes contre ce courant s'ils ne veulent pas compromettre la sécurité de leurs sociétés comme c'est le cas dans les pays à majorité musulmane.

Un journal algérien a publié le 4 septembre 2016 une information selon laquelle les filles non voilées sont interdites d'accès au lycée¹. Cet article dit:

Ce qui s'est passé ce dimanche matin, à l'occasion de la rentrée des classes, au lycée de la cité de 1600 logements à Sebbala (Draria) est très grave. Les lycéennes ne portant pas le voile n'ont pas pu accéder à l'établissement où elles sont inscrites. L'agent qui se trouvait au portail d'entrée a carrément interdit aux jeunes filles ne portant pas le voile d'accéder au lycée!

Si certaines d'entre elles ont dû rebrousser chemin pour aller chercher un foulard à la maison, d'autres qui étaient accompagnées par leurs parents ne se sont pas laisser faire. Elles ont protesté et ont demandé à voir le directeur de l'établissement, qui était "absent". Pis encore, les parents de ces lycéennes ont été outrés par le comportement de cet appariteur qui scrutait les têtes de ces adolescentes qu'il aura, somme toute, terrorisées.

_

¹ Journal officiel nº 21 du 30.5.1996, p. 1026-1041.

¹ AFP, 30 décembre 2003:

Sûr de lui, il a sommé les parents, qui accompagnaient leurs enfants, de "bien éduquer leurs filles". Les parents de ces élèves ont juré de ne pas se laisser faire et de remuer ciel et terre pour que cet énergumène soit sanctionné, tout en déplorant la nonchalance du directeur de l'établissement.

Ils ont considéré que le port ou non du voile relève des libertés individuelles et qu'il n'appartient pas à un "ignare frustré qui n'a certainement jamais mis les pieds dans un lycée d'imposer le port du voile ou quoi que ce soit aux élèves". Il s'agit en somme d'un grave dérapage dans un établissement scolaire!

Une lectrice d'origine musulmane devenue athée m'a envoyé le commentaire suivant sur cet article:

Avec l'islamisme, il faut retenir cette équation: surprise, acceptation, généralisation, obligation, mort.

Toute chose qu'ils ramènent et qui te surprend aujourd'hui, ils te tueront pour elle dans dix ans.

Au départ, ils ramènent un truc qui choque ou surprend. Ils te demandent de l'accepter au nom de tes principes de liberté. Puis, ils vont le généraliser. Dans les années à venir, ce "truc" qui te semblait si singulier devient la nouvelle normalité. Un standard. Après, il devient obligatoire pour les dernières poches de résistance. Ceux qui résistent jusqu'au bout sont tués.

Voici en 2016 un lycée public algérien qui refuse l'entrée aux jeunes filles qui ne portent pas le voile. Puis quand leurs parents viennent se plaindre, des gardiens bêtes et vicieux leur font "la morale".

Je me souviens la première fois que j'ai vu ce sac odieux arriver en Algérie. Il choquait. Aujourd'hui, passée la généralisation, il devient obligatoire.

Cette culture, nous l'avons héritée du calife Omar Ibn Al-Khattab. Demi-dieu, demi-prophète, il haïssait les femmes et passa sa vie à les battre à toute occasion. Nous le vénérons en Algérie. Nous ressemblons à nos seigneurs.

Les normes vestimentaires islamiques violent deux principes:

- le principe de la liberté religieuse, puisque les femmes sont contraintes de s'y soumettre, sous peine de se faire frapper, voire se faire tuer comme apostates, et
- le principe de l'égalité entre homme et femme sous prétexte que la femme induit l'homme en tentation. Or, la femme peut aussi être induite en tentation par les hommes – pourquoi donc ne pas imposer aux hommes aussi des normes vestimentaires qui préviendraient cette tentation?

Par ailleurs, transformer la femme en tente ambulante, comme disait Sadate, avec certaines formes de voile est contraire à tout bon sens et à tout progrès social. Cela réduit sa chance de trouver du travail, de s'intégrer et d'entrer en compétition avec les hommes. Les entreprises dépensent des sommes énormes pour décorer leurs bureaux avec des fleurs et de beaux tableaux. Et il ne viendrait à l'idée de personne de s'asseoir dans un restaurant pour prendre son repas auprès d'un sac poubelle. Chacun choisirait tout naturellement une table décorée d'un bouquet de fleur. Voir cette vidéo d'une femme voilée mangeant des spaghettis: http://goo.gl/3RtLlx.

On rappellera ici qu'un millionnaire franco-algérien, Rachid Nekkaz, nargue l'interdiction de porter le niqab en payant les amendes des femmes condamnées¹. Et les autorités ne voient rien à redire contre cette incitation à la violation de la loi. Imaginez que je paie les amendes de ceux qui provoquent des accidents de voitures à Paris.

Il est intéressant ici de rapporter la position de Taha concernant le voile et la mixité. Dans son livre *Le deuxième message de l'islam*, Taha écrit:

Se montrer en public sans voile (*al-sufur*) est un principe fondateur en islam car il est en parfait accord avec le principe fondateur de liberté. Le principe fondateur de l'islam est que tout individu est libre à moins qu'il n'abuse de sa liberté, auquel cas cette liberté est réduite conformément à une loi constitutionnelle, comme nous l'avons expliqué plus haut.

On peut voir le sens profond du voile dans le verset H-92/4:15: "Celles de vos femmes qui pratiquent la turpitude, faites témoigner à leur encontre quatre parmi vous. S'ils témoignent, retenez-les dans les maisons jusqu'à ce que la mort les rappelle, ou que Dieu fasse pour elles une voie". Lorsqu'il y a des preuves suffisantes de méconduite en deçà de l'adultère, appelant à la peine prévue en cas de fornication, la femme est alors démise de sa liberté: sa faculté de se montrer en public sans voile lui est déniée et elle est maintenue à l'intérieur de la maison jusqu'à sa mort, à moins qu'elle ne bénéficie clairement de son confinement et commence à bien se conduire, c'est-à-dire à ne plus abuser de sa liberté de participer à la vie publique sans le *hijab* (*al-sufur*).

Le voile (*al-hijab*) est donc une sanction appropriée n'intervenant qu'en cas d'abus de la liberté de participer à la vie publique à visage découvert (*al-sufur*). Cette liberté est le principe fondateur en islam.

Cependant, la législation actuelle de la sharia fait du voile une confiscation permanente de cette liberté. Certes, le législateur, procédant en vertu de la raison préventive (*sad al-dhdhara'i*), voulait ainsi prémunir les immatures des conséquences très graves du découvert. Car il s'agit en effet d'une lourde responsabilité que seuls les musulmans, à la différence des croyants, sont à même d'assumer sans devoir s'assujettir à ces législations contraignantes [...]

Ce qui peut être dit d'*al-sufur* s'applique également à la mixité entre les hommes et les femmes. Le principe fondateur en islam est la société mixte des hommes et des femmes, mais exempte de la permissivité qui afflige les sociétés mixtes de notre époque.

Les différents éléments que nous venons d'exposer montrent la divergence entre les principes fondateurs et les principes succédanés de l'islam et comment le premier message modéra les normes du second message afin de correspondre à l'époque et d'aider la société d'alors à évoluer. Le premier message prend en

¹ Voir par exemple cette vidéo Rachid Nekkaz a payé 10 amendes anti-Niqab à Vienne en Autriche, soit 950 € https://www.youtube.com/watch?v=4Nrq5-yHfVc

compte les faiblesses et l'insuffisance des aptitudes humaines et, comme nous venons de l'exposer, était indéniablement nécessaire au stade initial de l'islam¹.

3) Violence auditive: l'appel à la prière

Il est un genre particulier de violence qui se répète cinq fois par jour: l'appel à la prière. Nous avons traduit plus haut les propos tenus par le muezzin. Nombreux sont ceux qui se plaignent de cette violence qui agressent tout le monde: enfants, malade, travailleurs, étudiants, etc. Mais rien n'arrête cette torture quotidienne. Dans certaines localités on implante des haut-parleurs dirigés surtout vers les quartiers non-musulmans pour troubler leur tranquillité. Des gens quittent leurs maisons et leurs appartements pour fuir ce phénomène. Non contents de pratiquer cette violence dans les pays où ils sont majoritaires, des musulmans veulent l'exporter vers les pays non musulmans².

La Suisse a dû recourir aux grands moyens en introduisant dans sa constitution l'alinéa 3 de l'article 72 qui dit: "La construction de minarets est interdite", à la suite de l'acceptation par le peuple suisse de l'initiative anti-minaret le 29 novembre 2009, provoquant l'indignation des bien-pensants dans les pays occidentaux. Les jihadistes judiciaires portèrent l'affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme. Celle-ci a déclaré irrecevable le recours déposé en décembre 2009 par la Ligue des Musulmans de Suisse. Dans sa décision du 28 juin 2011 la Cour "relève que le requérant se plaint essentiellement que la disposition constitutionnelle litigieuse heurte ses convictions religieuses. Il ne met dès lors en avant aucun commencement d'application de celle-ci et n'allègue, par ailleurs, pas que celle-ci ait déployé un quelconque effet concret à son égard. De l'avis de la Cour, le requérant n'est donc pas directement victime de la violation alléguée de la Convention. En l'absence d'allégation quant aux effets de la modification constitutionnelle litigieuse sur ses proches, il ne saurait non plus être considéré comme une victime indirecte".

Amnesty Suisse désapprouva la décision: "L'interdiction des minarets viole à la fois la liberté de religion des musulmans qui vivent dans notre pays et la prohibition de la discrimination pour des raisons de conviction religieuse, énoncée dans plusieurs instruments internationaux, dont la CEDH, auxquels la Suisse est partie". Elle souligne que le nouvel article constitutionnel est non seulement contraire au droit international mais constitue une atteinte inadmissible aux droits fondamentaux. Il n'est en effet pas compatible avec le principe de l'égalité devant la loi, la liberté de croyance et de conscience ainsi qu'avec l'interdiction de la discrimination³.

https://goo.gl/hfAKuv, traduction, p. 136-138. Pour plus de détails sur la position de Taha en rapport avec le voile, voir notre livre: Mahmud Muhammad Taha entre le Coran mecquois et le Coran médinois, 2018, p. 102-109

² Voir sous ce lien: https://blog.sami-aldeeb.com/?s=muezzin

³ https://goo.gl/iRQLt1

4) Attaques contre les lieux de culte non musulmans

Les attaques contre les lieux de culte des non-musulmans dans les pays arabes et musulmans, et même dans les pays occidentaux, ne se comptent plus. Mais quelle est la justification?

Je produis ici un article que j'ai écrit sur un livre publié en Égypte sur la destruction des églises¹.

L'ancien grand cheikh de l'Azhar (publié 2 fois en 2012 et 2013) appelle à la démolition des églises.

L'émission "cri et espoir" du canal chrétien csat.tv a diffusé un dialogue de Mme Nadia Youssuf mené par téléphone avec le conseiller Ahmed Maher goo.gl/3mG3de

Mme Nadia Youssuf lui a demandé d'exprimer son opinion à propos du livre "L'établissement de la preuve éclatante pour la démolition des églises d'Égypte et du Caire", dont l'auteur est Ahmed Abdel Moneim Al-Damanhori, grand cheikh de l'Azhar, décédé en 1192 AH (1778 AD) (à partir de la 45^e minute), et dont la couverture a été présentée à l'écran.

Le conseiller a répondu que l'auteur du livre est "un salafiste et non pas un azharite". Mme Nadia Youssuf lui répéta le nom de l'auteur et son titre, grand cheikh de l'Azhar, mais Ahmed Maher affirma à nouveau que l'auteur du livre est "un salafiste et non pas un azharite".

Mme Nadia Youssuf a rappelé que le livre est toujours sur le marché, et Ahmed Maher a répondu que la police de sûreté devrait faire son travail, que l'État devait le confisquer et examiner qui a accordé la licence pour le publier.

Mme Nadia Youssuf a dit alors pour la troisième fois que la couverture mentionne le nom du grand cheikh de l'Azhar comme auteur, mais Ahmed Maher rétorqua de façon catégorique qu'il "exonère l'Azhar de ce livre, que ce soit dans le passé comme dans le présent", en ajoutant que "la police de sûreté et les services de renseignement doivent retirer ce livre et enquêter sur son origine". La question doit être traitée avec fermeté, ce livre étant, selon lui, contraire au texte du Coran, qui dit: "Si Dieu ne repoussait pas les humains les uns par les autres, auraient été démolis des ermitages, des églises, des lieux de prière, et des sanctuaires, où le nom de Dieu est beaucoup rappelé. Dieu secourra qui le secourt" (H-103/22:40). "Nous devons collaborer pour que les synagogues des juifs, les églises des chrétiens et les mosquées les musulmans restent protégées. Les trois doivent rester protégées. Et c'est bien cela l'islam".

Le livre est bel et bien écrit par un ancien grand cheikh de l'Azhar

Face à l'insistance de Mme Nadia Youssuf sur le fait que le livre a été écrit par un ancien grand cheikh de l'Azhar, et la négation d'Ahmed Maher affirmant que l'auteur du livre est "un salafiste et non pas un azharite", nous avons estimé nécessaire d'enquêter sur l'auteur de ce livre et son contenu.

https://goo.gl/TteJdb

Le livre, dont la couverture a été présentée à l'écran par Mme Nadia Youssuf (à partir de la 45^e minute) porte la mention suivante:

"L'établissement de la preuve éclatante pour la démolition des églises d'Égypte et du Caire"

Il est écrit par Ahmed Abdel Moneim Al-Damanhori, grand cheikh de l'Azhar, décédé en 1192 AH (1778 AD). Le titre de ce livre est mentionné dans la biographie de l'auteur sur Wikipedia goo.gl/VTiDuv. Il a occupé la fonction de grand cheikh de l'Azhar de 1182 à 1190 AH (1768 à 1776 AD). Il est publié par Dar Al-Farouk, Mansoura, en 1433 AH (2012 AD), 215 pages. Il est aussi fait mention de ce qui suit sur la couverture:

Lu, commenté et comparé à l'original par Muhammad Ibn Saleh Al-Najdi Al-Athari, chercheur en droit musulman et membre de la commission de fatwa et des recherches scientifique dans la Fondation de la réforme en Égypte, sous la supervision du cheikh Ahmed Ibn Abdul Rahman Al-Naqib. Tous les deux sont des salafistes. Le superviseur est professeur à la Faculté d'éducation, de l'Université de Mansoura goo.gl/IBWPSm

Le livre porte le numéro de dépôt 1883-2012 auprès de la Bibliothèque nationale égyptienne. Il peut être téléchargé de plusieurs sites Internet, dont goo.gl/8dEqPW.

Muhammad Ibn Saleh Al-Najdi Al-Athari a présenté une conférence sur ce livre en trois épisodes dans une mosquée de Sinbillawain dont le titre est "L'établissement de la preuve éclatante pour la démolition des églises d'Égypte et du Caire", conférence dans laquelle il a appuyé le contenu de ce livre et s'est attaqué aux coptes:

Épisode I. youtube.com/watch?v=oC4Xdq 6lpc

Épisode II. youtube.com/watch?v=Wv_1xSD-WKw

Épisode III. youtube.com/watch?v=oUkIjI1Tllk

Le conférencier a expliqué la biographie de l'auteur, soulignant qu'il s'agit de l'ancien grand cheikh de l'Azhar Ahmed Abdel Moneim Al-Damanhori.

Autre édition de l'ouvrage de ce même grand cheikh de l'Azhar

Il existe une autre édition de ce livre publiée par la maison d'édition Maktabat Al-Nour, Mansoura, en 1434 AH = 2013 AD, 138 pages. Il est fait mention de ce qui suit sur la couverture:

"L'établissement de la preuve éclatante pour la démolition des églises d'Égypte et du Caire"

Il est écrit par Ahmed Abdel Moneim Al-Damanhori, grand cheikh de l'Azhar, décédé en 1192 AH (1778 AD)

Il a été révisé par Ahmed Al-Aqour (un salafiste), enseignant dans le département de rhétorique et de critique et littérature comparée à l'Université de Fayoum goo.gl/YQdUrA

Le livre porte le numéro de dépôt 7181-2013 auprès de la Bibliothèque nationale égyptienne.

Il peut être téléchargé de plusieurs sites Internet, dont goo.gl/9xLhCK.

On peut donc déduire que le livre "L'établissement de la preuve éclatante pour la démolition des églises d'Égypte et du Caire" est bien écrit par Ahmed Abdel Moneim Al-Damanhori, ancien grand cheikh de l'Azhar. Il est sorti auprès de deux maisons d'édition, en 2012 et 2013, à Mansoura, et il fait l'objet de dépôts légaux auprès de la Bibliothèque nationale égyptienne.

Shafiq Taher a écrit un article à ce sujet (dostor.org/1334979) intitulé "Le dixième Imam incite à la démolition des églises". Il s'agit d'une référence à l'auteur du livre susmentionné. L'article présente brièvement la position de l'auteur:

Le grand cheikh Al-Damanhori partage la Terre en quatre sections:

- Terre de l'Islam pure, dont la péninsule arabique: il y est strictement interdit de construire des églises, des lieux de culte ou des couvents.
- Terres conquises par la force, comme l'Égypte et le Maghreb, l'Irak et d'autres: il y est strictement interdit de construire de nouvelles églises, et celles qui existent déjà doivent être détruites.
- Terres conquises par un traité de paix, et dont les habitants peuvent y rester contre paiement de tribut (*jizya*) et l'impôt foncier: il y est permis de construire des églises si cela figure dans le traité de paix.
- Villes construites par les musulmans après la conquête comme le Caire, Bagdad, Wasit, Bassora, etc.: il y est strictement interdit de construire des églises parce qu'il s'agit de villes musulmanes qui étaient auparavant des déserts ou des ruines, et elles ont été construites par les musulmans.

Dans ces quatre catégories susmentionnées, les mécréants (*Al-kuffar*: les dhimmis) ne peuvent manifester extérieurement leur religion ou leurs prières.

L'article ajoute:

Je ne suis pas partisan de la censure et de l'interdiction. Mais un tel livre négligé dans les sous-sols des vieilles bibliothèques moisies est sorti tout à coup et réimprimé rapidement dans une librairie de Mansoura en 2013 à la suite des événements de la démolition de l'église d'Atfeeh et l'interdiction de la construction de l'église d'Edfou à Assouan. (...) Puis le cheik salafiste appelé Abu Hafs Ibn-al-Arabi Al-Athari en fournit une explication, diffusée sur youtube, dans une mosquée Sinbillawain. (...) Je ne pense pas que tout cela soit pure coïncidence, c'est une chose planifiée par des groupes salafistes.

J'ai lu deux fois le livre, qui porte comme titre "L'établissement de la preuve éclatante pour la démolition des églises d'Égypte et du Caire", et j'ai entendu toute l'explication, et n'y ai trouvé qu'incitation à la démolition des églises et incrimination des autorisations de construction de nouvelles églises en Égypte et au Caire, qualifiées de terres conquises par la force. Et comme le Caire a été construite par les musulmans, la construction d'églises doit y être interdite, et celles qui y existent doivent être démolies. Une question revient avec insistance dans mon esprit en lisant le livre du dixième Imam de l'Azhar Ahmed ben Abdel-Moneim Ibn Siam Ibn Youssuf Al-Damanhori: Qu'est-ce que Daesh a fait et qui ne figure pas dans les livres de droit musulman, et reste enseigné aux

étudiants de l'Azhar aujourd'hui? Qu'est-ce que Daesh a fait et qui n'a pas été écrit par le grand cheikh susmentionné de l'Azhar?!

Article de Rabab Kamal

Rabab Kamil a écrit un article (goo.gl/oVW1gm) portant le titre du livre "L'établissement de la preuve éclatante pour la démolition des églises d'Égypte et du Caire". Elle critique ceux qui prétendent que les actes terroristes contre les églises sont des actes individuels et isolés. Elle signale que l'auteur du livre en question n'est pas un cheikh salafiste, mais bien le grand cheikh Ahmed Ibn Abdul Menem Ibn Youssuf Ibn Siyam Al-Damanhori, connu sous le nom du grand cheikh Ahmed Al-Damanhori, autrefois grand cheikh de l'Azhar.

Rabab Kamal indique que l'histoire du manuscrit de ce livre a commencé quand certains chrétiens ont entrepris la construction d'une nouvelle église au Caire. Les musulmans se sont fâchés et ont demandé une fatwa du grand cheikh sur la construction et la rénovation des églises. Le grand cheikh Al-Damanhori a répondu que cela est interdit selon les quatre écoles (Hanafite, Shafi'ite, Malikite et Hanbalite), ajoutant qu'il est même interdit de réparer les édifices détruits, même si la destruction a eu lieu illégalement. Certains cheikhs salafistes se réfèrent à cette fatwa pour soutenir leurs interprétations sur la nécessité de démolir les églises, ou au moins d'en empêcher la construction et la restauration.

Parmi les partisans de ce manuscrit: Ahmed Abdel-Rahman Al-Naqib, un cheik salafiste et à la fois professeur à la Faculté d'éducation de l'Université de Mansoura et titulaire d'un doctorat en études islamiques. Rabab Kamal commente:

Oui, nous avons un professeur universitaire dans une université publique égyptienne qui parle librement de la démolition des églises en Égypte sans être poursuivi par les tribunaux pour incitation à la violence contre les lieux de culte prévue par les articles 160 et 161 du Code pénal, et sans être questionné en vertu de la loi sur la diffamation des religions et l'incitation par la parole définie par l'article 98 de cette même loi. Et la raison est évidente: il utilise des sources islamiques pour diffamer. Devrait-il être jugé par les tribunaux étatiques, ou faut-il juger ses sources islamiques et religieuses?

Elle signale en outre qu'Ahmed Al-Naqib a écrit l'introduction de ce manuscrit publié en 2012 dans un livre portant le titre du manuscrit original et publié par la maison d'édition Dar Al-Farouk, et que le livre a reçu le numéro de dépôt légal 1883-2012 de la Bibliothèque nationale égyptienne sans la moindre objection.

Rabab Kamal signale que le discours officiel actuel de l'Azhar comprend des fatwas permettant la construction d'églises, pour différentes raisons, dont probablement l'influence du discours politique sur l'Azhar, basé notamment sur le slogan de l'unité nationale. On ne doit pas non plus oublier que l'Azhar est une institution religieuse étatique, et pour cette raison elle ne peut être en contradiction avec le discours du gouvernement lui-même, en particulier dans le cadre d'un problème aussi épineux. On ne doit pas non plus perdre de vue la fatwa de l'actuel grand cheikh de l'Azhar Ahmed Al-Tayeb, qui a déclaré en août 2014 qu'il est licite de construire des églises, ceci toutefois à condition que la construction ne nuise pas à la sécurité nationale, comme si la construction des églises nuit à l'avenir du pays et non le terrorisme, la pauvreté, l'ignorance et l'intolérance? Nous ne pouvons pas non plus oublier la Fatwa égyptienne d'octobre 2011 qui permet une telle construction si elle n'est pas incompatible avec les lois de l'État. Ce qui impose l'établissement d'une loi unifiée relative aux lieux de culte, et non pas une loi pour construire des seules églises.

En même temps, Rabab Kamal signale une autre fatwa contradictoire publiée en 1997, lorsqu'on a interrogé le cheikh Attia Saqr, précédent chef du Département, à propos de la construction des églises dans les pays des musulmans (et la journaliste marque son opposition à ce que l'Égypte soit appelée pays des musulmans, car l'Égypte est le pays de tous les Égyptiens). Le cheikh Attia Saqr cita alors dans sa fatwa un récit rapporté par Ibn-Adiy de 'Umar, du Prophète Mahomet: "Aucune église ne devrait être construite dans l'Islam".

Rabab Kamal se demande:

Pourquoi Al-Azhar ne critique pas les sources du manuscrit en question et ses sources? Pourquoi ne fait-il pas face au vrai problème au lieu de recourir à des fatwas complaisantes et de se soumettre au message officiel étatique? Pourquoi l'Azhar ne confisque-il pas ce livre alors qu'il a obtenu le droit de saisie judiciaire de la part du ministère de la Justice en 2004? L'Azhar a fait usage de ce droit pour confisquer les écrits des romanciers et des penseurs jugés attentatoires à l'identité islamique, mais il ne trouve pas attentatoire un livre légitimant la démolition des églises bien qu'il soit en contradiction avec les fatwas officielles de l'Azhar au cours de ces dernières années.

Section 5. Liberté culturelle et artistique

La violence musulmane n'épargne pas l'art sous la plupart de ses formes: musique, chant, danse, sculpture, dessin, théâtre, cinéma. Inutile de rappeler la destruction des statues de Bouddha en Afghanistan en 2001.

1) Hostilité héritée du judaïsme

L'hostilité musulmane envers l'art provient de l'Ancien Testament, et plus précisément des fameux dix commandements. L'interdiction de l'art figuratif est inscrite en tête de ces commandements:

Je suis Yahvé, ton Dieu, qui t'ai fait sortir du pays d'Égypte, de la maison de servitude. Tu n'auras pas d'autres dieux devant moi. Tu ne te feras aucune image sculptée, rien qui ressemble à ce qui est dans les cieux, là-haut, ou sur la terre, ici-bas, ou dans les eaux, au-dessus de la terre. Tu ne te prosterneras pas

devant ces dieux et tu ne les serviras pas, car moi Yahvé, ton Dieu, je suis un Dieu jaloux¹.

D'autres versets reprennent la même idée², laquelle est développée dans le passage suivant:

Prenez bien garde à vous-mêmes: puisque vous n'avez vu aucune forme, le jour où Yahvé, à l'Horeb, vous a parlé du milieu du feu, n'allez pas vous pervertir et vous faire une image sculptée représentant quoi que ce soit: figure d'homme ou de femme, figure de quelqu'une des bêtes de la terre, figure de quelqu'un des oiseaux qui volent dans le ciel, figure de quelqu'un des reptiles qui rampent sur le sol, figure de quelqu'un des poissons qui vivent dans les eaux au-dessous de la terre³.

Les juifs sont sommés par l'Ancien Testament d'éliminer les représentations des divinités des peuples dominés. Moïse instruit ses coreligionnaires qui se préparent à entrer dans la "Terre promise":

Lorsque Yahvé ton Dieu t'aura fait entrer dans le pays dont tu vas prendre possession, des nations nombreuses tomberont devant toi... Tu les dévoueras par anathème. Tu ne concluras pas d'alliance avec elles, tu ne leur feras pas grâce... vous démolirez leurs autels, vous briserez leurs stèles, vous couperez leurs pieux sacrés et vous brûlerez leurs idoles⁴.

Quand vous aurez passé le Jourdain vers le pays de Canaan, vous chasserez devant vous tous les habitants du pays. Vous détruirez leurs images peintes, vous détruirez toutes leurs statues de métal fondu et vous saccagerez tous leurs hauts lieux⁵.

On trouve un écho de cette interdiction dans le mouvement iconoclaste byzantin (725-843) et dans la réforme sous la houlette de Martin Luther (1483-1546), Ulrich Zwingli (1484-1531) et Jean Calvin (1509-1564).

Les normes bibliques relatives à l'art figuratif ont été reprises par l'Islam. Le Coran signale l'hostilité de Noé à l'égard des idoles (M-71/71:23-27) et s'étend longuement sur l'histoire d'Abraham, modèle des musulmans (H-91/60:4), qui a mis en miettes les idoles de sa tribu (M-73/21:58), provoquant la colère de cette dernière⁶. Il mentionne également la condamnation des idoles par Moïse:

Nous avons fait passer la mer aux fils d'Israël. Ils sont venus auprès de gens attachés au culte de leurs idoles. Ils dirent: "Ô Moïse! Fais-nous un dieu semblable à leurs dieux". Il dit: "Vous êtes des gens ignorants. Ceux-là, ce en quoi ils sont est détruit, et ce qu'ils faisaient est vain" (M-39/7:138-139).

¹ Exode 20:2-5.

² Ex 20:23; Dt 5:8-9 et 27:15; Lv 19:4 et 26:1.

³ Dt 4:15-18.

⁴ Dt 7:1-2, 5. Voir aussi Ex 34:13; Dt 12:3.

⁵ Nb 33:51-52.

Voir sur l'hostilité d'Abraham à l'égard des idoles: M-47/26:69-77; M-55/6:74; M-72/14:35-36; M-73/21:52-69.

De nombreux récits de Mahomet parlent de son hostilité à l'égard des statues et des images, dont nous citons:

Jabir rapporte: Mahomet a ordonné à Umar Ibn-al-Khattab le jour de la conquête de La Mecque (en 630) d'aller à la Kaaba et d'effacer toute figure qui s'y trouve. Mahomet n'a accepté d'y entrer que lorsque toutes les figures ont été effacées.

Un autre récit dit que le jour de la conquête de La Mecque, Mahomet a trouvé autour de la Kaaba 360 idoles. Il les a poignardées une à une et les a faites tomber en répétant le verset suivant: "La vérité est venue et l'erreur a disparu. Car l'erreur est destinée à disparaître" (M-50/17:81).

Ayshah rapporte: Um Habibah et Um Salmah ont raconté au Prophète qu'elles avaient vu une église en Éthiopie qui comportait des figures. Il a dit: "Ces gens-là, lorsqu'un homme pieux meurt, ils construisent sur sa tombe un oratoire qu'ils décorent avec des figures. Ces gens sont les pires de la création auprès de Dieu le jour de la résurrection".

Elle rapporte aussi: "Le Messager de Dieu ne laissait rien qui comportait une croix dans sa maison sans l'effacer".

L'islam sunnite interdit de représenter Mahomet et les prophètes, contrairement à l'islam chiite. Les chiites font des images de leurs personnages religieux: Mahomet, Fatima, Ali, ses deux fils et leurs leaders religieux. Ces images sont vendues sur les lieux de pèlerinage; on les voit par exemple dans les cafés chiites en Irak comme en Iran. J'ai pu aussi constater que des chiites se rendent en grand nombre sur la montagne de Harissa au-dessus de Beyrouth pour honorer la Sainte Vierge. Ils n'hésitent pas à embrasser sa statue en murmurant des prières.

Pour ne pas trop nous étendre, nous nous limitons au printemps arabe et ses répercussions sur l'art figuratif¹.

2) Printemps arabe et mouvements islamistes

L'année 2011 a vu plusieurs pays arabes balayés par ce qu'on est habitué à appeler le printemps arabe.

Le phénomène a commencé le 17 décembre 2010, lorsque Mohammed Bouazizi, un jeune vendeur ambulant, s'est immolé à Sidi Bouzid en Tunisie pour protester contre la saisie de sa marchandise par la police. C'était le début d'une vague de contestation et d'affrontements qui ont conduit, le 14 janvier 2011, à la fuite du Président Ben Ali vers l'Arabie saoudite.

Le 25 janvier 2011, des manifestions débutent à la Place Tahrir, au Caire, qui vont se solder le 11 février par le départ du président Hosni Moubarak.

Le 15 mars 2011 a lieu un rassemblement à Damas. Le 26 avril, l'état d'urgence est déclaré et le lendemain plus de 80 manifestants sont tués. L'opposition réclame la

152

Nous renvoyons le lecteur intéressé à notre ouvrage L'Islam et la destruction des statues: Étude comparée sur l'art figuratif en droit juif, chrétien et musulman, Createspace (Amazon), Charleston, 2015.

démission du président Bachar Al-Assad, mais sans résultat et le pays plonge dans une guerre civile avec son lot de mort, de réfugiés et de destruction.

Le 15 février 2011, des émeutes éclatent à Benghazi, suivies de manifestions à Tripoli et ailleurs. Le 19 mars débutent des frappes aériennes de la coalition. Le 23 août, les rebelles s'emparent du quartier général de Kadhafi, tué le 20 octobre 2011.

D'autres pays arabes ont connu des révoltes: l'Algérie, le Maroc, le Yémen et le Bahreïn.

Ces révoltes ont suscité beaucoup d'espoir aussi bien dans les pays arabes qu'en Occident, mais elles ont fait le lit des mouvements intégristes musulmans qui ont pris pour cible le patrimoine culturel et religieux dans les pays arabes, sans parler des massacres, des expulsions et des destructions. Il serait trop long de faire état des dégâts irréparables causés par ces mouvements. Nous allons nous contenter ici de quelques faits et prises de position liés à notre sujet.

3) Héritage culturel égyptien et islamistes

Après l'abandon du pouvoir par le Président Hosni Moubarak, Omar Souleiman, le vice-président, et Mohamed Hussein Tantawi, président du Conseil militaire suprême, ont assuré l'intérim jusqu'au 30 juin 2012, date de l'investiture de Mohamed Morsi en tant que chef de l'État, en sa qualité de président du Parti Liberté et Justice, formation politique issue des Frères musulmans. À la suite d'un coup d'État, il a été renversé le 3 juillet 2013 par le ministre de la défense Abdel Fattah Al-Sissi, qui est devenu chef de l'État le 8 juin 2014. Morsi et les principaux dirigeants des Frères musulmans sont en prison et poursuivis pour différents délits, et le mouvement des Frères musulmans est déclaré organisation terroriste. Mais le mouvement salafiste, représenté par le parti Al-Nour, a pu tirer son épingle du jeu et se maintenir sur la scène politique en se ralliant à la destitution du Président Morsi. Ce mouvement était la deuxième force politique du Parlement, derrière les Frères musulmans, avec 29% des suffrages recueillis aux législatives de décembre 2011-janvier 2012.

Pendant la courte période du pouvoir de Morsi, les islamistes ont multiplié les prises de position, affichant clairement leur volonté d'appliquer le droit musulman dans toute sa rigueur, dont les normes islamiques hostiles à l'art figuratif.

Le 10 novembre 2012, le cheikh Murgan Salem Al-Gohary déclarait à la télévision Dream TV: "Il incombe à tous les musulmans d'appliquer les préceptes de l'islam ordonnant la destruction de ces idoles, comme nous l'avons fait en Afghanistan, en détruisant les statues de Bouddha". Deux sites en particulier sont visés: le Sphinx et la Grande Pyramide. Ces propos ont été proférés le lendemain d'une immense manifestation qui a rassemblé, au Caire, des milliers d'islamistes, dont des salafistes et des membres du *Jaama islamiya*. Leurs revendications: réclamer l'instauration en Égypte de la charia et inviter le président Mohamed Morsi à résister à ceux qui y sont hostiles. Murgan Salem Al-Gohary a été condamné à deux reprises, dont une peine d'emprisonnement à vie, lorsque Hosni Moubarak était président. Il a ensuite fui le pays pour l'Afghanistan. En 2007, il s'est rendu au

Pakistan, puis en Syrie qui, ensuite, l'a remis à l'Égypte. Après la chute de Moubarak, début 2011, il a été libéré de prison par une décision judiciaire¹.

Le prédicateur égyptien très médiatisé, le cheikh Muhammad Hassan, a émis une fatwa autorisant toute personne qui trouve un objet dans sa terre à se l'approprier et en disposer librement en vertu du droit musulman, et aucune autorité étatique ne peut la priver de ce droit, ajoutant que si l'objet en question représente une figure, elle doit être effacée². Il va jusqu'à demander aux commerçants musulmans de décapiter les mannequins utilisés pour exposer les vêtements dans les vitrines ou ailleurs; en les décapitant, les mannequins deviennent comme un arbre, et le dessin d'un arbre est autorisé en droit musulman³. Cet élément de la fatwa n'a pas suscité de réaction, contrairement à la partie relative aux vestiges et aux statues pharaoniques. Ce qui l'a obligé à nier l'avoir dit malgré la présence d'enregistrements allant dans ce sens⁴, et a consacré une longue émission à tenter de se disculper⁵.

Face à la réaction virulente provoquée par ces déclarations, un prêcheur salafiste, Abd al-Mun'im Al-Shahhat, a émis un avis invitant à recouvrir de cire les visages des statues⁶. Cette proposition a été soutenue par Yasser Al Borhamy, qui se considère comme l'émir des salafistes à Alexandrie. Il a publié un premier manifeste en octobre 20117 dans lequel il impose aux femmes le port de vêtements couvrant tout leur corps, ne laissant voir que leur visage, interdit aux hommes de se raser la barbe et exige la destruction de toutes les statues pharaoniques et des musées abritant de telles statues, la fermeture de toutes les stations de télévision à l'exception de celles consacrées au Coran et la non-diffusion de chansons ou de musique. Mais, dans une interview, tout en maintenant l'obligation de la destruction des statues, même celles qui ne font pas l'objet de dévotion, il a soutenu la proposition d'Abd al-Mun'im Al-Shahhat de recouvrir de cire les visages des statues8. Ce cheikh va jusqu'à interdire les images de Mickey Mouse et de Donald Duck dans les chambres des enfants parce que les anges, d'après un récit de Mahomet, n'entrent pas dans un lieu où se trouvent une image ou un chien, opinion rejetée par l'Azhar estimant que par image dans ledit récit on entend la statue, les bandes dessinées n'existant pas du temps de Mahomet⁹.

Le 6 décembre 2012, Le Ministère du waqf (biens religieux) et des affaires islamiques du Qatar a émis la fatwa suivante, n° 193021, en réponse à la question de

http://goo.gl/QV5Wul; vidéo http://goo.gl/WURFcQ; http://goo.gl/R7qCrW; http://goo.gl/D9LAFv; http://goo.gl/f4kmGS

² http://goo.gl/iAMTQJ

³ http://goo.gl/Xc8Ywe

⁴ http://goo.gl/cmrdJA

⁵ Voir ces cinq vidéos: http://goo.gl/juhNju, http://goo.gl/dk9CWl, http://goo.gl/08wOSg, http://goo.gl/pPgFoJ, http://goo.gl/NVFrXu

⁶ Voir ces vidéos: http://goo.gl/w6Q5Mp, http://goo.gl/K6B3nQ, http://goo.gl/dC9EQp

⁷ http://goo.gl/8rP2Iw

⁸ http://goo.gl/2DKcYt

⁹ http://goo.gl/dey0t0

savoir s'il est vrai qu'il faut détruire les Pyramides et le Sphinx à titre d'idoles, comme l'exige le cheikh salafiste¹:

Niveler les tombes saillantes et effacer les visages des statues est un devoir, comme le prévoient de nombreux textes. Il est rapporté d'après Abou Hiyadj Al-Assadi que Ali ibn Talib lui dit: "Ne vais-je pas vous confier une mission identique à celle que j'avais exécutée pour le compte du messager d'Allah (bénédiction et salut soient sur lui): va détruire toute statue que tu trouveras et ramène au ras du sol toute tombe que tu découvriras surélevée". Ceci a été rapporté par Muslim. Et les textes dans ce domaine sont nombreux et bien connus. Mais cela dépend des possibilités. Si les musulmans ne peuvent pas changer une chose répugnante ou la supprimer, ils ne sont pas tenus de le faire, Dieu ne chargeant une personne qu'en fonction de ses capacités. Par la suite, si la possibilité se concrétise, il faut peser les avantages et les inconvénients. Si le désavantage à supprimer la chose répugnante est supérieur à l'avantage, il ne faut pas l'entreprendre, comme indiqué par les savants.

Ceci étant connu, il faut se référer dans de telles affaires délicates aux savants du pays concerné, parce qu'ils peuvent mieux apprécier les avantages et les inconvénients, et déterminer ce qui est possible et ce qui ne l'est pas, en tenant compte de l'attitude des savants musulmans du passé face à ces vestiges.

La presse égyptienne a relaté cette fatwa le 1^{er} mars 2015 en indiquant que l'émir Tamim du Qatar soutient Obama dans sa lutte contre Daech alors que les sites web qataris émettent des fatwas pour la destruction des tombes et l'effacement des statues, comme l'avait fait le cheikh Murgan Salem Al-Gohary².

En août 2013, les islamistes se sont attaqués au musée national de Mallaoui, au sud de Minya, brûlant, détruisant et dérobant 1041 objets d'art, dont des pièces de monnaie, des bijoux et des statues datant du début de l'histoire égyptienne à l'époque islamique³.

L'héritage culturel égyptien reste dans la ligne de mire des islamistes, y compris les islamistes non égyptiens. On lit ainsi dans une fatwa en français portant le numéro 20894 et intitulée "La nécessité de briser les idoles, publiée dans le site du Cheikh saoudien Muhammad Salih Al-Munadjdjid⁴:

Question: Doit-on, selon l'Islam, détruire les statues, dussent-elles relever du patrimoine civilisationnel humain? Pourquoi les Compagnons s'abstinrent-ils de les détruire dans les pays conquis par eux?

Réponse: Louanges à Allah

Des arguments religieux indiquent la nécessité de détruire les idoles. En voici quelques-uns:

Muslim a rapporté d'après Abou Hiyadj Al-Assadi que Ali ibn Talib lui dit: "Ne vais-je pas vous confier une mission identique à celle que j'avais exécutée

¹ http://goo.gl/WY1vJi

² http://goo.gl/h3ow1X. Voir aussi cette vidéo http://goo.gl/jbtu3U

http://goo.gl/bkkVSt. Voir la liste en anglais des objets du musée: http://goo.gl/KR98ou

⁴ http://goo.gl/lzXCfa

pour le compte du messager d'Allah (bénédiction et salut soient sur lui): va détruire toute statue que tu trouveras et ramène au ras du sol toute tombe que tu découvriras surélevée" (Muslim n° 969).

Muslim a rapporté qu'Amr ibn Absata avait dit au Prophète: "Quelle est la teneur de ton message?" "Je suis chargé d'enseigner l'entretien des liens de parenté, de détruire les idoles et de prêcher l'unicité absolue d'Allah qui n'a point d'associé" (Muslim, n°832).

Il faut surtout les détruire si on les adore en dehors d'Allah.

Al-Bukhari et Muslim ont rapporté (respectivement sous les numéros 3020 et 2476) d'après Djarir ibn Abd Allah Al-Badjali que le Messager d'Allah lui avait dit: "Ô Djarir! Ne vas-tu pas nous débarrasser de Dhal-Khalassa, un lieu de culte des khathamm dénommé la Kaaba yéménite?" Djarir dit: "Je pris tout de suite le départ à la tête de 150 cavaliers. Je savais mal monter à cheval et j'en fis part au Messager d'Allah. Il me tapota la poitrine et dit: mon Seigneur! Raffermis-le et fais de lui un guide bien guidé". Djarir se rendit sur les lieux et incendia l'idole. Et puis il dépêcha quelqu'un au Messager d'Allah (bénédiction et salut soient sur lui) pour lui annoncer la bonne nouvelle. L'envoyé qui portait le sobriquet d'Abou Artar se rendit auprès du Messager d'Allah (bénédiction et salut soient sur lui) et lui dit: "Nous n'avons quitté les lieux qu'après avoir rendu l'idole comme un chameau galeux". Et le Messager d'Allah de prier cinq fois pour Ahmas (la tribu du commando) et ses chevaux.

Al-Hafiz ibn Hadjar a dit: "Ce hadith indique la légalité de la destruction de tout ce qui constitue une tentation pour les gens; qu'il s'agisse d'une construction, ou d'un homme ou d'un animal ou d'un objet inanimé".

Le Messager d'Allah (bénédiction et salut soient sur lui) dépêcha Khalid ibn al-Walid à la tête d'un commando chargé de détruire Al-Uzza.

Il dépêcha encore Saad ibn Zayd al-Ashehali (P.A.a) à la tête d'un commando pour détruire Soua. Tout cela fut fait après la conquête de La Mecque. Voir Al-Bidaya wa al-Hidaya, 4/712;776;5/83. Et al-sira al-nabawiyya par le Docteur Ali Al-Silabi (2/1186).

Al-Nawawi dit dans son commentaire sur le Sahih de Muslim à propos de la fabrication des images: "Ils (ulémas) sont tous d'avis qu'il est interdit de fabriquer des objets ayant une ombre et qu'il faut les changer".

Les images ayant une ombre sont celles qui possèdent un relief comme les statues.

S'agissant de la non-destruction des idoles par les Compagnons dans les pays conquis, il n'y a là que conjectures et fausses opinions. Car les compagnons du Prophète (bénédiction et salut soient sur lui) ne pouvaient pas laisser intactes des idoles qui faisaient l'objet d'un culte. Si on dit: comment les Compagnons et d'autres conquérants ont épargné les anciennes idoles des pharaons et des Phéniciens?

Nous disons qu'il y a trois cas à distinguer:

- 1) Le premier est celui des idoles qui se trouvent à des endroits éloignés auxquels les compagnons n'étaient pas parvenus. La conquête de l'Égypte par les Compagnons ne signifie pas qu'ils maîtrisèrent parfaitement toutes ses parties.
- 2) Le deuxième est que ces idoles n'étaient pas apparentes. Elles étaient à l'intérieur des maisons des Pharaons. Or, le Prophète (bénédiction et salut soient sur lui) avait enseigné à ses compagnons de dépasser rapidement les maisons des injustes et des gens châtiés. Il avait même interdit de les fréquenter. Un hadith rapporté dans les Deux Sahih dit: "N'entrez pas chez les gens châtiés à moins de pleurer (par craindre) de subir leur sort". Le Prophète (bénédiction et salut soient sur lui) disait ces propos lors de son passage sur le site jadis occupé par les Thamoudes, peuples de Salih (psl). Une autre version citée dans les Deux Salih dit: "Si vous ne pouvez pas pleurer, n'y entrez pas. Aussi éviterezvous de subir leur sort".

Nous croyons que quand les Compagnons du Prophète (bénédiction et salut soient sur lui) découvraient un temple ou une maison laissée par les gens, ils n'y entraient pas et ne cherchaient pas à savoir ce qu'il y avait là-dedans. Ceci permet de savoir pourquoi les Compagnons ne s'occupèrent pas des Pyramides et de leurs contenus. À cela s'ajoute qu'il est possible qu'à l'époque les accès des Pyramides aient été ensevelis par le sable.

3) Le troisième est que beaucoup de ces idoles, qui sont apparentes aujourd'hui, étaient jadis couvertes. Certaines ont été découvertes récemment et d'autres amenées à partir d'endroits éloignés que les Compagnons du Prophète (bénédiction et salut soient sur lui) n'avaient pas atteints.

Il a été demandé à Zarkaly si les Compagnons qui s'étaient rendus en Égypte avaient vu les Pyramides. Il dit: "La plupart des Pyramides étaient ensevelies par le sable. C'est surtout le cas du Sphinx" Voir Shibh Djariratoul arabe, 4/1188.

À supposer qu'il y eût une statue non couverte par le sable, il faut prouver que les Compagnons l'avaient découverte et qu'ils eussent la possibilité de la détruire.

La réalité montre que les Compagnons ne pouvaient détruire certaines de ces statues. Car, en dépit de l'usage de machines, d'appareils, d'explosifs et d'autres instruments que les Compagnons ne possédaient pas, il a fallu 20 jours pour détruire certaines statues.

Cela s'atteste dans ce que rapporte Ibn-Khalduon dans son Introduction (p. 383) à savoir que le calife Al-Rashid avait décidé de détruire le château de Chosroes. Il s'était mis à l'œuvre après avoir rassemblé du monde et mobilisé des haches. Et puis il fit chauffer l'ensemble à l'aide du feu et y jeta du vinaigre. Mais il fut incapable d'atteindre son but. De même le calife Mamoun voulut détruire les Pyramides et rassembla des ouvriers pour cela, mais il n'y réussit pas.

Quant à dire que ces statues font partie du patrimoine mondial, voilà des propos qui ne méritent aucune considération. Car Al-Lat, Uzza, Hubal, Manat et d'autres idoles constituaient un patrimoine pour les Quraychites et d'autres habitants de la péninsule arabique qui les adoraient. C'est bien un patrimoine,

mais un patrimoine interdit qu'il faut éradiquer. Quand Allah et son Messager émettent un ordre, le croyant doit s'empresser à l'exécuter. On ne peut pas opposer de tels arguments fallacieux à l'ordre d'Allah et son Messager. Le Très Haut a dit: "La seule parole des croyants, quand on les appelle vers Allah et Son messager, pour que celui-ci juge parmi eux, est: "Nous avons entendu et nous avons obéi". Et voilà ceux qui réussissent" (Coran, 24; 51).

Nous demandons à Allah d'assister tous les musulmans à faire ce qu'Il aime et agrée. Allah le sait mieux.

Cette fatwa a été reproduite le 2 avril 2014 en arabe dans le forum d'information djihadiste où Daech publie ses communiqués¹, donc moins d'une année avant la destruction des statues du musée de Mossoul. Elle figure aussi sur le site du Ministère du waqf (biens religieux) et des affaires islamiques du Oatar, avec le numéro 7458 et la date du 19 mars 2001². L'auteur de cette fatwa interdit la photographie et l'acquisition de statues³. À la question de savoir s'il est permis de construire une statue en glace, il répond: "Si la statue en glace ne comporte pas des contours clairs représentant le visage, l'œil et la bouche et n'est qu'un corps sans contours précis comme l'épouvantail érigé par les cultivateurs pour chasser les oiseaux et comme les panneaux placés sur les routes pour signaler des travaux en cours, elle ne présente aucun inconvénient. Il en va de même des jouets que les enfants fabriquent pour s'amuser car il s'agit d'objets banaux. Il est bien connu que les enfants éprouvent un besoin psychologique de se divertir et de se faire plaisir, en particulier dans les endroits où il ne neige que rarement. S'il s'agit d'une statue en glace possédant les contours clairs du visage, la majorité des ulémas prône l'interdiction de sa fabrication, compte tenu de la portée générale de l'interdiction de la fabrication des statues que nous avons abordée exhaustivement dans la réponse donnée à la question n° 146628⁴. Ceci s'applique aussi à toute statuette fabriquée à partir de pâte de farine, de bonbons et autres. Ce dernier type de statuette demeure moins grave que celles susceptibles de rester durablement. Elles sont aussi moins graves à cause de l'usage banal qu'on en fait. Il est bien connu que les interdits sont de degrés divers et que les textes religieux interdisent la fabrication de statues. Ce qui compte pour considérer une construction comme une statue, c'est la tête. Si on coupe celle-ci ou déforme le produit, il cesse d'être frappé d'interdiction. C'est dans ce sens qu'Al-Bayhaqui (14580) a rapporté qu'Ibn Abbas (P.A.a) a dit: "C'est la tête qui constitue la partie essentielle d'une image sculptée, si on l'enlève, elle ne l'est plus". Ibn Qudamah (Puisse Allah lui accorder la miséricorde) a dit: "Une sculpture esquissée sans tête n'est pas frappée d'interdiction car elle ne représente pas le corps complet d'un animal"5.

http://goo.gl/da1Gp9; on peut aussi consulter un texte du saoudien Nassir Ibn-Hamad Al-Fahd allant dans ce même sens: http://goo.gl/CJdlxL, ainsi que http://goo.gl/EsqBtW

² http://goo.gl/wm86Kl

³ http://goo.gl/TNmjJN

⁴ http://goo.gl/3Exl9G

http://goo.gl/JndNC1

Au mois de mars 2015, Ibrahim Al-Kandari¹, un prédicateur koweitien, a une nouvelle fois appelé à détruire le Sphinx et les Pyramides d'Égypte, déclarant que le temps était venu pour les musulmans d'éradiquer le legs des pharaons. Il estime que même si les monuments anciens ne sont pas religieux, car ils sont plutôt des sites culturels et historiques, ils devraient être "détruits" par les musulmans pour mettre fin au culte des images. Il ajoute: "Le fait que les premiers musulmans, qui étaient les disciples du prophète Mahomet, n'aient pas détruit les monuments des pharaons en pénétrant sur le sol égyptien ne signifie pas que nous ne devons pas le faire aujourd'hui".

Ces appels à la destruction des vestiges pharaoniques et des statues ont soulevé différentes objections.

- Les vestiges pharaoniques et les statues ne font pas l'objet de dévotion et ne sauraient être assimilés à des idoles. Si Mahomet a détruit les idoles de La Mecque c'est parce qu'elles étaient adorées et associées à Dieu. Cette objection est à double tranchant parce qu'elle légitime en fait la destruction des statues et des croix des chrétiens, des statues de Bouddha et des statues des divinités hindouistes. Les fondamentalistes arguent que les normes islamiques ordonnent de bannir toute représentation figurée même si elle ne fait pas l'objet de dévotion. Ceci afin d'exclure toute possibilité de dévotion à l'avenir.
- Les compagnons de Mahomet et les musulmans n'ont pas touché aux vestiges pharaoniques et aux statues. Les fondamentalistes répliquent que les musulmans doivent se conformer non pas aux pratiques des compagnons de Mahomet et des musulmans mais aux normes divines. Ils ajoutent que les statues et le Sphinx n'ont été rendus visibles que ces derniers siècles. Par ailleurs, il y a eu des tentatives de détruire les Pyramides du temps des premiers gouverneurs musulmans de l'Égypte, mais ils n'avaient pas les moyens de le faire, alors qu'aujourd'hui il est devenu possible de les détruire.
- Les vestiges pharaoniques et les statues appartiennent à l'héritage de l'humanité et sont des biens culturels protégés. De plus, ces vestiges sont des sources de revenus, par le biais du tourisme. Ce à quoi les fondamentalistes répondent avec mépris qu'ils sont tenus d'appliquer la loi de Dieu, et non pas les lois humaines. Ni la désapprobation des autres, ni l'appât du gain ne doit nous empêcher d'appliquer la loi de Dieu. L'obéissance à la loi divine est au-dessus de toute autre considération. Cette réplique des islamistes reste généralement sans réponse de la part des autorités religieuses et des milieux laïques opposés à la destruction des vestiges pharaoniques et des statues. Personne en fait ne saurait se heurter frontalement à la loi divine. Tout comme personne ne saurait mettre en question la destruction des statues qui font l'objet de dévotion, car Mahomet l'a fait.

Ajoutons ici que les positions des autorités égyptiennes en matière d'art figuratif ont été très fluctuantes. Si aujourd'hui elles s'opposent à la destruction des vestiges et des statues pharaoniques, elles n'ont jamais pris position contre la destruction des statues pouvant faire l'objet de dévotion.

.

http://goo.gl/EXunx9; source arabe: http://goo.gl/Jfgus1

En 2006, le Ministère égyptien de la culture et les artistes se sont heurtés à 'Ali Jum'ah, mufti de la République, pour une fatwa dans laquelle il interdit l'acquisition de statues pour décorer les maisons ou autres usages, considérant ce geste comme un péché. Il s'agit probablement de la Fatwa 530 datée du 2 août 2004¹. Un homme d'affaires importe des cadres de photos comprenant des images et des statuettes en porcelaine à placer sur un bureau comme cadeau, représentant des oiseaux et des enfants. Il demande si cette activité est licite, et ce qu'il devrait faire des stocks dont il dispose. La fatwa signée par le cheikh en question interdit la création et la commercialisation de statues complètes en matière durable comme le bois, le métal ou la pierre, sauf intérêt impératif, et cite plusieurs récits de Mahomet allant dans ce sens. Sont exceptés les jouets et les objectifs didactiques, et certains juristes permettent les statuettes en pâte ou en sucrerie. L'homme d'affaires peut donc négocier avec des images ou des statues de nus, et vendre ses statuettes en partant de l'idée qu'elles ne représentent pas la création complète de Dieu. Dar al-iftaa, l'institution chargée de la fatwa, s'est emportée contre l'utilisation de cette fatwa qui date de plusieurs années (sic) et répondait à un jeune sculpteur (sic).

Le ministre de l'éducation, Farouk Hussayn, lui-même peintre, s'est dit choqué par cette fatwa. Mais celle-ci a été soutenue par le cheikh 'Ali Abu-al-Hassan, conseiller du cheikh de l'Azhar, estimant qu'une statue ressemblant à une personne ou à un animal vivant est interdite si elle est placée pour être honorée, comme la statue de Ramsès ou la statue du musicien Muhammad Abd-al-Wahhab, n'excluant de l'interdiction que les statuettes et les petites figurines qui ne reproduisent pas la forme normale de la personne ou de l'animal. Le professeur Abdel-Sabour Shahin par contre a rejeté cette fatwa, estimant que l'utilisation de statues pour la décoration des maisons est licite parce que l'époque des idoles est révolue. L'artiste Izzedine Najib a condamné cette fatwa, en rappelant la fatwa de Muhammad Abdou en 1905² qui avait tranché cette question en faveur des statues parce que l'époque de l'idolâtrie est révolue, ajoutant que la fatwa du cheikh 'Ali Jum'ah nous ramène à l'époque de l'obscurantisme moyenâgeux dont notre société n'a pas besoin³. Dans une vidéo, le cheikh 'Ali Jum'ah a essayé de faire marche arrière, allant jusqu'à justifier ce qu'ont fait les Talibans en détruisant les statues de Bouddha. Cette destruction, dit-il, n'a pas eu lieu parce qu'il s'agit d'idoles, mais pour défier les mécréants, et il maintient l'interdiction des statues qui sont adorées, comme c'est le cas dans l'hindouisme4.

L'académie des recherches islamiques de l'Azhar a approuvé, à la demande du Sénégal⁵, la création de statues et autres objets de souvenirs pour encourager le

1 http://goo.gl/nyxVeQ; http://goo.gl/Ewzzmm

² Voir une critique de la fatwa de Muhammad Abdou: http://goo.gl/bxNT7W, texte signé par le Dr Yahya Hisham Farghal.

³ Voir sur cette fatwa http://goo.gl/3488MP, http://goo.gl/BSHO1v

⁴ http://goo.gl/md3D6s

⁵ http://goo.gl/HD53wm; http://goo.gl/SiIUAi

tourisme, position critiquée par certains¹, et approuvée par d'autres². Décidemment, avec les autorités religieuses musulmanes on ne sait pas sur quel pied danser.

Raymond Ibrahim fait remarquer qu'une grande partie de la haine des musulmans pour leur patrimoine préislamique est liée au fait que, traditionnellement, ils ne s'identifient pas à telle nation, culture ou langue, mais seulement à la Oumma, ou nation islamique. Par conséquent, même si de nombreux Égyptiens, musulmans et non musulmans, se voient d'abord et avant tout comme des Égyptiens, les islamistes n'ont pas d'identité nationale, ils s'identifient seulement à la "culture" islamique basée sur la "Sunnah" du prophète et à l'arabe, la langue de l'islam. Ce sentiment s'est clairement exprimé quand l'ancien leader des Frères musulmans, Mohammed Akef, a déclaré "Au diable l'Égypte", indiquant par-là que les intérêts de son pays sont subordonnés à ceux de l'islam³.

Il nous faut ici relever d'autres faits qui illustrent la haine des islamistes envers l'art figuratif.

En novembre 2011 à Alexandrie, le parti salafiste *Hizb al-nour* (parti de la lumière) a couvert la fontaine de Zeus d'un voile intégral et lui a mis au cou une pancarte électorale. De plus, les salafistes y ont fixé une énorme affiche sur laquelle on peut lire: "Les femmes égyptiennes se dévouent pour leurs maris et pour la nation"⁴.

Il y a eu aussi la décapitation du monument érigé en hommage au romancier et critique égyptien Taha Hussein, le ministre de l'Enseignement (à la fin des années 1940), qui disait que "l'éducation est comme l'eau et l'air". C'est d'ailleurs cette phrase qui figurait sur le socle de la statue érigée à Minieh, sa ville natale⁵.

Des inconnus s'en sont pris au monument érigé en l'honneur d'Oum Kulthoum, la chanteuse vénérée par tout un peuple, toutes classes sociales confondues. Mais cette fois-ci le visage de "l'astre d'Orient" n'a pas été décapité; on l'a recouvert d'un niqab. Des partisans des Frères musulmans ont distribué des photos sur Internet⁶.

L'hostilité des islamistes envers les statues ne s'arrête pas aux statues pharaoniques, mais s'étend aux objets de dévotion des chrétiens. En août 2012, Youm-7, l'un des media laïques les plus populaires d'Égypte, relatait qu'au moins dix-sept librairies de Shubra, l'un des plus grands quartiers du Caire, subissent des menaces parce qu'elles vendent des icônes chrétiennes et des statuettes. Les commerçants sont "paniqués" et disent qu'ils ont reçu des messages de menace les mettant en demeure de cesser de vendre des objets "idolâtres". Entre autres, ces lettres dont des

¹ Voir ce texte anonyme http://goo.gl/8yP3dL, ainsi que le refus d'un savant saoudien: http://goo.gl/zB3PsQ

² http://goo.gl/X5ALN7

http://goo.gl/vWB1TT; http://goo.gl/32EOzT; http://goo.gl/4qzTtw

⁴ http://goo.gl/f9AEZu

⁵ http://goo.gl/Mx5IbN

⁶ http://goo.gl/kZRMSd. Voir cette vidéo http://goo.gl/455Doi

copies ont été envoyées à Youm-7 disent: "Nous vous lançons un avertissement, Nassara (chrétiens): cessez votre sale négoce d'idoles répugnantes¹".

La position la plus étrange dans ce domaine réside probablement dans la réponse d'Ahmad Subhi Mansour, chef de file des coranistes, exilé aux États-Unis. Un lecteur pose la question suivante: "Est-ce que la destruction des statues des mécréants à La Mecque est véridique? Si tel est le cas, comment concilier ce geste avec le verset 109:6: "À vous votre religion, et à moi ma religion" et avec la liberté d'opinion et de croyance dans l'islam?" La réponse est la suivante:

Ce fait n'est pas véridique. Il se peut que ce soit la tribu de Quraych qui ait détruit les statues pour prouver la sincérité de sa conversion à l'islam. Et il est prouvé que certains musulmans de Médine sanctifiaient les pierres dressées et les tombes sacrées. De ce fait, l'interdiction d'une telle dévotion était parmi les derniers versets révélés: "Ô vous qui avez cru! Le vin, le jeu de hasard, les [pierres] dressées et les flèches [divinatoires] ne sont qu'opprobre, œuvre du satan. Écartez-vous-en. Peut-être réussirez-vous! Le satan ne veut, par le vin et le jeu de hasard, que faire tomber parmi vous l'inimitié et la haine, et vous rebuter du rappel de Dieu et de la prière. Allez-vous donc vous [en] interdire?" (H-112/5:90-91). Méditez aussi le verset suivant: "Obéissez à Dieu, obéissez à l'envoyé, et prémunissez-vous! Si vous tournez le dos, sachez alors qu'il n'incombe à notre envoyé que la communication manifeste". Ceci signifie que Mahomet et Dieu n'étaient pas obéis jusqu'à la révélation de ces versets².

4) Destruction des statues assyriennes

Les projets des mouvements islamistes égyptiens d'appliquer les normes islamiques relatives à l'art figuratif ont échoué parce que ces mouvements n'ont pas pu s'imposer sur le terrain face à l'État égyptien. Les mouvements islamistes en Syrie et en Irak par contre, dominant des portions importantes du territoire en l'absence d'un pouvoir étatique effectif, ont ouvert la voie à l'application aussi bien des normes relatives à l'art que de celles relatives au droit pénal musulman dans toute sa cruauté, jusqu'au retour de l'esclavage. C'est dire que chaque fois qu'un mouvement islamique s'implante sur un territoire et que l'État y perd ses prérogatives de maintien de l'ordre, les normes islamiques resurgissent. On le constate d'ailleurs même en Occident.

L'Orient-le-Jour du 13 février 2013 rapporte que des membres d'un groupe armé ont coupé la tête de la statue d'un célèbre poète de l'époque abbasside, Abou al-Alaa al-Maari, dans sa ville natale Maaret Al-Noomane en Syrie tenue par les rebelles. Né en 973, Abu-al-Alaa Al-Ma'arri a perdu la vue très jeune. Il est devenu l'un des plus grands poètes arabes, connu pour ses critiques de l'islam et d'autres religions³.

Le 26 février, l'EI a diffusé une vidéo montrant des destructions d'œuvres d'art, tournée dans le musée de Mossoul. Certaines sont des répliques en plâtre d'origi-

² http://goo.gl/2ZAZPz

http://goo.gl/SrdQpP

³ http://goo.gl/Vw8IVc

naux, d'autres sont authentiques, attaquées au marteau-piqueur, et perdues à jamais. Dans la vidéo, un homme non identifié, qui s'exprime en arabe classique, s'adresse ainsi aux musulmans: "Musulmans, ces reliques que vous voyez derrière moi sont les idoles qui étaient vénérées à la place d'Allah il y a des siècles". Le film de cinq minutes s'achève avec des destructions sur un autre site archéologique, qui pourrait être celui de Ninive, ancienne capitale de l'empire chrétien d'Assyrie¹.

Le 5 mars 2015, l'EI a "pris d'assaut la cité historique de Nimroud et a commencé à la détruire au bulldozer", a indiqué le Ministère du tourisme et des antiquités sur sa page Facebook officielle. "Les membres de l'État islamique sont venus sur le site archéologique de Nimroud et ils y ont pillé les objets de valeur avant de raser le site", avait affirmé auparavant une source habitant près de Mossoul. "Il y avait des statues et des murailles, ainsi qu'un château que l'État islamique a intégralement détruits". Nimroud, une cité fondée au 13^{ème} siècle avant JC, est située sur les rives du Tigre à quelque 30 km de Mossoul, la grande ville du nord de l'Irak, contrôlée par l'EI depuis juin. Cet acte a été qualifié de "crime de guerre" par l'UNESCO².

L'Organisation de l'ONU pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a dénoncé samedi 7 mars 2015 ce qu'elle a affirmé être la "destruction" de la cité antique de Hatra en Irak par les djihadistes du groupe État islamique (EI). Un habitant des environs de Hatra a affirmé à l'agence Reuters avoir entendu tôt samedi une puissante explosion. Selon lui, d'autres personnes vivant dans les environs ont déclaré que les djihadistes avaient détruit certains des grands édifices du site et en rasaient d'autres au bulldozer. Saeed Mamuzini, le porte-parole de la branche du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) à Mossoul, a affirmé de son côté que les djihadistes avaient eu recours à des explosifs pour faire sauter certains édifices de Hatra et en attaquaient d'autres au bulldozer³.

Ces destructions ne se sont pas limitées aux statues – elles ont englobé les lieux de culte et les monuments classés qui ne conviennent pas aux fondamentalistes venus de nombreux pays arabes, musulmans et occidentaux. C'est le cas de la mosquée qui s'élevait sur le tombeau du prophète Jonas, car à cet endroit les prières des fidèles pouvaient s'adresser à ce prophète. Or les fondamentalistes considèrent que toutes les prières doivent être dirigées vers Dieu. Et tout ce qui n'est pas Dieu n'est pas conforme à la bonne manière d'interpréter la religion⁴.

Les lieux de culte chrétiens ont aussi fait l'objet de destruction. On se limitera à mentionner le Monastère de Saint Georges à Mossoul⁵.

_

http://goo.gl/fUJvgI; voir la vidéo de la destruction http://goo.gl/2yA1rM; certains ont émis des doutes concernant les destructions commises par l'État islamique en Irak: http://goo.gl/zgSBhd

Pour la reconstitution virtuelle du palais de Nimroud par le Metropolitan Museum of Art de New York, voir cette vidéo http://goo.gl/fOA0C7. Voir aussi cette vidéo http://goo.gl/vCxXZ7. Plusieurs sources ont été utilisées dont http://goo.gl/2jAxPB

³ http://goo.gl/u17nau

http://goo.gl/aTMsi6; vidéo de la destruction http://goo.gl/7GXYFv

Voir les photos de destruction diffusées par les fondamentalistes dans http://goo.gl/dUuKHZ

Ces destructions se sont étendues aussi aux anciens manuscrits. Les combattants de l'organisation État islamique auraient pris possession de la Bibliothèque centrale de Mossoul pour "assainir" les fonds documentaires. Selon les habitants, ils auraient emmené avec eux, dans six pickups, plus de deux milles livres pour les détruire. Étaient concernés des livres pour enfants, des ouvrages de poésie, de philosophie, de santé, de sport et de sciences, ainsi que des journaux datant du début du XX^e siècle, des cartes ottomanes et des collections privées offertes par les vieilles familles de Mossoul. Seuls les livres traitant de l'islam auraient été épargnés. Un homme en tenue afghane aurait harangué la foule: "Ces livres appellent à la désobéissance à Dieu, ils doivent être brûlés". Les assaillants auraient ensuite mis le feu aux documents devant les étudiants. "Les extrémistes ont déjà commencé à détruire les livres dans les autres bibliothèques publiques de Mossoul le mois dernier (janvier, NDLR)", témoigne un professeur d'histoire de l'Université de Mossoul. Selon lui, les préjudices touchent les archives d'une bibliothèque sunnite, celle de l'Église latine et le monastère des Dominicains¹.

Il n'est pas possible d'établir un inventaire de toutes les destructions que l'EI a entrepris durant les quelques mois de sa domination dans certaines régions de la Syrie et de l'Irak. Pour ce faire, il faut attendre sa défaite sur le terrain. Ce qui nous intéresse ici n'est pas d'établir les faits, mais d'examiner les réactions et les motivations de ceux qui approuvent ces destructions et de leurs opposants. Il ne s'agit pas de citer toutes les opinions, mais d'en présenter un résumé et quelques échantillons. La réaction la plus intéressante contre la destruction des statues de Mossoul est celle de Dar Al-Iftaa, organisme musulman égyptien officiel qui émet des fatwas censées être en conformité avec le droit musulman. Elle est disponible en arabe² et en anglais³. Nous en donnons ici une traduction française:

Dar Al-Iftaa d'Égypte a fermement condamné la destruction d'objets et de statues antiques assyriens au musée de Mossoul, dans le Gouvernorat de Ninive, en Irak.

Dans un communiqué, Dar Al-Iftaa a souligné que les opinions déviantes adoptées par l'État islamique sur la destruction de monuments sont faibles, trompeuses et juridiquement non fondées. Cela est particulièrement vrai du fait que les Compagnons n'ont pas ordonné la destruction des monuments qu'ils ont trouvés dans les pays où ils sont allés, mais les ont préservés. Les honorables Compagnons étaient chronologiquement plus proches du Messager de Dieu qu'ils ne le sont de nous. Certains d'entre eux sont venus en Égypte lors de sa conquête et n'ont pas émis de fatwa ou d'avis juridique permettant de s'attaquer aux monuments historiques inestimables qu'ils ont trouvés. Il est rapporté que les nobles compagnons ont prié sur la place des Pyramides et ont déclaré que c'était le lieu de prière des premiers prophètes.

Le communiqué ajoute que la valeur historique de ces monuments exerce une influence particulière sur la vie de la société et de la nation parce qu'ils repré-

¹ http://goo.gl/Vt92vz

² Version arabe: http://goo.gl/T3jNQw

³ Version anglaise: http://goo.gl/ZnpKtr

sentent leur histoire et leurs valeurs, et parce qu'ils constituent des leçons des nations précédentes. Ainsi, quiconque ose détruire une œuvre antique ou appelle à la destruction de monuments sous le prétexte de l'interdiction religieuse exprime des penchants extrémistes aberrants éloignés des vrais enseignements de l'Islam.

La déclaration a exprimé la nécessité de préserver les inestimables trésors de la civilisation humaine, dont certains appartiennent à l'ère islamique et d'autres à la civilisation des nations précédentes. Elle a souligné que la préservation de ce patrimoine et la visite de ces sites sont à la fois légitimes et encouragées par la religion, en raison des enseignements qui peuvent être tirés des civilisations précédentes.

Dans sa réfutation des fatwas déviantes auxquelles recourt l'État islamique, Dar Al-Iftaa dit qu'il existe un grand nombre de versets coraniques et de traditions prophétiques interdisant la destruction de tout héritage ancestral. Parmi ceux-ci: "N'as-tu pas vu comment ton Seigneur a fait envers les Aad, Iram aux colonnes, dont jamais semblable ne fut créée dans les contrées? Et les Tamud qui tail-laient le rocher dans la vallée?" [M-10/89:6-9] ainsi que la tradition prophétique interdisant la destruction des forts de Médine.

Dans sa déclaration, Dar Al-Iftaa a souligné que les musulmans ont préservé le patrimoine et les monuments de l'Égypte, de la Mésopotamie et des autres civilisations qui ont précédé l'Islam.

Dar Al-Iftaa a réfuté l'opinion extrémiste prônant l'interdiction de préserver ces monuments parce qu'ils conduisent, selon eux, à l'adoration des idoles, et parce que les masses peuvent croire aux bienfaits de ces lieux. Dar Al-Iftaa souligne la nullité de ces prétentions parce que la loi islamique n'interdit généralement pas de vénérer autre que Dieu. La loi islamique n'interdit que la vénération d'autre que Dieu à titre de cultes semblables à ceux que les gens pratiquaient à l'ère préislamique.

Dans sa réponse, Dar Al-Iftaa a ajouté que ces extrémistes ne comprennent pas le concept de *shirk* [associer des partenaires à Dieu]. Il a expliqué que le *shirk* signifie glorifier des entités aux côtés de Dieu, ou en l'excluant. C'est pour cette raison que la prosternation des anges devant Adam [la paix soit sur lui] était un acte de croyance et de monothéisme, tandis que la prosternation des polythéistes devant les idoles était un acte de mécréance et de polythéisme, en dépit du fait que, dans les deux cas, la prostration s'accomplissait devant des êtres créés. En effet, la prostration des anges devant Adam [la paix soit sur lui] intervenait par vénération de ce que Dieu a vénéré et dans le respect de son commandement; à ce titre, elle était à la fois admissible et récompensée. D'autre part, la prostration des polythéistes devant leurs idoles constituait une vénération qui n'est due qu'à Dieu Tout-Puissant – elle donc considérée comme une manifestation du *shirk*.

Dar Al-Iftaa a appelé les pays et les organisations concernés à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser toute agression contre tout héritage culturel ou sa destruction et a souligné la nécessité de préserver le patrimoine cultu-

rel, conformément aux principes et aux politiques établis et ratifiés par les traités internationaux et islamiques.

Dar Al-Iftaa a également appelé les érudits religieux, les imams des mosquées et les prêtres des églises à sensibiliser la population à la nécessité de préserver leur patrimoine culturel et de lutter contre les fatwas déviantes appelant à la destruction des monuments. Il a également souligné l'importance d'adopter des lois pour garantir la préservation du patrimoine culturel.

En plus du caractère mensonger de ce propos "les musulmans ont préservé le patrimoine et les monuments de l'Égypte, de la Mésopotamie et des autres civilisations qui ont précédé l'Islam", les arguments de Dar Al-Iftaa sont ambigus parce qu'ils excluent indirectement du champ de protection et de préservation les statues et autres objets qui entrent dans la dévotion comme la croix, les statues de Marie et autres saints, les statues de Bouddha et les divinités hindouistes. Les fondamentalistes y trouveront une justification pour détruire ces objets, et ils l'ont déjà fait¹.

Ce qui a poussé un chercheur égyptien à exiger une fatwa explicite de la part de l'Azhar interdisant toute destruction de statues, même celles qui font l'objet de dévotion².

5) Destruction des statues en Occident par des musulmans

Nous avons vu qu'à chaque fois qu'un mouvement islamique s'implante sur un territoire et que l'État y perd ses prérogatives de maintien de l'ordre, les normes islamiques resurgissent. C'est le cas aussi en Occident. La France, où le pouvoir a perdu le contrôle de certaines banlieues, voit des bandes islamistes imposer des restrictions aux libertés individuelles, surtout en rapport avec les normes vestimentaires et la mixité. Dans un documentaire réalisé par John-Paul Lepers et diffusé le 10 septembre 2010 sur France 4, trois responsables de la mosquée Abou Bakr, dans le quartier du Pile à Roubaix, affirment que si demain la France devient majoritairement musulmane, le droit musulman doit s'y appliquer, y compris la lapidation³. Et celui qui veut lapider voudra certainement détruire les statues. D'ailleurs, des statues ont déjà été détruites en Occident.

Ainsi la presse rapporte que l'Allemagne subit une destruction physique sans précédent de ses symboles chrétiens⁴.

En mars 2015, un individu âgé de 28 ans et originaire du Bangladesh, jugé déséquilibré, a été arrêté par la police. Il indique avoir endommagé 14 sites répartis dans le canton de Genève⁵. Parmi ses méfaits:

- Église catholique, paroisse Sainte-Pétronille à Chambésy. Un bas-relief sculpté, une vierge et un Sacré-Cœur de Jésus ont été vandalisés. La couronne a été volée, et la croix de l'ange a été arrachée.

³ http://goo.gl/rLFJGK; voir la vidéo http://goo.gl/8NmS5x

Voir cette vidéo de la destruction de la statue de Marie en Syrie: http://goo.gl/GYGmcC et ces photos sur la destruction des croix en Irak: http://goo.gl/lnjBAs

² http://goo.gl/kMU2Fy

⁴ http://goo.gl/IoIC8P; http://goo.gl/PnjBN5; http://goo.gl/n2UyHc

⁵ http://goo.gl/07djHt

- Le taureau du Muséum, situé sur la route de Malagnou, a été amputé de ses oreilles et d'une corne.
- La marmotte du Muséum, situé sur la route de Malagnou, a perdu son museau et un œil.
- Un lion du monument Brunswick, sur le quai du Mont-Blanc, a perdu une partie de sa queue.
- Un griffon du monument Brunswick, sur le quai du Mont-Blanc, s'est fait raboter le bec et les serres.
- Les statues des deux soldats ont été endommagées au visage, aux mains et aux pieds.

La suppression des signes religieux chrétiens qui ne sont pas conformes aux normes islamiques peut être le fait de chrétiens eux-mêmes, pour des raisons financières. Ainsi, à la suite d'un contrat de trois ans avec une banque d'Abu Dhabi, le Real Madrid a retiré la croix catholique de son logo¹. Selon la presse espagnole, cette décision a été prise par respect pour les croyances de la population arabe, "afin de ne pas offenser ou mettre mal à l'aise les clients musulmans". Sur la carte de crédit présentée lors de la conférence de presse, ce détail a interpellé les journalistes. Pour éviter tout malentendu, ce changement de logo ne concerne que la carte de crédit émise dans le monde arabe. Le sigle "européen" du Real Madrid gardera sa croix chrétienne.

En mai 2014, un diacre permanent, Léo Van Gink, était assis à la terrasse du café "'t Gildenhuys", à Essen, dans la banlieue d'Anvers, lorsqu'éclata un incident. Des musulmans qui avaient remarqué la croix sur son costume l'ont traité de pédophile. "Je ne pouvais tolérer cet écart de langage, je leur ai donc demandé de s'en aller", déclare Richard Arnouts, le patron du café, sur son lit d'hôpital. Les musulmans n'ont pas obtempéré et l'ont frappé et a eu une vertèbre cassée. Ils ont également blessé quatre autres personnes².

En novembre 2013, une statue de Notre-Dame-de-Lourdes a été décapitée et une autre abîmée, à Plouay (Morbihan). Des actes similaires ont été commis à Bubry, commune située à 15 km de Plouay, en septembre et début novembre, aux abords d'une chapelle. Au total, trois statues religieuses ont été renversées et brisées. Par ailleurs, des dégradations s'enchaînent depuis le mois de juin dans la région de Pontivy. Le dernier méfait y a été découvert dimanche 17 novembre: deux statues en plâtre ont été vandalisées dans la chapelle de Castennec, à Bieuzy-les-Eaux³.

En août 2013, une statue de la vierge Marie située non loin de l'hôpital de Bayeux et du musée de la tapisserie a été décapitée dans la nuit⁴.

Une information du 1^{er} novembre 2011 indique que les résidents suisses d'origine étrangère se disent offensés par la croix blanche sur le fond rouge et exige qu'elle

² http://goo.gl/Uo531A

¹ http://goo.gl/21Yzse

³ http://goo.gl/fC6nLT

⁴ http://goo.gl/Syry03

soit remplacée par un drapeau tricolore vert-jaune-rouge, comme c'était le cas il y a deux siècles¹.

6) Destruction dans d'autres pays par des musulmans

Il serait trop long de dresser la liste de toutes les attaques musulmanes contre l'héritage culturel de leurs pays d'origine ou des autres pays à travers l'histoire². Nous nous limitons à quelques faits récents qui démontrent que ces attaques ont un caractère universel.

En Inde, un groupe intitulé *sharia4hind*, créé par le britannique Anjem Choudary, a appelé en 2012 à l'abandon de la constitution indienne et à l'application de la loi islamique³, ce qui implique la destruction des idoles hindouistes et des statues publiques et leur remplacement par des mosquées. Le diaporama comporte une statue "décapitée" de Shiva, avec l'avertissement: la destruction des idoles et des statues indiennes.

Et pour rester en Inde, il faut rappeler que dans ce pays, les musulmans ont massacré environ 80 millions d'hindouistes et détruit d'innombrables temples en application des normes islamiques qui donnent aux non-monothéistes le choix entre l'épée et la conversion à l'islam. C'est le génocide le plus important dans l'histoire humaine⁴. Le professeur Meenakshi Jain, de l'Université de Delhi, s'étonne devant ce qu'il appelle l'aseptisation de la destruction des temples par l'islam⁵. Il s'élève contre "les spécialistes marxistes et occidentaux qui dissocient désespérément les batailles actuelles des luttes passées et, dans la foulée, disculpent délibérément les musulmans des exactions qui leur sont traditionnellement imputées". À ceux qui pensent que les destructions attribuées aux musulmans sont exagérées, il répond: "La profanation des sites sacrés hindous était considérée comme une activité méritoire dans tout le monde musulman, raison pour laquelle les écrivains en question éprouvaient le besoin de glorifier de tels actes, qu'ils aient réellement eu lieu ou non. Il est certain que même les plus pro-musulmans des historiens auraient bien du mal à nommer un seul écrivain médiéval, quelle que soit sa stature, qui ait désapprouvé un tel vandalisme ou l'ait considéré comme contraire à l'Islam. En outre, le fait même de la destruction n'est contesté par aucun spécialiste, même s'il existe un débat sur ses possibles motivations".

En février 2012, des statues bouddhistes ont été vandalisées par des manifestants musulmans aux Maldives⁶. Après l'accession du parti islamiste Adhaalath au pouvoir, pour signifier l'avènement d'une nouvelle ère, une foule est entrée dans le musée national et a renversé de nombreuses statues, dont plusieurs statues de

² Voir une liste établie par Daniel Pipes: http://goo.gl/tA4TYX

¹ http://goo.gl/4SlFyT

³ http://goo.gl/mROqZ3; http://goo.gl/gVoCJL

Voir sur ce génocide les liens suivants: http://goo.gl/23mkTi; http://goo.gl/fCN5wi; http://goo.gl/eUvhax; http://goo.gl/msKNvQ

⁵ http://goo.gl/FGxwPS

⁶ http://goo.gl/ZN2OrG; http://goo.gl/Sb77Kv

Bouddha en roche calcaire et en corail, inestimables témoins du passé bouddhiste de l'archipel.

Dans la nuit du 11 juin 2014, un étudiant saoudien de 31 ans, diplômé de l'Université de Keio, a détruit quatre statues bouddhistes au temple Senso-ji à Tokyo. L'étudiant a admis son acte et a indiqué aux investigateurs qu'il avait commis des actes similaires sur d'autres statues. On pense que ce geste est motivé par le fait que l'Islam interdit toute forme d'idolâtrie¹.

En octobre 2012, des gravures sur pierre remontant à plus de 8000 ans ont été détruites par des salafistes dans les montagnes du Haut-Atlas, au sud du Maroc. L'une des gravures est appelée la plaque du soleil et elle est antérieure à la présence des phéniciens au Maroc. Elle se trouve sur un site archéologique connu, dans la plaine de Yakour, près de Marrakech. Il y a quelques groupuscules salafistes dans cette région et ce n'est pas la première fois que des sites antéislamiques y sont attaqués, explique Abou Bakr Anghir, de la Ligue amazighe des droits de l'Homme. La représentation du soleil peut être considérée par certains mouvements fondamentalistes comme la figure d'une divinité et donc une "idolâtrie", contraire à l'unicité de Dieu².

En octobre 2011, 300 personnes, en majorité des salafistes, ont assiégé la station de télévision Nessma à Tunis et ont tenté de l'incendier à la suite de la diffusion du film d'animation Persepolis de la Franco-Iranienne Marjane Satrapi, une critique du régime iranien de l'ayatollah Khomeiny, qui était suivi d'un débat sur l'intégrisme religieux. Selon des manifestants, elle viole les règles de l'islam en dépeignant Allah³. Le domicile du président de la station de télévision a été attaqué et il a été contraint de présenter ses excuses au peuple tunisien⁴.

En 2012, des islamistes contrôlant le nord du Mali ont démoli plusieurs mausolées de saints musulmans à Tombouctou. L'objectif affiché par Sanda Ould Boumama, porte-parole d'Ançar Eddine à Tombouctou, est de détruire tous les mausolées de la ville, "sans exception". Le premier sanctuaire visé a été celui de Sidi Mahmoud, dans le nord de la ville, qui avait déjà été profané début mai par des membres d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), un allié d'Ançar Eddine, ont raconté des habitants joints depuis la capitale, certains encore sous le choc. Ce projet de destruction totale des mausolées est une réponse à la décision de l'Unesco, annoncée peu auparavant, de placer Tombouctou, depuis 1988 au patrimoine mondial de l'humanité, sur la liste du patrimoine en péril, d'après le porte-parole d'Ançar Eddine. "Dieu, il est unique. Tout ça, c'est haram [interdit en islam]. Nous, nous sommes musulmans. L'Unesco, c'est quoi?", a-t-il dit, ajoutant qu'Ançar Eddine agissait "au nom de Dieu".

169

¹ Vidéos http://goo.gl/lRyPJZ et http://goo.gl/KIyXRp; http://goo.gl/LBG3He

² http://goo.gl/vuMvYK

http://goo.gl/b12xof; http://goo.gl/2o5dFt, voir le film en italien: http://goo.gl/V0Qr2U

http://goo.gl/KKQPPX

⁵ http://goo.gl/Fb29V0

En Libye, les islamistes se livrent aussi à des destructions¹. Ainsi, en août 2012, des islamistes ont utilisé une pelleteuse pour démolir une partie du Mausolée d'Al-Chaab Al-Dahmani, près du centre de la capitale libyenne, et ont profané le tombeau de ce sage, lieu de pèlerinage pour les musulmans. La veille, des dizaines d'intégristes avaient fait exploser le Mausolée du cheikh Abdessalem Al-Asmar, un théologien soufi du XVI^e siècle, à Zliten, à 160 km à l'est de Tripoli, alors théâtre d'affrontements, selon une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux. Cette vidéo montre l'explosion du mausolée, le plus important en Libye, sur fond de cris proclamant que "Dieu est le plus grand". Une bibliothèque et une université portant le nom du cheikh al-Asmar ont également été la cible d'actes de destruction et de pillage, selon des sources de sécurité locales. Par ailleurs, des témoins ont indiqué qu'un autre mausolée, celui du Cheikh Ahmed al-Zarrouk, avait été détruit à Misrata, à 200 km à l'est de Tripoli.

Au mois de janvier 2015, des acteurs marocains ont reçu des menaces de mort sur les réseaux sociaux et par téléphone pour avoir joué des rôles dans le film de Ridley Scott "Le fils de Dieu" sur la vie de Jésus, et un pirate informatique a publié sur les réseaux sociaux les coordonnées des acteurs ayant participé à ce film. On les accuse même d'apostasie².

7) Le Koweït interdit les figurines

Plusieurs articles de presse rapportent que les religieux koweïtiens ont fait fermer une boutique de figurine jugées anti-islamique. Nous nous limitons à un article paru en français le 19 septembre 2018³.

Se faire fabriquer une figurine à son effigie: l'idée ne passe pas du tout au Koweït, où une boutique qui propose à ses clients d'imprimer des statuettes en 3D à leur image, a été contrainte de baisser le rideau dimanche 16 septembre, après s'être attiré les foudres de religieux conservateurs. Ceux-ci l'accusent d'encourager les gens à adorer des statuettes, ce qui est considéré comme une grave hérésie.

Tout a commencé jeudi 13 septembre, avec l'émergence sur les réseaux sociaux d'une vidéo montrant un journaliste koweïtien, connu sur les réseaux sociaux sous le pseudonyme "itunesq8", tester la boutique Doob, une enseigne spécialisée dans la technologie 3D, qui venait d'ouvrir ses portes dans un centre commercial à Koweït City. Sur ces images, le journaliste très enthousiaste explique aux internautes le fonctionnement de l'imprimante: le client entre d'abord dans une sorte de sas équipé de plusieurs appareils photos, qui prennent une image de lui sous tous les angles. Puis, l'image est envoyée à une imprimante qui produit une figurine en résine de polymères en très haute définition. "On voit même les petits motifs sur mon t-shirt et la bande verticale sur mon pantalon", explique ce journaliste spécialisé dans les nouvelles technologies, en brandissant sa propre figurine.

http://goo.gl/Acnbs8

http://goo.gl/lyDoKG

https://goo.gl/njd4zX

Mais ces images ont aussitôt suscité une levée de bouclier dans les milieux conservateurs.

"Le signe de la fin des temps"

Sur son compte Twitter, le député conservateur Mohammed Hayef Al-Mutairi a réclamé "l'interdiction de ces figurines qui ont envahi la péninsule arabique". "C'est grave que des choses comme ça arrivent dans un pays monothéiste, où l'adoration des idoles a été abolie [après l'avènement de l'islam]. Le retour de ces idoles est un signe de la fin des temps qui approche. Il faut que le ministre du Commerce les interdise", s'est-il emporté.

La pratique de l'idolâtrie est proscrite en islam. Et certaines branches de cette religion interdisent aussi les représentations figurées de la personne humaine. Dans certains courants, ce péché est qualifié de "shirk", ou le fait d'associer un être humain à Allah, le Dieu unique.

Un leader religieux influent, Othman Al-Khamis, lui a emboîté le pas sur les réseaux sociaux, affirmant que la boutique qui propose ces produits était "plus dangereuse que les magasins de vente d'alcool". "Cela va encourager des gens à acheter des idoles à leurs enfants. Il faut donc fermer le magasin, vite!", a-t-il pesté lors d'un prêche relayé son compte Twitter.

Le Ministère du commerce et de l'industrie a implicitement désavoué les conservateurs en affirmant dans un communiqué que l'enseigne Alyoucifi, le représentant local de l'entreprise Doob, dont le siège est en Allemagne, n'avait enfreint aucune loi. Mais l'enseigne a toutefois fait savoir dimanche 16 septembre qu'elle avait décidé de retirer toutes les figurines de son présentoir et de suspendre les impressions afin de "protéger ses employés d'une éventuelle action malveillante ou d'une agression".

Les Koweïtiens se moquent des conservateurs

Sur les réseaux sociaux, les Koweïtiens ont été nombreux à moquer la polémique lancée par les conservateurs. Chacun y est allé de sa photo de figurines pour tourner en dérision cette polémique jugée risible.

Le Koweït n'est pas le seul pays du Golfe où l'entreprise Doob a ouvert une boutique. L'enseigne compte un deuxième magasin au Bahreïn, où elle poursuit ses activités sans anicroche pour l'instant. Selon un média local, les ventes ont même connu une envolée depuis la fermeture du magasin koweïtien dimanche.

Chapitre 5. Violence et alternance du pouvoir politique

Chez les animaux, le mâle le plus fort prend le pouvoir (et les femelles). Le perdant et les concurrents sont tués, expulsés ou assujettis (et dépossédés de leurs femmes). C'est la "loi de la jungle" en vigueur aussi chez leurs frères humains, loi renforcée parfois par des arguments religieux: Dieu m'a confié votre sort et autant de femmes que je veux (Voir sur Salomon le *Premier livre des rois* 11:3, et sur Mahomet le Coran H-90/33:50).

Certaines sociétés ont imaginé des formes d'alternance de pouvoir ne mettant pas en danger la vie des dirigeants ou des opposants, tout en n'impliquant pas de pouvoir sur les femmes. C'est la démocratie (doublée de la monogamie et de l'égalité des sexes). Les dirigeants sont choisis et écartés sur la base du critère de la capacité, sans menacer autrui et sans être menacés. Mais cette démocratie se mue en barbarie dans les rapports avec les autres sociétés, rapports caractérisés par la domination politique, économique, militaire et... sexuelle (le droit de cuissage fut supprimé en Occident mais n'est-il pas remplacé par le tourisme sexuel vers les pays asiatiques?).

L'alternance pacifique du pouvoir politique est quasiment inconnue dans les pays arabes. C'est une des raisons de la résurgence périodique de la violence. Le système politique prévu par le droit musulman joue un rôle dans ce domaine. À moins d'un changement de ce système, il y a peu d'espoir que la violence cesse. Voyons donc sommairement quel est le système politique prévu en droit musulman.

Section 1. Conception musulmane

1) Forme du pouvoir

On peut distinguer deux courants de pensée principaux: le courant chiite et le courant sunnite.

A) Conception chiite

Les chiites affirment que le pouvoir suprême, l'*imamat*, revient, après Mahomet, à 'Ali et aux membres de sa lignée, *ahl al-bayt*, gens de la maison de Mahomet. Cette expression indique la personne même de Mahomet, sa fille Fatimah et le mari de cette dernière 'Ali, leurs deux fils Al-Hassan et Al-Hussayn et ceux qui sont choisis par eux comme imams dans leur lignée.

Cette conception se base sur le verset: "Ô vous qui avez cru! Obéissez à Dieu, obéissez à l'envoyé, et à ceux parmi vous chargés des affaires" (H-92/4:59). Les sunnites voient dans ce verset une référence aux savants religieux. Les chiites répliquent que Dieu ne pouvait prescrire l'obéissance à l'égard de personnes faillibles ou indéterminées; ce verset concerne donc les gens de la maison du prophète considérés comme infaillibles par le Coran: "Dieu ne veut que faire disparaître de vous l'opprobre, ô gens de la maison! et vous purifier pleinement" (H-90/33:33).

Les chiites évoquent aussi deux récits de Mahomet:

J'ai laissé parmi vous ce qui vous empêche de tomber dans l'erreur si vous y tenez: le Livre de Dieu comme corde tendue entre le ciel et la terre, et mes descendants les gens de ma maison. Le Livre et mes descendants ne seront jamais séparés jusqu'à ce qu'ils me rejoignent à la citerne [sic]. Regardez donc comment établir ma succession après moi.

Je suis sur le point d'être appelé et je répondrai. Et voilà que je laisse parmi vous les deux poids [sic]: le Livre de Dieu et mes descendants les gens de ma maison. L'Aimable m'a informé qu'ils ne seront jamais séparés jusqu'à ce qu'ils me rejoignent à la citerne [sic]. Regardez donc comment établir ma succession après moi.

Les sunnites disent que Mahomet a dit "le Coran et ma Sunnah" et non pas "le Coran et les gens de ma maison". Les chiites rétorquent qu'on ne peut pas se fier à la Sunnah de Mahomet puisqu'elle n'a pas été réunie du temps de Mahomet et comprend beaucoup de récits contradictoires. On ne peut imposer à la nation une législation indéterminée et imprécise ou une législation sans indication de personne à laquelle on se réfère. D'où l'importance d'avoir la lignée de la maison de Mahomet comme dépositaire de la loi.

Le système chiite ressemble à la doctrine du droit divin. Le peuple n'a rien à dire dans le choix de l'autorité suprême.

B) Conception sunnite

Les sunnites affirment que ni le Coran ni la Sunnah n'ont réglé la question du pouvoir suprême, appelé *califat* ou *imamat*. Ces deux sources du droit musulman ne contiennent que quelques concepts généraux comme la consultation (*shura*), la justice et l'égalité. C'est le consensus (*ijma'*), troisième source du droit musulman, qui a servi à trouver une solution au vide créé par la mort de Mahomet².

Mawerdi écrit que le Calife doit remplir sept conditions relatives à sa capacité physique et mentale, mais aussi à son appartenance à la tribu Quraysh dont est issu Mahomet. Ce dernier aurait dit: "Donnez la priorité aux Qurayshites et ne la prenez

Muhammad Taqi-al-Din, Al-Hakim: Al-ussul al-'ammah lil-fiqh al-muqaran, Dar al-Andalus, Beyrouth [1987?], p. 147-189; Muhsin 'Abd-al-Nazir: Mas'alat al-imamah wal-wad' fil-hadith 'ind al-firaq al-islamiyyah, Al-dar al-'arabiyyah lil-kitab, Tripoli & Tunis 1983, p. 415-479; Muhammad Abu-Zahrah: Al-imam Al-Sadiq, hayatuh wa-'asruh, ara'uh wa-fiqhuh, Dar al-fikr al-'arabi, Le Caire [1976?], p. 186-206.

² 'Abd-al-Galil Muhammad 'Ali: Mabda' al-mashru'iyyah fil-nizam al-islami wal-anzimah al-qanuniyyah al-mu'assirah, 'Alam al-kutub, Le Caire 1984, p. 236-237.

pas d'eux"; "les imams sont de la race de Quraysh". Cet argument avait servi pour écarter les concurrents d'Abu-Bakr, premier successeur de Mahomet¹. Mais les kharijites et les mutazilites contestent cette condition en citant d'autres récits égalitaires de Mahomet. Un de ces récits demande l'obéissance au chef de l'État "fût-il un esclave vil dont les membres sont coupés". Ils citent aussi le verset 49:13: "Le plus noble d'entre vous, auprès de Dieu, est le plus pieux d'entre vous²".

Idéalement parlant, le calife doit faire l'objet d'élection de la part d'un groupe de dignitaires. Mais il n'y a pas unanimité sur le nombre de ces électeurs. Pour certains, il faut "l'universalité de ceux de tous pays qui ont pouvoir de lier et de délier, de manière que le consentement soit général et qu'il y ait accord unanime sur la collation". Pour d'autres, il suffit d'une élection du calife par cinq personnes comme ce fut le cas avec l'élection du Calife Abu-Bakr. Dans ce cas précis, six personnes étaient réunies dans un local, devaient coopter pour l'une d'elles et trancher la tête à qui s'opposerait au choix. Certains encore affirment qu'il suffit que trois personnes se réunissent et choisissent une d'elles. D'autres admettent l'élection par une seule personne puisque 'Ali avait été proclamé calife par 'Abbas qui lui aurait dit: "Étends la main pour que je te reconnaisse et que le peuple dise que l'oncle de l'apôtre a reconnu son cousin paternel, de sorte qu'il n'y aura pas deux hommes pour élever de contestation à ton propos³".

Il s'agit donc d'un système de cooptation entre des notables. Les légistes vont encore plus loin. Un calife au pouvoir peut désigner comme successeur son fils, son père, ou une personne en dehors de sa famille. Il peut désigner deux héritiers l'un succédant à l'autre en cas de décès, sans nécessairement y avoir approbation d'un tel choix de la part du groupe des électeurs ou du peuple. Il peut aussi désigner un groupe d'électeurs qui seront appelés à confirmer son choix. Mawerdi cite à cet égard le Calife 'Umar qui, blessé à mort, s'était opposé à l'élection de 'Ali pour lui succéder. Son fils lui demanda: "Prince des Croyants, qu'est-ce qui te détourne de lui?" 'Umar répondit: "Mon cher enfant, c'est moi qui, aussi bien vivant que mort, ai la responsabilité de cette voie". Mawerdi en conclut: "Il est donc loisible au calife de désigner expressément les électeurs aussi bien que les candidats dont l'un doit être choisi, et il n'y a de volonté que le choix portant sur l'un de ces derniers, tout comme n'est valable que l'investiture de celui qu'il désigne, car ce sont là deux attributs du califat⁴".

S'il est donc vrai que chez les sunnites le pouvoir n'est pas héréditaire de père en fils et que pour y accéder il faut remplir certaines conditions⁵, la différence avec les chiites reste néanmoins minime puisque la théorie, confirmée par la pratique, permet la transmission du pouvoir dans le cadre d'une dynastie donnée, sauf coup de

¹ Mawerdi: Les statuts gouvernementaux, trad. Fagnan, repoduction, Le Sycomore, Paris 1982, p. 8.

Sur ce point, voir Muhammad Ra'fat 'Uthman: Ri'assat al-dawlah fil-fiqh al-islami, Dar al-qalam, Dubai 1986, p. 194-230.

³ Mawerdi: Les statuts gouvernementaux, op. cit., p. 9-10.

⁴ Ibid., p. 18-25.

¹⁰¹d., p. 10 25

^{&#}x27;Uthman: Ri'assat, op. cit., p. 147-149.

force extérieur. Par ailleurs, encore aujourd'hui le roi de Jordanie et le roi du Maroc essaient de baser la légitimité de leur pouvoir sur leur appartenance à la famille du prophète Mahomet.

Les sunnites, enfin, admettent qu'une personne peut prendre le pouvoir par la force. Dans ce cas, ils exigent aussi du peuple de lui obéir. Selon une règle juridique islamique, la nécessité rend licite l'illicite. Ainsi, il est permis de manger la viande du porc à défaut d'autres nourritures, sans quoi on s'expose à la mort (H-87/2:173). L'obéissance au chef d'État qui prend le pouvoir par la force est un moindre mal que le désordre que provoquerait la désobéissance. Il faudrait cependant veiller à ce que le pouvoir revienne à celui qui remplit les conditions légales. La grande majorité des légistes, en revanche, rejette l'obéissance à un chef d'État non musulman qui prendrait le pouvoir par la force. Il faut dans ce cas le démettre par les armes en raison du verset H-92/4:141: "Jamais Dieu ne fera une voie aux mécréants contre les crovants¹".

Contrairement aux chiites, les sunnites ne considèrent pas le calife comme infaillible. Mais la différence est en fait minime puisqu'ils lui attribuent le titre de successeur de Mahomet, voire pour certains de successeur de Dieu en vertu du verset M-55/6:165: "C'est lui qui a fait de vous des successeurs [dans] la terre, et a élevé certains de vous au-dessus des autres en degrés²". Par ailleurs, une fois désigné, le peuple lui doit obéissance.

Ajoutons ici que le chef de l'État est choisi à vie, à moins de se démettre lui-même. Il doit cependant être démis s'il devient apostat ou incapable de remplir ses fonctions pour cause de folie, de cécité totale, de perte de ses pieds et de ses mains, de captivité sans espoir de libération, ou de coup d'État3. Peut-on démettre un calife qui devient injuste, oppresseur ou impie? Cette question est objet de divergence entre les légistes.

2) Compétences du chef de l'État

Le chef de l'État, en droit musulman, est à la fois chef temporel et chef spirituel. Chez les chiites, l'imam détermine le contenu de la loi et il est infaillible. Mawerdi, sunnite, classe les compétences (devoirs) du calife en dix catégories:

- 1. Veiller à la sauvegarde de la religion. Mawerdi précise: "Si un novateur apparaît ou que quelqu'un s'écarte des vrais principes en émettant une opinion suspecte, il doit lui exposer clairement les preuves de la religion, lui expliquer ce qui est juste et lui appliquer les droits et les peines écrites auxquels il est soumis, à l'effet de préserver la religion de toute atteinte et de mettre le peuple à l'abri de toute occasion de chute".
- 2. "Exécuter les décisions rendues entre plaideurs et mettre fin aux procès des litigants, de façon à faire partout régner la justice et à ce qu'il n'y ait ainsi ni méfait de l'oppresseur, ni écrasement de l'opprimé".
- 3. "Protéger les pays d'Islam et en faire respecter les abords".

Ibid., p. 303-305.

Mawerdi: Les statuts gouvernementaux, op. cit., p. 28-29.

^{&#}x27;Uthman: Ri'assat, op. cit., p. 391-404.

- 4. "Appliquer les peines légales".
- 5. "Approvisionner les places frontières et y mettre des garnisons suffisantes".
- 6. "Combattre ceux qui, après avoir été invités, se refusent à embrasser l'Islam, jusqu'à ce qu'ils se convertissent ou deviennent tributaires, à cette fin d'établir les droits d'Allah en leur donnant la supériorité sur toute autre religion".
- 7. "Prélever le fey [butin] et les dîmes aumônières".
- 8. "Déterminer les traitements et les charges du Trésor".
- 9. "Rechercher des gens de confiance et nommer des hommes loyaux au double point de vue des postes dont il les investit et des sommes dont il leur remet le soin".
- 10. "S'occuper personnellement de la surveillance des affaires et étudier les circonstances diverses" afin de "pourvoir à l'administration de la nation et à la défense de la religion, sans trop se fier à des délégations d'autorité ... car un homme de confiance n'est pas toujours sûr, un conseiller sincère peut devenir fourbe!".

3) Responsabilité du chef de l'État

Les auteurs modernes affirment qu'en droit musulman le chef de l'État musulman répond de ses actes au même titre que toute autre personne. Ce droit établit une égalité devant la loi. Ceci découle du devoir d'ordonner le convenable et d'interdire le blâmable, dont nous parlerons plus loin, combiné avec les versets coraniques qui condamnent l'injustice et la corruption:

Ô David! Nous avons fait de toi un successeur dans la terre. Juge donc en vérité parmi les humains et ne suis pas le désir, sinon il t'égarera de la voie de Dieu". Ceux qui s'égarent de la voie de Dieu, auront un châtiment fort, pour avoir oublié le jour du compte (M-38/38:26; voir aussi H-87/2:204-205).

Mahomet affirme la responsabilité des chefs et le devoir de les redresser: "Chacun de vous est un berger et chacun de vous est responsable de son troupeau". Selon lui, le chef doit être obéi tant qu'il n'ordonne pas le péché (ma'siyah). Le Calife Abu-Bakr dit: "J'ai été nommé pour vous gouverner sans être meilleur que vous. Si j'agis bien, aidez-moi. Si j'agis mal corrigez-moi²". Le Calife 'Umar Ibn-al-Khattab haranguait le peuple en ces termes: "Si vous voyez en moi un défaut corrigez-moi". Quelqu'un lui répondit: "Par Dieu, si nous trouvons en toi un défaut, nous te corrigerons par nos épées". 'Umar répliqua: "Louange soit rendu à Dieu parce qu'il existe dans ma nation quelqu'un qui corrige 'Umar par l'épée³". Nous verrons par la suite que les légistes reconnaissent le droit à la résistance face au chef d'État qui dépasse ses droits.

-

¹ Mawerdi: Les statuts gouvernementaux, op. cit., p. 30-31.

Muhammad Salim 'Awwa: Fil-nizam al-siyassi lil-dawlah al-islamiyyah, 7ème éd., Dar al-shuruq, Beyrouth & Le Caire 1989, p. 232-233.

³ 'Uthman: Ri'assat, op. cit., p. 437-441.

4) Pouvoir du peuple

Comme on vient de le voir, le peuple n'a rien à dire dans l'élection de son chef en droit musulman. Ce chef a des pouvoirs très étendus. La souveraineté législative appartient à Dieu. Que reste-t-il donc au peuple dans la gestion de la politique?

Les auteurs musulmans répondent: la *shura* (consultation). Ces auteurs, en effet, ajoutent aux dix devoirs susmentionnés du chef de l'État un onzième devoir: consulter le peuple. Le but est évident: donner au système islamique une teinte démocratique en réponse aux "orientalistes" qui "pensent que le pouvoir en Islam régit la nation d'une manière absolutiste loin du principe de la consultation".

L'institution de la *shura* est mentionnée dans deux passages du Coran:

Et ce qui est auprès de Dieu est meilleur et plus persistant ... pour ceux qui ont [mis] leurs affaires en consultation parmi eux (M-62/42:36 et 38).

C'est par miséricorde de la part de Dieu, que tu as été tendre envers eux. Si tu étais dur, au cœur rude, ils se seraient dispersés d'autour de toi. Gracie-les donc, demande pardon pour eux, et consulte-les à propos des affaires. Et si tu es résolu, confie-toi à Dieu. Dieu aime ceux qui se confient (H-89/3:159).

Le premier texte loue les croyants qui recourent à la consultation dans leurs affaires. Quant au deuxième, il s'adresse à Mahomet. Les légistes affirment cependant que celui-ci n'avait le droit de recourir à la consultation que dans les domaines non réglés par un texte révélé. Certains limitent la consultation au seul domaine de la guerre. D'autres ajoutent que la consultation est recommandée, mais nullement obligatoire².

Pour comprendre ce qu'on entend par la consultation, il faut préciser les trois points suivants:

- 1. La consultation n'est pas assimilable à une consultation parlementaire réunissant tous les représentants élus par le peuple et moins encore à un référendum populaire à caractère universel. Le Calife consultait son entourage parmi les savants et les notables. Un auteur moderne voit d'ailleurs avec suspicion le système parlementaire: il est souvent truqué, les élus du peuple ne sont pas nécessairement représentatifs et ils n'ont pas toujours la compétence pour prendre la décision convenable³. Il lui préfère la consultation faite auprès de personnes compétentes choisies par le chef de l'État⁴.
- 2. La consultation ne saurait porter que sur les questions non réglementées par un texte du Coran ou de la Sunnah⁵.
- 3. Si l'opinion à laquelle parviennent les conseillers se trouve dans le Coran ou la Sunnah, le chef de l'État y est tenu. Si elle ne s'y trouve pas, le chef de l'État est libre de la suivre ou de ne pas la suivre, obéissant à cela à sa propre conscience et son sens de l'intérêt général. Le verset H-89/3:159 dit: "Et si tu es résolu,

² Ibid., p. 362.

¹ Ibid., p. 358.

³ Ibid., p. 244-250.

⁴ Ibid., p. 367-368.

⁵ Ibid., p. 368; 'Awwa: Fil-nizam al-siyassi, op. cit., p. 185-186.

confie-toi à Dieu. Dieu aime ceux qui se confient¹". Certains auteurs classiques et modernes cependant considèrent l'avis de la majorité comme obligatoire pour le chef de l'État dans les limites du respect du Coran et de la Sunnah². Le verset en question concernerait seulement le Prophète, bénéficiaire de la révélation³. Mais dans tous les cas, le chef de l'État ne saurait suivre une opinion qui serait contraire au Coran et à la Sunnah⁴.

5) Groupes d'opposition et de pression

A) Partis politiques

Le chapitre 33 du Coran porte comme titre: *Al-ahzab*, les partis ou les coalitions. Le Coran utilise ce terme vingt fois. Dans deux passages (H-112/5:56; H-105/58:19), il oppose la coalition du Démon (*hizb al-shaytan*) à celle de Dieu (*hizb Allah*), nom que porte un parti politique au Liban. Citons ici un de ces deux passages:

Le satan les a cernés, et leur a fait oublier le rappel de Dieu. Celle-là est la coalition du satan. La coalition du satan sera la perdante. Ceux qui s'opposent à Dieu et à son envoyé, ceux-là seront parmi les plus humiliés. Dieu a prescrit: "Je vaincrai, moi et mes envoyés". Dieu est fort, fier. Tu ne trouveras pas des gens qui croient en Dieu et au jour dernier échangeant l'affection avec ceux qui se sont opposés à Dieu et à son envoyé, fussent-ils leurs pères, leurs fils, leurs frères, ou leur tribu. Ceux-là, il a écrit la foi dans leurs cœurs, et il les a fortifiés par un esprit de lui. Il les fera entrer dans des jardins sous lesquels courront les rivières, où ils seront éternellement. Dieu les agrée, et ils l'agréent. Celle-là est la coalition de Dieu. La coalition de Dieu sera celle qui réussit. (H-105/58:19-22)

Consulté sur la possibilité d'avoir des partis politiques, Ibn-Taymiyyah (1263-1327) répondit qu'il n'y voyait rien contre si les gens qui appartiennent à ces partis sont réunis "autour de ce que Dieu et son prophète ont ordonné, sans rien y ajouter ou en retrancher"⁵.

B) Groupes de pression

Le droit musulman prévoit la possibilité, voire le devoir d'exercer une pression contre le régime en vertu du devoir d'ordonner le convenable et interdire le répugnant prescrit par le Coran:

Les croyants et les croyantes sont alliés les uns des autres. Ils ordonnent le convenable, interdisent le répugnant (H-113/9:71; voir aussi M-57/31:17; H-89/3:104 et 110; H-103/22:41; H-112/5:77-78).

¹ 'Uthman: Ri'assat, p. 368-370.

² 'Awwa: Fil-nizam al-siyassi, op. cit., p. 187-202.

³ 'Uthman: Ri'assat, op. cit., p. 369.

⁴ 'Awwa: Fil-nizam al-siyassi, op. cit., p. 189.

⁵ Ibn-Taymiyyah: Magmu'uat al-rassa'il wal-massa'il, vol, I, p. 152-153 (cité par 'Awwa: Fil-nizam al-siyassi, p. 76-77).

Mahomet aurait dit à ce sujet:

Celui qui voit un mal qu'il le corrige par sa main. S'il ne le peut pas qu'il le corrige par sa langue. S'il ne le peut pas non plus qu'il le corrige dans son cœur, et c'est la moindre de la foi.

Par celui qui tient mon âme entre ses mains, vous ordonnerez le convenable et vous interdirez le blâmable sans quoi Dieu sera prompt à vous châtier; vous l'invoquerez alors mais vous ne serez pas exaucés.

On rapporte du Calife Abu-Bakr:

Ô gens, vous lisez le verset: "Ô vous qui avez cru! Vous êtes responsables de vous-mêmes. Celui qui s'est égaré ne vous nuira point, si vous vous êtes dirigés" (H-112/5:105). Or, j'ai entendu l'apôtre de Dieu dire: "Si les gens voient l'injuste et ne le châtient pas, Dieu sera prompt à les punir tous¹".

L'Imam Al-Ghazali (1058-1111) écrit:

Ordonner le convenable et interdire le blâmable est le pôle central de la religion et c'est le but pour lequel tous les prophètes ont été envoyés. Si ce devoir est écarté, et que sa connaissance et sa mise en application sont négligées, la prophétie devient caduque et la religion disparaît, le désordre s'étend et l'ignorance se généralise².

Les légistes affirment que tout un chacun peut et doit interdire le blâmable, sans obtenir au préalable l'autorisation de l'imam. Ce devoir, en effet, s'exerce à l'encontre de tous, y compris l'imam et il est inconcevable de demander l'autorisation de l'imam pour pouvoir lui interdire de commettre le blâmable³. Mais cela n'est pas sans danger pour la stabilité de l'État chargé de l'ordre public comme on le verra dans le point suivant.

6) Résistance au pouvoir politique

Le devoir d'ordonner le convenable et d'interdire le blâmable s'applique à l'égard de tous, y compris les dirigeants. Selon Mahomet, la meilleure forme du jihad consiste à dénoncer l'iniquité d'un dirigeant, et le martyr le plus méritant est celui qui rappelle à un dirigeant inique la voie du droit et subit la mort à cause de cela.

Ce devoir implique le refus d'obéir aux ordres des supérieurs contraires aux normes divines. Mahomet aurait dit "Point d'obéissance à une créature si cela comporte une désobéissance au créateur"; "L'homme doit obéir à ce qui lui plaît et à ce qui lui déplaît, à moins qu'il soit ordonné de commettre un acte de désobéissance à Dieu (ma'siyah)"4. Le Coran blâme le peuple de Pharaon pour lui avoir obéi: "Il prit à la légère ses gens, et ils lui obéirent. Ils étaient des gens pervers" (H-63/43:54). Mais jusqu'où va cette désobéissance?

¹ 'Uthman: Ri'assat, op. cit., p. 405-406.

² Abu-Hamid Al-Ghazali: Ihya' 'ulum al-din, 5 vol., Dar al-ma'rifah, Beyrouth [1976?], vol. 2, p. 306.

Ibid., p. 170-171.

^{&#}x27;Uthman: Ri'assat, op. cit., p. 407-408.

Mahomet aurait dit: "Celui qui voit un mal qu'il le corrige par sa main. S'il ne le peut pas qu'il le corrige par sa langue. S'il ne le peut pas non plus qu'il le corrige dans son cœur, et c'est la moindre de la foi". Mais il y a aussi le verset coranique qui dit: "Appelle à la voie de ton Seigneur par la sagesse et la bonne exhortation. Dispute avec eux de la meilleure manière. Ton Seigneur sait le mieux qui s'est égaré de sa voie, et il sait le mieux qui sont les dirigés" (M-70/16:125). Ce verset, contrairement au récit, demande d'agir avec la méthode douce et non pas avec la main.

Lequel de ces deux comportements faut-il adopter envers le pouvoir jugé injuste ou impie et qui commande de commettre l'injustice et la désobéissance aux normes divines? On distingue différents courants qui peuvent être classés sommairement en trois.

A) Courant de la patience (al-sabr)

Ce courant est représenté par des figures éminentes tant chiites (Ja'far Al-Sadiq) que sunnites (Malik Ibn-Anas, Al-Shafi'i et Ibn-Hanbal, têtes de file de trois des quatre écoles sunnites). Il recommande d'user de beaucoup de tact à l'égard de l'autorité, fût-elle inique, s'abstenir de porter les armes contre elle et souffrir l'oppression du pouvoir comme une punition divine en priant que l'épreuve passe. Il cite le Coran: "Ô vous qui avez cru! Obéissez à Dieu, obéissez à l'envoyé, et à ceux parmi vous chargés des affaires. Si vous vous êtes disputés à propos d'une chose, ramenez-la à Dieu et à l'envoyé, si vous croviez en Dieu et au jour dernier. Voilà ce qui est mieux, et une meilleure interprétation" (H-92/4:59). Il évoque aussi des récits de Mahomet dont: "Celui qui a un conseil pour le sultan, il ne doit pas le lui dire publiquement, mais il doit le prendre à part et le lui dire en cachette. Si le conseil est accepté, tant mieux, sinon le conseiller a fait son devoir"; "Si quelqu'un voit un fait qui lui déplaît chez un émir, qu'il le supporte, car celui qui s'écarte de la communauté la longueur d'un empan et meurt il est comme mort pendant la période de l'ignorance [jahiliyyah: avant l'Islam]"; "Ne redevenez pas après moi des mécréants les uns frappant le cou des autres".

Les représentants de ce courant avaient connu différentes révoltes politiques qui ont fini dans le sang sans rien apporter de positif. Ils ne s'interdisaient pas de critiquer tel ou tel régime, mais se tenaient à l'écart de la politique refusant toute fonction publique, préférant enseigner le droit musulman et les sciences religieuses. Ja'far Al-Sadiq a développé la notion de la simulation (*taqiyyah*)¹ et a demandé à ses adhérents de ne pas se dépenser dans le combat contre l'autorité mais d'attendre le retour de l'imam caché, lequel rendra justice à l'humanité. Selon cet imam, tout savant religieux qui fréquente le pouvoir est un voleur².

-

¹ Voir sur ce concept la partie II, chap. I.II.

Nivin 'Abd-al-Khaliq Mustafa: Al-mu'aradah fil-fikr al-siyassi al-islami, Maktabat al-malik Faysal al-islamiyyah, Le Caire 1985, p. 372-415; Yussuf Qassim: Nazariyyat al-difa' al-shar'i fil-fiqh al-gina'i al-islami wal-qanun al-wad'i, Dar al-nahdah al-'arabiyyah, Le Caire 1985, p. 347-349. Selon les imamites, leur douzième imam sur-

B) Courant de la faisabilité (al-tamakkun)

Ce courant, représenté par l'imam Abu-Hanifah et les Mutazilites, ne condamne pas le recours à la force, mais refuse d'y prendre part tant que la réussite n'est pas assurée. C'est le principe de la pesée des intérêts: il ne faut pas que le remède soit pire que la maladie. Les Mutazilites ont fixé cinq conditions pour se révolter contre l'autorité. Il faut avoir la conviction que:

- 1. le but recherché est le bien. La simple supputation ne suffit pas;
- 2. ce contre quoi on se révolte est un mal;
- 3. le combat contre le mal désigné ne doit pas mener à un mal supérieur;
- 4. la révolte menée ne sera pas peine perdue, mais aura un effet positif;
- 5. la révolte ne nuira ni à la personne ni aux biens de celui qui l'entreprend.

Si ces conditions ne sont pas remplies, il suffit d'interdire le mal en montrant sa répugnance à son égard¹.

C) Courant de la révolution (al-thawrah)

Le début de ce courant se situe après l'assassinat du troisième calife 'Uthman et l'élection de 'Ali, élection contestée par les partisans de Muawiya. Un conflit sanglant s'en suivit. Craignant de perdre, Muawiya proposa d'arrêter le conflit et de le soumettre à deux arbitres, l'un choisi par 'Ali et l'autre par Muawiya. L'arbitre de 'Ali a commencé par le démettre, mais l'autre arbitre, au lieu de démettre Muawiya le confirma dans sa fonction causant de la sorte la division parmi les rangs de 'Ali. Des partisans de 'Ali refusèrent l'arbitrage y voyant une trahison de sa part. Ils l'abandonnèrent, d'où leur nom le plus courant *kharijites* (sortants). Quant aux autres, appelés chiites (partisans), ils ont juré de soutenir 'Ali. Ainsi est née une opposition politique qui a ses conséquences jusqu'à ce jour-ci sur la division entre sunnites et chiites.

Les kharijites forment le courant de la révolution. Ils recourent largement aux anathèmes, considérant toute violation de la religion, petite ou grande, comme une mécréance méritant un châtiment. Ils citent le Coran: "Quiconque ne juge pas d'après ce que Dieu a fait descendre, ceux-là sont les mécréants" (H-112/5:44), arme brandie devant tous leurs opposants. Ils ne reconnaissent un calife que s'il est élu librement par l'ensemble des musulmans. Ils préconisent d'émigrer du pays dominé par un régime injuste en se conformant à Mahomet qui avait quitté sa ville natale avant de la conquérir (H-92/4:97). Pour eux, accepter l'injustice irait contre la volonté divine: "Nous voulons gratifier ceux affaiblis dans la terre, les faire des guides, les faire les héritiers" (M-49/28:5).

Avec de tels principes, les kharijites étaient perpétuellement en révolte aussi bien contre les partisans de 'Ali que contre les partisans de Muawiya. Selon eux, chaque fois que le nombre des opposants atteint les quarante, il y a obligation de partir au combat "jusqu'à la mort ou la victoire de la religion de Dieu et la fin de la mé-

nommé le Mahdi avait disparu et il reviendra un jour "pour remplir le monde de justice après avoir été rempli d'injustice".

Mustafa: Al-mu'aradah, op. cit., p. 302-369.

créance et de l'oppression". Lorsque leur nombre passe en dessous de trois, ils doivent arrêter le combat et taire leurs convictions (*kitman*). En raison de leur spontanéité et du manque d'organisation, leurs révoltes ont fait beaucoup de victimes pour peu de résultat. Ils se sont alors déplacés dans les périphéries de l'empire, en Afrique du Nord où ils ont des adeptes parmi les berbères et à Oman (appelés '*ibadites*)¹.

Bien que les chiites appartiennent en majorité au courant de la patience, certains de leurs groupes prônent la voie de la révolution. Il faut cependant préciser que pour eux il ne peut y avoir d'opposition dans le cadre du pouvoir de l'Imam, ni pacifique ni violente, parce que l'imam est infaillible. Leur opposition au pouvoir ne peut donc avoir lieu qu'à l'égard d'un régime autre que celui de l'imam².

D) Position particulière face à l'apostasie

La question de l'apostasie du pouvoir occupe dans ce domaine une importance particulière. Quel que soit le courant auxquels ils appartiennent, les légistes musulmans sont unanimes sur le devoir de déposer le chef de l'État qui apostasie. L'apostasie peut consister non seulement à abandonner l'Islam pour une autre religion, mais aussi à nier le caractère obligatoire de certains devoirs religieux comme la prière, le jeûne, les normes de partage de l'héritage, etc. Le devoir de déposer le chef de l'État est basé sur le verset H-92/4:141: "Jamais Dieu ne fera une voie aux mécréants contre les croyants". On y ajoute que le chef de l'État est chargé de sauvegarder la religion, et s'il apostasie lui-même, il n'y a plus d'intérêt à l'avoir comme chef. Bien plus, son maintien au pouvoir risque de détourner les autres de leur foi³.

Section 2. Système politique actuel

1) Fin du califat et rêve du califat

Les ressortissants musulmans des pays arabes sont dans leur majorité d'obédience sunnite. Ils croient donc que le pouvoir suprême de l'ensemble de la communauté islamique doit être exercé par un calife.

Cette fonction, originairement dans les mains de personnes de la tribu du prophète, a été accaparée par les Ottomans au XVI^e siècle après qu'ils ont eu conquis la grande majorité des pays arabes. À la suite de la défaite de l'Empire ottoman dans la première guerre mondiale et de son démantèlement par les Occidentaux, Mustafa Kamal a décidé de faire de ce qui restait de la Turquie un État laïque: il a aboli

.

¹ Ibid., p. 255-269.

² Ibid., p. 218-219 et 277-299.

³ 'Uthman: Ri'assat, op. cit., p. 405-406.

le 1^{er} novembre 1922 le sultanat qui constituait l'aspect politique du califat. Ce dernier fut à son tour aboli le 3 mars 1924. C'est la première fois dans l'histoire que cette fonction devient vacante. Ainsi, les musulmans sunnites, après avoir perdu l'indépendance de leurs pays occupés par les puissances coloniales, perdirent le dernier symbole de leur unité.

La suppression du califat, considéré comme un véritable dogme, a provoqué des réactions multiples parmi les musulmans arabes bien que ces derniers aient porté les armes contre l'Empire ottoman aux côtés des Anglais.

Nous ne ferons pas l'histoire du découpage de la communauté musulmane en différents pays et des différentes phases qui précédèrent et suivirent le démantèlement de l'Empire ottoman. Signalons simplement que le monde musulman compte 57 pays musulmans d'environ un milliard et demi d'habitants faisant partie de l'Organisation de la coopération islamique dont la majorité est composée de non-Arabes. Les Arabes, environ 400 millions, sont divisés en 22 pays qui font partie de la Ligue des États arabes.

Malgré ces divisions, le rétablissement du califat reste un rêve qui alimente de nombreux écrits d'auteurs arabes musulmans contemporains. Ces auteurs n'ont pas de mots trop durs à l'égard de Mustafa Kamal, traité de franc-maçon et accusé d'avoir des liens avec les adeptes de la secte juive *Donmeh* qui simulaient l'Islam¹. Et qui dit califat dit en fait unité des pays musulmans entre lesquels la concorde est loin de régner. Et c'est un euphémisme lorsqu'on sait les guerres sanglantes qui les opposent les uns aux autres.

2) Différents régimes des pays arabes

On distingue deux sortes de régimes politiques dans les pays arabes – des monarchies et des républiques:

- Monarchies: Maroc, Jordanie, Arabie saoudite, Kuwait, Oman, Bahreïn, Qatar et les sept émirats composant les Émirats arabes unis.
- Républiques: Les autres pays arabes sont des républiques qui ont été précédées par des monarchies. Leurs chefs d'État sont parvenus au pouvoir soit par l'élection (comme au Liban et en Égypte), soit par un coup d'État (comme en Syrie, ainsi qu'en Irak et en Tunisie avant le printemps arabes).

Un seul chef d'État arabe est chrétien, celui du Liban.

3) Violence et alternance du pouvoir politique

En l'absence de normes dans le Coran et la Sunnah et de consensus concernant les conditions du pouvoir et son alternance, les musulmans se sont souvent affrontés sur ce terrain. C'est la cause de la scission entre sunnites et chiites. Les quatre premiers Califes dont le règne est considéré comme l'âge d'or de la société musulmane ont fini assassinés: Abu-Bakr (selon certaines sources, en 634), 'Umar (en 644),

Da'ud 'Abd-al-'Afuw Sunnaqrat: Al-quwa al-khafiyyah lil-yahudiyyah al-'alamiyyah al-massuniyyah, Dar al-furqan, Le Caire 1983, p. 128-144; Muhammad 'Ali Al-Zu'bi: Al-massuniyyah fil-'ara', Dar al-gil, Beyrouth 1983, p. 146-152.

'Uthman (en 656) et 'Ali (en 660). De nombreux califes omeyades et abbassides ont fini eux aussi assassinés ou empoisonnés. Sous l'Empire ottoman, le pouvoir passait au plus fort. Après son investiture, le calife se pressait, avec la bénédiction des autorités religieuses, de liquider physiquement ou d'enfermer dans des cages (*qafas*) les membres de sa famille dont il craignait la concurrence. Sur 26 successions, il y a eu 17 cas de destitutions par la force. Ceux qui sont destitués sont tués ou jetés dans les cages¹.

Aujourd'hui encore la violence continue. Sur 28 changements de régimes intervenus dans six pays arabes (Algérie, Soudan, Irak, Libye, Syrie et Yémen du Nord) entre 1950 et 1985, deux se sont faits par cession volontaire, deux par mort naturelle et le reste s'est fait par la destitution violente accompagnée dans cinq cas d'assassinat². Entre 1971 et 1985, il y a eu dans le monde arabe 34 tentatives de coups d'État, 37 tentatives d'assassinats, cinq assassinats de chefs de l'État et plus de 2727 peines de mort pour des raisons politiques³. Rarement un chef d'État arabe abandonne le pouvoir de son propre choix ou par voie démocratique, qu'il soit monarque ou président. Nous donnons ici quatre exemples.

En Égypte, à la suite de la révolution de 1952, la monarchie fut officiellement abolie le 18 juin 1953 et remplacée par une république. Le roi Farouq fut envoyé en exil. Depuis, ce pays a connu six présidents:

- Naguib, destitué le 14 novembre 1954 et emprisonné par ses propres compagnons de la révolution.
- Nassir régna en véritable dictateur jusqu'à sa mort naturelle (?) le 28 septembre 1970.
- Sadate fut assassiné le 6 octobre 1980.
- Mubarak: vice-président de la République arabe d'Égypte au moment de l'assassinat d'Anouar el-Sadate, en 1981, il lui succède après la tenue d'une élection. Il est ensuite constamment réélu. Lors de la révolution égyptienne de 2011, il est poussé à la démission.
- Mohamed Morsi: sa présidence commence le 30 juin 2012 après des élections douteuses. Il fut destitué le 3 juillet 2013 par le général Al-Sissi, chef d'étatmajor de l'armée égyptienne.
- Al-Sissi: il est nommé président le 8 juin 2014.

En Tunisie, la monarchie fut abolie le 25 juillet 1957 et le président Bourguiba fut investi comme président de la république en lieu et place du Bey Muhammad Al-Amin. Il resta au pouvoir jusqu'au 7 novembre 1987. Déclaré sénile et inapte à gouverner, il fut remplacé par son premier ministre Zine Al-Abidine Ben Ali. Pendant la révolution tunisienne, le 14 janvier 2011, il quitte le pays pour l'Arabie saoudite, sous la pression de l'armée tunisienne et de son entourage, et le Premier

_

Salah Salim Zartuqah: Anmat al-istiyla' 'ala al-sultah fil-duwal al-'arabiyyah 1950-1985, Madbuli, Le Caire 1992, p. 169-177.

² Ibid., p. 285.

Hassanayn Tawfiq Ibrahim: Zahirat al-'unf al-siyassi fil-nuzun al-'arabiyyah, Markaz dirassat al-wihdah al-'arabiyyah, Beyrouth 1992, p. 122, 123 et 129.

ministre, Mohamed Ghannouchi, se proclame président par intérim. Le lendemain, du fait de la vacance définitive au poste de président de la République, le Conseil constitutionnel désigne Fouad Mebazaa comme président de la République tunisienne par intérim. Moncef Marzouki le remplace le 12 décembre 2011. L'actuel président Béji Caïd Essebsi lui succède le 31 décembre 2014.

En Syrie, la monarchie fut remplacée par une république en 1941. Ce pays a le record des coups d'État militaires dans le monde arabe. En 1949, trois coups d'État consécutifs ont eu lieu, suivis d'autres coups d'État en 1954, 1958, 1961, 1963, 1966 et 1970. Ce dernier coup d'État fut dirigé par Hafiz Al-Assad, alors ministre de la défense. Il fut confirmé président de la République par référendum populaire à plusieurs reprises, sans aucun concurrent. Son régime a connu environ 50 tentatives de coups d'État. Son fils Bachar Al-Assad lui succéda après sa mort le 10 juin 2000.

Oman est une monarchie. Le pouvoir suprême est héréditaire dans la famille Al-Bu-Sa'id depuis 1888. La passation du pouvoir de père en fils par la force y est un usage. L'actuel sultan Qabous a pris le pouvoir en 1970 aidé par les Anglais après une révolution de palais contre son père qui s'échappa à Londres où il est mort à la suite de ses blessures.

4) Compétences du chef de l'État et culte de la personnalité

Les dirigeants arabes, qu'ils soient rois, émirs ou présidents, se comportent souvent comme si l'État et ses biens étaient leur propriété privée. À peine Sadate était assassiné que les scandales concernant des irrégularités financières ont commencé à pointer de tout part. Mubarak fit même détruire une de ses maisons construite dans un lieu interdit. Sa femme aurait été la responsable d'une immense compagnie de transport, etc. Et que dire des monarchies pétrolières du Golfe dont les richesses sont en fait la propriété du chef de l'État et des membres de sa famille.

Le culte de la personnalité est l'expression extérieure de la domination qu'exerce un chef d'État arabe. Mesurez l'espace qu'occupent ses photos et vous saurez l'étendue de son autorité.

J'ai pu voir dans la salle de douane à la frontière d'un pays arabe plus de 35 photos du chef de l'État, dans toutes les positions, avec des extraits de ses discours. Dans un autre pays, vous croisez les effigies et les statues du président à chaque coin de rue. Dans un autre, les membres de la garde présidentielle portent sur leurs vestes des *pin's* à l'effigie du président. Dans un autre, chaque ville et chaque village doit obligatoirement avoir des stèles et des monuments en l'honneur du chef de l'État. Des maires ont été destitués pour avoir protesté contre la charge que de tels monuments occasionnaient à leur ville. Lors du comptoir de Lausanne de 1991 auquel l'Arabie saoudite était l'invité d'honneur, la seule photo qu'on voyait était celle du roi Fahd qui mesurait environ deux mètres de largeur sur trois mètres de hauteur alors que nulle part on ne voyait la photo du président de la Confédération suisse.

Un homme de bon sens et normalement constitué ne saurait accepter que ses photos soient exposées partout. Il prendrait la prolifération de ses photos comme un geste de moquerie à son égard. Et comble de contradiction, les normes islamiques

sont opposées à l'image d'un être vivant, homme ou animal, sous quelque forme que ce soit: en peinture, en photo ou en statue de crainte qu'elle ne conduise à l'adoration des créatures ou à la débauche. Mahomet aurait dit que ceux qui s'adonnent à la fabrication de tels objets seront punis dans l'au-delà. De nombreuses *fatwas* ont été émises par la *Commission de fatwa* saoudienne à cet effet. La photo n'est autorisée qu'en cas de nécessité: carte d'identité, moyen de preuve des délinquants, etc. Les anges, affirment ces *fatwas*, n'entrent pas dans une maison où se trouvent de telles photos'.

Nous n'entendons pas nous étendre sur le système politique dans les pays arabes. Ce qui précède montre suffisamment que la violence dans l'alternance du pouvoir est institutionnelle. Nous renvoyons le lecteur intéressé à notre ouvrage: Les musulmans face aux droits de l'homme². Mais nous devons ici donner la parole au courant de l'opposition non violente.

5) Courant de l'opposition non violente

Ce dernier courant se fraie difficilement un chemin dans le monde arabe. À notre connaissance le premier ouvrage écrit par un auteur musulman arabe sur ce sujet est celui de Khalid Al-Qashtini, un opposant politique irakien qui vit à Londres. L'auteur signale dans l'introduction de la deuxième édition les difficultés qu'il a rencontrées pour publier cet ouvrage dans le monde arabe. Un des éditeurs à Beyrouth a même refusé que le manuscrit entre dans son bâtiment³. Publié en 1984 par *Dar al-Karmil*, maison d'édition palestinienne à Amman après la suppression de certains de ses passages, il fut réédité en 1986 à Jérusalem par le *Centre palestinien pour l'étude de la non-violence*.

Cet auteur explique que l'homme arabe a commis l'erreur politique d'affronter les régimes arabes de la même manière avec laquelle il a affronté les forces coloniales, à savoir avec la violence et les armes. Le changement de régimes arabes par la force, loin d'apporter les résultats escomptés, n'a fait que radicaliser ces régimes, renforcer leur oppression et détruire les entreprises et les biens du pays. Sachant qu'en cas de perte du pouvoir, les dirigeants risquent la peine de mort, ils se protègent en muselant l'opposition et en la liquidant physiquement. Cette attitude relève de la légitime défense. Ayant été régie par l'épée, l'opposition qui parvient au pouvoir se sert à son tour de l'épée pour se maintenir au pouvoir.

On se trouve ainsi dans un cercle vicieux qu'il faut casser en cessant de menacer de mort les dirigeants et de saboter les entreprises nationales. Pour remédier à cette situation, il faut œuvrer pour l'établissement de régimes démocratiques. Mais cela nécessite un travail de longue haleine et une éducation de la masse. L'opposition doit commencer par renoncer à la violence pour ne pas pousser les régimes dans la violence et pour ne pas habituer le peuple à la violence. Une telle violence du

-

¹ Magallat al-buhuth al-islamiyyah (Riyad), no. 25, 1989, p. 64-65; no 19, 1887, p. 138 et 160; no 21, 1988, p. 63-64.

² Les musulmans face aux droits de l'homme, op. cit., p. 299-370.

Khalid Qashtini: Nahwa al-la-'unf, al-markaz al-falastini li-dirassat al-la-'unf, 2ème éd., Jérusalem 1986, p. 6.

peuple ouvre la voie vers le banditisme et l'illégalité¹. Si l'homme s'habitue au langage des armes, il ne comprendra pas une autre logique que celle des armes². Une opposition violente, qu'elle gagne ou qu'elle perde, laisse toujours des pertes irrémédiables pour les vies et les biens, créant un fardeau difficile à porter. Par conséquent, la seule voie civilisée est de recourir à la résistance non violente³.

Mais peut-on amener le peuple arabe à adopter la résistance non violente alors que tout laisse croire qu'il s'agit d'un peuple enclin à la violence? Al-Qashtini essaie, à travers des cas de résistance non violente dans l'histoire arabe, d'innocenter l'Arabe d'une telle accusation. Il tente aussi de légitimer le recours à la non-violence en citant des versets coraniques et des récits de Mahomet⁴. Tout en reconnaissant que la non-violence reste une notion nouvelle pour les peuples du Proche-Orient⁵, il pense qu'"après le rejet des méthodes des coups d'État militaires et l'amertume des conflits internes armés, il ne reste devant tout citoyen libre que la méthode de la résistance non violente s'il a véritablement à cœur la réparation de ce qui est réparable". Il termine son livre sur un ton prophétique:

Le Proche-Orient est une région ancienne qui a vu la naissance et la disparition d'une dizaine de peuples et de nations. Ni Dieu ni personne n'a jamais donné à la nation arabe une assurance de rester pour l'éternité. Le Coran, au contraire, dit "la terre sera héritée par mes serviteurs vertueux" [M-73/21:105]. Or, nul d'entre nous ne considère aujourd'hui les peuples arabes comme faisant partie des serviteurs vertueux de Dieu. L'histoire a mis fin aux Babyloniens, aux Cananéens, aux Phéniciens, aux Pharaons en raison de leur injustice et de leurs mauvais gouvernements. Il en sera de même de la nation arabe dont les biens seront hérités par d'autres nations si elle continue à se comporter de cette manière insolente, à s'entre-déchirer et à se gouverner d'une manière distraite⁷.

¹ Ibid., p. 17-23.

² Ibid., p. 27.

³ Ibid., p. 28-31.

⁴ Ibid., p. 112-129.

⁵ Ibid., p. 224.

⁶ Ibid., p. 224.

⁷ Ibid., p. 223.

Partie III. Violence extérieure envers les non-musulmans

Toute guerre est précédée d'un conditionnement psychologique de la population en lui inspirant la haine envers l'ennemi. On ne peut en effet agresser ceux qu'on aime. De ce fait, nous étudierons dans un premier chapitre la haine comme prélude à la guerre.

Si la guerre semble perdue d'avance, on recourt à la dissimulation. C'est le sujet du deuxième chapitre que nous intitulons: baise la main que tu ne peux pas couper. Le troisième chapitre sera consacré au jihad proprement dit. Et le quatrième abordera la question de la *jizya* et des rapports avec les dhimmis.

Chapitre 1. La haine comme prélude à la guerre

Toute guerre est précédée d'un conditionnement psychologique de la population qui lui inspire la haine pour l'ennemi. On ne peut en effet agresser ceux qu'on aime. Quelle est la place de la haine dans l'islam?

1) Prière haineuse dix-sept fois par jour

Le musulman doit réciter 17 fois la Fatiha (M-5/1:1-7)) lors de ses cinq prières quotidiennes. Elle est récitée aussi lors de la conclusion du contrat de mariage, lors des visites des cimetières et à d'autres occasions. Cette Fatiha dit:

- 1. Au nom de Dieu, le tout miséricordieux, le très miséricordieux.
- 2. Louange à Dieu, le Seigneur des mondes,
- 3. le tout miséricordieux, le très miséricordieux,
- 4. possesseur [des affaires] au jour du jugement.
- 5. C'est toi que nous adorons, et c'est toi dont nous demandons l'aide.
- 6. Dirige-nous [vers] le chemin droit,
- 7. le chemin de ceux que tu as gratifiés, non pas [le chemin] de ceux encourant la colère, ni [le chemin] des égarés.

Nous avons examiné le sens qui est donné au dernier verset par environ 80 exégètes anciens et modernes¹. Ces exégètes divergent sur le sens à donner à "ceux

Voir notre ouvrage La Fatiha et la culture de la haine: Interprétation du 7^e verset à travers les siècles, Createspace (Amazon), Charleston, 2014

que tu as gratifiés": ils seraient les prophètes, voire les juifs avant qu'ils se détournent de la vraie foi, voire les musulmans eux-mêmes qui ont été gratifiés par la foi. Mais ils sont pratiquement unanimes à dire que "ceux qui encourant la colère" de Dieu sont les juifs, et que les "égarés" sont les chrétiens, partant d'un récit de Mahomet qui aurait dit: "Les juifs sont les gens contre qui Dieu est en colère, et les chrétiens sont les gens égarés". Ils corroborent cette interprétation par de nombreux versets dont:

Ceux qui ont pris le veau (pour un dieu), auront sur eux de la part de leur Seigneur, une colère, et une humiliation dans la vie ici-bas. Ainsi rétribuons-nous les fabulateurs (M-39/7:152).

[...] lorsque vous dîtes: "Ô Moïse! Nous n'endurerons plus une seule nourriture. Appelle donc ton Seigneur pour qu'il nous fasse sortir de la terre ce qu'elle fait pousser, de ses légumes, ses concombres, son ail, ses lentilles et ses oignons!" Il dit: "Voulez-vous échanger le meilleur contre le moindre? Descendez en Égypte. Vous y trouverez ce que vous demandez!" Ils seront frappés d'humiliation et d'indigence, et encourront la colère de Dieu. Cela parce qu'ils mécroyaient dans les signes de Dieu, et qu'ils tuaient les prophètes sans droit. Cela parce qu'ils désobéissaient et transgressaient (H-87/2:61).

Où qu'on les trouve, ils seront frappés d'humiliation, à moins d'une corde (de secours) de la part de Dieu ou d'une corde (de secours) de la part des humains. Ils encourront la colère de Dieu, et seront frappés d'indigence. Cela parce qu'ils mécroyaient dans les signes de Dieu, et qu'ils tuaient les prophètes sans droit. Cela parce qu'ils désobéissaient et transgressaient (H-89/3:112).

Quiconque obéit à Dieu et à l'envoyé, ceux-là seront avec ceux que Dieu a gratifiés: prophètes, véridiques, témoins et vertueux. Quels bons compagnons que ceux-là! (H-92/4:69).

Dis: "Vous informerai-je de ce qui est pire que cela, comme rétribution auprès de Dieu? Celui que Dieu a maudit, contre lequel il est en colère, ceux dont il a fait des singes et des porcs, de même que celui qui a adoré les idoles, ceux-là ont la pire situation et sont les plus égarés de la voie droite" (H-112/5:60).

Dis: "Ô gens du livre! N'exagérez pas dans votre religion, (Ne dites) que la vérité. Ne suivez pas les désirs des gens qui se sont égarés auparavant, ont égaré beaucoup et se sont égarés de la voie droite" (H-112/5:77).

Ceux qui ont mécru parmi les fils d'Israël ont été maudits par la langue de David et de Jésus fils de Marie. Cela parce qu'ils désobéissaient et transgressaient (H-112/5:78).

Ils ne s'interdisaient pas les uns aux autres ce qu'ils faisaient de répugnant. Combien détestable ce qu'ils faisaient! (H-112/5:79).

Si effectivement le sens avancé par les exégètes est celui que nous venons d'évoquer, on se demande comment les musulmans peuvent coexister en paix et en harmonie avec les juifs et les chrétiens alors qu'ils répètent ce chapitre dans leurs cinq prières quotidiennes, y compris le septième verset précité? Et si telle est leur posture à l'égard des juifs et des chrétiens, qui sont les Gens du Livre, que penser

alors de leur attitude à l'égard de ceux qui ne font même pas partie des Gens du Livre?

Dans une vidéo¹, une petite fille de deux ans répond à des questions sur la religion. Parmi celles-ci: qui sont les gens contre lesquels Dieu est en colère? Et la petite fille de répondre: ce sont les juifs. Et qui sont les égarés? Ce sont les chrétiens. Quel espoir pouvons-nous avoir en nos jeunes gens si on leur enseigne une telle discrimination dès leur plus tendre enfance?

2) Instigation à la haine dans l'enseignement

Celui qui analyse l'enseignement en Égypte, ne peut que s'étonner de la violence et de la haine religieuse émanant des programmes imposés par l'État aux écoles publiques et privées. Des termes comme la guerre sainte (*jihad*), les mécréants (*kafir*), les polythéistes (*mushrik*) y sont souvent utilisés. Ces deux derniers termes désignent normalement les non-musulmans et ceux parmi les musulmans qui ne partagent pas le point de vue musulman orthodoxe². Ce même phénomène est observé dans d'autres pays arabes. Avec un tel enseignement, les régimes arabes poussent la jeunesse au fanatisme et creusent leur propre tombe.

Ce genre d'enseignement a sa part de responsabilité dans la violence qui régné en Algérie pendant la décennie noire (1991-2000) qui coûta la vie à plus de 60 000 personnes, voire 150 000 personnes, avec des milliers de disparus, un million de personnes déplacées, des dizaines de milliers d'exilés et plus de vingt milliards de dollars de dégâts. Après son indépendance, ce pays a arabisé les programmes d'enseignement. Ceci en soi est légitime pour un pays qui se dit arabe. Mais comme l'Algérie n'avait pas de cadre enseignant, il a fait venir par bateaux entiers des enseignants de l'Égypte. Il s'agissait notamment de gens diplômés de l'Université Al-Azhar, et donc de tendance intégriste. Ceux-ci ont alors incrusté le fanatisme religieux égyptien dans l'esprit de la jeunesse algérienne. Certains parmi ces enseignants ont occupé des fonctions importantes. Tel est le cas du Cheikh Al-Ghazali qui enseigné à l'université islamique émir Abd el-Kader en Algérie (Constantine) de 1984 à 1989. Ce même Al-Ghazali a justifié en 1992 l'assassinat du penseur Faraj Fodah, tué par des intégristes égyptiens en raison de ses opinions libérales³.

On peut en dire autant des programmes religieux diffusés à longueur de journée (et parfois même la nuit) par les radios et les télévisions du monde arabe. Ces programmes créent un véritable climat d'hallucination religieuse parmi la population musulmane. Des écoles islamiques en Occident aussi enseignent à leurs élèves qu'il faut tuer l'apostat, lapider l'adultère, etc.⁴

_

¹ http://goo.gl/sbP0h3

Voir notre étude L'enseignement religieux en Égypte: Statut juridique et pratique, in: Praxis juridique et religion, 6.1.1989, p. 10-41, texte disponible ici: https://goo.gl/jRQ2Km. Voir cette vidéo: "La source du terrorisme est dans l'enseignement islamique officiel", alerte un général égyptien: https://goo.gl/6r22oQ

³ Voir son témoignage devant le tribunal: https://goo.gl/W8Thd1

⁴ https://goo.gl/jyeVht; https://goo.gl/dmBxDN

3) Déshumanisation des mécréants

Afin d'approfondir le fossé entre les croyants et les mécréants, le Coran déshumanise ces derniers, les comparant aux animaux:

Ceux chargés de la Torah, mais qui ne s'en sont pas chargés, ressemblent à l'âne chargé de livres. Quelle détestable ressemblance que celle des gens qui ont démenti les signes de Dieu! Dieu ne dirige pas les gens oppresseurs (H-110/62:5).

Nous avons créé beaucoup de djinns et d'humains pour la géhenne. Ils ont des cœurs avec lesquels ils ne comprennent pas, ils ont des yeux avec lesquels ils ne voient pas, et ils ont des oreilles avec lesquelles ils n'écoutent pas. Ceux-là sont comme les bétails, ou plutôt plus égarés. Ceux-là sont les inattentifs (M-39/7:179).

Vous avez connu ceux des vôtres qui transgressèrent le sabbat. Nous leur dîmes alors: "Soyez des singes humiliés" (H-87/2:65).

Dis: "Vous informé-je de ce qui est pire que cela, comme rétribution auprès de Dieu? Celui que Dieu a maudit, contre lequel il est en colère, dont il a fait des singes et des porcs, et celui qui a adoré les idoles. Ceux-là ont la pire situation, et sont les plus égarés de la voie droite" (H-112/5:60).

Lorsqu'ils ont été insolents au sujet de ce qui leur a été interdit, nous leur avons dit: "Soyez des singes humiliés" (H-39/7:166).

Si nous avions voulu, nous l'aurions élevé par eux. Mais il s'attacha à la terre et suivit ses désirs. Il ressemble à un chien. Si tu portes contre lui il halète, ou si tu le laisses il halète aussi. Voilà la ressemblance des gens qui ont démenti nos signes. Narre la narration. Peut-être réfléchiront-ils! (M-39/7:176).

4) Interdiction de prendre les mécréants comme alliés

Il est un dogme fondamental dans l'islam appelé *al-wala' wal-bara'*, traduit par Alliance et désaveu auquel nous avons consacré un ouvrage sur lequel nous nous basons ici¹.

A) Base coranique: H-89/3:28-29

Le dogme de l'alliance et du désaveu se base principalement sur les deux versets suivants:

Que les croyants ne prennent pas les mécréants pour alliés hors des croyants. Quiconque fait cela, n'est pas [des alliés] de Dieu, à moins que vous ne les craigniez. Dieu vous prémunit de [son châtiment]. C'est vers Dieu la destination. Dis: "Que vous cachiez ce qui est dans vos poitrines, ou que vous le fassiez apparaître, Dieu le sait. Il sait ce qui est dans les cieux et dans la terre. Dieu est puissant sur toute chose" (H-89/3:28-29).

Alliance, désaveu et dissimulation: Interprétation des versets coraniques 3:28-29 à travers les siècles, Createspace (Amazon), Charleston, 2015, https://goo.gl/5BesBe.

Ces deux versets établissent la règle générale de la méfiance à l'égard des nonmusulmans, interdisant aux musulmans de les prendre pour alliés, sauf s'ils les craignent. Et dans ce cas, ils peuvent recourir à la dissimulation, qui consiste à dire, voire à faire une chose sans y adhérer intérieurement, jusqu'à ce que la situation change en faveur des musulmans.

Cette règle de la méfiance est doublée de discriminations à l'égard des nonmusulmans. Cette attitude est la suite normale de la perception coranique des juifs et des chrétiens considérés par le premier chapitre du Coran respectivement "des gens contre lesquels Dieu est en colère" et "des égarés" comme signalé plus haut.

Elle s'inscrit aussi dans la ligne du verset H-87/2:256 "Nulle contrainte dans la religion" qui permet de tolérer extérieurement des juifs, des chrétiens, des sabéens et des zoroastriens, dans l'espoir de les voir se convertir à l'islam, s'ils acceptent entretemps de payer le tribut et de se soumettre à des normes discriminatoires, selon le verset de la *jizya* H-113/9:29. Sans quoi ils sont passés par l'épée ou expulsés de leurs terres. Quant aux polythéistes, ce verset ne leur octroie que le choix entre la conversion à l'islam ou l'épée. Et tout cela s'est effectivement produit en Irak, à notre époque, avec les chrétiens et les Yézidis en vertu du verset du sabre H-113/9:5.

Nous allons dans ce chapitre montrer ce que disent les exégètes musulmans à propos des versets H-89/3:28-29.

B) Causes de la révélation

Les exégètes commencent généralement par examiner les causes de la révélation, dont nous donnons ici une compilation:

1) Ammar Ibn-Yasser tombé entre les mains des mécréants

Les versets H-89/3:28-29 auraient été révélés à propos d'Ammar Ibn-Yasser, compagnon de Mahomet, qui est tombé entre les mains des associateurs. Ceux-ci ne l'ont libéré qu'après qu'il ait insulté Mahomet et dit du bien de leurs divinités. Mahomet s'informa auprès de lui comment il allait. Il répondit qu'il se sentait mal puisque les associateurs ne l'ont libéré qu'après l'avoir forcé à insulter Mahomet et dire du bien de leurs divinités. Mahomet lui demanda: "Comment tu te sens dans ton cœur?" Il répondit: "Mon cœur est rassuré par la foi". Mahomet répliqua: "S'ils récidivent, récidive toi aussi".

2) Les deux compagnons de Mahomet avec Musaylamah le menteur

Les versets H-89/3:28-29 auraient été révélés à propos des deux compagnons de Mahomet avec Musaylamah le menteur. Celui-ci prit ces deux compagnons et demanda à l'un d'eux: "Attestes-tu que Mahomet est le messager de Dieu?" Il répondit par la positive. Musaylamah lui demanda encore: "Attestes-tu que Musaylamah est le messager de Dieu?" Il répondit aussi par la positive. Il interrogea le deuxième: "Attestes-tu que Mahomet est le messager de Dieu?" Il répondit par la positive. Musaylamah lui demanda encore: "Attestes-tu que Musaylamah est le messager de Dieu?" Il répondit: "Je suis sourd". Il lui répéta la question trois fois, et reçut la même réponse. Il lui trancha alors le cou. Apprenant cette nouvelle, Maho-

met dit: "Le premier a fait usage de la permission de Dieu, nulle faute ne peut lui être imputée. Le deuxième est mort selon sa conviction, félicitation à lui".

3) Des juifs qui voulaient pervertir la religion d'Ansarites

Les versets H-89/3:28-29 auraient été révélés à propos d'Al-Hajjaj Ibn-Amrou, allié de Ka'b Ibn-al-Ashraf, Ibn Abi-al-Haqiq et Qays Ibn-Zayd qui étaient entrés dans l'intimité d'un groupe d'Ansarites pour pervertir leur religion. Rifa'ah Ibn-al-Mundhir Ibn-Zubayr, Abdallah Ibn-Jubayr et Sa'd Ibn-Khaydhamah ont dit aux Ansarites de s'écarter de ces juifs et d'éviter leur amitié et leur compagnie afin qu'ils ne pervertissent pas leur religion. Mais le groupe d'Ansarites en question a refusé d'obtempérer.

4) Hatib Ibn-Abi Balta'ah et son amitié envers les mécréants de La Mecque Les versets H-89/3:28-29 auraient été révélés à propos d'Hatib Ibn-Abi Balta'ah, compagnon de Mahomet, et d'autres, qui montraient de l'amitié envers les mécréants de La Mecque.

5) Abdallah Ibn-Saloul et ses compagnons hypocrites

Les versets H-89/3:28-29 auraient été révélés à propos d'Abdallah Ibn-Saloul et trois cents de ses compagnons hypocrites. Ils faisaient semblant d'être croyants tout en étant alliés des juifs auxquels ils rapportaient les nouvelles des croyants, espérant la victoire des juifs sur ces derniers.

6) Ubadah Ibn-al-Samit et ses alliés juifs

Les versets H-89/3:28-29 auraient été révélés à propos d'Ubadah Ibn-al-Samit, Ansarite, chef de caravane et militaire. Il avait des alliés parmi les juifs. Lorsque Mahomet est sorti pour la bataille des coalisés, dite aussi bataille du fossé, Ubadah lui a demandé de se faire accompagner de 500 hommes juifs pour le soutenir contre l'ennemi. Ce verset vint le lui interdire.

7) Asma' fille d'Abu-Bakr

Les versets H-89/3:28-29 auraient été révélés à propos Asma' fille d'Abu-Bakr. Celle-ci avait demandé à Mahomet d'avoir des rapports avec sa mère avant qu'elle n'émigre à Médine. Mahomet le lui a permis.

C) Versets associés aux versets H-89/3:28-29

Les exégètes se réfèrent ensuite à plusieurs versets pour en déterminer le sens et les limites des deux versets H-89/3:28-29:

Il dit: "Avez-vous vu ce que vous adoriez, vous et vos pères d'avant? [Sachez qu']ils sont tous pour moi des ennemis, sauf le Seigneur des mondes (M-47/26:75-77).

Si Dieu fait qu'une nuisance te touche, nul ne peut l'écarter hors de lui. Et s'il te veut un bien, nul ne peut repousser sa faveur. Il touche avec lui qui il souhaite parmi ses serviteurs. Il est le pardonneur, le très miséricordieux" (M-51/10:107).

Lorsque tu vois ceux qui divaguent à propos de nos signes, détourne-toi d'eux jusqu'à ce qu'ils divaguent à propos d'un autre récit. Si le satan te fait oublier, ne t'assois pas après que tu te rappelles avec les gens oppresseurs (M-55/6:68).

Si tous deux te forcent à m'associer ce dont tu n'as aucune connaissance, ne leur obéis pas. Accompagne-les dans la vie ici-bas, [une compagnie] convenable. Suis la voie de celui qui se repent à moi. Ensuite, vers moi sera votre retour. Je vous informerai alors de ce que vous faisiez" (M-57/31:15).

Quiconque a mécru en Dieu après avoir cru, sauf celui qui a été contraint alors que son cœur est rassuré par la foi, [aura une forte menace]. Mais celui qui ouvre la poitrine à la mécréance, une colère de Dieu tombera sur eux. Et ils auront un grand châtiment. Cela parce qu'ils ont aimé la vie ici-bas plus que la vie dernière, et que Dieu ne dirige pas les gens mécréants (M-70/16:106-107).

Dépensez dans la voie de Dieu, et ne [vous] lancez pas de vos propres mains dans la perdition. Faites du bien, Dieu aime les bienfaisants (H-87/2:195).

Parmi les humains, il y a celui dont la parole sur la vie ici-bas t'étonne, et qui prend Dieu à témoin de ce qu'il a dans le cœur, tandis que c'est le plus irréductible disputeur (H-87/2:204).

Dieu est l'allié de ceux qui ont cru. Il les fait sortir de l'obscurité à la lumière. Ceux qui ont mécru, leurs alliées sont les idoles qui les font sortir de la lumière à l'obscurité. Ceux-là sont les compagnons du feu. Ils y seront éternellement (H-87/2:257).

[Rappelez-vous] lorsque ton Seigneur révèle aux anges: "Je suis avec vous, raffermissez donc ceux qui ont cru. Je lancerai l'effroi dans les cœurs de ceux qui ont mécru. Frappez alors au-dessus des cous, et frappez tous leurs doigts" (H-88/8:12).

Quiconque, ce jour-là, leur tourne le dos, à moins que ce ne soit en déplacement pour le combat, ou pour rallier un groupe, encourra la colère de Dieu, et la géhenne sera son abri. Quelle détestable destination! (H-88/8:16).

Préparez contre eux autant que vous pouvez comme force et comme chevaux en alerte, afin d'effrayer l'ennemi de Dieu et le vôtre, et d'autres hors de ceux-ci que vous ne connaissez pas. Dieu les connaît. Ce que vous dépensez dans la voie de Dieu vous sera acquitté, et vous ne serez pas opprimés (H-88/8:60).

Ceux qui ont mécru sont alliés les uns des autres. Si vous ne le faites pas, il y aura subversion dans la terre et grande corruption (H-88/8:73).

La religion auprès de Dieu est l'Islam. Ceux auxquels le livre fut donné ne divergèrent qu'après que la connaissance leur fut venue, par abus entre eux. Quiconque mécroit aux signes de Dieu, [sache que] Dieu est prompt dans le compte (H-89/3:19).

Les humains qui ont priorité à [la religion d']Abraham, sont ceux qui l'ont suivi, ce Prophète, et ceux qui ont cru [avec lui]. Dieu est l'allié des croyants (H-89/3:68).

Ô vous qui avez cru! Ne prenez pas de confidents hors des vôtres, qui ne manqueront pas de vous troubler. Ils auraient aimé que vous soyez accablés. La haine apparut dans leurs bouches, mais ce que leurs poitrines cachent est encore plus grand. Nous vous avons manifesté les signes. Si vous raisonniez (H-89/3:118).

Ce n'est là que le satan qui [vous] fait craindre [par] ses alliés. Ne les craignez donc pas, mais craignez-moi. Si vous étiez croyants! (H-89/3:175).

Ceux qui font parvenir les envois de Dieu, le redoutent, et ne redoutent nul autre que Dieu. Dieu suffit comme comptable (H-90/33:39).

Ô vous qui avez cru! Ne prenez pas mon ennemi et votre ennemi pour alliés. Leur montrez-vous de l'affection, alors qu'ils ont mécru en ce qui vous est parvenu de la vérité? Ils font sortir l'envoyé et vous-mêmes parce que vous croyez en Dieu, votre Seigneur. Si vous sortez luttant dans ma voie et recherchant mon agrément, [ne les prenez pas pour alliés], leur tenant en secret de l'affection. Je sais mieux [qu'eux et que vous vous] ce que vous cachez et ce que vous dites en public. Quiconque parmi vous le fait, s'est égaré de la voie droite (H-91/60:1).

Peut-être Dieu mettra-t-il de l'affection parmi vous et ceux dont vous avez été les ennemis. Dieu est puissant. Dieu est pardonneur, très miséricordieux. Dieu ne vous interdit pas, concernant ceux qui ne vous ont pas combattus dans la religion et ne vous ont pas fait sortir de vos demeures, d'être bons et équitables envers eux. Dieu aime les équitables. Dieu vous interdit seulement, concernant ceux qui vous ont combattus dans la religion, vous ont fait sortir de vos demeures, et ont soutenu pour vous faire sortir, de vous allier à eux. Quiconque s'allie à eux, ceux-là sont les oppresseurs (H-91/60:7-9).

Ils ont aimé que vous mécroyiez comme ils ont mécru, pour que vous soyez égaux. Ne prenez donc pas d'alliés parmi eux, jusqu'à ce qu'ils émigrent dans la voie de Dieu. S'ils tournent le dos [à cela], prenez-les et tuez-les où que vous les trouviez. Et ne prenez parmi eux ni allié ni secoureur (H-92/4:89).

Ceux qui vous guettent, si vous aviez une conquête de la part de Dieu, dirent: "N'étions-nous pas avec vous?" Si les mécréants avaient une part, ils dirent: "Ne vous avons-nous pas cernés et protégés des croyants?" Dieu jugera donc parmi vous au jour de la résurrection. Jamais Dieu ne fera une voie aux mécréants contre les croyants (H-92/4:141).

Ô vous qui avez cru! Ne prenez pas les mécréants pour alliés hors des croyants. Voudriez-vous donner à Dieu un argument d'autorité manifeste sur vous? Les hypocrites seront dans le plus bas point du feu. Et tu ne leur trouveras pas de secoureur (H-92/4:144-145).

Tu ne trouveras pas des gens qui croient en Dieu et au jour dernier échangeant l'affection avec ceux qui se sont opposés à Dieu et à son envoyé, fussent-ils leurs pères, leurs fils, leurs frères, ou leur tribu. Ceux-là, il a écrit la foi dans leurs cœurs, et il les a fortifiés par un esprit de lui. Il les fera entrer dans des jardins sous lesquels courront les rivières, où ils seront éternellement. Dieu les agrée, et ils l'agréent. Celle-là est la coalition de Dieu. La coalition de Dieu sera celle qui réussit (H-105/58:22).

Ô humains! Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle, et nous vous avons faits des peuples et des tribus, pour que vous vous connaissiez. Le plus honorable parmi vous, auprès de Dieu, est celui qui craint le plus. Dieu est connaisseur, informé (H-106/49:13).

Ô Prophète! Lutte contre les mécréants et les hypocrites, et sois rude à leur égard. Leur abri sera la géhenne. Quelle détestable destination! (H-107/66:9).

Nous avons fait descendre la Torah dans laquelle il y a direction et lumière. D'après elle, les prophètes qui se sont soumis jugent les juifs, de même les rabbins et les docteurs, parce que la garde du livre de Dieu leur a été confiée, et ils en étaient les témoins. [Nous leur avons dit:] "Ne redoutez pas les humains, mais redoutez-moi. Ne troquez pas [l'acceptation de] mes signes contre un petit prix". Quiconque ne juge pas d'après ce que Dieu a fait descendre, ceux-là sont les mécréants (H-112/5:44).

Ô vous qui avez cru! Ne prenez pas les juifs et les nazaréens pour alliés. Ils sont alliés les uns des autres. Quiconque parmi vous s'allie à eux est des leurs. Dieu ne dirige pas les gens oppresseurs (H-112/5:51).

Votre allié est Dieu, ainsi que son envoyé, et ceux qui ont cru, qui élèvent la prière, donnent la dîme, et s'agenouillent (H-112/5:55).

Ô vous qui avez cru! Ne prenez pas ceux qui ont pris votre religion pour ridicule et jeu, parmi ceux auxquels le livre fut donné avant vous et les mécréants, pour alliés. Craignez Dieu. Si vous étiez croyants (H-112/5:57).

Ô envoyé! Fais parvenir [tout] ce qui est descendu vers toi de la part de ton Seigneur. Si tu ne le faisais pas, alors tu n'aurais pas fait parvenir son envoi. Dieu te protège des humains. Dieu ne dirige pas les gens mécréants (H-112/5:67).

Ô vous qui avez cru! Les associateurs ne sont qu'impurs. Qu'ils ne s'approchent plus du Sanctuaire interdit, après cette année-ci. Si vous craignez la pauvreté, Dieu vous enrichira de par sa faveur, s'il souhaite. Dieu est connaisseur, sage (H-113/9:28).

Les croyants et les croyantes sont alliés les uns des autres. Ils ordonnent le convenable, interdisent le répugnant, élèvent la prière, donnent la dîme, et obéissent à Dieu et à son envoyé. Ceux-là, Dieu aura miséricorde envers eux. Dieu est fier, sage (H-113/9:71).

Ô Prophète! Lutte contre les mécréants et les hypocrites, et sois rude à leur égard. Leur abri sera la géhenne. Quelle détestable destination! (H-113/9:73).

D) Sens des versets H-89/3:28-29

Le sens des versets H-89/3:28-29 donné par les exégèses à la lumière des récits de Mahomet des versets susmentionnés peut être résumé comme suit:

1) Les croyants, en règle générale, doivent accorder leur amitié et leur soutien aux croyants, se confier et s'allier à eux, demander leur soutien et les placer dans les positions d'autorité. Le croyant ne doit rien attendre des mécréants. "Aimer pour Dieu et haïr pour Dieu est un principe fondamental de la foi musulmane", affirment les exégètes. Dieu est le maître de tout, et tout provient de Dieu. Cette conception est résumée en droit musulman par l'expression "l'alliance et le désaveu "الولاء والبراء", ce qui signifie qu'il faut aimer les amis de Dieu et se déclarer quitte de ses ennemis. Le terme "croyants" désigne les musulmans et le terme "mécréants", tous les autres.

- 2) Les croyants peuvent se servir des mécréants si les premiers sont supérieurs aux mécréants alors que ces derniers sont dans une position inférieure, qu'on peut s'y fier et qu'on en a besoin. Ainsi on peut les avoir comme serviteurs ou esclaves, comme on peut avoir des rapports sexuels avec leurs femmes. Certains vont jusqu'à interdire de se lever pour les mécréants dans les réunions parce que cela les anoblit alors qu'on doit les mépriser. Mais on peut avoir des rapports commerciaux avec eux si cela ne porte pas préjudice à l'islam et aux musulmans.
- 3) Les croyants peuvent avoir de l'amitié avec les mécréants si ces derniers ne montrent pas d'hostilité envers les premiers. Dans ce cas, ces croyants ne sont pas considérés comme mécréants, mais cette attitude est interdite parce qu'elle peut conduire à apprécier la religion de ces mécréants et à ne pas se rendre compte de leurs ruses.
- 4) La seule fois que le croyant peut enfreindre la règle générale est lorsqu'il craint un préjudice de la part des mécréants en position de force et ne peut pas repousser ce préjudice qu'en ménageant les mécréants. Le préjudice peut être la perte de la vie, l'atteinte à l'intégrité physique, la torture, l'atteinte à l'honneur, la perte des biens. Cela peut concerner aussi bien soi-même que les proches.
- 5) En cas de crainte d'un préjudice, il est permis de recourir à la dissimulation (taqiyyah تَعْبِهُ) qui consiste à sourire, à amadouer, à dire et à faire ce qui n'est normalement pas permis, sans y adhérer intérieurement, à condition que cela n'implique ni la mort d'autrui, l'atteinte à son honneur ou à ses biens, ni la corruption de la religion. Ainsi les croyants peuvent demander le soutien militaire des mécréants mais à condition que cela ne soit pas contre d'autres musulmans. Ils peuvent aussi apporter leur soutien militaire et s'allier aux mécréants s'ils craignent que l'ennemi des mécréants puisse se tourner contre les croyants. Mais cela ne doit pas se faire au détriment de la religion. On ne laissera donc pas les mécréants faire tout ce qu'ils voudraient.
- 6) Quiconque remplace les croyants par des mécréants sans agir dans le cadre de la dissimulation, rompt son alliance avec Dieu, car on ne peut pas associer Dieu à ses ennemis. Celui qui le fait sera puni par Dieu et il peut être considéré comme traître ou apostat et être tué.

Nous donnons dans le point suivant quelques développements concernant le concept important de l'alliance et du désaveu en droit musulman.

E) Position doctrinale

La traduction "l'alliance et désaveu" ne rend qu'imparfaitement la force des deux antonymes rimés *al-wala' wal-bara'*.

Le terme *awliya'* (au singulier *waliy*, rendu par allié, protecteur, ami) figurant dans le verset H-89/3:28-29 est apparenté au terme *wala'*, tout comme le terme *mawali* (au singulier *mawla*). Ces termes et les autres termes dérivés reviennent très souvent dans le Coran, fréquence qui dénote son importance.

Ainsi, le Coran dit dans de nombreux versets, sous différentes formes, que Dieu est l'allié des croyants, tout comme Satan est l'allié des mécréants; et que les croyants

sont les alliés les uns des autres, tout comme les mécréants sont les alliés les uns des autres; et il met en garde les croyants de ne pas prendre les mécréants comme alliés.

Le terme *bara'* dérive du verbe *bara'a* qui signifie se déclarer quitte de quelqu'un ou de quelque chose, désavouer quelqu'un ou quelque chose. Ce verbe et ses dérivés se rencontrent dans seize versets dont huit appartiennent à la période mecquoise, et huit à la période médinoise:

Mais s'ils te désobéissent, dis: "Je suis quitte de ce que vous faites" (M-47/26:216).

Ceux contre lesquels la parole s'est avérée diront: "Notre Seigneur! Ceux-ci sont ceux que nous avons fourvoyés. Nous les avons fourvoyés comme nous nous sommes fourvoyés. Nous nous déclarons quittes [d'eux] devant toi. Ce n'est pas nous qu'ils adoraient" (M-49/28:63).

S'ils te démentent, dis alors: "À moi mon œuvre, et à vous votre œuvre. Vous êtes quittes de ce que je fais, et je suis quitte de ce que vous faites" (M-51/10:41).

Ou bien ils disent: "Il l'a fabulé"? Dis: "Si je l'ai fabulé, que mon crime retombe sur moi, et je suis quitte de vos crimes" (M-52/11:35).

Nous dirions plutôt que certains de nos dieux t'ont affligé d'un mal". Il dit: "Je prends Dieu à témoin, et vous aussi soyez témoins, que je suis quitte de ce que vous associez" (M-52/11:54).

Dis: "Quelle chose est plus grande en fait de témoignage?" Dis: "[Le témoignage de Dieu est le plus grand témoignage]. Il est témoin parmi moi et vous. Ce Coran m'a été révélé pour que je vous avertisse, par sa voie, vous et quiconque [auquel] il parviendra. Témoignerez-vous qu'il y a avec Dieu d'autres dieux?" Dis: "Je ne témoigne pas". Dis: "Il n'est qu'un seul Dieu, et je suis quitte de ce que vous associez" (M-55/6:19).

Lorsqu'il vit le soleil se levant, il dit: "Voilà mon Seigneur. Celui-ci est plus grand". Mais lorsqu'il déclina, il dit: "Ô mes gens! Je suis quitte de ce que vous associez" (M-55/6:78).

[Rappelle] lorsqu'Abraham dit à son père et à ses gens: "Je suis quitte de ce que vous adorez" (M-63/43:26).

Alors les suivis se déclareront quittes des suiveurs, verront le châtiment, et les cordes seront coupées avec eux. Les suiveurs diront: "Si un retour nous était possible, nous nous déclarerions quittes d'eux comme ils se sont déclarés quittes de nous!" Ainsi Dieu leur fera voir leurs œuvres comme consternation pour eux. Et ils ne sortiront pas du feu (H-87/2:166-167).

[Rappelez-vous] lorsque le satan leur enjoliva leurs œuvres et dit: "Nul parmi les humains ne peut vous vaincre ce jour, et je suis votre soutien". Mais quand les deux groupes se virent, il retourna les talons et dit: "Je suis quitte de vous. Je vois ce que vous ne voyez pas. Je crains Dieu. Dieu est fort en punition" (H-88/8:48).

Vous aviez un bon modèle en Abraham et en ceux qui étaient avec lui, lorsqu'ils dirent à leurs gens: "Nous sommes quittes de vous et de ce que vous adorez, hors de Dieu. Nous avons mécru en vous, et l'inimitié et la haine apparurent entre nous et vous, à jamais, jusqu'à ce que vous croyiez en Dieu seul". Exception faite de la parole d'Abraham adressée à son père: "Je demanderai pardon pour toi, mais je ne peux rien pour toi auprès de Dieu", [que vous ne devez imiter]. [Notre Seigneur! Nous nous confions à toi, et à toi nous nous repentons. C'est vers toi la destination" (H-91/60:4).

[IIs] ressemblent au satan lorsqu'il dit à l'humain: "Mécrois". Et lorsqu'il a mécru, il dit: "Je suis quitte de toi. Je crains Dieu, le Seigneur des mondes" (H-101/59:16).

[C'est] une quittance de la part de Dieu et de son envoyé à l'égard des associateurs avec lesquels vous vous êtes engagés (H-113/9:1).

Annonciation aux humains, de la part de Dieu et de son envoyé, au jour du grand Pèlerinage: "Dieu et son envoyé sont quittes des associateurs. Si vous revenez, cela est meilleur pour vous. Mais si vous tournez le dos, sachez que vous ne sauriez défier Dieu". Annonce un châtiment affligeant à ceux qui ont mécru (H-113/9:3).

La demande de pardon d'Abraham en faveur de son père était seulement à cause d'une promesse qu'il lui a promise. Lorsqu'il lui est devenu manifeste qu'il est un ennemi de Dieu, il se déclara quitte de lui. Abraham est languissant, magnanime (H-113/9:114).

On remarque que quatre de ces versets concernent Abraham, considéré comme le bon modèle pour le musulman pour avoir rompu avec sa famille qui adorait les idoles, instituant avec lui "l'inimitié et la haine ... à jamais, jusqu'à ce que vous croyiez en Dieu seul". Cette rupture va jusqu'à refuser de demander le pardon de Dieu pour son propre père. Ce qui se concrétise dans les deux versets suivants:

Ne prie jamais sur aucun mort parmi eux, et ne te lève pas auprès de sa tombe. Ils ont mécru en Dieu et en son envoyé, et ils sont morts en étant pervers (H-113/9:84).

Il n'était pas au Prophète et à ceux qui ont cru de demander pardon pour les associateurs, même s'ils étaient des proches, après qu'il leur a été manifeste, qu'ils sont les compagnons de la géhenne (H-113/9:113).

C'est la raison pour laquelle les musulmans refusent de se faire enterrer avec les mécréants et demandent des cimetières séparés, ou tout au moins des carrés séparés, les mécréants étant infréquentables aussi bien morts que vivants¹. On rapporte à cet égard un récit selon lequel Mahomet a visité la tombe de sa mère et demandé à Dieu de l'autoriser à demander le pardon pour elle, mais Dieu refusa, et ne lui permit que de visiter sa tombe. Il pleura alors amèrement, sans pouvoir désobéir à l'ordre de Dieu. Et c'est à cette occasion que les versets H-113/9:113-114 ont été

.

Voir à cet égard notre ouvrage: Cimetière musulman en Occident, normes juives, chrétiennes et musulmanes, Amazon, 2^e édition, 2012, notamment p. 44-48.

révélés. Ceci est mentionné dans le commentaire de Tabari¹ et dans le recueil de Muslim².

Le chapitre H-113/9 du Coran intitulé *Al-Tawbah* (le revenir) porte un deuxième titre: *Bara'ah*: le désaveu. Ce chapitre commence par désavouer tout accord avec les polythéistes dans les versets 1 et 3 cités plus haut.

Les exégètes vont jusqu'à prôner la haine à l'égard des mécréants, affirmant qu'"aimer pour Dieu et haïr pour Dieu est un principe fondamental de la foi musulmane". Dans l'introduction d'une brochure intitulée *Alliance et désaveu en Islam*³, le cheikh Salih Ibn-Salih Al-Fawzan, membre du Comité permanent de recherches islamique et fatwa, la plus haute instance religieuse saoudienne, écrit:

Après l'amour d'Allah et de Son messager, il est nécessaire d'aimer les élus d'Allah et de considérer les ennemis d'Allah comme des adversaires à part entière. Ainsi, parmi les fondements du credo islamique, on trouve le fait que le musulman y adhérant doit s'allier aux adeptes de cette croyance et prendre comme ennemis les adversaires de ce credo. Il aime donc les adeptes du Monothéisme (*Tawhîd*), du culte exclusif et sincère d'Allah, et s'allie à eux. Quant aux polythéistes, il les déteste et les considère comme ennemis. Ce comportement fait partie de la religion d'Abraham et de ses condisciples, qu'Allah nous a ordonnés de prendre comme exemple.

À l'appui de cette affirmation, ce cheikh cite le verset H-91/60:4, ainsi que les versets H-89/3:28-29 et d'autres versets mentionnés plus haut. Et d'ajouter: "Mais hélas, beaucoup de gens sont ignorants de ce principe fondamental, à tel point que j'ai entendu certaines personnes s'affiliant à la science et au prêche déclarer que les chrétiens étaient nos frères... quelle dangereuse parole!"

Ensuite, ce cheikh mentionne "les signes indiquant l'alliance accordée aux mécréants, en recourant à des récits de Mahomet pour appuyer sa position. Nous nous limitons à en citer les titres:

- 1) Essayer de leur ressembler dans l'habillement, dans le langage et autres comportements similaires
- 2) Résider dans leurs pays, et ne pas les quitter pour un pays musulman dans le but de fuir pour préserver sa religion
- 3) Voyager vers leurs pays dans un but de distraction et de jouissance
- 4) Les aider, les secourir contre les musulmans, faire leur éloge et les défendre
- 5) Leur accorder des postes au gouvernement, les employer en tant que confidents et conseillers
- 6) Suivre leurs calendriers, et en particulier ceux qui relatent leurs rites et leurs célébrations comme le calendrier grégorien
- 7) Participer à leurs fêtes ou à leur préparation, leur souhaiter bonnes fêtes ou assister à leur célébration

¹ http://goo.gl/1sZ8jW

² http://goo.gl/uEHv6F

³ Version française sur: http://goo.gl/yz2Hjz

- 8) Les couvrir d'éloges, exalter leur civilisation et leur culture, être médusé par leur éthique et leur savoir-faire, sans prendre en considération leur fausse croyance et leur religion corrompue
- 9) Porter leurs noms
- 10) Demander à Allah de leur pardonner et de leur faire miséricorde.

Ce sont donc des attitudes qu'il faut éviter dans les rapports avec les mécréants. Suivent les signes indiquant l'alliance accordée aux croyants. Ici aussi, nous nous limitons à citer les titres:

- 1) Émigrer vers les pays de musulmans et quitter les pays de mécréants
- 2) Secourir les musulmans, les aider par sa propre personne, par ses biens et par la parole, concernant ce dont ils ont besoin dans leur religion et dans leur vie d'ici-bas
- 3) Partager leurs souffrances et leurs joies
- 4) Les conseiller, leur souhaiter le bien, ne pas les frauder, ni les tromper
- 5) Les respecter, les honorer, ne pas les dénigrer, ni les critiquer
- 6) Être à leurs côtés dans les situations difficiles, aisées, pénibles ou agréables
- 7) Leur rendre visite, aimer les rencontrer et participer à leurs rassemblements
- 8) Respecter leurs droits
- 9) Faire preuve de douceur envers les plus faibles d'entre eux
- 10) Invoquer Allah en leur faveur et demander qu'Il leur pardonne

S'attardant sur le verset H-91/60:8: "Dieu ne vous interdit pas, concernant ceux qui ne vous ont pas combattus dans la religion et ne vous ont pas fait sortir de vos demeures, d'être bons et équitables envers eux. Dieu aime les équitables", il écrit:

cela signifie que les mécréants qui s'abstiennent de causer du mal aux musulmans, en évitant de les combattre et de les chasser de leurs demeures, recevront en échange de la part des musulmans bienfaisance et équité d'un point de vue matériel, sans pour autant les aimer avec leur cœur, car Allah a dit "être bons et équitables" mais n'a pas dit "être leurs alliés et les aimer".

Le cheikh en question classe ensuite les gens en trois catégories:

- 1) Ceux que l'on aime sincèrement sans aucune inimitié. Il s'agit des Prophètes, et à leur tête Mahomet, ainsi que les membres de sa famille, ses compagnons, les califes, etc.
- 2) Ceux que l'on déteste sincèrement et pour qui l'on a une véritable inimitié, sans être entaché d'un quelconque amour ou d'une quelconque alliance. Il s'agit des mécréants absolus, parmi les impies, les polythéistes, les hypocrites, les renégats et athées, sans distinction aucune.
- 3) Ceux que l'on aime d'un certain point de vue, mais que l'on déteste d'un certain autre. Ainsi, amour et inimitié se regroupent pour ce genre de personnes qui sont les pécheurs parmi les croyants. On les aime en raison de la foi qui les anime, mais on les haït en raison de leur désobéissance de niveau moindre que l'incroyance et le polythéisme.

Chapitre 2. Baise la main que tu ne peux pas couper

1) Recours à la dissimulation en cas de faiblesse

On a vu que, selon les exégètes, il est interdit de prendre les mécréants comme alliés. La seule fois que le croyant peut enfreindre la règle générale est lorsqu'il craint un préjudice de la part des mécréants en position de force et ne peut pas repousser ce préjudice qu'en ménageant les mécréants ... en attendant un moment plus propice. Il est alors permis de recourir à la dissimulation (*taqiyyah*) qui se base sur les deux versets susmentionnés et que nous citons de nouveau ici, mettant en gras le passage essentiel:

Que les croyants ne prennent pas les mécréants pour alliés hors des croyants. Quiconque fait cela, n'est pas [des alliés] de Dieu, à moins que vous ne les craigniez. Dieu vous prémunit de [son châtiment]. C'est vers Dieu la destination. Dis: "Que vous cachiez ce qui est dans vos poitrines, ou que vous le fassiez apparaître, Dieu le sait. Il sait ce qui est dans les cieux et dans la terre. Dieu est puissant sur toute chose" (H-89/3:28-29).

Le Petit Robert dit sous "dissimuler": "Ne pas laisser paraître (ce qu'on pense, ce qu'on éprouve, ce qu'on sait), ou chercher à en donner une idée fausse". Après avoir défini le terme "dissimulation", il renvoie aux termes duplicité, hypocrisie, machiavélisme, sournoiserie. Le terme généralement utilisé en droit musulman est la *taqiyyah*. En langue arabe, on dit plus prosaïquement: Baisez la main que tu ne peux pas couper.

Dans les développements qui suivent nous examinons la position de deux groupes connus pour leur penchant à dissimuler leurs positions: les chiites et les druzes. Ce qui ne signifie pas pour autant que les sunnites ne recourent pas à la dissimulation, mais ils l'envisagent sous l'angle de la contrainte, comme le relèvent les chiites.

2) Dissimulation chez les chiites

Les chiites reconnaissent ouvertement qu'ils recourent à la dissimulation (taqiyyah) et la considèrent comme un dogme. Khomeiny la définit comme suit: "La taqiyyah consiste à ce qu'une personne dise une chose contraire à la réalité, ou entreprenne un acte contraire aux normes de la loi islamique afin de sauvegarder son sang, son honneur ou ses biens.¹" Un auteur chi'ite la définit comme étant "le fait de se protéger du préjudice d'autrui en se déclarant d'accord avec ce qu'il dit ou fait, contrairement à la vérité"².

¹ Al-Khumeini: Kashf al-asrar, trad. Muhammad Al-Bandari, Dar Ammar, Amman, 3^e édition, 1988, p. 147.

² Murtada Al-Ansari: Al-taqiyyah, Dar al-hadi, Beyrouth, 1992, p. 45.

Les sunnites critiquent les chiites et les traitent d'hypocrites. Un auteur égyptien écrit:

La dissimulation constitue un des plus importants dogmes des chi'ites. Elle signifie la flatterie, l'hypocrisie et le mensonge. Elle leur permet de paraître différents de ce qu'ils sont au fond d'eux-mêmes, d'induire en erreur par leurs paroles les gens simples!

Rejetant de tels reproches, un ouvrage chi'ite établit les distinctions suivantes entre l'hypocrisie et la dissimulation:

- 1) La dissimulation consiste à maintenir la foi dans le cœur, tout en disant le contraire par la langue pour des raisons valides. L'hypocrisie est le contraire: elle consiste à maintenir la mécréance dans le cœur et à simuler la foi par la langue.
- 2) La dissimulation ne peut intervenir que dans des conditions particulières, alors que l'hypocrisie est une maladie chez le mécréant.
- 3) Le Coran permet la dissimulation, mais interdit l'hypocrisie.
- 4) La dissimulation est une vertu alors que l'hypocrisie est un vice².

Pour défendre le recours à la dissimulation, les chi'ites avancent les arguments suivants:

- 1) La dissimulation est utilisée par toute personne raisonnable, mais aussi par tout animal, pour échapper à un danger qui les menace afin d'assurer sa survie. Une personne qui refuse de recourir à la dissimulation fait preuve de stupidité et de fanatisme, et se place à un niveau inférieur à celui de l'animal.
- 2) La dissimulation figure dans les lois révélées avant Mahomet.
- 3) La dissimulation figure dans le Coran et la Sunnah de Mahomet et des Imams. Celui qui nie la dissimulation renie la religion et devient mécréant.
- 4) Les sunnites qui reprochent aux chi'ites de recourir à la dissimulation pratiquent aussi la dissimulation.

Les chi'ites ajoutent que s'ils recourent à la dissimulation, cela n'est pas leur faute, mais celle des sunnites qui les ont persécutés à travers l'histoire et les ont poussés à se dissimuler³. Nous allons voir ci-après les principaux arguments des chi'ites.

A) Dissimulation dans les lois révélées avant Mahomet

Selon le droit musulman, les lois révélées avant Mahomet restent en vigueur aussi pour les musulmans tant qu'elles ne sont pas abrogées par le droit musulman. Or, la dissimulation a été connue et pratiquée par les juifs et les chrétiens. Les chi'ites se basent ici sur ce que rapporte le Coran lui-même sur ces deux communautés puisque ni eux ni les sunnites ne considèrent les textes sacrés juifs ou chrétiens

¹ Ahmad Kamal Sha't: Al-shi'ah falsafah wa-tarikh, Maktbat Madbouli, Le Caire, 1994, p. 219.

² Al-taqiyyah fil-fikr al-islami, Markaz al-risalah, Silsilat al-kutub al-aqa'idiyyah, markaz al-abhath al-aqa'idiyyah, in: www.aqaed.com/shialib/books/02/taqya, p. 122-128.

Fathiyyah Mustafa Atawi: Al-taqiyyah fil-fikr al-islami al-shi'i, Al-Dar al-islamiyyah, Beyrouth, 1993, p. 94-95.

comme authentiques. Voici les versets coraniques cités en faveur de la dissimulation:

Jacob recommande à Joseph de garder secrets ses rêves pour éviter les ennuis:

[Rappelle] lorsque Joseph dit à son père: "Ô mon père! J'ai vu [dans le sommeil] onze étoiles, le soleil, et la lune. Je les ai vus prosternés devant moi". Il dit: "Ô mon fils! Ne narre pas ta vision à tes frères, car ils ourdiraient une ruse contre toi. Le satan est pour l'humain un ennemi manifeste" (M-53/12:4-5).

Le Coran rapporte, à sa façon, l'histoire biblique des rapports de Joseph avec ses frères. Joseph a rusé pour pouvoir garder son frère près de lui:

Quand il les a approvisionnés de leur provision, il mit la coupe dans le bât de son frère, ensuite un annonciateur annonça: "Ô caravane! Vous êtes des voleurs"... [Joseph] commença par les sacs des autres, avant celui de son frère, puis il le fit sortir du sac de son frère. Ainsi nous rusâmes pour Joseph. Il n'était pas à lui de prendre son frère, selon la religion du roi, que si Dieu souhaitait (M-53/12:70 et 76).

Il rapporte d'Abraham comment il a simulé la maladie pour échapper à l'adoration des idoles et pour les détruire:

Il regarda alors dans les astres et dit: "Je suis malade". Ils lui tournèrent le dos. Il alla alors discrètement vers leurs dieux et dit: "Ne mangez-vous pas? Qu'avez-vous à ne pas parler?" Il alla alors discrètement les frappant de la main droite (M-56/37:88-93).

Le Coran parle d'un croyant de la famille de Pharaon qui cachait sa foi, sans lui faire de reproche:

Un homme croyant des gens de Pharaon, qui taisait sa foi, dit: "Tuez-vous un homme parce qu'il dit: "Mon Seigneur est Dieu", alors qu'il vous est venu avec les preuves de la part de votre Seigneur? S'il est menteur, son mensonge sera à son détriment. Mais s'il est véridique, alors une partie de ce qu'il vous promet tombera sur vous" (M-60/40:28).

Le Coran dit dans l'histoire des dormeurs:

Envoyez donc l'un de vous à la ville avec votre argent-ci, qu'il regarde quelle nourriture est la plus pure, et qu'il vous en apporte quelque attribution. Qu'il soit accommodant, et qu'il ne fasse pressentir personne de vous. Si jamais ils vous surmontaient, ils vous lapideraient, ou vous feraient retourner à leur religion. Vous ne réussirez alors plus jamais (M-69/18:19-20).

Un auteur chi'ite moderne dit que la dissimulation était indispensable pour le succès des prophètes:

La raison principale derrière le succès des mouvements des messagers et des prophètes est leur recours à la dissimulation, c'est-à-dire, le travail dans le secret. C'est le sens du récit de l'Imam Al-Sadiq: "Sans la dissimulation on n'aurait jamais adoré Dieu". C'est-à-dire que sans la pratique de la dissimulation par les prophètes et les messagers dans leur révolution, les tyrans les auraient ex-

terminés et auraient mis fin à leurs messages, et par conséquent, on n'aurait jamais adoré Dieu¹.

B) Dissimulation dans le Coran

Outre les versets susmentionnés qui parlent de la dissimulation chez les peuples précédents, les chi'ites citent les versets suivants qui se rapportent directement aux musulmans:

Que les croyants ne prennent pas les mécréants pour alliés hors des croyants. Quiconque fait cela, n'est pas [des alliés] de Dieu, à moins que vous ne les craigniez. Dieu vous prémunit de [son châtiment]. C'est vers Dieu la destination. Dis: "Que vous cachiez ce qui est dans vos poitrines, ou que vous le fassiez apparaître, Dieu le sait. Il sait ce qui est dans les cieux et dans la terre. Dieu est puissant sur toute chose" (H-89/3:28-29).

C'est le seul verset où la dissimulation est expressément mentionnée. Les sources islamiques mentionnent *taqiyyah* comme variante du terme *tuqat* utilisé par ce verset².

Quiconque a mécru en Dieu après avoir cru, sauf celui qui a été contraint alors que son cœur est rassuré par la foi, [aura une forte menace]. Mais celui qui ouvre la poitrine à la mécréance, une colère de Dieu tombera sur eux. Et ils auront un grand châtiment (M-70/16:106).

Ce verset laconique appartient à la première période de l'islam. Il a été révélé à propos d'Ammar Ibn-Yassir dont cette révélation calma les remords, venant de ce qu'on l'avait contraint à vénérer les idoles et à insulter le Prophète.

Ne [vous] lancez pas de vos propres mains dans la perdition (H-87/2:195).

Il ne vous a fait aucune gêne dans la religion (H-103/22:78).

Or on recourt à la dissimulation lorsqu'on se trouve dans la gêne.

Les versets précédents permettent le recours à la dissimulation. Cette interprétation est admise aussi bien par les commentateurs chi'ites que sunnites. Les chi'ites y ajoutent les trois versets suivants interprétés à leur façon pour justifier la dissimulation:

On donnera à ceux-là deux fois leur récompense parce qu'ils endurèrent, repoussent le méfait par le bienfait (H-49/28:54).

Ce verset est compris dans le sens suivant:

On donnera à ceux-là deux fois leur récompense parce qu'ils endurèrent dans la dissimulation, et répondirent à la divulgation par la dissimulation.

Le Coran dit:

Mahmud Fawzi: Mafhum al-taqiyyah fil-islam, Muassasat al-wafa, Beyrouth, 1985, p. 17-18. Sur la dissimulation dans les lois révélées avant Mahomet, voir: Al-taqiyyah fil-fikr al-islam, op. cit., p. 33-38: Atawi: Al-taqiyyah, op. cit., p. 33-36.

² Atawi: Al-taqiyyah, op. cit., p. 24.

Le bienfait et le méfait ne sont pas égaux. Repousse [le méfait] de la meilleure manière. Et voilà que celui avec qui tu avais une inimitié devient comme un allié ardent (M-61/41:34).

Ce verset est compris dans le sens suivant:

La dissimulation et la divulgation ne sont pas égaux. Repousse la divulgation par la dissimulation. Et voilà que celui avec qui tu avais une inimitié devient comme un allié ardent.

Le Coran dit:

Ô humains! Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle, et nous vous avons faits des peuples et des tribus, pour que vous vous connaissiez. Le plus honorable parmi vous, auprès de Dieu, est celui qui craint le plus (*atqaqum*). Dieu est connaisseur, informé (H-106/49:13).

Le terme *atqaqum* dans ce verset signifie *celui qui craint le plus*, mais les chi'ites le comprennent dans le sens *le plus dissimulateur*.

C) Dissimulation dans la Sunnah de Mahomet

Les chi'ites disent que Mahomet a fait usage de la dissimulation. Ils rapportent de lui ce récit: "Sollicitez l'aide de la discrétion dans l'accomplissement de vos affaires". Il a œuvré à la diffusion de sa mission pendant les trois premières années en toute discrétion. Quand il est devenu plus sûr de lui-même, il a reçu l'ordre de propager sa religion ouvertement:

Ô envoyé! Fais parvenir [tout] ce qui est descendu vers toi de la part de ton Seigneur. Si tu ne le faisais pas, alors tu n'aurais pas fait parvenir son envoi. Dieu te protège des humains. Dieu ne dirige pas les gens mécréants (H-112/5:67).

Proclame donc ce qu'il t'a été ordonné, et détourne-toi des associateurs (M-54/15:94).

Malgré ce verset, Mahomet n'hésitait pas à cacher sa pensée et d'amadouer ses adversaires. On rapporte ainsi qu'un homme a demandé à Ayshah de rendre visite à Mahomet. Celui-ci dit à Ayshah: "C'est le pire de la tribu", mais il l'a autorisé à entrer. Mahomet lui a parlé alors avec douceur. Ayshah s'est étonné du comportement de Mahomet. Celui-ci lui a expliqué: "Eh bien oui, Ayshah, le pire chez Dieu c'est celui que les gens laissent tranquille ou amadouent pour éviter son mal". Dans un autre récit, Mahomet dit qu'avec les gens vils, il faut les amadouer et supporter leur mauvais caractère mais faire le contraire de ce qu'ils font.

Dans l'histoire d'Ammar Ibn-Yassir citée plus haut, celui-ci fut persécuté par les polythéistes jusqu'à ce qu'il ait accepté d'accomplir leur volonté et renier sa foi. On a dit à Mahomet qu'Ammar est devenu mécréant. Il a répondu: "Non, Ammar est plein de foi, de sa tête jusqu'à ses pieds, et la foi est mêlée à sa chair et son sang". Ammar est venu vers Mahomet en pleurant. Mahomet lui a essuyé les larmes en disant: "Qu'as-tu donc? S'ils récidivent, récidive toi aussi!".

¹ Sur la dissimulation dans l'attitude de Mahomet et ses récits, voir Al-taqiyyah fil-fikr alislam, op. cit., p. 46-69.

On rapporte de Mahomet le récit suivant: "Dieu a déchargé ma nation de l'erreur, de l'oubli et de ce dont elle est contrainte¹".

D) Dissimulation dans la Sunnah des imams chi'ites

Les chi'ites rapportent environ 300 récits de leurs imams pour légitimer le recours à la dissimulation en tant que partie de la religion, affirmant que celui qui n'y recours pas en cas de nécessité démontre son ignorance de la religion. Nous citons ici certains de ces récits:

- La dissimulation fait partie de ma religion et de la religion de mes ancêtres. Celui qui n'a pas de dissimulation n'a pas de religion.
- On a arrêté deux hommes de Kufa et on leur a demandé de renier l'Émir des croyants. L'un d'eux l'a fait et a été libéré, l'autre a refusé et il a été tué. Ja'far a commenté: "Le premier qui a renié l'Émir des croyants connaît bien sa religion. Quant à l'autre qui a refusé de le faire, il était pressé d'aller au Paradis".
- Si tu agis par dissimulation, ils ne pourront rien contre toi. La dissimulation sera une forteresse pour toi, et servira de digue entre toi et les ennemis de Dieu qu'ils ne pourront jamais percer.
- Si tu dis que celui qui abandonne la dissimulation est comme celui qui abandonne la prière, alors tu dis la vérité.
- La dissimulation est le meilleur des actes du croyant car elle sert à le sauvegarder et à sauvegarder ses frères des impies.
- La dissimulation a été autorisée pour sauvegarder le sang. Mais si la dissimulation arrive au sang, elle n'a plus raison d'être.
- L'utilisation de la dissimulation dans *dar al-taqiyyah* (terre de la dissimulation) est un devoir. Celui qui jure mensongèrement afin d'écarter une injustice contre lui-même ne commet pas de parjure et, par conséquent, il ne doit pas offrir un sacrifice expiatoire.
- Protégez votre religion et cachez-la par la dissimulation, car il n'y a point de religion à celui qui n'a pas de dissimulation. Vous êtes parmi les gens comme les abeilles parmi les oiseaux. Si les oiseaux savaient ce qui se trouvait dans l'intérieur des abeilles, ils les mangeraient toutes.
- Neuf dixièmes de la religion appartiennent à la dissimulation. Celui qui n'a pas de dissimulation n'a pas de religion².

E) Dissimulation chez les sunnites

Les chi'ites n'ont pas de peine à prouver que la dissimulation est prévue dans les ouvrages sunnites classiques même si elle est traitée sous le titre de la contrainte, ce qui revient au même³. Ainsi:

¹ Ahmad Ibn-Hajar,: Fath al-bari bi-sharh sahih al-imam Al-Bukhari, Idrat al-buhuth al-ilmiyyah, Riyadh, s.d., vol. 5, p. 160-161.

² Ces récits sont repris de nombreux ouvrages, notamment Al-taqiyyah fil-fikr al-islam, op. cit., p. 70-92.

³ Voir Al-taqiyyah fil-fikr al-islam, op. cit., p. 129-158.

- Al-Jassas dit: "Celui qui refuse de faire usage de ce qui est permis est considéré comme se détruisant lui-même selon la majorité des savants.".
- Al-Razi dit: "La dissimulation est permise aux croyants jusqu'au jour de la résurrection parce qu'il est un devoir d'éloigner le danger autant que possible²".
- Al-Ghazali permet le mensonge pour sauver un musulman poursuivi par un injuste³. Malgré cela, Al-Ghazali dit que si on tombe sur un *batini*⁴ et qu'on pense qu'il pratique la dissimulation, on a le droit de le tuer, même s'il se repent⁵.
- Al-Qurtubi dit: "Les savants religieux sont unanimes que celui qui est contraint de devenir mécréant sous la menace de mort ne commet point de péché⁶".
- Ibn-Qudamah dit: "Il est interdit de prier derrière un schismatique ou un pervers en dehors du vendredi ou de la fête. Toutefois si on le craint, on peut prier derrière lui par dissimulation et ensuite on répète la prière?".
- Al-Shawkani dit que celui qui devient mécréant sous la menace de mort ne commet point de péché si son cœur est tranquille dans la foi. On ne le séparera pas de sa femme et on ne le condamnera pas pour mécréance⁸.
- On rapporte du fils d'Omar d'avoir dit: "J'ai entendu un discours du Hajjaj et certains de ses propos ne me convenaient pas. J'ai voulu changer de camp mais je me suis rappelé la parole du Messager de Dieu: "Le croyant ne doit pas avilir sa personne". Je lui ai demandé comment cela est possible? Il a répondu: "En la chargeant de ce qu'elle ne peut supporter⁹".

a) Conditions du recours à la dissimulation

Pour pouvoir recourir à la dissimulation, il faut réunir les conditions suivantes:

1) Existence d'une menace sur la vie, l'intégrité physique, l'honneur, les biens, les frères dans la religion. Un juriste ibadite donne l'exemple suivant: Si un mécréant te demande d'affirmer qu'il est dans la vraie religion en te menaçant de mort, alors tu as le droit de l'affirmer par ta langue tout en le désavouant dans ton cœur. S'il te menace de prendre tes biens, tu peux aussi le faire si le bien

¹ Al-Jassas: Ahkam al-Qur'an, Dar al-kitab al-arabi, Beyrouth, réimpression de l'édition de 1325 hégire, vol. 1, 127.

² Al-Razi: Al-tafsir al-kabir, Dar al-kutub al-ilmiyyah, Téhéran, 1978, vol. 8, 13.

³ Al-Ghazali: Ihya ulum al-din, Dar al-ma'rifah, Beyrouth, 1976, vol. 3, p. 137

⁴ Batini est quelqu'un qui interprète le Coran de façon ésotérique. Il désigne les chi'ites en général.

⁵ Al-Ghazali: Fada'ih al-batiniyyah, Al-Dar al-qawmiyyah, Le Caire, 1964, p. 160.

⁶ Al-Qurtubi: Al-jami li-ahkam al-Qur'an, Al-hay'ah al-masriyyah al-ammah lil-kitab, le Caire, 1987, vol. 10, p. 180.

⁷ Ibn-Qudamah: Al-mughni, Maktabat Al-Riyad al-hadithah, Riyad, 1981, vol. 2, 186 et 192.

⁸ Al-Shawkani: Fath al-qadir al-jami bayn fannay al-riwayah wal-dirayah min ilm al-tafsir, Dar al-ma'rifah, Beyrouth, 1979, vol. 3, 197.

⁹ Al-Haythami: Kashf al-astar an zawa'id musnad al-bazzar ala al-kutub al-sittah, Mu'assasat al-risalah, Beyrouth, 2^e édition, 1404 hégire, vol. 4, p. 112.

- qu'il te prendrait provoquerait ta mort ou la mort de ta famille. Si en revanche, il te menace de prison ou de prendre une partie de tes biens sans qu'il y ait un danger de mort, tu n'as pas le droit de l'affirmer¹.
- 2) Supériorité de l'adversaire, ce dernier étant en mesure de mettre sa menace à exécution. Il importe peu à cet égard que cet adversaire soit musulman ou pas, de sa propre communauté ou pas, en pays musulman ou pas.
- 3) Il n'y a pas d'autre moyen que la dissimulation pour échapper au danger. Si en revanche on a le choix entre vivre parmi les mécréants avec la dissimulation ou changer de pays en gardant sa foi, alors on doit choisir cette dernière solution (en vertu du verset H-92/4:97).
- 4) Pendant la transgression par nécessité, il faut avoir l'intention d'user de la permission accordée par Dieu. Les actes en islam n'ont de mérite que par l'intention. Ainsi si vous faites acte d'incrédulité, en privant cet acte de l'intention de l'incrédulité, vous y échappez. Si en revanche vous vous complaisez à transgresser la loi, vous commettez le délit de mécréance, en vertu du verset M-70/16:106 "Mais celui qui ouvre la poitrine à la mécréance, une colère de Dieu tombera sur eux". S'il est possible de recourir à la réserve mentale, il faut le faire. Ainsi, si vous êtes obligés d'insulter Mahomet, faites-le en pensant à un autre Mahomet.
- 5) On ne peut recourir à la dissimulation s'il s'agit de nuire à autrui en l'exposant à la mort, à l'adultère ou à la dépossession de ses biens.
- 6) La dissimulation ne doit pas porter sur un acte qui est plus grave que la menace à laquelle on cherche à échapper. Ainsi si on contraint quelqu'un de commettre l'adultère en le menaçant de prendre ses biens, ou de faire un faux témoignage contre un innocent en la menaçant de le priver de son travail, le contraint n'a pas le droit d'agir.
- 7) Il faut que la dissimulation serve à échapper à la menace. Si elle ne permet pas de sauver du danger, il n'est pas permis d'y recourir, parce qu'elle est inutile. Ainsi: Si quelqu'un est contraint en prison d'apostasier sans aucune possibilité d'échapper à la prison, alors la dissimulation n'est pas permise.

b) Importance de la dissimulation

Un ouvrage chi'ite moderne dit que la dissimulation est un élément constitutif de la religion pour les raisons suivantes:

- Elle permet de sauvegarder la personne, les biens et la communauté. On la considère comme une aumône envers les autres. On dit à cet égard: "Amadouer les ennemis de Dieu compte parmi les meilleures des aumônes envers soi-même et envers ses frères".
- Elle permet de résister à l'ennemi. On la qualifie de bouclier du croyant. Il ne s'agit pas de défaitisme ou de couardise. On se retire pour se renforcer. Ainsi quelqu'un peut se déclarer mécréant pour sauver sa peau, et ensuite rejoindre sa

¹ Jamil Ibn-Khamis Al-Sa'di: Qamus al-shari'ah, Wazarat al-turath al-qawmi wal-thaqafah, Oman, 1984, vol. 13, p. 139.

communauté pour combattre à côté d'elle. C'est donc un moyen de renforcer la religion.

- Elle permet de maintenir l'unité des musulmans par le bon contact, en se mêlant les uns aux autres. Ainsi on assistera aux funérailles, on visitera les malades, et on participera aux cultes communs par dissimulation et ainsi on évite les divisions et les haines. On peut de cette façon transformer un ennemi en ami.
- Elle permet d'appeler à la foi. C'est une application du verset: "Appelle à la voie de ton Seigneur par la sagesse et la bonne exhortation" (M-70/16:125) et du verset: "[Rappelle] lorsque nous avons pris l'engagement des fils d'Israël [en disant]: "... Dites de bonnes [paroles] aux humains" (H-87/2:83).
- Elle permet d'appliquer le devoir d'ordonner le bien et d'interdire le mal: Si vous adoptez une position agressive à l'égard des autres qui diffèrent avec vous, vous risquez d'affaiblir le rang des musulmans: ceci est un mal. Au contraire, si vous amadouez les gens, vous pouvez sauver des musulmans: ceci est un bien. De ce fait les auteurs des recueils des récits classent les récits sur la dissimulation sous la rubrique "ordonner le bien et interdire le mal".
- Elle constitue une obéissance à Dieu qui dit: "Repousse le méfait de la meilleure manière" (M-74/23:96).
- Elle est méritoire: Fatimah dit: "Sourire face au croyant fait gagner le paradis; et sourire face à l'ennemi protège du feu de l'enfer". Ali dit: "Nous sourions face à certaines gens tout en les maudissant dans notre cœur. Ce sont les ennemis de Dieu que nous craignons pour sauvegarder nos frères et nous-mêmes!".

c) Dissimulation et endurance

Le droit musulman prescrit au musulman la propagation de la foi et la modification d'une situation injuste, y compris par le jihad, au risque de sa propre vie. Si un chi'ite se fait passer pour un sunnite ou un chrétien pour échapper au danger, ne faillit-il à son devoir? Ne fait-il pas preuve de lâcheté?

Les juristes musulmans disent que la propagation de foi et le rétablissement de la justice peuvent se faire à trois niveaux: par la main (par l'acte), par la langue (par la parole), dans le cœur, en se dissociant de la mécréance et de l'injustice.

L'attitude préférable consiste à rester ferme et fidèle à soi-même et à affronter le danger. Des versets et des récits affirment cette position. Ainsi le Coran donne le récit des gens de l'Ukhdud qui subirent stoïquement l'épreuve du feu (chapitre M-27/85). Ailleurs, le Coran affirme que la foi ne va pas sans épreuve:

Les humains pensent-ils qu'on les laissera dire: "Nous avons cru" sans qu'ils soient éprouvés? Nous avons éprouvé ceux d'avant eux. Dieu saura alors qui sont les véridiques, et saura qui sont les menteurs (H-85/29:2-3).

Il faut y ajouter les nombreux versets qui incitent à la guerre défensive, voire offensive. Par ailleurs, Mahomet dit: "N'associe rien à Dieu, même si tu es tué ou brûlé".

Le Coran cependant ne pousse pas à la témérité:

-

¹ Al-taqiyyah fil-fikr al-islam, op. cit., p. 111-121.

Dépensez dans la voie de Dieu, et ne [vous] lancez pas de vos propres mains dans la perdition. Faites du bien, Dieu aime les bienfaisants (H-87/2:195).

Les chi'ites estiment que le recours à la dissimulation peut être dans l'intérêt de la communauté parce qu'elle permet d'épargner des vies et d'éviter des persécutions qui mettent en danger l'existence de la communauté. On rapporte à cet égard que Fatima reprochait à Ali d'être passif. Il lui a répond: "Veux-tu que cette religion disparaisse du monde?" Elle dit: "Non". Il répliqua: "C'est ce qui risque d'arriver!".

3) Dissimulation chez les druzes

Les druzes passent pour être les maîtres de la dissimulation. Le cheikh druze Abu-Khzam la définit ainsi: "La *taqiyyah* est un comportement préventif qui consiste à garder secrète l'essence de la croyance et à faire semblant d'être ce qui est accepté afin d'éviter la persécution et le danger²".

A) Religion des druzes

Les druzes, appelés *muwahhidun* (les unitaires) ou *Banu Ma'ruf*, portent le nom de Muhammad Ibn-Ismaïl Al-Darazi³ qui prétendait voir l'incarnation de Dieu dans le sixième Calife fatimide d'Égypte Al-Mansur Ibn Al-Aziz-bil-Lah, qui s'est nommé Al-Hakem Bi-amr-Allah – le gouverneur par l'ordre d'Allah (il a régné de 996 à 1021). Les druzes sont donc issus du milieu chi'ite. Alors qu'ils dressent un tableau idyllique de leur divin calife, justifiant ses excentricités⁴, leurs adversaires le décrivent comme un homme à l'humeur changeante, débauché, tyrannique, sanguinaire, tantôt persécuteur et tantôt généreux envers les non-musulmans. Vers la fin de sa vie il a laissé pousser ses cheveux et ses ongles et s'est adonné au mysticisme avant de disparaître. Pour certains il a été assassiné dans sa retraite sur conspiration de sa sœur. Pour d'autres, il se serait fait moine chrétien. Les druzes croient qu'il est monté au ciel et qu'il reviendra un jour sur la Terre⁵.

Les druzes croient à l'incarnation (*tajalli*) de Dieu 72 fois sous forme humaine pour guider l'humanité, la dernière incarnation étant apparue dans le corps du calife Al-Hakem Bi-amr-Allah⁶. Ils croient aussi à la réincarnation répétée des individus

¹ Atawi: Al-taqiyyah, op. cit., p. 99.

² Anwar Fu'ad Abu-Khzam: Islam al-muwahhidin: al-madhhab al-durzi fi waqi'ihi al-islami wal-falsafi wal-tashri'i, Dar al-yamamah, Beyrouth, 1995, p. 208.

Al-Darazi fut assassiné par Hamza, un de ses compagnons, pour cause d'apostasie en 1019. De ce fait, les druzes se gênent de ce nom qui leur est resté attaché.

Voir Najla Abu-iz-al-Din: Al-duruz fil-tarikh, Dar al-ilm lil-malayin, Beyrouth, 1985, p. 95-110; Abu-Khzam: Islam al-muwahhidin, op. cit., p. 34-48 et 55-59. Sur ces justifications, voir Catéchisme des druzes: ta'lim al-din al-durzi, édition bilingue publiée par Anwar Yassyn, traduite par Karl Leprestre, Paris, 1985, questions 98-101.

⁵ Anwar Yassyn: Al-aqidah al-durziyyah, Paris, 1985, 11-29; Yassyn: Bayn al-aql walnabi, op. cit., p. 36-78; Muhammad Ahmad Al-Khatib: Aqidat al-duruz: ard wa-naqd, Dar alam al-kutub, Riyadh, 3^e édition, 1989, p. 40-78.

⁶ Abu-Turabi démontre la possibilité de l'incarnation de Dieu en invoquant les versets coraniques suivantes: H-87/2:253; H-92/4:164; M-39/7:143 et 172; M-63/43:84; M-34/50:16; M-10/89:22. Il cite aussi des récits de Mahomet ainsi que des versets de l'An-

(taqammus), non pas dans des animaux, mais dans d'autres corps humains, sous différents noms, le nombre des habitants de la Terre restant toujours le même¹. C'est aussi le cas de leurs cinq principaux prophètes, êtres parfaits, qui sont apparus simultanément avec chaque incarnation de Dieu sous différents noms. Les druzes les appellent *Hudud* (bornes), terme repris du Coran mais interprété à leur manière: "Celles-là sont les bornes (hudud) de Dieu. Quiconque obéit à Dieu et à son envoyé, il le fera entrer dans des jardins sous lesquels courront les rivières, où ils seront éternellement" (H-92/4:13)². Dans la fin des temps, Dieu réapparaîtra de nouveau sous la forme d'Al-Hakem accompagné de ses cinq prophètes pour détruire la Kaaba et tuer le grand satan (Mahomet)³ et sa femme (Ali)⁴ et dominer le monde⁵.

Signalons que la loi druze annule les cinq piliers de la religion islamique: l'attestation de la foi, la prière, le jeûne, l'aumône légale (zakat) et le pèlerinage, ainsi que la guerre sainte⁶. Elle interdit la répudiation, la polygamie et les mariages mixtes entre druzes et non druzes. Elle condamne l'apostasie et ne prône pas le prosélytisme, la conversion à la religion druze étant en principe exclue.

Les druzes comptent environ 1 500 000 adeptes partagés entre la Syrie (500 000-700 000), le Liban (215 000), Israël (140 000) et la Jordanie (32 000). Il y en a aussi à l'étranger. Ainsi on estime leur nombre au Venezuela à environ 125 000, et aux États-Unis à environ 43 000⁷.

cien Testament (Jamil Abu-Turabi: Man hum al-muwahhidun al-duruz, Dar Ala-al-Din, Damas, 1998, p. 18-20). Sur l'incarnation de Dieu, voir Ibn-Sirin: Masadir al-aqidah al-durziyyah, op. cit., p. 65-114.

- Abu-Turabi démontre la possibilité de la réincarnation des individus en invoquant les versets coraniques suivants: H-87/2:28; H-92/4:51; M-55/6:158; M-51/10; H-75/32:20; M-60/40:11; M-46/56:62; M-10/89:27-30 (Abu-Turabi: Man hum al-muwahhidun, op. cit., p. 39-41). Sur la réincarnation des individus, voir Ibn-Khzam: Islam al-muwahhidin, op. cit., p. 295-304; Ibn-Sirin: Masadir al-aqidah al-durziyyah, op. cit., p. 391-439.
- Le terme hudud revient 12 fois dans le Coran (H-87/2:187 et 229-230; H-92/4:13; H-113/9:112; H-105/58; H-99/65:1). Les juristes musulmans comprennent ce terme dans le sens d'ordre de Dieu. On l'utilise souvent pour désigner les délits pénaux sanctionnés par le Coran. Pour les druzes, ce terme indique les personnes parfaites, à la limite de l'extrême.
- Sur la position des druzes concernant Mahomet, voir Yassyn: Bayn al-aql wal-nabi, op. cit., p. 225-233.
- Sur la position des druzes concernant Ali, voir Yassyn: Bayn al-aql wal-nabi, op. cit., p. 234-240.
- Muhammad Ahmad Al-Khatib: Al-harakat al-batiniyyah fil-alam al-islami: aqa'iduha wa-hukm al-islam fiha, Maktabat al-Aqsa, Amman, 1984, op. cit., p. 239-253; Yassyn: Al-aqidah al-durziyyah, op. cit., p. 31-72 et 87-93.
- ⁶ Voir Rasa'il al-hikmah, op. cit., no 6, p. 49-63; Yassyn: Bayn al-aql wal-nabi, op. cit., p. 241-246.
- ⁷ Chiffres repris de Wikipedia https://goo.gl/GVEKmm.

B) Dissimulation

Avec une telle conception, qui les place au rang d'apostats aux yeux des musulmans, il n'est pas étonnant que les druzes prônent la dissimulation aussi bien sur le plan de l'attitude individuelle que de la diffusion de leur doctrine. Leurs autorités religieuses refusent de publier leurs sources religieuses, copiées à la main, ou de divulguer intégralement leur doctrine malgré l'insistance des druzes de la diaspora qui souhaitent transmettre leur religion à leurs enfants. Toutefois, une partie de leurs livres sacrés a été saisie lors de la conquête de leurs régions montagneuses en Syrie par Ibrahim Pacha au XIX^e siècle et a été par la suite transférée dans les bibliothèques occidentales¹. Par ailleurs, leurs adversaires ont procédé à la publication dactylographiée de Rasa'il al-hikmah (épîtres de la sagesse)², ouvrage composé de 111 épîtres constituant le livre sacré des druzes. Mais lorsqu'on confronte ces derniers avec ces documents, ils les nient et s'en distancent. Ils interdisent à leurs membres d'écrire sur leur religion. Ceux qui le font avec l'autorisation de leurs autorités religieuses n'osent pas tout aborder et recourent à la dissimulation à leur tour³. Le cheikh druze Abu-Khzam reconnaît cependant que toute compréhension de la doctrine druze passe nécessairement par Rasa'il al-hikmah, tout en ajoutant que ce texte a subi des altérations et des falsifications à travers l'histoire⁵.

Parmi les documents druzes, il existe un petit ouvrage sous forme de questions réponses intitulé Catéchisme des druzes datant probablement du XVIe siècle et qui, selon son éditeur Anwar Yassyn (pseudonyme), se trouve dans chaque village, voire dans chaque maison druze⁶. Bien que destiné au public druze, ce catéchisme comporte des éléments intéressants sur la dissimulation dans cette communauté, éléments confirmés par Rasa'il al-hikmah. Nous citons ici les éléments les plus pertinents, sans commentaire⁷:

30 - Question: Pourquoi nions-nous les autres livres lorsqu'on nous interroge?

Réponse: Sache que comme nous devons nous cacher sous le voile de la religion musulmane, il nous faut reconnaître le livre de Muhammad, bien qu'il nous soit parfaitement licite de le nier. Nous récitons, par exemple, les prières funéraires uniquement pour faire semblant parce que la religion musulmane exige cela.

102 – Question: Pourquoi Hamza nous a-t-il recommandé de cacher la sagesse et de ne pas la dévoiler?

Réponse: Parce qu'elle contient les secrets et les promesses de notre Seigneur Al-Hakem. Il ne faut la dévoiler à personne car elle contient le salut pour les âmes et la vie pour les esprits.

Al-Khatib: Al-harakat al-batiniyyah, op. cit., p. 293-301.

Liste de ces bibliothèques dans: Yassyn: Bayn al-aql wal-nabi, op. cit., p. 22-23.

Rasa'il al-hikmah, op. cit.

⁴ Khzam: Islam al-muwahhidin, op. cit., p. 79-80.

Ibid., p. 83-86.

⁶ Catéchisme des druzes, op. cit., p. 3-4.

Nous reprenons ces passages de la traduction française: Catéchisme des druzes, op. cit., en procédant à quelques modifications dans la translittération des noms propres.

103 - Question: Serons-nous peut-être des avares, et nous ne voulons pas que tout le monde soit sauvé?

Réponse: Ceci n'est pas de l'avarice, parce que l'appel est terminé, et la porte fermée. Celui qui a refusé de croire ne croira plus, et celui qui voulait croire a cru.

111 – Question: Comment faut-il nous conduire avec les chrétiens et avec les musulmans?

Réponse: Dans la promesse qu'on doit écrire [profession de foi], nous avons pris l'engagement de dire: "Nous n'adorons que notre Seigneur". Ceci dans le for intérieur et entre nos frères les Unitaires. Quant au for extérieur et avec les polythéistes, il faut nous en tenir à ce qu'a dit notre Seigneur: "Conservez-moi dans vos cœurs". Et il nous a donné un exemple: Quand quelqu'un se vêt d'un vêtement blanc ou noir, ou rouge ou vert, son corps reste le même, qu'il soit sain ou malade. Ce vêtement n'y fait rien; il ne change pas le corps. Cela signifie que les autres religions sont comme le vêtement et la vôtre c'est comme le corps. Revêtez-vous de ce qui vous semble convenable et faites semblant ostensiblement d'être de la religion qui vous plaira et que vous voulez.

112 – Question: Et si l'on nous invite à participer à la prière de ces religions, nous est-il permis de prier avec eux?

Réponse: Quelle que soit la confession, il n'y a rien de mal à faire semblant, à condition que ce ne soit pas au for intérieur. Participez avec eux autant que vous voulez, mais "conservez-moi dans vos cœurs".

113 – Question: Comment pouvons-nous, avec les Musulmans, reconnaître Muhammad, et témoigner qu'il est le meilleur de toutes les créatures et de tous les prophètes? Et ce Muhammad, est-il vraiment prophète?

Réponse: Ce Muhammad est d'origine arabe de Qoraïch. Son père s'appelait Abdallah. Il avait une fille nommée Fatimah, mariée à Ali Ibn Abu-Talib. Extérieurement nous le reconnaissons comme prophète, seulement par esprit de complaisance, pour sa nation. Quant au fond de notre pensée, nous témoignons qu'il est singe, démon et fils adultérin, parce qu'il a rendu licite ce qui ne l'est pas, qu'il a commis toutes sortes de débauches, a rendu licites pour lui toutes les femmes et a permis l'adultère et la fornication. Dans son Coran, il dit à sa nation: "Une servante croyante vaut mieux qu'une associatrice, même si elle vous étonne. Ne donnez d'épouses aux associateurs que lorsqu'ils croiront. Un serviteur croyant vaut mieux qu'un associateur, même s'il vous étonne" (H-87/2:221). D'où il apparaît qu'il a rendu licite le mariage public entre hommes, et entre homme et femme. Notre Seigneur l'a maudit dans tous les cycles. Le croyant unitaire n'a qu'à prendre note de la chose sans l'approuver en rien.

114 – Question: Comment doit être notre conversation avec les gens d'une autre confession? Et nous est-il permis de faire route avec eux?

Réponse: Notre Seigneur Hamza a ordonné de nous cacher en religion le plus possible. Là où il y a des chrétiens, soyez avec eux, et si les musulmans prennent le dessus, soyez musulmans, parce que notre Seigneur nous a ordonné que:

"Toute confession qui triomphe de vous, suivez-la et conservez-moi dans vos cœurs".

115 – Question: Pourquoi nous jubilons devant les musulmans et célébrons le fils du singe, le démon et le fils adultérin, et nous disons: "Il n'y a de dieu que Dieu, et Muhammad est son prophète?"

Réponse: Nous jubilons devant les renégats hypocrites en disant: "Il n'y a de dieu que Dieu, et Muhammad est son prophète", par esprit de complaisance et pour nous cacher, mais nous ne célébrons, par-là, que Muhammad fils de Baha-al-Din Al-Muqtana.

117 – Question: Et le faux Messie des Chrétiens, comment collaborer avec les gens de sa nation?

Réponse: Extérieurement, comme il nous a été recommandé par notre Seigneur. Mais intérieurement, nous disons devant la nation chrétienne: "Par le Christ des Chrétiens". Ils croiront que nous prenons à témoin leur faux Messie. Mais, en réalité, nos propos reviennent à notre Seigneur Salman Al-Farsi.

119 – Question: Que dire des Metwalis [chi'ites], nation d'Ali? Celui-ci est-il, oui ou non, prophète?

Réponse: Non, il n'est pas prophète. Mais cet Ali est débauché; il est maudit dans sa nation même. Il ne peut être prophète.

121 – Question: Et Moïse, fils d'Amran, comment le reconnaissons-nous comme prophète? Est-il, oui ou non, prophète?

Réponse: C'est un homme très intelligent et de bon sens. Il a dirigé intelligemment sa nation parce qu'il obéissait aux paroles de notre Seigneur et qu'il écrivait ce qui lui était dicté de sa part. Il comprenait ce qui est écrit chez nous et il le croyait. Sa nation était sous l'obéissance de notre Seigneur. Cependant il n'était pas prophète et nullement destiné à la prophétie. Il est permis de maudire sa nation moins que les autres.

Le catéchisme se termine par une lettre de conclusion dont nous citons les trois paragraphes suivants:

Ce catéchisme a été écrit pour l'ensemble des Unitaires afin qu'ils sachent et comprennent comment se conduire dans la religion. En premier lieu nous recommandons à l'ensemble des prédicateurs unitaires qu'ils gardent le secret de la religion et qu'ils se soumettent à ses prescriptions; qu'ils ne laissent pas les renégats qui ne croient pas à Al-Hakem et à ses prophètes ... comprendre quelque chose de la religion de notre Seigneur, à quelque confession qu'ils appartiennent; ceux qui ignorent la religion et les apostats.

Mes frères! Attention! Attention! de tomber dans l'imperfection et l'erreur qui consiste à ce que quelqu'un d'autre que vous comprenne votre religion et quelle est votre croyance! Soyez très attentifs à ce que personne des polythéistes ne comprenne véritablement votre religion; et si quelqu'un le fait, liquidez-le. Et si vous ne pouvez le liquider, donnez son nom aux autres et gardez ce nom secret afin d'en tenir compte dans n'importe quelle démarche. Ceci est licite pour vous.

Méfiez-vous de celui qui vous dit: "Je suis unitaire". Ne lui dévoilez pas les vérités de la religion; car il y en a beaucoup qui viennent hypocritement à vous afin de connaître les vérités de votre religion et les moyens dont vous exprimez votre culte

Rasa'il al-hikmah comportent différents passages incitant à la dissimulation qui vont dans le même sens¹. Nous en citons le passage suivant:

Cachez les épîtres aux étrangers, mais ne les dissimulez pas à ceux qui en sont dignes. Car celui qui les leur dissimule sera accusé de forfaiture et celui qui les divulgue aux étrangers sera considéré comme impie. Vous serez toujours supérieurs à eux. Car vous saurez toujours ce qu'ils pensent et ce en quoi ils croient, alors qu'eux n'arriveront jamais à savoir le fond de vos pensées. Ils seront frappés de cécité et, vous, vous verrez; ils seront muets et, vous, vous parlerez; ils seront sourds et, vous, vous entendrez; ils resteront ignares et, vous, vous aurez la connaissance².

Cet ouvrage insiste sur le devoir de dire la vérité et de ne pas mentir. Le mensonge équivaut à la mécréance, et dire la vérité est le résumé de la religion druze. Seul celui qui dit la vérité sera sauvé à la fin des temps. Mais le devoir de dire la vérité ne s'applique qu'à l'égard des druzes entre eux-mêmes. À l'égard des étrangers, le mensonge est permis si le druze ne peut pas garder le silence. Si un druze se trouve en présence d'étrangers et de druzes, il peut mentir, mais dès que l'étranger est parti, il doit signaler à son coreligionnaire en quoi il a menti³.

La doctrine druze est gardée secrète grâce à la structure sociale de la communauté druze. Celle-ci est divisée principalement en deux catégories: les raisonnables (uggal) et les ignorants (juhhal). Ils se réunissent dans des lieux de culte isolés (appelés khuluwat). Les cérémonies qui s'y déroulent sont partagées en trois étapes. La première étape est ouverte à tous, après quoi on invite les ignorants à quitter la salle. Après la fin de la deuxième étape, on invite les groupes inférieurs parmi les raisonnables à quitter à leur tour. Seuls les grands chefs religieux sont admis à connaître les enseignements supérieurs de la religion druze. Un ignorant peut passer à la catégorie des raisonnables après l'âge de quarante ans, s'il est agréé par les chefs religieux. Ces derniers ont à leur tête un dignitaire appelé cheikh al-aql (le chef de la raison). Et comme la communauté druze est partagée entre trois États: la Syrie, le Liban et Israël, chacune de ces fractions à son propre chef religieux⁴.

Voir Rasa'il al-hikmah, Dar li-ajl al-ma'rifah, Diyar aql (Liban), 5ème édition, 1986, nos 92, p. 230-231; 33, p. 244-245; 42, p. 314 et 322; 98, p. 792; 99, p. 794; 103, p. 809-810; 107, p. 826-828; 111, p. 842. Sur l'analyse de la dissimulation dans cet ouvrage voir: Ibn-Sirin: Masadir al-aqidah al-durziyyah, op. cit., p. 305-318; Yassyn: Bayn al-aql walnabi, op. cit., p. 279-298; Joseph Azzi: Entre la raison et le prophète: essai sur la religion des druzes, Jacques Bertoin, Paris, 1992, p. 184-197.

Rasa'il al-hikmah, op. cit., no 33, p. 244-245.

Ibid., no 41, p. 313-314. Sur la dissimulation et le mensonge chez les druzes, voir Silvestre De Sacy: Exposé de la religion des druzes, 1838, réimpression: Librairie Orient, Paris et Hakkert, Amsterdam, 1964, vol. 2, p. 651-670.

⁴ Al-Khatib: Al-harakat al-batiniyyah, op. cit., p. 285-292.

Face aux persécutions, les druzes ont mis en application la théorie de la dissimulation en se mettant du côté du vainqueur. Ce fut le cas lors de la création de l'État d'Israël, en s'engageant dans l'armée israélienne contre leurs frères palestiniens. Les appels des druzes libanais à leurs coreligionnaires en Israël pour qu'ils ne servent pas dans cette armée sont restés lettre morte¹. Ce qui n'a pas empêché Israël de les discriminer². Dans la guerre civile libanaise, les druzes ont pris parti tantôt pour les factions palestiniennes, tantôt pour les maronites, et tantôt pour les chi'ites, selon la fortune des armes³. Les auteurs druzes libanais et syriens insistent, en revanche, sur leur héroïsme dans les différentes guerres contre les colonisateurs et les Israéliens⁴.

C) Remise en question de la dissimulation

Toutes les communautés religieuses ont toujours résisté à la divulgation de leur enseignement. On rappellera ici l'anglais William Tyndale⁵ qui fut emprisonné pendant 500 jours avant d'être étranglé et brûlé sur le bûcher en 1536. Son crime était d'avoir traduit la Bible en anglais, l'Église craignant que cela ne pousse le peuple à remettre son autorité en question. Avant de mourir, il s'exclama: "Seigneur, ouvre les yeux du roi d'Angleterre!"

La communauté druze n'échappe pas à la règle mais finira par s'adapter. La question est de savoir à quel prix.

Lorsque le druze Abd-Allah Al-Najjar publia en 1965 un ouvrage de vulgarisation intitulé *Madhhab al-duruz wal-tawhid*, les autorités religieuses druzes ont soulevé une tempête contre lui et ont obtenu du gouvernement libanais la confiscation et l'interdiction du livre⁶. L'auteur a été assassiné avec sa femme en 1976 "pour des raisons familiales privées", selon Abu-Khzam⁷. Mais comme le livre avait déjà circulé, les autorités druzes ont fait publier un ouvrage, écrit par Sami Makarim et préfacé par Kamal Jumblat⁸, recensant les erreurs qu'aurait commises Al-Najjar. Ces deux auteurs ont réussi le tour de force de ne pas y citer un seul texte sacré druze, tout en accumulant les citations des philosophes grecs et indiens. Jumblat affirme dans sa préface qu'il faut maintenir la doctrine secrète, loin de la main du public qui ne parvient pas à la comprendre et n'a ni l'aptitude spirituelle, ni le mérite moral, ni la volonté de se verser dans sa connaissance de façon sincère⁹. Il s'appuie sur l'autorité d'un texte indien selon lequel les livres sacrés ne doivent pas tomber entre les mains de non-religieux, car la vérité risquerait d'en souffrir, d'en

Voir Wafiq Gharizi: Mu'anat al-muwahhidin al-duruz fil-aradi al-muhtallah, Dar al-katib, Beyrouth, 1984.

Abu-Khzam: Islam al-muwahhidin, op. cit., p. 281, note de bas de page.

_

¹ Voir http://goo.gl/8r1Hnb

³ Anwar Yassyn: Al-suluk al-durzi, Dar li-ajl al-ma'rifah, Diyar aql (Liban), 5^e édition, 1986, p. 79-82.

⁴ Abu-Turabi: Man hum al-muwahhidun, op. cit., p. 77-163.

⁵ Voir sur ce personnage http://goo.gl/WOjBQz

⁶ Décision no 489 du 2 juillet 1985.

⁸ Sami Nasib Makarim: Adwa ala masalik al-tawhid, Dar Sadir, Beyrouth, 1966.

⁹ Ibid., Préface de Jumblat, p. 7.

être altérée. Les non-religieux ne parviendront pas à la comprendre et commenceront à la ridiculiser, ce qui les mènera à la perdition. Il faut donc éviter à tout prix une telle catastrophe¹. Makarim insiste aussi sur la nécessité de dissimuler les livres sacrés pour éviter de fausses interprétations, altérations et incompréhension de la part de ceux qui ignorent les voies spirituelles. Ceci serait plus grave que de maintenir le secret².

Le cheikh druze Abu-Khzam, plus raffiné, mais pas plus convaincant, écrit en défense de la dissimulation de la doctrine druze:

Les chefs religieux muwahhidun sont fiers de pratiquer la dissimulation et la considère comme un aspect de fine politesse dans leur comportement. Ils se recommandent mutuellement de ne pas discuter de la religion entre eux et avec les autres et de respecter les particularités de chaque groupe musulman. Ils n'hésitent pas à s'accommoder de tous les groupes musulmans, conformément à leurs normes externes, parce qu'ils estiment qu'il n'existe pas de différence fondamentale entre ces différents groupes. Ils ajoutent qu'il s'agit là d'une attitude noble, reflétant une profonde sagesse, qui épargne aux muwahhidun les frictions et les conflits avec les autres frères musulmans pour des questions formelles. Ils défendent cette attitude en disant que cela ne les ennuie pas de se comporter avec chaque communauté de la manière qui lui plait puisqu'il est inutile de diverger sur les détails lorsque le fond est le même³.

Mais peut-on sincèrement dire que le fond de la doctrine est le même chez les musulmans et les druzes? Des auteurs musulmans modernes tentent de le démontrer, estimant que les druzes forment une secte islamique. Une fatwa de l'Azhar du 10 juin 1968 va dans ce sens⁵. Elle part de l'idée que les druzes prononcent la formule "Il n'y a de dieu que Dieu et Muhammad est son prophète", et respectent les devoirs islamiques; par conséquent on ne saurait les traiter de non-musulmans. Elle ajoute qu'une telle accusation créerait la division parmi les musulmans. Forts de cette fatwa, les druzes du Liban et de Syrie se font aussi passer pour des musulmans⁶. Ce point de vue n'est pas partagé par leurs coreligionnaires en Israël, qui affirment sur un site Internet, aujourd'hui hors-service, que la religion druze est une religion indépendante du judaïsme, du christianisme et de l'islam. C'est aussi l'opinion dominante parmi les musulmans. Ibn-Taymiyyah traite les druzes d'apostats et de mécréants et préconise de les tuer, refusant même leur repentir, du fait

Ibid., Préface de Jumblat, p.16.

² Ibid., p.96.

Abu-Khzam: Islam al-muwahhidun, op. cit., p. 211.

⁴ Yassyn: Al-aqidah al-durziyyah, op. cit., p. 97-100: Yassyn: Bayn al-aql wal-nabi, op. cit., p. 259-269.

Fatwa publiée par la revue druze Majallat al-duha, janvier 1968, p. 30. Elle a aussi été publiée dans le journal kuwaitien Al-Qabas le 2 octobre 1983. Mais elle ne figure pas sur le site de l'Azhar: http://goo.gl/BcbyjO

La fatwa de l'Azhar de 1968 est citée par le druze syrien Abu-Turabi: Man hum almuwahhidun, op. cit., p. 13, et par le druze libanais Abu-Khzam: Islam al-muwahhidin, op. cit., p. 282.

qu'ils pratiquent la dissimulation¹. La même opinion est exprimée par Ibn-Abidin², par Muhammad Rashid Rida³ et par deux fatwas de l'Azhar de décembre 1934 et de mai 1997⁴. Anwar Yassyn explique cette attitude ambivalente par le fait que les druzes pratiquent la dissimulation à l'égard des musulmans pour sauvegarder leur existence, et les musulmans pratiquent la dissimulation à l'égard des druzes pour les amener à l'islam⁵.

Vu les menaces qui pèsent sur les druzes, il est peu probable que leurs autorités religieuses cèdent sur le principe de la dissimulation dans un immense océan de musulmans qui refusent la liberté de religion telle qu'on l'entend en Occident. Un auteur musulman dit à cet égard:

Il est clair que ces gens sont des apostats qui ont abandonné l'Islam parce qu'ils ont abandonné l'adoration de Dieu et ont nié les devoirs et les lois de l'islam. Il est indispensable de diffuser l'islam dans leurs rangs et de les éloigner de leurs chefs religieux qui continuent d'insister sur ces stupidités et ces erreurs mythiques qui humilient la raison humaine. Ainsi tombera le voile de devant les yeux d'un grand nombre parmi eux qui pataugent sans fin dans la boue.

Cet auteur reproche d'ailleurs aux maisons d'édition de publier des manuscrits du courant ésotérique sous prétexte qu'ils appartiennent à un héritage culturel à sauvegarder, et qu'ils constituent des ouvrages d'histoire à protéger de la disparition. Il n'est donc pas certain que si les druzes voulaient publier leurs livres sacrés, les pays musulmans le leur permettraient, surtout s'ils comportent des attaques aussi directes contre Mahomet et Ali telles que celles signalées plus haut. Relevons ici que les Épîtres de la sagesse et autres livres sur les druzes publiés par les "adversaires" de ces derniers l'ont été sans mention de maison d'édition ou sous des pseudonymes.

_

¹ Ibn-Taymiyyah: Al-fatawa al-kubra, Dar al-ma'rifah, Beyrouth, 1988, vol. 35, p. 155-162.

² Ibn-Abidin: Rad al-muhtar ala al-dur al-mukhtar, Dar ihya al-turath al-arabi, Beyrouth, 2^e édition, 1987, vol. 3, p. 297-298.

³ Muhammad Rashid Rida: Fatawa, Dar al-kitab al-jadid, Beyrouth, 1970, vol. 1, p. 276.

⁴ http://goo.gl/7FcPqU et http://goo.gl/2noiTV

⁵ Yassyn: Al-aqidah al-durziyyah, op. cit., p. 100.

⁶ Al-Khatib: Al-harakat al-batiniyyah, op. cit., p. 317.

⁷ Ibid., p. 440.

Chapitre 3. Le jihad

Il nous faut maintenant nous intéresser à la violence externe proprement dite, à travers ce que le droit musulman appelle le jihad, lequel, selon des récits de Mahomet, durera jusqu'au jour de la résurrection. Nous nous baserons sur notre ouvrage Le jihad dans l'islam², auquel nous renvoyons le lecteur pour plus de détails.

1) Définition du jihad

Le terme Jihad, écrit aussi Djihad, est défini par le dictionnaire Larousse en ligne³ comme suit:

- Effort sur soi-même pour atteindre le perfectionnement moral ou religieux.
- Combat, action armée pour étendre l'islam et, éventuellement, le défendre. (C'est abusivement que le mot est employé au sens de "guerre sainte".)

Le premier sens donné par le dictionnaire Larousse ne figure nulle part dans le Coran, et se base sur un récit douteux attribué à Mahomet qui aurait dit: "Nous sommes revenus du petit jihad (c'est-à-dire le combat contre l'ennemi) pour le grand jihad (c'est-à-dire le combat contre ses propres penchants)". Une fatwa saoudienne estime que ce récit n'a pas de fondement (la asl lah), et sa chaîne de transmission est faible (sanad da'if). Dans les exégèses examinées dans notre ouvrage Le jihad dans l'islam⁵, on le retrouve pour la première fois chez Abd-al-Karim Al-Oushayri, un exégète soufi décédé en 1072, et ensuite chez Ibn-'Ajiba, lui aussi exégète soufi décédé en 1808. En fait, le terme jihad est un substantif dérivant du verbe arabe jahada qui signifie étymologiquement "fournir un effort". Ce verbe et ses dérivés reviennent 41 fois dans le Coran, dont 33 en rapport avec le sens de combat.

Un récit attribué à Mahomet dit que le Jihad peut se faire soit par la main, soit par la langue, soit par le cœur⁶. Ceci signifie haïr l'ennemi⁷. Un autre dit: "Le meilleur

Voir ces récits dans https://www.ahlalhdeeth.com/vb/showthread.php?t=9320

² Le jihad dans l'islam: Interprétation des versets coraniques relatifs au jihad à travers les siècles, Createspace (Amazon), Charleston, 2016, 254 pages.

³ http://goo.gl/f9431t

⁴ http://goo.gl/ID35HH

⁵ Le jihad dans l'islam: Interprétation des versets coraniques relatifs au jihad à travers les siècles, Createspace (Amazon), Charleston, 2016, 254 pages.

⁶ Voir ce récit en arabe et en anglais ici: http://goo.gl/rWh7Fj

Munir Al-'Ubaidi: Jihad al-talab bayn al-aqdamin wal-mu'assirin, p. 233. http://goo.gl/JcTbtr

jihad est une parole juste auprès d'un gouverneur injuste!". Un troisième dit: "Veiller sur la veuve et le pauvre équivaut au jihad dans la voie de Dieu²". On voit ainsi que le Jihad peut avoir plusieurs sens. Mais lorsque ce terme est utilisé dans les ouvrages juridiques musulmans, il signifie la guerre et le fait d'y participer³. C'est la raison pour laquelle cette étude se limitera à cette acception.

Le terme jihad (que nous traduisons par lutte) n'est pas le seul utilisé par le Coran pour parler du combat. On retrouve ainsi les verbes *qatala* (combattre), *haraba* (faire la guerre), *nafara* (mobiliser), *kharaja* (sortir [pour la guerre]), *daraba* (s'activer ou voyager [pour la guerre]), *anfaqa* (dépenser [pour la guerre]) et une fois le terme *ghuzza* (dans le sens de faire la razzia).

On retrouve l'expression fi sabil Allah ou fi sabilihi (dans la voie de Dieu; dans sa voie) plus d'une soixantaine de fois, le plus souvent en rapport avec le jihad. Ce qui donne un sens religieux au combat, celui-ci étant mené contre ceux que le Coran considère comme les ennemis de Dieu, que ce combat soit dans un but défensif ou dans un but offensif.

Celui qui lit les versets coraniques en rapport avec le jihad remarquera aisément des différences dans la tonalité, certains pouvant être compris comme appelant à la paix, et d'autres incitant à la guerre. Les juristes musulmans expliquent que la communauté musulmane est passée par différentes étapes, et que les rapports entre cette communauté et les autres ont évolué. Nous indiquons ici les éléments essentiels pouvant permettre la compréhension de cette évolution.

2) Le jihad entre le Coran mecquois et le Coran médinois

Selon la tradition musulmane, Mahomet, dont le vrai nom est Qatham Ibn Abd-al-Lat, serait né en 570 à La Mecque. En 610, il commence à recevoir une révélation transmise par l'Ange Gabriel. En 622, il émigre de sa ville natale et se dirige vers Médine. C'est le début du calendrier de l'hégire (ce qui signifie l'émigration). À Médine, il fonde l'État islamique et meurt en 632. Après sa mort, les différentes révélations reçues par Mahomet ont été rassemblées dans le recueil appelé Coran qui comporte 114 chapitres classés plus ou moins par ordre de longueur décroissante, avec des exceptions.

Classés par ordre chronologique, tel qu'admis par l'Azhar et l'écrasante majorité des musulmans, le Coran peut être divisé comme suit:

- Les chapitres révélés à La Mecque il s'agit de 86 chapitres.
- Les chapitres révélés à Médine (ou plus précisément après l'hégire) il s'agit de 28 chapitres, qui représentent environ un tiers du volume du Coran.

Les versets mecquois diffèrent des versets médinois, notamment par le fait qu'ils ne comportent pas de normes juridiques et ne parlent de combat que très rarement. On distingue à cet égard quatre étapes en matière de combat que nous allons examiner successivement:

.

Voir ce récit en arabe et en anglais ici: http://goo.gl/KqDXTd

² Voir ce récit en arabe et en anglais ici: http://goo.gl/iRv2de

³ Munir Al-'Ubaidi, op. cit., p. 230

- A) Interdiction de répondre à l'agression
- B) Permission de répondre à l'agression
- C) Obligation de répondre à l'agression
- D) Obligation d'initier la guerre

A) Interdiction de répondre à l'agression

Avant l'hégire, la propagande religieuse se faisait de façon pacifique. Le Coran est formel:

Appelle à la voie de ton Seigneur par la sagesse et la bonne exhortation. Dispute avec eux de la meilleure manière. Ton Seigneur sait le mieux qui s'est égaré de sa voie, et il sait le mieux qui sont les dirigés (M-70/16:125).

Repousse le méfait de la meilleure manière (M-74/23:96).

Ne disputez avec les gens du livre que de la meilleure manière (M-85/29:46).

Le bienfait et le méfait ne sont pas égaux. Repousse [le méfait] de la meilleure manière. Et voilà que celui avec qui tu avais une inimitié devient comme un allié ardent (M-61/41:34).

Dans de nombreux versets, le Coran dit que Mahomet, et d'autres prophètes dont il relate les récits, ne sont que de simples avertisseurs et annonciateurs, chargés seulement de communiquer un message.

N'ont-ils pas réfléchi? Votre compagnon n'est point possédé d'un djinn. Ce n'est qu'un avertisseur manifeste (M-39/7:184).

Dis: "Je ne peux faire pour moi-même ni profit ni nuisance, sauf ce que Dieu souhaite. Si je savais le secret, j'aurais multiplié les biens, et le mal ne m'aurait pas touché. Je ne suis qu'un avertisseur et un annonciateur pour des gens qui croient" (M-39/7:188).

Il ne nous incombe que la communication manifeste (M-41/36:17).

Voir aussi M-42/25:56; M-43/35:23; M-47/26:115; M-58/34:28; M-70/16:35; M-70/16:82; M-85/29:18; M-85/29:50.

Ailleurs, le Coran dit:

Rappelle donc, tu n'es qu'un rappeleur. Tu n'es pas un dominateur sur eux (M-68/88:21-22).

À cette étape, le Coran demande aux musulmans de ne pas recourir à la guerre même s'ils sont agressés:

Endure, ton endurance n'est qu'avec [l'aide de Dieu]. Ne t'attriste pas à leur sujet, et ne te sens pas à l'étroit à cause de ce qu'ils complotent (H-70/16:127).

Il serait cependant faux de croire que l'islam de Mahomet a été totalement pacifique pendant la période mecquoise. On lit dans cette période le verset suivant: "N'obéis donc pas aux mécréants et engage contre eux par ceci une grande lutte" (M-42/25:52). Commentant ce verset, *Al-Muntakhab*, exégèse publiée par l'Azhar, dit: "Persévère dans ton appel à la vérité et dans la transmission du message de ton Seigneur. S'ils résistent à ton appel et commettent une agression contre les croyants, combats-les et lutte contre eux avec véhémence¹".

Et c'est pendant cette période que Mahomet a énoncé ce récit menaçant à l'encontre des gens de sa tribu:

Ô gens de Qoreych, par celui qui détient mon âme entre ses mains, je suis venu à vous avec l'égorgement².

Ce récit est souvent évoqué par Daesh et d'autres groupes pour légitimer la décapitation des opposants, des coptes et des étrangers.

B) Permission de répondre à l'agression

Après le départ de La Mecque et la création de l'État musulman à Médine, le Coran commence à permettre aux musulmans de combattre ceux qui les combattent:

Autorisation est donnée à ceux qui sont combattus [de combattre], parce qu'ils ont été opprimés. Dieu est puissant pour les secourir. Ceux qu'on a fait sortir de leurs demeures sans droit, simplement parce qu'ils ont dit: "Dieu est notre Seigneur" (H-103/22:39-40).

C) Devoir de répondre à l'agression

Après le renforcement du pouvoir des musulmans, le Coran ordonne de combattre ceux qui agressent les musulmans et de faire la paix avec ceux qui veulent la paix:

Combattez dans la voie de Dieu ceux qui vous combattent, et ne transgressez pas. Dieu n'aime pas les transgresseurs. Tuez-les où que vous les trouviez, et sortez-les d'où ils vous ont sortis. La subversion est plus grave que tuer. Mais ne les combattez pas près du Sanctuaire interdit avant qu'ils ne vous y aient combattus. S'ils vous y combattent, tuez-les alors. Voilà la rétribution des mécréants. Mais s'ils s'abstiennent, Dieu est pardonneur, très miséricordieux. Combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de subversion, et que la religion appartienne à Dieu. S'ils s'abstiennent, il n'y aura nulle agression, sauf contre les oppresseurs (H-87/2:190-193).

On vous a prescrit le combat, même s'il est répugnant pour vous. Peut-être une chose vous répugne, alors que cela est meilleur pour vous. Et peut-être aimezvous une chose, alors que cela vous est un mal. Dieu sait, tandis que vous ne savez pas (H-87/2:216).

S'ils penchent pour la paix, penches-y alors et confie-toi à Dieu. Il est l'écouteur, le connaisseur (H-88/8:61).

Le droit de se défendre et de s'armer n'est cité qu'en faveur de l'islam. Jamais les légistes musulmans ne se sont demandé si ce droit pouvait être invoqué par les autres communautés envahies par les musulmans en vue de la propagation de la foi et de l'extension du pouvoir islamique. Ces légistes interdisent aux musulmans de vendre à l'ennemi des armes et tout ce qui pourrait entrer dans leur fabrication.

Al Montakhab, la sélection dans l'exégèse du Saint Coran arabe / français, Le Caire 1998, p. 556

² Voir ce récit dans différents recueils de Sunnah ici http://goo.gl/V7bj7C

Certains vont jusqu'à interdire de lui vendre tout ce qui pourrait le renforcer contre la communauté islamique comme les matières premières et le pétrole. En revanche, l'achat d'armes par la communauté islamique auprès d'un ennemi est licite pour parfaire la force de l'armée musulmane¹.

D) Devoir d'initier la guerre

Avec le renforcement de la communauté musulmane, le Coran est passé à la guerre offensive, donnant à ses adeptes le devoir d'initier la guerre et de la porter sur ce que les juristes musulmans appellent *Dar al-harb* ou *Dar al-kufr*, respectivement Pays de la guerre, et Pays de la mécréance, par opposition à *Dar al-Islam*, Pays de l'islam. Le droit musulman appelle une telle guerre *Jihad al-talab*, Jihad à la demande [des musulmans], ou *Al-Jihad al-ibtida'i*, le Jihad initié, c'est-à-dire le Jihad que les musulmans doivent entreprendre contre un État étranger sans agression de sa part. Il correspond à la guerre offensive, dont le but est l'expansion de l'État islamique jusqu'à la domination du monde entier.

Mais en même temps, la communauté a été confrontée à un phénomène d'apostasie avec des tribus qui ont quitté l'islam, et de rébellion avec des groupes qui, sans quitter l'islam, contestaient l'autorité centrale. Celle-ci a cherché constamment à les obliger à entrer dans le rang, en engageant des guerres. C'est ce que nous verrons dans les trois points suivants, en commençant par les apostats et les rebelles.

a) Contre les apostats

L'islam cherche par tous les moyens à élargir le nombre de ses adhérents. Ainsi tout enfant né d'un couple musulman est considéré comme musulman. Il en est de même si seul le père est musulman, sachant que l'islam permet à un musulman d'épouser une femme des gens du livre, mais pas le contraire. De même, en cas de conversion à l'islam des deux parents, ou de l'un d'eux, les enfants mineurs le deviennent automatiquement. Et dans le passé, l'adhésion d'un chef de tribu à l'islam impliquait la conversion de tous les membres de cette tribu à l'islam. La conversion à l'islam est très facile: il suffit de prononcer la formule: "J'atteste qu'il n'y pas d'autre divinité qu'Allah, et que Mahomet est le messager d'Allah". La sortie de l'islam en revanche est passible de la peine de mort².

L'apostasie peut concerner aussi bien un individu qu'un groupe d'individus, comme cela s'est produit après la mort de Mahomet. De nombreuses tribus ont abandonné l'islam qu'elles avaient adopté par contrainte, par calcul politique ou par intérêt économique, refusant de se soumettre à Abu-Bakr, le premier successeur de Mahomet. Ce dernier a alors engagé des guerres sanglantes, appelées *hurub al*-

¹ 'Muhammad Al-Sadiq Afifi: Al-islam wal-mu'ahadat al-duwaliyyah, Maktabat al-anglo-al-masriyyah, Le Caire 1986, p. 258-266.

Voir à cet égard notre ouvrage: Le changement de religion en Égypte, Createspace (Amazon), Charleston, 2013: http://goo.gl/j6u1HI, ainsi que notre ouvrage: Nulle contrainte dans la religion: Interprétation du verset coranique 2:256 à travers les siècles, Createspace (Amazon), Charleston, 2015: http://goo.gl/DcyOiV

riddah (guerres de l'apostasie) qui ont duré une année pour soumettre les tribus apostates.

En cas d'apostasie collective, le territoire où habitent les apostats est déclaré *Dar riddah* (pays d'apostasie), au bénéfice d'un statut moins favorable que celui réservé à *Dar al-harb* (Terre de la guerre). Mawerdi, décédé en 1058, grand juge à Bagdad, écrit:

Quand ils (les apostats) se retirent dans un lieu où ils vivent isolés des musulmans et s'y retranchent, on doit, à raison de leur apostasie et après avoir discuté avec eux et leur avoir exposé les preuves de l'Islam, engager la lutte contre eux, mais non sans les avoir sommés et mis en demeure de fournir leurs excuses. On suit pour les combattre les mêmes règles que contre les gens habitant les pays de guerre, en les attaquant par surprise ou de nuit, en engageant ouvertement des batailles rangées, en les assaillant aussi bien par devant que par derrière. Les prisonniers peuvent être exécutés par le bourreau s'ils ne reviennent pas à résipiscence, et l'on ne peut, d'après Al-Shafi'i, les réduire en esclavage. Lorsqu'ils sont soumis on ne réduit pas en captivité leurs enfants, sans distinguer si la naissance de ceux-ci est antérieure ou postérieure à l'apostasie; mais on a dit aussi que cela est permis en ce qui touche les enfants nés postérieurement. Abu-Hanifa permet de réduire en captivité celles de leurs femmes qui ont apostasié et qui séjournent en pays ennemi.

Mawerdi relève les différences suivantes entre le pays de guerre et le pays d'apostasie, et donne l'avis dissident d'Abu-Hanifa:

- 1) On ne peut accorder aux apostats une trêve qui les laisse en paix dans leur territoire, ce qui est permis de faire avec les gens de guerre.
- 2) On ne peut traiter avec eux moyennant une somme d'argent qui leur donnerait le droit de rester dans leur apostasie, tandis qu'on peut composer avec les gens de guerre.
- 3) On ne peut les réduire en esclavage et mettre leurs femmes en servitude, ce qui se peut avec les autres.
- 4) Les vainqueurs ne deviennent pas propriétaires du butin fait sur eux, tandis qu'ils le deviennent du butin fait sur les gens de guerre.

Mais, d'après Abu-Hanifa, l'apostasie transforme leur territoire en Pays de guerre, on peut les piller et réduire leurs femmes en captivité, tandis que le sol devient *fay* (butin de guerre). Ils sont, à ses yeux, comme des Arabes idolâtres².

Abu-Youssuf, décédé en 1199, lui aussi grand juge à Bagdad, traite conjointement du statut des idolâtres arabes et de celui des apostats (appelés ici renégats):

Quant aux renégats arabes et non arabes, ils sont traités comme les Arabes idolâtres: ils ont à choisir entre la conversion et la mort, et ils ne sont pas susceptibles de capitation.

Mawerdi: Les statuts gouvernementaux, trad. Fagnan, repoduction, Le Sycomore, Paris 1982, p. 112. Voir aussi Al-Shaybani: Kitab al-siyar: Al-qanun al-duwali al-islami, édité par Magid Khadduri, Al-dar al-muttahidah lil-nashr, Beyrouth 1975, p. 213-214.

² Mawerdi: Les statuts gouvernementaux, op. cit., p. 114.

Si les renégats sont une cause de troubles et de guerre, leurs femmes et leurs enfants sont réduits en esclavage et ils sont contraints à se convertir, à l'imitation d'Abu Bakr, qui réduisit en captivité les enfants des renégats arabes des Benu Hanifa et autres, et d'Ali ben Abu Talib, qui en fit autant pour les Benu Nadjiya. On ne leur impose pas le *kharadj* (impôt foncier). S'ils se convertissent avant d'en venir aux armes et d'être vaincus, on respecte leur vie, leurs biens et leur liberté; s'ils se convertissent après avoir été vaincus, on respecte leur vie, mais leurs enfants et leurs femmes deviennent esclaves, tandis que les hommes restent libres [...]. Les mâles parmi les renégats et les idolâtres ne sont exposés ni à la captivité ni à la capitulation, il n'y a pour eux que l'Islam ou la mort. Ceux qui sont devant cette alternative et dont le territoire est conquis par l'Imam, voient leurs femmes et leurs enfants réduits en captivité et eux-mêmes sont mis à mort. Le butin est partagé conformément aux règles relatives au quint et écrites dans le Livre divin; les quatre cinquièmes restants reviennent aux musulmans qui ont participé à l'affaire¹.

b) Contre les rebelles (bughat)

Le terme *bughat* est dérivé du Coran:

Si deux groupes de croyants se combattent, faites la conciliation parmi eux. Si l'un d'eux abuse (*baghat*) l'autre, combattez le groupe qui abuse, jusqu'à ce qu'il revienne à l'ordre de Dieu. S'il revient, faites alors la conciliation parmi eux en justice. Et soyez équitables. Dieu aime les équitables (H-106/49:9).

Ce terme désigne selon le droit musulman un groupe ayant un certain pouvoir et qui se départ de l'imam, portant les armes contre lui, estimant que celui-ci a tort. Les rebelles se distinguent des apostats par le fait qu'ils restent dans leur foi, puisque le verset parle de "croyants"².

Il est permis de combattre les rebelles pour qu'ils obéissent à l'imam. S'ils se soumettent, il ne faut plus leur en vouloir. Le combat cependant ne devrait être engagé qu'après avoir discuté avec eux sur les raisons de leur rébellion. Ainsi si leur rébellion est une réponse à une injustice, il faudrait leur faire justice. D'autres légistes cependant estiment que cette discussion n'est pas indispensable parce qu'ils savent pour quoi ils sont combattus³.

Celui qui se rebelle contre l'imam légitime mérite la peine de mort. Mahomet dit: "Celui qui donna sa main et son cœur à un imam, qu'il lui obéisse autant que possible. Si un autre imam vient le concurrencer, tranchez-lui le cou⁴".

Si les rebelles persistent dans leur rébellion, l'imam doit les combattre ouvertement, sans les attaquer par surprise ni de nuit. Mawerdi établit à cet effet huit diffé-

227

Abou Yousof Ya'koub: Le Livre de l'impôt foncier (kitab al-kharadj), trad. et annoté par E. Fagnan, Librairie orientaliste Paul Geuthner, Paris 1921, p. 101-102. Voir aussi Al-Shaybani: Kitab al-siyar, op. cit., p. 222.

² 'Abd-al-Latif 'Amir: Ahkam al-asra wal-sabaya fil-hurub al-islamiyyah, Dar al-kitab almasri et Dar al-kitab al-lubnani, Le Caire & Beyrouth 1986, p. 103-109.

³ Ibid., p. 110-111.

⁴ Ibid., p. 112.

rences entre la manière de les combattre et celle de combattre les polythéistes et les apostats:

- 1. Le but de l'imam doit être de les ramener et non de les tuer, but qu'il peut viser en ce qui concerne les polythéistes et les apostats.
- 2. Il doit les combattre de face et s'abstenir de les attaquer par derrière, tandis qu'il peut attaquer les deux autres catégories par devant comme par derrière.
- 3. Il ne peut achever leurs blessés, ce qui lui est loisible quand il s'agit de polythéistes et de renégats. En effet, 'Ali fit, à la bataille du chameau, proclamer par son héraut de ne pas poursuivre les fuyards ni achever les blessés.
- 4. Il ne doit pas, contrairement à ce qui se fait pour les polythéistes et les renégats, mettre à mort ceux d'entre eux qui deviennent captifs, dont le traitement varie selon le cas: ils sont remis en liberté si l'on est sûr qu'ils ne recommenceront pas à combattre. Dans le cas contraire, leur libération est différée jusqu'à la fin de la guerre.
- 5. Il ne doit ni piller leurs biens ni réduire en captivité leurs femmes et leurs enfants. Mahomet dit: "La terre d'Islam donne le caractère défendu à son contenu, la terre d'infidélité donne à son contenu le caractère permis".
- 6. Il ne peut pour les combattre se faire aider par des polythéistes confédérés ou sujets, ce qui lui est loisible pour combattre les ennemis proprement dits ou des renégats.
- 7. Il ne doit ni leur accorder une trêve momentanée ni faire d'arrangement avec eux moyennant finance. La trêve momentanée qui serait consentie n'aurait aucun caractère obligatoire, et, s'il est trop faible pour les combattre, il attend, sans s'éloigner, d'avoir les moyens de les réduire. L'arrangement conclu moyennant finance est nul.
- 8. Il ne doit pas employer contre eux les balistes et autres machines de guerre, ni brûler leurs demeures, ni couper leurs palmiers ou leurs arbres, car on est en Pays d'Islam, au contenu duquel on ne peut toucher malgré l'insubordination des habitants. Cependant quand les orthodoxes sont encerclés par eux et craignent d'être exterminés, ils peuvent, pour défendre leur vie, employer tous les moyens possibles et poursuivre le massacre de leurs adversaires ou dresser des balistes: en effet, le musulman dont la vie est visée peut, pour la défendre et quand il n'a pas d'autre recours, donner la mort à son adversaire.

Mawerdi passe immédiatement de la lutte contre les rebelles (*bughat*) à la lutte contre les réfractaires soit insoumis, soit coupeurs de routes. Il en est de même d'Abu-Youssuf².

¹ Mawerdi: Les statuts gouvernementaux, op. cit., p. 119-121. Voir aussi Abou Yousof: Livre de l'impôt, op. cit., p. 329-331; Al-Shaybani: Kitab al-siyar, op. cit., p. 228-230. Sur le statut des rebelles, voir 'Amir: Ahkam al-asra, op. cit., p. 103-126; 'Abd-al-Salam Ibn-al-Hassan Adghiri: Hukm al-asra fil-islam, Maktabat al-ma'arif, Rabat 1985, p. 185-196.

² Mawerdi: Les statuts gouvernementaux, op. cit., p. 123; Abou Yousof: Livre de l'impôt, op. cit., p. 332.

Mawerdi écrit:

La rétribution de ceux qui guerroient contre Dieu et son envoyé, et qui s'empressent de corrompre sur la terre, c'est qu'ils soient tués, ou crucifiés, ou que soient coupés leurs mains et leurs pieds opposés, ou qu'ils soient bannis de la terre. Ils auront cela comme ignominie dans la [vie] ici-bas. Et ils auront dans la [vie] dernière un grand châtiment. Sauf ceux qui sont revenus avant que vous n'ayez le pouvoir sur eux. Sachez que Dieu est pardonneur, très miséricordieux (H-112/5:33-34)¹.

Répondant sur le sort qu'il faut réserver aux nussièrites (appelés aussi malahidah, qaramitah, batiniyyah, isma'iliyyah, etc.), Ibn-Taymiyyah écrit qu'ils sont "plus mécréants que les chrétiens, les juifs et de nombreux polythéistes". Pour lui, ce groupe ne croit ni aux prophètes ni à la révélation ni au Créateur. Ils doivent être traités comme des apostats. Le combat contre eux passe avant le combat contre les mécréants et les polythéistes, car leur danger sur la foi des musulmans est plus grand que le danger de ces derniers. Il est interdit de se marier avec eux, ou d'enterrer leurs morts dans les cimetières des musulmans; n'importe qui peut licitement les tuer et s'en prendre à leurs biens². Quant aux druzes, il écrit qu'ils sont des "mécréants dans l'erreur; leur nourriture est illicite, leurs femmes doivent être prises comme captives, et leurs biens confisqués. Ce sont des zandigs apostats dont le repentir ne saurait être accepté et ils doivent être tués partout où on les voit... Leurs savants doivent être tués pour qu'ils ne trompent pas autrui. Il est interdit de dormir dans leurs maisons, de les accompagner, de marcher avec eux ou de prendre part à leurs funérailles³". C'est cette fatwa d'Ibn-Taymiyyah qui sert de justification pour le combat contre les alawites et les druzes en Syrie.

c) Contre Dar al-harb/Dar al-kufr

Dans la quatrième étape, le Coran a établi le jihad contre *Dar al-harb/Dar al-kufr* (Pays de la guerre/Pays de la mécréance) à l'initiative des musulmans. Et pour ce faire, il leur permet de rompre des engagements de trêve lorsqu'elle n'a pas de limite dans le temps. Si la trêve est limitée dans le temps, la guerre ne peut être initiée qu'après la fin de la trêve:

Annonciation aux humains, de la part de Dieu et de son envoyé, au jour du grand Pèlerinage: "Dieu est quitte des associateurs, de même que son envoyé. Si vous revenez, cela est meilleur pour vous. Mais si vous tournez le dos, sachez que vous ne sauriez défier Dieu". Annonce un châtiment affligeant à ceux qui ont mécru. Sauf ceux parmi les associateurs avec lesquels vous vous êtes engagés, qui n'ont manqué en rien à votre égard, et n'ont soutenu personne contre vous. Accomplissez donc l'engagement envers eux jusqu'à leur terme. Dieu aime ceux qui craignent. Une fois écoulés les mois interdits, tuez les asso-

¹ Mawerdi: Les statuts gouvernementaux, op. cit., p. 125-126.

² Ibn-Taymiyyah: Al-'isyan al-mussallah aw qital ahl al-baghy fi dawlat al-islam wa-mawqif al-hakim minh, édité par 'Abd-al-Rahman 'Amirah, Dar al-gil, Beyrouth 1992, p. 159-174.

³ Ibid., p. 176-177.

ciateurs où que vous les trouviez, prenez-les, assiégez-les, et restez assis [dans] tout aguet contre eux. Mais s'ils se repentent, élèvent la prière, et donnent la dîme, alors dégagez leur voie. Dieu est pardonneur, très miséricordieux (H-113/9:3-5)¹.

Le but du jihad est déterminé par les versets suivants:

Tuez-les où que vous les trouviez, et sortez-les d'où ils vous ont sortis. La subversion (*fitna*) est plus grave que tuer (H-87/2:191).

Combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de subversion (*fitna*), et que la religion appartienne à Dieu. S'ils s'abstiennent, il n'y aura nulle agression, sauf contre les oppresseurs (H-87/2:193).

Ils te demandent sur le mois interdit: "Y a-t-il combat?" Dis: "Le combat en lui est un grand [péché]. Mais le fait de rebuter de la voie de Dieu, de mécroire en lui, [de rebuter] du Sanctuaire interdit, et d'en faire sortir ses gens, est un plus grand [péché] auprès de Dieu. Et la subversion (*fitna*) est un grand [péché] que tuer" (H-87/2:217).

Combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de subversion (*fitna*), et que toute la religion soit à Dieu. S'ils s'abstiennent, Dieu est clairvoyant sur ce qu'ils font (H-88/8:39).

Combattez-les. Dieu les châtiera par vos mains, les couvrira d'ignominie, vous secourra contre eux, guérira les poitrines des gens croyants (H-113/9:14).

Combattez ceux qui ne croient ni en Dieu ni au jour dernier, qui n'interdisent pas ce que Dieu et son envoyé ont interdit, et qui ne professent pas la religion de la vérité, parmi ceux auxquels le livre fut donné, jusqu'à ce qu'ils donnent le tribut par une main, et en état de mépris (H-113/9:29).

Les quatre premiers versets lient le jihad à la *fitna* (subversion). Mettre fin à la subversion est la principale justification du *jihad* offensif invoquée par les exégètes². Ces exégètes qualifient de subversion le refus des polythéistes de se convertir à l'islam, ainsi que le refus des gens du livre de se convertir ou de se soumettre à l'islam. Cette subversion nécessite l'initiation de la guerre parce qu'elle est jugée par le Coran plus grave que le fait de tuer (H-87/2:191 et 217). Cette guerre est donc à la fois défensive et offensive. Certains exégètes modernes parlent de guerre préventive.

C'est dans cette perspective qu'il faut lire les messages de Mahomet à Muqawqis (Cirus), gouverneur d'Égypte; Héraclius, empereur de Byzance; Chosroes, roi de Perse; Najashy, roi de l'Abyssinie, etc. pour les appeler à l'islam, payer le tribut, ou se préparer à la guerre.

Ainsi il aurait écrit à Héraclius:

.

¹ Ces étapes sont prises de Faysal Mawlawi: Al-ussus al-shar'iyyah lil-'ilaqat bayn almuslimin wa-ghayr al-muslimin, Dar al-irshad al-islamiyyah, Beyrouth 1988, p. 33-47. http://goo.gl/eYLM2l.

² Le Coran utilise cinquante fois le terme fatana sous différentes formes: http://goo.gl/xro8lx. Le terme fitna peut avoir 13 significations (voir cet article en français: http://goo.gl/AmY9Rg).

De Mahomet, envoyé de Dieu au maître des Byzantins. Je te convie à embrasser l'islam. Si donc tu te soumets (deviens musulman), tu auras ce qu'ont les soumis et à toi incombera ce qui leur incombe. Mais si tu n'adhères point à l'islam, acquitte la *jizya* (capitation). Car Dieu le très-haut a dit: "Combattez ceux qui ne croient ni en Dieu ni au jour dernier, qui n'interdisent pas ce que Dieu et son envoyé ont interdit, et qui ne professent pas la religion de la vérité, parmi ceux auxquels le livre fut donné, jusqu'à ce qu'ils donnent le tribut par une main, et en état de mépris" (H-113/9:29). Sinon, ne t'impose point entre les paysans et l'islam, soit qu'ils y adhèrent ou qu'ils acquittent la capitation¹.

Au chef d'Ailat:

Je n'ai pas été homme à vous combattre avant de vous avoir écrit. Soumets-toi donc ou acquitte la capitation et obéis à Dieu et à son envoyé [...]. Si donc vous désirez la sécurité sur terre et sur mer, tu devras obéir à Allah et à son envoyé [...]. Mais si tu les (les envoyés) renvoies sans leur donner satisfaction, je n'accepterai de vous que combat. Je ferai alors les petits captifs, et je ferai périr les adultes, car je suis en droit l'envoyé de Dieu [...]. Or viens avant qu'aucun mal ne vous touche².

Au gouverneur persan de Bahreïn:

Je te convie à l'islam. Soumets-toi et tu seras sauf et Dieu fera tien tout ce qui se trouve sous le pouvoir de tes mains. Sache aussi que ma religion va triompher jusqu'aux confins de la plante et du sabot³.

Aux chefs d'Oman:

Si vous refusez de reconnaître l'islam, votre pouvoir s'évanouira loin de vous; mes chevaux camperont dans l'étendue de votre territoire et ma prophétie triomphera dans votre royaume⁴.

Partant des versets coraniques et de la pratique de Mahomet, les légistes musulmans ont partagé le monde en deux: *Dar al-islam* (Terre de l'Islam), et *Dar al-harb* (Terre de la guerre) ou *Dar al-kufr* (Terre de la mécréance).

Dar al-islam comprend tous les pays placés sous domination islamique, que les habitants soient musulmans ou non.

De l'autre côté de la frontière se trouve *Dar al-harb* qui, un jour ou l'autre, passera sous le pouvoir musulman. Entre-temps, *Dar al-harb* peut bénéficier d'un 'ahd, traité de paix temporaire, devenant ainsi *Dar* 'ahd. La durée de ce traité varie selon les légistes entre un an et dix ans.

Mawerdi dit que le combat ne peut cesser à l'exception de ces cas:

1. L'islamisation des adversaires, qui alors acquièrent les mêmes droits que nous, sont soumis aux mêmes charges, et continuent de rester maîtres de leur

Muhammad Hamidullah: Documents sur la diplomatie musulmane à l'époque du prophète et des khalifes orthodoxes, Maisonneuve, Paris 1935, vol. II, p. 21 (texte légèrement modifié).

² Ibid., vol. II, p. 22 (texte légèrement modifié).

³ Ibid., vol. II, p. 34 (texte légèrement modifié).

⁴ Ibid., vol. II, p. 41 (texte légèrement modifié).

territoire et de leurs biens. L'Envoyé d'Allah a dit: J'ai reçu l'ordre de combattre les hommes jusqu'à ce qu'ils proclament qu'il n'y a de divinité qu'Allah; mais quand ils l'ont fait, ils sauvegardent ainsi contre moi leurs vies et leurs biens, sous la réserve d'autres justes motifs.

- 2. La victoire, mais que les vaincus restent polythéistes.
- 3. Les infidèles paient pour obtenir paix et arrangement.
- 4. Les ennemis demandent grâce et réclament une trêve; cette trêve n'est acceptable que s'il est trop difficile de les vaincre et à condition de les faire payer; la trêve doit être aussi courte que possible et ne pas dépasser une durée de 10 ans; pour la période qui dépasse ce délai, elle serait sans valeur¹. Nous verrons plus loin les conséquences de chacun de ces cas.

D'après Abu-Youssuf:

Il n'est pas permis au représentant de l'Imam de consentir la paix à l'ennemi quand il a sur eux la supériorité de forces; mais s'il n'a voulu ainsi que les amener par la douceur à se convertir ou à devenir tributaires: il n'y a pas de mal à le faire jusqu'à ce que les choses s'arrangent de leur côté².

Ibn-Khaldoun écrit qu'il y a une différence entre la guerre menée par l'islam et la guerre menée par les autres religions. La guerre menée par l'islam peut être offensive alors que la guerre menée par les autres religions ne peut être que défensive, car seul l'islam s'adresse à tout le monde. Citons ce passage: "Dans l'islam, la guerre contre les infidèles est d'obligation divine [...]. Les autres religions ne s'adressent pas à la totalité des hommes; elles n'imposent pas le devoir de faire la guerre aux infidèles, elles permettent seulement de combattre pour se défendre³".

3) Les moyens de la guerre

Une guerre en général ne se limite pas aux combattants ou jihadistes et aux armes utilisées à proprement dit. Elle est précédée d'un conditionnement de la population en propageant la haine contre les mécréants (nous avons parlé plus haut), de la réunion de moyens financiers, d'émulations pour les soldats et de l'équipement des combattants.

A) Le financement

Plusieurs versets coraniques incitent les croyants à dépenser dans la voie de Dieu: H-87/2:195; H-87/2:261; H-88/8:60; H-94/57:10; H-95/47:38; H-113/9:121. Le verset H-94/57:10 dit:

Ne sont pas égaux ceux parmi vous qui ont dépensé et combattu avant la conquête [et ceux qui ont dépensé et ont combattu après]. Ceux-là ont un degré plus élevé par rapport à ceux qui ont dépensé après et ont combattu.

Il est intéressant ici de relever que le Coran, dans onze versets, fait mention du combat (jihad) "par les biens et par les personnes", plaçant les biens avant les per-

.

¹ Mawerdi: Les statuts gouvernementaux, op. cit., p. 98-105.

² Abou Youssuf: Livre de l'impôt, op. cit., p. 319.

³ Ibn-Khaldoun: Les prolégomènes, trad. Slane, Genthner, Paris 1934-38, vol. I, p. 469.

sonnes: H-87/2:261; H-88/8:72; H-92/4:95 (deux fois); H-106/49:15; H-109/61:11; H-113/9:20; H-113/9:41; H-113/9:44; H-113/9:81; H-113/9:88.

Un récit de Mahomet dit: "Combattez les polythéistes avec vos biens, avec vos mains et avec vos langues" et "Combattez les polythéistes avec vos biens, avec vos personnes et avec vos langues."

En contrepartie, le Coran promet des récompenses dans l'autre vie. Ainsi le verset H-113/9:111 dit: "Dieu a troqué les âmes et les fortunes des croyants [contre la promesse] qu'ils auront le jardin".

Nous avons vu dans un ouvrage intitulé *Zakat, corruption et jihad*² comment la zakat sert à financer la guerre. Alors que la zakat entre dans le cadre des obligations que l'État peut exiger par des voies de contrainte, et figure parmi les cinq piliers de l'islam, la dépense dont il est question dans les versets susmentionnées semblent faire partie des actes volontaires.

L'importance que donne le Coran au financement du jihad rappelle l'adage: L'argent est le nerf de la guerre, expression qu'on trouve chez Cicéron: Pecunia est nervus belli. Et aujourd'hui la lutte contre l'État islamique passe nécessairement par l'assèchement de ses ressources financières.

B) L'immigration pour le combat

L'islam rejette l'allégeance à la tribu ou à la patrie, et n'admet que l'allégeance à la communauté religieuse, à savoir l'Umma, dont il faut épouser les causes, et en premier lieu la défense et la propagation de l'islam, y compris par l'épée. Le Coran dit:

Tu ne trouveras pas des gens qui croient en Dieu et au jour dernier échangeant l'affection avec ceux qui se sont opposés à Dieu et à son envoyé, fussent-ils leurs pères, leurs fîls, leurs frères ou leurs tribus. Ceux-là, il a écrit la foi dans leurs cœurs, et il les a fortifiés par un esprit venant de lui. Il les fera entrer dans des jardins sous lesquels courront les rivières, où ils seront éternellement. Dieu les agrée, et ils l'agréent. Ceux-là sont les coalisés de Dieu. Les coalisés de Dieu seront ceux qui réussissent (H-105/58:22).

Dis: "Si vos pères, vos fils, vos frères, vos épouses, vos tribus, des fortunes que vous avez réalisées, un commerce dont vous redoutez le déclin, et des habitations que vous agréez, vous les aimez plus que Dieu, son envoyé et la lutte dans sa voie, alors attendez jusqu'à ce que Dieu fasse venir son ordre. Dieu ne dirige pas les gens pervers" (H-113/9:24).

Mahomet a dit: "N'est pas de nous celui qui appelle pour une allégeance tribale, ni celui qui fait la guerre pour une allégeance tribale, ni celui qui meurt pour une allégeance tribale³".

Voir ces récits en arabe et en anglais dans: http://goo.gl/2Zfdax

² http://goo.gl/0BX12g

Voir ce récit et d'autres en arabe et en anglais dans: http://goo.gl/otM2cH. Voir aussi notre ouvrage: Alliance, désaveu et dissimulation: Interprétation des versets coraniques

Après le départ de Mahomet vers Médine et avant sa reconquête de La Mecque, des convertis à l'Islam étaient restés à La Mecque en dissimulant leur foi. Ils ont été amenés au combat par leurs concitoyens contre les troupes de Mahomet et y perdirent la vie. Ceci provoqua de l'émoi chez les combattants de Mahomet. C'est alors que furent révélés des versets imposant l'émigration de *Dar al-harb | Dar al-kufr* vers *Dar al-islam* afin de vivre pleinement leur foi, renforcer les musulmans et combattre dans leurs rangs. En effet, ces versets parlent conjointement d'immigrer et de lutter dans la voie de Dieu. Sont exceptés de l'émigration les faibles. Nous en citons certains versets:

Ton Seigneur, envers ceux qui ont émigré après qu'ils ont été éprouvés, puis ont lutté et ont enduré, ton Seigneur sera, après cela, pardonneur, très miséricordieux (M-70/16:110; on remarquera ici que ce verset est mecquois, ce qui laisse des doutes sur sa classification).

Ceux qui ont cru, et ceux qui ont émigré et lutté dans la voie de Dieu, ceux-là espèrent la miséricorde de Dieu. Dieu est pardonneur, très miséricordieux (H-87/2:218).

Ceux, oppresseurs envers eux-mêmes, que les anges rappelèrent, ils [leur] dirent: "Où en étiez-vous?" Ils dirent: "Nous étions affaiblis dans la terre". Ils dirent: "La terre de Dieu n'était-elle pas large pour que vous y émigriez?" Ceux-là leur abri sera la géhenne. Quelle mauvaise destination! À l'exception des affaiblis parmi les hommes, les femmes et les enfants, qui ne peuvent trouver un moyen, ni se diriger sur une voie (H-92/4:97-98).

Voir aussi H-88/8:72 et 74-75; H-89/3:195; H-92/4:89, 97 et 100; H-102/24:22; H-103/22:58; H-113/9:20).

De nombreux récits de Mahomet sont venus affirmer ce principe de la migration du *Dar al-kufr / Dar al-harb* vers *Dar al-islam*. Un récit dit ainsi que "la migration ne cessera jamais tant que les mécréants sont combattus".

Dans la droite ligne du droit musulman classique, Daesh insiste sur le devoir d'émigrer de *Dar al-kufr* vers l'État islamique pour combattre dans ses rangs, et estime que l'émigration de musulmans vers *Dar al-kufr*, pays de mécréance, ainsi que le séjour des musulmans dans *Dar al-kufr* est un péché.

Le 3^e numéro de la revue de l'État islamique Dar Al-Islam (domaine de l'islam) appelle les musulmans à rejoindre l'État islamique en termes vigoureux, l'alternative consistant à s'attaquer aux "ennemis d'Allah où qu'ils soient". "L'État islamique est le seul endroit au monde depuis des siècles où la loi d'Allah est appliquée. Il est donc une obligation pour tout musulman de rejoindre la *wilayah* (province) la plus proche, s'il ne peut faire cela qu'il frappe les ennemis d'Allah où

^{3:28-29} à travers les siècles, Createspace (Amazon), Charleston, 2015: http://goo.gl/QDfmAe

Sur les récits de la migration, voir ce site en anglais et en arabe: http://goo.gl/DmlT1A. Pour plus de détails, voir nos deux ouvrages: La migration (hijrah) dans l'islam (version sans les exégèses en arabe), Createspace (Amazon), Charleston, 2017 et La migration (hijrah) dans l'islam: Interprétation des versets relatifs à la migration à travers les siècles, Createspace (Amazon), Charleston, 2017.

qu'ils soient". Dans le chapitre intitulé *Les règles de la hidjrah*, on peut aussi lire: "Il est clair que l'État islamique applique le jugement d'Allah dans tous ses aspects, de ce fait, son territoire est une terre d'Islam (*Dar al-islam*) et il est obligatoire pour tout musulman sur terre d'émigrer vers la région du Califat la plus proche". Différentes citations provenant de sources islamiques sont citées pour asseoir le propos. Le dernier paragraphe du chapitre est intitulé "Qui est excusé dans le fait de ne pas accomplir *al-hidjrah* [migration]?" Ceux qui en sont exempts sont les faibles: "Celui qui n'a pas à accomplir *al-hidjrah* est celui qui ne peut l'accomplir à cause d'une maladie, de la contrainte, de la faiblesse parmi les femmes, les enfants et leurs semblables". Les femmes sont toutefois vivement encouragées à partir: "La femme seule a-t-elle le droit de voyager pour accomplir *al-hidjrah* [migration]? Al-Qurtubi a dit: "Les savants sont unanimes qu'il est une obligation pour la femme de voyager, même sans *mahram* [tuteur mâle] si elle craint pour sa religion ou pour elle-même!".

En vertu du principe de la migration, des milliers de musulmans ont quitté les pays occidentaux afin de rejoindre Daesh et d'autres groupes terroristes, dont de nombreuses femmes musulmanes, afin de soulager les combattants sur le plan sexuel, effectuant ce qu'on appelle *Jihad al-niqah* (traduit jihad du sexe/copulation). Ces femmes sont mariées à des combattants en vertu de contrats temporaires afin de légitimer religieusement les rapports sexuels, contrats rompus aussitôt pour permettre à d'autres combattants de jouir de ces femmes en vertu d'un nouveau contrat de mariage temporaire (*zawaj al-mut'ah*, littéralement: mariage de jouissance), etc.². Ce mariage temporaire aurait été autorisé par Mahomet en temps de guerre pour des hommes qui ne pouvaient pas avoir accès à leurs femmes, et il est maintenu même hors de la situation de guerre dans le code civil iranien (articles 1075-1077). Il est basé sur le verset H-92/4:24, que les sunnites estiment abrogé:

Et [il vous est interdit d'épouser] les préservées parmi les femmes, sauf ce que vos mains droites possédèrent. Le livre de Dieu vous [le prescrit]. Il vous est permis de rechercher au-delà, avec vos fortunes, préservés, non pas en débauchés. Puis, donnez-leur leurs salaires pour ce que vous jouissez d'elles, comme une imposition. Nul grief sur vous pour ce que vous agréez mutuellement, après [paiement de] l'imposition. Dieu était connaisseur, sage³.

Ces jihadistes viennent aussi d'Israël qui a révélé qu'environ trente-cinq de ses concitoyens arabes israéliens ont voyagé illégalement vers l'Irak et la Syrie pour combattre aux côtés de Daesh. Plusieurs Arabes israéliens ont aussi tenté le voyage, ont été arrêtés et ont écopé de lourdes peines de prison⁴.

Il faut signaler ici le verset H-103/9:123 qui dit: "Ô vous qui avez cru! Combattez ceux des mécréants qui vous sont limitrophes, et qu'ils trouvent de la rudesse en

-

¹ http://goo.gl/0mxXLt

² Voir cet article sur le jihad du sexe: http://goo.gl/2ikmTH

³ Voir sur les récits de Mahomet relatifs au mariage en arabe et en anglais: http://goo.gl/Y5eQf7. Voir aussi mon article: Mariage temporaire et coutumier en droit musulman http://goo.gl/1bEUZK

⁴ https://goo.gl/Zru79d

vous. Sachez que Dieu est avec ceux qui craignent". Le devoir d'émigrer des pays mécréants peut être substitué par le combat à l'intérieur de ces pays. C'est la raison pour laquelle Daesh indique aux musulmans vivant parmi les mécréants comment mener le jihad sur place sans se faire remarquer, en recourant au principe de la dissimulation!

En vertu du principe de la nécessité, et le devoir de combattre les mécréants, les jihadistes ont été mêlés aux immigrants venus en Occident. Dans le cas des attentats du 13 novembre 2015 à Paris, certains des jihadistes étaient partis se battre dans les rangs de Daesh, puis sont revenus en Occident, rejoignant d'autres jihadistes qui y vivaient. Ces jihadistes occidentaux, qu'ils aient rejoint les rangs de Daesh à un moment donné, ou qu'ils soient restés dans leurs pays d'accueil, forment ce qu'on appelle des cellules dormantes qui peuvent être réactivées à tout moment, contre leurs propres concitoyens occidentaux. Un guide est d'ailleurs publié à l'attention de ces musulmans².

La migration de musulmans en Occident est perçue par les mouvements islamistes comme une arme visant à le déstabiliser. Daesh a déià menacé d'envoyer 500 000 migrants en Europe depuis la Libye, pour empêcher l'Europe d'engager des forces armées dans ce pays. La tactique consisterait à lancer des cargos d'occasion ou des bateaux attendant la casse remplis à ras-bord de migrants, et envoyés à la dérive dans la Méditerranée, sans conducteur, pour obliger les équipes de sauvetage à intervenir³. C'est la pire crise qu'a connue l'Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale, mettant à mal l'Union européenne, dont certains membres refusent d'accueillir les réfugiés par crainte pour leur sécurité, au point d'ériger des barrières sur leur passage. Afin de tenir compte aussi bien du droit des réfugiés à une protection pour leur survie, d'éviter les attaques de terroristes infiltrés parmi ces réfugiés, et de répartir équitablement le fardeau de la gestion épineuse de cette crise, nous avons proposé la création d'un protectorat international sur la moitié de l'Arabie saoudite pour les réfugiés de religion musulmane. Il faut savoir que ce pays et les pays du Golfe n'ont pas accueilli leurs propres coreligionnaires, et que l'Arabie saoudite s'était empressée d'offrir son soutien financier pour construire 200 mosquées en Allemagne pour ces réfugiés. Ce qui a fait réagir le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung: "Il serait tout de même préférable que l'Arabie saoudite s'occupe elle-même des réfugiés et soit ainsi à la hauteur de son rôle de leader de "l'Oumma islamique", la communauté regroupant tous les musulmans⁴". Par ailleurs, les pays européens ne sont pas en mesure de renvoyer les immigrants qui ne remplissent pas les conditions requises pour être réfugiés, puisque ces immigrants cachent ou détruisent leurs papiers d'identité, et leurs pays d'origine refusent de les accueillir. La création d'un protectorat international sur la

.

Voir cet article: http://goo.gl/s9ngHI

² Voir: Un guide pour aspirants jihadistes vivant en Occident http://goo.gl/ClkTCN

³ http://goo.gl/M56VgZ

⁴ Voir cet article: http://goo.gl/zVBxkF

moitié de l'Arabie saoudite permettrait donc d'envoyer ces immigrants dans ce protectorat, immigrants dont le nombre risque de dépasser les cent millions¹.

Certains n'hésitent pas à voir dans la présence des musulmans en Occident une cinquième colonne visant à le déstabiliser, voire une invasion. Le 21 septembre 1991 M. Valéry Giscard d'Estaing a publié dans "Le Figaro Magazine" un article intitulé "Immigration ou invasion?" Il y dit: "Ce déplacement dans l'origine des immigrés exprime une modification de la nature socio-économique de l'immigration. Bien que dans cette matière sensible il faille manipuler les mots avec précaution, en raison de la charge émotionnelle ou historique qu'ils portent, ce type de problème actuel auquel nous aurons à faire face se déplace de celui de l'immigration (arrivée d'étrangers désireux de s'installer dans le pays) vers celui de l'invasion (action d'entrer soudainement selon la définition donnée par Littré).²"

Et on est en droit de se demander dans quelle catégorie il faut placer le grand nombre de voitures brûlées à la Saint-Sylvestre en France, sinon dans la catégorie du jihad. Il suffit ici de reproduire un article paru le 1^{er} janvier 2018³ dans le site www.ledauphine.com:

Au cours de la nuit de la Saint-Sylvestre, 1031 véhicules ont été incendiés et 510 personnes ont été interpellées en France, des chiffres en hausse par rapport à l'an dernier, selon le ministère de l'Intérieur.

La nuit de dimanche a notamment été marquée par la violente agression dont ont été victimes deux policiers à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne). Au total, le ministère de l'Intérieur a comptabilisé huit policiers et trois militaires de l'opération Sentinelle blessés.

Le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, venu rendre visite aux fonctionnaires du commissariat de Champigny-sur-Marne, avait affirmé plus tôt dans la soirée que les festivités de la Saint Sylvestre s'étaient "bien passées" en France.

"Je regrette que des incidents comme ceux d'hier puissent se passer mais dans l'ensemble les gens ont pu jouir de la nuit de la Saint Sylvestre de manière pacifiée", a-t-il déclaré.

Le nombre de véhicules incendiés, soit directement, soit par propagation, est pourtant passé de 935 l'année dernière à 1031, précise le communiqué, soit une "légère hausse", selon la place Beauvau.

"L'augmentation de cette année résulte principalement de la hausse constatée dans quelques départements", ajoute l'Intérieur, sans plus de précisions.

Selon le décompte du ministère, 510 personnes ont été interpellées, soit une "augmentation sensible" par rapport aux 456 interpellations de 2016. Même constat pour le nombre de personnes placées en garde à vue passé de 301 en 2016 à 349 en 2017.

Quelque 140000 policiers, gendarmes, militaires, sapeurs-pompiers et personnels de secours avaient été mobilisés durant la nuit de la Saint-Sylvestre.

Voir mon article http://goo.gl/uHwqPK ainsi que mon article http://goo.gl/EJH3g2

² https://goo.gl/UdFgWt

https://goo.gl/XBnNn3

Il est à cet égard un autre jihad dont il faut tenir compte, mené par les musulmans dans les pays occidentaux: le jihad judiciaire dont le but est de créer une jurisprudence afin que toute critique de l'islam soit considérée comme du "racisme". Valentina Colombo décrit ce jihad comme une stratégie "moderne, non violente, mais agressive (...) pour terroriser l'ennemi d'Allah". Elle ajoute: "le jihad des tribunaux est l'outil favori des organisations et des personnes qui ont un lieu idéologique avec les Frères Musulmans dans les pays occidentaux; il est régulièrement connecté à l'accusation d'islamophobie¹". Il s'agit en fait de museler ceux qui critiquent l'islam en préparation de l'occupation du terrain. Et on parle aujourd'hui ouvertement de "territoires perdus de la république".

C) Les combattants: obligation, émulation et dispense

a) Obligation individuelle / obligation collective

Le droit musulman distingue entre l'obligation individuelle (*fard 'ayn*) et l'obligation collective, dite aussi obligation de suffisance (*fard kifayah*).

Faire la prière ou jeûner est une obligation individuelle, que chaque musulman doit accomplir en personne. Certaines obligations individuelles comportent un aspect physique et un autre financier, comme le pèlerinage. Si un musulman est capable physiquement et financièrement de faire le pèlerinage, il doit l'entreprendre luimême. S'il est handicapé physiquement mais capable financièrement, il peut payer une autre personne pour faire le pèlerinage à sa place. Il est possible de déléguer à autrui les obligations individuelles qui ont un aspect uniquement financier. Ainsi, si quelqu'un paie la dette d'une autre personne, celle-ci en est libérée.

Quant à l'obligation collective ou de suffisance (*fard kifayah*), elle est imposée à la communauté. Si une partie des musulmans, compétente et en nombre suffisant, s'en acquitte, l'autre partie en est déchargée. Dans le cas contraire, c'est toute la communauté qui devient pécheresse: le capable parce qu'il a manqué à son devoir, et l'incapable pour n'avoir pas incité le capable à le faire. On donne comme exemple de l'obligation communautaire le fait d'avoir un juge, un mufti et d'autres professionnels dont la communauté a besoin. Il n'est pas demandé à chaque musulman d'être juge, mais la communauté musulmane se doit d'en avoir un. Une obligation collective peut devenir individuelle si la personne sollicitée est seule ou lorsqu'elle a été chargée de l'accomplir. Ainsi, s'il n'existe dans une communauté qu'un seul médecin ou si le médecin se trouve en face d'un malade, il est tenu individuellement de le soigner. Si un nageur assiste à une noyade, il est tenu individuellement de sauver la personne en danger. Le médecin et le nageur ne peuvent pas, alors, se croiser les bras sous prétexte que d'autres pourraient faire le travail².

Qu'en est-il du jihad?

Les juristes estiment que le jihad est une obligation collective, de suffisance. On invoque ici ces deux versets:

_

https://fr.gatestoneinstitute.org/10693/france-jihad-tribunaux

² Voir notre ouvrage: Introduction au droit musulmán, op. cit, p. 264-265.

Les croyants n'ont pas à se mobiliser tous. Si seulement quelques personnes, de chaque groupe parmi eux, se mobilisaient afin de comprendre la religion et avertir leurs gens lorsqu'ils retournent vers eux. Peut-être se prémunissent-ils! (H-113/9:122).

Ô vous qui avez cru! Prémunissez-vous. Mobilisez-vous donc par détachements, ou mobilisez-vous tous ensemble (H-92/4:71).

Mais il est considéré comme obligation individuelle dans trois cas:

- 1) Lorsque le musulman est présent lors du combat et que les deux belligérants s'affrontent. Et ce en vertu des versets H-88/8:15-16: "Ô vous qui avez cru! Lorsque vous rencontrez ceux qui ont mécru, en marche, ne leur tournez pas le dos. Quiconque, ce jour-là, leur tourne le dos, à moins que ce ne soit en déplacement pour le combat, ou pour rallier un groupe, encourra la colère de Dieu, et la géhenne sera son abri. Quelle détestable destination!" Il est interdit dans ce cas de déserter.
- 2) Lorsqu'un ennemi entre dans un pays musulman, les habitants de ce pays doivent le combattre et l'expulser. Et si ces habitants ne sont pas capables de le faire, les autres musulmans doivent les soutenir en fonction de la proximité. Le verset H-103/9:123 dit: "Ô vous qui avez cru! Combattez ceux des mécréants qui vous sont limitrophes, et qu'ils trouvent de la rudesse en vous. Sachez que Dieu est avec ceux qui craignent".
- 3) Lorsque le chef des musulmans mobilise l'armée et leur demande de s'y joindre, en vertu du contrat existant entre les musulmans et le chef: "Ô vous qui avez cru! Remplissez vos engagements" (H-112/5:1)¹.

Ce qui vient d'être dit concerne le combat. Mais comme nous avons vu, les musulmans sont appelés dans un récit de Mahomet à combattre par la main, la langue et le cœur. Les formes de jihad non militaires constituent un devoir individuel². Et dans tous les cas, tous les musulmans participent au jihad par les biens à travers la zakat dont un des objectifs est la voie de Dieu, selon le verset H-113/9:60:

Les aumônes sont pour les pauvres, les indigents, ceux qui y travaillent, ceux dont les cœurs sont à rallier, [l'affranchissement] des nuques, ceux qui sont surchargés de dettes, la voie de Dieu, et le voyageur. C'est une imposition de la part de Dieu. Dieu est connaisseur, sage³.

b) Dispense de la guerre

La vie et la mort étant dans la main de Dieu, nul ne doit s'abstenir de la participation à la guerre par peur de mourir, pouvant l'atteindre partout où il serait (voir H-87/2:154 et 243; H-89/3:156, 168 et 169; H-90/33:16; H-92/4:78; H-110/62:8).

Le Coran condamne fortement ceux qui cherchent des excuses pour ne pas participer aux combats (H-113/9:90; H-89/3:167; H-90/33:13), ceux qui essayent de dis-

¹ Munir Al-'Ubaidi, op. cit., p. 246.

² Ibid., p. 230.

Voir notre ouvrage: Zakat, corruption et jihad: Interprétation du verset coranique 9:60 à travers les siècles, Createspace (Amazon), Charleston, 2015.

suader les autres d'y participer (H-89/3:156; H-90/33:18 et 60), et ceux qui tournent le dos au combat (H-88/8:15-16; H-102/24:54; H-111/48:16).

Toutefois, le Coran prévoit des dispenses en faveur des certaines catégories. Nous avons déjà vu que le Coran dispense les faibles d'émigrer pour rejoindre Mahomet et combattre dans ses rangs (H-92/4:97-98). Il en est de même de l'aveugle, du boiteux et du malade (H-92/4:95; H-111/48:17), ainsi que de ceux qui ne disposent pas de moyens de transport pour rejoindre les champs de bataille et auxquels l'État ne peut pas assurer de tels moyens (H-113/9:92).

Le verset H-113/9:122 dispense du jihad ceux qui se consacrent à étudier la religion islamique, en vue de l'enseigner aux autres. Ce verset affirme:

Les croyants n'ont pas à se mobiliser tous. Si seulement quelques personnes, de chaque groupe parmi eux, se mobilisaient afin de comprendre la religion et avertir leurs gens lorsqu'ils retournent vers eux. Peut-être se prémunissent-ils!

c) Émulation des combattants

Les combattants ont droit au butin de guerre, dont des captives. Et s'ils meurent au combat, ils auront les mérites que le Coran et la Sunnah de Mahomet attribuent aux martyrs, dont les houris aux yeux noirs, dont la virginité est perpétuellement restaurée. Un kamikaze taliban a été arrêté avec une protection métallique autour de son pénis. Interrogé sur la finalité de cette protection, il a répondu vouloir garder son pénis intact après l'explosion, pour ne pas avoir de problèmes sexuels une fois qu'il aura retrouvé ses 72 vierges au ciel¹. Ce cas anecdotique ne doit pas faire oublier l'hallucination entretenue autour des vierges du paradis, dans les récits de Mahomet, les écrits, les prêches des mosquées et les vidéos². Un récit de Mahomet dit qu'il souhaitait mourir au combat et revenir à la vie pour mourir à nouveau au combat à plusieurs reprises, à cause des faveurs que reçoit le martyr de la part de Dieu³. Nombreux sont les récits de Mahomet qui font l'éloge des jihadistes et des martyrs⁴. Un de ces récits dit: "Celui qui meurt sans avoir fait une razzia ou n'a pas pensé à faire une razzia, meurt avec une des caractéristiques de l'hypocrisie⁵".

Est lié à la récompense dans la vie dernière le fait que le Coran promet au martyr le pardon de ses péchés. Celui qui se reproche des comportements contraires à la religion, n'a qu'à s'engager dans le jihad et mourir en martyr pour être purifié:

[Dis:] "Ô vous qui avez cru! Vous indiqué-je un commerce qui vous sauvera d'un châtiment affligeant? Croyez en Dieu et en son envoyé, et luttez dans la voie de Dieu avec vos fortunes et vos personnes. Cela est meilleur pour vous. Si vous saviez! Il vous pardonnera vos fautes, et vous fera entrer dans des jardins

-

¹ http://goo.gl/0Mkvt1

Voir les houris dans le Coran: M-38/38:52; M-46/56:22-24, 35-37; M-41/36:56; M-56/37:48-49; M-64/44:54; M-76/52:20; M-80/78:33; H-87/2:25; H-89/3:15; H-92/4:57; H-97/55:56, 58, 70-74, et dans les récits de Mahomet en arabe et en anglais: http://goo.gl/v5JBbJ. Voir aussi cette vidéo: https://goo.gl/kbv1QB

³ Voir ce récit en arabe et en anglais: http://goo.gl/bQRLCZ

⁴ Munir Al-'Ubaidi, op. cit., p. 238-242.

⁵ Voir ce récit en arabe et en anglais ici: http://goo.gl/vVi32R

sous lesquels courront les rivières, ainsi que dans de bonnes habitations dans les jardins d'Éden. Voilà le grand succès!" (H-109/61:10-12; voir aussi le verset H-92/4:96).

Selon des récits attribués à Mahomet, les seuls péchés qui ne sont pas pardonnés pour le martyr sont ceux qui concernent les droits d'autrui. Ainsi les dettes dont le martyr ne s'est pas acquitté durant sa vie ne sont pas pardonnés. En revanche, le non-accomplissement des devoirs religieux comme les prières est pardonné¹.

D) Déroulement de la guerre

Le Coran dit:

Ceux avec lesquels tu t'es engagé, et ensuite ils rompent leur engagement chaque fois et ne craignent pas, si tu les trouves dans la guerre, fais fuir (*shar-rid*) à travers eux ceux qui sont derrière eux. Peut-être se rappelleront-ils! Mais si tu crains une trahison de la part de gens [avec lesquels tu as un engagement], rejette alors [l'engagement] d'une façon égale. Dieu n'aime pas les traîtres. Que ceux qui ont mécru ne pensent pas qu'ils ont précédé. Ils ne sauraient nous défier. Préparez contre eux autant que vous pouvez comme force et comme chevaux en alerte, afin d'effrayer (*turhiboun*) l'ennemi de Dieu et le vôtre, et d'autres hors de ceux-ci que vous ne connaissez pas. Dieu les connaît. Ce que vous dépensez dans la voie de Dieu vous sera acquitté, et vous ne serez pas opprimés (H-88/8:56-60).

On retiendra de ces versets les deux passages suivants:

- fais fuir (sharrid) à travers eux ceux qui sont derrière eux
- afin d'effrayer (*turhiboun*) l'ennemi de Dieu et le vôtre, et d'autres encore que vous ne connaissez pas hors de ceux-ci, mais que Dieu connaît.

Il s'agit de terroriser l'ennemi, et même ceux qui sont derrière eux. Le terme *turhi-boun* vient de la racine *arhaba*, dont dérive le terme *irhab* (terreur), et *irhabi* (terroriste). Un récit de Mahomet dit: "La victoire sur l'ennemi m'a été accordée par la terreur²". Et dans un autre récit: "La victoire m'a été accordé par la terreur d'une distance d'un mois [de marche]³". Le droit musulman connaît une institution dite *al-targhib wal-tarhib*, faire désirer et intimider, ce qui correspond à l'expression "la carotte et le bâton".

Le Coran prescrit la guerre généralisée:

Combattez tous les associateurs, comme ils vous combattent tous. Et sachez que Dieu est avec ceux qui craignent (H-113/9:36).

Le but de la guerre est que l'islam domine:

Combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de subversion (H-88/8:39).

Selon le Coran, Dieu attribue la victoire à qui il veut (H-89/3:13; H-95/47:4) et envoie des anges combattre dans les rangs des musulmans pour semer la terreur

Voir cette fatwa et le récit cité: http://goo.gl/imXI5S

² http://sunnah.com/muslim/5/11

³ http://sunnah.com/muslim/5/3

dans le cœur des mécréants (H-88/8:9 et 12; H-89/3:124-125). Et lorsque les musulmans tuent, c'est Dieu qui tue:

Ce n'est pas vous qui les avez tués, mais c'est Dieu qui les a tués. Lorsque tu lançais, ce n'est pas toi qui lançais, mais c'est Dieu qui lançait. Et ce pour tester les croyants d'un bon test de sa part. Dieu est écouteur, connaisseur (H-88/8:17).

C'est Dieu qui se sert des mains des croyants pour châtier les mécréants:

Combattez-les. Dieu les châtiera par vos mains, les couvrira d'ignominie, vous secourra contre eux, guérira les poitrines des gens croyants, et fera disparaître la rage de leurs cœurs. Dieu revient sur qui il souhaite. Dieu est connaisseur, sage (H-113/9:14-15).

4) Sort réservé aux soumis et aux vaincus

Nous pouvons nous trouver devant différents scénarios. Les musulmans somment les non-musulmans appartenant à la catégorie des gens du livre en leur donnant trois choix:

- se convertir à l'islam. Dans ce cas leur pays fait partie de *Dar al-islam*, et ils bénéficient des mêmes droits et des mêmes devoirs que les musulmans;
- se soumettre au pouvoir de l'autorité musulmane et payer la *jizya*, s'ils refusent de se convertir;
- S'ils refusent l'une et l'autre solution, les musulmans engagent la guerre contre eux jusqu'à la victoire des armées musulmanes.

Si les non-musulmans n'appartiennent pas à la catégorie des gens du livre, et donc sont des associateurs, ils n'ont le choix qu'entre la conversion à l'islam et la guerre. Mais certains juristes admettent, à contrecœur, en raison de la faiblesse des musulmans, de faire payer la *jizya* à certains polythéistes, avec la possibilité de les massacrer en tout temps, comme cela est arrivé en Inde où les musulmans ont exterminé environ 80 millions d'hindouistes et détruit d'innombrables temples en application des normes islamiques. C'est le génocide le plus important de l'histoire humaine¹. Et même aujourd'hui, un groupe intitulé *sharia4hind*, créé par le Britannique Anjem Choudary, a appelé en 2012 à l'abandon de la constitution indienne et à l'application de la loi islamique², ce qui implique la destruction des idoles hindouistes et des statues publiques et leur remplacement par des mosquées. Son diaporama comporte une statue "décapitée" de Shiva, avec l'avertissement: la destruction des idoles et des statues indiennes.

Ne voulant pas entrer dans tous les détails des normes islamiques, nous nous limiterons au sort réservé aux combattants vaincus, aux non-combattants vaincus, aux bénéficiaires de l'*aman* [protection], et aux biens des vaincus.

Voir sur ce génocide les liens suivants: http://goo.gl/23mkTi; http://goo.gl/fCN5wi; http://goo.gl/eUvhax; http://goo.gl/msKNvQ

² http://goo.gl/mROqZ3; http://goo.gl/gVoCJL

A) Combattants vaincus

Il s'agit de tous les hommes capables de porter les armes et de participer au combat et non seulement des combattants à proprement dit. Ils sont appelés généralement *al-asra*, les prisonniers.

Après la conquête de La Mecque, Mahomet dit à ses ennemis les Qurayshites (sa propre tribu): "Que pensez-vous que je vais faire avec vous?" Ils répondirent: "Tu es un frère noble fils d'un frère noble". Il répliqua: "Je vais vous dire ce que dit mon frère Joseph à ses frères: "Pas de récrimination contre vous ce jour. Que Dieu vous pardonne" (M-53/12:92). Grande générosité de Mahomet à l'égard des vaincus qui contraste avec la cruauté des autres civilisations, disent des auteurs modernes. En fin politicien, on aurait mal à imaginer Mahomet massacrer sa propre tribu sur laquelle il devait compter ultérieurement. Mais notre source omet cependant de dire que Mahomet a ordonné de tuer des personnes, dont le nombre varie entre 11 et 20, "même s'ils s'étaient accrochés aux rideaux de la Kaaba". Or, la Kaaba était considérée comme un refuge, et toute personne qui s'y réfugiait bénéficiait en principe de l'immunité². Il faut aussi signaler que le pardon de Mahomet est lié à la conversion des Ourayshites à l'islam et la destruction de toutes leurs divinités. L'attitude de Mahomet à l'égard des Ourayshites lors de la conquête de La Mecque ne constitue pas la norme dans les rapports entre les musulmans et leurs ennemis tombés entre leurs mains.

L'attitude du Coran à l'égard des captifs de guerre a varié. Citons ici les versets du Coran les concernant:

[Rappelle] lorsque ton Seigneur révèle aux anges: "Je suis avec vous, raffermissez donc ceux qui ont cru. Je lancerai l'effroi dans les cœurs de ceux qui ont mécru. Frappez alors au-dessus des cous, et frappez tous leurs doigts" (H-88/8:12).

Il n'était à un prophète d'avoir de prisonniers que lorsqu'il meurtrit dans la terre. Vous voulez le bien casuel de la [vie] ici-bas, tandis que Dieu veut la [vie] dernière. Dieu est fier, sage. Si un livre de la part de Dieu n'avait pas précédé, il vous aurait touchés, pour ce que vous avez pris [de la rançon], un grand châtiment (H-88/8:67-68).

Lorsque vous rencontrez ceux qui ont mécru, frappez les nuques. Lorsque vous les avez meurtris, enchaînez fort. Après cela, c'est soit la gratification [de la liberté], soit le rachat, jusqu'à ce que la guerre dépose ses charges. C'est [le jugement de Dieu]. Si Dieu souhaitait, il les aurait vaincus [sans combat]. Mais c'est pour vous tester les uns par les autres. Ceux qui ont été tués dans la voie de Dieu, il n'égarera pas leurs œuvres (H-95/47:4).

Ils donnent la nourriture, malgré leur amour [pour la nourriture], à l'indigent, à l'orphelin, et au prisonnier: "C'est pour la face de Dieu que nous vous nourris-

¹ 'Abd-Allah Ghosheh: Al-jihad tariq al-nasr, Wazarat al-awqaf, Amman 1976, p. 149. C'est une référence à Genèse 45.

² Voir http://goo.gl/xAIg8H

sons, ne voulant de vous ni rétribution ni remerciement. Nous craignons, de notre Seigneur, un jour froncé, catastrophique" (H-98/76:8-10).

Abu-Youssuf écrit:

[Si les assiégés] demandent à sortir de leur fort à condition d'être traités comme le décide Allah ou comme le décide le Coran, les hadiths [récits de Mahomet] défendent qu'ils soient traités comme le décide Allah, car nous ne savons pas quelle est la décision d'Allah à leur égard, de sorte que cela ne peut leur être consenti. Si cependant cela se fait que les assiégés sortent dans ces conditions, c'est à l'Imam à décider du traitement à leur appliquer, et il choisit celui qui est préférable pour la religion et l'Islam¹.

Abu-Youssuf se base ici sur un récit de Mahomet. Qu'il l'ait dit ou non, ce récit prouve l'embarras des légistes musulmans à déduire des versets coraniques susmentionnés les normes qui s'imposent en matière de conflits armés.

Comme indiqué plus haut, les versets H-88/8:67-68 ordonnent de les tuer. Afin d'écarter les critiques de ceux qui exploitent ces versets pour s'attaquer à l'Islam, les auteurs musulmans modernes essaient d'y trouver des échappatoires. Un auteur explique que cet ordre fait croire que l'Islam est une religion assoiffée de sang comme l'est la religion juive. Or, dit-il, cet ordre avait pour but d'empêcher que les musulmans soient distraits du combat par la recherche d'avantages matériels². Un autre estime qu'il ne concerne que le début de l'État musulman et vise à affaiblir l'ennemi et réduire le danger qui l'entourait. C'est le propre de toute révolution de liquider ses ennemis à ses débuts jusqu'à ce qu'elle s'impose³. Un troisième ajoute que ces versets ne concernent que les polythéistes, à l'exclusion des *gens du Livre* (juifs et chrétiens)⁴.

Mawerdi résume le sort réservé aux prisonniers comme suit:

À l'égard des prisonniers, le vainqueur peut selon son choix adopter le plus avantageux de ces quatre partis: les faire décapiter par le bourreau; les traiter en esclaves et, par suite, les vendre ou les affranchir; exiger d'eux une rançon soit en argent soit en captifs; user de générosité et leur pardonner⁵.

Mawerdi ne fait ici que paraphraser le verset H-95/47:4. Certains cependant affirment que les polythéistes arabes n'avaient d'autre choix que de devenir musulmans ou de subir la mort. D'autres ajoutent que ce verset est abrogé par le verset du sabre H-113/9:5: "Une fois écoulés les mois interdits, tuez les associateurs où que vous les trouviez, prenez-les, assiégez-les, et restez assis [dans] tout aguet contre eux. Mais s'ils se repentent, élèvent la prière, et donnent la dîme, alors dégagez leur

_

Abou Youssuf: Livre de l'impôt, op. cit., p. 312; aussi Al-Shaybani: Kitab al-siyar, op. cit., p. 93.

Adghiri: Hukm al-asra, op. cit., p. 134-142. Cet auteur consacre les pages 44 à 52 à la position des juifs à l'égard des prisonniers de guerre.

Wahbah Al-Zuhayli: Athar al-harb fi al-fiqh al-islami, Dar al-fikr, Damas, 1998, p. 406-407 et 432-441.

⁴ 'Amir: Ahkam al-asra, op. cit., p. 172-184.

Mawerdi: Les statuts gouvernementaux, op. cit., p. 100. Voir aussi Abou Yousof: Livre de l'impôt, op. cit., p. 303.

voie. Dieu est pardonneur, très miséricordieux". Ce verset ne permet de libérer les prisonniers que s'ils deviennent musulmans. D'autres affirment le contraire¹.

Les prisonniers qui deviennent musulmans ont un traitement particulier.

- S'ils deviennent musulmans avant de tomber en captivité, il est alors interdit de les tuer, de les asservir ou de les échanger contre des prisonniers musulmans ou contre rançon.
- S'ils deviennent musulmans après la captivité, ils sont asservis ou libérés. Ils ne peuvent être tués ou échangés contre des prisonniers musulmans que s'ils le souhaitent².

Les prisonniers doivent être nourris et vêtus. Il est interdit de les torturer pour les obliger à indiquer les faiblesses dans les rangs ennemis³. Concernant les blessés et les morts ennemis, Mahomet et ses successeurs interdirent de les défigurer, de les maltraiter ou de les mutiler. Mahomet avait ordonné d'enterrer les morts des ennemis. Il aurait juré de défigurer le corps de son adversaire, le verset suivant aurait alors été révélé:

Si vous punissez, punissez semblablement à ce dont vous avez été punis. Et si vous endurez, cela est meilleur pour les endurants (H-70/16:126)⁴.

L'État musulman a le devoir de racheter les prisonniers musulmans soit en les échangeant contre des prisonniers ennemis soit en payant des rançons. Mahomet avait dit: "Libérez le prisonnier." Abu-Hanifa recommande de ne pas remettre à l'ennemi ses prisonniers afin de ne pas le renforcer. Pour lui, les prisonniers musulmans ne peuvent être échangés que contre de l'argent, des habits ou d'autres choses similaires.

B) Non-combattants vaincus

Il s'agit de deux groupes:

- les sabaya: les captifs, à savoir les femmes et les enfants;
- les 'ajazah: les incapables, à savoir les vieillards, les aveugles, les paralysés, et par extension les religieux et les moines.

Les chefs de l'armée musulmane étaient instruits par Mahomet et ses successeurs de ne pas les tuer puisqu'ils ne participent pas à la guerre. Les vieillards inutiles sont laissés à leur sort. Quant aux femmes et aux enfants, ils sont considérés comme esclaves captifs et répartis entre les combattants. Il est interdit de les tuer. On invoque à cet effet le Coran: "Combattez dans la voie de Dieu ceux qui vous

¹ Muhammad Nassir 'Abd-al-Rahman Al-Ja'wan: Al-qital fil-Islam, Matabi' al-madinah, Riyadh 1983, p. 190-201.

² Ibid., p. 201-202.

³ Al-Zuhayli: Athar al-harb, op. cit., p. 411-416.

⁴ Ibid., p. 475-485.

⁵ Ibid., p. 471-474.

⁶ Ja'wan: Al-qital, op. cit., p. 195-196.

⁷ 'Abd-al-'Aziz Al-Khayyat: Al-qanun al-duwali al-insani wal-shari'ah al-islamiyyah, dans Mu'tamar al-sharq al-awsat 'an al-qanun al-duwali al-insani, Amman 5-13 avril 1981, p. 73-76.

combattent, et ne transgressez pas. Dieu n'aime pas les transgresseurs" (H-87/2:190)¹. Ils ne peuvent pas être libérés inconditionnellement ou contre rançon, ou échangés contre les prisonniers musulmans dans les mains de l'ennemi, étant devenus la propriété des combattants, sauf si ces derniers reçoivent une compensation². Les hanafites rejettent la possibilité de les libérer parce que la femme accroît la progéniture et les enfants grandissent et renforceront les rangs ennemis. Al-Shafi'i, lui, permet de tuer tout le monde en raison du verset H-113/9:5: "tuez les associateurs où que vous les trouviez", et du récit de Mahomet: "J'ai reçu l'ordre de combattre les gens jusqu'à ce qu'ils disent: point de dieu autre qu'Allah³".

Les groupes susmentionnés peuvent être tués s'ils contribuent au combat en fournissant des provisions militaires ou matérielles, en donnant des conseils ou en dressant des plans de guerre. Ceux qui ne peuvent être tués pendant le combat ne peuvent être tués après la fin du combat, et ceux qui peuvent être tués dans le combat, peuvent l'être après⁴. Si une femme ramasse les lances pour les combattants, si elle montre son derrière devant les musulmans (pour les distraire) ou les insulte, il est permis de la tuer⁵.

Après avoir interdit de tuer les vieillards, les religieux, les femmes, les enfants, les paralysés, les aveugles et les malades mentaux, Al-Shaybani permet d'inonder une ville ennemie, de l'incendier et de la combattre avec les mangonneaux même si de tels groupes y vivent. Il en est de même si des musulmans s'y trouvent en tant que captifs ou commerçants car, dit-il, s'il fallait tenir compte de ceux-ci, il n'y aurait jamais de combat puisque chaque ville ennemie a de telles personnes. De même, si les ennemis se mettent sur les remparts avec des enfants musulmans, il est permis de leur tirer dessus, mais sans l'intention de les tueré.

Les auteurs musulmans ne semblent pas accorder un statut particulier aux corps soignants en temps de guerre. Ce rôle était assuré notamment par les femmes musulmanes⁷. Aucun mot concernant ce groupe. Faudrait-il alors lui appliquer la norme selon laquelle les civils qui aident les combattants doivent être traités comme ces derniers?

C) Bénéficiaires de l'aman

Les habitants non musulmans de *Dar al-harb* sont des ennemis, donc sans droits. Le Coran, cependant, demande de protéger l'ennemi qui voudrait entendre la parole de Dieu: "Si l'un des associateurs te demande protection, protège-le jusqu'à ce qu'il écoute la parole de Dieu. Puis fais-le parvenir à son lieu de rassurance (*ma'man*). Cela parce qu'ils sont des gens qui ne savent pas" (H-113/9:6).

_

¹ Ghosheh: Al-jihad, op. cit., p. 121.

² Ja'wan: Al-qital, op. cit., p. 189.

³ Ibid., p. 180.

⁴ Al-Zuhayli: Athar al-harb, op. cit., p. 418 et 427.

⁵ Ghosheh: Al-jihad, op. cit., p. 125.

⁶ Al-Shaybani: Kitab al-siyar, op. cit., p. 135.

Wahbah Al-Zuhayli: Al-islam din al-jihad la din al-'udwan, Gam'iyyat al-da'wah al-islamiyyah al-'alamiyyah, Tripoli (Libye) 1990, p. 103.

Ce prétexte de faire entendre la parole de Dieu a donné lieu à l'institution de la protection (*aman*, synonyme de *ma'man*) et aux capitulations (*imtiyazat*, privilèges) permettant d'avoir des rapports commerciaux avec *Dar al-harb*. L'institution des capitulations (du latin *capitula*: chapitre) a été connue en Europe. Des navigateurs se sont établis sur les côtes de la Méditerranée et de la Mer Noire pour faciliter leurs transactions. Ils avaient leurs quartiers, leur police et leurs juges. La première capitulation d'importance entre les musulmans et les non-musulmans fut celle de 1535, conclue entre François I^{er} et le Calife Soliman II. Elle est composée de 17 chapitres où se trouvent mêlés un traité de commerce et un traité d'établis-sement¹

D) Biens des vaincus

Mawerdi traite de "la conduite à tenir en assiégeant et combattant l'ennemi"2:

- Le chef de l'armée "peut détruire les habitations ennemies et recourir aux incursions nocturnes et à l'incendie. Quand il juge qu'à couper les palmiers et les arbres de ses adversaires il y aurait avantage, pour ainsi les affaiblir et les vaincre de vive force ou les amener à la paix par composition, il a recours à ce moyen; autrement non". Il donne l'exemple de Mahomet qui avait coupé les vignes des habitants de Taïf, "ce qui fut cause de leur conversion à l'Islam".
- Il peut "combler les points d'eau des ennemis ou les empêcher d'en faire usage, même s'il y a parmi eux des femmes et des enfants, car c'est là l'un des meilleurs moyens de les affaiblir et de l'emporter sur eux soit de vive force soit par traité. Si l'un d'eux, pressé par la soif réclame de l'eau, l'émir peut à son gré consentir ou refuser, de même qu'il est libre de lui ôter ou de lui laisser la vie³".

Abu-Youssuf écrit:

Le mieux que nous ayons entendu dire à ce propos, c'est, semble-t-il, qu'il n'y a pas de mal à employer toute espèce d'armes contre les polythéistes, à submerger et à brûler leurs habitations, à couper leurs arbres et leurs dattiers, et à faire usage de mangonneaux, le tout sans s'attaquer de propos délibéré aux femmes ni aux enfants ni aux vieillards d'un âge avancé.⁴

Un auteur moderne écrit que, d'après le droit musulman, il n'est permis de détruire les biens de l'ennemi – bâtiments, agriculture, arbres, ponts, routes, industrie alimentaire – qu'en cas de nécessité ou pour les besoins militaires, comme lorsque l'ennemi se cache derrière le bâtiment. Les biens d'intérêts généraux tels que les réservoirs d'eau ne peuvent être détruits qu'en application du principe de réciprocités.

Certains légistes interdisent toute destruction des biens de l'ennemi en se basant sur les versets suivants:

Ne ravagez pas dans la terre en corrompant (H-87/2:60).

_

Aldeeb Abu-Sahlieh: Non-musulmans en pays d'Islam, op. cit., p. 77-78.

² Mawerdi: Les statuts gouvernementaux, op. cit., p. 104 et 106.

³ Ibid., p. 106.

⁴ Abou Yousof: Livre de l'impôt, op. cit., p. 301.

⁵ Al-Zuhayli: Al-islam din al-jihad, op. cit., p. 91.

Ne corrompez pas dans la terre après sa réforme (M-39/7:56).

Lorsqu'il tourne le dos [à toi], il s'empresse pour corrompre dans la terre, et détruire le labour et la progéniture. Dieu n'aime pas la corruption (H-87/2:205).

La majorité des légistes interdit de tuer les animaux sauf pour les manger ou par crainte de nuisance s'ils sont abandonnés. Abu-Bakr avait recommandé: "Ne tuez une chèvre que pour manger!".

L'armée de Mahomet avait détruit les maisons des juifs, et eux-mêmes avaient participé à la destruction de ces maisons pour qu'elles ne tombent pas dans les mains des musulmans. Le Coran garde un écho de ce fait:

C'est lui qui a fait sortir de leurs demeures ceux qui ont mécru parmi les gens du livre, lors du premier rassemblement. Vous n'avez pas présumé qu'ils sortiraient, et ils ont présumé que leurs forteresses les protègeraient de Dieu. Mais Dieu leur est venu par où ils ne se sont pas attendus, et il a jeté l'effroi dans leurs cœurs. Ils démolissent leurs maisons par leurs propres mains et par les mains des croyants. Tirez donc une leçon, ô dotés de clairvoyance! (H-101/59:2).

Le statut des biens mobiliers et immobiliers du pays ennemi est résumé comme suit par Zuhayli: "En règle générale, la conquête a pour conséquence le transfert de la propriété des biens immobiliers et mobiliers aux conquérants". Quant aux pays conquis pacifiquement, le statut des biens qui s'y trouvent est réglé par le traité de paix. Lorsque l'ennemi se convertit à l'Islam, les légistes divergent sur le statut de ses biens: certains lui laissent tous ses biens, d'autres ne lui laissent que ses biens mobiliers, d'autres enfin ne lui laissent rien².

5) Doctrine actuelle et projets

La conception classique du jihad a perduré tous les siècles précédents. Une correspondance diplomatique des États-Unis du 28 mars 1786 fait état d'une discussion avec l'Ambassadeur de Tripoli. Celui-ci demandait une somme d'argent pour la conclusion d'un traité de paix. Lorsqu'on lui demanda sur quoi il fondait ses prétentions de faire la guerre à des nations qui ne lui avaient fait aucun mal, l'Ambassadeur de Tripoli répondit que cela "se basait sur les lois de leur Prophète; que cela était écrit dans le Coran; que toutes les nations qui ne connaissaient pas leur souveraineté étaient des pécheurs, que c'était leur droit et leur devoir de leur faire la guerre partout où ils pouvaient les trouver, et de faire des esclaves de ceux qui étaient emprisonnés; et que tout musulman qui mourait dans la bataille était assuré d'aller au Paradis³".

Cette situation devait être supprimée par la Charte des Nations unies qui comporte plusieurs passages sur les relations entre les États:

.

¹ Ibid., p. 91-92.

² Zuhayli: Athar al-harb, op. cit., p. 549-635.

³ https://goo.gl/rVCwjy

- Les États membres des Nations unies doivent avoir "des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes" (art. 1.2).
- Ils doivent "réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de langue ou de religion" (art. 1.3).
- Ils doivent "régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales, ainsi que la justice, ne soient pas mises en danger" (art. 2.3).

De même, le droit de la guerre est réglé par les Conventions de Genève relatives au droit humanitaire. Tous les pays arabes ont adhéré à l'ONU et aux Conventions de Genève. Ceci signifie-t-il qu'ils renoncent aux normes islamiques relatives au Jihad et à la division du monde entre *Dar al-islam* et *Dar al-harb/Dar al-kufr* contraires aux normes internationales?

On constate avant tout le maintien de la doctrine classique, doctrine qui se reflète dans une proposition de loi d'un professeur égyptien, docteur de la Sorbonne, remplaçant les conventions de Genève, des projets de constitutions et des déclarations supposées être en conformité avec le droit musulman, ainsi que de nombreuses vidéos. Mais on constate aussi une tentative de remise en question de la doctrine classique, notamment en recourant aux versets mecquois, voire en justifiant les guerres islamiques comme étant des guerres défensives. C'est ce que nous verrons dans les points suivants.

A) Maintien de la doctrine classique

La position la plus claire est celle exprimée par Ibn-Baz, la plus haute autorité religieuse saoudienne, qui rejette catégoriquement l'idée que le jihad ne poursuit qu'un but défensif¹. Nous en citons ici des extraits:

Si les musulmans sont faibles et incapables de combattre quiconque, ils devraient alors combattre selon leurs moyens et cesser de combattre ceux qui ont arrêté de les combattre, s'ils n'ont pas la capacité de faire autrement. La décision revient au dirigeant, il peut décider de combattre ou de faire cesser le combat. Il peut aussi combattre une communauté et en laisser une autre tranquille. Cela dépend de la force et des moyens, et cela est basé sur l'intérêt des musulmans, et non sur l'intérêt de ses humeurs et de ses désirs. Il devrait plutôt considérer l'état des musulmans et considérer leur situation et leur force; si les musulmans sont faibles, ils devraient se référer aux versets révélés à La Mecque, car ils contiennent la prédication, des explications ainsi que la guidance et conseillent de stopper le combat en cas d'impuissance. Si les musulmans sont forts, ils devraient combattre selon leur capacité. Ils devraient combattre ceux qui ont engagé le combat contre eux dans leurs pays et cesser de combattre ceux qui ont arrêté de les combattre. Il devrait prendre en compte l'intérêt des musulmans, selon les règles de l'islam et de la clémence, en examinant les consé-

Voir le texte arabe: http://goo.gl/VaXU0x; traduction française: http://goo.gl/pzYg6F

quences, comme l'a fait le prophète à La Mecque et à Médine lorsqu'il a émigré. S'ils possèdent le pouvoir, l'autorité, la force et les armes avec lesquelles ils peuvent combattre tous les mécréants, ils devraient déclarer la guerre contre eux tous et déclarer le jihad pour tout le monde, de la même façon que les compagnons l'ont fait au temps d'Al-Siddiq, d'Omar et d'Othman. Le prophète a aussi déclaré cela durant sa vie après la révélation du verset de l'épée quand il s'est dirigé vers Tabouk pour combattre les Romains et avait auparavant envoyé une armée à Mo'tah pour combattre les Romains lors de la huitième année de l'hégire. Il a également préparé l'armée d'Osama avant sa mort. [...]

Ceux qui prétendent que le jihad est seulement pour la défense se réfèrent également à la parole d'Allah dans la sourate an-Nisa': "S'ils s'écartent de vous, ne vous combattent point, et vous lancent la paix, Dieu ne vous fait pas de voie contre eux" (H-92/4:90). Ils affirment que quiconque nous laisse tranquille et cesse de nous combattre, nous ne devrions alors pas les combattre. Il est reconnu que cela fut au début de l'émigration des musulmans à Médine, car ils étaient faibles, puis ce verset a été abrogé par le verset de l'épée et le jugement est figé. Ou il est appliqué quand les musulmans sont faibles mais lorsqu'ils deviennent forts, ils ont ordre de combattre. Il n'y a pas d'abrogation ici, ceci est la seconde opinion. De cette façon, il est prouvé que ce genre de propos est non valide et faux, car il est sans fondement et n'est basé sur rien. Certaines personnes ont inventé des histoires concernant le Cheikh al-Islam Ibn Taymiyyah, prétendant qu'il pensait qu'on devrait seulement combattre ceux qui nous combattent. Ces dires sont sans aucun doute diffamatoires et un mensonge [...].

Il existe beaucoup de hadiths concernant cela. Ils indiquent tous que le combat en islam a pour objectif de mettre fin à la mécréance et à la déviance, et d'appeler les mécréants à accepter la religion d'Allah, et pas seulement parce qu'ils nous ont attaqués. Cela parce que le prophète a dit: "Lorsqu'ils le feront, leur sang et leurs biens seront sous ma protection excepté si cela est justifié par la loi (islamique)". Il n'a pas dit: "S'ils arrêtent de nous combattre ou se retirent", il a plutôt dit: "jusqu'à ce qu'ils attestent qu'il n'y a de Dieu qu'Allah et que Mohammad est le Messager d'Allah, accomplissent la prière, et paient la Zakat. S'ils font cela, leur sang et leurs biens sont sous ma protection sauf quand la loi le justifie, et leur jugement revient à Allah".

Un auteur saoudien écrit:

Les ennemis de l'Islam ont présenté sous un mauvais jour le jihad des musulmans et leurs luttes qui ne furent jamais pour un objectif ou un gain temporel mais uniquement pour élever la parole de Dieu (...). Si Dieu impose le combat contre les mécréants et en charge les musulmans, c'est par miséricorde pour ces mécréants; le but est de les libérer du péché de la mécréance. S'il ordonne de tuer les prisonniers ou de les asservir, c'est par justice à leur encontre (...); il s'agit d'une punition pour avoir accepté l'avilissement en ne croyant pas en Dieu et en désobéissant à ses normes, nui aux croyants, préféré la mécréance et défié Dieu. Dans ce cas, la punition est conforme à l'action: ils seront donc des esclaves des musulmans pour se libérer de la mécréance¹.

Un professeur saoudien de l'Université islamique de Médine écrit:

La guerre légitime (shar 'ivvah) est la guerre dans laquelle les musulmans combattent contre leurs ennemis pour faire haute la parole de Dieu, pour écarter le danger de ceux qui s'opposent par la force à la propagation de l'Islam, nuisent aux musulmans ou terrorisent ceux qui l'adoptent. Chaque fois que le prophète envoyait une armée, il lui ordonnait de ne pas commencer le combat avant de donner le choix aux ennemis entre l'Islam, le paiement du tribut ou la guerre².

Ce professeur ajoute que ceux qui refusent de se soumettre aux musulmans et s'y opposent en portant les armes contre eux seront combattus. En cas de victoire des musulmans, les femmes et les enfants seront pris comme esclaves parce qu'il est interdit de les tuer. Quant aux hommes, s'ils n'adhèrent pas à l'Islam, ils peuvent être libérés, rachetés, échangés contre des prisonniers musulmans, tués ou asservis. S'ils deviennent musulmans avant d'être capturés, ils seront libres. S'ils le deviennent après, ils ne seront pas tués, mais asservis³.

Un auteur écrit que la Communauté musulmane peut être identifiée comme "une communauté de dogme et d'appel à la conversion à l'Islam". Il ajoute que les rapports entre cette communauté et les autres communautés ne sont ni des rapports de paix ou de guerre, ni des rapports défensifs ou offensifs, mais des rapports d'appel à la conversion à l'Islam conformément au verset M-53/12:108: "Voici ma voie. J'appelle à Dieu, avec clairvoyance, moi et ceux qui m'ont suivi. Dieu soit exalté! Je ne suis point des associateurs". Il explique que ces rapports peuvent varier selon les étapes historiques que traverse l'appel à l'Islam, étapes qui ne se terminent qu'au jour de la résurrection. Ces rapports varient selon l'intérêt de l'appel à l'Islam⁴. Ils peuvent être des rapports de paix ou de guerre, sans distinction entre guerre défensive ou offensive. Cette distinction, écrit-il, est inconnue en droit musulman; elle n'est apparue dans les pays musulmans qu'après la colonisation dans le but de mettre fin au *jihad*. Il ajoute:

Est-ce raisonnable qu'un message universel comme l'Islam affronte les nations et les peuples avec la logique de la défense alors qu'ils ont à leur tête des tyrans (...) qui empêchent par tous les moyens que ce message leur parvienne? N'est-il pas plus naturel que ce soient les musulmans qui affrontent ces tyrans dans un cadre de force comme l'avaient fait les compagnons de Mahomet? Si ces tyrans répondent au message, on les laissera tranquilles. Sinon, les musulmans n'auront d'autre choix que de mettre fin au pouvoir de ces tyrans afin de permettre aux nations de comprendre le message de l'Islam dans un climat de paix et de

¹ Ja'wan: Al-qital fil-islam, op. cit., p. 7-8.

Mahmud 'Abd-al-Wahhab Fayid: Al-riq fil-islam, Dar al-i'tissam, Le Caire 1989, p. 42.

Ibid., p. 46-48.

Ahmad Mahmud Al-Ahmad: Ma hiya 'alaqat al-ummah al-muslimah bil-umam al-ukhra, Al-maktab al-islami, Beyrouth 1398 h. [1978], p. 7-8.

sérénité avec l'espoir qu'ils finissent par se convertir à l'Islam réalisant, de la sorte, leurs intérêts suprêmes dans cette vie et dans l'autre vie¹.

Le Professeur Muhammad Ra'fat 'Uthman est plus précis encore. Commentant Mawerdi qui fait du *jihad* un des devoirs du chef de l'État, il écrit:

L'État musulman doit propager la *shari'ah* islamique par tous les moyens et la faire entendre à ceux qui n'en ont pas entendu parler.

Si une société à laquelle le message a été transmis ne répond pas à l'appel, on l'invite à souscrire un pacte avec les musulmans (*mu'ahidin*) entrant ainsi sous la protection (*dhimmah*) des musulmans. Les membres de cette société qui refusent de devenir musulmans et entrent sous la protection des musulmans obtiennent les mêmes droits et sont soumis aux mêmes devoirs que les musulmans à l'exception de quelques questions dont ils sont exclus.

Si en revanche cette société refuse les deux offres précédentes, à savoir devenir musulmane ou entrer sous la protection des musulmans, il ne lui reste que la guerre, car il faut faire entendre la *shari 'ah* islamique à toutes les sociétés. Dans ce cas, ce ne sont pas les musulmans qui choisissent la guerre mais les sociétés qui refusent de devenir musulmanes ou d'entrer sous la protection des musulmans².

Le maintien des normes islamiques dans l'esprit des musulmans s'est fait jour avec le traité de paix avec Israël. Le Président Sadate, pour faire accepter le traité de paix qu'il a signé avec Israël, a fait émettre en novembre 1979 une *fatwa* jugeant ledit traité conforme au droit musulman³. Cette *fatwa*, signée par Gad-al-Haq, précédent *Mufti* d'Égypte et Grand Cheikh de l'Azhar, montre l'importance des normes islamiques dans les rapports entre les pays musulmans et les pays non musulmans. Cette *fatwa* va à l'encontre d'une autre *fatwa* émise en janvier 1956 par le Cheikh Hassan Ma'mun. Celui-ci y affirme:

Une paix qui aurait pour conséquence de laisser le pays volé par les juifs en Palestine sous leur domination sans qu'ils soient tenus de le rendre à ses habitants, une telle paix ne fait que réaliser leurs intérêts et ne comporte aucun intérêt pour les musulmans. De ce fait, nous ne pouvons l'approuver du point de vue de la loi islamique (...).

Il n'est pas permis aux musulmans de conclure la paix avec les juifs si cela donne la possibilité aux juifs de rester en tant qu'État sur la terre sainte islamique. Les musulmans doivent s'entraider pour rendre ce pays à leurs habitants et aider les combattants avec les armes et tout autre moyen pour mener le jihad. Celui qui manque à ce devoir, pousse les musulmans à ne pas l'accomplir ou prône ce qui pourrait diviser les avis et favoriser la réalisation des projets des pays coloniaux et du sionisme contre les Arabes et les musulmans, celui-là est

.

¹ Ibid., p. 36-38.

² 'Uthman: Ri'assat al-dawlah, op. cit., p. 357-358.

³ Al-fatawa al-islamiyyah min Dar al-ifta' al-masriyyah, Wazarat al-awqaf, [Le Caire] 1981, vol. 10, p. 3621-3636.

considéré, selon les normes de l'Islam, comme ayant abandonné la communauté des musulmans et commis le pire des péchés¹.

La *fatwa* de 1979 a été critiquée par différents milieux musulmans du fait qu'elle contredit la *fatwa* de 1956. Al-'Awwa, auteur égyptien, signale que cette dernière a été émise avant même qu'Israël occupe la bande de Gaza, le Sinaï, les hauteurs du Golan, la Cisjordanie et Jérusalem. Il se demande comment on peut accepter après ces agressions le soutien accordé par la *fatwa* de 1979 au traité entre Sadate et Israël.

La *fatwa* de 1979 invoque en faveur du traité le verset H-88/8:61: "S'ils penchent pour la paix, penches-y alors et confie-toi à Dieu. Il est l'écouteur, le connaisseur". Al-'Awwa réplique que ce verset ne permet de conclure un traité de paix avec un État non musulman ennemi que s'il s'incline à la paix en cessant son hostilité et en rendant aux musulmans ce qu'il leur a volé.

La fatwa de 1979 invoque le fait que le traité permet d'épargner le sang des musulmans, de sauvegarder la vie des jeunes et d'éviter les fléaux de la guerre. Al-'Awwa répond que cet argument n'est pas valable pour conclure un traité de paix, car les musulmans ne considèrent pas la vie de leurs fils et leur sang à tel point importants qu'il ne faille pas les risquer dans la voie de Dieu et pour la patrie musulmane. Il cite le Coran:

Dieu a troqué les âmes et les fortunes des croyants [contre la promesse] qu'ils auront le jardin. Ils combattent dans la voie de Dieu, ils tuent, et se font tuer. Une vraie promesse sur lui dans la Torah, l'Évangile, et le Coran. Qui s'acquitte de son engagement mieux que Dieu? Réjouissez-vous de l'allégeance que vous avez faite. Voilà le grand succès (H-113/9:111).

Al-'Awwa conclut que la *fatwa* de 1979 ne lie que ceux qui l'ont émise parce que "personne n'a le droit de brader les droits des musulmans ou de les céder. S'il le fait, il est responsable de son acte qui ne saurait être imposé à personne²".

Certains seraient tentés de voir dans le verset suivant un appel à la paix.

Ô vous qui avez cru! Entrez tous dans l'islam (*fil-silm*). Ne suivez pas les pas du satan. Il est pour vous un ennemi manifeste (H-87/2:208).

Mais en fait les commentaires comprennent par le terme *fil-silm* non pas la paix, mais l'islam³.

B) Proposition de loi du professeur Ahmad

Le professeur égyptien Ahmad Hamad Ahmad, docteur en droit de la Sorbonne, a publié en 1988, réédité en 2000, un ouvrage en arabe intitulé La *Proposition de loi*

¹ Ibid., vol. 7, p. 2643-2647.

² Al-'Awwa: Fil-nizam al-siyassi, op. cit., p. 191-195.

Voir les commentaires d'Al-Jalalayn: http://goo.gl/enV9dV, Al-Tafsir al-muyassar: http://goo.gl/1N51IO.

*unifiée régissant les armées islamiques*¹. Cette proposition de loi se veut conforme au droit musulman, et précise à son article 202:

Il ne sera pas tenu compte des coutumes ou des lois internationales dans le domaine militaire si elles sont contraires à un des objectifs du droit musulman (maqassid al-shari 'ah) ou viole l'un de ses textes.

Cette proposition de loi distingue entre un pays qui est conquis sans guerre en vertu d'un traité de paix et le pays conquis à la suite d'une guerre (art. 165).

Si un pays est conquis sans guerre, ses habitants ayant un Livre révélé (*Ahl al-kitab*) ont le choix entre payer la *jizya* (tribut) ou le double de la *zakat* (impôt religieux) s'ils répugnent à payer la *jizya*. Quant à ceux qui n'ont pas de Livre révélé, le chef de l'État est libre de les traiter comme *Ahl al-kitab* ou de leur donner le choix entre l'Islam ou la mort (art. 169 et pp. 134-135). Les habitants du pays conquis sont libres de rester dans le pays ou de l'abandonner (art. 174).

La proposition de loi parle ensuite des prisonniers de guerre:

Art. 191 - Le chef du pays a le droit d'octroyer la liberté aux prisonniers de guerre, de demander des rançons contre leur libération (*fida*') ou de les réduire en esclavage (*yadrib* '*alayhim al-riq*).

Art. 192 - Les rançons pour le rachat des prisonniers ou leur asservissement font partie du butin. Les rançons ou les prisonniers asservis sont distribués aux bénéficiaires du butin.

Concernant les non-combattants, la proposition de loi dit:

- Art. 52 1. Il est interdit de tuer les femmes, les enfants, les vieillards et les moines.
- 2. S'il s'avère qu'ils constituent une aide pour l'ennemi, on se satisfait de les prendre comme captifs (*sabyihim*).
- 3. S'il est impossible de les prendre comme captifs, ils seront traités comme des combattants.

Il s'agit en fait de les traiter comme des esclaves faisant partie du butin et distribués selon les normes islamiques (art. 179 et sv.). Concernant les femmes captives (sabiyya), la proposition de loi dit:

- Art. 194 1) Celui qui reçoit une femme captive à titre de butin, il lui est interdit d'avoir des rapports sexuels immédiats avec elle.
- 2) Si elle n'est pas enceinte, il n'est permis d'avoir des rapports sexuels avec elle que lorsqu'elle a eu ses règles une fois. Si elle est enceinte, les rapports sexuels ne peuvent avoir lieu qu'après l'accouchement et la période de purification (*nafas*).
- Art. 195 Celui qui reçoit une femme captive à titre de butin, il lui est permis d'en jouir immédiatement à l'exception des rapports sexuels.

Hamad Ahmad Ahmad: Nahwa qanun muwahhad lil-jiyush al-islamiyyah, Maktabat al-Malik Faysal al-islamiyyah, Doha, 1988: http://goo.gl/9YmCPM. Cet ouvrage a été réédité en 2000 par Dar al-wafa, à Alexandrie.

Comme en droit musulman classique, la proposition de loi distingue la guerre entre deux groupes musulmans et la guerre avec des non-musulmans.

- Art. 15 1. Il est interdit à un musulman de porter une arme contre un musulman ou un groupe de musulmans.
- 2. Si un individu musulman déclare la rébellion armée ou si un groupe de musulmans déclare sa désobéissance à l'imam équitable, il sera pris contre eux des mesures de coercition pour protéger la société contre leur danger.
- Art. 196 Il ne peut y avoir ni butins, ni captives, ni prisonniers si la guerre a lieu entre groupes musulmans, même si l'un des deux s'est rebellé contre l'autre (baghat).

Concernant les apostats, la proposition de loi dit:

Art. 176 - Le pays conquis par les armes ou par un traité de paix devient partie de *Dar al-islam* (pays d'Islam) si tous ses habitants ou la plupart d'eux se convertissent à l'Islam. Son gouverneur sera démis de sa fonction s'il reste à sa religion [non musulmane]

Art. 177 - Si les habitants d'un pays convertis à l'Islam apostasient ou refusent de s'acquitter d'un des devoirs (*faridah*) de l'Islam, ils seront combattus jusqu'à leur extermination ou leur retour à l'ordre d'Allah.

Selon l'article 212, la moquerie de la part d'un pays étranger portant sur la période s'étendant de la vie de Mahomet jusqu'à la fin du règne des quatre premiers califes orthodoxes (*al-khulafa' al-rashidun*) ou sur un des devoirs de la religion musulmane unanimement accepté par les musulmans équivaut à une déclaration de guerre contre l'ensemble des musulmans.

Deux ans auparavant, le même professeur a publié une autre proposition de loi devant régir les rapports entre les pays musulmans et les pays étrangers dans laquelle on lit:

Art. 87 - Chaque pays musulman a le droit d'imposer le paiement du tribut (*jizya*) ou/et de l'impôt foncier (*kharaj*) à l'encontre de chaque pays étranger qu'il pressent comme un danger pour sa sécurité. Il peut aussi réduire en esclavage ceux de leurs ressortissants (*a'yan*) qu'il emprisonne, permettre leur rachat ou les tuer¹.

Concernant les biens de l'ennemi, la proposition de loi du Professeur Ahmad dit:

- Art. 53 1. Il est interdit d'incendier les fruits et les cultures et de détruire les habitations et les maisons.
- 2. Si ces biens sont utilisés comme forteresse et qu'il est impossible de les vaincre autrement que par l'incendie et la destruction, il est permis de les incendier et de les détruire.

¹ Hamad Ahmad Ahmad: Fiqh al-jinsiyyat, Dar al-kutub al-jami'iyyah, Tantah 1406-1407 h. [1986-87], p. 350: http://goo.gl/916aGi

C) Modèles constitutionnels et déclarations islamiques

Il existe plusieurs projets de constitutions et des déclarations relatives aux droits de l'homme qui seraient conformes au droit musulman¹. Que disent ces textes concernant le jihad? Quatre questions nous intéressent: le devoir de propager l'Islam; *Dar al-islam* et *Dar al-harb*; le devoir de se défendre; le devoir d'initier la guerre.

a) Devoir de propager l'Islam

Ces textes islamiques affirment le devoir de propager l'Islam partout dans le monde. Le Modèle constitutionnel du Conseil islamique dit: "La société et l'État ont pour bases les fondements suivants: (...) accomplir l'obligation de transmettre le message coranique et inviter à embrasser l'Islam" (art. 3). Cette obligation est énoncée par le Modèle constitutionnel de Garishah (art. 25).

Mais c'est dans le Modèle du Parti de libération qu'on trouve le plus de développement. Ce modèle statue que "l'appel à l'Islam est la tâche principale de l'État" (art. 10). Le commentaire explique que ce devoir incombe aux musulmans individuellement ainsi qu'à l'État et constitue la base des relations de ce dernier avec les autres États et de toute sa politique étrangère. Il invoque les deux versets coraniques suivants:

Que soit parmi vous une nation appelant au bien, ordonnant le convenable, et interdisant le répugnant. Ceux-là sont ceux qui réussissent (H-89/3:104).

Ce Coran m'a été révélé pour que je vous avertisse, par sa voie, vous et quiconque [auquel] il parviendra (M-55/6:19).

Il cite aussi l'exemple de Mahomet qui, sa vie durant, n'a rien fait que propager la foi musulmane².

L'article 177 ajoute: "L'Islam est le pôle autour duquel tourne la politique étrangère et sur la base duquel sont établies les relations de l'État avec les autres États du monde".

On retrouve ce devoir dans les déclarations islamiques. Ainsi le préambule de la 2^e Déclaration du Conseil islamique affirme:

Les Musulmans ont l'obligation de faire parvenir à tous les humains l'invitation à embrasser l'Islam pour mieux se conformer à l'ordre de leur Seigneur: "Puissiez-vous former une communauté (*ummah*) dont les membres appellent les hommes au bien: leur ordonnent ce qui est convenable et leur interdisent ce qui est blâmable" (H-89/3:104). Pour être ainsi fidèles aux droits que l'humanité tout entière a sur eux et pour enfin apporter une contribution sincère en vue de sauver le monde des erreurs où il s'est fourvoyé et de libérer les peuples de toutes les formes d'oppression sous lesquelles ils ploient.

² Hizb al-tahrir: Muqaddimat al-dustur aw al-asbab al-muwgibah lah, s. éd., [Jérusalem?] 1963, p. 43-45.

Voir mon ouvrage qui comprend ces constitutions et ces déclarations: Projets de constitutions islamiques et déclarations des droits de l'homme dans le monde arabo-musulman, Createspace (Amazon), Charleston, 2e édition, 2012 http://goo.gl/j9XCzL

Voir aussi l'article 14 qui porte le titre: "Le droit d'appeler à l'Islam et de faire connaître son message".

Le droit de propager la foi est à sens unique puisque toute conversion du musulman à une autre religion est interdite.

b) Dar al-islam et Dar al-harb

Les modèles constitutionnels et les déclarations islamiques réhabilitent la division du monde en *Dar al-islam* et *Dar al-harb*. Ils considèrent que les États musulmans forment une seule Communauté islamique et doivent s'efforcer de s'unir. Les relations entre cette Communauté et le reste du monde sont explicitées par le Modèle du Parti de libération. L'article 178 considère les pays non musulmans comme *Dar kufr*, pays de mécréance. Il les classe comme suit:

- Les États ayant des traités commerciaux, économiques, culturels ou de bon voisinage avec les musulmans: les rapports avec ces États sont déterminés par les traités en question. Ces rapports cependant ne doivent pas renforcer ces États.
- Les États n'ayant pas de traités avec les musulmans. Il s'agit des États coloniaux comme l'Angleterre, les États-Unis et la France, et ceux ayant des visées sur les pays musulmans comme la Russie: ces États sont *de jure* des belligérants. Toutes les mesures préventives doivent être prises à leur encontre. Il n'est pas permis d'avoir des relations diplomatiques avec eux.
- Les États effectivement en guerre, comme Israël: ils sont traités comme s'il y avait avec eux une guerre effective, qu'il y ait eu armistice avec ces États ou pas. Il est interdit à leurs ressortissants d'entrer dans notre pays; il est licite de faire couler le sang des non-musulmans de ces pays et de s'en prendre à leurs biens.

c) Devoir de se défendre

Les modèles constitutionnels et les déclarations islamiques ne traitent pas du droit à l'autodétermination en tant que droit général. Ceci serait en fait contraire au concept du *jihad* visant à étendre le territoire musulman à l'ensemble de la planète, concept faisant bon marché du droit des peuples. En revanche, ils prévoient le droit des musulmans de se défendre. Le modèle du Conseil islamique dit que la guerre qui vise à défendre la patrie est une guerre légitime (art. 76.b).

La première déclaration élaborée par ce Conseil demande à tous les pays musulmans de:

- tomber d'accord sur une coopération totale dans le domaine de la production des armes afin de parvenir à l'autosuffisance dans les plus brefs délais;
- coordonner dans tous les domaines les efforts militaires entre les territoires de la Communauté islamique;
- parvenir à une entente sur la défense commune stipulant que toute agression contre un pays musulman constitue une agression contre l'ensemble des pays de la Communauté islamique et qu'il est du devoir le plus impérieux pour ceux-ci

de voler au secours du pays agressé et de riposter immédiatement contre l'agresseur.

Elle demande aussi "de mobiliser toutes ses forces en vue d'engager le combat exaltant menant à la reprise de Jérusalem et à la libération du reste des territoires musulmans spoliés".

On retrouve cependant une formule générale dans la 2^e déclaration de l'OCI qui affirme:

Nul peuple n'est autorisé à porter atteinte à la liberté d'un autre peuple. Le peuple qui est ainsi victime de l'agression a le droit de repousser celle-ci et de recouvrer sa liberté par tous les moyens possibles: "Quant à celui qui se défend après avoir été opprimé, ceux-là il n'y a pas de voie contre eux" (M-62/42:41) (art. 2.b).

La 3^e déclaration de l'OCI affirme de son côté:

Le colonialisme, sous toutes ses formes, qui constitue la forme la plus pernicieuse de l'asservissement, est totalement interdit. Les peuples souffrant du colonialisme ont pleinement droit à la liberté et à l'autodétermination. Il est du devoir de tous les États et de tous les peuples de soutenir ce combat pour la liquidation de toutes les formes de colonialisme et d'occupation. Tous les peuples ont le droit de préserver leur identité indépendante et d'exploiter leurs richesses et leurs ressources naturelles (art. 11.b).

d) Devoir d'initier la guerre

Les différents modèles constitutionnels et déclarations islamiques réhabilitent le concept du *jihad* sans toujours préciser s'il s'agit de guerre défensive ou de guerre offensive visant à propager la foi islamique et à étendre le territoire musulman.

Le Modèle du Conseil islamique dit que "le *Jihad* est une prescription religieuse de caractère impératif et perpétuel" et que "tout musulman a l'obligation de défendre l'ordre islamique et la terre d'Islam" (art. 57). Il confie à un "Conseil supérieur du *jihad*" la fonction de mettre au point la stratégie de la guerre et de la paix (art. 60). Il précise: "Les programmes d'entraînement, d'orientation et de préparation de tous les membres des Forces armées sont basés sur le fondement de cette idée de *jihad* dont le seul but est bien que la cause de Dieu soit en fin de compte la plus forte en la terre de Dieu" (art. 58).

L'article 76 ajoute:

- a) La guerre n'est pas légitime, dès lors que son motif est la divergence des convictions religieuses ou le désir d'exploiter les ressources économiques d'autres peuples et de les contrôler.
- b) La guerre est légitime dès lors qu'il s'agit de défendre ses convictions religieuses et sa patrie, ou bien ceux qui sont réduits à la misère ou victimes de l'injustice, ou qu'il s'agit de protéger la liberté et la dignité de l'homme et de sauvegarder la paix de l'humanité.

Ce modèle semble donc rejeter le recours à la guerre pour propager la foi musulmane. Le Modèle de Garishah dit: Le jihad se poursuivra jusqu'au jour de la résurrection afin d'élever la parole de Dieu. Il est du devoir de la société et de l'État de s'y préparer et de prendre toutes dispositions le concernant (art. 41).

On ignore le sens qu'il faut donner au terme *jihad* utilisé ici. Le modèle le plus clair dans ce domaine reste le Modèle du Parti de libération, lequel, dans son commentaire, n'exclut pas le recours au *jihad* pour propager la foi musulmane. Il dit: "Le *jihad* est un devoir (*fard*) pour les musulmans" (art. 90). Ce devoir, selon le commentaire, découle du verset H-87/2:193: "Combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de subversion¹". Il ajoute: "L'appel à l'Islam est la tâche principale de l'État" (art. 10). Le commentaire cite deux récits de Mahomet:

J'ai reçu l'ordre de combattre les gens jusqu'à ce qu'ils disent: "Point de divinité autre que Dieu et Mahomet est son messager" [formule par laquelle une personne devient musulmane]. S'ils le disent, leur sang et leurs biens sont saufs à moins d'une raison légitime.

Le jihad se poursuit depuis que Dieu m'a envoyé, et ce jusqu'à ce que le dernier de ma nation combatte l'imposteur (*dajjal*); le jihad ne sera invalidé ni par l'injustice de l'injuste ni par la justice du juste².

Il précise qu'il faut commencer par appeler les mécréants à la foi musulmane. S'ils refusent d'y adhérer, alors seulement il faut les combattre³. Il interdit les traités de neutralité absolue parce qu'ils réduisent le pouvoir des musulmans, ainsi que les traités de délimitation permanente des frontières parce qu'ils signifieraient la non-transmission de la foi musulmane et l'arrêt du *jihad*⁴. En raison de son caractère religieux, les non-musulmans vivant dans les pays musulmans ne sont pas appelés à accomplir le devoir du *jihad*. Et s'ils y sont employés, c'est à titre de salariés⁵.

D) Le Jihad offensif dans les vidéos

On trouve de nombreuses vidéos qui affirment avec force le concept classique du jihad offensif. Voir à cet effet:

En anglais et en arabe, une interview partielle de l'Ayatollah Ahmed Al-Hassani Al-Baghdadi: www.youtube.com/watch?v=Tp9TTEXOrME

En arabe: interview complète sur www.youtube.com/watch?v=UIXlaawzcoY

Voir un cheikh sunnite prêchant à la Mosquée de Jérusalem: en anglais et en arabe sur www.youtube.com/watch?v=5m9xu1Ol5sQ

Voir le représentant du Hizb al-tahrir en anglais et en arabe, interview partielle www.youtube.com/watch?v=vIiRkZsCUfk

L'interview complète:

- 1 www.youtube.com/watch?v=on9QGb7W0L0
- 2 www.youtube.com/watch?v=vtNIkxirw4Q

² Ibid., p. 44.

¹ Ibid., p. 234.

³ Ibid., p. 435.

⁴ Ibid., p. 452-453.

⁵ Ibid., p. 235-237.

6) Tentative de remise en question de la doctrine classique

Le concept *Dar al-islam* est largement utilisé dans les écrits arabes modernes pour désigner les pays musulmans. Le concept *Dar al-harb* (pays de la guerre) qui désigne les pays non musulmans est de plus en plus remplacé par *Dar al-kufr* (pays de la mécréance).

Les normes liées au *jihad* sont maniées par tous les auteurs musulmans modernes avec énormément de précaution. Deux soucis chez ces auteurs: comment obéir à des normes divines difficiles à interpréter, et comment les présenter aux non-musulmans comme supérieures à toutes autres normes faites par l'homme?

A) Mahmud Muhammad Taha

Taha comprend le jihad dans le cadre de sa théorie qui distingue entre le Coran et l'islam mecquois, et le Coran et l'islam médinois. Ce dernier, qu'il appelle "Le premier message de l'islam" a prédominé depuis le départ de Mahomet vers Médine en 622, mais il doit être abandonné parce qu'il n'est pas compatible avec notre temps, et les musulmans doivent revenir au Coran et à l'islam de La Mecque qu'il appelle "Le deuxième message de l'islam" et qui, à ses yeux, constitue l'islam de base (*al-asl*). Taha a abordé la question du jihad dans de nombreux écrits avec beaucoup de redondance. Nous essayerons ici de résumer sa pensée en nous basant sur ses écrits, tout en évitant les répétitions dans toute la mesure du possible.

Dans son livre *Le deuxième message de l'islam*, Taha explique l'évolution du Coran et de l'islam mecquois au Coran et à l'islam médinois:

Le principe fondateur de l'islam veut que toute personne soit libre jusqu'à ce qu'il soit démontré, dans les faits, qu'elle est incapable de s'acquitter du devoir lié à l'exercice de sa liberté. En effet, la liberté est un droit naturel auquel correspond le devoir du bon usage de celle-ci. Dès qu'une personne fait preuve d'incapacité à remplir le devoir attaché à sa liberté, celle-ci lui est retirée, conformément à une loi constitutionnelle qui réconcilie le besoin de l'individu pour une liberté individuelle parfaite et le besoin de la communauté pour une justice sociale totale. Comme nous l'avons vu précédemment, il s'agit de la loi de la compensation (al-mu'awada).

Pour rester fidèle à ce principe premier qui est à l'origine des autres principes fondateurs (asl al-usul), l'islam débutant à La Mecque procéda par les versets tolérants tels que: "Appelle à la voie de ton Seigneur par la sagesse et la bonne exhortation. Dispute avec eux de la meilleure manière. Ton Seigneur sait le mieux qui s'est égaré de sa voie, et il sait le mieux qui sont les dirigés" (M-70/16:125). Cette méthode continua treize ans durant, au cours desquels la plus grande partie du Coran fut révélée et où beaucoup d'hommes, de femmes et de mineurs furent transformés par la nouvelle discipline. Les premiers musulmans s'abstenaient de s'opposer aux incrédules tout en endurant leurs offenses. Ils sacrifiaient leur aisance à la propagation de leur religion de manière sincère et altruiste, sans faiblir ni céder. Leur vie consistait à appeler les gens, par la belle

parole et le bon exemple, à adorer Dieu avec sincérité, à nouer des liens affectifs avec les proches et à œuvrer en tout pour la conciliation et l'entente.

Dieu dit: "Je n'ai créé les djinns et les humains que pour qu'ils m'adorent" (M-67/51:56). Et il avantagea les hommes en leur donnant l'esprit, le corps et l'aisance qui leur permettent de l'adorer et d'apprécier sa grâce. Il dit également: "Dieu ordonne la justice et la bienveillance, et la donation aux proches, et interdit la turpitude, le répugnant et l'abus. Il vous exhorte, peut-être vous rappellerez-vous!" (M-70/16:90). De nouveau, Dieu dit: "Ne tuez pas vos enfants [redoutant] la pénurie. C'est nous qui vous attribuons la subsistance ainsi qu'à eux. N'approchez pas les turpitudes, tant apparentes que dissimulées. Ne tuez pas l'âme que Dieu a interdite, qu'avec le droit. Voilà ce qu'il vous a enjoint. Peut-être raisonnerez-vous!" (H-55/6:151). Tous ces préceptes furent délivrés par le Coran et transmis par le prophète et ses compagnons à travers leurs paroles et leur conduite, dans le meilleur intérêt de leur peuple.

Mais ce peuple persistait dans l'idolâtrie. Les gens continuaient de rompre les liens affectifs avec leurs proches et d'enterrer vivants leurs nouveau-nés de sexe féminin, abusant donc de leur liberté et la rendant sujette à suspension. Comme à cette époque, il n'y avait d'autre loi pour ce faire que celle du sabre, celui-ci a été utilisé à cet effet. L'application de la loi évolua donc des versets tolérants qui stipulent: "Rappelle donc, tu n'es qu'un rappeleur, Tu n'es pas un dominateur sur eux" (M-68/88:21-22) aux versets de coercition par le sabre: "Mais celui qui a tourné le dos [à la foi] et a mécru, Dieu le châtiera du plus grand châtiment" (M-68/88:23-24). Ce qui semble revenir à demander au prophète de contraindre ceux qui se dérobent et qui dénient, et de leur infliger, d'abord icibas par le sabre, un châtiment divin mineur avant que Dieu ne leur fasse subir son châtiment majeur dans l'enfer. C'est ce que disent les versets suivants: "Vers nous sera leur retour. Ensuite c'est à nous leur compte" (M-68/88:25-26).

C'est ainsi que tous les versets tolérants, bien qu'ils constituent le principe fondateur et primordial, furent abrogés par les versets de coercition par le sabre (ayat al-sayf) qui n'en sont pourtant que les versets succédanés. Cette évolution était dictée par les conjonctures temporelles et par les insuffisances de l'aptitude humaine, à cette époque, à remplir correctement le devoir lié à l'exercice de la liberté. D'où les dires du prophète: "Il m'a été demandé de combattre les gens jusqu'à ce qu'ils déclarent qu'il n'est de dieu que Dieu et que Mahomet est son messager, qu'ils prient et payent l'aumône légale [zakat]. Ceci fait, leur vie et leurs biens seront saufs, à moins qu'ils ne violent la loi. Et je laisse Dieu juge de leur sincérité".

Certains érudits musulmans pensent que les guerres de l'islam furent uniquement défensives, une erreur due à leur désir de réfuter les arguments de certains orientalistes selon lesquels l'islam ne s'est répandu que par le sabre. En fait, le sabre ne fut utilisé que pour restreindre l'abus de liberté.

L'islam utilisa la tolérance pendant treize ans afin de propager son message à l'individu et à la collectivité. Lorsque ses destinataires échouèrent à s'acquitter correctement des devoirs liés à leur liberté, elle leur fut retirée et le prophète

devint leur tuteur jusqu'à ce qu'ils accèdent à la maturité. Cependant, dès qu'ils embrassent la nouvelle religion, observent l'inviolabilité de la vie et de la propriété, et renouent des liens affectifs avec leurs proches comme ils y furent conviés, le sabre devient superflu et les abus de liberté sont pénalisés selon les nouvelles lois. C'est à cet objectif que répondent le système légal (*sharia*) et l'instauration d'un nouveau type de gouvernement.

Pour justifier cet usage du sabre, concevons-le comme un bistouri de chirurgien plutôt que comme un couteau de boucher. Utilisé avec suffisamment de sagesse, de grâce et de connaissance, il édifie l'individu et purifie la société. Dieu dit à ce propos: "Nous avons envoyé nos envoyés avec des preuves évidentes, et avons fait descendre avec eux le livre et la balance, afin que les humains agissent avec équité. Et nous avons fait descendre le fer, dans lequel il y a une forte vigueur et des profits pour les humains, pour que Dieu sache qui le secourt ainsi que ses envoyés dans le secret. Dieu est fort, fier" (H-94/57:25). "Nous avons envoyé nos envoyés avec des preuves évidentes" fait référence aux preuves concluantes de la validité de leur message, "et avons fait descendre avec eux le livre" renvoie au principe qu'il n'est de dieu que Dieu. La "balance" illustre le système légal (sharia) qui se prononce entre l'individu et le Seigneur d'une part, et entre un individu et un autre d'autre part, "afin que les humains agissent avec équité", c'est-à-dire la justice dans leurs rapports.

Quant à la citation "Et nous avons fait descendre le fer, dans lequel il y a une forte vigueur et des profits", elle signifie que Dieu a promulgué le combat par le sabre afin de restreindre la liberté de ceux qui en abusent, si bien que le sabre les ramène à leur sens, leur permettant ainsi de gagner leur liberté et de jouir de leur vie. Ceci est, bien sûr, au-delà des autres avantages apportés par le fer. La partie "pour que Dieu sache qui le secourt ainsi que ses envoyés dans le secret" s'opèrera par expérience pratique pour le propre bénéfice de l'homme, car le combat est une épreuve pénible et redoutable. En d'autres termes, l'objet était de voir qui endurerait la difficulté de la guerre sur le chemin de Dieu pour assister les opprimés, par l'instauration de l'équité au sein même de chaque individu et entre lui et ses semblables. "Dieu est fort, fier" implique qu'il n'a besoin du soutien de personne et que rien ne peut être gagné de sa part excepté par sa propre grâce.

Ce qui peut être gagné de sa part, dans ce contexte particulier, c'est la victoire. Le verset cité plus haut fait ainsi référence de manière subtile à un autre verset: "Ô vous qui avez cru! Si vous secourez Dieu, il vous secourra et raffermira vos pieds" (H-95/47:7). Donc, si nous assistons la cause de Dieu en assistant ses prophètes afin d'appliquer l'équité, Dieu nous assistera en nous donnant la victoire sur nous-mêmes, c'est-à-dire sur notre âme inférieure. En d'autres termes, si nous nous levons pour la cause de Dieu dans le petit jihad (combat), il nous assistera et nous accordera victoire dans le grand jihad (maîtrise de soi) pour lequel l'on se trouve impuissant sans l'aide de Dieu, et sans qui la victoire ne peut être assurée. Il "raffermira vos pieds" signifie tranquillité et paix d'esprit sans négliger, bien sûr, le courage physique nécessaire au combat.

Dans le traitement des affections d'ordre spirituel, il est sage de commencer par des movens doux et de ne recourir à des mesures plus tranchées qu'en cas d'absolue nécessité, car "on ne doit recourir au cautère qu'en dernier lieu" comme dit l'adage. Dans cette vie, subir la mort par le sabre n'est qu'un avant-goût de la souffrance de l'enfer dans la vie prochaine, puisque les deux douleurs châtient l'incrédulité. Quiconque ajoute à sa propre incrédulité l'incitation des autres à mécroire et à dénier le chemin de Dieu doit être neutralisé avant qu'il ne prenne les armes pour imposer sa volonté à tous. Dieu dit: "Ceux qui ont mécru dépensent leurs fortunes pour rebuter de la voie de Dieu. Ils les dépenseront, puis elles seront pour eux une consternation, puis ils seront vaincus. Et ceux qui ont mécru seront rassemblés vers la géhenne. Pour que Dieu distingue le mauvais du bon, mette les mauvais les uns sur les autres, les amasse tous, et les mette dans la géhenne. Ceux-là sont les perdants. Dis à ceux qui ont mécru que, s'ils s'abstiennent, on leur pardonnera ce qui fut précédemment. Mais s'ils retournent [à le combattre], la loi des premiers est passée [et ils seront châtiés comme les prédécesseurs]. Combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de subversion, et que toute la religion soit à Dieu. S'ils s'abstiennent, Dieu est clairvoyant sur ce qu'ils font" (H-88/8:36-39).

Lorsque l'on considère l'expression "Et ceux qui ont mécru seront rassemblés vers la géhenne. Pour que Dieu distingue le mauvais du bon", on peut aisément comprendre que la cause de la souffrance est l'incrédulité sans quoi il n'y aurait pas de souffrance. "Que ferait Dieu de votre châtiment, si vous avez remercié et cru? Dieu était remerciant, connaisseur" (H-92/4:147). L'extrait "Combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de subversion" du verset cité plus haut signifie qu'il ne peut y avoir d'incrédulité, ni propagation de celle-ci, ni déni du chemin de la foi. "Et que toute la religion soit à Dieu" reflète l'objectif fondateur du combat. Dieu dit: "Ton Seigneur a décidé: N'adorez que lui" (M-50/17:23). Ceci est le dessein qu'il accomplira, et cela même contre le gré des dénégateurs.

Dans un autre verset, Dieu dit: "Combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de subversion, et que la religion appartienne à Dieu. S'ils s'abstiennent, il n'y aura nulle agression, sauf contre les oppresseurs" (H-87/2:193). Les iniques sont de deux niveaux. Au premier se retrouvent ceux qui adorent une autre divinité que Dieu et qui persistent dans cette voie, alors qu'au second, sont ceux qui se soumettent et obéissent à Dieu mais qui transgressent les droits de leurs semblables et qui sont injustes envers eux. Le verset décrète que la liberté de ceux qui en abusent soit restreinte, proportionnellement au degré d'abus: pour les incrédules, c'est la loi de la guerre et la dureté du fer tandis que pour les transgresseurs, c'est la loi de la paix et la fermeté résolue en matière de droits. C'est la signification de l'expression "S'ils s'abstiennent, il n'y aura nulle agression, sauf contre les oppresseurs".

L'ajournement des principes fondateurs en faveur des principes dérivés implique une dénivellation de l'islâm (soumission) vers la foi. C'est ce qu'indique le verset suivant: "Nous les avons soutenus avec les preuves et les écritures. Et nous avons fait descendre à toi le rappel, pour que tu manifestes aux humains ce qui est descendu pour eux. Peut-être réfléchiront-ils!" (M-70/16:44). L'expres-

sion "Et nous avons fait descendre à toi le rappel" fait référence à l'entièreté du Coran, incluant les principes fondateurs — la soumission — ainsi que les principes succédanés — la foi. "Pour que tu manifestes aux humains ce qui est descendu pour eux" implique de détailler par la législation et d'expliquer, de différentes manières, aux croyants ce qui a été descendu à leur niveau. "Peut-être réfléchiront-ils!" signifie qu'une telle réflexion, tout en appliquant les principes succédanés, pourrait les conduire aux principes fondamentaux qu'ils étaient initialement incapables d'appliquer. Une subtile référence est faite ici à l'ascension le long des différents niveaux de l'islam, de l'islam initial vers le sommet au moyen de la pensée claire, la parole sage et l'acte sincère: "Vers lui monte la bonne parole, et il élève la bonne œuvre" (M-43/35:10).

Nous tirons donc de ce qui précède une conclusion de la plus extrême importance: maints aspects du système légal islamique (sharia) actuel ne sont pas des objectifs fondateurs de l'islam. Ils reflètent tout simplement une dénivellation due aux conjonctures temporelles et aux insuffisances de l'aptitude humaine¹.

Dans son livre La Révolution culturelle. Taha dit:

Certaines personnes ont dit que l'islam ne recourait à la violence qu'en cas de légitime défense. Ils se sont trompés en raison des circonstances de l'histoire islamique à ses débuts. Ils ont pensé que l'usage de la violence, en soi, est mauvais, et souhaitaient défendre l'islam de ce que leurs adversaires considèrent comme un défaut².

Mais Taha explique le recours à la violence par l'islam à sa manière:

L'islam a eu recours à l'épée pour deux raisons. La première: la résistance de la part des gens influents et de ceux qui sont tombés sous leur égarement, ou en raison de la terreur exercée par eux contre les vulnérables. La deuxième: l'impossibilité de la persuasion à une époque où les esprits n'étaient pas éclairés par l'éducation, et les cœurs n'étaient pas sains en raison de la sécurité. Le Coran a commencé par les versets tolérants, qui sont les versets fondamentaux. Et quand il est apparu que le temps n'était pas prêt pour l'application de ces versets, ceux-ci ont été remplacés par les versets succédanés afin d'élever les gens au niveau de l'origine, de les rendre capables de voir le droit et de distinguer entre lui et le mensonge. À ce moment-là, le pouvoir de la vérité sera suffisant pour amener le changement vers le mieux, entre les individus et les communautés, sans recourir à la violence.

L'origine du recours à la violence est la confiscation de la liberté de ceux qui en abusent. Les gens n'ont pas été créés en vain, mais pour un objectif, celui de connaître la vérité, de faire le bien et d'être libre. Dieu a dit à ce propos: "Je n'ai créé les djinns et les humains que pour qu'ils m'adorent. Je ne veux pas d'eux une attribution, et je ne veux pas qu'ils me nourrissent. Dieu est l'attributeur, le détenteur de la force, le solide" (M-67/51:56-58). L'objectif de la création des gens est qu'ils adorent Dieu. Dieu leur a accordé des bénédictions de toutes

https://goo.gl/E613RE, traduction, p. 122-127.

² https://goo.gl/S9HE3L

sortes, mais ils ont mécru et adoré des pierres sculptées de leurs propres mains, délaissant la dignité de leur esprit, et leur humanité. Dieu leur a envoyé un messager, dans lequel ils ont reconnu la véracité et la haute morale, et leur a révélé un Coran prodigieux, mais ils ont persisté dans l'erreur et la mécréance. Ainsi ils ont prouvé qu'ils étaient incapables de faire bon usage de la liberté et qu'ils avaient besoin de tutelle pour revenir sur la bonne voie. Leur liberté a donc été confisquée dans la mesure où ils ne pouvaient pas en faire bon usage. La cause de la violence est l'inconduite dans l'exercice de la liberté. [...] C'est la raison de la guerre dans l'islam. Mais cela n'a commencé que lorsque les musulmans ont été assez forts pour le faire, et après avoir donné aux mécréants une chance de bien se comporter. Tout cela est normal et logique. C'est ce sursis qui a induit en erreur ceux qui pensent que l'islam ne combattait que pour se défendre. Le Coran dit: "Combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de subversion, et que la religion appartienne à Dieu. S'ils s'abstiennent, il n'y aura nulle agression, sauf contre les oppresseurs" (H-87/2:193)¹.

Ce que Taha a mentionné plus haut concernant le recours de l'islam à la violence s'appelle la "première révolution islamique", qui doit être suivie d'une seconde révolution islamique qui renonce à la violence et retourne au Coran et à l'islam mecquois. Cette transition est justifiée dans le livre *La révolution culturelle* comme suit:

Dans la première révolution de l'islam, la force a été accompagnée de violence, bien que sa violence soit différente de la violence visant à ce que le fort domine sur les faibles sans que ces derniers en tirent profit sinon accidentellement, sans la volonté du fort. Mais c'est violent de toute façon [...]. La deuxième révolution de l'islam, qui marquera son nouveau retour, sera une révolution basée sur la force sans violence, grâce à Dieu, et grâce aux normes de l'époque, puisque l'humanité a fait de grands progrès et est devenue capable de voir la vérité et de la prendre comme chemin [...]. L'islam dans sa première révolution n'était pas une religion de prédication, mais une religion de jihad. Mais dans la deuxième révolution, il sera une religion de prédication sans épée d'aucune sorte. Ceux qui parlent du retour de l'islam et parlent de l'épée se trompent sur la vérité de l'islam et sur l'époque. Ils feraient mieux, pour eux-mêmes et pour l'islam, de laisser de côté cet appel qui ne permet pas d'avancer. [...] La prédication de l'islam exige que le prédicateur ait une connaissance profonde de l'islam, des religions, des idées et des philosophies contemporaines, pour qu'il puisse établir une comparaison démontrant l'excellence de l'islam sur les autres philosophies sociales contemporaines et les autres religions, afin de convaincre les esprits intelligents. Il doit aussi avoir une certaine largesse d'esprit, sans nier aux autres le droit à leurs opinions. Il doit avoir un caractère amène pour composer avec ceux qui sont d'une opinion différente. Ces qualités ne sont acquises que par la pratique. Je veux dire que le prédicateur doit d'abord prêcher à lui-même. S'il répond à l'appel il peut alors prêcher aux autres. Les pires prédicateurs sont ceux qui disent ce qu'ils ne font pas. Dieu dit "Ô vous qui avez cru! Pourquoi

https://goo.gl/PjEqcH

dites-vous ce que vous ne faites pas? C'est une grande exécration, auprès de Dieu, que vous disiez ce que vous ne faites pas" (H-109/61:2-3)¹.

Nous trouvons chez Taha l'idée du plus petit jihad avec l'épée et du plus grand jihad contre soi-même. Il estime que le plus grand jihad a abrogé le plus petit jihad. Dans son livre *Apprenez comment prier*, il dit:

Les connaisseurs du Coran interprètent le verset "Ô vous qui avez cru! Combattez ceux des mécréants qui vous sont limitrophes, et qu'ils trouvent de la rudesse en vous. Sachez que Dieu est avec ceux qui craignent" (H-113/9:123) comme suit: l'expression "ceux des mécréants qui vous sont limitrophes" désigne les penchants et nos sens. Vous devez combattre votre œil pour qu'il ne regarde pas ce qui est interdit, et vous devez combattre votre ouïe, votre langue, votre main, vos jambes, votre sexe et votre estomac, afin de les préserver tous, avec force. Ayez confiance – Dieu vous secourra aussi longtemps que vous faites cela: "Sachez que Dieu est avec ceux qui craignent". C'est ce que Mahomet appelait le plus grand jihad lorsqu'il revenait des batailles dans la voie de Dieu: "Nous sommes revenus du plus petit iihad pour le plus grand iihad". Il doit être clair que le jihad par l'épée est aboli, aujourd'hui, et que le plus grand jihad est annoncé, dès aujourd'hui. Dieu, par sa grâce, et grâce à l'époque, veut que les gens, dès aujourd'hui, vivent dans sa voie, et non pas meurent dans sa voie. Et ceci est plus difficile, des centaines de fois, que cela. Raison pour laquelle Mahomet l'a nommé "Le plus grand jihad" 2.

Dans son livre Développement de la loi du statut personnel, Taha dit:

Se battre pour Allah n'est qu'une étape transitoire. Dieu veut que les gens, dès aujourd'hui, vivent dans sa voie, et non pas meurent dans sa voie. Mahomet disait chaque fois qu'il revenait de ses razzias: "Nous sommes revenus du plus petit jihad pour le plus grand jihad". Le plus grand jihad signifie le jihad contre soi-même, tandis que le plus petit jihad est le jihad contre l'ennemi. Les principes fondamentaux de la religion sont tous basés sur l'appel à la vérité par la persuasion, la compréhension et la tolérance. Dieu dit: "La vérité est de votre Seigneur. Celui qui souhaite, qu'il croie. Et celui qui souhaite, qu'il mécroie". Nous avons préparé pour les oppresseurs un feu dont les pavillons les cernent. S'ils appellent au secours, on les secourra avec une eau comme du goudron rôtissant les faces. Quelle détestable boisson! Et quel mauvais accoudoir!" (M-69/18:29). Il a dit, au sens de la tolérance: "Appelle à la voie de ton Seigneur par la sagesse et la bonne exhortation. Dispute avec eux de la meilleure manière. Ton Seigneur sait le mieux qui s'est égaré de sa voie, et il sait le mieux qui sont les dirigés" (M-70/16:125). Il a dit, dans l'interdiction de la coercition: "Nulle contrainte dans la religion. La bonne direction s'est distinguée du fourvoiement. Quiconque mécroit aux idoles et croit en Dieu, tient à l'attache la plus sûre qui est imbrisable. Dieu est écouteur, connaisseur" (H-87/2:256). C'est comme s'il disait: Ne contraignez pas les gens, mais montrez la bonne direction qui se distingue de l'erreur, à travers votre comportement et votre discours. Ce-

¹ https://goo.gl/kNVDpm

² https://goo.gl/KjJKDu

ci suffit pour toute personne saine. Il a dit, dans l'interdiction de l'autoritarisme, ce qui est le plus clair dans ce domaine: "Rappelle donc, tu n'es qu'un rappeleur. Tu n'es pas un dominateur sur eux" (M-68/88:21-22). Dieu interdit à son prophète, malgré sa perfection et son humilité, de dominer les gens. C'est le signe de la valeur de la dignité humaine chez Dieu. À ce niveau de la religion, l'image est complètement transformée, passe de la loi de la jungle à la loi humaine¹.

Pour réaliser la transition du Coran et de l'islam médinois vers le Coran et l'islam mecquois, il faut développer la loi islamique. Il dit dans le livre *Problème et solution du Soudan du Sud*:

La législation islamique doit être développée en vue de l'établissement de la constitution islamique basée sur les versets d'origine. Le développement est la transition d'un texte coranique qui a servi son but, à un autre texte coranique. C'est la transition du Coran médinois qui constitue la loi ayant organisé la vie de la nation au VIIe siècle, vers le Coran de La Mecque qui était la vie du Prophète. Ce développement concerne les domaines de l'organisation sociale, à savoir l'économie, la politique et la société. Par exemple, l'appel à l'islam passe du verset du jihad par l'épée: "Une fois écoulés les mois interdits, tuez les associateurs où que vous les trouviez" (H-113/9:5), pour mettre en application les versets tolérants qui appellent les gens à travers leur esprit, comme dit le verset: "Appelle à la voie de ton Seigneur par la sagesse et la bonne exhortation. Dispute avec eux de la meilleure manière" (M-70/16:125), ou: "La vérité est de votre Seigneur. Celui qui souhaite, qu'il croie. Et celui qui souhaite, qu'il mécroie" (M-69/18:29).

Taha attaque les Frères musulmans parce qu'ils continuent de prôner le recours au jihad par l'épée:

Dans cette époque où l'humanité se prépare à prêcher l'islam au niveau scientifique, basé sur la persuasion, la tolérance et la paix, où l'opinion mondiale se dirige vers le renoncement à la violence, et où la guerre ne sert plus à résoudre le moindre problème, les Frères musulmans appellent les musulmans au jihad! Le cheikh Hassan Al-Banna, leur fondateur, y consacre un livre intitulé *Épitre du jihad*, dans lequel il cite un grand nombre de textes incitant au jihad, invitant à le prendre comme méthode de l'appel à l'islam. Il le conclut par cet appel adressé aux Frères musulmans:

"Ô Frères, la nation qui connaît l'industrie de la mort et sait comment mourir noblement, Dieu lui donne une vie dans ce monde, et la béatitude éternelle dans la vie après la mort. L'humiliation dans laquelle nous nous trouvons est due à l'amour du monde et à la haine de la mort. Préparez-vous alors pour un grand travail et veillez à la mort, et la vie vous sera donnée" (Recueil des épitres de Hassan Al-Banna, p. 6).

Le cheikh Al-Banna parle beaucoup de "l'industrie de la mort". Il a écrit en 1934 "un article sur le jihad qu'il a intitulé *L'industrie de la mort*. Et à l'apogée

_

https://goo.gl/fhfJrC

des activités et de la force de l'organisation secrète, il a publié le même article sous le titre encore plus étrange *L'art de la mort* (Hassan Al-Banna quand, comment et pourquoi? Par le Dr Rifat Al-Sa'id, basé sur le journal des Frères Musulmans, 16 août 1946, p. 132).

Ainsi le cheikh Hassan Al-Banna appelle à maîtriser "l'industrie de la mort" ou "l'art de la mort" dans cette époque où l'islam nous oblige à apprendre "l'art de la paix", et à l'enseigner à l'humanité qui a passé toute son histoire à faire la guerre alors que celle-ci n'a résolu aucun problème, et que l'humanité a un besoin de paix, devenue question de vie et de mort.

Les prédicateurs islamiques tels que le cheikh Hassan Al-Banna, ont été bernés en matière de jihad par les textes explicites du Coran et des hadiths du Prophète. La sagesse derrière ces textes leur a échappé, ainsi que leur temporalité. Dans l'origine de la religion, pour laquelle les circonstances historiques n'étaient pas adaptées à la législation à son niveau, comme nous l'avons dit, la vie dans le sentier de Dieu a plus d'importance que la mort dans le sentier de Dieu. La vie dans le sentier de Dieu exige le jihad contre soi-même, appelé par Mahomet le plus grand jihad, à l'opposé du jihad contre les ennemis extérieurs - le plus petit jihad. Le plus grand ennemi, pour chacun d'entre nous, est soimême. Le Prophète a dit "Votre plus grand ennemi est en vous-même". Citant le verset: "Ô vous qui avez cru! Combattez ceux des mécréants qui vous sont limitrophes, et qu'ils trouvent de la rudesse en vous. Sachez que Dieu est avec ceux qui craignent" (H-113/9:123), les connaisseurs disent que l'expression "ceux des mécréants qui vous sont limitrophes" désigne sa propre personne. Quant aux mécréants, ils sont désignés par le verset "Nous leur ferons voir nos signes sur les horizons et en eux-mêmes, jusqu'à ce qu'il leur devienne manifeste qu'il est la vérité. Ton Seigneur ne suffit-il pas comme témoin de toute chose?" (M-61/41:53)1.

Taha dénonce la mobilisation par les Frères musulmans de jeunes gens et leur envoi au combat, donnant l'exemple d'un jeune égyptien envoyé en Syrie où il est mort, et qu'ils considèrent comme un martyr, ce qui rappelle ce qui se passe aujourd'hui en Irak et en Syrie avec l'EI. Il estime que cela "est un acte répugnant et non pas du jihad". Les Frères musulmans exploitent les sentiments religieux des gens et les envoient massacrer et détruire. La base de cette attitude est l'enseignement du cheikh Al-Banna qui disait: "Mon frère, la mort est inéluctable. Meurs alors dans le sentier de Dieu. Et quand tu meurs comme martyr, tu gagnes la récompense, l'honneur et l'immortalité, sans rien perdre²".

Taha donne de nombreux exemples de terrorisme commis en 1980 par les Frères musulmans en Syrie³. On se croirait en 2018. Il ajoute:

Nous ne défendons pas le régime en Syrie. Nous le considérons au contraire comme l'une des pires formes de gouvernement des pays arabes. Nous lui avons

¹ https://goo.gl/djJzD5

https://goo.gl/2mDmxk

³ https://goo.gl/pLtXL4

adressé de sévères critiques de fond dans nos livres traitant du problème du Moyen-Orient.

Mais tout cela ne nous autorise pas à accepter cette hallucination religieuse produite par l'organisation des Frères musulmans. Sous prétexte d'opposition au parti Baath, ils font croire aux gens qu'ils combattent les infidèles au nom de l'islam, et appliquent le jugement de Dieu contre eux. Non seulement ils agissent de façon contraire aux valeurs de l'islam et aux normes du jihad dans sa loi provisoire, mais ils violent les valeurs et les normes les plus fondamentales des diverses sociétés humaines. Leur hallucination religieuse les conduit jusqu'à adresser des avertissements aux directrices et aux enseignantes des écoles en Syrie, leur demandant de faire ce qui est au-dessus de leurs capacités et de leurs compétences, et les menacent de leur appliquer le jugement de Dieu si elles n'exécutent pas leurs ordres! Ils les placent ainsi entre l'enclume du parti Baath et le marteau du terrorisme des Frères musulmans! Et les deux choix sont amers. Bien plus, ils ont l'illusion de faire le jihad. Et contre qui? Contre des femmes innocentes! [...]

Le jihad en islam est temporel. Mais, même dans l'étape temporaire, il ne permet pas de tuer des femmes et de les traiter de cette façon barbare. Il a été rapporté d'Abdullah ibn Umar qu'une femme a été tuée dans une razzia du Prophète, et celui-ci désapprouva le meurtre des femmes et des enfants.

L'hallucination religieuse des Frères musulmans non seulement perturbe leurs instincts naturels, mais leur fait perdre les valeurs de la virilité du simple homme ordinaire!

B) Faysal Mawlawi

Dans une conférence donnée en 1986 sur invitation des associations islamiques de France, le Cheikh libanais Faysal Mawlawi dit que les versets du Coran et les récits de Mahomet légitiment la guerre contre les mécréants et ordonnent de les combattre. Mais cette guerre a des conditions légales. Il serait faux de traiter les habitants des pays non musulmans selon les règles islamiques relatives à *Dar al-harb* pour les raisons suivantes:

La guerre n'est pas déclarée entre ces pays et les pays musulmans.

Il existe entre ces pays et les pays musulmans des conventions que les musulmans doivent respecter tant que ces conventions ne leur ordonnent pas de désobéir à Dieu.

Les musulmans vivant en pays non musulmans y sont entrés en vertu de ces conventions. On ne saurait entrer dans un pays en vertu d'une convention et en même temps rejeter cette convention.

Pour Mawlawi, les pays non musulmans doivent être considérés comme *Dar 'ahd*, des pays au bénéficie d'un pacte et *Dar da'wah*, pays à appeler à se convertir à l'Islam².

¹ https://goo.gl/pLtXL4

² Mawlawi: Al-ussus al-shar'iyyah, op. cit., p. 103-105.

Il explique que l'État musulman a le devoir d'appeler tous les gens à se convertir à l'Islam. Cet appel s'adresse aussi bien aux États qu'aux individus mécréants. Il est la base des relations de l'État musulman avec les États mécréants et il doit se poursuivre jusqu'à la fin du monde quelles que soient les conditions¹.

L'appel à l'Islam, écrit Mawlawi, doit se faire par la bonne parole et non pas par la violence. Il cite à cet effet plusieurs versets du Coran dont le verset M-70/16:125: "Appelle à la voie de ton Seigneur par la sagesse et la bonne exhortation. Dispute avec eux de la meilleure manière". Il ajoute que la paix est la condition la plus favorable pour la propagation de l'Islam².

Cet auteur cependant n'exclut pas le recours à la guerre pour écarter les obstacles que pourrait rencontrer la propagation de la foi:

Le musulman a le devoir de faire parvenir à tous les gens l'appel à Dieu. Par conséquent, il doit écarter tous les obstacles qu'il rencontre dans l'accomplissement de ce devoir. Les gens sont ensuite libres de devenir musulmans ou de rester mécréants. Si ces obstacles peuvent être enlevés sans la guerre, tant mieux. Sinon, il est légitime de recourir à la guerre pour les enlever³.

C) Youssuf Al-Qaradawi

Al-Oaradawi écrit:

Voyons ce que les anciens appellent la guerre de demande [offensive] qui se base sur l'expansion dans la terre des ennemis, faisant partie aujourd'hui de ce qu'on appelle la guerre préventive. Nous n'avons plus besoin de cette guerre après la charte des Nations unies, l'accord de tous sur le respect des frontières régionales, et la résolution des conflits par des voies pacifiques.

Et si certains disent que le but du jihad est de propager l'islam, nous pouvons le propager par des voies non militaires, comme les radios, les télévisions, Internet et autres moyens. Ce dont nous avons besoin, ce sont d'armées d'enseignants, de prédicateurs et des journalistes entraînés à parler aux nations dans leurs différentes langues pour leur exposer la religion. Or, nous ne disposons même pas d'un millième de ce qui est requis de nous⁴.

D) Munir Al-'Ubaidi

Munir Al-'Ubaidi, professeur irakien, écrit que la position commune des juristes musulmans est que les musulmans doivent entreprendre le jihad offensif contre *Dar-harb/Dar al-kufr*, prenant en considération leurs intérêts et la réalisation de l'avancement de la religion de Dieu. À ses débuts, la communauté musulmane avait besoin d'un jihad long et répété plusieurs fois par an afin qu'elle acquière sa gloire et s'impose. Mais lorsque la communauté a un pouvoir imposant et dominant sur terre, elle pourrait ne pas avoir besoin d'un jihad par année, mais seule-

_

¹ Ibid., p. 16.

² Ibid., p. 18-24.

³ Ibid., p. 46-47.

Youssuf Al-Qaradawi: fiqh al-jihad, Maktabat Wahbah, Le Caire, 2016, vol. 2, p. 1337-1338.

ment chaque deux ou trois ans. Chez les hanbalites et les shafi'ites, le chef de la communauté musulmane doit mobiliser chaque année les musulmans pour le ji-had¹. Il explique que la nation n'a jamais divergé sur l'obligation du jihad, une obligation qui doit persister jusqu'à l'heure de la résurrection. La seule divergence est de savoir si on peut tuer les non-combattants ou pas, et à quel titre: de mécréants, ou de dangereux². Ce professeur cependant opte dans sa conclusion pour la position défendue par Al-Qaradawi susmentionnée parce que c'est la position qui correspond le mieux à notre époque³.

E) Haydar Hub-Allah

Le cheikh chiite libanais Haydar Hub-Allah reconnaît que la doctrine dominante dans l'islam est en faveur du jihad offensif, qui devrait avoir lieu au moins une fois par année, sans qu'il y ait agression de la part des autres, pour soumettre les nonmusulmans en leur donnant trois choix: la conversion à l'islam, le statut de dhimmis ou, en cas de refus, la guerre. Et s'ils ne sont pas monothéistes, ils n'ont que le choix entre la conversion à l'islam et l'épée. Cette théorie est tellement évidente que les juristes classiques ne l'ont justifiée que rarement et très succinctement. C'est le sens originel du jihad (al-jihad al-asli), et c'est sous cette forme que les ouvrages juridiques islamiques classiques parlent du jihad, et accessoirement du iihad défensif. Al-Shawkani (mort en 1839) écrit à cet égard: "Aller en guerre contre les mécréants, combattre les mécréants et les contraindre à devenir musulmans ou à payer la jizva, ou les tuer [en cas de refus de ces deux choix] fait partie de ce qui est nécessairement connu sur le plan religieux, et c'est la raison pour laquelle Dieu a envoyé les messagers5". Rarissimes sont ceux qui ont refusé le caractère obligatoire du jihad offensif (sans pour autant le délégitimer): Sifyan Al-Thawri (mort en 778); Ibn-Shabrama (mort en 144 hégire), Abdallah Ibn-Umar (mort en 693), Ata ibn-Abi-Rabbah (mort en 114 hégire), Amrou ibn-Dinar (mort en 648). Et si ce sens original est aujourd'hui absent, ce n'est pas parce qu'il n'existe pas en droit musulman, mais parce que les musulmans n'ont plus la capacité d'entreprendre la guerre offensive. Les notions de "guerre offensive" et de "guerre défensive" sont tardives, mais le sens découlait du contexte. Et le fait que les juristes parlent de guerre à entreprendre au moins une fois par an fait de l'état de guerre la norme dans les relations entre musulmans et non-musulmans.

Cette conception traditionnelle du jihad dans l'islam a commencé à se modifier au XX^e siècle pour devenir celle d'une guerre contre les pays mécréants qui s'opposeraient à la diffusion de l'islam ou à sa pratique, ou pour libérer l'homme de l'adoration d'un autre qu'Allah, ou par paternalisme visant à guider les gens dans la bonne direction, allant dans le sens d'une intervention humanitaire.

¹ Munir Al-'Ubaidi, op. cit., p. 230 et 256-257

² Ibid., p. 262-263.

³ Ibid., p. 271-274.

⁴ Haydar Hub-Allah: Al-jihad al-ibtida'i, http://goo.gl/bgQ12K et http://goo.gl/OU6cHO.

⁵ Al-Shawkani: Kitab al-sayl al-jarrar, Wazarat al-waqaf, Le Caire, 1988, vol. 4, p. 488.

Après avoir cité les versets servant de base pour la guerre offensive, cet auteur cependant estime que cette guerre n'est pas fondée, car d'autres versets envisagent la guerre comme défensive et prévoient la cessation des hostilités si les autres cessent: H-87/2:190 et 217; H-88/8:61-62; H-91/60:8-9; H-92/4:75, 84, 90-91 et 94; H-103/22:39-40.

La guerre offensive est contraire aux versets prévoyant la liberté religieuse et interdisant la contrainte en matière de religion:

Si ton Seigneur avait souhaité, ceux qui sont dans la terre auraient tous ensemble cru. Est-ce toi qui contrains les humains pour qu'ils soient croyants? (M-51/10:99).

Il dit: "Ô mes gens! Avez-vous vu si je m'appuie sur une preuve émanant de mon Seigneur, et qu'il m'a donné une miséricorde de sa part, alors que vous y êtes aveugles? Vous y obligerions-nous alors que vous y répugnez? (M-52/11:28).

Nous avons fait descendre sur toi le livre pour les humains avec la vérité. Quiconque s'est dirigé, c'est pour lui-même. Quiconque s'est égaré, ne s'égare qu'à son propre détriment. Et tu n'es pas leur garant (M-59/39:41).

Dis: "La vérité est de votre Seigneur. Celui qui souhaite, qu'il croie" (M-69/18:29).

Nulle contrainte dans la religion. La bonne direction s'est distinguée du four-voiement. Quiconque mécroit aux idoles et croit en Dieu, tient à l'attache la plus sûre qui est imbrisable. Dieu est écouteur, connaisseur (H-87/2:256).

Elle est contraire aux versets fixant la mission de Mahomet:

Nous savons le mieux ce qu'ils disent. Tu n'es pas un despote sur eux. Rappelle donc le Coran à celui qui craint ma menace (M-34/50:45).

Rappelle donc, tu n'es qu'un rappeleur. Tu n'es pas un dominateur sur eux (M-68/88:21-22).

Il n'incombe à l'envoyé que la communication. Dieu sait ce que vous faites apparaître et ce que vous taisez (H-112/5:99).

Ce cheikh conclut son étude en affirmant que seule la guerre défensive est obligatoire et légitime, mais dans un sens large, comprenant aussi la guerre préventive et la guerre visant à protéger l'État et la société en vue d'une vie humaine. Ainsi si l'eau d'un État est coupée, ce devrait être considéré comme une agression nécessitant la guerre. Il en est de même de tous les droits sociaux, internationaux et autres.

F) Muhammad Taqy Al-Modarresi

Muhammad Taqy Al-Modarresi¹, un cheikh chiite irakien, affirme que le terme jihad désigne le jihad offensif (*jihad bida'i*), et explique que selon les chi'ites le jihad dans ce sens ne peut avoir lieu qu'en présence de l'imam infaillible (*al-imam al-ma'sum*). Mais il pense qu'elle peut avoir lieu sans l'imam infaillible puisque le jihad a été institué pour toutes les époques. Après avoir cité les versets basant la guerre offensive, il énumère les versets qui s'opposent à cette guerre. Il indique

¹ Muhammad Taqy Al-Modarresi: Al-tashri' al-islami, vol. 7, http://goo.gl/o5ys2R.

que le Coran mentionne les prophètes avant Mahomet dont la mission était pacifique. Il y a aussi le verset H-87/2:193: "Combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de subversion, et que la religion appartienne à Dieu. S'ils s'abstiennent, il n'y aura nulle agression, sauf contre les oppresseurs". Ce qui signifie qu'avec la cessation de la subversion, la guerre doit cesser. Il en est de même dans le verset H-88/8:39: "Combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de subversion, et que toute la religion soit à Dieu. S'ils s'abstiennent, Dieu est clairvoyant sur ce qu'ils font".

Il cite aussi les versets

S'ils penchent pour la paix, penches-y alors et confie-toi à Dieu. Il est l'écouteur, le connaisseur (H-88/8:61).

Combattez dans la voie de Dieu ceux qui vous combattent, et ne transgressez pas. Dieu n'aime pas les transgresseurs! (H-87/2:190).

Mais s'ils s'abstiennent, Dieu est pardonneur, très miséricordieux (H-87/2:192).

G) Hamid bin Ahmad Al-Rifaie

Hamid bin Ahmad Al-Rifaie, un Saoudien présidant l'*International Islamic Forum for Dialogue*, a écrit un article en arabe et en anglais sur la guerre offensive, appelée *Jihad al-talab*¹. Il estime que les musulmans ont mal compris l'islam en expliquant que l'islam donnait le choix entre la conversion, la soumission à l'État islamique et le paiement de la *jizya*, et l'épée, partant des versets dits du sabre, dont:

Combattez-les. Dieu les châtiera par vos mains, les couvrira d'ignominie, vous secourra contre eux, guérira les poitrines des gens croyants (H-113/9:14).

Combattez ceux qui ne croient ni en Dieu ni au jour dernier, qui n'interdisent pas ce que Dieu et son envoyé ont interdit, et qui ne professent pas la religion de la vérité, parmi ceux auxquels le livre fut donné, jusqu'à ce qu'ils donnent le tribut par une main, et en état de mépris (H-113/9:29).

Ô vous qui avez cru! Combattez ceux des mécréants qui vous sont limitrophes, et qu'ils trouvent de la rudesse en vous. Sachez que Dieu est avec ceux qui craignent (H-113/9:123).

Combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de subversion, et que la religion appartienne à Dieu. S'ils s'abstiennent, il n'y aura nulle agression, sauf contre les oppresseurs (H-87/2:193).

Cette compréhension erronée de l'islam, estime-t-il, fait le jeu des orientalistes haineux et déformerait l'image de son message immortel, tolérant et international, un message de paix et de justice, de miséricorde et d'affection. Il estime que l'islam s'est répandu par la sincérité de ses paroles, l'honnêteté de son comportement, la justice et la miséricorde. Il cite à cet égard les versets suivants:

À vous votre religion, et à moi ma religion (M-18/109:6).

Votre Seigneur sait le mieux sur vous. S'il souhaite, il aura miséricorde envers vous ou, s'il souhaite, il vous châtiera. Nous ne t'avons pas envoyé pour que tu sois leur garant (M-50/17:54).

Hamid bin Ahmad Al-Rifaie: The Problem of the Quest Jihad http://goo.gl/Tw91Rg; Ishakaliyyat jihad al-talab http://goo.gl/DFMCBl

Nous l'avons fait descendre avec la vérité, et avec la vérité il est descendu. Et nous ne t'avons envoyé qu'en annonciateur et avertisseur (M-50/17:105).

Si ton Seigneur avait souhaité, ceux qui sont dans la terre auraient tous ensemble cru. Est-ce toi qui contrains les humains pour qu'ils soient croyants? (M-51/10:99).

Dis: "Ô humains! La vérité vous est venue de votre Seigneur. Quiconque s'est dirigé, ne se dirige que pour lui-même. Quiconque s'est égaré, ne s'égare qu'à son propre détriment. Et je ne suis pas votre garant" (M-51/10:108).

Suis ce qui t'a été révélé de la part de ton Seigneur. Il n'est de dieu que lui. Détourne-toi des associateurs Si Dieu avait souhaité, ils n'auraient pas associé. Mais nous ne t'avons pas fait leur gardien. Et tu n'es pas leur garant. N'injuriez pas ceux qu'ils appellent, hors de Dieu, car par inimitié ils injurieraient Dieu, sans connaissance. Ainsi avons-nous enjolivé à chaque nation son œuvre. Puis vers leur Seigneur sera leur retour. Il les informera alors de ce qu'ils faisaient (M-55/6:106-108).

Rappelle donc, tu n'es qu'un rappeleur. Tu n'es pas un dominateur sur eux (M-68/88:21-22).

Nulle contrainte dans la religion. La bonne direction s'est distinguée du four-voiement (H-87/2:256).

Ce n'est pas à toi de les diriger. Mais c'est Dieu qui dirige qui il souhaite (H-87/2:272).

Quiconque obéit à l'envoyé, a obéi à Dieu. Quiconque tourne le dos à l'obéissance, ne doit pas te préoccuper. Nous ne t'avons pas envoyé comme leur gardien (H-92/4:80).

Si Dieu avait souhaité, il aurait fait de vous une seule nation. Mais [il vous a faits ainsi] pour vous tester en ce qu'il vous a donné (H-112/5:48).

Il explique qu'il y a parmi les musulmans deux courants:

- Ceux qui estiment que l'islam s'est répandu par l'épée et les campagnes militaires sur l'ordre de Dieu et de son messager. Et cela est un principe de l'islam qui doit être suivi en tout temps.
- D'autres qui estiment au contraire que la guerre est un moyen exceptionnel de jihad dicté par une de ces trois situations: l'injustice, l'oppression et l'agression exercées contre les musulmans par la force des armes. La guerre doit cesser lorsque ces situations cessent. Jamais les musulmans n'entreprennent une guerre en dehors de ces situations, et aucune guerre n'a jamais été entreprise pour répandre l'islam ou éradiquer la mécréance.

L'auteur en question se situe lui-même dans ce dernier courant. La situation normale est de recourir à la sagesse et à la prédication pour introduire la religion de Dieu aux autres peuples, en leur expliquant ses valeurs. Si les musulmans sont empêchés de le faire et qu'une guerre est déclarée contre eux pour les en prévenir, alors les musulmans doivent suivre les versets H-87/2:190 et 194: "Combattez dans la voie de Dieu ceux qui vous combattent, et ne transgressez pas... Quiconque transgresse contre vous, transgressez contre lui semblablement à ce qu'il a trans-

gressé contre vous. Craignez Dieu, et sachez que Dieu est avec ceux qui craignent".

Si en revanche il n'y a qu'une simple prévention de faire parvenir le message, sans déclaration de guerre, alors il faut recourir au dialogue et l'argumentation de la meilleure manière, et patienter en faisant usage de moyens pacifiques autant que possible selon le verset M-85/29:46: "Ne disputez avec les gens du livre que de la meilleure manière, sauf ceux parmi eux qui ont opprimé. Dites: "Nous avons cru en ce qui est descendu vers nous et [en ce qui] est descendu vers vous. Notre Dieu et votre Dieu sont un seul. C'est à lui que nous sommes soumis". Et si les musulmans sont autorisés à transmettre leur religion, la règle est la paix et l'amitié en vertu du verset H-91/60:8: "Dieu ne vous interdit pas, concernant ceux qui ne vous ont pas combattus dans la religion et ne vous ont pas fait sortir de vos demeures, d'être bons et équitables envers eux. Dieu aime les équitables".

Selon cet auteur, "l'histoire des musulmans confirme qu'ils n'ont jamais commencé à combattre quiconque en parlant aux gens au sujet de leur religion. En fait, de nombreux pays ont accueilli les musulmans et les ont préférés aux autres, connus pour leur injustice et l'oppression du peuple".

Il explique que les musulmans étaient chargés de transmettre leur religion, mais la société dans ce temps-là était fermée. L'islam a essayé de l'ouvrir, et les musulmans se sont heurtés à cette situation. Il leur fallait alors aller les ouvrir – d'où le terme *futuhat* (ouvertures) qui est traduit par conquêtes – afin de s'acquitter de leur devoir devant Dieu. Ce "devoir humanitaire noble s'est heurté à des obstacles gigantesques. Les musulmans devaient suivre des routes désertiques, traverser des montagnes, naviguer dans des mers, et affronter des bandes de voleurs et d'assassins. Il leur fallait donc prendre des mesures pour vaincre ces obstacles, dont des armes. Et cela a été compris comme une campagne pour vaincre les peuples et leur imposer l'islam, alors qu'il ne s'agissait que de moyens d'autodéfense contre des bandits, des assassins et des obstacles qui se dressaient devant leur mission d'expliquer l'islam aux autres".

L'auteur signale que ces obstacles n'existent plus de notre temps, avec les moyens de communication modernes, la présence de mosquées et de centres islamiques, de chaires universitaires enseignant l'islam, et de citoyens musulmans assumant des responsabilités dans les pays non musulmans. Mais malheureusement les musulmans ne tirent pas profit de ces moyens.

H) Adda Chentouf

C'est un imam fribourgeois d'origine algérienne qui gère le site web *L'Islam, Religion de Paix, de Tolérance et d'Amour*¹. Sur ce site, il affiche la phrase suivante faussement attribuée à George Bernard Shaw, tirée d'une revue de propagande islamique *The Genuine Islam*: "J'ai toujours eu haute estime pour la religion de Mohammad à cause de sa merveilleuse vitalité. C'est la seule religion qui me semble posséder cette capacité d'assimilation aux différentes étapes de l'existence.

¹ http://addachentouf.simplesite.com/

J'ai étudié cet homme merveilleux qui, à mon avis, est loin d'être un antéchrist, et qui devrait être appelé le Sauveur de l'humanité¹".

Dans deux articles diffusés gratuitement à tous les ménages en Suisse romande, parus dans *GHI Le Journal malin des Genevois*, et *LausanneCités*, il déclare que "le Coran n'admet aucune violence, ni meurtre ou assassinats sur un être humain, quelle que soit sa croyance". Ces deux journaux ont refusé de me donner le droit de réponse à ces deux articles².

Chentouf voulait faire distribuer dans les écoles vaudoises un fascicule intitulé *Devoir des musulmans dans leurs pays européens*, Edilivre, 93200 Saint-Denis, mais le Département de l'éducation a décliné son offre. Dans ce fascicule, il dit: "Un croyant n'impose jamais quoi que ce soit à une personne d'une autre croyance puisque Dieu, le Créateur n'impose rien à sa créature. L'être humain est libre de faire ce qu'il veut, chacun est libre de ses actes et il n'impose rien de sa croyance aux non musulmans et n'utilise pas la violence pour que les autres se rallient à lui (...) Chaque vie humaine est sacrée et l'on ne doit combattre une personne que dans le cadre d'une légitime défense". Il cite à cet égard les versets suivants, dont je garde ici sa propre traduction:

Appelle à la Voie de ton Seigneur, par la sagesse et la bonne parole et discute avec eux de la façon la plus douce. Ton Seigneur connait mieux ceux qui se sont égarés de Sa voie et Il connait mieux ceux qui sont sur le droit chemin. Quand vous devez exercer des représailles, que cela soit à la mesure de l'offense subie, mais si vous pardonnez cela vaudra mieux pour ceux qui sont capables de se dominer. Sois patient, mais tu n'y parviendras qu'avec l'aide de Dieu. Ne t'attriste pas au sujet des négateurs et ne te laisse pas envahir par l'angoisse à cause de leur perfidie. Certes Dieu est avec ceux qui Le craignent et ceux qui font bien les choses. (M-70/16:125-128).

Et ne discutez que de la meilleure façon avec les gens du Livre, sauf ceux d'entre eux qui sont injustes (M-85/29:46).

Allah ne vous défend pas d'être bienfaisants et équitables envers ceux qui ne vous ont pas combattus pour la religion et ne vous ont pas chassés de vos demeures. Car Allah aime les équitables (H-91/60:8).

Aucun des versets du Coran fondant la guerre n'est cité. C'est ce qu'on appelle pécher par omission. Si vous allez chez un médecin qui se met à examiner les parties saines de votre corps sans s'attarder aux parties dont vous souffrez, vous pouvez vous dire que ce médecin n'a pas fait son travail.

Voir cette vidéo en arabe du Frère Rachid sur ce mensonge et d'autres: https://goo.gl/8MAQeS. Voir aussi cet article: https://goo.gl/ly7rng

² http://goo.gl/qziVxW

Chapitre 4. *Jizya* et rapports avec les dhimmis

1) Verset de la jizya

Nous allons dans ce chapitre développer la notion de *jizya* et les rapports avec les dhimmis dont nous avons parlé sommairement dans le chapitre précédent et auxquels nous avons consacré un ouvrage *Le tribut (jizya) dans l'islam*¹. Ceci est régi par le "verset du tribut (*jizya*)" qui dit:

Combattez ceux qui ne croient ni en Dieu ni au jour dernier, qui n'interdisent pas ce que Dieu et son envoyé ont interdit, et ne professent pas la religion de la vérité, parmi ceux auxquels le livre fut donné, jusqu'à ce qu'ils donnent le tribut (*jizya*) par une main, et en état de mépris (H-113/9:29).

Le présent chapitre est un complément du précédent chapitre consacré au jihad, dans la mesure où le paiement du tribut (*jizya*) est l'une des trois alternatives accordées aux non-musulmans (ci-après les *dhimmis*), ou tout au moins à une partie des non-musulmans, notamment ceux appelés Gens du livre:

- soit la conversion à l'islam;
- soit le paiement du tribut (*jizya*);
- soit l'épée avec pour conséquence l'asservissement des prisonniers, des enfants et des femmes, et la mainmise des musulmans sur les biens des vaincus.

Le verset H-113/9:29 parle du paiement du tribut (*jizya*), qui constitue une des clauses de l'accord de protection ('aqd al-dhimma) marquant la cessation des hostilités, souvent initiées par les musulmans, et fixant les droits et les devoirs des dhimmis dans leurs rapports avec les musulmans. Ce chapitre ne parlera des autres clauses qu'accessoirement. Les personnes intéressées peuvent se référer à notre ouvrage: Non-musulmans en pays d'Islam, cas de l'Égypte, disponible sur Amazon², et à l'ouvrage d'Antoine Fattal: Le statut légal des non-musulmans en pays³.

L'abolition du tribut (*jizya*) au milieu du XIX^e siècle ne signifie pas qu'elle n'est qu'une institution historique sans portée actuelle. Inscrit dans le Coran et les récits de Mahomet, les deux sources du droit musulman, aucune décision politique ne saurait abroger le tribut (*jizya*), tant que ces deux sources gardent leur sacralité aux yeux des musulmans. Il en va de même de normes aussi critiquables que l'esclavage et la lapidation, à titre d'exemples. Les normes islamiques peuvent tout

Le tribut (*jizya*) dans l'islam: Interprétation du verset coranique 113/9:29 relatif au tribut (*jizya*) à travers les siècles, Createspace (Amazon), Charleston, 2016, 204 pages.

Non-musulmans en pays d'Islam: cas de l'Égypte, Createspace (Amazon), Charleston, 2e édition, 2012.

³ Antoine Fattal: Le statut légal des non-musulmans en pays d'islam, Impr. catholique, Beyrouth 1958; 2^e Dar El-Machreq, Beyrouth 1995.

au plus être mises en sourdine, en attendant des temps plus propices à leur application.

En effet, le tribut (*jizya*) est toujours vivant dans l'esprit des musulmans et marque la primauté et la domination de l'islam sur les non-musulmans. Les exégèses publiées après la seconde moitié du XIX^e siècle jusqu'à ce jour en parlent toujours, sans jamais évoquer son abolition; qui plus est, elles lui trouvent des justifications nouvelles plus ou moins adaptées à notre temps. Par ailleurs, plusieurs déclarations prônent sa réintroduction. En outre, elle figure dans des projets de constitution de mouvements islamistes, et elle a été réintroduite par Daesh, l'État islamique.

2) Contexte coranique et cause du verset de la jizya

Nous citons ici le verset du tribut (*jizya*) dans le contexte des versets 25 à 33:

Dieu vous a secourus dans beaucoup d'endroits. Le jour de Hunayn, lorsque votre multitude vous a étonnés, cela ne vous a servi à rien, et la terre, malgré son étendue, devint étroite pour vous, puis vous avez tourné le dos (H-113/9:25).

Puis Dieu a fait descendre son repos sur son envoyé et sur les croyants, a fait descendre des soldats que vous n'avez pas vus, et a châtié ceux qui ont mécru. Voilà la rétribution des mécréants (H-113/9:26).

Puis Dieu revient sur qui il souhaite. Dieu est pardonneur, très miséricordieux (H-113/9:27).

O vous qui avez cru! Les associateurs ne sont qu'impurs. Qu'ils ne s'approchent plus du Sanctuaire interdit, après cette année-ci. Si vous craignez la pauvreté, Dieu vous enrichira de par sa faveur, s'il souhaite. Dieu est connaisseur, sage (H-113/9:28).

Combattez ceux qui ne croient ni en Dieu ni au jour dernier, qui n'interdisent pas ce que Dieu et son envoyé ont interdit, et ne professent pas la religion de la vérité, parmi ceux auxquels le livre fut donné, jusqu'à ce qu'ils donnent le tribut par une main, et en état de mépris (H-113/9:29).

Les juifs dirent: "Esdras est fils de Dieu", et les nazaréens dirent: "Le Messie est fils de Dieu". Voilà leur parole de leurs bouches. Ils imitent la parole de ceux qui ont mécru auparavant. Que Dieu les combatte. Comment sont-ils pervertis? (H-113/9:30).

Ils ont pris leurs docteurs et leurs moines comme Seigneurs, hors de Dieu, ainsi que le Messie, fils de Marie, alors qu'il leur a été ordonné de n'adorer qu'un seul Dieu. Il n'est de dieu que lui. Soit-il exalté sur ce qu'ils associent! (H-113/9:31).

Ils veulent éteindre la lumière de Dieu de leurs bouches, alors que Dieu refuse [toute autre chose] que d'accomplir sa lumière. Même si [cela] répugne aux mécréants (H-113/9:32).

C'est lui qui a envoyé son envoyé avec la direction et la religion de la vérité, afin qu'il la fasse surmonter toute autre religion. Même si [cela] répugne aux associateurs (H-113/9:33).

On remarque que ces versets sont disloqués, sans lien entre eux, comme c'est le cas de nombreux versets du Coran, ce qui montre que l'ouvrage est décousu et composé de nombreux fragments.

Mais les exégètes tentent de trouver un fil conducteur entre les versets 28 à 32. Le verset 28 qualifie les associateurs d'impurs et leur interdit d'entrer dans le sanctuaire – ce qui constituait une perte financière pour les habitants de La Mecque. Le tribut (*jizya*) prévu par le verset 29 vient compenser une telle perte, comme l'indiquent les causes de la révélation. Les musulmans sont appelés à leur déclarer la guerre et de ne les laisser en vie que s'ils paient le tribut (*jizya*), pour les raisons doctrinales mentionnées. Ensuite, les versets 30 et 31 complètent les raisons doctrinales du verset 29. Nous verrons aux points suivants le sens des différents éléments de ce dernier verset tel qu'il ressort des exégèses.

Des exégètes ajoutent une autre cause située après la révélation du verset 29. Ils disent que ce verset a été révélé après que Mahomet a combattu ceux qui sont proches de lui parmi les Arabes. Il aurait alors ordonné de combattre les Byzantins et aurait conduit lui-même une razzia contre Tabouk, au Nord-Ouest de l'Arabie.

D'autres exégètes estiment que ce verset a été révélé à propos des tribus juives des Banu Quraydhah et Banu Al-Nadir avec lesquelles Mahomet aurait conclu une trêve contre paiement du tribut (*jizya*), ajoutant qu'il s'agissait du premier tribut (*jizya*) perçu par les musulmans, et de la première humiliation des gens du livre par les musulmans.

L'exégèse d'Al-Suyyuti (décédé en 1505) rapporte une discussion entre Mahomet et le général perse Rustum, qu'il appelait à l'islam. Et si je refuse, demanda Rustum? Mahomet répondit: Tu paies le tribut en état d'humiliation. Rustum demanda: Je connais le tribut (*jizya*), mais que signifie en état d'humiliation? Mahomet dit: Tu paies le tribut (*jizya*) debout alors que je suis assis, et le fouet au-dessus de ta tête.

3) La jizya comme partie du pacte de dhimma

Dans les deux messages de Mahomet cités plus haut, il n'est question que du paiement du tribut (*jizya*), en signe de soumission au pouvoir islamique. Mais le *pacte d'Omar*, attribué au deuxième calife, Omar ibn Al-Khattab (une paternité que certains contestent, toutefois¹) ne fait pas mention de la *jizya*. Ce pacte se présente comme une demande de protection de la part des chrétiens adressée au calife. Nous en produisons ici une traduction faite par Bernard Dick, d'après le texte arabe d'Ibn Al-Kayyim Al-Jawziyya²:

C'est une lettre des chrétiens de telle et telle ville à l'esclave de Dieu, Omar, Prince des Croyants.

Quand vous vous êtes présenté à nous, nous avons sollicité de vous la protection pour nous-mêmes, nos descendants, nos biens et tous les membres de notre communauté. Nous nous sommes imposés:

_

Voir notamment https://goo.gl/Fwg59f

http://goo.gl/2F7Pdo, texte arabe: http://goo.gl/YzPpYo. Voir une autre version en français d'après Tartusi, dans Fattal, op. cit., p. 60-63.

- de ne construire dans notre ville et ses alentours ni couvent, ni église, ni cure, ni cellule de moine;
- de ne pas réparer ceux qui sont détruits ni de redonner vie à ceux qui ne font pas partie du plan des musulmans;
- de ne pas interdire dans nos églises les musulmans qui veulent y pénétrer, tant de jour que de nuit. D'en ouvrir largement les portes pour les passants et les voyageurs;
- de recevoir pendant trois jours les musulmans qui y passent, de leur offrir le couvert:
- de n'abriter aucun espion ni dans nos églises ni dans nos maisons;
- de ne pas agir par tromperie à l'égard des musulmans;
- de ne pas enseigner le Coran à nos enfants;
- de ne pas nous montrer polythéistes et de ne pas inviter quelqu'un à le devenir:
- de n'interdire à quiconque de notre parenté d'entrer dans l'islam s'il le souhaite:
- de respecter les musulmans, de laisser nos sièges aux musulmans s'ils veulent s'asseoir et de ne pas les imiter en toute chose vestimentaire: couvrechef, turban, sandales, raie dans les cheveux. De ne pas utiliser leur langage, de ne prendre leurs noms, de ne pas monter en selle;
- de ne porter ni glaives ni autres armes. De ne pas graver de sceaux en arabe sur les bagues;
- de ne pas vendre d'alcool;
- de raser le devant de nos têtes, de nous imposer la même tenue partout où nous sommes et de porter des ceintures;
- de ne pas montrer nos croix et nos Livres au passage des musulmans ou dans les marchés. De ne pas mettre en vue les croix sur nos églises, de ne pas sonner les cloches en présence de musulmans;
- de ne pas sortir avec des rameaux ni faire de processions de Pâques. De ne pas élever la voix lors des enterrements et de ne pas montrer de flambeaux devant les musulmans. Que nos morts n'avoisinent pas les morts des musulmans;
- de ne pas prendre d'esclaves qui ont été touchés par les flèches des musulmans;
- de montrer leur chemin aux musulmans qui nous le demandent, de ne pas regarder dans les maisons des musulmans. Que les toits de nos maisons ne dépassent pas ceux des musulmans.

Nous nous sommes engagés ainsi que les membres de notre communauté; nous avons accepté pour eux votre protection. Si nous passons outre ces engagements, alors que nous vous avons donné nos garanties, c'est que n'avons pas d'honneur. Il serait alors de votre droit de prendre toutes les mesures contre les rebelles et les séditieux.

Quand ce pacte a été présenté à Omar, il aurait fait ajouter:

- de ne pas frapper un musulman;
- de ne pas racheter celui qui est fait prisonnier par les musulmans.

Cette version ne comporte aucune clause sur le tribut (*jizya*), mais la version rapportée par Ibn-'Asakir dit: Nous paierons le tribut (*jizya*) de notre main, en état de mépris¹.

L'écrasante majorité des exégètes se limite aux modalités vexatoires de perception du tribut (*jizya*), lequel doit être payé par les *dhimmis* en état de mépris afin de les pousser à se convertir à l'islam – nous y reviendrons. Mais des exégètes modernes tentent d'édulcorer le tribut (*jizya*) et de répondre aux détracteurs de l'islam en avançant que les musulmans, en contrepartie, doivent la protection aux *dhimmis*. Ainsi, les *dhimmis* ont bénéficié de la protection d'Abu-Obeyda, lorsque la Syrie était menacée par les troupes byzantines², et ce fait est signalé par quelques exégètes modernes mais ceux-ci ne mentionnent aucun élément dans le Coran ou la tradition prophétique qui puisse faire de cette attitude une règle générale. Si l'on se borne à ces dernières sources, le statut de *dhimmi* ne protège que contre les musulmans et l'ordre coranique du verset 113/9:29 ("Combattez ceux qui ...").

4) Explications des exégèses

Les exégèses que nous avons examinées³ procèdent à l'explication des termes du Coran, l'un après l'autre, en recourant à d'autres versets (il s'agit alors d'une interprétation interne du Coran), à des récits et aux pratiques de Mahomet, à la pratique des califes et leurs subordonnés et aux opinions des différents juristes. Ces explications répétitives sont parfois condensées en quelques lignes et parfois développées sur plusieurs pages. Nous en donnons ici une compilation que nous classons en trois catégories: exégèses traditionnelles, exégèses soufies, et exégèses modernes.

A) Exégèses traditionnelles

Les exégèses traditionnelles forment la grande majorité. On peut les résumer comme suit: les gens du livre, auxquels s'ajoutent d'autres groupes variant selon les écoles, doivent être combattus parce qu'ils n'adhèrent pas à l'islam, jusqu'à ce qu'ils acceptent de payer le tribut (*jizya*) en état de mépris. S'ils refusent de payer, il faut les tuer, les réduire en esclavage et piller leurs biens.

Nous allons suivre ici la méthode adoptée par les exégèses du verset H-113/9:29 qui consiste à commenter un terme après l'autre.

Combattez

Dans notre précédent ouvrage intitulé *Le Jihad dans l'Islam*, nous avons vu que le concept du *jihad* est passé par quatre étapes:

Voir les différentes versions du pacte d'Omar en arabe sur http://goo.gl/4rhFGr

² Abu-Youssuf: Le livre de l'impôt foncier, op. cit., p. 214-215.

Voir notre ouvrage Le tribut (*jizya*) dans l'islam: Interprétation du verset coranique 113/9:29 relatif au tribut (*jizya*) à travers les siècles, Createspace (Amazon), Charleston, 2016, 204 pages.

- Interdiction de répondre à l'agression
- Permission de répondre à l'agression
- Devoir de répondre à l'agression
- Devoir d'initier la guerre

Le verset H-113/9:5 appartient à la quatrième étape. Il dit:

Une fois écoulés les mois interdits, tuez les associateurs où que vous les trouviez, prenez-les, assiégez-les, et restez assis contre eux [dans] tout aguet. Mais s'ils se repentent, élèvent la prière, et donnent la dîme, alors dégagez leur voie. Dieu est pardonneur, très miséricordieux.

Ce verset est un ordre de tuer (*uqtulu*) les associateurs, leur donnant seulement le choix entre l'islam et l'épée. Le verset H-113/9:29, en revanche, donne un ordre de combattre (*qatilu*) ceux auxquels le livre fut donné, en leur proposant un troisième choix: le paiement d'un tribut (*jizya*). Comme pour le verset H-113/9:5, il s'agit ici d'une guerre offensive, et non pas défensive. Le verbe *uqtulu* du premier verset et le verbe *qatilu* du dernier verset ont tous deux la même racine *qatala*, ce qui ne ressort pas de la traduction française. Si en effet les gens du livre refusent de devenir musulmans, et refusent aussi de payer le tribut (*jizya*), il faut non seulement les combattre, mais aussi les tuer, les asservir, distribuer leurs femmes comme captives de guerre parmi les combattants musulmans, et prendre leurs biens, exactement comme le fait Daesh et comme c'est enseigné par les écoles et les facultés de l'Azhar. Des exégètes n'hésitent d'ailleurs pas à utiliser le verbe "*uqtulu*: tuez" au lieu de "*qatalu*: combattez".

Le verset H-113/9:29 dit que le paiement doit être effectué par une main et en état de mépris, des expressions très ambigües que les exégètes ont tenté d'éclaircir sans s'accorder sur leur véritable sens. Nous y reviendrons.

Ce verset donne, au premier abord, l'impression qu'il s'agit de combattre trois catégories de personnes "parmi ceux auxquels le livre fut donné", à savoir:

- ceux qui ne croient ni en Dieu ni au jour dernier;
- ceux qui n'interdisent pas ce que Dieu et son envoyé ont interdit; et
- ceux qui ne professent pas la religion de la vérité, parmi ceux auxquels le livre fut donné.

Mais les exégètes considèrent qu'il s'agit de trois raisons pour lesquelles il faut combattre ceux auxquels le livre fut donné, et plus précisément les juifs et les chrétiens qui sont expressément mentionnés au verset H-113/9:30. À ces deux groupes les exégètes en ont ajouté d'autres que nous verrons plus loin, sur la base d'un récit de Mahomet et d'autres considérations. La formulation "correcte" du verset H-113/9:29 correspondant à ce point de vue serait la suivante:

Combattez ceux auxquels le livre fut donné qui ne croient ni en Dieu ni au jour dernier, n'interdisent pas ce que Dieu et son envoyé ont interdit, et ne professent pas la religion de la vérité, jusqu'à ce qu'ils donnent le tribut (*jizya*) par une main, et en état de mépris.

Voyons donc ces éléments.

Ils ne croient pas en Dieu

Le Coran commande de combattre ceux auxquels le livre a été donné (juifs et chrétiens) parce qu'ils ne croient pas en Dieu. Pourquoi sont-ils considérés comme des mécréants? Les exégètes avancent les arguments suivants:

- Ils prétendent, par ruse et hypocrisie, croire en Dieu, mais en fait ils ne croient pas à l'unicité de Dieu, puisque les juifs croient qu'Esdras est fils de Dieu, et les nazaréens croient que le Messie est fils de Dieu et croient en trois divinités (référence aux versets H-113/9:30, H-92/4:171, H-112/5:73).
- Les juifs ont une conception morphologique de Dieu.

Ils ne croient pas au jour dernier

Les exégètes disent que les juifs et les chrétiens:

- Ne croient pas au jour de la résurrection, auquel il y a la rétribution des actes.
- Ne croient pas à l'existence du paradis et de l'enfer.
- Ne croient pas à ce qui est promis dans le Coran après la mort: à savoir la nourriture, les boissons, les rapports sexuels pour les bons, et le feu éternel pour les mécréants. Or celui qui croit au jour dernier, sans croire à ce que cela comporte, c'est comme s'il n'y croyait pas.
- Pensent que la résurrection se fait par l'esprit et non pas par le corps.

Ils n'interdisent pas ce que Dieu et son envoyé ont interdit

Ceci se manifeste selon les exégèses par ce qui suit:

- Les juifs et les chrétiens n'interdisent pas ce que Dieu et ses messagers interdisent dans la Torah, l'Évangile et le Coran.
- Ils nient la qualité de Mahomet en tant que prophète comme prévue par Moïse et Jésus.
- Ils n'interdisent pas ce que Mahomet a interdit.
- Ils ne suivent pas la Bible qui prescrit de suivre Mahomet.
- Ils prennent le pot-de-vin et ont falsifié leur Bible.
- Les chrétiens consomment le vin et mangent du porc, et recourent au jeu de hasard, des choses interdites dans le Coran.

Ils ne professent pas la religion de la vérité

Les exégètes expliquent la clause ainsi:

- Les juifs et les chrétiens ne professent pas la vraie religion qu'est l'islam, toute autre religion étant fausse et abrogée par l'islam, comme le dit le Coran:
 - La religion auprès de Dieu est l'Islam. L'islam a abrogé les religions précédentes (H-89/3:19).
 - Quiconque recherche une religion autre que l'Islam, [cela] ne sera pas accepté de lui, et il sera, dans la vie dernière, des perdants (H-89/3:85).
 - Aujourd'hui, j'ai complété pour vous votre religion, j'ai accompli ma grâce envers vous, et j'ai agréé l'islam comme religion pour vous (H-112/5:3).

- La vérité est le qualificatif de Dieu. Ce qui signifie que les juifs et les chrétiens ne suivent pas la religion de Dieu, à savoir l'islam.
- Ils n'obéissent pas à Dieu comme font les musulmans.

Ceux auxquels le livre fut donné

Les reproches susmentionnés sont faits aux juifs et aux chrétiens, que le Coran unit dans ce qu'il appelle "ceux auxquels le livre est donné (*al-ladhin utu al-kitab*)", expression qui revient 18 fois dans le Coran. Pour désigner ces deux groupes, le Coran utilise aussi

- 3 fois l'expression "ceux auxquels une part du livre fut donnée" (*al-ladhin utu nasiban min al-kitab*).
- 8 fois l'expression "ceux auxquels nous avons donné le livre" (al-ladhin ataynahum al-kitab).
- 31 fois l'expression "gens du livre" (ahl al-kitab).

Les exégètes rapportent cependant des divergences dans la détermination de ce groupe. Certains estiment qu'on accepte le tribut (*jizya*) de tous les juifs et de tous les chrétiens. D'autres en revanche ne l'acceptent que des juifs et des chrétiens non arabes, d'autant que Mahomet a ordonné de ne laisser qu'une seule religion, l'islam, dans la Péninsule arabe, et que les juifs et les chrétiens y ont été soit massacrés soit chassés par Mahomet et les califes après lui. Les chrétiens arabes, selon ces juristes, n'ont que le choix entre l'islam et l'épée. Certains font la distinction entre ceux qui étaient chrétiens avant la venue de Mahomet, et ceux devenus chrétiens après sa venue. Ces derniers ne devraient avoir le choix qu'entre l'islam et l'épée. En cas de doute, on accepte d'eux le tribut (*jizya*) mais on interdit d'épouser leurs femmes et de manger de la viande d'animaux égorgés par eux.

Des exégètes ajoutent à ces deux groupes les zoroastriens (*al-majus*), et certains les sabéens, mentionnés conjointement avec les juifs, les chrétiens dans les versets suivants:

Ceux qui ont cru, les juifs, les nazaréens, et les sabéens, quiconque [parmi eux] a cru en Dieu et au jour dernier, et a fait une bonne œuvre, auront leur récompense auprès de leur Seigneur, nulle crainte pour eux, et ils ne seront point attristés (H-87/2:62).

Ceux qui ont cru, les juifs, les sabéens, les nazaréens, les mages, et les associateurs, Dieu décidera parmi eux le jour de la résurrection. Dieu est témoin de toute chose (H-103/22:17).

Ceux qui ont cru, les juifs, les sabéens, et les nazaréens, quiconque [parmi eux] a cru en Dieu et au jour dernier et a fait une bonne œuvre, nulle crainte pour eux, et ils ne seront point attristés (H-112/5:69).

Ils ont aussi joint les samaritains. Mais les exégètes disent que certains juristes, tout en acceptant le tribut (*jizya*) des zoroastriens, des sabéens et des samaritains, interdisent d'épouser leurs femmes ou de manger des animaux égorgés par eux. Mahomet aurait ainsi dit: "Prenez le tribut (*jizya*) des zoroastriens, mais n'épousez pas leurs femmes et ne mangez pas des animaux qu'ils égorgent". Comme pour les juifs et les chrétiens, certains estiment que le tribut (*jizya*) ne saurait être accepté

des zoroastriens arabes, mais seulement des zoroastriens non arabes. Les zoroastriens arabes, selon ces juristes, n'ont que le choix entre l'islam et l'épée. Lorsque Mahomet envoya un message exigeant des gens de La Mecque qu'ils se convertissent à l'islam, au risque de se voir déclarer la guerre, ils lui reprochèrent d'avoir accepté le tribut (*jizya*) des zoroastriens, lui demandant de les traiter comme eux, il répondit que les zoroastriens avaient un prophète, qu'ils ont tué, et un livre, qu'ils ont brûlé.

Le verset 113/9:29 exclut implicitement les polythéistes, lesquels n'ont le choix qu'entre l'islam et l'épée, selon le verset 113/9:5. Ce dernier commande en effet de les tuer partout où on les trouve. Toutefois, les exégètes signalent que certains juristes admettent le tribut (*jizya*) de tous les polythéistes, à l'exception des polythéistes arabes. Ces juristes cependant sont unanimes à refuser le tribut (*jizya*) des apostats, lesquels n'ont le choix qu'entre le retour à l'islam ou l'épée.

Al-Maturidi (décédé en 944) donne les raisons de la distinction entre les gens du livre, les polythéistes arabes et les polythéistes non arabes:

- Les polythéistes n'ont ni religion ni livre sur quoi se baser, contrairement aux gens du livre, avec lesquels on peut argumenter.
- Ils ont promis que si un message des leurs leur venait, ils y croiraient, selon le verset M-55/6:109 qui dit: "Ils ont juré par Dieu avec force serments, que s'il leur venait un signe, ils y croiraient". Or les signes leur sont venus; on les combattra donc jusqu'à ce qu'ils accomplissent ce qu'ils ont promis.
- Mahomet est des leurs. On ne doit donc pas leur permettre d'avoir une autre religion que la sienne.
- On admet que les gens du livre restent dans leur fausse religion, contrairement aux polythéistes, par respect pour leurs ancêtres qui suivaient la Torah et l'Évangile avant qu'ils ne soient abrogés et altérés. On leur accorde un sursis, espérant ainsi qu'ils examinent leurs vieux livres et reconnaissent que Mahomet est un prophète véridique en voyant les bienfaits de l'islam, la force de ses preuves et le grand nombre de personnes qui y adhèrent. Comme les gens n'aiment pas être humiliés et avilis, le sursis leur permet de voir la gloire de l'islam et l'humiliation de la mécréance, ce qui les pousse à se convertir à l'islam.
- Les polythéistes arabes étaient peu nombreux. On pouvait donc les combattre, contrairement aux autres, que les musulmans ne peuvent combattre sans risquer de subir un préjudice.

La dernière raison est importante, et montre que la détermination de ceux dont on admet le tribut (*jizya*) dépend de la force en présence. Les juristes ont dû faire reculer les limites indiquées par le Coran, à savoir que seuls les gens du livre pouvaient se prévaloir du choix de payer le tribut (*jizya*) au lieu de se convertir ou de se faire tuer. À rappeler ici que les musulmans ont massacré environ 80 millions d'hindous et détruit d'innombrables temples en application des normes islamiques

qui donnent aux non-monothéistes le choix entre l'épée et la conversion à l'islam. C'est le génocide le plus important dans l'histoire humaine¹.

Comme on le voit, les exégètes ont divergé sur les groupes desquels les musulmans pouvaient accepter le tribut (*jizya*). Ces exégètes discutent aussi des personnes qui doivent payer le tribut (*jizya*). Ils estiment que seuls les hommes doivent s'acquitter du tribut (*jizya*) parce que le verset dit "Combattez". Ce qui signifie que seuls ceux qui combattent sont tenus de payer. En sont exceptés les femmes, les enfants, les vieillards, les handicapés et les aveugles, du fait qu'ils ne participent pas au combat. Omar aurait instruit l'armée de ne combattre que ceux qui combattent les musulmans, et de ne pas tuer les enfants et les femmes. Mais un récit dit que Mahomet aurait instruit Mu'adh en l'envoyant au Yémen de faire payer tout adulte, qu'il soit homme ou femme. Les moines qui vivent isolés dans les cellules et les couvents sont dispensés du tribut (*jizya*), contrairement aux moines des églises. Si le tribut (*jizya*) a été imposé sur quelqu'un qui, par la suite, devient moine, il reste perçu de lui. Les esclaves ne sont pas soumis au tribut (*jizya*), car le Coran dit "jusqu'à ce qu'ils donnent". Or, les esclaves ne peuvent donner car ils ne possèdent rien.

Choix entre l'islam, la jizya et l'épée

Les exégètes délimitent les personnes assujetties au tribut (*jizya*). Mais en fait, en cas de refus du paiement du tribut (*jizya*) par ces personnes, l'ensemble de leur communauté n'aura le choix qu'entre la conversion à l'islam et l'épée. Ce qui implique en outre l'asservissement des femmes et des enfants, et la mainmise des musulmans sur les biens.

Le terme tribut (*jizya*) dérive du verbe *jaza*, qui peut avoir deux sens opposés:

- Punir, châtier, sanctionner pour un délit, un méfait.
- Rétribuer, récompenser, rémunérer un travail, un bienfait, un service.

Les exégèses traditionnelles, qui représentent la grande majorité, insistent sur le fait que le paiement du tribut (*jizya*) doit être accompagné de mesures vexatoires basées sur l'expression coranique "en état de mépris" (voir plus loin). Par conséquent, c'est le premier sens qui prévaut chez eux. Le tribut (*jizya*) est aussi perçu comme une contrepartie financière payée par les non-musulmans pour avoir la vie sauve et pour ne pas être asservi. Et dans ce dernier cas, elle correspond à la rançon (*fidya*) payée pour la libération d'un captif, terme qu'on trouve dans les versets 87/2:184 et 196; H-94/57:17. Partant de l'idée de sanction, les exégètes traditionnels insistent sur le fait que l'acceptation du tribut (*jizya*) par les musulmans ne signifie en aucun cas une acceptation de la mécréance des non-musulmans. Les musulmans les laissent dans leur fausse foi en les soumettant à des mesures vexatoires afin de les amener à se convertir.

Quant aux exégètes modernes, sans écarter totalement l'humiliation de ceux qui paient le tribut (*jizya*), ils tentent de justifier le tribut (*jizya*) en soulignant le deu-

Voir sur ce génocide les liens suivants: http://goo.gl/23mkTi; http://goo.gl/fCN5wi; http://goo.gl/eUvhax; http://goo.gl/msKNvQ

xième sens. Ils estiment que le tribut (*jizya*) est payé en contrepartie de la protection et des services que l'État islamique assure aux *dhimmis*.

Le Coran ne précise pas le montant du tribut (*jizya*). Les exégètes signalent que ce montant varie selon les juristes qui invoquent des pratiques divergentes de Mahomet et des califes. Certains classent les gens en trois catégories: les riches, la classe moyenne et les pauvres qui ont un gagne-pain (ceux qui n'en ont pas sont dispensés). D'autres fixent un montant unique pour tous, quelle que soit leur situation. Le tribut (*jizya*) peut être payé en espèces ou en nature. Ainsi Mahomet aurait accepté des Yéménites le paiement du tribut (*jizya*) en habits. Certains font la distinction entre les contrées ouvertes par la force, et celles qui se rendent en vertu d'un traité. Dans ce dernier cas, le tribut (*jizya*) est fixé par le traité. Certains juristes disent que le tribut (*jizya*) doit être payé à la fin de l'année, d'autres disent au début de l'année. Et si un non-musulman se convertit à l'islam avant le paiement, il en est dispensé. Il en va de même pour celui qui n'a pas les moyens de s'en acquitter, mais certains estiment qu'il devra alors le payer plus tard, lorsqu'il le pourra.

La jizya doit être payée par une main

Comme nous l'avons vu plus haut, l'expression "*'an yadin*" que nous traduisons "par une main" a été comprise de différentes manières par les quatre autres traducteurs cités plus haut. On trouve le même embarras chez tous les exégètes. Nous indiquons ici les différents sens qu'ils lui donnent:

- Les musulmans prennent le tribut (*jizya*) en position de force.
- Les *dhimmis* paient le tribut (*jizya*) en se soumettant et dans l'incapacité de résister.
- Ils doivent payer le tribut (*jizya*) personnellement, sans intermédiaire.
- Ils doivent payer l'argent par une main dans la main de celui qui reçoit.
- Ils doivent payer le tribut (*jizya*) au comptant et sans retard.
- Ils doivent non seulement payer, mais aussi accepter de le faire, volontairement.
- Ils doivent venir remettre le tribut (jizya) à pied, et non pas sur une monture.
- Ils doivent payer le tribut (*jizya*) débout, humiliés, alors que celui qui le reçoit doit être assis.
- Ils doivent payer en reconnaissant que les mains des musulmans sont supérieures aux leurs.
- Ils doivent payer en reconnaissant la faveur que leur font les musulmans en acceptant d'eux le tribut (*jizya*).
- Ils doivent payer seulement s'ils sont capables de le faire.
- Ils doivent payer en se soumettant aux normes de l'islam.

La jizya doit être payée en état de mépris

Comme pour l'expression précédente, l'expression "wa-hum saghurun" que nous traduisons "en état de mépris" a été comprise de différentes manières par les quatre autres traducteurs cités plus haut. Ici aussi, les exégètes ont largement divergé dans sa compréhension.

Le terme *saghirun* provient du verbe *saghara* qui signifie devenir petit, utilisé sous ses différentes formes treize fois dans le Coran. Les occurrences les plus pertinentes sont les suivantes:

Lorsqu'un signe leur parvient, ils disent: "Nous ne croirons que lorsqu'on nous donnera du semblable à ce qui fut donné aux envoyés de Dieu". Dieu sait le mieux où il met son envoi. Un mépris (*saghar*) auprès de Dieu et un châtiment fort toucheront ceux qui ont commis le crime pour ce qu'ils complotaient (M-55/6:124).

[Dieu] dit [à Satan]: "Descends d'ici, tu n'as pas à t'y enfler. Sors, te voilà parmi les méprisés (*saghirin*)" (M-39/7:12).

C'est là qu'ils furent vaincus et retournèrent méprisés (saghirin) (M-39/7:119).

Elle dit: "Voilà donc celui à propos duquel vous me blâmiez. Je l'ai sollicité, mais il s'est protégé. S'il ne fait pas ce que je lui ai ordonné, il sera emprisonné, et sera parmi les méprisés (*saghirin*)" (M-53/12:32).

Retourne vers eux [avec le présent]. Nous irons chez eux avec des soldats contre lesquels ils ne peuvent rien, et nous les ferons sortir [de leur pays] humiliés, en état de mépris (saghirun)" (M-48/27:37).

Dans tous ces versets, ainsi que dans le verset H-113/9:29, le terme concerné désigne un état d'humiliation et de mépris. Voyons comment les exégètes traditionnels l'ont interprété:

- Les *dhimmis* doivent payer le tribut (*jizya*) humiliés, contraints. S'ils donnent le tribut (*jizya*) volontairement ou malgré eux, ils n'en acquièrent aucun mérite pour l'autre vie.
- Lorsqu'ils paient, il faut les frapper derrière la nuque, ou les tirer par la barbe et les frapper sur les joues.
- Ils sont tirés par leurs habits jusqu'au lieu où le tribut (*jizya*) est perçu, en les secouant avec force et en les violentant.
- Lorsqu'ils paient, il faut leur dire: payez le tribut (*jizya*), ou le droit de Dieu, ô *dhimmis*, ou ô ennemis d'Allah.
- Ibn-Abbas dit qu'on prend le tribut (*jizya*) de l'un d'eux et on met le pied sur leur nuque.
- Ibn-Kathir (décédé en 1373) explique qu'il ne faut pas honorer les *dhimmis* ou les placer au-dessus des musulmans; bien au contraire: ils sont humiliés, avilis, citant le récit de Mahomet: "Il ne faut pas commencer par saluer les juifs et les chrétiens, et si vous les rencontrez dans la route, poussez-les vers le coin le plus étroit". C'est pourquoi Omar leur a imposé ces conditions connues pour les humilier et les avilir (voir ces conditions plus haut).
- Nidham-al-Dine Al-Naysaburi (décédé en 1446) dit: on prend le tribut (*jizya*) en tant qu'humiliation, le *dhimmi* étant debout et le recevant assis, lui donnant l'ordre de sortir l'argent de sa poche, de courber l'échine, baisse sa tête et verse le montant dans la balance. Celui qui reçoit l'argent le tient par la barbe et le frappe sur ses joues. Ceci n'est pas obligatoire mais préférable.

Le paiement du tribut (*jizya*) est en soit considéré comme une humiliation. Dans son ouvrage *Al-Ahkam al-sultaniyyah*, Mawerdi (décédé en 1058) rapporte un mot d'Abu-Hanifa qui dit: "Je ne l'impose pas aux Arabes pour que l'humiliation ne les atteigne pas." Ibn-Khaldoun (décédé en 1406) écrit: "Une tribu ne paie des impôts qu'après s'être résignée à la plus humble soumission: la docilité fiscale. Les impôts et les taxes sont une marque de soumission et d'oppression que les âmes fières ne supportent pas, à moins de les préférer à la mort"².

B) Exégèses soufies

Nous avons examiné six exégètes soufis dont les positions concernant le verset 113/9:29 divergent:

- Makki Ibn Abu-Talib (décédé en 1045): cet exégète interprète le verset 113/9:29 selon le sens traditionnel.
- Abd-al-Karim Al-Qushayri (décédé en 1072): cet exégète interprète le verset 113/9:29 selon le sens ésotérique.
- Abd-al-Qadir Al-Jilani (décédé en 1166): cet exégète interprète le verset 113/9:29 selon le sens traditionnel.
- Ahmad Ibn-Umar Najmuddine Kubra (décédé en 1220): cet exégète interprète le verset 113/9:29 selon le sens ésotérique.
- Isma'il Haqqi (décédé en 1715): cet exégète interprète le verset 113/9:29 selon le double sens traditionnel et ésotérique.
- Ibn-'Ajiba (décédé en 1808): cet exégète interprète le verset 113/9:29 selon le double sens traditionnel et ésotérique.

L'explication ésotérique consiste à dire qu'il faut combattre les mauvais penchants de l'âme, considérée comme le principal ennemi de la personne; il faut donc l'humilier et la dominer (Al-Qushayri). L'âme a eu des inspirations divines, mais elle est a été écartée par ses passions; il faut le lui faire payer en la soumettant par l'humiliation à la force de la loi divine (Kubra). Au reste, nous citons les propos d'Al-Jilani, qui ne diffèrent pas de ceux des exégètes traditionnels:

Combattez, ô conquérants protecteurs de la religion de Dieu, les polythéistes qui ne croient pas en Dieu et son unicité, ni au jour dernier préparé pour la rétribution des actes, même si leur bouche énonce la foi par ruse et hypocrisie. Ne tenez pas compte de leur foi alors qu'ils ne respectent pas les exigences de la foi, puisqu'ils n'interdisent pas ce que Dieu et son envoyé ont interdit, et donc ne professent pas la religion de la vérité descendue en toute vérité. Et ce afin qu'ils puissent atteindre au noyau de l'unicité, même s'ils prétendent que le livre leur a été donné alors qu'ils ne s'y conforment pas. Combattez-les jusqu'à ce que vous les humiliiez et qu'ils paient le tribut (*jizya*), qui constitue une protection pour eux. Ils doivent le payer en étant vaincus, méprisés, humiliés, en les prenant par leur barbe et en les frappant sur leurs joues.

¹ Mawerdi, op. cit., p. 301.

² Ibn-Khaldoun: Discours sur l'histoire universelle, op. cit., vol. I, p. 281; et aussi p. 282-283.

C) Exégèses modernes

Les exégèses modernes, publiées après l'abolition du tribut (*jizya*) par l'Empire ottoman au milieu du XIXe siècle, répètent souvent ce que disent les exégèses traditionnelles, sans faire mention de cette abolition, et tentent de légitimer l'imposition du tribut (*jizya*), afin d'écarter les reproches qu'on lui fait.

Le grand exégète irakien Alusi (décédé en 1854) peut être considéré comme le point de bascule entre les exégètes traditionnels et les exégètes modernes. Cet exégète répète les mesures vexatoires contre les *dhimmis* qui doivent accompagner le paiement du tribut (*jizya*). Il regrette que ces mesures n'aient plus cours de son temps et signale que les *dhimmis* ont désormais la prééminence sur les musulmans au point qu'on accepte d'eux l'envoi du tribut (*jizya*) via un tiers. Or ceci, dit-il, est inadmissible en islam – ils doivent l'apporter eux-mêmes, à pied, et non sur une monture. Il attribue ce changement à la faiblesse de l'islam, et demande à Dieu de punir celui qui en est la cause. Il indique que des *dhimmis* ont été affectés à des fonctions publiques, dont la collecte des impôts des musulmans, et que certains ressentent le besoin de recourir à eux et d'embrasser leurs mains. Tout cela est interdit en islam. Le musulman a le droit de les tuer s'ils viennent prélever les impôts.

L'exégète ibadite d'origine algérienne Muhammad Ibn-Yussef Atfiyyash (décédé en 1914), auteur de deux exégèses, répète les mesures vexatoires contre les *dhimmis* dans la première exégèse mais signale que seul l'imam équitable, ou son lieutenant, a le droit de collecter le tribut (*jizya*), et s'il est incapable de les protéger, il ne peut le demander. Il rapporte l'opinion selon laquelle le *dhimmi* est pris par sa barbe et giflé sur ses joues pendant qu'on lui dit "Paie le droit d'Allah, ô ennemi d'Allah", et il ajoute "mais la gifle doit être légère". Cette expression est absente dans sa deuxième exégèse.

L'exégète irakien Muhammad Jamal-al-Dine Al-Qassimi (décédé en 1914) rapporte les mesures vexatoires mais dit que cela est contraire à la tolérance de l'islam. Il se réfère à Ibn-al-Qayyim, qui estime que les termes wa hum saghirun (que nous traduisons par "en état de mépris") désignent la soumission aux normes de Dieu. Ces mesures n'ont été rapportées ni de Mahomet ni de ses compagnons. Il cite l'ouvrage de Muhammad Abdou intitulé Al-Islam wal-nusraniyyah, selon lequel l'islam assurait aux non-musulmans une vie normale, sans tracasseries, tant qu'ils respectaient l'ordre public, contre un peu d'argent. Il cite aussi l'ouvrage de Rafiq Al-'Adhm intitulé Ashhar mashahir al-islam selon lequel l'islam reconnaît le principe de la non-contrainte. Celui qui refuse d'entrer dans l'islam doit se soumettre à l'autorité des musulmans et leur verser une partie de ses biens servant à lui assurer la protection de ses biens, de son honneur et de sa vie, comme ce fut le cas avec les chrétiens de Najran. Ces derniers ont été expulsés parce qu'on craignait qu'ils subvertissent les musulmans et parce qu'ils pratiquaient les intérêts. Mais leurs terres ont été compensées ailleurs et ils ont continué à être bien traités. Il ajoute que lorsque les tatars se sont convertis à l'islam, Ibn-Taymiyyah a insisté pour que tous les prisonniers soient libérés, y compris les prisonniers dhimmis.

L'exégèse Al-Manar, rédigée par le syrien Muhammad Rashid Rida (décédé en 1935), sur la base des lecons de l'Égyptien Muhammad Abdou (décédé en 1905), explique la phrase 'an yadin, que nous traduisons "par une main", dans le sens de "capables de s'en acquitter", sans être opprimés ni exténués, et l'expression wa hum saghirun, que nous traduisons "en état de mépris", dans le sens de "soumis au pouvoir des musulmans". Il dit que l'imposition du tribut (jizya) aux dhimmis vise à faciliter leur conversion à l'islam "en voyant la justice et les vertus des musulmans qui sont plus proches de la bonne direction de leurs prophètes qu'euxmêmes. S'ils deviennent musulmans, la justice et l'unité se réalisent. Mais s'ils refusent de se convertir, l'unité entre les musulmans et les non-musulmans se fait sur la base de l'égalité dans la justice. Et du moment qu'ils paient le tribut (jizya), les musulmans doivent les protéger et leur assurer la liberté dans leur religion selon les conditions du traité du tribut (jizva)". Ce commentateur estime que les exégètes ont mal expliqué le tribut (jizya), en chargeant le verset de qui est contraire à la justice et à la miséricorde de l'islam. Le tribut (jizya), dit Al-Manar, est un impôt sur les personnes, payé par les *dhimmis* selon leurs capacités, en cédant leur pouvoir et en reconnaissant le pouvoir des musulmans, sans possibilité d'y résister. Il estime que le tribut (jizya) était payé par les dhimmis pour les défendre, et ils en étaient dispensés s'ils participaient au combat. Il indique que Khalid Ibn-al-Walid avait conclu un traité de dhimma avec Saluba Ibn-Nastuna, traité selon lequel ses gens devaient payer le tribut (jizya) tant qu'ils étaient protégés par lui, sinon ils ne le devaient pas.

Sayyid Qutb (décédé en 1966) dit que le verset 113/9:29 commande de combattre les gens du livre qui dévient de la religion de Dieu jusqu'à ce qu'ils paient le tribut (*jizya*) en état de mépris. La paix n'est possible avec eux qu'à cette condition. On ne les contraint pas à devenir musulmans, en raison de la norme islamique "Nulle contrainte dans la religion", mais on ne les laissera suivre leur religion que sur la base d'un accord dans ce sens avec les musulmans. Les gens du livre, avec leurs croyances erronées dénoncées par le verset 113/9:29, sont en guerre contre la religion de Dieu et la société musulmane. Aucune cohabitation n'est possible entre leur vision et la vision de l'islam. Et comme l'islam est la seule vraie religion, il doit écarter les obstacles qui se dressent devant la liberté des gens de le choisir, en détruisant tout pouvoir basé sur une autre religion jusqu'à sa soumission et l'acceptation de payer le tribut (*jizya*). Ainsi, le but du tribut (*jizya*) est triple:

- En donnant le tribut (*jizya*), le *dhimmi* reconnaît sa soumission et son renoncement à s'opposer à l'appel à la religion de Dieu.
- Il contribue aux dépenses de la protection de sa personne, de ses biens et de son honneur, que garantit l'islam aux gens de *dhimma*.
- Il contribue à la caisse des musulmans qui garantit la sécurité sociale et la subsistance à toute personne sans travail, y compris les *dhimmis*.

L'exégète chiite d'origine iranienne Tabataba'i (décédé en 1981) dit que le but du tribut (*jizya*) payé par les *dhimmis* est une contribution à leur protection et leur bonne administration. Il n'est nullement question de les humilier ou de se moquer d'eux, ce qui serait contraire à la dignité de l'islam. L'expression wa hum saghirum, que nous traduisons par "en état de mépris", doit être comprise dans le sens de

l'acceptation de l'autorité musulmane, sans prétendre à une identité indépendante pouvant émettre leurs fausses croyances et leurs dogmes hallucinants, avec ce qu'implique le fait de donner le tribut (*jizya*) de leurs propres mains comme humiliation. L'expression 'an yadin, que nous traduisons "par une main", signifie remettre l'argent par leur main dans la main des musulmans, où les musulmans doivent avoir le pouvoir sur les *dhimmis*, et ces derniers ne doivent pas se montrer hautains envers les musulmans. Le sens du verset serait alors: "Combattez les gens du livre parce qu'ils ne croient ni en Dieu ni au jour dernier de façon acceptable, non déviante, n'interdisent pas ce que l'Islam interdit et qui peut compromettre la société humaine, et ne professent pas une religion conforme à la création divine. Combattez-les et continuez de les combattre jusqu'à ce qu'ils soient humiliés, se soumettent à votre gouvernement, et donnent une contribution qui leur est imposée en signe de leur humiliation, contribution qui sera dépensée pour les protéger, sauvegarder leur sang, et les administrer".

L'exégète sunnite d'origine jordanienne Ibrahim Al-Qattan (décédé en 1984) dit que le verset 113/9:29 commande de combattre les gens du livre jusqu'à ce qu'ils deviennent musulmans ou paient le tribut (*jizya*), soumis et obéissants. Il ajoute que le tribut (*jizya*) est payé par les non-musulmans pour contribuer au budget de l'État qui les protège, protège leurs biens et leur honneur, ce qui correspond à ce que paie le musulman avec la *zakat*. Il cite l'accord conclu par un des émirs d'Omar.

Le commentaire de l'Azhar (publié en 1998) dit:

Ô vous les croyants, combattez les incroyants parmi les gens du livre dont la foi en Allah n'est pas sincère, qui ne croient pas véritablement à la résurrection ni à la rétribution, qui ne s'astreignent pas à renoncer à tout ce qu'Allah et son Messager ont interdit, qui n'embrassent pas la vraie religion qui est l'islam. Combattez-les jusqu'à ce qu'ils croient ou qu'ils vous versent la *jizya* en toute humilité, de bonne grâce et cela afin qu'ils participent à l'établissement du trésor de l'État islamique.

Ce commentaire ajoute dans la note:

L'objectif de cette taxe était la protection des gens du livre contre toute agression, car ces derniers n'avaient point à participer à la guerre ni à défendre autrui. Il était juste alors qu'ils paient cette taxe en échange de la protection et du profit qu'ils tiraient à jouir des services offerts par l'État. Elle coïncide avec ce que le musulman doit payer (à l'État) tel que le cinquième du butin, aumône des biens, l'aumône de la rupture du jeûne, ainsi que les différents rachats pour ses péchés. Cet argent est dépensé sur les pauvres parmi les non-musulmans qui la payent. Cette taxe ne vise aucunement à humilier ni à punir ceux qui la payent, car ceci est incompatible avec la justice de l'islam.

L'exégète sunnite d'origine égyptienne Al-Sha'rawi (décédé en 1998) dit que le tribut (*jizya*) est une contrepartie, un salaire, que les *dhimmis* paient pour leur protection et la sauvegarde de leur vie. Il serait faux de croire que l'islam s'est répandu par l'épée, sans quoi il ne resterait aucun non-musulman. "L'islam a rendu un bon service aux non-musulmans en les laissant en vie et dans leur religion, sans

contrainte. Ils devaient donc payer le prix pour cette grâce que Dieu leur a accordée par l'islam. En plus, ils vivent dans un milieu de foi, au sein duquel le pouvoir revient à l'islam, et les musulmans se chargent de les protéger et d'assurer leur vie, leurs familles, leurs biens et toute autre chose. Et si le musulman paie la zakat au trésor public qui veille sur les intérêts des pauvres et des musulmans, les nonmusulmans vivant dans la société musulmane en profitent. Ils doivent donc y contribuer. Par ailleurs, les non-musulmans n'ont pas à combattre les ennemis de l'islam, si ce n'est à titre de volontaires. Le tribut (jizva) n'est donc pas une obligation imposée par la contrainte, mais la contrepartie d'un service que leur rend l'islam en les maintenant en vie et dans la religion qu'ils ont choisie. Il explique l'expression 'an yadin, que nous traduisons "par une main", dans un double sens: le dhimmi doit remettre le tribut (jizva) lui-même, par sa main, à pied, et non pas à cheval, ou il doit payer le tribut (jizya) selon sa capacité, et ainsi le démuni en est dispensé. Il explique l'expression wa hum saghirun, que nous traduisons "en état de mépris", dans le sens que le dhimmi doit payer debout, et celui qui reçoit doit être assis, parce que Dieu a voulu que l'islam soit supérieur. Et comme l'islam les a laissés en vie et ne les a pas contraints à devenir musulmans, ils doivent traiter avec les musulmans sans orgueil et se soumettre aux normes de l'islam, remettant le tribut (jizva) en état d'humilité.

L'exégète sunnite d'origine égyptienne Tantawi (décédé en 2010) donne le sens suivant au verset 29: Combattez les gens du livre jusqu'à ce qu'ils paient le tribut (*jizya*) volontairement, en étant soumis à votre pouvoir parce que ceux qui ne croient ni en Dieu, ni au jour dernier méritent cette humiliation dans cette vie, et leur châtiment dans l'autre vie est encore plus sévère et plus persistant. Il ajoute que le tribut (*jizya*) est une contrepartie pour ce qu'ils reçoivent et pour la cessation du combat contre eux ainsi qu'une participation à l'élévation de l'État islamique qui assure la protection de leurs personnes, de leurs biens, de leur honneur, de leur croyance et de leurs lieux sacrés. C'est également une reconnaissance de leur soumission aux normes de cet État. Et s'ils paient le tribut (*jizya*), nous sommes tenus de les protéger et de les traiter avec bonté et miséricorde. Il donne plusieurs exemples de pratiques bienveillantes de la part des musulmans, citant la parole de Mahomet: "Celui de ma nation qui opprime quelqu'un au bénéfice d'un traité ou le surcharge au-dessus de ses capacités, je serai son adversaire".

L'exégète sunnite d'origine syrienne Al-Sabouni (vivant), qui a rédigé deux exégèses, répète dans la deuxième le sens traditionnel des expressions vexatoires du verset 113/9:29 et dit que Dieu a établi une exception en faveur des gens du livre, lesquels sont appelés à entrer dans l'islam. S'ils refusent, ils doivent payer le tribut (*jizya*), sinon ils doivent être combattus jusqu'à ce qu'ils se soumettent à la religion de Dieu et acceptent le jugement de Dieu. Le tribut (*jizya*) est le signe de l'acceptation par les non-musulmans de vivre à l'ombre du système islamique et de se soumettre à l'État islamique et à toutes ses normes. Il est aussi le signe de la collaboration entre les *dhimmis* et l'État islamique, sans se révolter contre lui. Il explique que le tribut (*jizya*) est une contrepartie minime que paient les gens du livre pour la protection que l'État islamique leur assure et les services dont ils pro-

fitent. Le but n'est donc pas de piller leurs biens, mais de s'assurer que les gens du livre acceptent de vivre sous le pouvoir de l'islam et de lui obéir.

L'exégète chiite d'origine iranienne Shirazi (décédé en 1981) explique l'expression wa hum saghirun, que nous traduisons "en état de mépris", dans le sens d'accepter l'humiliation, ce qui signifie que le dhimmi accepte de paver le tribut (jizva) en état de soumission à l'islam et au Coran. C'est le signe d'une vie pacifique, et de l'acceptation que la minorité protégée paie un tribut (jizva) à la majorité qui gouverne. Certains exégètes estiment qu'il s'agit d'humilier les gens du livre, mais cela est contraire aux normes tolérantes de l'islam ou de la constitution qui nous est parvenue en rapport avec le traitement des minorités. Il ajoute que le tribut (jizya) n'est qu'une des clauses que les non-musulmans doivent accepter. Ainsi ils ne doivent pas soutenir les ennemis de l'islam, ni avoir des médias hostiles à l'islam, ni empêcher le développement de l'islam, car cela serait contraire à l'esprit de soumission et de collaboration avec les musulmans. Il ajoute que les non-musulmans bénéficient de plus de droits que les musulmans puisqu'ils ne s'exposent pas à la guerre, tout en ne payant qu'un montant minime pour leur protection. Il cite à cet égard l'accord conclu par Khalid Ibn-al-Walid avec Saluba Ibn-Nastuna et sa communauté dans lequel il s'engage à les protéger en échange du paiement du tribut (jizya), et à leur rendre ce dernier s'il manque à cet engagement. Shirazi conclut: "Tous les reproches avancés dans ce domaine sont invalides, et il est prouvé que le pouvoir de l'islam est un pouvoir juste et équitable".

D'autres exégèses modernes renoncent à ce procédé de légitimation du tribut (*jizya*) et se limitent à répéter les explications données par les exégètes traditionnels. Nous nous limitons ici à citer la dernière figurant dans la deuxième partie de notre ouvrage et qui constitue l'exégèse officielle de l'Arabie saoudite, établie par plusieurs professeurs sous la direction d'Al-Turki, ex-recteur de l'Université Muhammad Ibn-Sa'ud et ex-ministre saoudien des affaires religieuses. Cette exégèse dit:

Ô musulmans, combattez les mécréants qui ne croient pas en Dieu, ni à la résurrection et à la rétribution, ne s'éloignent pas de ce que Dieu et son messager ont interdit, et ne se soumettent pas aux normes de la sharia islamique parmi les juifs et les chrétiens, jusqu'à ce qu'ils paient le tribut (*jizya*) que vous leur imposez par leurs mains, soumis et humiliés.

On constate que cette exégèse n'admet le tribut (jizya) que des juifs et des chrétiens.

D) Position des coranistes

Le courant minoritaire des coranistes tente par tous les moyens de trouver des réponses à toutes les objections aux normes coraniques qui heurtent la conception moderne des droits de l'homme, et il n'admet de la Sunnah de Mahomet que ce qui n'entre pas en conflit avec le Coran, censé être la vraie parole de Dieu, seul écrit à bénéficier du sceau de l'authenticité.

Le chef de file de ce courant, Ahmad Subhi Mansour, Égyptien exilé aux États-Unis, a écrit un article le 28 novembre 2006¹ en rapport avec le verset 113/9:29. Nous en donnons ici les éléments essentiels.

Cet auteur estime que le combat prévu dans le Coran est strictement défensif, selon les versets 87/2:190 et 194, et son but est d'empêcher la subversion (*fitna*) dans la religion, terme qu'il interprète dans le sens de la persécution religieuse ou la contrainte de faire changer les dogmes des gens. L'objectif du combat est de laisser les gens libres dans le choix de leurs croyances, laissant à Dieu le jugement en ce qui concerne ce choix fait en toute liberté. D'où le verset "Combattez-les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de subversion" (H-87/2:193, réitéré dans H-88/8:39).

Par conséquent, le verset H-113/9:29 "Combattez ceux qui ne croient ni en Dieu ni au jour dernier" ne concerne que ceux des gens du livre qui agressent, et ne saurait s'étendre aux pacifiques parmi eux, l'agression n'ayant pas lieu d'être dans l'islam – elle ne fait que répondre à l'agression. Ce verset parle d'une société agressive qui s'attaque aux musulmans. Dans ce cas, il est nécessaire de répondre à l'agression. Et en cas de victoire sur l'agresseur et de son expulsion vers son pays, il faut le contraindre à payer le tribut (*jizya*), et non pas à entrer dans l'islam. Le tribut (*jizya*) est dans ce cas une sanction telle que celle prévue dans les traités signés par l'État vainqueur avec l'État vaincu, surtout lorsque celui-ci a initié l'agression. Et c'est ce qui est arrivé avec l'Allemagne lors des deux guerres mondiales, et avec l'Irak après son invasion du Koweït.

Dans un article² du 10 avril 2007, le coraniste Ali Abd-al-Jawwad dit que les prédécesseurs ont laissé une fausse compréhension de certains versets, dont le verset 113/9:29 relatif au tribut (*jizya*), laissant entendre que Dieu aurait donné à chaque État musulman le droit de percevoir un tribut (*jizya*) des gens du livre, citoyens pacifiques, supérieur à ce qu'ils perçoivent des citoyens musulmans, les traitant ainsi comme des citoyens de deuxième zone. Or ceci est contraire au principe islamique de l'égalité entre tous les gens, principe prévu par le verset H-91/60:8: "Dieu ne vous interdit pas, concernant ceux qui ne vous ont pas combattus dans la religion et ne vous ont pas fait sortir de vos demeures, d'être bons et équitables envers eux. Dieu aime les équitables". Comment Dieu pourrait nous commander l'équité avec ceux qui ne nous combattent pas et ne nous font pas sortir de nos demeures, et en même temps nous commander de prendre le tribut (*jizya*) des gens du livre pour la simple raison qu'ils diffèrent de nous dans la religion? De ce fait, il faut comprendre le verset 113/9:29 sans observer les ouvrages, récits et histoires islamiques falsifiés.

Ce verset concerne des gens du livre qui s'étaient alliés aux mécréants de La Mecque contre les musulmans et avaient trahi les musulmans lors des combats. Il fallait donc les punir soit en les expulsant de leurs maisons et en séquestrant leurs biens, soit en exigeant annuellement la moitié de leurs moissons. D'où le terme *jizya*, qui signifie sanction, imposée par la force contre des gens vaincus, humiliés.

_

http://goo.gl/Jdgexg. Voir aussi son article du 12 juin 1997 dans Rose Al-Youssuf http://goo.gl/RfJAl7

² http://goo.gl/C4A4TN

Et c'est le sens de l'expression 'an yadin wa hum saghirum. Seuls donc les agresseurs sont soumis au tribut (jizya), mais pas les autres. Mais les savants religieux ont estimé que le tribut (jizya) est imposé aux gens du livre pour la simple raison qu'ils sont des gens du livre, et avancent que le tribut (jizya) est la contrepartie de leur protection par les musulmans. Ce qui donne l'impression que les nonmusulmans acceptent que leurs pays soient occupés par les musulmans au nom de leur protection. Or, ils n'ont pas demandé une telle protection. L'islam serait ainsi aux yeux de nos frères chrétiens une religion de bandits et de suprématistes, une religion raciste qui ne traite pas les gens sur un pied d'égalité. Or, le verset en question ne donne pas aux pays musulmans le droit de distinguer entre les citoyens sur la base de la religion en ce qui concerne les taxes prélevées, puisqu'ils sont égaux dans la citoyenneté.

On voit donc que les coranistes considèrent le tribut (*jizya*) comme une sanction. Non pas comme une sanction pour la mécréance, comme le soutiennent les exégètes, mais pour l'agression, au même titre que les sanctions modernes contre les États agresseurs. Ils rejettent l'idée que le tribut (*jizya*) serve à convertir les gens à l'islam, ou constitue une contrepartie à la protection des *dhimmis*, tout comme ils rejettent la guerre offensive en vue d'étendre la Terre de l'islam et répandre sa religion.

5) Abolition de la jizya par l'Empire ottoman en 1855

L'Empire ottoman a perpétué le système islamique classique régissant les rapports avec les minorités religieuses. Toutefois, devant les pressions externes, il a dû revoir ce système, recourant aux règles empruntées aux législations occidentales. Ainsi il a promulgué la loi du 19 janvier 1869 qui a soumis l'acquisition, la perte, le changement et la preuve de la nationalité à des règles semblables à celles connues en Occident. Mentionnons les points essentiels de cette loi qui remplace le système islamique.

L'article 1^{er} dit que "tout individu né d'un père ottoman et d'une mère ottomane, ou seulement d'un père ottoman, est sujet ottoman". Avec cet article, la loi établit une distinction nette entre nationalité religieuse et nationalité civile. La nationalité ottomane se transmet par le sang. Tout musulman n'est plus désormais en cette seule qualité citoyen ottoman. Par ailleurs, les non-musulmans de l'empire se voient accorder la citoyenneté sans devenir musulmans. L'article 3 stipule que tout étranger majeur qui a résidé durant cinq années consécutives dans l'empire peut obtenir la nationalité. Ce qui signifie qu'il n'est plus nécessaire d'embrasser la religion musulmane pour devenir ottoman. L'article 5 permet d'acquérir la nationalité étrangère avec l'autorisation du gouvernement ottoman. Cette loi était applicable tant à l'égard des États européens qu'à l'égard des États musulmans. Ainsi, dans le traité d'établissement conclu entre la Turquie et la Perse, le 14 décembre 1873, l'article 6 spécifie que, malgré leur caractère de musulmans, les Perses établis en Turquie sont des ressortissants étrangers.

Le *Hatti-Chérif de Gulhane* (3 novembre 1839) qui énonçait le début des *Tanzimat*, les réformes, déclare accorder une sécurité parfaite aux habitants de l'empire dans leur vie, leur honneur et leur fortune, de quelque religion ou secte qu'ils puis-

sent être. Le 7 mai 1855, la Porte promulgua un *firman* abolissant deux mesures de discrimination contre les non-musulmans: le tribut (*jizya*) et la limitation du service militaire aux seuls musulmans. Les non-musulmans, cependant, accueillirent mal cette dernière mesure. Ainsi les orthodoxes de Roumélie annoncèrent leur intention d'émigrer en masse dans les montagnes et même de gagner les frontières des pays voisins. Le gouvernement finit par exempter du recrutement les populations des provinces limitrophes. Il accorda aux non-musulmans le choix entre le service militaire ou le paiement d'une somme d'argent (*badal*)¹.

6) Projets visant à réhabiliter la jizya

Nous avons vu que les exégètes modernes, y compris les vivants, continuent de parler du tribut (*jizya*) comme le faisaient les exégètes anciens, et vont jusqu'à le légitimer.

Il n'est donc pas étonnant de trouver le tribut (*jizya*) dans le Projet constitutionnel du *Parti de la libération islamique*², où trois articles le mentionnent:

Art. 130 - Tout bien dont l'affectation est soumise à l'avis et à l'*ijtihad* du Chef de l'État est considéré comme propriété étatique, tel que les impôts, les impôts fonciers (*kharaj*) et le tribut (*jizya*) payé par les non-musulmans.

Art. 144 - Le tribut (*jizya*) est dû par les *dhimmis*. Il est prélevé auprès des hommes majeurs capables de le payer; en sont exclus les femmes et les enfants.

Art. 149 - Les recettes fixes du Trésor public sont constituées de tout le butin (fay'), du tribut (jizya), du cinquième du trésor enfoui (rikaz) et de la zakat. Ces biens seront toujours collectés par l'État, qu'il en ait besoin ou non.

Le mémoire explicatif dit à propos de l'article 144:

Le tribut (*jizya*) est basé sur le Coran et la Sunnah. Dieu dit: "Combattez ceux qui ne croient ni en Dieu ni au jour dernier, qui n'interdisent pas ce que Dieu et son envoyé ont interdit, et ne professent pas la religion de la vérité, parmi ceux auxquels le livre fut donné, jusqu'à ce qu'ils donnent le tribut (*jizya*) par une main, et en état de mépris" (H-113/9:29; le mémoire ne cite que la phrase: jusqu'à ce qu'ils donnent le tribut (*jizya*) par une main, et en état de mépris).

Quant à la Sunnah, "l'envoyé de Dieu a écrit aux zoroastriens de Hajar, les appelant à l'islam; celui qui se convertit à l'islam cela est accepté de lui, sinon il lui est imposé le paiement du tribut (*jizya*) mais on ne mange pas de la viande de l'animal égorgé par eux et on n'épouse pas leurs femmes". Le tribut (*jizya*) est pris seulement de celui qui en en mesure de le payer en raison de l'expression "'an yadin", c'est-à-dire en fonction de la capacité. Il est pris des hommes, les femmes et les enfants étant exclus en raison de ce que dit Muhammad à Mu'adh: "Prends un dinar de chaque pubère", et du fait que Mahomet "a imposé le tribut (*jizya*) d'un dinar sur chaque pubère parmi les Yémé-

¹ Voir ce point dans notre ouvrage: Non-musulmans en pays d'Islam, op. cit., p. 105-109.

Voir le texte arabe amendé de ce projet sur http://goo.gl/xnbHZI. Il est muni d'un mémoire explicatif en deux volumes: vol. 1: http://goo.gl/bHU4Vt; vol. 2: http://goo.gl/cSXiH9. Voir la traduction française de la version originale de ce projet dans notre ouvrage: Projets de constitutions islamiques et déclarations op. cit.

nites", le terme pubère étant au masculin, ce qui démontre qu'on ne prend le tribut (*jizya*) ni des femmes ni des impubères. Omar a écrit aux émirs des soldats "d'imposer le tribut (*jizya*), mais ni aux femmes ni aux enfants, et de ne l'imposer qu'à ceux sur qui le rasoir est passé". On ne connaît pas de dénégation de cette norme devenue unanime. De même on ne le prend pas des fous, par analogie avec les enfants.

L'article 179 dit:

Il est strictement interdit de conclure un traité militaire et tout autre traité similaire ou connexe comme les traités politiques et de location de bases ou d'aéroports. Il est en revanche permis de conclure des traités de bon voisinage, économiques, commerciaux, financiers, culturels et d'armistice.

Le mémoire explique:

La paix entre les musulmans et les mécréants ne peut se faire que s'ils acceptent de payer le tribut (*jizya*) et de se soumettre au pouvoir des musulmans parce que l'islam a ordonné aux musulmans de donner trois choix aux mécréants qu'ils combattent: l'islam, le tribut (*jizya*) ou la guerre. Si la paix est conclue alors qu'ils sont mécréants, cette paix ne peut se faire qu'en cas de paiement du tribut (*jizya*) et leur soumission au pouvoir islamique (mémoire, vol. 2, p. 202).

Pour ce parti, les musulmans doivent mener le combat pour étendre l'islam, qu'ils soient agressés ou pas¹.

Le professeur égyptien Ahmad Hamad Ahmad, docteur en droit de la Sorbonne, a publié en 1988, et réédité en 2000, un ouvrage en arabe intitulé *Proposition de loi unifiée régissant les armées islamiques*². Cette proposition de loi se veut conforme au droit musulman, et précise à son article 202:

Il ne sera pas tenu compte des coutumes ou des lois internationales dans le domaine militaire si elles sont contraires à un des objectifs du droit musulman (maqassid al-shari'ah) ou viole l'un de ses textes.

Cette proposition de loi distingue entre un pays conquis sans guerre en vertu d'un traité et un pays conquis à la suite d'une guerre (art. 165).

Si un pays est conquis sans guerre, ses habitants ayant un Livre révélé (*Ahl al-kitab*) ont le choix entre payer le tribut (*jizya*) ou le double de la *zakat* (impôt religieux) s'ils répugnent à payer le tribut (*jizya*). Quant à ceux qui n'ont pas de Livre révélé, le chef de l'État est libre de les traiter comme *Ahl al-kitab* ou de leur donner le choix entre l'Islam et la mort (art. 169 et pp. 134-135). Les habitants du pays conquis sont libres de rester dans le pays ou de le quitter (art. 174).

Deux ans plus tôt, le même professeur avait publié une autre proposition de loi devant régir les rapports entre les pays musulmans et les pays étrangers dans laquelle on lit:

Pour plus de détails concernant ce parti, voir notre ouvrage Le jihad dans l'islam: Interprétation des versets coraniques relatifs au jihad à travers les siècles, Createspace (Amazon), Charleston, 2016, p. 39 et sv.

² Ahmad: Nahwa qanun muwahhad lil-jiyush al-islamiyyah, op. cit.

Art. 87 - Chaque pays musulman a le droit d'imposer le paiement du tribut (*jizya*) ou/et de l'impôt foncier (*kharaj*) à l'encontre de chaque pays étranger qu'il pressent comme un danger pour sa sécurité. Il peut aussi réduire en esclavage ceux de leurs ressortissants (*a'yan*) qu'il emprisonne, permettre leur rachat ou les tuer¹.

7) Retour à la *jizya* par Daesh

Daesh a imposé aux chrétiens de Riqqa et d'Al-Qaryatayn² en Syrie un pacte de sécurité dont le contenu est le même. Le pacte imposé aux chrétiens de Riqqa, daté du 22 Rabi al-thani 1435 hégire (14 février 2015), est intitulé "Le texte du pacte de sécurité ('ahd aman) donné par l'État islamique aux chrétiens de Riqqa en contrepartie de leur soumission aux normes de sécurité (ahkam al-dhimma)". Le pacte imposé aux chrétiens d'Al-Qaryatayn, daté du 15 dhu al-qi'da 1436 hégire (30 août 2015), porte le titre "Texte du pacte de sécurité ('aqd al-dhimma)" et comporte une ligne à la fin de chaque page où on lit "Établissement des normes d'Allah sur les chrétiens d'Al-Qaryatayn".

Nous traduisons ici le pacte imposé aux chrétiens de Riqqa:

Au nom de Dieu, le tout miséricordieux, le très miséricordieux

Le texte du pacte de sécurité ('ahd aman) donné par l'État islamique aux chrétiens de Riqqa en contrepartie de leur soumission aux normes de sécurité (ahkam al-dhimma)

Louange à Dieu qui a raffermi l'islam par son recours, a humilié le polythéisme par sa victoire, qui dit dans le texte révélé:

Combattez ceux qui ne croient ni en Dieu ni au jour dernier, qui n'interdisent pas ce que Dieu et son envoyé ont interdit, et ne professent pas la religion de la vérité, parmi ceux auxquels le livre fut donné, jusqu'à ce qu'ils donnent le tribut (*jizya*) par une main, et en état de mépris (H-113/9:29).

Nous témoignons qu'il n'y a pas de dieu que Dieu, unique, qui a rendu véridique sa promesse, a secouru son serviteur, a raffermi ses soldats, a vaincu seul les coalisés, il n'y a de dieu que Dieu, nous n'adorons que lui, lui vouant la religion, mais cela répugne aux mécréants.

Nous témoignons que Mahomet est son serviteur et son envoyé, prière et salut sur lui, le tueur rieur (*al-dahuq al-qattal*)³, que Dieu a envoyé avant l'heure de la résurrection avec l'épée afin que Dieu soit le seul adoré, et lui a révélé les chapitres de *Bara'ah* (Quittance) [H-113/9], d'*Al-Ahzab* (Les coalitions) [H-90/33] et *Al-Qital* (Le combat) [H-95/47]⁴.

² Le pacte de Riqqa https://goo.gl/fkroPu, et le pacte d'Al-Qaryatayn https://goo.gl/4Uuoyx

Ahmad: Figh al-jinsiyyat, op. cit., p. 350: http://goo.gl/9l6aGi

Selon un récit attribué à Mahomet, il aurait dit: "Ana al-dahuq al-qattal" Je suis le rieur tueur. Sur ce récit, voir l'article suivant en arabe: http://goo.gl/MEkSS0.

⁴ Il s'agit de trois chapitres parmi les plus violents du Coran. Usuellement, le chapitre Bara'ah (Quittance) [H-113/9] porte le titre Al-Tawbah (Le revenir], [H-90/33] et Al-

Nous témoignons que Jésus fils de Marie est le serviteur de Dieu, son envoyé et sa parole, donné à Marie, et un esprit de lui. Dieu dit:

Jamais le Messie ne rechigne [à] être un serviteur de Dieu, ni les anges rapprochés. Ceux qui rechignent à l'adorer et s'enflent, c'est vers lui qu'il les rassemblera tous (H-92/4:172).

Louange à Dieu pour l'affermissement de l'islam et la grâce de la consolidation du pouvoir, et à lui le remerciement durable jusqu'au jour de la présentation et du jugement.

Vu ce qui précède, c'est ce que 'Abd-Allah Abu-Bakr Al-Baghdadi, l'émir des croyants, a accordé aux chrétiens de Raqqa comme pacte de sécurité pour leurs personnes, leurs biens, leurs églises et les descendants dans la Province de Riqqa, leurs églises ne seront pas détruites, ni réduites, ni privées de leur contenu, et ils ne seront ni expropriés de leurs biens, ni contraints dans leur religion, ni exposés à un dommage quelconque.

Il leur a imposé les conditions suivantes:

- 1) Il leur est interdit de construire une église, un monastère ou un ermitage, ou de réparer ce qui en tombe en ruine.
- 2) Il leur est interdit de montrer une croix ou quoi que ce soit de leurs livres sur les chemins ou les marchés des musulmans, et d'utiliser un haut-parleur quand ils font leurs prières. Il en est de même de tous leurs cultes.
- 3) Il leur est interdit de faire entendre aux musulmans une quelconque récitation de leurs livres ou le son de leurs cloches. Ces dernières ne pourront être utilisées qu'au sein de leurs églises.
- 4) Il leur est interdit d'entreprendre de quelconques actes hostiles envers l'État islamique, tels qu'abriter des espions et des personnes recherchées par la justice de l'État islamique, ou ceux parmi les chrétiens ou autres dont la conspiration est prouvée, ou de les aider à se cacher, à transiter ou autre. S'ils ont connaissance d'une quelconque conspiration à l'égard des musulmans, ils devront les dénoncer immédiatement.
- 5) Ils sont tenus de ne pas manifester le moindre culte en dehors de leurs églises.
- Ils ne doivent empêcher aucun chrétien de se convertir à l'islam s'il le souhaite.
- 7) Ils doivent honorer l'islam et les musulmans, et ne rien critiquer de leur religion.
- 8) Ils doivent payer le tribut (*jizya*) sur chaque mâle adulte parmi eux, dont le montant est de quatre dinar d'or (on entend ici par dinar d'or ce qui avait cours dans les transactions, parce que sa valeur est fixe, et son poids est d'un *mithqal*¹ d'or pur, ou l'équivalent de 4,25 grammes d'or)¹ pour les

Qital (Le combat) porte le titre Muhammad [H-95/47]. Les deux titres semblent choisis pour inspirer plus de frayeur.

Le mithqal est une unité de mesure de masse égale à 4,25 grammes et principalement utilisée pour les métaux précieux. Le dinar d'or est égal à 1 mithqal. Ce mot arabe, issu

riches, et la moitié pour la classe moyenne, et le quart pour les pauvres, sans rien nous cacher de leur situation, montant qu'ils peuvent payer en deux versements par an.

- 9) Il leur est interdit de posséder une arme.
- 10) Il leur est interdit de vendre du porc ou du vin à des musulmans ou sur leurs marchés, et il leur est interdit de boire du vin ouvertement c'est-à-dire dans les lieux publics.
- 11) Ils auront leurs propres cimetières, comme d'ordinaire.
- 12) Ils sont tenus de respecter les normes établies par l'État islamique relatives à la décence dans l'habillement, la vente, l'achat, etc.

S'ils respectent les conditions qu'ils ont acceptées, ils ont la garantie de Dieu et la protection de Mahomet, l'envoyé de Dieu, prière et salut sur lui, pour leurs personnes, leurs terres et leurs biens. Rien de leurs droits ou de leur religion ne sera changé, aucun évêque ne sera évincé de son évêché, et aucun moine de son monastère. Ils ne payeront le dixième de leurs biens que s'ils importent des biens pour le commerce de l'extérieur des frontières de l'État islamique. Quiconque a un droit sur un musulman ou autre, la justice de l'Islam tranchera parmi eux, sans oppression, et personne ne sera tenu responsable d'un délit d'autrui.

Ils ont la garantie de Dieu et la protection de Mahomet, l'envoyé de Dieu, prière et salut sur lui, jusqu'à ce que Dieu décide, tant qu'ils respectent les conditions prévues dans ce document.

Mais s'ils violent une quelconque disposition de ce document, nulle protection pour eux – l'État islamique en Iraq et en Syrie aura alors le droit d'agir contre eux comme il a le droit d'agir contre les rebelles et les séditieux.

L'État islamique en Iraq et en Syrie

22 Rabi al-thani 1435 (14 février 2015)

Nous passons sur les atrocités commises par Daesh contre ceux qui refusent de payer le tribut (*jizya*)² et sur l'expulsion des chrétiens de Mossoul parce qu'ils ne voulaient pas le payer.

Selon une information du 12 avril 2016, Daesh a appelé, dans une vidéo, les chrétiens du Liban à se convertir à l'islam ou à payer le tribut (*jizya*) afin de sauvegarder leur sang³.

Une information du 6 janvier 2014 mentionne un tweet d'un cheikh saoudien qui demande d'imposer le tribut (*jizya*) aux chiites saoudiens, considérés par lui

de la racine th.q.l: "peser", est apparenté à l'hébreu shekel (sheqel, racine sh.q.l: "peser").

L'État islamique frappe sa propre monnaie depuis 2014, en remplacement de la livre syrienne et du dinar irakien. Le cours du dinar d'or est fixé à 120 € pour 4,25 grammes, celui du dirham d'argent à 87 centimes et le fils de cuivre vaut environ 5 centimes (http://goo.gl/fEbVkf).

² Voir par exemple en arabe http://goo.gl/1g2FKG, https://goo.gl/OPV5Fd

³ http://goo.gl/ofljcr

comme non-musulmans. Il y dit: "Les chiites vivent parmi nous sans payer le tribut (*jizya*) qui leur est imposé par la sharia (...). Il faut exiger l'imposition du tribut (*jizya*) contre les non-musulmans qui séjournent dans les pays musulmans". Il poursuit: "Le tribut (*jizya*) sur les chiites est une obligation islamique qui a été écartée, alors que l'Envoyé a perçu le tribut (*jizya*) de leurs ancêtres, les zoroastriens de Bahreïn, Omar l'a perçu des zoroastriens de la Perse et autres, et Uthman l'a perçu des Berbères, et en cela il y a un consensus". Et d'ajouter: "Personne ne vous tuera si vous payez le tribut (*jizya*) et acceptez de vous soumettre au pouvoir de l'islam; la religion chiite sera alors reconnue comme une religion païenne indépendante, et vous serez libérés de l'hostilité de l'islam."

Une information rapporte que Muhammad Morsi, avant son élection à la présidence de l'Égypte, a déclaré dans une interview accordée à un journaliste au siège de son parti, que l'Égypte avait été ouverte une première fois par Amrou Ibn-al-'As, et que lui-même allait l'ouvrir une deuxième fois, y faisant entrer tous les chrétiens dans l'islam. Et s'ils refusent, ils devront payer le tribut (*jizya*) ou quitter l'Égypte². Une vidéo d'un groupe extrémiste égyptien soutenant Morsi menace les coptes de les assassiner s'ils refusent de payer le tribut (*jizya*)³. Une autre information rapporte qu'Al-Dhawahiri a demandé à Morsi après son élection de stopper la construction d'églises et d'exiger des chrétiens le paiement du tribut (*jizya*) s'ils veulent vivre en paix⁴. Une autre information indique que Yassir Burhami, vice-président du mouvement salafiste, qualifie les chrétiens de mécréants et leur demande de payer le tribut (*jizya*)⁵.

Selon une information du 13 septembre 2013, des musulmans ont tué deux chrétiens égyptiens parce qu'ils n'avaient pas payé le tribut (*jizya*). Les musulmans exigent des chrétiens vivant parmi eux de payer le tribut (*jizya*). La Voix des Martyrs rapporte que, dans un village d'Assiout, un musulman a exigé d'un chrétien qu'il lui verse près de 1500 dollars. Le chrétien a demandé l'aide de la police locale, mais en vain. Comme il n'a pas réussi à trouver l'argent, plusieurs musulmans sont allés à son domicile et l'ont abattu, lui et son cousin⁶.

Cela ne se limite pas aux pays musulmans. Une information du 22 mai 2016 rapporte que l'État islamique menace l'Inde dans une vidéo en anglais: "Il est strictement interdit d'adorer quiconque sauf Allah. Ces mécréants adorent la vache, le soleil et la lune. Il est strictement interdit de maintenir des liens avec ceux qui sont contre Allah. Acceptez l'Islam, payez le tribut (*jizya*), ou préparez-vous à être égorgés. Si les Indiens prétendent être malins et intelligents, dépensant énormément d'argent pour chercher et essayer de savoir ce que nous voulons vraiment, je voudrais leur faire savoir qu'ils ont trois options et ils peuvent choisir l'une, soit ils

¹ http://goo.gl/ofljcr

² http://goo.gl/XmWiyo

³ http://goo.gl/NJgOyN

⁴ http://goo.gl/e3b7Iv

⁵ http://goo.gl/4G6w8f

⁶ http://goo.gl/24Twk9, https://goo.gl/HDCb9z

acceptent l'Islam, soit ils paient le tribut (*jizya*), soit ils se préparent à être égorgés"¹.

Une information du 16 décembre 2015 rapporte que le gouvernement suédois est dans un état de panique après que des dizaines de ses citoyens ont reçu des lettres signées par l'El les menaçant et leur offrant trois choix: la conversion à l'islam, le paiement du tribut (*jizya*), ou la décapitation. Les lettres avertissaient leurs destinataires qu'ils avaient trois jours pour décider. Écrites en suédois, les lettres sont parvenues à des dizaines d'adresses, et dans différentes villes simultanément, dont Ronneba, Sigtuna, Vstroes et Stockholm².

Plusieurs vidéos de musulmans tant sunnites que chiites affirment que les musulmans doivent entreprendre la guerre contre les non-musulmans en Occident et leur imposer soit l'islam, soit le paiement du tribut (*jizya*). Et s'ils refusent ces deux choix, ils seront égorgés, leurs biens seront pillés et leurs femmes seront prises comme esclaves. Voir à cet effet:

En anglais et en arabe, interview partielle de l'Ayatollah Ahmed Al-Hassani Al-Baghdadi: https://goo.gl/JmzJ4x

En arabe: interview complète sur https://goo.gl/zJ9uz0

Voir un cheikh sunnite prêchant à la Mosquée de Jérusalem: en anglais et en arabe sur https://goo.gl/cyqIzk

Voir le représentant du *Hizb al-tahrir* en anglais et en arabe, interview partielle https://goo.gl/HldZXi

L'interview complète:

- 1 https://goo.gl/1wHSCs
- 2 https://goo.gl/kUTSyQ
- 3 https://goo.gl/HOiW7S

https://goo.gl/a7jF0u

² http://goo.gl/cukCsF

Partie IV. Thérapie de la violence

1) Ça n'a rien à voir avec l'islam?

Nous reprenons la question posée au début de cet ouvrage. Nous avons exposé largement les domaines où se manifestent la violence à l'intérieur de la société musulmane et la violence extérieure dirigée vers les non-musulmans, et nous avons fourni les normes musulmanes sur lesquelles cette violence se fonde. Sans doute, plusieurs facteurs peuvent intervenir dans la violence, mais on ne peut dire, à la lumière de nos analyses, que "ça n'a rien à voir avec l'islam". Bien au contraire. Si les musulmans mettaient en application les normes islamiques dans toutes leur rigueur, la situation serait encore pire, pour eux et pour l'humanité. S'ils ne le font pas, c'est

- soit parce qu'ils n'ont pas le pouvoir de le faire;
- soit parce qu'ils gardent un certain fond d'humanité qui les empêche de le faire.

Moins les normes musulmanes sont appliquées, mieux se portent la société et l'humanité. En effet, chaque fois que des musulmans ont réussi à prendre le pouvoir et ont appliqué la loi islamique, ils ont semé la désolation dans les régions qu'ils dominent. On l'a vu en Syrie, en Iraq, en Libye et ailleurs.

Ce n'est donc qu'en étant faibles ou minoritaires qu'ils se comportent plus ou moins correctement. Le Coran ne dit-il pas: "Que les croyants ne prennent pas les mécréants pour alliés hors des croyants. Quiconque fait cela, n'est pas [des alliés] de Dieu, à moins que vous ne les craigniez" (H-89/3:28). Et ailleurs: "Ne faiblissez donc pas et n'appelez pas à la paix, alors que vous êtes les plus élevés" (H-95/47:35).

Plus le nombre des musulmans augmente en Occident, plus leurs revendications et exigences se font jour. En France 29% des musulmans avouent leur refus de la République et mettraient la charia avant les lois et les valeurs occidentales. Or, appliquer la charia, c'est imposer l'islam dans toute sa rigueur liberticide, ses interdits et ses obligations... à tous, musulmans et non-musulmans. C'est la multiplication des agressions, voire de viols de femmes non voilées ou vêtues à l'occidentale; les épisodes récents de femmes en short agressées à Toulon¹ et ail-leurs en sont la démonstration².

-

https://goo.gl/nuje6Z

² https://goo.gl/zBKfUj

Faut-il donc maintenir les musulmans continuellement sous domination? Mais qui peut garantir que les musulmans resteront toujours faibles. Toute civilisation a eu ses heures de gloire sur le plan militaire et ses chutes. Le Coran dit à cet effet:

Si une plaie vous touche, une plaie semblable a touché les gens. Ceux-là sont les jours. Nous les alternerons parmi les humains, afin que Dieu sache ceux qui ont cru, et prenne parmi vous des témoins. Dieu n'aime pas les oppresseurs (H-89/3:140).

Les musulmans connaissent parfaitement ce verset et le répètent sans relâche, espérant retrouver leur pouvoir d'antan. Par ailleurs, la force militaire est relative. Même dominés, les musulmans peuvent garder le pouvoir de nuisance. Quelques "loups solitaires" avec peu de moyens sont capables de provoquer des massacres imprévisibles et difficiles à prévenir, comme on le constate avec les attentats terroristes. On peut installer des détecteurs de métaux partout, mais ils sont incapables de détecter la bombe idéologique qu'une personne porte dans sa tête. Et mettre les intégristes dans les prisons ne résout pas le problème : ils ne font que contaminer d'autres détenus de plus en plus acquis au fondamentalisme islamiste. En France, le nombre de personnes "radicalisées" répertoriées dans le fichier S serait de 11 000 personnes actives au moins, sur plus de 20 000 cas de la totalité des personnes référencées¹, et il faut quinze à vingt policiers pour suivre et s'occuper d'une seule personne fichée S². Alors que faire?

2) Langue de bois et dialogue interreligieux

En cas d'épidémie mettant la société en danger, tout pays qui se respecte, soucieux de sa sécurité, suit une procédure bien connue: recourir à des experts pour diagnostiquer l'épidémie, produire et administrer le médicament efficace aux personnes touchées par la pandémie. Le tout sans peur et sans recourir au mensonge. Trois choses sont nécessaires: la connaissance, la morale et le courage.

Or, aujourd'hui nos universités ne disposent pas d'experts capables de diagnostiquer correctement le mal, ou tentent de l'occulter. Peu de juristes sont formés en matière de droit musulman. Les politiciens, les intellectuels et les journalistes n'ont pas pour la plupart de bagage intellectuel suffisant pour comprendre les normes islamiques. Sans parler du manque de courage des uns et des autres. Chacun préfère éviter de se mouiller avec un sujet estimé trop délicat et qui peut vite dégénérer en procès coûteux et interminables intentés par des groupes peu scrupuleux qui n'ont pas à cœur l'intérêt du pays. Le résultat est simple: une erreur de diagnostic ne fait qu'aggraver la situation. Après la fusillade du 7 janvier 2015 qui a fait au moins 12 morts dans les locaux de Charlie Hebdo, les autorités françaises ont procédé à des arrestations pratiquement tous les jours, sur l'ensemble du territoire, apparemment parce que l'on s'est aperçu qu'il y avait un péril. Nous sommes donc fondés à poser une simple question à ces autorités: où étiez-vous avant, et que faisiez-vous? L'ignorance, et probablement d'autres raisons, sont derrière la décision de la Cour européenne des droits de l'homme condamnant une Autrichienne qui

_

https://goo.gl/7hMKMX

² https://goo.gl/CMCzXz

qualifie Mahomet de pédophile. Il en est de même de la décision de la commission des droits de l'homme qui a condamné la France pour interdiction du niqab. Mon compatriote disait: "Si un aveugle conduit un aveugle, ils tomberont tous deux dans une fosse" (Matthieu 15:14).

Certains disent tant qu'on dialogue, on ne fait pas la guerre. Mais le dialogue interreligieux qui n'est pas fondé sur la franchise, la vérité et le respect des droits de l'homme reste stérile et constitue une perte de temps. Les Églises chrétiennes rendent un mauvais service à leurs adeptes et aux musulmans en adoptant un discours de convenance et en soutenant les revendications des musulmans sans tenir compte des arrière-pensées et des conséquences, comme ce fut le cas en Suisse en matière de cimetières, d'abattage rituel et de minarets. Il suffit ici de signaler que les décennies de dialogue interreligieux initié par les Églises avec les musulmans n'ont même pas réussi à mettre un terme à la norme discriminatoire musulmane qui permet aux musulmans d'épouser des femmes non-musulmanes mais interdit le mariage des non-musulmans avec des femmes musulmanes. Sans sombrer dans le sarcasme, je dirais, en connaissance de cause, que le dialogue interreligieux n'a servi jusqu'à maintenant qu'à voyager et à manger aux frais de la princesse.

Il nous faut dire ici un mot à propos de la *Commission fédérale contre le racisme* qui ne manque pas de critiquer, à juste titre, toute discrimination dont sont victimes les musulmans. Mais à aucun moment elle n'a relevé les discriminations découlant de normes islamiques et provoquées par les musulmans en Suisse. Ceci est facilement démontrable à travers ses nombreux écrits publiés sur son site. Par cette attitude partiale et peu professionnelle, cette commission attise la xénophobie à l'égard des musulmans au lieu de la combattre. On ne saurait dire si cette attitude est due à son ignorance de la réalité ou à la manipulation de ses membres musulmans. L'un de ces derniers a d'ailleurs soutenu la proposition du professeur Christian Giordano pour l'application en Suisse du droit musulman par des tribunaux musulmans. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles certains groupes politiques demandent sa dissolution pure et simple. En France, la Licra, une organisation juive bénéficiant annuellement d'un demi-million d'euros de la part de l'État, intente des procès contre ceux qui critiquent l'islam en tant que partie civile et embauche l'argent en cas de réussite du procès.

3) Fermeté et cohérence

Un proverbe allemand dit: *Wasser predigen und Wein trinken* (prêcher l'eau et boire le vin). Le Coran dit dans le même sens:

Ô vous qui avez cru! Pourquoi dites-vous ce que vous ne faites pas? C'est une grande exécration, auprès de Dieu, que vous disiez ce que vous ne faites pas (H-109/61:2-3).

Aucune assurance au monde ne vous dédommage si vous laissez votre porte ouverte permettant à des voleurs de vous dévaliser. On est responsable de sa propre lâcheté et laxisme. Pour faire face à la violence des musulmans dans les pays occi-

_

Voir notre ouvrage: Avenir des musulmans en Occident: cas de la Suisse, Createspace (Amazon), Charleston, 2e édition, 2012, p. 70-73

dentaux, ceux-ci doivent être fermes et expliquer clairement aux musulmans les normes occidentales qu'ils doivent impérativement respecter.

Nous prenons un exemple imagé: si la reine d'Angleterre vient en visite officielle en France, on ne peut en aucune manière permettre à son chauffeur de conduire à gauche, quels que soient la sympathie et le respect que l'on puisse éprouver pour le monarque. Ce serait un grave danger pour elle et pour les autres.

L'exemple routier est choisi à dessein. À Paris, il existe des rues qui sont bloquées à l'heure de la prière musulmane du vendredi. Comment peut-on le tolérer, surtout que des pays musulmans l'on interdit (comme en Algérie)? On nous rabat les oreilles avec l'intégration: mais comment voulez-vous intégrer quelqu'un qui affirme que jamais il ne permettra à sa fille d'épouser un chrétien, alors même que les liens du sang sont la meilleure voie pour une véritable intégration? Et comment voulez-vous intégrer quelqu'un qui refuse d'être enterré avec des mécréants, qui veut être séparé d'eux jusque dans la mort? Il ne faut tolérer aucun passe-droit. "Qui vole un œuf vole un bœuf", dit la sagesse populaire. La moindre fissure dans la coque d'un navire peut le faire couler.

Il faut oser appeler un chat un chat. "Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous affranchira" (Jean 8:32). On dit en arabe: "Vaut mieux se fâcher aujourd'hui que regretter demain".

La vérité est que l'islam, sans un changement de fond en comble, est incompatible avec les lois occidentales et la modernité. C'est malheureusement la triste réalité. Voilà ce que dit le Président égyptien Abdel Fattah al-Sissi le 1^{er} janvier 2015 dans un discours capital devant les dignitaires et chercheurs de la prestigieuse université al-Azhar du Caire:

Nous devons considérer longuement et froidement la situation dans laquelle nous nous trouvons. Il est inconcevable qu'en raison de la pensée que nous tenons pour la plus sacrée, notre Oumma dans son ensemble soit source de préoccupations, de danger, de tueries et de destruction dans le monde entier. Impossible!

Il est inconcevable que cette pensée – je ne parle pas de "religion" mais de pensée – ce corpus des idées et des textes que nous avons sacralisés au cours des siècles, à tel point que les contester est devenu très difficile, puisse nous opposer le monde entier. Peut-on imaginer que 1,6 milliard de personnes puissent vouloir tuer le reste des habitants du monde – 7 milliards – pour pouvoir vivre? C'est impensable!

Pour sortir de l'impasse, des milieux libéraux estiment qu'ils ne sont tenus que par le Coran, parole de Dieu, rejetant la Sunnah, jugée de fabrication humaine et peu fiable, ayant été réunie dans des recueils rédigés longtemps après la mort de Mahomet. Ce courant (souvent appelé coraniste) cherche par-là à limiter la portée du droit musulman. À titre d'exemple, la peine de mort contre l'apostat et la lapidation pour adultère ne sont pas prévues par le Coran, mais par la Sunnah. Les adeptes de ce courant sont considérés par les autorités religieuses musulmanes comme apos-

-

https://goo.gl/k3zJ99

tats, et un des leurs, Rashad Khalifa, d'origine égyptienne, a été assassiné aux États-Unis en 1990 à la suite d'une fatwa émise contre lui par l'Académie de juris-prudence islamique en Arabie saoudite. Le cheikh Muhammad Abd-Allah Nasr (appelé cheikh Mizo), le prédicateur de la place Tahrir au Caire, a passé une année en prison pour ces idées, et fut libéré par grâce présidentielle le 5 janvier 2018. Pour ne pas être emprisonné de nouveau, il décida de laisser ses prêches réformateurs et s'est mis à vendre du poisson dans le quartier de Sayyida Zaynab au Caire¹. Séparer le Coran de la Sunnah est loin d'être suffisant. Il faut s'attaquer au Coran lui-même. Mais aucun intellectuel musulman vivant dans les pays musulmans n'oserait le faire. Et c'est le drame. Sans toucher au Coran, on continuera à tourner autour du pot. Mais si on n'ose pas toucher au Coran dans ces pays, il faut que les pays occidentaux le fassent. Je préconise à cet effet de prendre certaines mesures pour réduire, voire supprimer sa dangerosité.

Nous l'avons vu, le penseur soudanais Mahmud Muhammad Taha a demandé aux musulmans d'abandonner le Coran et l'islam médinois contraires aux droits de l'homme, et de revenir au Coran et à l'islam mecquois. Malheureusement les autorités politiques et religieuses des pays musulmans n'ont pas voulu de sa solution et il a été pendu en 1985 par le gouvernement soudanais sur instigation de l'Azhar, des Frères musulmans et de l'Arabie saoudite.

Poursuivant le raisonnement de Taha, j'estime que les pays occidentaux doivent interdire sur leurs territoires la distribution du Coran dans sa forme actuelle, et imposer une édition arabe et des traductions du Coran par ordre chronologique, comme je l'ai fait, permettant aux musulmans de faire usage de leur raison. Il faut en outre mettre au début du Coran l'avertissement suivant que j'ai produit au début de mon édition arabe et de mes traductions française, anglaise et italienne du Coran:

Comme les autres Livres sacrés, le Coran comporte directement, ou indirectement par le biais de la Sunnah de Mahomet que les musulmans doivent suivre, des normes contraires aux droits de l'homme reconnus aujourd'hui dans les documents internationaux. Nous invitons donc les lecteurs à le lire avec un esprit critique et à le placer dans son contexte historique, à savoir le VII^e siècle. Parmi les normes qui violent les droits de l'homme, qui inspirent les lois des pays arabes et musulmans, et que les mouvements islamistes voudraient appliquer, en tout ou en partie, nous signalons à titre d'exemples:

- L'inégalité entre les hommes et les femmes dans le mariage, le divorce, l'héritage, le témoignage, les sanctions et l'emploi, le mariage de filles impubères, et la circoncision masculine et féminine pratiquée sur des enfants.
- L'inégalité entre musulmans et non-musulmans dans le mariage, le divorce, l'héritage, le témoignage, les sanctions et l'emploi.
- La non-reconnaissance de la liberté religieuse, en particulier la liberté de changer de religion.

_

¹ Voir la vidéo https://www.youtube.com/watch?v=QAWfNricpEs

- L'exhortation à combattre les non-musulmans, à occuper leurs pays, à imposer aux non-musulmans le paiement d'un tribut (*jizya*) et à tuer ceux qui ne suivent pas les religions monothéistes.
- L'esclavage, la capture des ennemis et l'appropriation de leurs femmes.
- Les sanctions cruelles comme la mise à mort de l'apostat (qui abandonne l'islam), la lapidation de l'adultère, l'amputation des mains du voleur, la crucifixion, la flagellation et la loi du talion (œil pour œil, dent pour dent).
- La destruction des statues, des peintures et des instruments de musique, et l'interdiction des arts.
- La maltraitance envers les animaux et le meurtre des chiens de compagnie.

Signalons ici que la Cour européenne des droits de l'homme a clairement indiqué dans deux décisions que "La loi islamique est incompatible avec la démocratie et les droits de l'homme". Et qui dit loi islamique dit Coran, puisque ce dernier est la première source de la loi islamique.

4) Désacralisation des livres sacrés

Mettez un bandeau sur les yeux d'une personne puis confiez-lui le volant d'une voiture et vous verrez les dégâts. Nous l'avons vu, le musulman exécute les commandements d'Allah sans le moindre pincement de conscience. Il suit en cela Abraham que le Coran institue comme modèle suprême. Il est prêt à sacrifier son fils, sa mère et son père. Dieu passe avant les liens de parenté et avant la patrie. Que celle-ci soit à feu et à sang, cela lui importe peu. Ce qui compte est d'avoir la conscience tranquille et de vivre en paix avec Dieu! Dieu ne dit-il pas: "Ce n'est pas vous qui les avez tués, mais c'est Dieu qui les a tués" (H-88/8:17); "Tu ne trouveras pas des gens qui croient en Dieu et au jour dernier échangeant l'affection avec ceux qui se sont opposés à Dieu et à son envoyé, fussent-ils leurs pères, leurs fils, leurs frères, ou leur tribu" (H-105/58:22).

Rares sont les penseurs occidentaux informés du débat idéologique au sujet de la conception musulmane de la loi, et ce pour deux raisons. En premier lieu, ils ont oublié les épisodes dramatiques qui ont précédé la présente laïcisation. Ils jouissent des résultats des luttes menées par les générations passées pour séparer l'Église de l'État. Nous devons remarquer que bien que très violente, cette lutte-là est moins tragique que la lutte que la société musulmane devra probablement mener avant d'obtenir une séparation, non pas entre l'État et l'Église (laquelle n'existe pas dans la société musulmane) mais entre l'État et les lois religieuses. Et c'est la deuxième raison de l'inconscience des penseurs occidentaux. Ils n'ont jamais éprouvé une telle situation. Ils ignorent souvent la différence entre les deux sources fondamentales de loi musulmane (le Coran et la Sunnah) et l'Évangile. Le Coran et la Sunnah sont des textes légaux. La loi musulmane, d'après la grande majorité des constitutions musulmanes, est une source, voire la source principale de la loi. Séparer l'État des lois religieuses signifie en fait abandonner l'islam. Cela signifie apostasier, avec ses conséquences fatales. Al-Qaradawi, président du Conseil européen

-

¹ Voir mon article https://wp.me/p1gLKx-1hF

de la fatwa et de la recherche, explique que le chrétien peut bien être laïque tout en restant chrétien puisque la religion chrétienne ne comporte pas de normes juridiques. Ceci n'est pas le cas pour le musulman dont la religion régit aussi bien les choses spirituelles que temporelles. Par conséquent, écrit-il:

Le laïc [musulman] qui refuse le principe de l'application du droit musulman n'a de l'islam que le nom. Il est un apostat sans aucun doute. Il doit être invité à se repentir, en lui exposant, preuves à l'appui, les points dont il doute. S'il ne se repent pas, il est jugé comme apostat, privé de son appartenance à l'islam — ou pour ainsi dire de sa "nationalité musulmane", il est séparé de sa femme et de ses enfants, et on lui applique les normes relatives aux apostats récalcitrants, dans cette vie et après sa mort¹.

C'est un dilemme qui nécessite des efforts énormes de rationalisation et une grande liberté d'expression. Ces deux conditions manquent dans la société musulmane. Et ici la contribution de l'Occident est précieuse. L'Occident possède la liberté d'expression (bien qu'incomplète) et a atteint un haut niveau de rationalisation. Les penseurs occidentaux devraient analyser correctement le concept de la révélation et aider les penseurs musulmans à prendre part à une telle analyse.

Pour faire face aux islamistes, l'Occident devrait commencer à enseigner dans ses facultés de théologie et dans ses écoles que la révélation en tant que texte définitif et clos à jamais est un concept dangereux pour l'humanité. Si une telle idée est enseignée en Occident, elle peut progressivement faire par la suite son chemin chez les musulmans comme chez les juifs. Sans cela, le XXIe siècle sera ravagé par des guerres de religion, attisées par des hallucinés juifs, chrétiens ou musulmans, tous prétendant obéir à des ordres de Dieu donnés dans le passé lointain et invérifiables.

Le but de cette démarche est de créer la précondition pour la naissance d'un Siècle des Lumières dans la société musulmane ainsi que dans la société juive. Mais cela nécessite du courage.

Pour illustrer ce fait, un ami m'a cité une lettre reçue de Roger Arnaldez datée du 8 janvier 1988. Il y dit:

Je ne comprends pas qu'on puisse surtout au XXe siècle croire que le Coran est la parole même de Dieu, voire sa parole éternelle. Mais comment le dire ? Je l'ai suggéré dans un petit livre sur le Coran, mais non explicitement. Car je vous avoue que j'hésite à fâcher mes amis musulmans auxquels je tiens. J'ai peut-être tort, mais que faire?

Si les connaisseurs de l'islam n'ont pas le courage de dire la vérité par peur de perdre leurs amis musulmans, qui alors la dira?

5) Le soufisme serait-il une alternative?

Au lieu de présenter un examen théorique de la pensée soufie, je me permets ici de reproduire une discussion avec une lectrice française et un des tenants du soufisme

Yusuf Al-Qaradawi: Al-islam wal-'ilmaniyyah wajhan li-wajh, Mu'assasat al-risalah, Beyrouth, 3e éd., 1992, p. 73-74 https://goo.gl/gz9RhA.

en France, le professeur Éric Geoffroy, un converti à l'islam qui se prénomme Younès¹

La lectrice

Bonjour monsieur Aldeeb,

Un grand merci pour vos vidéos, vos brillantes recherches, votre courage et votre humour.

Je souhaiterais connaître votre point de vue au sujet de la mystique islamique, le soufisme.

Selon Éric Geoffroy, le soufisme peut être une alternative à la dérive islamiste et devenir une voie de réforme de l'Islam. Qu'en pensez-vous?

Merci pour vos réponses.

Sincères salutations.

Réponse de Sami Aldeeb

Merci de votre aimable message.

Je partageais le point de vue d'Éric Geoffroy jusqu'au jour où j'ai fait la connaissance d'une institutrice algérienne licenciée en philosophie provenant d'une famille soufie.

Cette institutrice a des vues très libérales concernant l'islam, voire agnostique, pour ne pas dire athées.

Elle m'a raconté ses misères avec sa famille qui la menace d'expulsion de la maison familiale si elle ne fait pas ses prières et n'observe pas le jeûne de Ramadan. N'étant pas mariée, elle ne pouvait quitter la maison. Par conséquent, elle est contrainte de vivre une double vie. Je vous épargne les autres détails.

Elle m'affirme qu'il n'existe aucune secte dans l'islam plus intolérante que le soufisme.

Voilà donc un témoignage direct.

J'ai assisté une fois à une conférence de soufis à Lausanne, et j'ai remarqué comment ces gens savent bien vendre leur marchandise frelatée. Malheureusement c'était avant de faire la connaissance de l'amie algérienne. Autrement j'aurais posé des questions au conférencier.

Personnellement je ne connais aucun soufi musulman qui permet qu'un musulman quitte l'islam, ou que sa fille épouse un chrétien.

La lectrice

Merci pour votre réponse claire.

Je constate, en France notamment, un intérêt croissant pour le soufisme. Comment expliquer alors cet intérêt de l'Occident pour cet Islam qui se "vend" comme un "Islam light"? Parce que le soufisme apparaît davantage aux yeux des occidentaux comme une philosophie ou une énième méthode de développement personnel et spirituel?

¹ Voir sur lui: https://goo.gl/cnUpcu

Le discours des intellectuels comme Éric Geoffroy a de quoi séduire. Car, selon lui, on peut pratiquer le soufisme sans avoir à embrasser l'Islam. Est-ce cohérent? Le soufisme pourrait-il devenir une voie plus pernicieuse d'incitation à la conversion?

Je pense qu'il serait peut-être nécessaire que le "consommateur" en mal de spiritualité dispose d'un point de vue qui vienne un peu contrebalancer ce que les adeptes du soufisme tente de nous vendre... avec succès, il faut le reconnaître.

Votre approche extrêmement rigoureuse, sans langue de bois est admirable. J'ai 32 ans et je désespère de mon époque... Des personnes comme vous sont plus que nécessaires dans cet affreux paysage du "tout politiquement correct".

Avec tous mes remerciements.

Réponse de Sami Aldeeb

Merci de votre confiance.

Votre histoire est intéressante.

Me permettez-vous de la publier à la suite de notre correspondance sans faire mention de votre nom?

Pourquoi le soufisme inspire-t-il tant de méfiance voire de rejet de la majorité des musulmans?

Je me rappelle une petite histoire: j'ai été dans une librairie à Riyadh. Le directeur de la librairie m'indiquait comment distinguer entre Ibn-Arabi (le soufi mort en 1240) et Ibn-al-Arabi (le juriste mort en 1148): Il me dit: Ibn-Arabi le soufi est sans l'article défini al-, donc un nul.

Je viens de voir chez un fameux religieux saoudien la distinction entre les deux. Il qualifie Ibn-Arabi de *moulhid* (un déviant) ayant écrit des ouvrages pernicieux appelant à l'unicité de la création et du créateur, alors qu'Ibn-al-Arabi est un "imam notoire". Il s'agit donc de conflits idéologiques.

Quant à l'origine du soufisme, ses adeptes se basent sur une interprétation ésotérique du Coran, en invoquant notamment le verset H-94/57:3: "C'est lui le premier et le dernier, l'apparent et le dissimulé. Il est connaisseur de toute chose". Mais sans doute vous trouverez de nombreux écrits sur Internet qui expliquent l'origine de ce courant de pensée islamique.

La lectrice

Vous pouvez relayer mon témoignage.

Dans l'espoir qu'il puisse inviter à la prudence tous ceux qui s'intéresseraient de près comme de loin au soufisme ou toute autre mouvance en lien avec l'Islam.

J'ai lu énormément sur le soufisme, dévoré les écrits "classiques" d'Ibn Arabi, Rûmi, suivi de nombreuses conférences, parcouru avec passion les ouvrages d'Éric Geoffroy que je tiens en estime car je le crois sincère et animé d'intentions plus que louables...

J'ai été tentée par la retraite spirituelle dans le désert marocain proposée par la fondation conscience soufie...

Mais, malheureusement, ce que j'ai vécu dans cette tentative de détournement de mon "potentiel de foi" par le biais du soufisme m'a amenée à une conclusion que

vous véhiculez très bien dans vos vidéos: l'Islam est une religion dangereuse et la majorité dite "pacifique" des musulmans ne semble avoir aucune espèce d'importance dans le renversement des déviances de cette religion.

Mon expérience est d'autant plus édifiante que la personne qui a voulu me soumettre aux principes les plus aliénants de l'Islam est une personne estimée, érudite, ayant fait de longues études supérieures, occupant un poste plus qu'honorable dans la fonction publique... Qui pourrait s'attendre à cela d'un esprit qu'on croit, a priori, instruit, cultivé, éclairé?

Jusqu'à cette rencontre malheureuse, je croyais, comme beaucoup, que cet Islam véhiculé dans les médias ne concernait qu'une minorité de personnes, des esprits dérangés et d'une pauvreté intellectuelle abyssale... Pas d'amalgames, pas d'amalgames...

Eh bien non, cet Islam-là existe et on ne peut pas dédramatiser, le jeter aux oubliettes, et subir les bras ballants ce qu'il engendre, même à petite échelle, sous prétexte qu'il ne serait pas représentatif d'une pseudo majorité qui n'a de modérée que les apparences de l'intégration sociale. Le problème de fond n'en reste pas moins grave: l'Islam n'autorise aucune remise en question, aucune ouverture intellectuelle et n'admet que l'adhésion et la soumission, volontaire au non, à certaines idées et certaines règles absolument abjectes.

Comment réformer ce qui est a priori est considéré comme parfait et intouchable? C'est un pari impossible!

Par ailleurs, la triste affaire Tariq Ramadan est venue faire un lointain écho à mon histoire...

Lui qu'on tenait comme digne représentant de l'élite culturelle islamique en France...

Pas d'amalgames, pas d'amalgames?

Moi qui prônais autrefois la plus grande "tolérance" envers toutes les croyances, force est de constater que trop de tolérance mène à l'intolérable... Et il m'aura fallu devenir musulmane pour le comprendre...

Je n'en reste pas moins une fervente croyante et je respecte toutes les convictions dès lors qu'elles n'abrogent pas la liberté individuelle et la dignité humaine...

Réponse de Sami Aldeeb

Merci encore de votre confiance.

Permettez-moi une digression. Votre phrase: "J'ai (...) parcouru avec passion les ouvrages d'Éric Geoffroy que je tiens en estime car je le crois sincère et animé d'intentions plus que louables" m'a fait sourire. À Fribourg, lorsqu'on dit de quelqu'un qu'il est sincère, cela signifie qu'il est simplet, pour ne pas dire idiot. C'est donc une insulte camouflée. Ceci n'est pas pour dénigrer Éric Geoffroy. Une simple digression.

Tout en étant chrétien, je n'ai jamais prêché le christianisme parce que je pense que la religion est une question d'attitude personnelle. J'ai des difficultés à respirer, raison pour laquelle je ne vais pas dans le lac pour nager. Je n'admets pas que quelqu'un m'impose la nage, et je ne l'imposerai à personne. Chacun est libre de

croire à ce qu'il veut, et il y a des milliers de religions dans le monde. Tout au plus, on peut leur exiger de respecter des normes de base énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce que le soufisme ne fait pas dans la pratique, comme signalé dans l'histoire de l'Algérienne susmentionnée.

Peut-on réformer l'islam. Je le pense fermement. Mais à condition que les musulmans se plient aux normes de base énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ils seront donc en contradiction avec le Coran. Pour parler de la France, Napoléon a exigé des juifs l'abandon de leurs principes avant de leur accorder la nationalité française. Voilà ce que doit faire la France avec les musulmans¹. Mais qu'en est-il des pays musulmans? Est-ce que les musulmans accepteront de le faire? En fait, ils ont le choix entre disparaître ou se réformer... ou détruire l'humanité tout entière (comme le disait le Président Al-Sissi²).

Je m'arrête là et vous souhaite une bonne nuit.

Message du Professeur Éric Geoffroy

À la suite de la correspondance susmentionnée parue dans mon blog sous le titre Les soufis sont la secte la plus intolérante parmi les musulmans³, le Professeur Éric Geoffroy m'écrit:

Cher Monsieur,

Tout ce que je puis faire, c'est vous envoyer ces extraits de textes d'Ibn 'Arabi. Il ne faut pas confondre soufisme et confrérisme.

Bien à vous

Éric Geoffroy www.eric-geoffroy.net

Textes d'Ibn 'Arabî: "Dieu est trop vaste et trop immense pour être enfermé dans un credo à l'exclusion des autres"

Les religions révélées ne sont diverses qu'à cause de la diversité des "relations divines". Si la "relation divine" qui demande qu'une chose particulière soit permise dans la loi révélée était la même que celle qui demande qu'elle soit interdite, cela impliquerait que les décisions divines ne peuvent changer, or il est établi qu'elles changent. Si ce n'était pas le cas, cela signifierait que cette parole divine est incorrecte: "À chacun de vous, Nous avons donné une loi et une voie" (Coran H-112/5:48). Or il est vrai que chaque communauté a une loi et une voie apportées par son prophète ou son messager. Donc l'abrogation des décisions divines est une réalité.

Nous savons de façon certaine que la relation de Dieu à Muhammad dans la religion qu'Il lui a révélée est différente de la relation qu'Il a établie avec tout autre prophète. Si ce n'était pas le cas, et si la relation qui demande la révélation d'une loi spécifique était unique, alors les religions révélées seraient une (*Futûhât makkiyya*, éd. Dâr Sâdir, Beyrouth, I, 265).

Les doctrines religieuses divergent en fonction de la divergence des regards qui sont portés sur Lui [Dieu]. Or, chaque personne qui regarde ainsi n'adore et ne

Voir mes articles https://goo.gl/yG1ivW; https://goo.gl/29828V; https://goo.gl/rmsyE7

https://goo.gl/PUxTcN

https://goo.gl/JQFjo5

professe que ce qu'elle a amené à l'existence dans son propre cœur. Elle n'a donc amené à l'existence qu'une chose créée, et non le Dieu Réel. Mais c'est pourtant dans cette forme doctrinale qu'Il Se manifeste à elle. L'Essence en tant que telle est unique, mais tu ne peux Le percevoir qu'ainsi [dans le monde de la relativité et de la multiplicité] (Futûhât makkiyya, IV, 211).

Celui qui professe une foi dogmatique loue uniquement la divinité incluse dans sa profession de foi et à laquelle il se rattache. Les œuvres qu'il accomplit lui reviennent, et en définitive il ne fait que se louer lui-même [...] L'éloge qu'il adresse à ce qu'il professe est donc un éloge qu'il s'adresse à lui-même. C'est pourquoi il blâme ce que professe autrui, ce qu'il ne ferait pas s'il était équitable. Celui qui se limite à cet objet d'adoration particulier est de toute évidence un ignorant, du fait même qu'il s'oppose aux convictions d'autrui au sujet de Dieu. S'il connaissait, en effet, la parole de Junavd: "La couleur de l'eau est celle de son récipient", il accepterait de chacun sa propre croyance; il connaîtrait Dieu en toute forme et en toute profession de foi. De lui n'émane qu'une opinion, et non une science. C'est pour cela que Dieu a dit: "Je suis auprès de l'opinion que Mon serviteur a de moi". Je ne Me manifeste à lui que dans la forme de sa croyance. Ainsi, la divinité des convictions dogmatiques est prisonnière des limitations; c'est donc la divinité que contient le cœur de Son serviteur. La Divinité absolue, quant à Elle, ne peut être contenue par rien, car Elle est l'essence des choses et l'essence d'Elle-même (Fusûs al-Hikam, éd. 'Afîfî, p. 226).

Tout ce qui est autre que Dieu est fabriqué, et les dieux des croyances sont fabriqués. Absolument personne n'adore Dieu tel qu'en Lui-même. Il n'est adoré qu'en tant qu'Il est fabriqué par l'adorateur. Comprends donc ce secret, car il est extrêmement subtil! (*Futûhât makkiyya*, IV, 229).

Prends garde à ne pas te limiter à un credo particulier en reniant tout le reste, car tu perdrais un bien immense [...]. Que ton âme soit la substance de toutes les croyances, car Dieu est trop vaste et trop immense pour être enfermé dans un credo à l'exclusion des autres. Il a dit en effet: "Où que vous vous tourniez, là est la face de Dieu" (2: 115), sans mentionner une direction plutôt qu'une autre (*Fusûs al-Hikam*, éd. 'Afîfî, p. 113).

Mon cœur est devenu capable de toutes les formes

Une prairie pour les gazelles, un couvent pour les moines

Un temple pour les idoles, une Ka'ba pour le pèlerin,

Les Tables de la Thora, le Livre du Coran.

Je professe la religion de l'Amour, et quelque direction

Que prenne sa monture, l'Amour est ma religion et Ma foi (Tarjumân al-ashwâq)

Réponse de Sami Aldeeb

Monsieur le Professeur,

Je vous remercie de votre message et de votre envoi.

Je suis juriste. Vous avez déclaré dans un article "il n'y a pas de tarîqa sans charîa, ni de charîa sans tarîqa".

Qu'entendez-vous par charîa? Couper les mains, lapider, tuer l'apostat, *jizya* (H-113/9:29), esclavage, enlèvement des femmes yézidies, droit de coucher avec les femmes de l'ennemi même mariées (H-92/4:24), mise à mort de ceux qui ne sont pas monothéistes s'ils ne se convertissent pas à l'islam (H-113/9:5), etc.?

Comme vous connaissez si bien le soufisme, pouvez-vous me donner la réponse à ces questions:

- Est-ce que les soufis admettent le droit d'un musulman de quitter l'islam?
- Est-ce qu'ils permettent le mariage entre une musulmane et un non-musulman?
- Est-ce qu'ils admettent l'égalité de l'homme et de la femme en matière de témoignage, de succession, etc.?
- Est-ce qu'ils admettent l'égalité entre musulmans et non-musulmans dans les différents domaines?

Merci d'avance.

Cette lettre est restée sans réponse. Il faut en fait signaler que le soufisme ne fait pas abstraction des normes musulmanes admises par les écoles orthodoxes, mais y ajoute une démarche personnelle de dévotion. On y trouve donc tous les tares de la *shari'ah* islamique. Les soufis préconisent le jihad dans le sens du combat comme le prescrit le Coran, et y ajoutent le combat spirituel. Mais celui-ci n'exclut pas l'exécution des apostats et la lapidation des adultères. Et si un soufi parvient au pouvoir, comme l'Émir Abdelkader en Algérie, il est tenu d'appliquer la *shari'ah*, sans quoi il perd la légitimité de gouverner en vertu des versets: "Quiconque ne juge pas d'après ce que Dieu a fait descendre, ceux-là sont les mécréants ... ceux-là sont les oppresseurs ... ceux-là sont les pervers" (H-112/5:44, 45, 47).

6) Mesures juridiques et solution du problème des réfugiés

Bien que primordiaux, le débat idéologique et la formation de spécialistes peuvent nécessiter beaucoup de temps et d'énergie, et peut-être aussi beaucoup de vies sacrifiées. Entre-temps, les sociétés occidentales doivent se protéger des conséquences de la conception musulmane de la loi sur leurs systèmes démocratiques et leur intégrité territoriale. Elles doivent exiger le respect de leurs lois par les musulmans qui habitent à l'intérieur de leurs frontières et être très prudentes devant toute demande de cette communauté qui enfreint la laïcité. Elles ne devraient pas donner leur nationalité à ceux qui considèrent leurs normes religieuses comme supérieures aux normes de l'État. Certes, on ne peut exiger d'un musulman de manger du porc ou de boire du vin pour pouvoir bénéficier de la naturalisation, mais on est en droit de lui demander le respect des principes fondamentaux comme la liberté de religion et des normes qui en découlent. Il est donc nécessaire que les pays occidentaux établissent une charte détaillée que les musulmans doivent signer avant d'obtenir le permis de séjour, la nationalité ou le droit d'asile. La Convention relative aux réfugiés dit à son article 2: "Tout réfugié a, à l'égard du pays où il se

-

https://goo.gl/cnUpcu

trouve, des devoirs qui comportent notamment l'obligation de se conformer aux lois et règlements ainsi qu'aux mesures prises pour le maintien de l'ordre public".

Il faut aussi interdire tant la circoncision masculine que la circoncision féminine, l'abattage rituel des juifs et des musulmans qui a lieu sans étourdissement, ainsi que les cimetières religieux.

Concernant la migration, je propose une solution radicale¹. L'écrasante majorité des réfugiés qui arrivent en Europe sont des musulmans, appartenant à une nation qui prétend être "la meilleure nation suscitée pour les humains", selon le verset H-89/3:110. Les pays européens dans lesquels ces réfugiés viennent pour demander l'asile sont considérés aux yeux des musulmans comme pays de mécréants, contre lesquels ils ne cessent d'invoquer Dieu, nuit et jour, et à la longueur de l'année, pour "qu'il rende orphelins leurs enfants, et veuves leurs femmes". Selon le droit musulman, ces pays forment ce qu'on appelle *Dar al-kufr* (pays de mécréance) et *Dar al-harb* (pays de guerre), donc à conquérir par le jihad avec ce que cela implique comme butins de guerre et enlèvement des femmes pour en faire des esclaves.

Alors, quelle est la solution? Deux propositions s'offrent:

- L'aménagement d'une île ou de plusieurs îles grecques vers lesquelles les réfugiés musulmans seraient dirigés. On y ferait construire des logements par les réfugiés eux-mêmes, et on y ouvrirait des hôpitaux, des écoles, des universités et des usines.
 - Confisquer une partie de l'immense territoire saoudien et la placer sous la protection des Nations Unies, d'autant que 60% des Saoudiens, selon certaines sources, soutiennent l'État islamique (Daesh), et les Saoudiens sont ceux qui financent le terrorisme dans la région et s'emploient à la diffusion du wahhabisme dans le monde entier à coup de milliards de US \$. Ce sera une sorte de compensation pour les crimes de l'Arabie saoudite.

Le problème avec les îles grecques est que le nombre des réfugiés ne cesse d'augmenter, pouvant atteindre plusieurs millions dans un avenir proche. Par ailleurs, la Grèce a été sous la domination turco-ottomane pendant des siècles, et elle a lancé une guerre de libération entre 1821 et 1832 pour se débarrasser de cette domination. Prendre des îles grecques pour y placer des immigrants de pays musulmans provenant de l'ennemi historique Turquie ne ferait que raviver des plaies ouvertes des Grecs.

Par conséquent, la seconde solution est préférable, à savoir prendre la moitié de l'Arabie Saoudite, pour les raisons suivantes:

- La Péninsule arabique est le berceau de l'Islam, et l'écrasante majorité des réfugiés sont des musulmans.

.

¹ Je renvoie le lecteur intéressé à mes deux ouvrages: La migration (hijrah) dans l'islam: (version sans les exégèses en arabe), Createspace (Amazon), Charleston, 2017 et La migration (hijrah) dans l'islam: Interprétation des versets relatifs à la migration à travers les siècles, Createspace (Amazon), Charleston, 2017.

- La superficie de l'Arabie saoudite est de deux millions de kilomètres carrés, équivalente à quatre fois la superficie de la France. Et ce territoire peut accueil-lir plus de 100 millions de migrants, qui ont envie de quitter leurs pays à cause du chômage, de la faim ou de la guerre.
- L'énorme richesse pétrolifère en Arabie Saoudite peut être exploitée au profit des réfugiés musulmans. Selon la loi islamique, les musulmans appartiennent à une seule nation, et ils ont le droit aux richesses des pays islamiques.
- La richesse de l'Arabie saoudite ne profite aujourd'hui qu'à un petit nombre de princes, tandis que des millions de musulmans en Arabie Saoudite et à l'étranger sont en train de mourir de faim et de la pauvreté.
- L'Arabie saoudite est le principal bailleur de fonds du terrorisme dans le monde. Pour rappel, les attaques terroristes aux États-Unis le 11 Septembre 2001, qui ont tué plus de 3000 personnes, ont été menées par 19 personnes liées à Al-Qaïda, dont quinze ont la nationalité saoudienne.

Bien sûr, certains objecteront que les immigrants vers les pays occidentaux ne veulent pas vivre sous un système saoudien violant les droits de l'homme. Pour cette raison, vous devez confisquer la moitié du territoire de l'Arabie saoudite et la moitié de sa richesse pétrolière et les mettre sous protection internationale. On pourra l'appeler, par exemple, l'État des réfugiés musulmans. Ce doit être un État démilitarisé, protégé par une force supervisée par le Conseil de sécurité, et il doit respecter les droits humains. Cet État peut devenir un modèle pour d'autres pays musulmans.

Dans la pratique, on doit amener tous les réfugiés musulmans venant dans les pays occidentaux à ce territoire protégé et assurer leur sécurité, en leur permettant de retourner dans leur pays d'origine quand ils le veulent. On y enverra aussi toutes les personnes fichées S et tous les détenus musulmans dans les prisons occidentales.

7) Violence et résistance

La *Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen* placée au début de la Constitution du 24 juin 1793 dit:

Art. 35 - Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.

La *Déclaration des droits de l'homme* placée au début du projet de Constitution française du 19 avril 1946 dit:

Quand le gouvernement viole les libertés et les droits garantis par la Constitution, la résistance sous toutes ses formes est le plus sacré des droits et le plus impérieux des devoirs (art. 21).

Le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme dit:

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme.

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.

J'ai signalé au début de cet ouvrage que j'ai rédigé en 1995 pour la revue Alternatives non violentes, n° 94, printemps 1995, pp. 35-46 un article intitulé *Les musulmans face à la violence, le point de vue d'un juriste*¹. Je voudrais ici terminer ce livre avec les derniers passages de cet article dont le titre était *Violence et résistance*, sans rien y changer, exception faite de la traduction des versets coraniques.

Nous l'avons dit, la "loi de la jungle" régit les relations internationales; elle est instituée officiellement par les Nations Unies. Et qui dit "loi de la jungle", dit agresseur et agressé.

Malheureusement, parmi les hommes, comme parmi les animaux, la raison du plus fort est toujours la meilleure. Dans la fable de La Fontaine *Les animaux malades de la peste*, le renard dit au lion:

Sire, ... vous êtes trop bon roi;

Vos scrupules font voir trop de délicatesse;

Eh bien! manger moutons, canaille, sotte espèce,

Est-ce un péché? Non, non: vous leur fîtes, Seigneur,

En les croquant beaucoup d'honneur.

Qu'en pensent les musulmans?

Le Coran accorde au faible le droit de se défendre lorsqu'il est agressé:

Autorisation est donnée à ceux qui sont combattus [de combattre], parce qu'ils ont été opprimés. Dieu est puissant pour les secourir. Ceux qu'on a fait sortir de leurs demeures sans droit, simplement parce qu'ils ont dit: "Dieu est notre Seigneur" (H-103/22:39-40).

Le Coran promet aux opprimés de l'emporter sur leurs agresseurs:

Nous voulons gratifier ceux affaiblis dans la terre (*mustad'afun fil-ard*), les faire des guides, les faire les héritiers, leur donner le pouvoir dans la terre (M-49/28:5).

Le terme "humiliés sur la terre" (*mustad'afun fil-ard*) revient souvent dans la terminologie des mouvements de résistance islamiques qui s'opposent à Israël. D'autres termes coraniques sont utilisés, notamment:

Hizb Allah (parti de Dieu): il désigne un groupe shiite situé au Sud Liban qui se bat contre l'occupation israélienne. Hizb Allah dans le Coran (H-105/58:22) s'oppose à hizb al-shaytan (parti de Satan) (H-105/58:19), terme utilisé contre les États-Unis en raison de son soutien inconditionnel à Israël.

-

https://goo.gl/Fs1CBT. Il a été repris aussi par https://goo.gl/M13zRa

Jihad: il s'agit de plusieurs groupes de résistants musulmans face à l'occupation israélienne au Liban et dans les Territoires occupés par Israël. On les trouve aussi en Égypte et en Algérie.

Si en principe le droit à la résistance face à l'oppression et à l'agression ne saurait sur le plan moral être mis en doute, on peut se demander s'il n'y a véritablement pas d'autres moyens pour résister, lesquels seraient moins coûteux en vies humaines? D'où vient ce mépris de la vie chez les musulmans?

Le Coran glorifie le martyr:

Ne pense pas que ceux qui ont été tués dans la voie de Dieu, soient morts. [Ils sont] plutôt vivants, auprès de leur Seigneur, recevant leur attribution (H-89/3:169; voir aussi H-113/9:111).

Mahomet dit:

Personne de vous qui entre le paradis ne voudrait revenir sur terre, sauf le martyr pour y être tué une dizaine de fois en raison de l'honneur qu'il obtient par sa mort (cité dans Al-Bukhari).

Il serait cependant faux de croire que le Coran pousse les gens à se jeter dans la bataille aveuglément. Le Coran insiste sur la nécessité que le combat se fasse en premier lieu par les biens, avant les personnes: "Luttez avec vos fortunes et vos personnes dans la voie de Dieu" (H-113/9:41; voir aussi H-92/4:95; H-88/8:72; H-113/9:20, 44, 81, 88; H-106/49:15; H-109/61:11). Bien plus, dans certains versets il est question uniquement de combat par les fortunes (voir H-87/2:261-262, 265; H-113/9:20).

Malheureusement, les pays arabes ont fait le contraire dans leurs guerres avec Israël. Ils ont envoyé à la mort des milliers de leurs fils poussés par la ferveur religieuse, alors que leurs biens étaient déposés dans les banques des pays occidentaux qui s'en servent pour soutenir leur ennemi. Et si aujourd'hui des jeunes prêts au suicide se jettent à corps perdu contre l'ennemi, c'est souvent en désespoir de cause. La mort pour eux est souvent meilleure que la vie.

Certes, les actes de ces groupes relèvent du terrorisme, mais ce terrorisme n'est pas plus condamnable que le terrorisme d'État ou de groupes (bien plus mortel) pratiqué par les Occidentaux et les Israéliens. Il serait donc injuste de lutter contre le terrorisme des uns et de fermer les yeux sur le terrorisme des autres. Les Occidentaux et les Israéliens accusent ces groupes d'être contre la paix. Ceci relève de l'intoxication et du mensonge car on ne peut parler de paix sans éliminer l'injustice qui est la principale source du terrorisme proche-oriental. La paix ne peut exister sans justice, à moins qu'il ne s'agisse de paix de cimetière. Le Prophète Isaïe le disait il y a 2700 ans:

La paix sera le fruit de la Justice (32:17)

Point de paix, dit Yahvé, pour les méchants (57:21).

Signalons à cet égard que les Occidentaux et les Israéliens s'opposent aussi bien aux actes terroristes qu'aux actes non violents. C'est ainsi qu'ils insistent pour que les pays arabes cessent leur boycott économique contre Israël, sans contrepartie, et sans volonté réelle à résoudre les problèmes qui en sont la cause. Ils cherchent

avec cela à mettre les pays arabes à genou, et ils y parviendront certainement en raison du délabrement actuel de ces pays. Mais est-ce que les désespérés accepteront d'être traités comme des êtres inférieurs sans droits? Comment convaincre ces désespérés que seuls les Israéliens et les Occidentaux ont droit à la dignité humaine? N'y a-t-il pas là une provocation de la part des Israéliens et des Occidentaux qui poussera les désespérés dans les bras du terrorisme à outrance?